ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS331/R
8 juin 2007

(07-2364)

Original: espagnol

MEXIQUE – DROITS ANTIDUMPING SUR LES TUBES ET TUYAUX EN ACIER EN PROVENANCE DU GUATEMALA

Rapport final du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 1
A. PLAINTE DU GUATEMALA 1
B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 1
C. PROCÉDURES ADDITIONNELLES POUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS 2
II. ASPECTS FACTUELS 2
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 3
A. GUATEMALA 3
B. MEXIQUE 5
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 8
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 8
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 8
A. DEMANDES DU MEXIQUE 8
B. DEMANDES DU GUATEMALA 9
VII. CONSTATATIONS 10
A. GÉNÉRALITÉS 10
1. Critères d'examen 10
2. Charge de la preuve et établissement d'éléments *prima facie* 11
3. Interprétation des traités 12
B. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE 12
1. Arguments des parties 12
a) Guatemala 12
b) Mexique 13
2. Arguments des tierces parties 13
3. Évaluation par le Groupe spécial 13
a) Contexte factuel 13
b) Analyse 14
C. FAITS AYANT TRAIT À LA DÉFINITION DU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE/PRODUIT SIMILAIRE 32
1. Demande d'ouverture d'une enquête (pièce GTM-1) 33
2. Demande de renseignements additionnels (pièce GTM-3) 34
3. Avis d'ouverture d'une enquête (pièce GTM-4) 35
4. Communication de Tubac jointe à la réponse au questionnaire destiné aux exportateurs/réponse au questionnaire (pièce GTM-5) 36
5. Réponse d'Hylsa à la communication de Tubac et à la réponse au questionnaire destiné aux exportateurs (pièce GTM-27) 37
6. Renseignements fournis par la branche de production nationale avant la détermination préliminaire 37
7. Détermination préliminaire (pièce GTM-10) 38
8. Réunion d'information technique avec Tubac (pièce GTM-11 A)) 39

9. Réunion d'information technique avec Hylsa (pièce GTM-11 B)) 40
10. Avis de vérification adressé à Tubac (pièce GTM-13) 40
11. Rapport de vérification – Tubac (pièce GTM-15) 41
12. Rapport de vérification – Hylsa (pièce GTM-24) 42
13. Autres renseignements fournis par la branche de production nationale entre la détermination préliminaire et la détermination finale 42
14. Audition publique (pièce GTM-19) 43
15. Allégations – 6 septembre 2002 44
a) Hylsa (pièce GTM-20) 44
b) Tubac (pièce GTM-29) 44
16. Détermination finale 45
17. Constatation de fait du Groupe spécial 46
D. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING – UTILISATION PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES 47
1. Allégations au titre de l'article 6 47
a) Arguments des parties 47
b) Arguments des tierces parties 48
c) Évaluation du Groupe spécial 48
2. Allégations au titre de l'article 2 80
E. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET D'UN LIEN DE CAUSALITÉ 81
1. "Examen objectif" des "éléments de preuve positifs" dans les déterminations de l'existence d'un dommage 81
2. Intervalle temporel entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête 84
a) Arguments des parties 84
b) Arguments des tierces parties 84
c) Évaluation du Groupe spécial 85
3. Utilisation de périodes semestrielles aux fins de l'analyse du dommage 92
a) Arguments des parties 92
b) Arguments des tierces parties 92
c) Évaluation du Groupe spécial 93
4. Effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et sur le prix 99
a) Arguments des parties 99
b) Évaluation du Groupe spécial 100
5. Dommage à la "branche de production nationale" 111
a) Arguments des parties 111
b) Arguments des tierces parties 112
c) Contexte factuel 112
d) Évaluation du Groupe spécial 117
6. Allégations formulées au titre de l'article 3 en ce qui concerne l'extension du produit visé par l'enquête/produit similaire 125
a) Arguments des parties 125
b) Arguments des tierces parties 125

c) Évaluation du Groupe spécial 126
7. Lien de causalité/non-imputation 129
a) Arguments des parties 129
b) Arguments des tierces parties 130
c) Évaluation du Groupe spécial 130
F. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA PROCÉDURE 141
1. Confidentialité et résumés non confidentiels 141
a) Arguments des parties 141
b) Arguments des tierces parties 141
c) Évaluation par le Groupe spécial 141
2. Teneur des déterminations préliminaire et finale 151
3. Faits essentiels 152
G. ALLÉGATIONS AU TITRE DES ARTICLES 1ER ET 18 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 152
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 153
IX. APPENDICES 158

RAPPORTS ET DÉCISIONS ARBITRALES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS CITÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Carreaux en céramique	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, WT/DS189/R, adopté le 5 novembre 2001
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/AB/RW, adopté le 4 août 2000
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS219/AB/R
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Linge de lit	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
Corée – Certains papiers	Rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie*, WT/DS312/R, adopté le 28 novembre 2005
Égypte – Barres d'armature en acier	Rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R

États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/R, adopté le 31 août 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS264/AB/R
États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS264/RW, adopté le 1er septembre 2006, infirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS264/AB/RW
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – DRAM	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999
États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée*, WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005
États-Unis – Loi de 1916 (Japon)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi antidumping de 1916, plainte du Japon*, WT/DS162/R et Add.1, adopté le 26 septembre 2000, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS268/RW, distribué aux Membres de l'OMC le 30 novembre 2006
États-Unis – Tôles en acier	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/R, WT/DS178/R, adopté le 16 mai 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R
Guatemala – Ciment II	Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000
Japon – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003

Japon – Produits agricoles II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS295/AB/R
Mexique – Sirop de maïs	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000
Thaïlande – Poutres en H	Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

ANNEXE A

Résumés analytiques des premières communications écrites des parties

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Guatemala – 7 juillet 2006	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite du Mexique – 16 août 2006	A-16

ANNEXE B

Résumés analytiques des communications des tierces parties

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie – 4 septembre 2006	B-2
Annexe B-2	Résumé analytique de la communication des États-Unis en tant que tierce partie – 4 septembre 2006	B-6
Annexe B-3	Résumé analytique de la communication du Japon en tant que tierce partie – 1er septembre 2006	B-12
Annexe B-4	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie – 12 septembre 2006	B-16
Annexe B-5	Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie – 13 septembre 2006	B-20
Annexe B-6	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie – 12 septembre 2006	B-22

ANNEXE C

Résumés analytiques des deuxièmes communications écrites des parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Guatemala – 13 octobre 2006	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Mexique – 2 novembre 2006	C-13

ANNEXE D

Déclarations orales des parties à la première et à la deuxième réunion du Groupe spécial

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la déclaration orale du Guatemala à la première réunion – 20 septembre 2006	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la déclaration orale du Mexique à la première réunion – 12 et 13 septembre 2006	D-6
Annexe D-3	Déclaration orale du Guatemala à la deuxième réunion – 7 novembre 2006	D-14
Annexe D-4	Déclaration orale du Mexique à la deuxième réunion – 7 novembre 2006	D-19
Annexe D-5	Déclaration finale du Guatemala à la deuxième réunion – 9 novembre 2006	D-34

I. INTRODUCTION

A. PLAINTE DU GUATEMALA

1.1 Le 17 juin 2005, le Guatemala a demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord sur le règlement des différends"), à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994") et à l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping"), au sujet des mesures antidumping définitives imposées par le Mexique sur les importations de certains tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala et de l'enquête qui a abouti à leur imposition.[1] Le Guatemala et le Mexique ont tenu des consultations le 15 juillet, le 26 août et le 28 septembre 2005. Ces consultations n'ont pas permis de régler le différend.

1.2 Le 6 février 2006, le Guatemala a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et à l'article 17.4 de l'Accord antidumping.[2]

B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.3 À sa réunion du 17 mars 2006, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a établi un groupe spécial comme le Guatemala l'avait demandé dans le document WT/DS331/2 (Appendice 1), conformément à l'article 6 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*. À cette réunion, les parties au différend sont convenues également que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Guatemala dans le document WT/DS331/2, la question portée devant l'ORD par le Guatemala dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.4 Le 4 mai 2006, les parties sont convenues que la composition du Groupe spécial serait la suivante[3]:

Président: M. Julio Lacarte-Muró

Membres: M. Cristian Espinosa Cañizares
M. Álvaro Espinoza

La Chine, les Communautés européennes, les États-Unis, le Honduras et le Japon ont réservé leurs droits de tierces parties.

1.5 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties du 12 au 14 septembre 2006 et du 7 au 9 novembre 2006. Il s'est réuni avec les tierces parties le 12 septembre 2006.

---

[1] WT/DS331/1.
[2] WT/DS331/2.
[3] WT/DS331/3.

C. PROCÉDURES ADDITIONNELLES POUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

1.6 Pour faciliter la présentation par le Mexique de certains renseignements, le Groupe spécial a adopté le 27 septembre 2006 des procédures additionnelles pour la protection des renseignements commerciaux confidentiels. Ces procédures ("les procédures RCC") sont reproduites dans l'Appendice 2.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne l'imposition par le Mexique de mesures antidumping sur les importations de certains tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala.

2.2 Le 22 mai 2001, l'entreprise mexicaine Hylsa, S.A. à C.V. ("Hylsa" ou "le requérant"), a déposé une demande d'ouverture d'une enquête antidumping au sujet des tubes et tuyaux en acier "standard".[4] Suite à la réponse faite par Hylsa à une demande de renseignements additionnels de l'autorité mexicaine chargée de l'enquête[5], le Ministère de l'économie a publié, le 24 août 2001, au Journal officiel de la Fédération[6] un avis d'ouverture d'une enquête sur les tubes et tuyaux en acier standard, relevant des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99, en provenance du Guatemala. La société Tubac, S.A. ("Tubac") a été le seul producteur exportateur guatémaltèque visé par l'enquête.

2.3 L'enquête a porté sur la période allant du 1er juillet au 31 décembre 2007[7] ("période couverte par l'enquête"). L'examen des "tendances" dans le cadre de l'analyse du dommage a porté sur les périodes allant du 1er juillet au 31 décembre 1998, 1999 et 2008[8] ("période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage").

2.4 Pendant l'enquête, il y a eu de nombreuses communications et de nombreux échanges entre le Ministère de l'économie et Tubac et/ou le conseil juridique de Tubac, y compris des questionnaires et des réunions. Une visite de vérification a été effectuée dans les locaux de Tubac du 17 au 21 juin et les 24 et 25 juin 2002.[9]

2.5 Le 13 mars 2002, le Mexique a imposé des droits antidumping provisoires de 3,41 pour cent et de 12,82 pour cent pour tous les produits classés sous les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99, respectivement, sur les importations en provenance de Tubac.[10] Il a aussi imposé des droits de 25,83 pour cent et de 26,59 pour cent pour tous les produits classés sous les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99, respectivement, sur les importations en provenance de tous les autres exportateurs guatémaltèques.[11]

2.6 Le 13 janvier 2003, le Mexique a imposé des droits antidumping définitifs de 25,87 pour cent sur les importations de certains tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala, comme il est indiqué dans la détermination finale.[12]

---

[4] Pièce GTM-1.
[5] Pièce GTM-2.
[6] Journal officiel, 24 août 2001. Pièce GTM-4.
[7] Pièce GTM-4, paragraphe 2.
[8] Pièce GTM-4, paragraphe 100.
[9] Pièce GTM-13.
[10] Détermination préliminaire, pièce GTM-10, paragraphes 197 A et 197 B.
[11] Détermination préliminaire, pièce GTM-10, paragraphes 197 C et 197 D.
[12] Détermination finale, pièce GTM-23, paragraphe 275.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. GUATEMALA

3.1 Le Guatemala demande que le Groupe spécial:

a) constate qu'en imposant des droits antidumping sur les importations de tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala, le Mexique – par l'intermédiaire du Ministère de l'économie – a agi d'une manière incompatible avec ses engagements au titre des articles 1er et 18.1 de l'*Accord antidumping* car il a violé[13]:

i) l'article 5.2 iii), 5.2 iv), 5.3 et 5.8 de l'*Accord antidumping*, en ouvrant l'enquête sans examiner convenablement l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête, éléments de preuve qui en soit n'étaient ni pertinents ni exacts pour démontrer l'existence d'un dumping, d'un dommage et du lien de causalité entre le dumping et le dommage;

ii) les articles 1er, 2.1, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.4, 6.9 et 18.1[14] de l'*Accord antidumping*, en modifiant la définition du produit considéré et du produit similaire pour inclure les tubes et tuyaux qui étaient exclus de la définition dans la détermination préliminaire et qui n'avaient pas fait l'objet d'une enquête, sans procéder à une évaluation impartiale et objective des éléments de preuve positifs versés au dossier ni formuler de constatations sur l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage pour des produits au sujet desquels aucune enquête n'avait été ouverte ni menée, et, en dépit de cela, en ayant imposé des droits antidumping définitifs sur lesdits produits;

iii) l'article 6.8, 6.13[15] et l'Annexe II de l'*Accord antidumping* et, par suite, l'article 2.1, 2.2 et 2.4 de l'*Accord antidumping*, en recourant aux données de fait disponibles sans suivre les procédures établies à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'*Accord antidumping*;

iv) l'article 6.2, 6.4, 6.7 et 6.8[16] de l'*Accord antidumping*, en n'ayant pas divulgué à l'exportateur qu'il avait rencontré des problèmes lors de l'enquête sur place, qui justifiaient le rejet de tous les renseignements fournis par l'exportateur et le recours aux données de fait disponibles au titre de l'article 6.8; et l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.8 et 6.9 de l'*Accord antidumping*, en n'ayant pas, par la suite, expliqué de façon adéquate les problèmes rencontrés lors de l'enquête

[13] Première communication écrite du Guatemala, paragraphes 93, 94, 102, 154, 236, 266, 279, 280 et 361.

[14] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Guatemala a aussi mentionné l'article 3.6 dans ce contexte. (Appendice 1, point b) des allégations relatives au produit considéré/produit similaire.)

[15] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Guatemala a aussi mentionné l'article 6.6 dans ce contexte. (Appendice 1, point d) des allégations relatives à la détermination de l'existence d'un dumping.)

[16] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Guatemala a aussi mentionné l'article 6.6 dans ce contexte. (Appendice 1, point e) des allégations relatives à la détermination de l'existence d'un dumping.)

sur place ou ceux qui justifiaient le recours aux données de fait disponibles et, par voie de conséquence, l'article 2.1, 2.2 et 2.4 de l'*Accord antidumping*[17];

v) l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*, en ayant fondé sa détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité sur une période couverte par l'enquête qui s'arrêtait bien avant l'ouverture de l'enquête sans s'appuyer sur des renseignements concernant une période plus proche de l'enquête, ce qui a donné lieu à une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'était pas fondée sur un examen objectif ou sur des éléments de preuve positifs;

vi) l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*, en limitant indûment son analyse du dommage aux données relatives à des périodes de six mois pour chaque année de la période couverte par l'enquête, ce qui a donné lieu à une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'était pas fondée sur un examen objectif ou sur des éléments de preuve positifs;

vii) les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 4.1[18] de l'*Accord antidumping*, en utilisant de manière sélective et sans logique précise des données relatives à différentes périodes et à différents groupes de renseignements émanant de différentes sociétés ou combinaisons de sociétés à l'intérieur de la branche de production nationale, dans son analyse du volume des importations visées par l'enquête et des effets de ces importations sur les prix, de l'incidence de ces importations visées par l'enquête sur la branche de production nationale, et du lien de causalité, ce qui a donné lieu à une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'était pas fondée sur un examen objectif ou sur des éléments de preuve positifs;

viii) l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping*, en réalisant l'analyse tant du volume des importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping que de l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, ainsi que de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits, sans se fonder sur un examen objectif ou sur des éléments de preuve positifs[19];

ix) l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*, en n'ayant pas correctement examiné d'autres facteurs connus qui causaient aussi un dommage à la branche de production nationale et en ne s'étant pas non plus

[17] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Guatemala a aussi formulé une allégation concernant certains ajustements du prix à l'exportation que le Ministère de l'économie a effectués pour certaines catégories de frais sans procéder à des ajustements symétriques de la valeur normale et qui, selon le Guatemala, étaient incompatibles avec l'article 2.1, 2.2 et 2.4 de l'*Accord antidumping*. (Appendice 1, point f) des allégations relatives à la détermination de l'existence d'un dumping.)

[18] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Guatemala a aussi mentionné l'article 3.6 dans ce contexte. (Appendice 1, point i) des allégations relatives à la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.)

[19] Dans sa réponse à la question n° 59 du Groupe spécial, le Guatemala a retiré une allégation qui figurait dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial (Appendice 1, point k) des allégations relatives à la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité) selon laquelle le Ministère de l'économie n'avait pas évalué dûment tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 qui influaient sur la situation de la branche de production nationale, ce qui était, selon le Guatemala, incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping*.

assuré que le dommage causé par ces facteurs connus n'était pas imputé aux importations visées par l'enquête;

x) l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*, en n'ayant pas informé l'exportateur des faits essentiels examinés qui avaient constitué le fondement de la décision d'appliquer des droits définitifs;

xi) l'article 12.2 de l'*Accord antidumping*, en n'ayant pas exposé dans ses déterminations préliminaire et finale[20], de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités mexicaines;

xii) l'article 6.5 de l'*Accord antidumping*, en n'exigeant pas du requérant qu'il fournisse des résumés non confidentiels ou qu'il divulgue dûment les renseignements pour lesquels il n'avait pas été exposé de raisons valables – ni démontré qu'il existait des raisons valables – de les traiter comme confidentiels, ou qu'il présente des résumés non confidentiels des renseignements présentés comme confidentiels.

b) conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, recommande que le Mexique rende sa mesure conforme à l'*Accord antidumping*[21];

c) conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, suggère que le Mexique annule la mesure imposant des droits antidumping.[22]

B. MEXIQUE

3.2 Le Mexique demande que le Groupe spécial rejette toutes les allégations du Guatemala et détermine que le Mexique a agi conformément avec l'*Accord antidumping.* En particulier, il demande que le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) en ce qui concerne l'ouverture de l'enquête, le Mexique n'a pas violé l'article 5.2, 5.3 ni 5.8 de l'*Accord antidumping* parce que la demande d'ouverture d'une enquête contenait les renseignements qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant; et parce que le Ministère de l'économie a analysé ces renseignements, a demandé des éclaircissements et, sur cette base, a déterminé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence alléguée d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour justifier l'ouverture d'une enquête[23];

b) en ce qui concerne les changements dont il est allégué qu'ils ont été apportés à la définition du produit visé par l'enquête, le Mexique n'a pas violé les articles 1er, 2.1, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.4, 6.9 ni 18.1 parce que l'*Accord antidumping* n'énonce pas de règles concernant la définition du produit visé par l'enquête; parce que le Ministère de l'économie a examiné correctement les caractéristiques physiques et l'interchangeabilité technique et commerciale des produits en question; et parce

[20] Dans sa réponse à la question n° 128 du Groupe spécial, le Guatemala a retiré ses allégations relatives à la détermination finale.
[21] Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 363.
[22] Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 353.
[23] Première communication écrite du Mexique, paragraphes 14, 51, 75 et 76.

que le Ministère de l'économie a établi sa détermination de l'existence d'un dommage sur la base d'un examen objectif d'éléments de preuve positifs[24];

c) en ce qui concerne le rejet par le Ministère de l'économie des renseignements fournis par l'exportateur et son recours aux données de fait disponibles pour déterminer l'existence d'un dumping, le Mexique n'a pas violé l'article 6.8 ni l'Annexe II de l'*Accord antidumping* parce que l'exportateur a délibérément communiqué des renseignements incomplets et inexacts qui ne provenaient pas de ses registres comptables, de sorte qu'il n'a pas communiqué tous les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable et, par voie de conséquence, a entravé le déroulement de l'enquête de façon notable[25];

d) en ce qui concerne le fait que le Ministère de l'économie devait ménager à l'exportateur la possibilité d'examiner tous les renseignements pertinents et de préparer des exposés à ce sujet, communiquer un rapport sur les résultats de la vérification et informer l'exportateur du fait essentiel que ses renseignements allaient être rejetés et que les données de fait disponibles allaient être utilisées à leur place, le Mexique n'a pas violé l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.8 ni 6.9 de l'*Accord antidumping* parce que l'exportateur avait connaissance et était responsable de l'existence des problèmes rencontrés pendant la vérification; parce que le rapport de vérification établi par le Ministère de l'économie décrivait avec exactitude les résultats de la visite de vérification; parce que le Ministère de l'économie a informé l'exportateur des faits essentiels qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer des droits antidumping définitifs, par: *a)* la publication de ses déterminations préliminaire et finale, *b)* l'audition publique, et *c)* le contenu du dossier auquel le Guatemala a eu accès tout au long de la procédure d'enquête; et parce que les déterminations rendues par le Ministère de l'économie exposaient de façon approfondie et suffisante les considérations et les conclusions qu'il avait établies sur les aspects relatifs au dumping, au dommage et au lien de causalité et comprenaient tous les points de fait et de droit jugés importants par le Ministère de l'économie, parmi lesquels sa détermination de l'existence d'un dumping fondée sur les données de fait disponibles[26];

e) en ce qui concerne l'utilisation par le Ministère de l'économie, aux fins de l'analyse de l'existence d'un dommage, d'une période qui s'achevait huit mois avant l'ouverture de l'enquête, le Guatemala n'a pas établi *prima facie* que le Mexique avait violé l'article 3.1, 3.2, 3.4 ou 3.5 de l'*Accord antidumping*; et, en tout état de cause, le Ministère de l'économie a effectué un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs en utilisant les renseignements correspondant à cette période pour son analyse de l'existence d'un dommage[27];

f) en ce qui concerne l'utilisation par le Ministère de l'économie, aux fins de l'analyse de l'existence d'un dommage, de données correspondant à trois périodes de six mois consécutives, le Guatemala n'a pas établi *prima facie* que le Mexique avait violé l'article 3.1, 3.2, 3.4 ou 3.5 de l'*Accord antidumping*; et, en tout état de cause, le Ministère de l'économie a effectué un examen objectif fondé sur des éléments de

[24] *Ibid*., paragraphes 91, 97, 98, 99, 104 et 108.
[25] *Ibid*., paragraphes 142, 148, 150 et 151.
[26] *Ibid*., paragraphes 142, 152, 290, 293, 295 et 296.
[27] *Ibid*., paragraphes 163, 174 et 175.

preuve positifs en utilisant les renseignements correspondant à ces périodes pour son analyse de l'existence d'un dommage[28];

g) en ce qui concerne l'utilisation par le Ministère de l'économie, au cours de son analyse des différents facteurs de dommage, de données correspondant à différentes entreprises ou différentes combinaisons d'entreprises à l'intérieur de la branche de production nationale, le Mexique n'a pas violé les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 ni 4.1 de l'*Accord antidumping* parce que le Ministère de l'économie a fondé son analyse sur des renseignements concernant l'ensemble de la branche de production nationale ou une proportion majeure de celle-ci, conformément à l'*Accord antidumping*[29];

h) en ce qui concerne l'analyse par le Ministère de l'économie du volume des importations du produit visé par l'enquête en provenance de pays autres que le Guatemala et de l'effet de ces importations sur les prix, le Mexique n'a pas violé l'article 3.1 ni 3.2 de l'*Accord antidumping* parce que la méthodologie utilisée par le Ministère de l'économie (un échantillon de transactions auxquelles il a appliqué un critère de prix maximums et minimums) était admissible, puisque l'*Accord* n'énonce aucune règle particulière en la matière; et parce que l'allégation du Guatemala concernant l'analyse par le Ministère de l'économie des effets des importations en question sur les prix était fondée sur une erreur factuelle[30];

i) en ce qui concerne l'analyse par le Ministère de l'économie du lien de causalité/de la non-imputation, le Guatemala n'a pas établi *prima facie* que le Mexique avait violé l'article 3.1, 3.2, 3.4 ni 3.5 de l'*Accord antidumping* parce que, s'agissant des "autres facteurs connus" cités par le Guatemala, *a)* il n'y a eu aucune augmentation des coûts d'exploitation contrairement à ce que le Guatemala allègue; et *b)* le Mexique a expliqué les motifs pour lesquels il a considéré que la diminution des exportations n'était pas un facteur de dommage déterminant[31];

j) en ce qui concerne la manière d'examiner les changements apportés à la définition du produit visé par l'enquête dans les déterminations préliminaire et finale, le Mexique, pour ce qui est de la détermination finale, n'a pas violé l'article 12.2 de l'*Accord antidumping* parce que le Guatemala cite cette détermination de façon erronée étant donné que le changement des diamètres du produit n'est pertinent que dans le cas de la détermination préliminaire; et le Mexique n'a pas violé cette disposition en ce qui concerne la détermination préliminaire, parce que cette détermination précise que l'exportateur ne s'est pas opposé au changement de diamètre et que, par conséquent, il l'a accepté tacitement; et, d'une manière générale, les déterminations contiennent tous les renseignements requis par l'article 12.2[32]; et

k) en ce qui concerne l'accès aux renseignements confidentiels, le Mexique n'a pas violé l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* parce que, conformément à la législation mexicaine, toutes les parties intéressées peuvent avoir accès aux renseignements confidentiels figurant dans le dossier à condition de satisfaire à certaines prescriptions; parce que le Ministère de l'économie a examiné si les raisons invoquées par les parties intéressées qui demandaient un traitement confidentiel pour les renseignements qu'elles avaient présentés étaient suffisantes avant d'accorder ce

[28] *Ibid*., paragraphes 188, 203 et 204.
[29] *Ibid*., paragraphes 211 et 213.
[30] *Ibid*., paragraphes 238, 241 et 244.
[31] *Ibid*., paragraphes 259, 261, 274, 278 et 279.
[32] *Ibid*., paragraphes 300, 301, 302 et 303.

traitement; et parce que le Ministère de l'économie a reçu des résumés non confidentiels hormis pour certains types de renseignements (tableaux chiffrés) qui, de l'avis du Mexique, ne peuvent pas être résumés.[33]

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties tels qu'ils ont été exposés dans les résumés présentés au Groupe spécial sont joints en annexe au présent rapport (voir la liste des annexes, page vii).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties qui ont présenté des résumés au Groupe spécial, à savoir les Communautés européennes, les États-Unis et le Japon, sont joints en annexe au présent rapport (voir la liste des annexes, page vii).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Nous avons apporté un certain nombre de rectifications de forme aux paragraphes 2.2, 7.74 et 7.164 ainsi qu'à la note de bas de page 210.

A. DEMANDES DU MEXIQUE

6.2 En ce qui concerne les paragraphes 7.20 et 7.21, le Mexique conteste notre présentation de certaines de ses affirmations concernant les obligations imposées par l'article 5.2 et 5.3 de l'*Accord antidumping*. Le Mexique soutient notamment qu'il n'a jamais prétendu que l'article 5.3 n'imposait pas d'obligations à l'autorité chargée de l'enquête. Le Guatemala n'a pas présenté d'observations. Nous avons clarifié notre interprétation de l'argument du Mexique.

6.3 En ce qui concerne le paragraphe 7.38, le Mexique fait valoir qu'aucune des parties n'a soutenu qu'il y avait 124 produits distincts (chiffre cité par le Groupe spécial dans ce paragraphe), et il indique que le Groupe spécial faisait peut-être référence au nombre supposé de codes de produits (132) cité dans l'argumentation du Guatemala. Le Guatemala n'a pas présenté d'observations. Nous avons modifié une phrase du paragraphe pour introduire plus de clarté, en indiquant, en particulier, que nous sommes nous-mêmes arrivés au chiffre de 124 produits sur la base des éléments de preuve qui nous ont été présentés.

6.4 En ce qui concerne les paragraphes 7.58 et 7.59, le Mexique conteste le critère que nous avons appliqué pour constater que l'ouverture de l'enquête n'était pas justifiée vu l'insuffisance des éléments de preuve concernant le volume des importations du produit visé par l'enquête. Le Mexique nous demande de préciser si la raison en était que l'autorité n'a pas fait d'autres démarches pour s'assurer de la pertinence des renseignements obtenus au niveau de la ligne tarifaire, indépendamment de la question de savoir si elle aurait pu obtenir ou non des renseignements plus exacts, ou bien si l'incompatibilité tenait à l'absence effective de données additionnelles plus exactes que celles fournies dans la demande. Le Mexique conteste notre constatation selon laquelle le Ministère de l'économie "avait accès" à des déclarations d'importation, faisant valoir que, au contraire, le Ministère de l'économie avait dû les obtenir d'autres sources. Il demande aussi que soit clarifiée l'assertion selon laquelle nous nous intéressions avant tout au "type d'éléments de preuve de l'existence d'un dommage". Le Guatemala n'a pas présenté d'observations. En ce qui concerne le critère que nous avons appliqué, nous avons apporté un certain nombre de changements au paragraphe 7.58. Nous avons remplacé les termes "avait accès à" au paragraphe 7.59 par les termes "a obtenu" afin de clarifier la situation de fait. Pour ce qui est de l'attention que nous avons prêtée au "type d'éléments

[33] *Ibid.*, paragraphes 305, 306, 312 et 313.

de preuve", nous avons ajouté une nouvelle note de bas de page, la note 115 qui comporte un renvoi au paragraphe 7.56.

6.5 Pour ce qui est de nos déterminations concernant l'adéquation des renseignements sur les importations en provenance d'autres pays que celui visé par l'enquête, le Mexique fait valoir d'une manière générale que le Ministère de l'économie a cherché à obtenir un ensemble de déclarations beaucoup plus important que celui qu'il a finalement obtenu. Le Mexique demande des précisions quant à la manière dont le Ministère de l'économie aurait pu procéder pour obtenir davantage de déclarations. Le Guatemala n'a pas présenté d'observations. Tout d'abord, cette demande n'est pas très claire pour nous, puisque le Mexique ne se réfère à aucun paragraphe du rapport. Nous avons néanmoins apporté une clarification au paragraphe 7.283 concernant l'argument du Mexique relatif aux efforts que le Ministère de l'économie a déployés pour obtenir davantage de déclarations, ce qu'il a effectivement obtenu au bout du compte. Comme nous estimons que nos constatations et conclusions sont suffisamment claires sur ce point, nous n'avons apporté aucune autre modification à cette partie du rapport.

6.6 En ce qui concerne le paragraphe 7.64, le Mexique conteste l'existence de toute contradiction dans ses affirmations concernant la question de savoir s'il y avait deux types de tubes et tuyaux visés par l'enquête, ou seulement un. Le Guatemala n'a pas présenté d'observations. Nous avons apporté une clarification au paragraphe et nous faisons remarquer au demeurant qu'il n'est pas présumé dans ce paragraphe (tel qu'il est indiqué au paragraphe 7.65) que le Mexique a admis que le Ministère de l'économie avait modifié la définition du produit au cours de l'enquête.

6.7 En ce qui concerne les paragraphes 7.76 et 7.98, le Mexique suggère que nous corrigions les références aux normes "ASTM A-513" et "ASTM A500", respectivement. Le Guatemala estime que ces références sont justes. Comme ces citations sont reprises textuellement de documents versés au dossier et qu'elles concernent des produits différents des tubes et tuyaux correspondant à la norme A-53, nous les avons mises entre guillemets.

6.8 Le Mexique demande que soit clarifiée notre affirmation, au paragraphe 7.379, selon laquelle "l'Accord ne s'adresse pas aux parties intéressées …". Le Guatemala n'a pas présenté d'observations. Nous avons clarifié le paragraphe.

B. DEMANDES DU GUATEMALA

6.9 Le Guatemala conteste notre assertion au paragraphe 7.239, au sujet des difficultés d'ordre pratique auxquelles s'est heurté le requérant lorsqu'il s'est agi de réunir et d'analyser des données, compte tenu de l'intervalle entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête, et il nous demande d'expliquer en quoi les contraintes de temps liées à l'analyse des renseignements contenus dans une demande pourraient influer sur la détermination de la période couverte par l'enquête. Le Guatemala nous demande aussi de préciser comment nous avons traité les cinq facteurs énumérés dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* (que nous avons cités au paragraphe 7.238). Le Mexique n'a pas présenté d'observations. L'assertion figurant au paragraphe 7.239 qui est citée par le Guatemala concerne les difficultés d'ordre pratique auxquelles se heurte le requérant, et non pas celles auxquelles se heurte l'autorité chargée de l'enquête lorsqu'il s'agit d'analyser une demande. Nous ne jugeons donc pas nécessaire de modifier ce paragraphe. En ce qui concerne les facteurs énumérés par l'Organe d'appel dans l'affaire du *riz*, nous estimons que nos constatations et conclusions sont claires, en ce sens que la situation de fait en l'espèce n'est pas la même que dans l'affaire du *riz*. En outre, comme l'Organe d'appel l'a dit lui-même dans son rapport, l'analyse et les facteurs dans le cadre de l'affaire du *riz* étaient propres à cette affaire. Nous ne les considérons donc pas comme une "liste de points à vérifier" type qui devrait être appliquée automatiquement.

6.10 Le Guatemala nous demande d'expliquer notre constatation, au paragraphe 7.340, selon laquelle le Guatemala ne formule pas d'allégation concernant une éventuelle "dissimilitude" entre l'extension du produit visé par l'enquête et le produit similaire. Le Mexique n'a pas présenté d'observations. Pour clarifier cette constatation, nous avons ajouté au paragraphe 7.339, dans la note de bas de page 396, un renvoi à la réponse du Guatemala qui est citée et, au paragraphe 7.340, un renvoi au paragraphe 7.105, dans la note de bas de page 397.

6.11 Le Guatemala nous demande de clarifier nos constatations de fait concernant le moment au cours de l'enquête où le Ministère de l'économie a demandé et obtenu des renseignements de la part des producteurs mexicains sur les produits qui sont venus s'ajouter au produit visé par l'enquête. Le Mexique n'a pas présenté d'observations. Nous ne jugeons pas nécessaire d'apporter le moindre changement, puisque ce point est déjà traité dans les notes de bas de page 402 **et** 403.

6.12 Le Guatemala dit qu'au vu des constatations que nous avons formulées aux paragraphes 7.379 et 7.388 selon lesquelles il n'y avait pas de résumés suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la teneur des documents en question, nous aurions dû conclure qu'il y avait incompatibilité avec l'article 6.5.1 de l'*Accord antidumping*. Le Guatemala demande une clarification de notre raisonnement sur ce point. Le Mexique n'a pas présenté d'observations. Nous avons apporté une clarification au paragraphe 7.394.

6.13 Le Guatemala nous demande d'omettre les paragraphes 7.396 à 7.398 parce qu'ils ne sont pas nécessaires pour régler le différend et ne font pas partie de l'allégation du Guatemala et, en tout état de cause, d'éviter tout type de jugement de valeur quant à la capacité des parties de se conformer aux prescriptions internes du régime d'un Membre. Le Mexique n'est pas d'accord, et il fait valoir que ces paragraphes répondent à des questions que le Guatemala a soulevées devant nous. Nous n'avons pas modifié ces paragraphes.

VII. CONSTATATIONS

A. GÉNÉRALITÉS

1. Critères d'examen

7.1 Le Groupe spécial rappelle le critère d'examen qu'il doit appliquer à la question dont il est saisi.

7.2 L'article 11 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*[34] établit le critère d'examen approprié pour les groupes spéciaux pour tous les accords visés, à l'exception de l'*Accord antidumping*. L'article 11 impose aux groupes spéciaux l'obligation générale de procéder à une "évaluation objective de la question", obligation qui porte sur tous les aspects, factuels et juridiques, de l'examen de la "question" par un groupe spécial.

7.3 L'article 17.6 de l'*Accord antidumping* établit le critère d'examen spécial applicable aux différends concernant des droits antidumping. Il dispose ce qui suit:

[34] La partie pertinente de l'article 11 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, intitulée "Fonction des groupes spéciaux", établit ce qui suit: "La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés ..."

> "i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;"
>
> "ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

7.4 En conséquence, l'article 11 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* et l'article 17.6 de l'*Accord antidumping*, considérés conjointement, établissent le critère d'examen que le Groupe spécial doit appliquer en ce qui concerne les aspects factuels et juridiques de son examen des allégations et des arguments présentés par les parties.[35]

7.5 À la lumière de ce critère d'examen, en examinant les allégations formulées au titre de l'*Accord antidumping* au sujet de la question dont il est saisi, le Groupe spécial doit examiner si la mesure mexicaine en cause est compatible avec les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*. Il doit constater qu'elle est compatible s'il constate que l'établissement des faits par l'autorité mexicaine chargée de l'enquête[36] était correct et son évaluation de ces faits était impartiale et objective, *et* que ses déterminations reposent sur une interprétation "admissible" des dispositions pertinentes. La tâche du Groupe spécial n'est pas de procéder à un examen *de novo* des renseignements et des éléments de preuve versés au dossier de l'enquête antidumping en cause, ni de remplacer l'appréciation donnée par le Ministère de l'économie par sa propre appréciation, même s'il aurait pu arriver à une détermination différente s'il avait examiné le même dossier.

2. Charge de la preuve et établissement d'éléments *prima facie*

7.6 Les principes généraux applicables à la charge de la preuve dans la procédure de règlement des différends de l'OMC exigent que la partie alléguant qu'il y a eu violation par un autre Membre d'une disposition de l'Accord sur l'OMC fasse valoir et prouve son allégation.[37] Dans le contexte du présent groupe spécial, c'est au Guatemala qui a contesté la compatibilité de la mesure mexicaine qu'incombe la charge de prouver que cette mesure n'est pas compatible avec les dispositions pertinentes de l'Accord. Il incombe aussi en général à la partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve.[38] Par conséquent, à cet égard, il appartient à son tour au Mexique d'apporter la preuve des faits qu'il affirme.

7.7 Les allégations et arguments des parties concernent aussi un aspect concret de la charge de la preuve dans les procédures de règlement des différends: la notion d'"établissement d'éléments *prima facie*". Si la partie à laquelle incombe initialement la charge de la preuve pour faire valoir une allégation ou un moyen de défense particulier fournit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que son affirmation est correcte (établissement des éléments *prima facie*), la charge

---

[35] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 54 à 62.

[36] L'Unité des pratiques commerciales internationales, ci-après dénommée le "Ministère de l'économie".

[37] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 19.

[38] *Ibid.*

de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie dont les allégations ne seront pas retenues si elle ne fournit pas des éléments de preuve suffisants pour réfuter la présomption.[39]

7.8 Par conséquent, l'établissement d'éléments *prima facie*, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au Groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante qui établit des faits *prima facie*.[40] Les éléments de preuve et arguments à la base des éléments présentés *prima facie* doivent être suffisants pour identifier la mesure contestée et sa portée fondamentale, identifier la disposition pertinente de l'OMC et l'obligation qu'elle contient, et expliquer le fondement de l'incompatibilité alléguée de la mesure avec cette disposition.[41] La nature et la portée des éléments de preuve nécessaires pour établir des faits *prima facie* varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre.[42] Un groupe spécial fait erreur lorsqu'il se prononce sur une allégation pour laquelle la partie plaignante n'a pas établi d'éléments *prima facie*.[43]

3. Interprétation des traités

7.9 Lorsqu'on nous demande d'interpréter les dispositions de l'*Accord antidumping*, nous rappelons que l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* indique que les Membres reconnaissent que le système de règlement des différends de l'OMC a pour objet de clarifier les dispositions existantes des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". L'article 31 de la "*Convention de Vienne sur le droit des traités*" ("*Convention de Vienne*"), reconnu comme étant une de ces règles[44], établit qu'"[u]n traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but".[45]

B. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

1. Arguments des parties

a) Guatemala

7.10 Le **Guatemala** fait valoir que le Mexique a violé l'article 5.2 (alinéas iii) et iv)) de l'*Accord antidumping* parce que la demande ne comportait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête. Le Guatemala affirme que le Mexique a aussi violé l'article 5.3 en ouvrant l'enquête sans avoir examiné correctement l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête. En particulier, il affirme que le Ministère de l'économie n'a pas pu examiner *correctement* les éléments de preuve fournis dans la demande puisque s'il l'avait fait, il n'aurait pas ouvert l'enquête car il aurait déterminé que les éléments de preuve étaient insuffisants. Selon le Guatemala, ces violations ont aussi donné lieu à une violation de l'article 5.8 puisque les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage n'étaient pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure.

---

[39] *Ibid.*
[40] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.
[41] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 141.
[42] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 16. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 159.
[43] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 139.
[44] Par exemple, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 18.
[45] (1969) 8 *International Legal Materials* 679.

b) Mexique

7.11 Le **Mexique** affirme que l'article 5.2 vise les requérants et n'impose aucune obligation à l'autorité chargée de l'enquête. Selon lui, la demande comportait les éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant conformément à l'article 5.2, et l'autorité chargée de l'enquête a examiné correctement l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve afin de justifier l'ouverture de l'enquête conformément à l'article 5.3. Par conséquent, de l'avis du Mexique, les éléments de preuve étaient suffisants pour justifier la poursuite de la procédure au titre de l'article 5.8.

2. Arguments des tierces parties

7.12 Les **Communautés européennes** affirment qu'il serait correct que le Groupe spécial utilise les articles 2 et 3 de l'*Accord antidumping* pour interpréter l'article 5.2 et 5.3. Si le Groupe spécial arrivait à la conclusion que la demande ne comportait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage conformément à l'article 5.2, il ne serait pas nécessaire d'examiner aussi l'allégation relative à l'article 5.3. Selon les Communautés européennes, pour satisfaire aux dispositions de l'article 5.2, une demande devrait normalement comporter des éléments de preuve relatifs à la valeur normale correspondant à un producteur ou un exportateur particulier, ou une explication ou indication des raisons pour lesquelles les données d'une autre entreprise devraient être considérées comme représentatives de ce producteur ou exportateur.

7.13 Selon les **États-Unis**, l'article 5.2 ne prescrit pas qu'une demande doit contenir une forme ou une quantité particulières d'éléments de preuve concernant le dumping ou le dommage. Ce qui "peu[t] raisonnablement être à la disposition" du requérant dépend des circonstances propres à chaque affaire. L'autorité chargée de l'enquête peut ouvrir une enquête sur la base des éléments de preuve figurant dans une demande qui concernent les prix sur le marché intérieur provenant d'un producteur non mentionné dans la demande, ou d'une offre de prix, uniquement certains modèles du produit en question, ou des données sur les importations provenant de classifications tarifaires plus étendues.

3. Évaluation par le Groupe spécial

a) Contexte factuel

7.14 Le 18 mai 2001, Hylsa S.A. à C.V. a présenté une demande d'ouverture d'une enquête antidumping au sujet des tubes et tuyaux soudés "standard" galvanisés et noirs en provenance du Guatemala, importés sous les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99, respectivement.[46] Dans la demande, l'entreprise guatémaltèque Tubac était identifiée comme étant le seul exportateur connu du produit dont il était allégué qu'il faisait l'objet d'un dumping. Le 11 juin 2001, l'autorité chargée de l'enquête, le Ministère de l'économie, a présenté une demande de renseignements additionnels[47] dans laquelle elle demandait quelques éclaircissements à Hylsa, en particulier sur les éléments de preuve relatifs à la valeur normale[48], au prix à l'exportation[49] et aux volumes des importations.[50] Hylsa a

[46] Pièce GTM-1. La demande est datée de l'année "2000", mais il s'agit certainement d'une erreur typographique étant donné que les parties l'ont traitée comme si elle avait été présentée en 2001 et qu'elle contient des renseignements qui vont jusqu'en décembre 2000.

[47] Pièce GTM-2.

[48] Pièce GTM-2, page 6, questions n° 18 à 23. Il a été demandé pourquoi la demande faisait référence à une facture émise par "Tubac" en tant qu'exportateur, alors que la facture effectivement présentée provenait de la société Ferretería Ferrominera (FF); quel était le domicile de cette dernière (car il était indiqué sur la facture que l'acheteur était domicilié au Guatemala mais pas le vendeur); et quelle était la valeur normale et les ajustements applicables aux tubes et tuyaux standard noirs, car la facture concernait uniquement les tubes et tuyaux standard galvanisés.

répondu le 9 juillet 2001. Au moment de l'ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie disposait, à l'appui de l'allégation de dumping, des éléments de preuve suivants: i) s'agissant de la valeur normale, deux éléments de preuve: une facture concernant la vente de tubes et tuyaux standard galvanisés et une offre de prix concernant une vente potentielle de tubes et tuyaux standard noirs[51]; ii) s'agissant du prix à l'exportation, les statistiques d'importation de la base de données statistiques du Ministère de l'économie, le "Système d'information commerciale du Mexique" ou "SICMEX", ainsi que les estimations établies à partir de documents de déclaration en douane (déclarations d'importation).[52] Les éléments de preuve dont disposait l'autorité chargée de l'enquête à l'appui de l'allégation de dommage étaient des données sur des indicateurs économiques concernant Hylsa et des données publiées par le SICMEX sur le volume total et la valeur totale des importations correspondant aux deux positions tarifaires qui englobaient, entre autres, le produit visé par l'enquête.[53] Le 24 août 2001, l'autorité mexicaine chargée de l'enquête a ouvert l'enquête en indiquant qu'elle s'était fondée en grande partie sur les éléments de preuve présentés par le requérant au sujet de la valeur normale[54], du prix à l'exportation[55] et des volumes d'importation[56] qui avaient fait l'objet d'ajustements limités.

b) Analyse

7.15 En ce qui concerne l'ouverture de l'enquête par le Ministère de l'économie, le Guatemala a allégué la violation de trois dispositions: l'article 5.2, l'article 5.3 et l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*.[57] Au centre de toutes ces allégations se trouve l'allégation du Guatemala selon laquelle

---

[49] Voir la pièce GTM-2, question n° 17. La question concernait les ajustements pour le fret, l'assurance et le crédit.

[50] Pièce GTM-2, page 6, questions n° 3 et 4.

[51] Voir la décision portant ouverture d'une enquête, pièce GTM-4, paragraphes 62 à 66. Voir aussi la pièce GTM-1, réponse à la question n° 21 et la pièce GTM-3, réponse à la question n° 21. La facture a été communiquée au Groupe spécial en tant que pièce MEX-1; l'offre de prix a été présentée (en tant que renseignement commercial confidentiel) au Groupe spécial dans la pièce MEX-26.

[52] Dans la décision portant ouverture d'une enquête, pièce GTM-4, paragraphe 55, cet élément de preuve relatif au prix à l'exportation est décrit comme étant un document présenté pour chaque produit avec la facture correspondante. Voir la pièce GTM-1, volume 1, réponse à la question n° 17 et annexes y relatives.

[53] Pièce GTM-1, volume 2, section III.

[54] Pièce GTM-4, dans laquelle il est indiqué, aux paragraphes 62 et 63, que le Ministère de l'économie a légèrement ajusté les taux de change applicables à la facture et l'offre de prix proposés par le requérant. Néanmoins, au paragraphe 65 de la pièce GTM-4, il est indiqué ce qui suit: "Le Ministère a accepté les renseignements fournis par le requérant … le Ministère a calculé la valeur normale moyenne pondérée pour chaque produit sur la base de …" la facture et l'offre de prix. En ce qui concerne les ajustements apportés à la valeur normale, le paragraphe 67 indique ce qui suit: "Le Ministère a accepté d'ajuster la valeur normale pour tenir compte du crédit, conformément aux renseignements et à la méthode communiqués par le requérant."

[55] Pièce GTM-4, "*Resolución por la que se acepta la solicitud de parte interesada y se declara el inicio de la investigación antidumping sobre las importaciones de tubería estándar, mercancía clasificada en las fracciones arancelarias 7306.30.01 y 7306.30.99 de la Tarifa de la Ley del Impuesto General de Importación, originarias de la República de Guatemala, independientemente del país de procedencia, de 24 de agosto de 2001*". En ce qui concerne le prix à l'exportation, il est indiqué, aux paragraphes 56 et 57 de la décision, que le Ministère de l'économie a accepté les renseignements fournis par le requérant et a calculé un prix à l'exportation sur cette base. Le Ministère de l'économie a rejeté les ajustements proposés par le requérant pour le fret et l'assurance (qu'il a remplacés par son propre ajustement établi sur la base du SICMEX) et pour le crédit (il n'a pas effectué d'ajustement sur le prix pour le crédit). Voir les paragraphes 59 et 60.

[56] Comme il est indiqué plus bas, s'agissant des volumes d'importation, au moment de l'ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie avait accès aux statistiques officielles du SICMEX, ainsi qu'aux statistiques du SICMEX fournies par le requérant.

[57] Nous examinons plus bas, dans les paragraphes 7.346 et 7.347, l'allégation formulée par le Guatemala au titre de l'article 5.4 – selon laquelle le Ministère de l'économie aurait dû réexaminer, mais ne l'a pas fait, la "représentativité" au cours de l'enquête quand le nombre des produits visés a augmenté – dans le contexte des autres allégations et arguments du Guatemala concernant la modification des produits visés.

les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage sur lesquels le Ministère de l'économie a fondé sa décision d'ouvrir l'enquête étaient "insuffisants" au sens de l'article 5.3 à divers égards, par exemple l'évaluation de ces éléments de preuve effectuée par le Ministère de l'économie n'a pas été appropriée aux fins de l'article 5.3. Par conséquent, nous axons principalement notre analyse sur ce point crucial. Pour structurer l'analyse, nous citons en premier lieu le texte de ces dispositions et examinons la nature des obligations qu'elles énoncent et le lien entre ces obligations.

7.16 La partie pertinente de l'article 5.2 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "Une demande présentée au titre du paragraphe 1 comportera des éléments de preuve de l'existence *a)* d'un dumping, *b)* d'un dommage au sens où l'entend l'article VI du GATT de 1994 tel qu'il est interprété par le présent accord et *c)* d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe. La demande contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant, sur les points suivants: …
>
> > iii) des renseignements sur les prix auxquels le produit en question est vendu pour être mis à la consommation sur le marché intérieur du ou des pays d'origine ou d'exportation (ou, le cas échéant, des renseignements sur les prix auxquels le produit est vendu à partir du ou des pays d'origine ou d'exportation à un ou plusieurs pays tiers, ou sur la valeur construite du produit) et des renseignements sur les prix à l'exportation ou, le cas échéant, sur les prix auxquels le produit est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant sur le territoire du Membre importateur;
> >
> > iv) des renseignements sur l'évolution du volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping, l'effet de ces importations sur les prix du produit similaire sur le marché intérieur et l'incidence de ces importations sur la branche de production nationale, démontré s par des facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de cette branche, tels que ceux qui sont énumérés aux paragraphes 2 et 4 de l'article 3."

7.17 L'article 5.3 dispose ce qui suit:

> "Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête."

7.18 La partie pertinente de l'article 5.8 est ainsi libellée:

> "Une demande … sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping, soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure …"

7.19 L'article 5.2 concerne la teneur de la demande présentée par la branche de production nationale en vue de l'ouverture d'une enquête. Il établit que la demande doit comporter des renseignements, entre autres choses, sur certains points concrets, dans la mesure où ces renseignements "peuvent raisonnablement être à la disposition" du requérant. À cet égard, l'article 5.2

dispose qu'"[u]ne simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du paragraphe". L'article 5.3 indique clairement que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. En tout état de cause, si l'autorité chargée de l'enquête considère que les éléments de preuve fournis dans la demande ne constituent pas une base suffisante pour ouvrir une enquête, elle est tenue, en vertu de l'article 5.8, de rejeter la demande et de clore l'enquête.

7.20 Le Mexique laisse entendre que, lorsque les éléments de preuve fournis dans la demande sont suffisants pour ouvrir une enquête, le simple fait que l'autorité chargée de l'enquête ouvre l'enquête indique qu'elle a examiné les éléments de preuve fournis dans la demande et a déterminé qu'ils étaient suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête aux fins de l'article 5.3. Le Mexique cite le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit* à l'appui de cet argument.[58] Nous notons que, dans ladite affaire, les faits et les questions de droit étaient différents de ceux qui existent dans l'affaire dont nous sommes saisis. En particulier, contrairement à l'allégation que nous a présentée le Guatemala, l'allégation de l'Inde dans ladite affaire portait uniquement sur le processus; en effet, l'Inde a allégué que les Communautés européennes n'avaient pas *examiné* l'exactitude ni l'adéquation des éléments de preuve avant d'ouvrir l'enquête, mais elle n'a formulé aucune allégation sur le *caractère suffisant* de ces éléments de preuve.[59] Même si le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a constaté que l'article 5.3 ne disait rien au sujet de la *nature* de l'examen à effectuer et n'obligeait pas non plus l'autorité chargée de l'enquête à expliquer la façon dont elle avait réalisé son examen[60], nous estimons que cet argument n'étaye pas l'affirmation implicite dans la position du Mexique[61], à savoir que l'article 5.3 n'impose *pas* d'obligations *de fond* à l'autorité chargée d'une enquête en ce qui concerne l'évaluation du *caractère suffisant* des éléments de preuve qui lui ont été présentés. Par conséquent, à notre avis, les constatations du Groupe spécial *CE – Linge de lit* ne sont pas applicables à la question de fond dont nous sommes saisis, qui concerne l'évaluation par le Ministère de l'économie du caractère suffisant des éléments de preuve dont il disposait au moment de l'ouverture de l'enquête.

7.21 Bien que l'article 5.3 ne fasse pas expressément mention des éléments de preuve de l'existence d'un "dumping", d'un "dommage" ou d'un "lien de causalité", les éléments de preuve concernant les trois éléments nécessaires pour l'imposition de mesures antidumping doivent être incorporés dans cette disposition, par déduction de l'article 5.2. En particulier, l'article 5.2 exige que la demande contienne des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, et l'article 5.3 oblige l'autorité chargée de l'enquête à vérifier l'exactitude et l'adéquation des "éléments de preuve fournis dans la demande" afin de déterminer s'ils sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Par conséquent, lorsqu'on interprète l'article 5.3 dans le contexte de l'article 5.2, il devient évident que les éléments de preuve dont il est fait mention à l'article 5.3 sont les éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité fournis dans la demande. Nous notons, comme d'autres groupes spéciaux l'ont fait dans ce contexte, que dans l'article 5, les notions de "dumping", de "dommage" et de "lien de causalité" ont la même signification que dans les dispositions de fond pertinentes de l'Accord (c'est-à-dire l'article 2 pour le dumping et l'article 3 pour le dommage et le lien de causalité).[62]

---

[58] Rapport du Groupe spécial, *CE – Linge de lit*, paragraphes 6.199 à 6.201.

[59] Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.200.

[60] Nous notons que, dans l'affaire *Mexique – Sirop de maïs* (paragraphe 7.102), le Groupe spécial a conclu, de la même manière, que l'article 5.3 n'établissait pas en soi l'obligation de formuler, ou de faire connaître, une détermination concernant des questions qui sous-tendent la décision d'ouvrir une enquête.

[61] Réponse du Mexique à la question n° 137 du Groupe spécial.

[62] Rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.35; rapport du Groupe spécial, *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphes 7.61 et 7.62.

7.22 Néanmoins, nous devons souligner que, même si les notions sont identiques, nous pensons comme le Mexique[63] qu'il n'est pas nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête ait des éléments de preuve irréfutables de l'existence d'un dumping ou d'un dommage avant d'ouvrir une enquête antidumping.[64] À cet égard, nous notons que l'article 5.1 se réfère à l'ouverture d'enquêtes "visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout *dumping allégué*" (pas d'italique dans l'original), et que l'article 5.2 se réfère au "dommage allégué", au "produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping" et aux "importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping". Nous sommes aussi conscients qu'une enquête antidumping est un processus au cours duquel on acquiert graduellement la certitude de l'existence de tous les éléments nécessaires à l'adoption d'une mesure au fur et à mesure que progresse l'enquête.[65] Bien que nous ne soyons pas d'accord avec le Mexique lorsqu'il affirme que les renseignements fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête n'ont pas besoin d'être davantage qu'un "simple indice"[66], nous notons que, malgré tout, le Mexique admet que l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer si les éléments de preuve fournis constituent des "indices raisonnables" pour ouvrir une enquête.[67]

7.23 Nous examinons maintenant de manière plus approfondie les dispositions citées par le Guatemala, et en premier lieu l'article 5.2. En l'occurrence, une allégation au titre de l'article 5.2 peut être axée sur la question de savoir si une demande comporte les renseignements "qui peuvent raisonnablement être à la disposition" du requérant, mais les différences entre les libellés de l'article 5.2 et de l'article 5.3 nous conduisent à dire que le "caractère raisonnablement disponible" des éléments de preuve pour le requérant ne permet pas de déterminer le "caractère suffisant", au sens de l'article 5.3, de ces éléments de preuve comme fondement de la décision prise par une autorité d'ouvrir une enquête. De même, lorsqu'elle examine s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, rien n'empêche l'autorité chargée de l'enquête de recueillir des renseignements additionnels à ceux qui figurent dans la demande afin d'en corroborer et d'en vérifier la teneur.[68]

7.24 Cela dit, le texte introductif de l'article 5.2 indique clairement que, dans une demande, "[u]ne simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe". Par conséquent, aux fins de l'article 5.2, le requérant doit présenter un certain degré d'éléments de preuve réels de l'existence du dumping allégué qui causerait un dommage et, aux fins de l'article 5.3, ces éléments de preuve doivent constituer une base factuelle objectivement *suffisante* pour ouvrir une enquête. Le critère absolu du caractère suffisant dépendra des circonstances propres à chaque affaire, mais l'article 5.3 indique clairement que la détermination du caractère suffisant doit être fondée sur une évaluation de l'"exactitude" et de l'"adéquation" des renseignements. Dans ce contexte, nous sommes conscients qu'un élément de preuve qui, considéré seul, peut sembler avoir une valeur probante faible, voire nulle, *pourrait*, lorsqu'on le rapproche d'autres éléments de preuve de la même nature, faire partie d'un ensemble d'éléments de preuve qui, considérés dans leur totalité, seraient "suffisants". Nous savons aussi qu'il convient qu'un groupe spécial examine les éléments de preuve présentés à l'autorité chargée de l'enquête au moment de la décision à la lumière de la méthode même employée par cette autorité et qu'il examine la décision en suivant les règles qu'elle a définies. Comme nous l'avons déjà dit, nous

---

[63] "… il est évident que ces éléments de preuve n'ont pas nécessairement besoin d'être de la qualité requise pour étayer une détermination préliminaire ou finale". (souligné dans l'original) Première communication écrite du Mexique, paragraphe 9.

[64] Rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.35.

[65] Rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, paragraphes 8.35 et 8.36; rapport du Groupe spécial, *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphes 7.61 et 7.62.

[66] Deuxième communication orale du Mexique, paragraphe 5 i).

[67] Voir la réponse du Mexique à la question n° 136 du Groupe spécial.

[68] Rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.62; rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.75 (argument non contesté).

ne sommes pas habilités à procéder à un examen *de novo* des déterminations faites par l'autorité chargée de l'enquête.[69]

7.25 En ce qui concerne l'article 5.8, cette disposition prescrit qu'une demande est rejetée et une enquête est close dans les moindres délais dès que les autorités concernées sont convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure. La partie de l'article 5.8 qui vise l'étape antérieure à l'ouverture d'une enquête antidumping ("une demande … sera rejetée …") n'impose aux autorités concernées, pour ce qui est de l'ouverture d'une enquête, aucune obligation de fond additionnelle à celles qui découlent de l'article 5.3.[70] Autrement dit, s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête conformément à l'article 5.3, il ne peut y avoir violation de l'article 5.8 si la demande n'est pas rejetée à ce stade.[71]

7.26 Rappelant que les allégations formulées par le Guatemala au titre des trois dispositions – l'article 5.2, l'article 5.3 et l'article 5.8 – sont axées sur le caractère insuffisant allégué des renseignements sur lesquels le Ministère de l'économie a fondé sa décision d'ouvrir l'enquête, nous examinons en premier lieu les allégations du Guatemala au titre de l'article 5.3. Ce faisant, et conformément au critère d'examen qui est le nôtre, nous examinerons si une autorité impartiale et objective, tenant compte de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve qui lui avaient été fournis, aurait pu déterminer correctement qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping.[72]

7.27 Nous examinerons tout d'abord les allégations du Guatemala concernant les éléments de preuve relatifs au dumping allégué, puis les allégations de ce pays concernant les éléments de preuve relatifs au dommage allégué et au lien de causalité. À cet égard, le critère que nous emploierons sera conforme au critère appliqué par des groupes spéciaux antérieurs qui ont examiné des allégations concernant l'évaluation par une autorité du caractère suffisant des éléments de preuve utilisés pour ouvrir une enquête à la lumière des prescriptions de fond pertinentes pour déterminer l'existence d'un dumping et d'un dommage (c'est-à-dire l'article 2 pour les éléments de preuve relatifs au dumping et l'article 3 pour les éléments de preuve relatifs au dommage).[73] Nous nous référerons aussi à ces dispositions, non pour examiner si la décision d'ouvrir une enquête était compatible avec elles, mais pour qu'elles nous aident à évaluer le caractère suffisant sur le fond (au sens de l'article 5.3) des éléments de preuve relatifs à l'existence du dumping allégué et du dommage allégué sur lesquels est fondée la décision. Nous rappelons qu'au moment de l'ouverture de l'enquête, il n'est pas nécessaire que l'autorité chargée d'une enquête dispose de la quantité et de la qualité des éléments de preuve qui seraient requises pour étayer une détermination préliminaire ou finale.

---

[69] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphes 141 à 152.

[70] Nous nous appuyons sur le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphes 8.72 à 8.75.

[71] En réponse aux questions posées, le Guatemala a confirmé que les plaintes qu'il avait présentées au titre de l'article 5.8 découlaient de ses plaintes au titre de l'article 5.2 et/ou 5.3, que ce soit indépendamment ou conjointement. Voir la réponse du Guatemala à la question n° 3 du Groupe spécial.

[72] Cette approche est semblable à l'approche adoptée par des groupes spéciaux antérieurs qui ont examiné des allégations formulées au titre de l'article 5.3 de l'*Accord antidumping*. Voir le rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs*, paragraphes 7.91 à 7.110; le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphes 8.29 à 8.58; et le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphes 7.60 et suivants.

[73] Par exemple, rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, paragraphes 8.35, 8.36 et 8.45.

i) Éléments de preuve de l'existence d'un dumping aux fins de l'ouverture de l'enquête

7.28 Nous commençons par noter que la plainte du Guatemala au sujet du caractère suffisant des éléments de preuve relatifs au dumping allégué ne concerne que les éléments de preuve relatifs à la valeur normale. En effet, le Guatemala ne soulève aucune question au sujet des éléments de preuve relatifs aux prix à l'exportation. (Ces éléments de preuve étaient la valeur unitaire des importations de tubes et tuyaux galvanisés et noirs calculée à partir des renseignements du SICMEX portant sur la période couverte par l'enquête, ainsi qu'un document douanier pour chaque groupe de produits (les tubes et tuyaux galvanisés et noirs, respectivement) avec les factures correspondantes, fourni par Hylsa[74]). Toutefois, le Guatemala fait valoir qu'en raison des lacunes dont il allègue l'existence dans les éléments de preuve relatifs à la valeur normale, ceux-ci ne pouvaient pas être comparés de manière "équitable" avec les éléments de preuve relatifs aux prix à l'exportation.

7.29 En ce qui concerne les éléments de preuve relatifs à la valeur normale, l'avis d'ouverture de l'enquête du Mexique indique que le Ministère de l'économie acceptait en général les éléments de preuve présentés par le requérant, sans donner une analyse ni une explication beaucoup plus détaillée: "Le requérant a proposé de calculer la valeur normale pour les deux produits […], sur la base des prix de vente sur le marché intérieur de la République du Guatemala …"[75]; "Pour les tubes et tuyaux standard galvanisés, le requérant a présenté une facture d'une entreprise guatémaltèque, qui correspond à la période couverte par l'enquête."[76]; "En ce qui concerne les tubes et tuyaux standard noirs, le requérant a communiqué une offre de prix d'une entreprise guatémaltèque, qui correspond à la période couverte par l'enquête."[77]; "Le Ministère a accepté les renseignements fournis par le requérant …".[78]

7.30 En particulier, au moment de l'ouverture de l'enquête, ces éléments de preuve étaient les suivants:

- une facture (qui paraît avoir été établie par ordinateur) pour une vente réalisée le 30 août 2000 par Ferretería Ferrominera, un distributeur, à Atlantida SA portant sur 1 200 tubes et tuyaux en acier léger galvanisé (non noir) de trois diamètres différents (½, 1 et 1¼ po).[79] Compte tenu du taux de change moyen pour 2000[80], la valeur de cette vente a été d'environ 5 900 dollars EU;

- une offre de prix (manuscrite), datée du 15 décembre 2000, faite par **[XX – RCC]**, un distributeur, **[XX – RCC]**, pour un total de **[XX – RCC]** tubes et tuyaux en acier léger de six diamètres différents (½, ¾, 1, 1½, 2½ et 4 po).[81] Compte tenu du taux de change moyen pour 2000, la valeur totale des produits visés par l'offre était d'environ **[XX – RCC]** dollars EU. Le document ne précise pas s'il s'agit de tubes et tuyaux noirs ou galvanisés, même si Hylsa l'a présenté comme un élément de preuve relatif au prix des tubes et tuyaux noirs (autrement dit non galvanisés) sur le marché guatémaltèque. Sur ce document, il est indiqué expressément en grandes lettres d'imprimerie "*prix susceptibles d'être modifiés*".

[74] Pièce GTM-4, paragraphe 55.
[75] Pièce GTM-4, paragraphe 61.
[76] Pièce GTM-4, paragraphe 62.
[77] Pièce GTM-4, paragraphe 63.
[78] Pièce GTM-4, paragraphe 65.
[79] Voir la pièce MEX-1. En particulier, 1 000 unités de ½ po x 6 mètres; 100 unités de 1 po x 6 mètres; et 100 unités de 1¼ po x 6 mètres.
[80] http.//www.worldpress.org/profiles/Guatemala.cfm. La source citée par Worldpress pour les renseignements sur le taux de change (7,7632 quetzales pour 1 dollar EU en 2000) est le *CIA World Factbook*.
[81] En particulier, une offre de prix a été établie pour trois à 14 unités, de 6 mètres de long, dans chacun des différents diamètres. Tubes et tuyaux de ½, ¾, 1, 1½, 2½ et 4 po. Voir la pièce MEX-26.

7.31 Il ressort clairement de la demande de renseignements additionnels qu'avant l'ouverture de l'enquête, l'autorité mexicaine chargée de l'enquête a essayé d'éclaircir certains aspects des éléments de preuve relatifs à la valeur normale (à savoir, la facture) fournis dans la demande. En premier lieu, il a été noté dans la demande de renseignements additionnels que la facture se rapportait uniquement à des tubes et tuyaux galvanisés et des précisions ont été demandées sur le prix des tubes et tuyaux noirs. (Pour répondre à cette question, Hylsa a présenté l'offre de prix.) Dans la demande de renseignements additionnels, il a également été demandé pourquoi la facture citait une entreprise guatémaltèque (Ferretería Ferrominera) différente de l'exportateur, Tubac, identifié dans la demande d'ouverture d'une enquête[82], et des précisions ont été requises sur le domicile de Ferretería Ferrominera (il est noté que le document confirmait que le domicile de l'acheteur était situé au Guatemala, mais pas celui du vendeur) et sur les taux de change.[83] Dans la demande de renseignements additionnels, il a aussi été demandé pourquoi aucun ajustement n'avait initialement été effectué pour tenir compte du crédit, alors qu'il était indiqué sur la facture que Ferretería Ferrominera avait consenti un crédit à 30 jours. Le Ministère de l'économie a accepté dans une large mesure les réponses d'Hylsa à ces questions, y compris un ajustement pour le crédit et une modification du taux de change appliqué.[84]

7.32 Nous examinons à présent, à la lumière des arguments spécifiques présentés par le Guatemala, si une autorité impartiale et objective, s'appuyant sur ces faits, aurait pu déterminer correctement qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping.

7.33 Le Guatemala allègue que la facture et l'offre de prix étaient insuffisantes pour les motifs suivants: 1) les prix n'étaient pas ceux de Tubac, l'unique exportateur guatémaltèque connu et cité, qui effectuait presque la totalité des exportations du Guatemala vers le Mexique, mais ceux de deux distributeurs guatémaltèques; 2) les éléments de preuve se rapportaient à une "sous-catégorie insignifiante" du produit visé par l'enquête du point de vue de la période, du volume et des produits visés, puisque les éléments de preuve se rapportaient à une seule transaction et à une seule offre de prix correspondant à deux jours différents de la période couverte par l'enquête, que les volumes étaient très faibles et que la gamme des produits visés était très limitée par rapport à l'extension générale du produit national et, de fait, ne reflétaient pas le produit particulier (tubes et tuyaux A-53) identifié dans la demande comme étant le produit visé par l'enquête; 3) le Ministère de l'économie n'a procédé à aucun ajustement pour tenir compte du niveau commercial (distributeur) des entités qui ont émis la facture et l'offre de prix; et 4) l'offre de prix, qui ne correspondait pas à une transaction réalisée, n'était intrinsèquement pas valable comme élément de preuve. Par conséquent, de l'avis du Guatemala, la quantité et la qualité des preuves posaient des problèmes tels, que si le Ministère de l'économie les avait dûment évalués, il n'aurait pas adopté la décision d'ouvrir l'enquête.

7.34 Compte tenu de ces allégations du Guatemala, nous avons examiné en détail les éléments de preuve relatifs à la valeur normale et nous avons relevé un certain nombre de problèmes interdépendants concernant les points suivants: le caractère suffisant du lien avec les prix pratiqués par le producteur/l'exportateur sur le marché intérieur guatémaltèque pour le produit visé par l'enquête; le caractère isolé des renseignements en ce qui concerne la période visée, le volume et les produits visés; et, en conséquence, la comparabilité de ces éléments de preuve avec ceux qui

[82] En particulier, à la question n° 18 de la pièce GTM-2, il est indiqué ce qui suit: "Précisez pourquoi dans l'annexe 2, l'entreprise Tubac SA est présentée comme étant émettrice de la facture fournie à l'appui de la valeur normale, étant donné que ladite facture (annexe 2.1) provient de l'entreprise [Ferretería Ferrominera]."

[83] Voir la pièce GTM-2, questions n° 18 à 23, et les réponses correspondantes dans la pièce GTM-3.

[84] Pour la facture, le Mexique a appliqué le taux de change publié par la Banque du Guatemala qui correspondait à la date de la facture, au lieu du taux de change moyen mensuel publié par la même source que le requérant avait proposé. Pour l'offre de prix, le Mexique a appliqué le taux de change correspondant à la date de l'offre de prix, au lieu du taux de change moyen que le requérant avait proposé.

concernaient les prix à l'exportation. Nous soulignons que notre évaluation porte sur l'ensemble des éléments de preuve relatifs à la valeur normale dont disposait l'autorité chargée de l'enquête et qu'aucune des différentes préoccupations exposées plus bas n'a nécessairement un caractère déterminant.

7.35 Premièrement, nous notons que, comme le Guatemala l'a allégué, aucun des éléments de preuve relatifs à la valeur normale ne concernait Tubac, le seul exportateur identifié, qui représentait presque la totalité de la production et des exportations du produit visé par l'enquête; les éléments de preuve se rapportaient à deux distributeurs. Le Mexique ne conteste pas que les prix indiqués sur la facture et dans l'offre de prix n'étaient pas ceux de Tubac, mais il soutient que ces prix reflétaient les prix pratiqués au Guatemala. Notre propos ici n'est pas de dire que, au moment de l'ouverture d'une enquête, l'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une documentation sur les prix de chaque producteur ou exportateur national, ni même d'un producteur ou exportateur national quelconque. De fait, nous reconnaissons qu'il peut être très difficile pour un requérant d'obtenir des éléments de preuve sur les prix pratiqués sur le marché intérieur, en particulier de ses concurrents, producteurs ou exportateurs. Néanmoins, le dumping est une pratique particulière des entreprises, ce qui ressort dans les dispositions de l'Accord relatives à la détermination de l'existence d'un dumping pour des producteurs ou exportateurs particuliers (voir par exemple, les différentes occurrences à l'article 2.2 de l'expression "exportateur ou [...] producteur faisant l'objet de l'enquête"[85] et la disposition de l'article 6.10 qui prévoit le calcul d'une marge de dumping individuelle pour chaque producteur ou exportateur[86]). Quand, comme c'est le cas ici, il est évident à première vue que les éléments de preuve relatifs à la valeur normale dont l'autorité disposait au moment de l'ouverture de l'enquête ne correspondent pas à un producteur ou à un exportateur, mais à un niveau commercial différent, et qu'il est possible qu'ils ne correspondent même pas aux produits produits dans le pays exportateur, l'autorité chargée de l'enquête devrait faire tout son possible pour vérifier que ces éléments de preuve reflètent les prix pratiqués sur le marché intérieur au niveau des producteurs et/ou exportateurs.

7.36 Dans la présente affaire, le Mexique n'a présenté aucun élément de preuve et, de fait, ne fait rien valoir qui indique que le Ministère de l'économie a pris une mesure pour déterminer si les produits mentionnés sur la facture et dans l'offre de prix reflétaient les prix de Tubac – alors que Tubac était l'unique producteur ou exportateur guatémaltèque identifié pour le produit – ni même que ces produits étaient d'origine guatémaltèque.[87] De même, le Mexique n'a présenté aucun élément de preuve et n'a rien fait valoir qui indique que le Ministère de l'économie a demandé à Hylsa de

[85] Par exemple, l'article 2.2.1.1 ("les frais seront normalement calculés sur la base des registres de *l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête*"); (pas d'italique dans l'original) l'article 2.2.2 "les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des *données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête*"); (pas d'italique dans l'original) et les alinéas de l'article 2.2.

[86] L'article 6.10 dispose ce qui suit: "En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête …".

[87] Réponse du Mexique à la question n° 17 du Groupe spécial. Par exemple, (question n° 17 c)) nous avons demandé au Mexique si, lors de son évaluation de la qualité et de l'exactitude des éléments de preuve apportés, le Ministère de l'économie avait vérifié à quel type d'entreprise correspondait Ferretería Ferrominera et nous lui avons demandé d'indiquer les parties pertinentes du dossier. Dans sa réponse, le Mexique ne précise pas que le Ministère de l'économie a procédé à une analyse de ce genre, mais déclare simplement qu'"[i]l s'agit d'une entreprise qui a effectué des ventes de la marchandise visée par l'enquête sur le marché guatémaltèque pendant la période couverte par l'enquête". Nous avons aussi interrogé le Mexique (question n° 17 e)) au sujet des dispositions particulières que le Ministère de l'économie avait prises pour s'assurer que les produits mentionnés dans la facture avaient été produits au Guatemala et nous lui avons demandé d'indiquer la documentation pertinente. Une fois de plus, le Mexique n'a fait état d'aucune mesure adoptée par le Ministère de l'économie et s'est borné à répondre que le Ministère de l'économie avait "constaté que ces prix étaient ceux qui étaient effectivement pratiqués sur le marché guatémaltèque pendant la période couverte par l'enquête".

confirmer que les produits mentionnés sur la facture et dans l'offre de prix étaient originaires du Guatemala ou de fournir des renseignements sur le point de savoir si ces prix devaient être ajustés, et de quelle manière, pour refléter le niveau du producteur/exportateur (par exemple en déduisant un montant pour la marge du distributeur).[88]

7.37 Deuxièmement, la période visée, le volume et les produits visés par les éléments de preuve étaient très limités et isolés, de telle sorte qu'à notre avis, ces éléments de preuve correspondaient uniquement à une sous-catégorie insignifiante des produits et des prix en question. En ce qui concerne la période visée, la facture ne concernait qu'une seule transaction isolée effectuée en un seul jour et l'offre de prix concernait aussi une seule transaction potentielle isolée qui aurait pu être effectuée en un seul jour. Il n'est pas contesté que les dates de la facture et de l'offre de prix étaient comprises dans la période couverte par l'enquête, mais le fait que les éléments de preuve relatifs au prix de chaque sous-catégorie élargie de produits (à savoir les tubes et tuyaux galvanisés et noirs) sur le marché intérieur ne concernaient qu'un seul jour de la période de six mois couverte par l'enquête soulevait d'importantes questions sur le point de savoir s'ils étaient représentatifs des prix pendant toute cette période. Le Mexique ne fait pas valoir que le Ministère de l'économie a demandé à Hylsa de confirmer, ou qu'il a tenté de déterminer d'une autre manière, que ces éléments de preuve étaient représentatifs de toute la période et il n'y a pas non plus d'éléments de preuve à ce sujet. De fait, le Mexique nous a confirmé le contraire et a déclaré que "chaque fois que les renseignements fournis par le requérant se rapportaient à la période couverte par l'enquête, [le Ministère de l'économie] n'avait pas demandé de renseignements additionnels sur la valeur normale".[89] Autrement dit, le Mexique semble faire valoir que, dans la mesure où un élément de preuve porte une date comprise dans la période couverte par l'enquête, même s'il ne s'agit que d'un seul jour de cette période, les renseignements sont – par définition, et sans plus – suffisamment représentatifs de l'ensemble de la période aux fins de l'ouverture de l'enquête. Nous ne sommes pas d'accord car, de fait, il est tout à fait possible qu'une transaction individuelle et isolée soit une aberration qui s'écarte des prix et/ou conditions caractéristiques en vigueur et, par conséquent, si le requérant n'a fourni que ces éléments de preuve isolés dans le temps, l'autorité ne devrait pas supposer, sans autre confirmation, que ces éléments de preuve sont représentatifs de l'ensemble de la période.

7.38 En ce qui concerne le volume et la gamme des produits visés, les éléments de preuve relatifs à la valeur normale étaient également limités et isolés. En particulier, la transaction correspondant à la facture portait sur 1 200 tubes et tuyaux galvanisés, d'un poids total d'environ 8 000 kg[90] et d'une valeur totale d'environ 6 000 dollars EU, et les produits se présentaient seulement sous trois diamètres différents (½, 1 et 1¼ po) et avec une seule épaisseur de paroi (tubes et tuyaux légers). La gamme des produits visés par l'offre de prix était encore plus limitée, puisque cette offre concernait uniquement

[88] Voir la réponse du Mexique à la question n° 17 h) du Groupe spécial. Le Mexique n'a pas répondu à notre question au sujet du niveau des ajustements commerciaux, mais a indiqué que les prix facturés avaient été ajustés pour tenir compte du crédit. (Parmi les conditions énoncées sur la facture, il y avait un crédit à 30 jours) Nous notons aussi que, bien que dans la demande de renseignements additionnels le Ministère de l'économie ait demandé à Hylsa de préciser "la manière dont elle s'était assurée qu'il n'existait pas … d'ajustements applicables à la valeur normale" autre que l'ajustement pour le crédit, Hylsa n'a pas répondu à cette demande. Il n'y a pas d'éléments de preuve, et le Mexique ne fait rien valoir, qui indique que le Ministère de l'économie a, face à cette absence de réponse, de nouveau pris contact avec Hylsa de quelque façon que ce soit et à quelque moment que ce soit pendant l'enquête.

[89] Réponse du Mexique à la question n° 17 g) du Groupe spécial.

[90] Tiré du tableau des coefficients de conversion qui figurent dans l'annexe 15 de la réponse d'Hylsa à la demande de renseignements additionnels. Le Mexique fait valoir devant le Groupe spécial que le Ministère de l'économie avait considéré que la facture était représentative pour ce qui est du volume, parce que la transaction sur laquelle elle portait avait plusieurs fois la taille moyenne des ventes de Tubac sur le marché intérieur suivant la réponse de Tubac au questionnaire adressé aux exportateurs. Néanmoins, cet argument n'est pas pertinent pour la présente allégation, étant donné qu'au moment de l'ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie ne disposait d'aucun renseignement sur les ventes de Tubac sur le marché intérieur.

[XX – RCC] tubes et tuyaux noirs, d'un poids total d'environ **[XX – RCC]**[91] et d'une valeur totale de seulement **[XX – RCC]** dollars EU. Les produits se présentaient sous six diamètres différents (½, ¾, 1, 1½, 2½ et 4 po), mais avaient tous des parois d'une seule et même épaisseur (tubes et tuyaux légers). L'éventail des tailles des produits visés par la facture et l'offre de prix apparaît extrêmement limité lorsqu'on le compare à l'éventail des tailles des produits visés originaires du Guatemala qui ont été identifiés par Hylsa dans sa réponse à la demande de renseignements additionnels.[92] En particulier, dans cette communication, Hylsa a indiqué au total 62 dimensions (combinaisons de diamètres et d'épaisseurs de parois). Comme chacune de ces dimensions pouvaient apparemment exister en un fini galvanisé ou noir, au moment de l'ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie savait qu'il pouvait y avoir au total 124 produits distincts. Étant donné les écarts très importants entre ces dimensions (qui vont d'un diamètre de ½ po avec une épaisseur de paroi de 0,095 po à un diamètre de 4 po avec une épaisseur de paroi de 0,237 po), nous ne voyons pas sur quelle base le Ministère de l'économie a pu se fonder pour admettre, sans vérification ni confirmation ultérieure, que la minuscule sous-catégorie dont il était question dans la facture et l'offre de prix était représentative des prix correspondant à tout l'éventail des dimensions visées par l'enquête. De plus, comme le Guatemala l'a inféré et le Mexique l'a confirmé, tous les produits visés par la facture correspondaient à la norme BS-1387.[93,94] En d'autres termes, les produits ne correspondaient pas à la spécification A-53, qui avait été présentée dans la demande d'ouverture d'une enquête comme la plus commune parmi les produits visés par l'enquête.

7.39 Une fois de plus, il n'y a aucun élément de preuve, et le Mexique ne fait rien valoir, qui indique qu'avant l'ouverture de l'enquête, Hylsa ou le Ministère de l'économie ont essayé d'établir que les prix des tubes et tuyaux indiqués sur la facture et dans l'offre de prix étaient représentatifs de l'éventail des tailles visés par l'enquête, ou que les prix des tubes et tuyaux correspondant à la norme BS-1387 étaient représentatifs d'une gamme de spécifications plus étendue pour les produits visés, en particulier les tubes et tuyaux correspondant à la norme prédominante A-53. Il n'existe pas non plus d'élément de preuve montrant qu'Hylsa ou le Ministère de l'économie ont demandé des renseignements qui auraient pu être nécessaires pour ajuster ces prix afin de les rendre ainsi représentatifs. Nous avons posé au Mexique la question suivante: "Existe-t-il un élément dans la décision portant ouverture d'une enquête ou dans le dossier qui indique que le Ministère de l'économie a évalué si les tubes mentionnés aussi bien dans la facture que dans l'offre de prix pourraient être considérés comme étant suffisamment représentatifs du produit considéré?" Le Mexique a répondu que le Ministère de l'économie avait examiné la facture et l'offre de prix et avait constaté que "les prix indiqués dans les deux sources correspondaient à la marchandise visée par l'enquête, étaient destinés au marché guatémaltèque et étaient en vigueur pendant la période couverte par l'enquête".[95] Nous considérons que le Mexique fait valoir que, dans la mesure où un élément de preuve se rapporte à une partie (aussi limitée soit-elle) de la gamme des produits visés par une demande d'ouverture d'une enquête, cet élément de preuve – par définition et sans plus – est suffisamment représentatif de cette gamme de produits aux fins de l'ouverture de l'enquête. Nous ne pouvons pas non plus souscrire à cet argument. Lorsque les éléments de preuve se rapportent uniquement à une petite partie d'une gamme générale de produits de grande ampleur, l'autorité ne devrait pas admettre, sans autre type de confirmation, que ces éléments de preuve représentent les prix pratiqués pour l'ensemble de la gamme des produits.

7.40 En l'occurrence, comme en ce qui concerne la représentativité des éléments de preuve à l'égard des entreprises et de la période visée au moment de l'ouverture de l'enquête, nous n'avons pas

[91] Tiré du tableau des coefficients de conversion qui figurent dans l'annexe 15 de la réponse d'Hylsa à la demande de renseignements additionnels.
[92] Pièce GTM-3, réponse à la question n° 16.
[93] Réponse du Guatemala à la question n° 7 du Groupe spécial.
[94] Réponse du Mexique à la question n° 174 du Groupe spécial.
[95] Réponse du Mexique à la question n° 19 c) du Groupe spécial.

du tout l'intention d'indiquer que l'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'éléments de preuve documentaires relatifs à chaque produit visé par une demande donnée. En revanche, nous sommes d'avis que, lorsque la portée des éléments de preuve est assez limitée en ce qui concerne les produits, comme c'est le cas en l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête doit prendre les dispositions appropriées pour déterminer si ces éléments de preuve sont représentatifs de toute la gamme des produits et demander des renseignements additionnels, y compris sur les ajustements éventuels, qui seraient nécessaires pour rendre ainsi ces éléments représentatifs.

7.41 Nous soulignons à ce stade que nous ne souscrivons pas à l'argument du Guatemala selon lequel l'offre de prix n'était intrinsèquement pas valable comme élément de preuve parce qu'elle ne correspondait pas à une transaction finalisée et indiquait que les prix proposés étaient susceptibles d'être modifiés.[96] Nous avons, plus haut, fait part de nos préoccupations quant au manque d'éléments de preuve montrant que l'offre de prix particulière dont disposait le Ministère de l'économie était représentative des prix sur le marché intérieur de la gamme des produits produits au Guatemala qui étaient visés par l'enquête pendant la période couverte par l'enquête. Ces préoccupations ont trait aux caractéristiques propres à cette offre de prix particulière et non à la valeur probante des offres de prix en tant que telles. De fait, il se pourrait très bien que, dans une autre affaire, des offres de prix dûment confirmées et représentatives constituent des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping allégué.

7.42 Enfin, nous rappelons que, bien que le Guatemala n'ait pas soulevé de préoccupation en ce qui concerne les éléments de preuve relatifs aux prix à l'exportation dont disposait le Ministère de l'économie, il a fait valoir qu'en raison des problèmes qu'il a avait identifiés au sujet des éléments de preuve relatifs à la valeur normale examinés plus haut, toute comparaison de ces éléments de preuve avec les éléments de preuve relatifs aux prix à l'exportation (calcul de la marge de dumping alléguée) n'aurait pas été "équitable" au sens de l'article 2.4. Nous partageons la préoccupation exprimée par le Guatemala au sujet de la comparabilité des éléments de preuve relatifs à la valeur normale et des éléments de preuve relatifs aux prix à l'exportation. En particulier, nous rappelons qu'il n'y a même pas d'éléments de preuve montrant que la marchandise mentionnée sur la facture ou dans l'offre de prix était originaire du Guatemala et que la facture comme l'offre de prix indiquaient des prix au niveau du distributeur pour une transaction ou une transaction potentielle unique se déroulant sur un seul jour et portant sur une toute petite sous-catégorie des produits visés par l'enquête et, aussi, que cette sous-catégorie correspondait à une spécification technique différente de la spécification identifiée dans la demande comme étant la spécification prédominante sur le marché. En revanche, les renseignements sur les prix à l'exportation portaient sur la gamme complète des produits importés du Guatemala par le Mexique pendant l'ensemble de la période couverte par l'enquête au niveau du producteur ou de l'exportateur guatémaltèque. Les différences de ce type – qui, et nous insistons sur ce point, ressortent clairement des éléments de preuve en question – produisent généralement une distorsion entre la valeur normale et le prix à l'exportation et, par conséquent, si aucun ajustement n'est réalisé, elles peuvent aboutir à des marges de dumping apparentes alors qu'en réalité il n'existe aucun dumping. Or, suivant l'avis d'ouverture de l'enquête, les seuls ajustements effectués en ce qui concerne les éléments de preuve relatifs à la valeur normale et les prix à l'exportation (c'est-à-dire l'ajustement des prix facturés pour tenir compte du crédit[97] et les ajustements effectués en ce qui

[96] Première communication écrite, paragraphe 74. Nous notons aussi l'argument formulé par le Guatemala dans le mémoire qu'il a présenté à titre de réfutation, selon lequel les offres de prix n'ont pas une valeur légale dans le système juridique du Guatemala. Répondant aux questions du Groupe spécial sur ce point, le Mexique a affirmé que la valeur légale des offres de prix au Guatemala n'était pas pertinente, "étant donné que, indépendamment de l'obligation de respecter le prix ainsi convenu, il [était] évident qu'une offre de prix constitu[ait] un indice raisonnable des prix pratiqués sur un marché". Voir la réponse du Mexique à la question n° 144 du Groupe spécial.

[97] Décision portant ouverture d'une enquête (Pièce GTM-4), paragraphe 67. Il n'a semble-t-il pas été nécessaire de procéder à un ajustement pour le crédit dans l'offre de prix, laquelle précisait que le paiement était au comptant.

concerne les éléments de preuve relatifs au prix à l'exportation pour tenir compte du crédit, du fret et de l'assurance[98]) n'ont rien à voir avec les problèmes que nous avons signalés. Il nous paraît donc évident que, après avoir effectué ces ajustements (non liés), le Ministère de l'économie a fondé sa détermination du caractère suffisant des éléments de preuve de l'existence d'un dumping sur une simple comparaison entre les prix qui étaient indiqués sur la facture et dans l'offre de prix et les renseignements relatifs aux prix à l'exportation. Il n'y a pas non plus d'éléments de preuve, et le Mexique ne fait rien valoir, qui indique que le Ministère de l'économie a pris une disposition quelconque pour examiner s'il aurait été nécessaire de procéder à quelque autre ajustement pour que les problèmes identifiés plus haut au sujet des éléments de preuve relatifs à la valeur normale soient pris en compte dans les comparaisons de prix, afin de s'assurer que l'allégation de l'existence d'un dumping était bien fondée.

7.43 Nous avons examiné attentivement le dossier eu égard aux éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping dont le Ministère de l'économie disposait au moment de l'ouverture de l'enquête. Nous estimons que les problèmes examinés plus haut concernant les éléments de preuve relatifs à la valeur normale (la facture et l'offre de prix) apparaissent clairement dans ces deux documents et que, par conséquent, le Ministère de l'économie aurait dû en tenir compte dans son évaluation du caractère suffisant des éléments de preuve relatifs à l'existence du dumping, ce qu'il n'a pas fait. Compte tenu de ces problèmes manifestes concernant les éléments de preuve relatifs à la valeur normale, que le Ministère de l'économie n'a pas réglés ni examinés, nous sommes d'avis qu'une autorité impartiale et objective n'aurait pas pu arriver à la conclusion qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping au titre de l'article 5.3. Par conséquent, nous constatons que le Ministère de l'économie n'a pas agi d'une manière compatible avec les obligations du Mexique au titre de cette disposition lorsqu'il a évalué le caractère suffisant des éléments de preuve de l'existence d'un dumping.

ii) Éléments de preuve de l'existence d'un dommage aux fins de l'ouverture de l'enquête

7.44 Le Guatemala affirme que l'autorité mexicaine chargée de l'enquête n'a pas dûment examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve relatifs au dommage, en particulier le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, pour s'assurer qu'ils étaient suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête aux fins de l'article 5.3 de l'*Accord antidumping*. En revanche, selon le Guatemala, l'autorité chargée de l'enquête a accepté des éléments de preuve présentés par le requérant au sujet du volume total des importations correspondant aux deux positions tarifaires en question sans procéder à aucune évaluation indépendante ni effectuer aucun ajustement à la baisse pour les produits importés relevant des mêmes positions tarifaires qui n'étaient pas visés par la demande.

7.45 Il convient de rappeler que, dans la demande d'ouverture d'une enquête, Hylsa a présenté comme élément de preuve du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, les statistiques publiées par le SICMEX sur le volume total des importations correspondant aux deux positions tarifaires (7306.30.01 et 7306.30.09) sous couvert desquelles les produits mentionnés dans la demande d'ouverture d'une enquête étaient importés. Il n'y a pas de désaccord entre les parties sur le fait que les renseignements sur les importations au niveau des positions tarifaires dont le Ministère de l'économie disposait au moment de l'ouverture de l'enquête *incluaient* les produits visés par l'enquête. Le point soulevé par le Guatemala est que, puisque Hylsa et le Ministère de l'économie ont reconnu, depuis le moment où la demande a été présentée, que ces renseignements recouvraient *aussi* un volume indéterminé de produits qui n'étaient pas visés par l'enquête, ils étaient insuffisants en tant qu'éléments de preuve du volume des importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping aux fins de l'ouverture de l'enquête.

[98] Décision portant ouverture d'une enquête (Pièce GTM-4), paragraphe 58.

7.46 En ce qui concerne tout d'abord la demande, la réponse d'Hylsa à la question n° 6 du modèle de questionnaire concernant la demande donne une première indication sur ce point. La question est la suivante:

> "Au cas où les positions tarifaires indiquées incluraient d'autres produits que le produit visé par l'enquête, il conviendra: a) de préciser quels sont ces produits; b) de préciser quelle est, d'après vos estimations, la part du produit visé par l'enquête dans le total des produits importés sous couvert de ces positions; c) de donner une explication de la méthodologie et des calculs utilisés pour réaliser votre estimation."[99]

Hylsa a répondu ce qui suit:

> "a) Pour ce qui est de la position 7306.30.01 (galvanisés), il existe des tubes et tuyaux qui correspondent à la description donnée pour la position mentionnée, qui comprend des tubes et tuyaux de construction galvanisés et des tubes et tuyaux du type conduite. Pour ce qui est de la position 7306.30.99 (noirs), il existe des tubes et tuyaux qui correspondent à la description donnée pour la position mentionnée, qui comprend des tubes et tuyaux de construction noirs. b) Hylsa ne dispose pas des éléments permettant de donner une estimation ou un pourcentage des autres produits importés sous couvert des mêmes positions. c) N/D".[100]

Par conséquent, il ressort clairement de la demande qu'Hylsa admet que la description des produits classés sous les deux positions tarifaires en question était plus large que la description du produit faisant l'objet de la demande donnée par le requérant (car elle inclut les tubes et tuyaux de construction et les tubes et tuyaux du type conduite), mais qu'elle n'a pas pu faire une estimation du volume des importations des produits en question qui n'étaient pas visés par l'enquête.

7.47 Le Ministère de l'économie est revenu sur cette question dans la demande de renseignements additionnels en vue de déterminer la part des importations totales relevant des positions tarifaires en question qui correspondaient respectivement aux produits qui étaient visés par l'enquête et aux produits qui ne l'étaient pas. En particulier, dans la demande de renseignements additionnels, il était demandé si les tubes et tuyaux de construction et les tubes et tuyaux du type conduite mentionnés dans la réponse à la question n° 6 du questionnaire relatif à la demande étaient visés par l'enquête et, si tel n'était pas le cas, il était demandé à Hylsa de fournir une estimation du montant que représentaient les produits non visés par l'enquête dans le montant total des produits importés sous couvert des deux positions tarifaires.[101] Les réponses d'Hylsa (qui figurent dans la version rendue publique de la réponse de la société à la demande de renseignements additionnels et sont reproduites dans les réponses du Mexique aux questions du Groupe spécial[102]) paraissent confirmer que les tubes et tuyaux de construction et les tubes et tuyaux du type conduite n'étaient pas visés par l'enquête, mais aussi qu'Hylsa manquait d'éléments pour estimer le volume de ces produits non visés:

> "Les deux positions couvrent l'entrée aussi bien des tubes et tuyaux de canalisation noirs et galvanisés, que des tubes et tuyaux de construction noirs et galvanisés, outre celle des tubes et tuyaux du type conduite. La description donnée pour la position est très large et les tubes et tuyaux de construction noirs et les tubes et tuyaux de

[99] Pièce GTM-1, section I.A, question n° 6.
[100] *Ibid.*
[101] Pièce GTM-3, questions n° 3 et 4.
[102] Pièce GTM-3, réponse à la question n° 4. La réponse du Mexique à la question n° 9 d) du Groupe spécial contient le texte qui a été omis, au motif qu'il comportait des renseignements confidentiels, dans la version rendue publique de la réponse d'Hylsa à la demande de renseignements additionnels figurant dans la pièce GTM-3.

> canalisation noirs sont importés sous couvert de la même position 7306.30.99. Les tubes et tuyaux de canalisation galvanisés et les tubes et tuyaux de construction galvanisés sont importés sous couvert de la même position 7306.30.01. La possibilité de faire des estimations sur l'importation des tubes et tuyaux mentionnés est donc très limitée. Les renseignements internes d'Hylsa-DAT ne permettent pas de déterminer l'usage des tubes et tuyaux. Annexe 3. Il n'a pas été fourni de renseignements pertinents pour faire une analyse formelle car même si le volume des importations de certains importateurs est connu, le montant total des importations ne l'est pas. L'annexe 3 ne contient pas de renseignements."

Dans l'avis d'ouverture de l'enquête, il est confirmé qu'Hylsa n'a pas pu fournir de renseignements au Ministère de l'économie qui demandait des précisions complémentaires sur les quantités respectives des produits visés et des produits non visés par l'enquête importés sous couvert des deux positions tarifaires: "De fait, le Ministère a noté que pour décrire la tenue des importations visées par l'enquête durant la période allant de juillet à décembre 2000 par rapport à la période antérieure comparable, le requérant a examiné le montant total des importations effectuées sur le marché national sous couvert des positions tarifaires indiquées."[103] Par conséquent, il nous paraît évident (et le Mexique ne conteste pas) qu'Hylsa n'a fourni aucun renseignement sur la ventilation des produits.

7.48 En réponse aux questions du Groupe spécial sur les dispositions, autres que la demande de renseignements additionnels (qui, comme on vient de le voir, n'a apporté aucun éclaircissement), prises par le Ministère de l'économie pour préciser le volume et la valeur des produits visés par l'enquête dans les données relatives aux deux positions tarifaires dont relevaient les produits visés, le Mexique a indiqué que le Ministère de l'économie avait utilisé les statistiques officielles du SICMEX, d'abord pour vérifier les montants totaux correspondant aux deux positions tarifaires indiquées dans la demande et ensuite pour analyser la tendance des importations aux fins de l'ouverture de l'enquête. En particulier, le Mexique a déclaré ce qui suit:

> "En premier lieu, l'autorité chargée de l'enquête a analysé les renseignements fournis par le requérant sur les volumes des importations, en notant que ces données correspondaient aux importations classées sous les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99."[104]

et il a ensuite ajouté ce qui suit:

> "De cette façon, l'autorité chargée de l'enquête a utilisé ses propres statistiques tirées des sources officielles d'importation afin d'évaluer ce qui est prévu à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, entre autres dispositions."[105]

7.49 Toutefois, le Mexique a aussi souligné devant le Groupe spécial que le degré de ventilation des produits n'était pas plus détaillé dans ces statistiques officielles que dans la position tarifaire (c'est-à-dire que le niveau de détail qui figurait dans la demande). En particulier, il a affirmé ce qui suit:

> "Par ailleurs, il convient d'indiquer que l'autorité chargée de l'enquête a accès aux statistiques officielles d'importation qui sont enregistrées dans ledit Système d'information commerciale du Mexique (SIC-M) du Ministère de l'économie, lequel est subdivisé au niveau des positions à huit chiffres (soit deux de plus que ce qui est prévu dans le Système harmonisé), étant entendu qu'il n'existe pas non plus de

[103] Pièce GTM-4, paragraphe 92.
[104] Réponse du Mexique à la question n° 9 d) du Groupe spécial.
[105] *Ibid*.

> données officielles d'importation au niveau des "codes de produits" particuliers (de sorte que les données au niveau des positions correspondent à la gamme la plus restreinte qui inclut le produit visé par l'enquête)."[106]

7.50 En réponse à une question du Groupe spécial sur le point de savoir si, en ce qui concerne les données d'importation, le Ministère de l'économie s'était borné à vérifier que les données fournies dans la demande correspondaient aux totaux publiés par le SICMEX pour les deux positions tarifaires, le Mexique a dit que ce n'était pas le cas, mais il n'a cité aucune autre disposition concrète prise par le Ministère de l'économie. Le Mexique a toutefois fait valoir ce qui suit:

> "[…] L'évaluation des importations par l'autorité chargée de l'enquête doit être considérée comme un tout harmonieux formé des divers éléments qui s'enchaînent les uns aux autres et qui, ensemble, offrent une base raisonnable pour déterminer l'ouverture de l'enquête. En particulier, il convient de signaler que les éléments de preuve fournis par le requérant (dans la demande d'ouverture d'une enquête et dans les réponses apportées à la demande de renseignements additionnels) permettaient à l'autorité de relier de façon raisonnable les données statistiques sur les positions tarifaires à la tenue des importations visées par l'enquête (y compris en ce qui concerne les volumes, les valeurs ou les tendances). Selon l'autorité chargée de l'enquête, ces éléments de preuve doivent être évalués en fonction des règles de logique, des connaissances accumulées et de l'expérience acquise."[107]

7.51 La décision portant ouverture d'une enquête confirme qu'aux fins de l'ouverture de l'enquête, pour ce qui est des renseignements sur le volume et la valeur à la fois des importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et des importations totales des produits en question, le Ministère de l'économie s'est fondé sur les statistiques officielles du SICMEX au niveau des positions tarifaires, statistiques qui n'ont subi aucun type d'ajustement en vue d'exclure les produits non visés par l'enquête qui relevaient aussi de ces positions tarifaires. En particulier, l'avis d'ouverture de l'enquête stipule ce qui suit:

> "Comme suite aux indications données par le requérant, le Ministère ne disposait pas de renseignements lui permettant d'établir, pour la période couverte par l'enquête et les deux périodes antérieures comparables, une estimation du volume correspondant aux importations de tubes et tuyaux standard noirs et galvanisés dans le volume total des importations effectuées sous couvert des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 du barème de la Loi sur la taxe générale à l'importation."[108]

7.52 Dans la décision portant ouverture d'une enquête, l'analyse concernant le volume, les tendances et la part de marché des importations dont il est allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping a été fondée expressément sur les totaux correspondant aux deux positions tarifaires, de la façon suivante[109]:

> "Pour évaluer si, pendant la période couverte par l'enquête, il y a eu un accroissement des importations totales et des importations en provenance de la République du Guatemala par rapport à la consommation intérieure et à la production nationale, le Ministère a estimé la taille du marché des tubes et tuyaux standard en fonction de la consommation nationale apparente définie comme étant la somme de la production

[106] Réponse du Mexique aux questions n° 9 d) et 9 e) du Groupe spécial.
[107] Réponse du Mexique à la question n° 9 e) du Groupe spécial.
[108] Pièce GTM-4, paragraphe 97.
[109] Décision portant ouverture d'une enquête, pièce GTM-4, paragraphes 103 et 104. Les données figurant dans la demande correspondaient aux périodes allant de juillet à décembre 1999 et 2000.

> nationale et des importations totales diminuée des exportations définitives totales. Le montant des importations totales a été obtenu suivant ce qui est établi au point 98 de la présente décision. En ce qui concerne la production nationale et les exportations totales, le Ministère a examiné les chiffres fournis par le requérant qui provenaient de la Chambre nationale de l'industrie du fer et de l'acier.
>
> À cet égard, le Ministère a noté que, pendant la période couverte par l'enquête, la part sur le marché mexicain des tubes et tuyaux standard des importations totales effectuées sous couvert des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 du barème de la Loi sur la taxe générale à l'importation, a augmenté de 10 points de pourcentage par rapport à la période antérieure comparable, passant de 28 à 38 pour cent. En ce qui concerne les importations en provenance de la République du Guatemala, le Ministère a noté que pendant la période allant de juillet à décembre 2000, leur part dans la consommation intérieure a augmenté de 2 points de pourcentage par rapport à la période antérieure comparable, passant de 5 à 7 pour cent. De même, par rapport à la production nationale, les importations en provenance du pays visé par l'enquête représentaient 7 pour cent pendant la période allant de juillet à décembre 1999 et ont atteint 11 pour cent pendant la période couverte par l'enquête."

7.53 Il ressort donc clairement de l'avis d'ouverture de l'enquête que le Ministère de l'économie reconnaissait qu'il ne disposait pas de renseignements sur la proportion des importations totales effectuées sous couvert des deux positions tarifaires qui correspondait aux produits visés par la demande, mais il ressort aussi que le Ministère de l'économie avait l'intention d'adopter d'autres mesures *pendant* l'enquête pour procéder à cette estimation, comme l'indique le paragraphe suivant:

> "De même, au cours de l'étape suivante du processus, le Ministère réunira les renseignements pertinents afin d'estimer le volume des tubes et tuyaux standard, noirs et galvanisés, qui ont été importés sur le marché national sous couvert des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 … pendant la période couverte par l'enquête et les deux périodes antérieures comparables."[110]

7.54 Rappelant notre point de vue sur la nature de l'obligation imposée par l'article 5.3, nous considérons que nous devons déterminer si une autorité impartiale et objective aurait pu déterminer correctement que les éléments de preuve relatifs au volume des importations dont il est allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping, qui étaient à la disposition du Ministère de l'économie, étaient suffisants au sens de l'article 5.3 aux fins de l'ouverture de l'enquête.

7.55 Les obligations qui incombent à l'autorité d'un Membre chargée de l'enquête dans le cadre de l'OMC sont énoncées dans l'*Accord antidumping*. Nous convenons avec le Mexique que l'autorité d'un Membre chargée de l'enquête a un certain pouvoir discrétionnaire pour ouvrir et réaliser une enquête antidumping et qu'elle n'est pas soumise à des obligations qui ne sont pas énoncées dans l'Accord. Cela dit, et comme il a longuement été exposé plus haut, l'Accord (article 5.3) prescrit que l'autorité chargée de l'enquête doit, avant d'adopter la décision d'ouvrir une enquête, s'assurer du caractère suffisant des éléments de preuve (en l'espèce relatifs au dommage) qui lui ont été présentés.

7.56 À cet égard, les dispositions de l'article 3 donnent des indications pertinentes. En particulier, la notion d'"importations faisant l'objet d'un dumping" est un élément fondamental et essentiel dans toute l'analyse du dommage et du lien de causalité prévue à l'article 3. L'article 3.1, disposition de portée générale qui concerne les déterminations de l'existence d'un dommage dans leur ensemble, exige des éléments de preuve positifs et un examen objectif a) du volume des *importations faisant l'objet d'un dumping* et de l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché

[110] Pièce GTM-4, paragraphe 99.

intérieur et b) de l'incidence des *importations faisant l'objet d'un dumping* sur les producteurs nationaux des produits similaires. L'article 3.2 a trait à la détermination du volume des *importations faisant l'objet d'un dumping* et de leur effet sur les prix, et l'article 3.4 et 3.5 traite de l'incidence des *importations faisant l'objet d'un dumping* sur la branche de production nationale du produit similaire et du lien de causalité entre les *importations faisant l'objet d'un dumping* et le dommage. L'article 3.6, 3.7 et 3.8 mentionne aussi maintes fois les *importations faisant l'objet d'un dumping* et leur incidence. Là encore, nous ne voulons pas donner à entendre que l'autorité chargée de l'enquête doit disposer, au moment d'ouvrir l'enquête, d'éléments de preuve relatifs au dommage de la quantité et la qualité qui seraient nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dommage, mais il est évident qu'elle doit au moins disposer du même *type* d'éléments de preuve de l'existence d'un dommage, au sens de l'article 3 – y compris en ce qui concerne le volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping – suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

7.57 À cet égard, la question dont nous sommes saisis consiste à déterminer si le Ministère de l'économie s'est acquitté de ses obligations au titre de l'article 5.3 lorsqu'il a évalué le caractère suffisant des éléments de preuve relatifs au dommage en basant son évaluation du volume des importations dont il est allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping sur les données publiées relatives au volume total des importations correspondant à deux positions tarifaires entières, alors qu'il savait que ces positions tarifaires incluaient aussi une quantité indéterminée d'autres produits qui n'étaient pas visés par la demande. En d'autres termes, en acceptant ces renseignements agrégés publiés comme une approximation du volume des importations dont il est allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping, le Ministère de l'économie n'a-t-il pas manqué l'obligation énoncée à l'article 5.3 concernant le caractère suffisant de ces éléments de preuve aux fins de l'ouverture d'une enquête?

7.58 Nous prenons note de l'argument du Mexique selon lequel "l'évaluation des importations par l'autorité chargée de l'enquête doit être considérée comme un tout harmonieux formé des divers éléments qui s'enchaînent les uns aux autres et qui, ensemble, offrent une base raisonnable pour déterminer l'ouverture de l'enquête".[111] Nous savons que le Ministère de l'économie disposait d'autres éléments de preuve relatifs au produit visé par l'enquête, y compris des renseignements sur la "description du produit considérée" (noms sous lesquels le produit était connu, que ce soit au niveau technique ou commercial, caractéristiques physiques et techniques, composition, procédé de production, usages et usagers, y compris la norme de fabrication, les schémas du processus de fabrication, les certificats de qualité pour le produit guatémaltèque ainsi que pour le produit de fabrication nationale, etc.)".[112] Toutefois, en ce qui concerne le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, l'adéquation de ces autres renseignements nous échappe. De plus, il ne fait aucun doute qu'aux fins de l'ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie, auquel le requérant avait indiqué qu'il n'avait pas d'éléments pour réaliser une estimation plus précise du volume des produits relevant des deux positions tarifaires, s'est exclusivement fondé sur des statistiques au niveau des positions tarifaires, sans estimer la part qui correspondait au produit visé par l'enquête à l'intérieur de ces positions tarifaires. Autrement dit, le Ministère de l'économie a reconnu que, quand il a pris la décision d'ouvrir l'enquête, il ne savait rien sur le pourcentage représenté par les produits visés à l'intérieur de l'ensemble de ces positions tarifaires. Pour cette raison, il ne disposait d'aucune base pour considérer que les tendances du volume total des importations correspondant à ces positions tarifaires étaient, de quelque façon que ce soit, représentatives des tendances du volume des importations dont il est allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping. En particulier, les tendances des importations totales pourraient bien être représentatives des tendances des importations visées par l'enquête si les dernières représentaient un pourcentage élevé des premières, mais ce ne serait pas le cas si les importations visées par l'enquête ne représentaient qu'un faible pourcentage du total.

[111] Réponse du Mexique à la question n° 9 e) du Groupe spécial.
[112] Voir le volume 1, section 1.A, de la demande dans la pièce GTM-1.

7.59 En résumé, nous ne sommes pas d'accord avec le Mexique pour dire que les renseignements fournis par le requérant auraient pu permettre au Ministère de l'économie de relier de façon raisonnable les données statistiques sur l'ensemble des positions tarifaires aux tendances des importations visées par l'enquête, sur la base des règles de logique, des connaissances accumulées et de l'expérience acquises, car nous ne voyons rien dans le dossier dont disposait le Ministère de l'économie au moment d'ouvrir l'enquête qui établisse ou concerne un tel lien.[113] Nous considérons qu'il ne suffit pas que le Ministère de l'économie ne trouve pas une base raisonnable pour estimer la part des importations totales qui correspond au produit visé par l'enquête au stade de l'ouverture. Par exemple, nous notons qu'à des stades ultérieurs de la procédure, le Ministère de l'économie a obtenu des déclarations d'importation concernant un certain nombre de transactions à l'importation.[114] Cela nous confirme que le Ministère de l'économie aurait pu corroborer au moins d'une façon les statistiques relatives au volume des importations en ce qui concerne le produit visé par l'enquête. Nous ne souscrivons pas à l'argument du Mexique selon lequel exiger, au stade de l'ouverture de l'enquête, une confirmation du volume des importations au niveau de la position tarifaire en ce qui concerne le produit visé par l'enquête équivaut à imposer l'obligation de présenter, pour l'ouverture de l'enquête, des éléments de preuve de la quantité et la qualité requises pour étayer une détermination préliminaire ou finale. Une fois de plus, c'est au *type* d'éléments de preuve de l'existence d'un dommage que nous nous intéressons.[115]

7.60 Pour ces raisons, dans les circonstances de la présente affaire, nous estimons qu'une autorité impartiale et objective, prenant les éléments de preuve en question, à savoir les statistiques officielles des importations totales correspondant aux deux positions tarifaires considérées, comme base des éléments de preuve relatifs au volume des importations faisant l'objet d'un dumping – sans apprécier (même de façon approximative) la part dans les données sur les importations par position tarifaire qui correspondait au produit visé par l'enquête – n'aurait pas pu déterminer correctement qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en ce qui concerne le produit visé par l'enquête. Le fait que, pendant l'enquête, il a été confirmé ultérieurement que le produit visé (indépendamment de la manière dont il a finalement été défini[116]) paraissait représenter une partie substantielle des importations correspondant aux deux positions tarifaires n'est pas pertinent pour notre examen au titre de l'article 5.3.[117] Ce qui est pertinent, c'est de savoir quels étaient les faits connus de l'autorité chargée de l'enquête au moment d'ouvrir l'enquête. Nous ne voyons rien dans le dossier qui amène à la conclusion du Ministère de l'économie selon laquelle les volumes totaux au niveau des positions tarifaires constituaient une approximation raisonnable du volume des produits dont il était allégué qu'ils faisaient l'objet d'un dumping pendant la période couverte par l'enquête. Par conséquent, nous constatons que le Ministère de l'économie n'a pas agi d'une manière compatible avec les obligations qui incombent au Mexique au titre de l'article 5.3 lorsqu'il a évalué le caractère suffisant des éléments de preuve de l'existence d'un dommage.

7.61 Puisque l'existence d'éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage suffisants pour justifier la poursuite de la procédure au titre de l'article 5.3 n'a pas été dûment déterminée, conformément à l'article 5.8, la demande aurait dû être rejetée et l'enquête n'aurait pas dû être ouverte.

---

[113] Réponse du Mexique à la question n° 9 e) du Groupe spécial citée au paragraphe 7.50 *supra*.

[114] Voir, par exemple, la détermination préliminaire, pièce GTM-10, paragraphes 120 à 123; et la détermination finale, pièce GTM-23, paragraphe 169.

[115] Voir le paragraphe 7.56, *supra*.

[116] Nous renvoyons à notre examen des changements apportés à la définition du produit pendant l'enquête, *infra*.

[117] Par exemple, il est indiqué, au paragraphe 165 de la détermination finale, que, dans les périodes allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000, le produit visé par l'enquête a représenté 79, 66 et 64 pour cent, respectivement, des volumes des importations par position tarifaire.

À la lumière de nos constatations de violation de l'article 5.3 et 5.8, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner aussi l'allégation formulée par le Guatemala au titre de l'article 5.2.

C. FAITS AYANT TRAIT À LA DÉFINITION DU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE/PRODUIT SIMILAIRE

7.62 Le Guatemala présente plusieurs allégations qui sont fondées sur son allégation factuelle selon laquelle le Ministère de l'économie a augmenté, à deux reprises pendant l'enquête, l'extension de la définition et du produit visé par l'enquête. En résumé, le Guatemala allègue que, bien qu'ayant modifié l'extension des produits visés par l'enquête – et donc, finalement, l'extension des produits visés par la mesure antidumping –, le Ministère de l'économie n'a jamais enquêté sur le dumping et le dommage pour ce qui est des produits ajoutés. S'agissant en particulier de la constatation de l'existence d'un dumping, il allègue que, même s'il n'a pas été demandé à Tubac de fournir des renseignements concernant les produits ajoutés, le fait qu'elle ne l'a pas fait a été l'une des principales raisons pour lesquelles le Ministère de l'économie a rejeté les renseignements de Tubac et a utilisé les faits disponibles pour calculer les marges de dumping définitives. De même, pour ce qui est des déterminations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, le Guatemala allègue que le Ministère de l'économie n'a pas réuni, recueilli, ni analysé de données concernant la définition élargie du produit.

7.63 Avant d'analyser dans le détail les allégations du Guatemala concernant les modifications qui auraient été apportées à l'extension des produits visés par l'enquête, nous allons commencer par examiner la question de fait fondamentale, qui est de savoir si les faits figurant dans le dossier, tels qu'ils nous ont été présentés dans la présente affaire, indiquent que le Ministère de l'économie a modifié la portée de l'enquête, comme le fait valoir le Guatemala.

7.64 Dans sa première communication écrite, le Mexique semble admettre que les deux modifications alléguées par le Guatemala ont effectivement eu lieu. S'agissant de la première modification qui aurait été apportée, à savoir l'élargissement de la fourchette de diamètres des tubes et tuyaux visés par l'enquête de ½ à 4 po à ½ à 6 po, le Mexique a affirmé dans sa première communication que "[s]eul le diamètre des tubes et tuyaux visés par l'enquête [avait] été modifié"[118], que "l'augmentation du diamètre de 2 po ne signifi[ait] pas que le Ministère de l'économie [avait] modifié en profondeur la description du produit visé par l'enquête"[119] et que "l'exportateur guatémaltèque [avait] eu toute possibilité de faire valoir ses droits quant à la modification signalée".[120] Pour ce qui est de la seconde modification qui aurait été apportée, à savoir l'ajout de certains tubes et tuyaux de construction dans l'extension du produit visé par l'enquête, le Mexique a dit dans sa première communication que "la gamme de produits visés par l'enquête n'[avait] pas été élargie d'une manière générale pour inclure les tubes et tuyaux dits "de construction", mais seulement ceux qui, d'un point de vue technique et commercial, [étaient] interchangeables avec les tubes et tuyaux répondant aux caractéristiques suivantes …".[121] Il a fait des déclarations similaires lors de sa première déclaration orale.[122] De plus, en réponse à des questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, le Mexique a reconnu que ces modifications avaient été apportées (même s'il les a qualifiées de "précisions", de "clarifications" ou d'"ajustements").[123] Il a défendu ces modifications en alléguant que le Ministère de l'économie, qui n'était pas expert en matière de tubes et tuyaux, avait jugé approprié d'introduire ces modifications ou éclaircissements concernant l'extension du produit à la lumière des renseignements qu'il avait progressivement réunis tout au long de l'enquête quant à l'interchangeabilité des produits d'un point de vue commercial. Néanmoins, le Mexique a

[118] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 91 d). (non souligné dans l'original)
[119] *Ibid.*, paragraphe 91 e). (non souligné dans l'original)
[120] *Ibid.*, paragraphe 91 f). (non souligné dans l'original)
[121] *Ibid.*, paragraphe 104. (non souligné dans l'original)
[122] Première déclaration orale du Mexique, paragraphes 21 d) et 28.
[123] Réponses du Mexique aux questions n° 89 et 90 du Groupe spécial.

aussi fait des déclarations indiquant par exemple qu'"il s'agit d'une seule et même marchandise"[124], qu'"il s'agit du même produit"[125] et qu'"il s'agit de la même marchandise".[126] De plus, dans une observation orale formulée devant le Groupe spécial lors de la deuxième réunion de fond, le Mexique a nié que le Ministère de l'économie ait modifié la définition du produit visé par l'enquête.[127]

7.65 Du fait de ces déclarations divergentes du Mexique sur le point de savoir si le Ministère de l'économie a effectivement modifié l'extension du produit visé par l'enquête 1) en augmentant le diamètre maximum visé de 4 à 6 po et 2) en ajoutant certains tubes et tuyaux de construction dans la définition du produit, nous ne pouvons pas conclure qu'il s'agit d'un fait non contesté dans la présente affaire. Par conséquent, et en raison de l'importance fondamentale de cette question de fait pour bon nombre des allégations du Guatemala, nous examinerons ci-après dans le détail les éléments de preuve relatifs à cette question qui ont été versés au dossier.

1. Demande d'ouverture d'une enquête (pièce GTM-1)

7.66 Dans la demande d'ouverture d'une enquête présentée par Hylsa, le produit visé était décrit comme suit: "tubes et tuyaux" noirs et galvanisés, fabriqués conformément à diverses normes techniques, les plus importantes étant les normes ASTM A-53 et BS-1387. Il était indiqué dans la demande que ces produits, connus au Mexique sous le nom de "tubes et tuyaux standard" ("tubería estándar") ou "tubes et tuyaux de canalisation" ("tubería de conducción"), étaient utilisés principalement pour transporter des liquides et des gaz, mais qu'ils pouvaient aussi servir à fabriquer des accessoires de tuyauterie et des produits similaires, ainsi que pour des constructions déterminées (par exemple, des clôtures). Il y était aussi indiqué qu'au Guatemala, ces produits étaient connus sous le nom de "canalisations" ("cañería") ou "tubes et tuyaux légers" ("tubería liviana"), de "tubes et tuyaux moyens" ("tubería mediana") et de "tubes et tuyaux lourds" ("tubería pesada") ou "épais" ("gruesa"). Dans la demande, le requérant soulignait que le produit guatémaltèque importé, ainsi que le "produit similaire" mexicain correspondaient à la norme A-53, faisant valoir que le produit importé et le produit similaire étaient "identiques". À propos encore des caractéristiques physiques, il était indiqué dans la demande que, même si le diamètre des tubes et tuyaux standard pouvait atteindre 26 po, le produit importé du Guatemala se situait entre ½ et 4 po et que les catégories les plus fréquentes [épaisseur de la paroi] étaient les catégories 30, 40 et 80, la catégorie 40 étant la plus commune. En ce qui concerne le procédé de fabrication, il était indiqué que le produit était fabriqué selon le procédé de soudure par résistance électrique à partir de produits plats en acier laminés à chaud. S'agissant du classement tarifaire, il était indiqué dans la demande que les produits en question étaient importés sous couvert de deux positions[128] qui incluaient ces produits, mais pas seulement puisqu'en plus des produits visés par l'enquête, étaient également inclus les tubes et tuyaux de construction et du type conduite. Dans la demande, il était indiqué que les tubes et tuyaux provenant

[124] Première communication écrite, paragraphe 105: "À cet égard, le Guatemala veut faire croire qu'il s'agit de deux produits distincts, alors qu'en réalité il s'agit d'une seule et même marchandise […]." (non souligné dans l'original)

[125] Première déclaration orale, paragraphe 33: "[…] aux fins de l'enquête, il s'agit du même produit". (non souligné dans l'original)

[126] Réponse du Mexique à la question n° 89 du Groupe spécial: "[…] les renseignements disponibles indiquent qu'il s'agit de la même marchandise, […]". (non souligné dans l'original)

[127] Transcription de la deuxième réunion de fond. Faisant référence aux allégations du Guatemala concernant les modifications qui auraient été apportées à la définition du produit visé par l'enquête, le Mexique a indiqué ce qui suit: "Nous ne partageons pas du tout l'avis du Guatemala selon lequel des changements ont été apportés en ce sens … Le produit visé par l'enquête reste le même: les tubes et tuyaux standard noirs ou galvanisés; on ne s'arrête pas à ces détails présumés pour parler de deux marchandises différenciées."

[128] Comme il a été indiqué plus haut, les deux positions tarifaires étaient les positions 7306.30.01 et 7306.30.99 (les tubes et tuyaux galvanisés et les "autres" tubes et tuyaux en acier au carbone soudés, respectivement).

du Guatemala étaient identiques à ceux qui étaient fabriqués par les producteurs nationaux mexicains et que les uns et les autres avaient les mêmes "qualité, normes, spécifications et usages".[129]

2. Demande de renseignements additionnels (pièce GTM-3)

7.67 Dans ses réponses aux questions posées par le Ministère de l'économie avant l'ouverture de l'enquête (demande de renseignements additionnels), Hylsa a de nouveau souligné que le produit en question correspondait à la norme ASTM A-53: "Les spécifications des tubes et tuyaux sont fondées sur la norme la plus communément utilisée pour ce type de produit, à savoir la norme ASTM A-53".[130] À l'appui de cette affirmation, Hylsa a fourni des copies d'analyses effectuées sur les produits visés par l'enquête fabriqués par Tubac et par elle-même, qui ont tous été identifiés comme correspondant à la spécification ASTM A-53.[131] Dans une note figurant au bas de la page qui contient les renseignements correspondant au produit d'Hylsa, il est indiqué que la norme ASTM A-53 n'était pas la seule applicable puisque la norme BS-1387 était elle aussi pertinente et que les tubes et tuyaux BS-1387 étaient eux aussi fabriqués par Tubac, même s'ils étaient moins consommés au Mexique que les tubes et tuyaux A-53.[132] Dans une note figurant au bas de la page qui contient les renseignements correspondant au produit de Tubac, il est indiqué que "les produits plats laminés à chaud sont l'intrant commun à ces tubes et tuyaux".[133] Dans la description du procédé de fabrication du produit visé par l'enquête[134], il était aussi indiqué que le processus commençait par le déroulement du rouleau de produits plats laminés à chaud ("intrant principal").

7.68 Dans la question n° 3 de la demande de renseignements additionnels, il était indiqué qu'Hylsa avait dit dans la demande d'ouverture d'une enquête que, "outre le produit visé par l'enquête, des tubes et tuyaux de construction ainsi que des tubes et tuyaux du type conduite" entraient sur le marché mexicain sous couvert des deux positions tarifaires identifiées. Le Ministère de l'économie a demandé à Hylsa de préciser si les tubes et tuyaux de construction et ceux du type conduite étaient ou non visés par l'enquête. Hylsa a donné une réponse à caractère confidentiel.[135] Dans la question n° 4 de la demande de renseignements additionnels, Hylsa était invitée, en cas de réponse négative à la question n° 3, à fournir une estimation de la proportion que représentaient les produits non visés par l'enquête dans le montant total des importations. Hylsa a donné une réponse descriptive, confirmant que les tubes et tuyaux de construction et ceux du type conduite étaient aussi classés sous les deux positions tarifaires, mais la réponse était en partie confidentielle.[136] Hylsa a indiqué qu'elle ne pouvait pas fournir les estimations demandées car elle connaissait le volume des importations de certains importateurs, mais pas le montant total des importations.[137]

7.69 En réponse à la question n° 16 de la demande de renseignements additionnels concernant les diamètres et épaisseurs du produit visé par l'enquête, Hylsa a présenté un tableau des diamètres et des épaisseurs qui, selon elle, correspondaient aux tubes et tuyaux standard importés du Guatemala. La source de ces renseignements n'a pas été indiquée.

---

[129] Pièce GTM-1, volume II, page 5. Les annexes du volume II de la demande d'ouverture d'une enquête contiennent des renseignements concernant le dommage (en grande partie confidentiels) présentés par le requérant.

[130] Pièce GTM-3, réponse à la question n° 1.

[131] Pièce GTM-3, annexe 1.

[132] *Ibid*.

[133] *Ibid*.

[134] Pièce GTM-3, annexe 10.

[135] Pièce GTM-3, réponse à la question n° 3.

[136] Comme il est indiqué plus haut, en réponse à des questions du Groupe spécial, le Mexique a fourni le texte à caractère confidentiel qui avait été omis dans la version rendue publique de la réponse d'Hylsa à cette question. Voir le paragraphe 7.47 *supra*.

[137] Dans les questions n° 5 à 15, des éclaircissements ont été demandés concernant les renseignements relatifs au dommage présentés dans la demande d'ouverture d'une enquête.

7.70 En réponse à la question n° 23 de la demande de renseignements additionnels, dans laquelle des renseignements étaient demandés sur les facteurs utilisés pour convertir en prix au kilo les prix unitaires qui figuraient dans l'offre de prix et la facture, Hylsa a présenté un tableau correspondant à une spécification de produits qu'elle fabriquait et qui, d'après elle, était aussi applicable aux produits guatémaltèques puisque les uns comme les autres étaient fabriqués conformément à des normes strictes. À part cela, Hylsa n'a pas identifié la spécification en question et le tableau de dimensions ne correspond pas à celui qui figure dans la spécification ASTM A-53. Dans sa réponse au questionnaire, Tubac a présenté un tableau qui contenait les mêmes dimensions et a indiqué qu'elles correspondaient à celles qui figuraient dans la spécification BS-1387. En réponse à une question du Groupe spécial, le Mexique a confirmé que les dimensions indiquées dans le tableau présenté par Hylsa correspondaient aux tubes et tuyaux BS-1387.[138]

3. Avis d'ouverture d'une enquête (pièce GTM-4)

7.71 Le produit visé par l'enquête est décrit essentiellement de la même manière dans l'avis d'ouverture d'une enquête et dans la demande de renseignements additionnels. Dans la décision portant ouverture d'une enquête, il est indiqué que le produit importé du Guatemala était une marchandise fabriquée à partir de produits plats laminés à chaud, connue sous le nom générique de tubes et tuyaux standard et sous les noms commerciaux et/ou techniques de tubes et tuyaux standard galvanisés et tubes et tuyaux standard noirs (mention est aussi faite des noms sous lesquels ce produit est connu au Guatemala[139]). Pour ce qui est des caractéristiques physiques et de la composition chimique des tubes et tuyaux standard, il est précisé dans la décision portant ouverture d'une enquête que le requérant avait indiqué qu'il s'agissait de celles qui étaient établies par la norme ASTM A-53, "norme principale" pour ces produits, et que cette norme établissait également que le produit existait dans différentes "catégories", qui renseignaient sur l'épaisseur, la résistance et la durabilité, et que les catégories 30, 40 et 80 étaient les plus communes, en particulier la catégorie 40 (la plus demandée). La décision portant ouverture d'une enquête contenait également de longs extraits de la norme ASTM A-53 et indiquait que, même si les analyses techniques des produits guatémaltèque et mexicain révélaient certaines différences physiques, toutes les valeurs communiquées se situaient dans les fourchettes spécifiées par la norme ASTM A-53. Il était dit dans la décision, comme dans la demande d'ouverture d'une enquête, que même si le diamètre des tubes et tuyaux standard se situait dans la fourchette allant de 3/8 à 26 po, celui des tubes et tuyaux provenant du Guatemala se situait entre ½ et 4 po.

7.72 En ce qui concerne la définition du "produit similaire", l'avis d'ouverture d'une enquête indique ce qui suit:

> "… sur la base des renseignements fournis par le requérant concernant la description, les caractéristiques physiques, la composition chimique, les usages, le procédé de production et les intrants des tubes et tuyaux standard de fabrication nationale et des tubes et tuyaux standard importés originaires de la République du Guatemala, auxquels se réfèrent les points 5 à 29 de la présente décision, le Ministère de l'économie a déterminé à titre préliminaire que ces deux groupes de produits présentaient des caractéristiques physiques et une composition chimique semblables et qu'ils étaient destinés aux mêmes usages finals, ce qui leur permettait de remplir les

[138] Réponse à la question n° 174 du Groupe spécial: "Effectivement, le tableau correspond à la norme BS-1387". Le Ministère de l'économie a également demandé et reçu des éclaircissements concernant les renseignements relatifs au dommage fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête. Voir la pièce GTM-3, questions n° 14 et 15.

[139] Canalisations, tubes et tuyaux légers, moyens et lourds ou épais.

> mêmes fonctions et d'être interchangeables d'un point de vue commercial, de sorte qu'il s'agissait de marchandises similaires".[140]

7.73 Pour ce qui est du "dommage allégué" dans son analyse concernant l'ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie s'est fondé sur les renseignements relatifs à la branche de production nationale fournis par le requérant, tout en concluant que, s'agissant des indicateurs financiers, "cet état des résultats "Hylsa-DAT" auquel se référait le requérant correspondait en réalité aux résultats d'exploitation *relatifs au produit similaire*, raison pour laquelle il a décidé qu'à cette étape de l'enquête, il évaluerait uniquement les résultats relatifs au produit similaire et ceux du requérant dans leur ensemble". (pas d'italique dans l'original)[141]

4. Communication de Tubac jointe à la réponse au questionnaire destiné aux exportateurs/réponse au questionnaire (pièce GTM-5)

7.74 En même temps que sa réponse au questionnaire destiné aux exportateurs, Tubac a présenté une communication écrite dans laquelle elle émettait des doutes au sujet de diverses questions liées à l'enquête, dont la définition du produit visé par l'enquête. Dans cette communication, Tubac a fait valoir que le Ministère de l'économie et le requérant n'avaient pas correctement défini l'extension du produit visé. D'après elle, la description des tubes et tuyaux en question était confuse et ne lui permettait pas de connaître l'extension du produit ni la gamme de produits visés par l'enquête. Tubac a dit que dans les publications techniques et commerciales, il n'était fait mention d'aucun produit appelé "tubes et tuyaux standard", ni même dans la norme ASTM A-53 citée par le requérant. Elle a déclaré que sur son propre site Internet, Hylsa mentionnait trois types de "tubes et tuyaux à paroi épaisse": les tubes et tuyaux de canalisation, les tubes et tuyaux du type conduite et les tubes et tuyaux mécaniques. Tubac a indiqué qu'on ne savait pas très bien si les trois types étaient inclus dans la demande d'ouverture d'une enquête et que même l'autorité chargée de l'enquête avait reconnu ce manque de clarté et avait demandé à Hylsa, dans la demande de renseignements additionnels, si les tubes et tuyaux de construction et du type conduite étaient inclus. Tubac a relevé, et a contesté, le fait qu'Hylsa avait qualifié sa réponse à cette question de confidentielle, mais elle a aussi relevé une déclaration figurant dans la demande d'ouverture d'une enquête selon laquelle les statistiques d'importation publiées englobaient, "outre les tubes et tuyaux standard noirs et galvanisés, des produits connus sous le nom de tubes et tuyaux de construction (tubería estructural) et tubes et tuyaux du type conduite (tubería tipo *conduit*)". Tubac est arrivée à la conclusion que, sans préjudice de sa position, dans sa réponse au questionnaire, elle avait raisonnablement supposé que le produit visé par l'enquête était uniquement les tubes et tuyaux de canalisation galvanisés et noirs, tels qu'Hylsa les définissait sur son site Internet. L'extrait du site Internet d'Hylsa, qui figure à l'annexe 2 de la communication, contient une liste de diamètres allant de ½ à 6 po, dans les catégories 40 et 80 (et quelques-uns aussi dans des épaisseurs inférieures, relevant d'une catégorie désignée par le symbole "X"). Les "applications typiques" étaient la conduite d'eau, d'air, de gaz et de fluides spéciaux.

7.75 Dans sa réponse au questionnaire destiné aux exportateurs, Tubac a énuméré, dans sa réponse à la question n° 2.13 sur les codes de produits, diverses tailles de tubes et tuyaux dits "moyens" ou "légers", ou de catégorie 40 ou 80. La plupart des codes énumérés correspondaient à la catégorie 40. Dans sa réponse à la question n° 2.17 (capacité installée), Tubac a déclaré que les données qu'elle fournissait concernaient uniquement les tubes et tuyaux de canalisation. Dans sa réponse à la question n° 2.18, elle a déclaré que les données qu'elle fournissait au sujet des autres indicateurs

[140] Pièce GTM-4, paragraphe 69.

[141] Pièce GTM-4, paragraphe 134. Voir également notre résumé factuel des renseignements relatifs au dommage, *infra*, paragraphes 7.292 et suivants. Nous rappelons que nous avons déjà examiné plus haut le traitement accordé par le Ministère de l'économie au volume des importations faisant l'objet d'un dumping à l'étape de l'ouverture de l'enquête.

économiques se rapportaient, elles aussi, uniquement aux tubes et tuyaux de canalisation, qu'il s'agisse de la norme ASTM ou de la norme BS. À l'annexe 10 de sa réponse, elle a présenté un document signalant les différences techniques entre les tubes et tuyaux ASTM A-53 et BS-1387. Tubac a aussi indiqué que l'autorité chargée de l'enquête devait savoir qu'elle fabriquait des produits distincts de ceux-là dans les mêmes installations.

5. Réponse d'Hylsa à la communication de Tubac et à la réponse au questionnaire destiné aux exportateurs (pièce GTM-27)

7.76 Dans sa réponse à la communication de Tubac (pièce GTM-5), Hylsa a contesté l'affirmation de Tubac selon laquelle l'expression "tubes et tuyaux standard" n'existait pas et elle a cité diverses références qui l'utilisaient. (Toutefois, nous faisons observer qu'aucun des documents joints en annexe ne contenait de définition de cette expression.) Hylsa a également contesté la déclaration de Tubac selon laquelle la définition du produit n'était pas claire. Hylsa a indiqué que, "comme l'exportateur l'a[vait] conclu, le produit visé par l'enquête [était] défini comme étant tous les tubes et tuyaux standard soudés, qu'ils soient galvanisés ou noirs, pour canalisations, étant entendu que cette définition … s'étend[ait] naturellement aux tubes et tuyaux standard soudés, qu'ils soient galvanisés ou noirs, ayant les dimensions spécifiées à l'annexe 2, puisque dans ces dimensions, les tubes et tuyaux présent[aient] des caractéristiques physiques, chimiques et de finition identiques, ainsi que des caractéristiques de résistance similaires; et que les tubes et tuyaux dits du type conduite ne rel[evaient] pas de la description du produit visé par l'enquête" parce qu'ils n'étaient pas suffisamment similaires aux fins des dispositions pertinentes de la législation mexicaine. À l'annexe 2, Hylsa a déclaré que les tubes et tuyaux de construction ("non inclus dans l'enquête") en provenance du Guatemala correspondaient à la norme "ASTM A-513" et étaient fabriqués à partir de produits plats laminés à froid, et que les tubes et tuyaux de construction pouvaient être distingués des tubes et tuyaux de canalisation selon leur épaisseur, puisqu'ils étaient moins épais. Hylsa a ajouté que la norme ASTM A-53 ne visait pas exclusivement les tubes et tuyaux de canalisation, et que les tubes et tuyaux qui n'étaient pas inclus dans sa demande d'ouverture d'une enquête étaient les tubes et tuyaux à paroi mince, et donc les tubes et tuyaux de construction, avec des épaisseurs de paroi inférieures au calibre 14, c'est-à-dire dans une fourchette allant du calibre 15 au calibre 22. Hylsa a joint un tableau, en précisant qu'il concernait les tubes et tuyaux de construction provenant du Guatemala non visés par l'enquête. Elle a également joint, à l'annexe 2, un second tableau sur les "Dimensions des tubes et tuyaux en cause", qui pour des diamètres allant de ½ à 6 po indiquait des fourchettes d'épaisseurs exprimées en po et en millimètres. À l'annexe 2, Hylsa a expliqué la différence qu'il y avait entre le calibre (ou épaisseur des produits plats) et la catégorie des tubes et tuyaux, celle-ci étant le rapport entre l'épaisseur et le diamètre des tubes et tuyaux, ou entre la résistance à la matière transportée et la résistance à l'effort de l'acier. Elle a conclu en déclarant que les catégories les plus communes étaient les catégories 20, 30, 40 et 80 et que, d'une manière générale, les catégories des tubes et tuyaux étaient mentionnées lorsqu'il était question de tubes et tuyaux standard.

6. Renseignements fournis par la branche de production nationale avant la détermination préliminaire

7.77 En réponse à la demande du Ministère de l'économie du 10 décembre 2001[142], Hylsa a présenté[143] un document qui rapprochait les données financières de sa Division de produits tubulaires, Hylsa-DAT, relatives aux coûts, aux ventes et aux bénéfices correspondant au "produit similaire", et les données d'Hylsa S.A. fournies antérieurement en réponse à la demande initiale de renseignements additionnels présentée par le Ministère de l'économie (avant l'ouverture de l'enquête). Le 17 décembre 2001, le Ministère de l'économie a demandé des renseignements à Tuberías Procarsa (Procarsa), à Tubería Nacional (TN), à la Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos (CMPT) et à la

[142] Pièce GTM-8.
[143] Pièce GTM-9.

Chambre nationale de l'industrie du fer et de l'acier (CANACERO). Outre des données économiques sur le dommage pour les années 1998, 1999 et 2000[144], et des renseignements concernant la méthode utilisée pour calculer la capacité installée à des fins de production de tubes et tuyaux standard noirs et galvanisés, il demandait également des renseignements sur les importations (y compris des factures et des déclarations d'importation). À ce moment-là, le Ministère de l'économie a identifié le produit importé du Guatemala comme étant les "tubes et tuyaux standard noirs et galvanisés" classés par ligne tarifaire. Tubería Nacional, la Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos et la CANACERO ont répondu à la demande.[145]

7. Détermination préliminaire (pièce GTM-10)

7.78 Au paragraphe 5 de la détermination préliminaire, il était indiqué que "le produit" se composait de marchandises fabriquées à partir de produits plats laminés à chaud, dont le diamètre allait de ½ à 6 po. Au paragraphe 6 de la détermination, il était dit que le produit était connu au Mexique sous le nom de "tubes et tuyaux standard" ("*tubería estándar*") ou de "tubes et tuyaux de canalisation" ("*tubería de conducción*"), et au Guatemala sous les noms de "canalisations" ("*cañería*"), de "tubes et tuyaux légers" ("*tubería ligera o liviana*"), de "tubes et tuyaux moyens" ("*tubería mediana*") et de "tubes et tuyaux lourds ou épais" ("*tubería pesada o gruesa*"). Au paragraphe 7 de la détermination, il était précisé que Tubac avait fait valoir que la description du produit visé par l'enquête était trop vague pour qu'elle puisse connaître la portée de l'enquête, puisque ni les textes sur le sujet ni la propre page Internet d'Hylsa ne mentionnaient les "tubes et tuyaux standard". Au paragraphe 8 de la détermination, il était indiqué que le Ministère de l'économie avait rejeté cet argument parce que diverses publications présentées par Hylsa faisaient mention des "tubes et tuyaux standard" et parce que Tubac avait indiqué que les "tubes et tuyaux de canalisation" figuraient parmi les tubes et tuyaux fabriqués par Hylsa et que cette dénomination était l'une de celles sous lesquelles le produit visé par l'enquête était connu au Mexique.

7.79 S'agissant des caractéristiques physiques du produit visé par l'enquête, il était dit au paragraphe 13 de la détermination qu'Hylsa avait indiqué que les caractéristiques physiques et la composition chimique des "tubes et tuyaux standard" étaient celles qui étaient établies par la norme ASTM A-53 (la plus commune) et, au paragraphe 14, que le produit pouvait également être fabriqué conformément aux prescriptions des normes BS-1387, DIN 2440 et JIS G 3454. Au paragraphe 15 de la détermination, il était indiqué qu'Hylsa avait dit que les "tubes et tuyaux de canalisation" (ceux qui étaient importés du Guatemala et ceux qui étaient fabriqués au Mexique) avaient un diamètre de ½ à 6 po et une paroi de 1,60 et 7,11 mm d'épaisseur, "dans différentes catégories, parmi lesquelles les catégories 30, 40 et 80 [étaient] les plus communes, en particulier la catégorie 40".

7.80 Au paragraphe 17 de la détermination, il était indiqué que le Ministère de l'économie avait fait observer que le produit importé et le produit mexicain étaient fabriqués conformément à la norme ASTM A-53 et, dans le cas du produit guatémaltèque, conformément aussi à la norme BS-1387, que la composition chimique se situait dans les fourchettes spécifiées par la norme A-53 et que ces deux produits étaient disponibles dans des diamètres compris entre ½ et 6 po, en particulier dans les catégories 40 et 80.

7.81 Au paragraphe 19 de la détermination, il était indiqué que les tubes et tuyaux standard étaient fabriqués en deux grandes étapes. La première comportait la soudure des produits plats laminés à chaud et la coupe sur mesure, et la seconde était la finition (peinture ou galvanisation). (On trouve, au paragraphe 18 de la détermination, le détail des déclarations d'Hylsa selon lesquelles le produit guatémaltèque et le produit mexicain étaient élaborés selon des procédés similaires: soudure par

[144] Voir également notre résumé factuel des aspects des données concernant le dommage qui ont été pris en compte, *infra*, au paragraphe 7.301.

[145] Pièce GTM-10, paragraphe 106.

résistance électrique, avec, comme principaux intrants, des produits plats laminés à chaud, de l'énergie électrique, du gaz naturel, du zinc, de l'eau, etc.) Quant aux fonctions et usages du produit, il était indiqué au paragraphe 20 de la détermination qu'il existait une large gamme d'applications, principalement la conduite de l'eau, de l'air, de liquides non corrosifs, de câbles, etc., les tubes et tuyaux galvanisés étant utilisés lorsqu'une protection contre le milieu était nécessaire. De plus, il était dit dans la détermination que le produit pouvait être utilisé pour fabriquer des accessoires de tuyauterie et d'autres produits, ainsi que pour la construction. Au paragraphe 117 de la détermination, il était précisé que dans sa demande d'ouverture d'une enquête, Hylsa indiquait que les tubes et tuyaux de construction et du type conduite"… n'[étaient] pas visés par l'enquête".

7.82 La détermination préliminaire contient la définition que le Ministère de l'économie donnait – à ce stade de l'enquête – du "produit similaire" produit par la branche de production nationale. En particulier, le Ministère de l'économie a déterminé que le produit visé par l'enquête – à savoir les tubes et tuyaux standard noirs ou galvanisés décrits aux paragraphes 5 à 23 de la détermination – "d'un diamètre compris entre ½ et 6 po … [était] similaire au produit de fabrication nationale … entre autres choses, parce qu'ils [avaient] tous deux les mêmes caractéristiques physiques et chimiques, ce qui leur permet[tait] de remplir les mêmes fonctions et d'être interchangeables d'un point de vue commercial".[146] Dans la détermination préliminaire, il est indiqué que "les renseignements fournis par la CMPT ont fait apparaître des différences avec les chiffres communiqués par la CANACERO, qui pourraient s'expliquer par l'inclusion de produits non visés par l'enquête, de sorte qu'au cours de l'étape suivante de l'enquête, les investigations appropriées se poursuivront"; la détermination contient également une description de l'analyse du dommage causé à la branche de production nationale produisant le "produit similaire", qui a été effectuée par le Ministère de l'économie [147]; ainsi que son analyse de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur cette branche de production nationale.[148]

8. Réunion d'information technique avec Tubac (pièce GTM-11 A))

7.83 Après avoir rendu sa détermination préliminaire, le Ministère de l'économie a tenu une réunion technique avec les représentants de Tubac pour expliquer la méthode de calcul utilisée dans cette détermination. Pendant la réunion, une représentante de Tubac a dit que la description du produit visé par l'enquête donnée dans la détermination n'était pas correcte et qu'elle était également confuse, ce qui faisait que des mesures provisoires étaient appliquées à tous les produits importés au Mexique sous couvert des deux positions tarifaires. La représentante a demandé que le produit visé par l'enquête soit précisé – puisqu'il n'existait aucune définition de l'expression "tubes et tuyaux standard" – de sorte que soient clairement spécifiés, dans la détermination finale, les produits non assujettis aux droits.

7.84 Le fonctionnaire du Ministère de l'économie a répondu que le produit importé du Guatemala et le produit national similaire étaient des marchandises d'un diamètre compris entre ½ et 6 po, et que

[146] Pièce GTM-10, paragraphe 84.

[147] Voir la pièce GTM-10, paragraphes 150 à 164 (analyse des indicateurs économiques du dommage); paragraphes 165 à 182 (indicateurs financiers du dommage). Voir également notre résumé factuel des aspects de l'analyse effectuée par le Ministère de l'économie, *infra*, paragraphes 7.304 et 7.305.

[148] Par exemple, s'agissant des données sur les importations en provenance du Guatemala, la détermination préliminaire révèle par ailleurs que le Ministère de l'économie a reçu 312 factures et déclarations d'importation, dont 74 pour cent concernaient, d'après ses estimations, le produit visé par l'enquête. Pour ce qui est des importations d'autres provenances que le Guatemala, le requérant avait estimé la proportion des importations, pour chaque ligne tarifaire, que représentait le produit visé par l'enquête (jusqu'à 6 po), mais le Ministère de l'économie a fait sa propre estimation. En outre, ce dernier disposait de 313 déclarations et factures communiquées par 59 agents en douane concernant les tubes et tuyaux standard noirs et galvanisés "dans les dimensions signalées" (soit, dit implicitement, avec un diamètre compris entre ½ et 6 po). Pièce GTM-10, paragraphes 120 à 126.

ces produits dont le nom générique était "tubes et tuyaux standard", étaient également connus sous le nom de tubes et tuyaux standard galvanisés ou tubes et tuyaux standard noirs. Au Mexique, ces produits étaient appelés "tubes et tuyaux standard" (*tubería estándar*) ou "tubes et tuyaux de canalisation" (*tubería de conducción*); voilà le produit sur lequel portait l'analyse effectuée dans le cadre de l'enquête et qui était visé par les mesures provisoires.

9. Réunion d'information technique avec Hylsa (pièce GTM-11 B))

7.85 Le Ministère de l'économie a également tenu une réunion d'information technique avec des représentants d'Hylsa après avoir rendu sa détermination préliminaire. Les questions qu'ont posées les représentants d'Hylsa au sujet des données présentées par Tubac ont notamment porté sur les critères utilisés pour déterminer si un produit donné de Tubac était similaire ou identique au produit visé par l'enquête, et si les 32 codes de produits de Tubac pris en compte dans la détermination préliminaire étaient les seuls codes de cette entreprise qui concernaient les tubes et tuyaux standard. Les représentants ont fait valoir que si des considérations d'ordre commercial étaient prises en compte, l'enquête porterait sur un plus grand nombre de codes de produits. En réponse à ces observations, le Ministère de l'économie a expliqué que Tubac avait fourni un tableau qui contenait une description de toutes les caractéristiques physiques, ainsi que les normes officielles applicables à chacun de ses codes de produits. Il a dit qu'il avait analysé tous ces codes et que seuls 32 d'entre eux correspondaient à la définition des tubes et tuyaux standard.[149]

10. Avis de vérification adressé à Tubac (pièce GTM-13)

7.86 Avant la visite de vérification, le Ministère de l'économie a adressé un avis écrit à Tubac pour l'informer qu'il prévoyait d'effectuer ladite visite. Il ressort clairement de cet avis que la vérification allait principalement porter sur le point de savoir quels produits et quelles ventes de Tubac étaient ou non visés par l'enquête. Dans cet avis, le Ministère de l'économie précisait les aspects qu'il souhaitait vérifier et identifiait le produit qui allait faire l'objet de la vérification (les tubes et tuyaux standard), ainsi que la période couverte par l'enquête.[150] Il indiquait également que pendant la visite, l'entreprise pourrait présenter tout renseignement qui viendrait éclairer ou étayer les arguments qu'elle souhaiterait faire valoir.[151] Il indiquait aussi qu'il serait demandé à l'entreprise d'expliquer les critères qu'elle avait utilisés pour déterminer les codes de produits qui étaient identiques ou similaires au produit visé par l'enquête et de démontrer que les seules différences entre les produits non identiques mentionnés dans la réponse de Tubac au questionnaire étaient le filetage et le raccord.[152] Il indiquait en outre que Tubac serait invitée à fournir une feuille de travail qui donnerait des détails sur les caractéristiques et les critères utilisés pour exclure des codes de produits de la base de données présentée, ainsi que des éléments de preuve documentaires et comptables étayant ces exclusions.[153]

7.87 Dans l'avis, il était indiqué que la réponse de Tubac au questionnaire ferait l'objet d'une "vérification globale" dans le cadre de laquelle les chiffres des transactions rapportées seraient comparés avec les registres comptables de l'entreprise.[154] De plus, il serait demandé à l'entreprise d'expliquer la manière dont elle s'était assurée qu'aucune transaction n'avait été omise ni incluse à tort

[149] Dans les observations qu'elle a formulées le 29 avril 2002 au sujet de la détermination préliminaire, Hylsa a présenté des renseignements additionnels sur les données financières relatives au dommage d'Hylsa-DAT et a affirmé que l'analyse du produit visé par l'enquête/produit similaire devait être fondée sur les caractéristiques essentielles du produit, étant donné que les codes de produits étaient arbitraires et n'étaient pas utiles aux fins de la comparaison de la valeur normale et du prix à l'exportation (page 7).

[150] Pièce GTM-13, paragraphe 6.

[151] *Ibid.*, paragraphe 7.

[152] *Ibid.*, paragraphe 10.

[153] *Ibid.*, paragraphe 11.

[154] *Ibid.*, paragraphe 17.

dans les listes de ventes qui figuraient dans la réponse au questionnaire.[155] Le Ministère de l'économie a également indiqué qu'il serait demandé à Tubac de rapprocher ses registres comptables et le diagramme 1 (fourni avec la réponse au questionnaire), qui indiquait les ventes totales de l'entreprise, les subdivisait entre produit visé par l'enquête et produit non visé par l'enquête, puis ventilait les ventes du produit visé entre les marchés des pays tiers, le marché intérieur et les exportations à destination du Mexique.[156] Dans ce cadre, Tubac serait invitée à présenter le processus qu'elle avait suivi pour déterminer[157]: les ventes totales de l'entreprise; les opérations de vente sur le marché intérieur et sur les marchés des pays tiers de produits identiques et similaires aux produits exportés vers le Mexique; les transactions d'exportation à destination du Mexique correspondant aux codes de produits des tubes et tuyaux standard; les ventes au Mexique correspondant à d'autres codes de produits non visés par l'enquête; et les ventes totales de produits distincts des tubes et tuyaux standard. Dans cet avis, il était également demandé à Tubac d'élaborer un rapport pour indiquer les ventes intérieures et les exportations à destination du Mexique et d'autres marchés qui correspondaient aux codes de produits identiques ou similaires. Ces renseignements devaient être présentés chaque mois et être ventilés par code de produit, le pays devant aussi être indiqué dans le cas des marchés de pays tiers.[158]

11. Rapport de vérification – Tubac (pièce GTM-15)

7.88 Le rapport de la vérification sur place concernant Tubac contient divers passages sur les produits visés par l'enquête et sur les produits de Tubac qui en faisaient partie. Dans la section "Códigos de producto" (codes de produits) de la partie du rapport intitulée "Validación de las muestras de facturas de venta" (validation des échantillons de factures), il est indiqué que l'entreprise a expliqué ses codes de produits à neuf chiffres.[159] Il est précisé que Tubac a présenté une liste de tous ses codes de produits, dont des produits visés par l'enquête et ceux qui ne l'étaient pas, et qu'elle a expliqué que les produits visés par l'enquête correspondaient aux normes techniques ASTM A-53 et BS-1387, lesquelles contenaient les spécifications techniques applicables au procédé de production, y compris la composition chimique, les tolérances (poids, dimensions, etc.), les essais et d'autres aspects.

7.89 S'agissant de la "vérification globale", il est dit dans le rapport que le Ministère de l'économie s'est montré satisfait du rapprochement des chiffres correspondant au diagramme 1 et que l'entreprise a présenté un rapport sur les ventes intérieures de produits identiques ou similaires aux produits exportés vers le Mexique et sur les ventes de tous les autres produits visés par l'enquête. Il est indiqué que, sur la base de ces rapports, le Ministère de l'économie a procédé à d'autres vérifications sélectives pour confirmer les renseignements fournis dans la base de données qui lui avait été envoyée et qui étaient classés par code de produits et par pays, et qu'aucune divergence n'a été trouvée.[160]

7.90 Quant aux ventes de Tubac sur le marché intérieur et à l'exportation à destination du Mexique et d'autres pays, il est dit dans le rapport que les renseignements sur les ventes fournis par l'entreprise concernaient les ventes relatives à tous les codes de produits réalisées pendant tous les mois de 1999 et de janvier à juin 2000. Il est indiqué qu'à partir de ces renseignements, l'équipe chargée de la vérification a sélectionné les codes visés par l'enquête et a comparé le volume total avec les renseignements figurant dans la réponse au questionnaire.

[155] *Ibid.*, paragraphe 18.
[156] *Ibid.*, paragraphe 19.
[157] *Ibid.*, paragraphe 20.
[158] *Ibid.*, paragraphe 23.
[159] Pièces GTM-15/MEX-12, pages 4 et 5.
[160] *Ibid.*, pages 12 et 13.

7.91 À titre de vérification additionnelle et afin de s'assurer qu'aucune facture pertinente (pour les produits visés) n'avait été omise dans la base de données, le Ministère de l'économie a sélectionné 19 factures parmi les renseignements sur les ventes totales pour confirmer que les factures qui n'étaient pas incluses dans la base de données ne portaient pas sur des ventes correspondant à des codes de produits visés par l'enquête et que les factures qui portaient sur des ventes de ces produits étaient dûment incluses dans la base de données.

12. Rapport de vérification – Hylsa (pièce GTM-24)

7.92 Le rapport de la vérification sur place concernant Hylsa fait mention des "importations de tubes et tuyaux standard, marchandise classée sous les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 … originaires de la République du Guatemala …".[161] Il y est indiqué que certains renseignements à vérifier portaient "sur la capacité de production et l'utilisation de la capacité de production installée des tubes et tuyaux de canalisation standard noirs et galvanisés, dont il [était] question au point 27 de la même note officielle relative à la vérification".[162] Il y est en outre indiqué qu'Hylsa a expliqué que son système d'information n'identifiait pas les produits au niveau du "produit visé par l'enquête" et que les codes de produits communiqués avaient été identifiés manuellement. À la demande du Ministère de l'économie, l'entreprise a procédé à une identification des codes de produits sélectionnés pour être communiqués au Ministère de l'économie. À la suite de ce processus, le Ministère a fait observer que les renseignements fournis par Hylsa concernaient aussi bien les tubes et tuyaux de canalisation qu'un certain "type de tubes et tuyaux de construction ou mécaniques, puisque, d'après l'entreprise, ces produits [avaient] les mêmes caractéristiques physiques, composition, dimensions et usages, ce qui a[vait] été vérifié".

13. Autres renseignements fournis par la branche de production nationale entre la détermination préliminaire et la détermination finale

7.93 En août 2002, le Ministère de l'économie a envoyé une demande de renseignements complémentaires concernant le dommage à Tuberías Procarsa, à Tubería Nacional et à la Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos.[163] Il demandait des éclaircissements sur le point de savoir si les réponses à la demande antérieure comprenaient uniquement des renseignements sur les "tubes et tuyaux soudés, fabriqués principalement par soudage par résistance électrique (*ERW: electric resistant* [*sic*] *welded*), ayant un diamètre compris entre ½ à 6 po et une épaisseur de paroi comprise entre 0,065 à 0,280 po, relevant des catégories 30, 40 et 80". Cette description des produits inclut explicitement les tubes et tuyaux de 4 à 6 po et ne semble pas exclure les tubes et tuyaux de construction. Dans ce document, le Ministère de l'économie demandait que les renseignements soient présentés sous la forme d'un tableau, qui reprenait la même définition du produit (jusqu'à 6 po). Il demandait également aux entreprises nationales d'indiquer en quoi la méthode utilisée pour calculer la capacité de production installée de tubes et tuyaux standard noirs et galvanisés qu'elles lui avaient déjà communiquée se rattachait à ce produit et aussi de fournir des renseignements sur "les calibres" et les "catégories" correspondant à ces spécifications, avec un tableau dans lequel apparaîtrait clairement les entrées concernant les tubes et tuyaux jusqu'à 6 po. Certaines entreprises ont également été invitées à fournir des renseignements actualisés sur les importations du produit identifié dans cette demande (à savoir en incluant les tubes et tuyaux de 4 à 6 po et sans exclure les tubes et tuyaux de construction).[164,165]

[161] Pièce GTM-24, page 1.
[162] *Ibid.*, page 3.
[163] Pièce GTM-18.
[164] La demande de renseignements complémentaires adressée à Tubería Nacional n'inclut pas cette question relative aux importations. La détermination finale, qui figure dans la pièce GTM-23, paragraphes 139 à 142, contient les réponses de ces entreprises aux demandes de renseignements.

14. Audition publique (pièce GTM-19)

7.94 La représentante de Tubac a fait valoir, lors de l'audition publique, que Tubac avait insisté, au cours de l'enquête, sur le fait que la définition du produit visé par l'enquête donnée par le requérant était confuse et n'avait pas permis à Tubac de connaître l'extension et la gamme du produit considéré. Néanmoins, Tubac avait conclu que le produit visé était les "tubes et tuyaux de canalisation en fer ou en acier, d'un diamètre de ½ à 6 po, noirs et galvanisés, fabriqués conformément aux normes ASTM et BS"[166] et que les produits exclus de l'enquête étaient les tubes et tuyaux mécaniques noirs et galvanisés, les tubes et tuyaux industriels, les tubes et tuyaux de construction, les tubes et tuyaux pour clôtures et les tubes et tuyaux du type conduite.[167] La représentante de Tubac a dit plus tard pendant l'audition que, lors de la visite de vérification, le Ministère de l'économie avait confirmé l'existence et la cohérence des codes de produits communiqués par Tubac et que l'entreprise s'en tiendrait donc à l'analyse effectuée et à l'avis rendu par l'autorité chargée de l'enquête lors de la vérification.[168] Contestant la façon dont Tubac avait exposé la question, le représentant d'Hylsa a soutenu que la définition du produit avait toujours été claire et que "Tubac elle-même avait estimé à juste titre que le produit correspondait aux tubes et tuyaux de canalisation, pouvant servir de canalisations".[169] Il a ajouté qu'indépendamment des normes de fabrication ou des caractéristiques inhérentes, le produit visé par l'enquête était les "tubes et tuyaux standard fabriqués à partir d'acier au carbone, d'un diamètre allant de ½ à 6 po, qu'ils soient noirs ou galvanisés, avec soudure longitudinale et pouvant servir de canalisations, le risque étant qu'ils soient indûment utilisés pour la construction".[170]

7.95 En réponse à une question de la représentante de Tubac sur le point de savoir si les "tubes et tuyaux industriels" obtenus à partir de produits plats laminés à froid et utilisés pour fabriquer des meubles métalliques étaient inclus, le représentant d'Hylsa a dit que tous les tubes et tuyaux d'un calibre supérieur à 16, principalement destinés à servir de canalisation et dans les diamètres indiqués, étaient inclus. Il a également précisé que, même si Hylsa ne rattachait pas la définition du produit à des normes de fabrication spécifiques, les normes les plus communes étaient les normes BS-1387 et A-53 qui prévoyaient des épaisseurs de calibre 14 et plus, raison pour laquelle il s'agissait là de la gamme des produits visés.[171]

7.96 Le représentant d'Hylsa a également dit que dans de très nombreux cas, des tubes et tuyaux ayant les caractéristiques physiques et chimiques de tubes et tuyaux de canalisation, mais n'ayant pas subi d'essai hydrostatique, étaient utilisés comme tubes et tuyaux de canalisation pour des usages non critiques, que d'autres clients procédaient à des essais hydrostatiques après l'achat du produit[172] et que les produits fabriqués à partir de produits plats laminés à chaud et à froid étaient visés par l'enquête s'ils étaient de calibre 14 ou plus épais.[173] Le Ministère de l'économie a demandé si les tubes et tuyaux fabriqués à partir de produits plats laminés à froid pouvaient servir de canalisations étant donné qu'ils avaient tendance à s'oxyder; le représentant d'Hylsa a répondu par l'affirmative, indiquant qu'il était possible de leur appliquer un revêtement, comme du vernis, ou de les galvaniser.[174]

---

[165] La Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos a indiqué qu'elle ne fabriquait pas le produit selon le procédé indiqué. Détermination finale, pièce GTM-23, paragraphe 142.

[166] Pièce GTM-19, page 7.

[167] *Ibid.*, page 8.

[168] *Ibid.*, page 27.

[169] *Ibid.*, page 30.

[170] *Ibid.*, pages 30 et 31.

[171] *Ibid.*, page 36.

[172] *Ibid.*, page 38.

[173] *Ibid.*, page 40.

[174] *Ibid.*, page 92. Dans ses réponses écrites aux questions posées après l'audition publique – pièce GTM-28 B), du 3 septembre 2002 – Hylsa a présenté une estimation des pourcentages du produit visé par

7.97 Le Ministère de l'économie a demandé à Tubac si elle pouvait garantir qu'aucun des produits qu'elle vendait sans procéder à l'essai hydrostatique n'était utilisé comme canalisation. Le représentant de Tubac a répondu que les diamètres des tubes et tuyaux industriels mentionnés par Hylsa étaient différents de ceux des tubes et tuyaux A-53 ou BS-1387, ce qui signifie qu'il ne serait pas possible de les fileter, ni de les raccorder. Même s'il était possible d'utiliser les tubes et tuyaux de canalisation à des fins mécaniques, cela n'aurait aucun sens parce qu'ils étaient plus chers à cause de l'essai hydrostatique, alors que l'inverse ne serait pas possible.[175] Le Ministère de l'économie a dit qu'il adresserait une demande de renseignements aux parties concernant cette question.

15. Allégations – 6 septembre 2002

a) Hylsa (pièce GTM-20)

7.98 Hylsa a fait valoir, dans le mémoire écrit qu'elle a présenté après l'audition publique, que la définition du produit était claire et que Tubac avait "estimé à juste titre " que ce produit correspondait aux tubes et tuyaux pouvant servir de canalisations. Elle a indiqué que la définition était la suivante: tubes et tuyaux standard fabriqués à partir d'acier au carbone, d'un diamètre allant de ½ à 6 po, noirs ou galvanisés, et pouvant servir de canalisation, même si le risque existait qu'ils soient "indûment" utilisés pour la construction. Elle a dit que sur le marché mexicain, certains tubes et tuyaux de construction de catégorie 40 et conformes à la norme "ASTM A500" étaient utilisés comme canalisations et que cette situation devait être prise en compte quelle que soit la mesure appliquée, pour éviter le contournement de la mesure en question.[176]

b) Tubac (pièce GTM-29)

7.99 Dans son mémoire écrit, Tubac a fait valoir qu'il y avait une absence totale de définition du produit visé par l'enquête. Elle a allégué que le requérant manquait de clarté en ce qui concernait le produit et disait parfois qu'il incluait les tubes et tuyaux de construction et d'autres fois que non. Elle a dit qu'elle déduisait des déclarations d'Hylsa que la marchandise importée sous couvert des deux

---

l'enquête destiné aux marchés des tubes et tuyaux de canalisation et de construction, et a indiqué qu'à son avis, les importations de tubes et tuyaux standard d'autres provenances que le Guatemala "n'[avaient] eu aucune répercussion sur les résultats d'exploitation ni de la Division des aciers tubulaires d'Hylsa, ni du reste de l'industrie nationale, pour ce qui [était] du produit visé par l'enquête …".

[175] Pièce GTM-19, page 98.

[176] Pièce GTM-20, page 9. Dans ses réponses du 17 septembre 2002 aux questions du Ministère de l'économie – pièce GTM-31 –, Hylsa a présenté des avis additionnels sur le "produit visé par l'enquête"/"produit similaire" et en particulier sur le point de savoir s'il incluait ou non les tubes et tuyaux de construction. À une question lui demandant en quoi son produit correspondait à la description donnée du produit, Hylsa a répondu que "les tubes et tuyaux visés par l'enquête correspond[aient] à 100 pour cent aux types de tubes et tuyaux mentionnés dans la citation …" et elle a donné une estimation du pourcentage du produit visé par l'enquête vendu après essais hydrostatiques comme des produits ASTM A-53 et BS-1387. Hylsa a également indiqué ce qui suit: "le reste … correspond aux tubes et tuyaux visés par l'enquête conçus pour la construction et utilisés comme canalisations parce qu'ils sont interchangeables d'un point de vue commercial avec les tubes et tuyaux de canalisation et qu'ils leur sont identiques du point de vue des caractéristiques physiques et chimiques …". Hylsa a également répondu que ses lignes de production n'avaient pas besoin d'être modifiées pour garantir que le produit était conforme à ces normes. Le document en question est en grande partie "confidentiel" (voir, plus bas, nos constatations sur la question du traitement accordé par le Ministère de l'économie aux renseignements confidentiels); néanmoins, les renseignements rendus publics qui figurent dans les réponses et les titres de ces annexes indiquent qu'elles comprennent des documents, des témoignages et des factures de producteurs/distributeurs ayant trait à la pratique commerciale consistant à acquérir des tubes et tuyaux de construction sans "essai hydrostatique" et à les utiliser comme canalisations; des renseignements fournis par des importateurs de certains types de tubes et tuyaux de construction; des estimations concernant la ventilation de la production nationale du produit visé par l'enquête; et des témoignages sur la possibilité de substitution et la représentativité de certains produits.

positions tarifaires, qui n'était pas visée et devait être expressément exclue, incluait, entre autres, les tubes et tuyaux du type conduite et les tubes et tuyaux minces fabriqués à partir de produits plats laminés à chaud, de calibre 16 et plus minces. Elle ne partageait pas l'avis d'Hylsa quant à l'inclusion de tout produit fabriqué à partir de produits plats laminés à froid, faisant valoir que ces produits ne pouvaient pas être utilisés comme canalisations. Elle n'était pas non plus d'accord pour dire que le fait que tels tubes et tuyaux ne correspondaient pas à la norme ASTM ou BS n'était pas pertinent pour déterminer s'ils pouvaient être utilisés comme canalisations. Tubac a dit que tous ses tubes et tuyaux de canalisation correspondaient à ces normes et que si ses clients utilisaient d'autres types de tubes et tuyaux comme canalisations, c'était sous leur propre responsabilité. Dans le contexte d'un autre argument, elle a également indiqué que, faute de définition précise du requérant, le critère qu'elle avait utilisé pour définir le produit visé par l'enquête était le suivant: "tubes et tuyaux de canalisation, soudés, fabriqués à partir de produits plats laminés à chaud, d'un diamètre allant de ½ à 4 po, noirs ou galvanisés, fabriqués conformément aux normes ASTM A-53 et BS-1387".

16. Détermination finale

7.100 Les paragraphes 31 et 32 de la détermination finale contiennent les conclusions du Ministère de l'économie concernant l'extension du produit visé par l'enquête. Ces conclusions suivent un exposé détaillé des arguments sur cette question que les parties ont présentés au cours de l'enquête. Ces paragraphes indiquent ce qui suit: au paragraphe 31, il est dit qu'après avoir analysé ces arguments et éléments de preuve, le Ministère de l'économie disposait d'éléments suffisants pour considérer que le produit était principalement utilisé comme canalisation, ce qui était fondamentalement lié à certaines fourchettes de diamètres et d'épaisseurs de paroi, et que l'intrant nécessaire à sa fabrication, à savoir les produits plats laminés à chaud ou à froid, ou la norme suivant laquelle il était fabriqué, n'étaient pas nécessairement déterminants pour cet usage. Le texte introductif du paragraphe 32 est libellé comme suit:

> "… le Ministère de l'économie a trouvé des éléments suffisants pour déterminer qu'indépendamment de la norme ou de l'intrant utilisés pour fabriquer les tubes et tuyaux visés par l'enquête, les caractéristiques physiques et les spécifications techniques de ces produits sont les suivantes: tubes et tuyaux fabriqués en acier au carbone, avec soudure longitudinale, galvanisés ou noirs, d'un diamètre compris dans une fourchette allant de ½ à 6 po (soit 12,70 et 152,40 mm, respectivement) et dont la paroi est d'une épaisseur supérieure à 0,075 po et pouvant atteindre 0,280 po (soit 1,91 et 7,11 mm, respectivement), de calibre égal ou supérieur à 14 et de différentes catégories, les plus communes étant les catégories 30, 40 et 80, même s'il en existe d'autres." (non souligné dans l'original)

7.101 Le reste du paragraphe 32 énumère les considérations particulières qui ont conduit le Ministère de l'économie à adopter cette définition.

7.102 Quant aux "produits similaires" mexicains, il est indiqué dans la détermination finale que le produit visé par l'enquête, tel qu'il a été défini, "est similaire au produit de fabrication nationale … entre autres choses parce qu'ils ont tous deux les mêmes caractéristiques physiques, spécifications de diamètre et épaisseur de paroi, ce qui leur permet de remplir les mêmes fonctions, d'avoir les mêmes usages et d'être interchangeables d'un point de vue commercial".[177] Nous examinerons plus bas le contenu de la détermination finale en ce qui concerne l'analyse du dommage causé à la branche de

[177] Pièce GTM-23, paragraphe 117.

production nationale qui produit le "produit similaire"[178] et l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur cette branche de production nationale qui produit le "produit similaire".[179]

17. Constatation de fait du Groupe spécial

7.103 Compte tenu des éléments de preuve pertinents versés au dossier et mentionnés plus haut, nous considérons que, comme le Guatemala le fait valoir, le Ministère de l'économie a augmenté, à deux reprises, l'extension du produit visé par l'enquête. La première modification, à savoir l'ajout de tubes et tuyaux d'un diamètre compris entre 4 et 6 po, a été apportée dans la détermination préliminaire. Nous estimons que cette modification apparaît clairement lorsqu'on compare les descriptions du produit qui figurent dans la décision portant ouverture d'une enquête et dans la détermination préliminaire. Dans la décision, il est dit que la fourchette de tailles du produit importé du Guatemala allait de ½ à 4 po, alors que dans la détermination, il est indiqué que la taille du produit variait entre ½ et 6 po.

7.104 S'agissant de la seconde modification, nous constatons que le Ministère de l'économie a ajouté les tubes et tuyaux de construction en question à la gamme des produits visés à un stade tardif de l'enquête (c'est-à-dire après l'audition publique, qui a suivi la vérification), au lieu de les y inclure dès le début. À cet égard, nous accordons une importance particulière aux éléments de preuve ci-après, qui ont été mentionnés plus haut: 1) le fait que la demande d'ouverture d'une enquête, la demande de renseignements additionnels et l'avis d'ouverture d'une enquête insistent fortement sur les normes techniques, en particulier la norme ASTM A-53, pour décrire les "tubes et tuyaux standard" visés par l'enquête; 2) le fait que le Ministère de l'économie n'a pas répondu aux déclarations très explicites faites par Tubac lorsqu'elle a présenté sa réponse au questionnaire et la communication jointe, selon lesquelles elle présentait uniquement des données sur ses ventes de tubes et tuyaux A-53 et BS-1387, qui, d'après ce qu'elle croyait comprendre, représentaient l'extension du produit visé par l'enquête; 3) le fait qu'Hylsa n'a pas contesté, dans sa réponse à la communication jointe à la réponse de Tubac au questionnaire, l'extension des produits visés par cette dernière dans cette réponse; 4) le fait qu'il est affirmé, dans la détermination préliminaire, que la demande d'ouverture d'une enquête indiquait que les tubes et tuyaux de construction n'étaient pas visés par l'enquête; 5) la déclaration faite par le Ministère de l'économie au cours de la réunion technique qu'il a tenue avec Hylsa après avoir établi la détermination préliminaire, selon laquelle Tubac avait présenté un tableau qui contenait toutes les caractéristiques physiques et les normes officielles applicables à ses codes de produits et selon laquelle il avait analysé tous ces codes de produits et seuls 32 d'entre eux correspondaient à la définition des "tubes et tuyaux standard"; 6) les indications figurant dans l'avis de vérification selon lesquelles la question des codes de produits serait minutieusement examinée au cours de la vérification, et les déclarations figurant dans le rapport de vérification qui indiquaient que tous les codes de produits de Tubac avaient été analysés et qu'à diverses reprises pendant la visite de vérification, l'équipe chargée de la vérification elle-même avait identifié les codes de produits correspondant au produit visé par l'enquête; et 7) le débat qui s'est tenu pendant l'audition publique (organisée après la vérification) sur le point de savoir si les tubes et tuyaux de construction devaient ou non être considérés comme faisant partie du produit visé par l'enquête, et les questions posées par le Ministère de l'économie sur ce point après l'audition publique, qui indiquaient que, pour lui, il s'agissait d'une nouvelle question à ce stade de l'enquête.

7.105 Nous insistons sur le fait que l'analyse qui précède constitue une constatation de fait selon laquelle les modifications de l'extension du produit alléguées par le Guatemala ont eu lieu et qu'elle n'est censée se prononcer sur aucune des allégations du Guatemala concernant ces modifications ni ne vise à donner à entendre que la modification de l'extension du produit visé par une enquête pose, en

[178] Voir également notre résumé factuel des données réunies qui ont été prises en compte aux fins de l'analyse du dommage causé à la branche de production nationale, *infra*, paragraphes 7.301 à 7.312.

[179] Pièce GTM-23, paragraphes 165 à 169. Voir *infra* les paragraphes 7.264 et suivants.

tant que telle, un problème dans le cadre de l'*Accord antidumping*. Nous faisons observer à cet égard que les parties conviennent que l'Accord n'interdit pas les modifications de l'extension du produit visé par une enquête en tant que telles. Dans les sections suivantes, nous examinerons les allégations du Guatemala concernant les modifications apportées à l'extension du produit. Nous rappelons qu'il s'agit notamment d'allégations portant sur les constatations de l'existence d'un dumping et d'un dommage et, par conséquent, sur le champ d'application de la mesure que le Mexique a finalement prise. Toutes ces allégations résultent essentiellement du fait que, bien qu'il ait modifié à deux reprises l'extension du produit visé pendant l'enquête, le Ministère de l'économie n'a pas réuni ni analysé de renseignements relatifs aux produits ajoutés. À cet égard, même s'il allègue une violation de l'article 2.6 en ce qui concerne l'analyse du dommage, le Guatemala nous a confirmé qu'il n'alléguait pas qu'il y avait une "dissimilitude" entre l'extension du produit visé par l'enquête, d'une part, et l'extension du produit similaire, de l'autre.

7.106 Dans la section suivante, nous analysons les allégations du Guatemala concernant les modifications apportées aux produits visés par l'enquête, en commençant par les allégations ayant trait au dumping.

D. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING – UTILISATION PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES

1. Allégations au titre de l'article 6

7.107 Nous commençons notre analyse des allégations du Guatemala concernant la détermination finale de l'existence d'un dumping établie par le Ministère de l'économie en examinant l'allégation selon laquelle l'utilisation par le Ministère de l'économie des données de fait disponibles était contraire aux dispositions de l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.13 et de l'Annexe II.

a) Arguments des parties

i) Guatemala

7.108 Le **Guatemala** allègue que l'utilisation par le Ministère de l'économie des "données de fait disponibles" pour calculer la marge de dumping était injustifiée et contraire aux dispositions de l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.13 et de l'Annexe II de l'*Accord antidumping*. Selon le Guatemala, le recours aux données de fait disponibles n'est autorisé que dans des circonstances exceptionnelles, à savoir lorsque la partie intéressée concernée ne coopère pas ou présente des renseignements insuffisants; et même dans ces cas, le pouvoir discrétionnaire dont dispose l'autorité chargée de l'enquête pour recourir aux données de fait disponibles n'est pas illimité, étant donné que les renseignements vérifiés utilisables doivent être utilisés. Le Guatemala fait valoir que d'après le dossier, l'exportateur a fourni au Ministère de l'économie tous les renseignements qui lui avaient été demandés et qu'il a coopéré tout au long de l'enquête mais que, malgré cela, le Ministère de l'économie a rejeté tous les renseignements communiqués par l'exportateur, en particulier ceux qui se rapportaient à la détermination de l'existence d'un dumping. Selon le Guatemala, cela était totalement injustifié sur le fond et, qui plus est, le Ministère de l'économie n'a pas informé l'exportateur qu'il allait rejeter les renseignements et il ne lui a pas donné la possibilité de fournir des explications complémentaires, comme le prescrit l'Annexe II de l'*Accord antidumping*. Le Guatemala fait en outre valoir qu'en rejetant les renseignements de Tubac et en recourant aux données de fait disponibles, le Ministère de l'économie a également enfreint l'article 6.7, 6.9 et 6.13.

ii) Mexique

7.109 Le **Mexique** fait valoir que l'allégation du Guatemala est fondée sur l'idée 1) qu'il n'y a pas eu de problèmes lors de la vérification; et 2) que le Mexique n'a pas informé Tubac qu'il allait fonder la

détermination finale de l'existence d'un dumping sur les données de fait disponibles. Le Mexique prétend qu'aucune de ces deux affirmations n'est exacte. En ce qui concerne la vérification, le Mexique renvoie au libellé de l'article 6.8, qui autorise le recours aux données de fait disponibles lorsque la partie intéressée ne communique pas les renseignements nécessaires ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable; il affirme également que, dans la présente affaire, la détermination finale décrit les problèmes rencontrés lors de la vérification, y compris le caractère "délibérément" incomplet des renseignements fournis par Tubac. Selon le Mexique, les problèmes posés par les renseignements fournis par Tubac étaient que cette entreprise "n'avait pas communiqué les renseignements nécessaires" et "avait entravé le déroulement de l'enquête de façon notable", au sens de l'article 6.8, ce qui justifiait la détermination établie par le Ministère de l'économie selon laquelle les renseignements n'étaient pas utilisables. Dans sa première communication écrite et sa première déclaration orale, le Mexique a fait valoir que les déterminations publiées par le Ministère de l'économie satisfaisaient amplement aux prescriptions de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les explications sur la méthodologie utilisée et les conclusions établies. Dans sa deuxième communication et sa deuxième déclaration orale ainsi que dans les réponses aux questions du Groupe spécial, le Mexique a fait valoir que le rapport de vérification lui-même satisfaisait aux prescriptions du paragraphe 6 de l'Annexe II, puisqu'il informait Tubac que les renseignements qu'elle avait fournis pourraient être rejetés et accordait à l'entreprise un délai de cinq jours pour présenter des observations sur la teneur du rapport.[180]

b) Arguments des tierces parties

7.110 Aucune des **tierces parties** ayant présenté des communications n'a fait mention de cette allégation dans sa communication écrite. Les **Communautés européennes** estiment cependant comme le Guatemala, s'agissant des allégations générales de celui-ci en matière de procédure, que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas informé les parties intéressées de deux "faits essentiels", l'un étant le rejet des données sur les prix fournies par Tubac à la suite de la visite de vérification, et l'autre étant l'inclusion de certains tubes et tuyaux de construction dans la définition du produit. De l'avis des Communautés européennes, cette omission est contraire à l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*. Le **Japon** considère également que les faits qui déterminent le produit considéré sont "essentiels" et doivent être divulgués conformément à l'article 6.9. Les **États-Unis** font valoir qu'en cas de modification de la définition du produit, les parties doivent être informées des propositions qui s'y rapportent et doivent se voir accorder du temps pour défendre leurs intérêts.

c) Évaluation du Groupe spécial

7.111 Cette allégation du Guatemala soulève des questions de fond et de forme concernant l'utilisation des données de fait disponibles. Le Guatemala allègue qu'il y a violation d'un certain nombre de dispositions en ce qui concerne l'utilisation par le Ministère de l'économie des données de fait disponibles, mais la principale question de fond qui fait l'objet de l'allégation de violation de l'article 6.8 et de l'Annexe II formulée par le Guatemala est la décision du Ministère de l'économie de rejeter tous les renseignements fournis par Tubac sur la base des résultats de la visite de vérification et d'utiliser à leur place, en tant que données de fait disponibles pour le calcul des marges de dumping, les renseignements fournis dans la demande et ceux obtenus des importateurs. Par conséquent, nous analyserons cette question pour commencer. Pour ce faire, nous examinerons la question de savoir si les éléments de preuve versés au dossier étayent la décision du Ministère de l'économie de rejeter les renseignements communiqués par Tubac, c'est-à-dire la question de savoir si, sur la base des éléments de preuve versés au dossier, une autorité impartiale et objective aurait pu arriver à la conclusion que les problèmes rencontrés lors de la vérification étaient si nombreux et si graves qu'aucune des données

[180] Deuxième communication écrite du Mexique, paragraphes 123 et 125; deuxième déclaration orale du Mexique, paragraphes 25, 26 et 31; et réponses du Mexique aux questions n° 111 a) et b) et 182 du Groupe spécial.

fournies par Tubac ne pouvait en fait être utilisée. Nous examinerons ensuite la question de savoir si, comme l'allègue le Guatemala, le Ministère de l'économie n'a pas satisfait aux prescriptions de forme pertinentes énoncées à l'Annexe II et si, en utilisant pour déterminer la valeur normale les données communiquées par Hylsa aux fins de l'ouverture d'une enquête, il n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière". Pour réaliser cette analyse, nous appliquerons les dispositions de l'*Accord antidumping* qui régissent l'utilisation par les autorités chargées de l'enquête des données de fait disponibles, c'est-à-dire l'article 6.8 et l'Annexe II.

i) Article 6.8 et Annexe II

7.112 Nous analyserons en premier lieu le texte de ces dispositions. L'article 6.8 dispose ce qui suit:

> "6.8 Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe."

7.113 L'Annexe II dispose ce qui suit:

> MEILLEURS RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES POUR LES BESOINS DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 6
>
> "1. Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse. Les autorités devraient aussi faire en sorte que cette partie sache qu'au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable, elles seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris celles que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale.
>
> 2. Les autorités peuvent également demander que la partie intéressée utilise pour sa réponse un support (par exemple, bandes pour ordinateur) ou langage informatique déterminé. Les autorités qui formulent une telle demande devraient voir si la partie intéressée est raisonnablement à même d'utiliser pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables et ne devraient pas demander à la partie d'utiliser pour sa réponse un système informatique différent de celui qu'elle utilise. Les autorités ne devraient pas maintenir leur demande concernant la communication de la réponse par ordinateur si la comptabilité de la partie intéressée n'est pas informatisée et si le fait de présenter la réponse comme il est demandé doit se traduire par une charge supplémentaire excessive pour la partie intéressée, entraînant par exemple des frais et une gêne supplémentaires excessifs. Les autorités ne devraient pas maintenir leur demande concernant la communication de la réponse sur un support ou dans un langage informatique déterminés si la comptabilité de la partie intéressée n'est pas établie sur ce support ou dans ce langage informatique et si le fait de présenter la réponse comme il est demandé doit se traduire par une charge supplémentaire excessive pour la partie intéressée, entraînant par exemple des frais et une gêne supplémentaires excessifs.
>
> 3. Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui

sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. Si une partie n'utilise pas pour sa réponse le support ou le langage informatique jugés préférables mais que les autorités constatent que les circonstances visées au paragraphe 2 sont réunies, le fait de ne pas utiliser pour la réponse le support ou le langage informatique jugés préférables ne devrait pas être considéré comme entravant le déroulement de l'enquête de façon notable.

4. Dans les cas où les autorités ne sont pas en mesure de traiter les renseignements s'ils sont fournis sur un support déterminé (par exemple, bandes pour ordinateur), les renseignements devraient être fournis par écrit ou sous toute autre forme acceptable pour lesdites autorités.

5. Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.

6. Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées.

7. Si elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition - par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières - et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête. Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement.

7.114 Nous passons maintenant aux allégations spécifiques du Guatemala et aux éléments de preuve versés au dossier qui s'y rapportent.

ii) La détermination finale pour ce qui est du recours aux données de fait disponibles

7.115 La première des allégations du Guatemala concernant les données de fait disponibles est que le Ministère de l'économie a décidé sans justification de rejeter dans leur intégralité les renseignements communiqués par Tubac et de se fonder plutôt sur les données de fait disponibles (les renseignements sur la valeur normale extraits de la demande et ceux obtenus auprès des importateurs concernant le prix à l'exportation). Selon le Guatemala, les renseignements communiqués par Tubac ont été vérifiés par le Ministère de l'économie d'une manière satisfaisante, les problèmes qu'ils posaient étaient mineurs et Tubac a agi au mieux de ses possibilités. Par conséquent, le Guatemala affirme que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II lorsqu'il a rejeté les renseignements et que rien dans l'article 6.8 ne justifiait le recours

aux données de fait disponibles, étant donné que Tubac n'avait pas manqué de communiquer les renseignements nécessaires et n'avait pas entravé le déroulement de l'enquête de façon notable. Le Mexique, pour sa part, fait valoir que les problèmes rencontrés lors de la vérification étaient si nombreux et si graves que le Ministère de l'économie avait eu raison de conclure que Tubac avait délibérément fourni des renseignements incomplets ou inexacts et que, par conséquent, l'intégralité de la base de données de Tubac était biaisée et non fiable. En particulier, le Mexique fait valoir que "le fait de fausser les chiffres a des conséquences en ce qui concerne l'enquête, conséquences qui sont clairement exposées à l'article 6.8 de l'Accord antidumping, lequel dispose que "des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles" si une partie entrave le déroulement de l'enquête de façon notable. Le fait de fausser délibérément les chiffres constitue une entrave au déroulement de l'enquête; l'entreprise connaissait les conséquences de ses actes et ne peut pas prétexter que l'autorité chargée de l'enquête ne l'avait pas informée que les écarts d'ajustement avaient une incidence sur tous les renseignements qui servaient de base pour le calcul de la valeur normale".[181] Le Mexique affirme qu'il était donc parfaitement justifié que le Ministère de l'économie rejette complètement les renseignements de Tubac et se fonde sur les données de fait disponibles.

7.116 Nous notons tout d'abord que les parties conviennent que le Ministère de l'économie a fondé sa décision de rejeter les renseignements communiqués par Tubac sur les résultats de la vérification, et en particulier sur les raisons exposées au paragraphe 80 de la détermination finale, et que les paragraphes 81 et 82 de cette détermination expliquent l'importance de ces raisons aux fins de la détermination. Ces paragraphes sont reproduits intégralement ci-après. Les deux parties conviennent également que le rapport de vérification (pièces GTM-15 et MEX-12, respectivement) constitue l'élément de preuve versé au dossier concernant les résultats de la vérification des renseignements communiqués par Tubac. Par conséquent, nous examinerons en détail les parties pertinentes de la détermination finale et du rapport de vérification.

7.117 À l'occasion du présent examen, nous rappelons les obligations qui nous incombent en vertu du critère d'examen prévu à l'article 17.6. En particulier, nous sommes tenus d'évaluer les allégations et les arguments qui nous ont été présentés et de formuler nos constatations sur la base de ce qui s'est réellement passé au cours de l'enquête, tel que cela ressort du dossier. Nous n'avons pas à évaluer à nouveau les éléments de preuve afin de procéder à un examen *de novo* de ces derniers. Nous n'avons pas non plus à prendre en compte des arguments *post hoc* au sujet des raisons ayant motivé les décisions adoptées par l'autorité chargée de l'enquête lorsque ces raisons ne figurent pas dans les explications données à ce moment-là par l'autorité elle-même dans ses déterminations et autres documents versés au dossier. En revanche, nous examinerons la question de savoir si une autorité impartiale et objective aurait pu arriver aux conclusions indiquées dans la détermination finale sur la base des éléments de preuve pertinents versés au dossier (à savoir, le rapport de vérification) au sujet de ce qui s'est produit au cours de la vérification.

7.118 Les paragraphes de la détermination finale dans lesquels il est fait état des résultats de la vérification des renseignements fournis par Tubac et de la décision du Ministère de l'économie de recourir aux données de fait disponibles se lisent ainsi:

> "Visites de vérification
>
> "78. Conformément aux dispositions de l'article 83 de la LCE, des articles 143 et 173 du Règlement d'application de la LCE, de l'article 6.7 et de l'Annexe I de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête a procédé aux visites de vérification ci-après afin de s'assurer que les renseignements et éléments de preuve communiqués par les entreprises au cours de la procédure étaient corrects et complets

[181] Réponse du Mexique à la question n° 181 du Groupe spécial.

et provenaient de leur comptabilité, ainsi que pour évaluer la méthodologie employée aux fins de la présentation des renseignements communiqués, comparer les pièces versées au dossier administratif et obtenir des détails à leur sujet. En ce qui concerne la visite effectuée chez l'entreprise exportatrice, elle a été notifiée à l'avance au gouvernement de la République du Guatemala, conformément au paragraphe 5 de l'Annexe I de l'Accord antidumping. [Les dates des visites de vérification effectuées chez Tubac et Hylsa, respectivement, sont indiquées aux alinéas A et B.]

79. Le Ministère a dressé un procès-verbal détaillé des visites de vérification mentionnées au paragraphe précédent, dans lequel sont exposés les résultats des visites, conformément à l'article 83 de la LCE et à l'article 173 du Règlement d'application de la LCE. Ce procès-verbal a été versé au dossier administratif de l'enquête et constitue un document public ayant pleinement valeur de preuve au regard des dispositions de l'articles 85 de la LCE et des articles 129 et 202 du Code fédéral de procédure civile, d'application supplétive.

Résultats de la visite de vérification

80. À la suite de la visite de vérification et de l'analyse des renseignements fournis par l'entreprise Tubac, le Ministère de l'économie a constaté ce qui suit:

A. Tous les renseignements qui ont été communiqués par l'entreprise avant la visite de vérification et qui ont été comparés au cours de cette visite avec les registres comptables de l'entreprise et les documents originaux concernent exclusivement des tubes et tuyaux standard fabriqués selon deux normes internationales, celle de la British Standards Institution (BS 1387:1985) et celle de l'American Society for Testing and Materials (ASTM: A53-97), qui comportent toutes deux un essai hydrostatique.

B. L'entreprise a expliqué que, dans la base de données envoyée au Ministère de l'économie, elle n'avait pas indiqué la totalité des réductions, rabais et ristournes relatifs aux ventes sur le marché intérieur, aux exportations à destination des États-Unis du Mexique et aux exportations vers d'autres pays, ce que l'équipe chargée de la vérification a constaté lors de l'examen des registres comptables de l'entreprise.

C. Lors de l'examen des pièces comptables afférentes aux renseignements communiqués par l'entreprise, il a été constaté que, pour quatre codes de produits, certains des chiffres communiqués par l'entreprise avant la visite de vérification et à partir desquels avait été calculée la valeur construite ne provenaient pas de ses registres comptables.

D. En ce qui concerne les ajustements pour frais de transport intérieur déclarés par Tubac, le groupe chargé de la vérification a constaté que pour 57 pour cent des opérations sur le marché intérieur déclarées avant la visite de vérification, le moyen utilisé pour le transport de la marchandise appartenait au client, raison pour laquelle l'entreprise n'aurait pas dû faire état d'un ajustement à ce titre. De même, s'agissant des opérations d'exportation sur le marché des États-Unis du Mexique qui avaient été déclarées avant la visite de vérification, le Ministère a constaté des divergences entre les frais de transport indiqués pour les exportations et ceux qui ont été vérifiés.

E. S'agissant des ajustements pour frais de transport extérieur, en analysant un marché d'exportation tiers de Tubac, le groupe chargé de la vérification a constaté des

divergences entre les chiffres déclarés avant la visite de vérification et les chiffres vérifiés.

F. L'entreprise n'a pas pu étayer sur le plan comptable les renseignements qu'elle a utilisés pour déterminer les ajustements pour assurances et différences physiques qu'elle avait déclarés au Ministère de l'économie avant la visite de vérification.

G. S'agissant des indicateurs de l'entreprise exportatrice relatifs aux postes correspondant à la production, aux stocks, aux ventes sur le marché intérieur, aux ventes à l'exportation à destination d'autres pays et à la capacité installée en 1999 et 2000, ainsi qu'aux ventes à l'exportation à destination des États-Unis du Mexique en 1999, le groupe chargé de la vérification a constaté, lors de l'examen des données comptables communiquées par l'entreprise au moment de la visite de vérification, que les renseignements envoyés au Ministère de l'économie avant la visite n'étaient pas exacts et ne provenaient pas des registres comptables.

81. Compte tenu des faits constatés lors de la visite de vérification effectuée chez Tubac, dont il est fait mention au paragraphe 80 de la présente détermination, le Ministère de l'économie ne peut pas utiliser les données de Tubac pour calculer la valeur normale, le prix à l'exportation et, le cas échéant, une marge de discrimination par les prix, parce que les renseignements fournis par l'entreprise avant la visite de vérification concernant les ventes sur le marché intérieur, les ventes à l'exportation à destination des États-Unis du Mexique et vers d'autres pays, la valeur construite, les frais de transport intérieur et les frais de transport pour les exportations, ainsi que les ajustements pour assurances et différences physiques, ne sont pas complets, ne sont pas exacts et/ou ne proviennent pas des registres comptables de l'entreprise.

82. Étant donné que les renseignements fournis par l'entreprise exportatrice Tubac ne sont pas complets, sont inexacts et/ou ne proviennent pas de ses registres comptables, ils sont rejetés et le Ministère de l'économie décide de se fonder sur les données de fait disponibles, conformément à l'article 6.8 de l'Accord antidumping.

[…]

97. Suite au rejet des renseignements présentés par l'entreprise exportatrice Tubac, comme cela est indiqué aux paragraphes 78, 79, 80, 81 et 82 de la présente détermination, le Ministère de l'économie s'est trouvé dans l'impossibilité de déterminer une marge de discrimination par les prix pour cette entreprise en se fondant sur les renseignements qu'elle avait fournis; par conséquent, conformément aux dispositions de l'article 5.2 de l'Accord antidumping, lequel dispose que la demande d'ouverture d'une enquête comportera des éléments de preuve de l'existence: A) d'un dumping, B) d'un dommage, et C) d'un lien de causalité entre les deux, et qu'une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée satisfaisante pour satisfaire à ces prescriptions, le Ministère de l'économie a calculé la marge de discrimination par les prix applicable à l'entreprise à partir des données de fait disponibles, conformément à l'article 6.8 de l'Accord antidumping et à l'article 54 de la LCE.

98. Le Ministère a qualifié de données de fait disponibles les renseignements communiqués tant par le requérant que par les importateurs du produit visé par l'enquête, renseignements dont il est question aux paragraphes 102 à 114 de la présente détermination."

7.119 Considérant ces passages ensemble, nous croyons comprendre que dans la détermination finale, le Ministère de l'économie décrit d'abord, au paragraphe 80, les problèmes rencontrés lors de la vérification, puis conclut, aux paragraphes 81 et 82, que compte tenu de la nature et du nombre de ces problèmes, les données de Tubac ont été rejetées et que les données de fait disponibles ont été utilisées à leur place. Les paragraphes 97 et 98 indiquent que les données de fait disponibles qui seraient utilisées étaient les renseignements fournis par Hylsa dans la demande et ceux obtenus auprès des importateurs.

iii) Éléments de preuve versés au dossier concernant les problèmes mentionnés au paragraphe 80 de la détermination finale

7.120 Nous allons maintenant examiner d'une manière détaillée les éléments de preuve versés au dossier concernant chacun des problèmes mentionnés au paragraphe 80 de la détermination finale.

Gamme des produits sur lesquels Tubac a fourni des renseignements

7.121 Le premier problème mentionné dans la détermination finale, à l'alinéa A du paragraphe 80, est que Tubac n'a fourni des données que pour les tubes et tuyaux de canalisation conformes aux normes ASTM A-53 et BS-1387, qui comportent toutes deux un essai hydrostatique (c'est-à-dire un essai de pression). D'un point de vue factuel, il ressort clairement du dossier que c'étaient là les seuls produits pour lesquels Tubac avait communiqué des renseignements, comme il est indiqué plus haut aux paragraphes 7.74 et 7.75.

7.122 Néanmoins, comme nous allons le voir en détail plus bas, les parties ne sont pas d'accord quant à l'importance de ce problème en tant que facteur ayant amené le Ministère de l'économie à rejeter toutes les données communiquées par Tubac. Le Guatemala estime que cette mention signifie que Tubac a été pénalisée par le Ministère de l'économie (dans le sens où ce dernier a partiellement fondé sa décision de rejeter les données de Tubac sur ce fait) pour n'avoir pas communiqué des données sur d'autres produits, bien que, selon lui, le Ministère de l'économie n'ait jamais demandé de telles données.[182] Le Mexique, du moins dans certaines de ses communications[183], s'inscrit en faux contre la façon dont le Guatemala décrit cet aspect de la détermination finale, en faisant valoir que le fait que Tubac n'a pas fourni de renseignements sur d'autres produits que les tubes et tuyaux A-53 et BS-1387 ne figure pas parmi les raisons pour lesquelles le Ministère de l'économie a rejeté les renseignements fournis par l'entreprise.

7.123 Nous examinerons tout d'abord les problèmes mentionnés aux alinéas B à G du paragraphe 80 de la détermination finale, lesquels portent sur les données qui *ont effectivement été* communiquées par Tubac. Nous examinerons ensuite le problème dont il est fait état à l'alinéa A en ce qui concerne l'exhaustivité de ces renseignements.

Non-communication de certaines réductions, rabais et ristournes

7.124 Le problème, tel qu'il est décrit à l'alinéa B du paragraphe 80 de la détermination finale, est que, lors de la vérification, Tubac a expliqué qu'elle n'avait pas indiqué dans ses réponses au questionnaire la totalité des réductions, rabais et ristournes relatifs aux ventes intérieures et aux exportations à destination du Mexique et de pays tiers, ce que l'équipe chargée de la vérification a confirmé lors de l'examen des registres comptables de Tubac. Nous avons demandé au Mexique

[182] Première communication du Guatemala, paragraphes 192 à 194.

[183] Voir la réponse du Mexique à la question n° 106 a) du Groupe spécial. Cependant, comme il est question plus bas au paragraphe 7.159, la position du Mexique sur ce point semble avoir changé au cours du différend.

d'indiquer les parties du rapport de vérification dans lesquelles ce problème avait été constaté et le Mexique a cité les passages ci-après[184]:

> Page 12:
>
> "… l'entreprise a fait savoir à l'équipe chargée de la vérification que, lors de la préparation des pièces comptables pour la visite de vérification, elle s'était rendu compte que les notes de crédit et de débit n'avaient pas été consignées dans la base de données envoyée au Ministère de l'économie."
>
> Page 13:
>
> Notes de crédit
>
> "Étant donné qu'elle n'avait pas inclus dans la base de données communiquée au Ministère de l'économie les notes de crédit et de débit, à la demande du groupe chargé de la vérification, l'entreprise a présenté le journal des notes de crédit (qui comprenait les notes de crédit et de débit) et le grand livre général des comptes dans lequel étaient enregistrées ces opérations pour la période allant de juillet 2000 à juin 2001. De même, elle a présenté des copies des notes de crédit qui correspondaient aux factures de vente figurant dans la base de données."

7.125 Nous notons que, d'un point de vue factuel, ces passages du rapport de vérification indiquent, comme il a été dit à l'alinéa B du paragraphe 80, que dans ses réponses au questionnaire, Tubac n'a pas consigné la totalité des réductions, rabais et ristournes. Cela dit cependant, lorsque l'on examine tous les passages pertinents du rapport de vérification, on constate qu'ils ne donnent qu'une idée incomplète de ce qui s'est passé à cet égard lors de la vérification. Nous signalons tout d'abord que le passage montre clairement que c'est l'entreprise Tubac qui, de sa propre initiative, a porté le problème à l'attention de l'équipe chargée de la vérification ("l'entreprise a fait savoir à l'équipe chargée de la vérification"). Deuxièmement, les passages cités par le Mexique ne contiennent pas les parties du rapport de vérification qui décrivent ce qui s'est passé par la suite lors de la visite de vérification en ce qui concerne les données manquantes. Il s'agit des passages suivants:

> Page 12, immédiatement après le premier passage cité plus haut:
>
> "À la demande du groupe chargé de la vérification, l'entreprise a fourni la liste de toutes les notes pour la période allant de juillet 2000 à juin 2001, les pièces comptables y afférentes et le rapprochement avec les états financiers, ainsi qu'une

[184] Dans la question n° 107 du Groupe spécial liée à la première réunion de fond, nous avons demandé au Mexique, concernant chacun des problèmes rencontrés lors de la vérification dont il est fait état dans la détermination finale comme motif du recours aux données de fait disponibles, de se reporter aux passages pertinents du rapport de vérification et d'expliquer comment chacun de ces passages étayait la conclusion selon laquelle les renseignements communiqués par Tubac n'étaient pas vérifiables et n'avaient pas été vérifiés. Le Mexique n'a fourni sa réponse à cette question qu'au moment de la deuxième réunion de fond et a donné de nouveau la même réponse à la question n° 132 du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. Dans la question n° 132, nous demandions au Mexique de nous fournir une copie du rapport de vérification concernant Tubac avec des annotations dans la marge pour indiquer les passages pertinents auxquels il faisait référence dans sa réponse à la question n° 107. Le Mexique a communiqué une version annotée du rapport de vérification, sans lui attribuer un numéro de pièce, et a présenté par la suite, en tant que pièce MEX-12, une copie sans annotations du rapport de vérification concernant Tubac. Nous avons reporté les annotations du Mexique sur la pièce MEX-12. Par conséquent, lorsqu'il est fait mention de la pièce MEX-12, nous nous référons à la version annotée du rapport de vérification concernant Tubac.

> copie des notes afférentes aux opérations de vente du produit visé enregistrées dans la base de données en question.
>
> ...
>
> … Aucune divergence significative n'a été constatée et les explications données ainsi que les pièces à l'appui des chiffres rapprochés ont été jugées satisfaisantes par le groupe chargé de la vérification." (non souligné dans l'original)
>
> Page 13, immédiatement après le second passage cité plus haut:
>
> "Le personnel de l'entreprise a expliqué l'origine de chaque note de crédit et a présenté les écritures comptables relatives au montant total des notes de crédit enregistrées dans le journal. L'équipe chargée de la vérification a constaté que le montant total des notes de crédit enregistrées dans le journal correspondait aux écritures du grand livre général et à l'état des résultats et que les données relatives aux notes de crédit correspondaient au journal des notes de crédit."

7.126 Les passages de la page 12 sont extraits de la section du rapport de vérification qui traite de la "Vérification globale" ("Prueba de totalidad"), dans laquelle le montant total des ventes correspondant aux ventes intérieures et aux ventes à l'exportation à destination du Mexique et vers des pays tiers a été vérifié. Comme le montrent clairement les passages complets, une fois que les données manquantes ont été communiquées par Tubac à l'équipe chargée de la vérification, tous les totaux figurant dans les registres comptables concordaient parfaitement et aucun autre problème ou erreur n'a été rencontré.[185] Il en va de même pour les passages de la page 13 qui sont extraits de la partie consacrée aux "Notes de crédit" dans la section du rapport intitulée "Vérification globale" ("Prueba de totalidad"). C'est-à-dire que les données manquantes fournies par Tubac ont été vérifiées au regard des journaux généraux des notes de crédit et qu'aucune erreur n'a été relevée. En d'autres termes, les problèmes qui ont été constatés en ce qui concerne les données sur les ventes dans la base de données, dus au fait que les réductions, rabais et ristournes avaient été enregistrés d'une manière incomplète, ont été corrigés sur place. Si l'on en juge par le rapport de vérification, il semble que ce soient là les seuls problèmes mentionnés en ce qui concerne les données sur les ventes.

Erreurs constatées dans certaines données utilisées pour calculer la valeur construite

7.127 Il est indiqué à l'alinéa C du paragraphe 80 de la détermination finale que, pour quatre codes de produits, certains des chiffres relatifs aux coûts communiqués par Tubac avant la visite de vérification et à partir desquels avait été calculée la valeur construite ne provenaient pas de ses registres comptables. Le Guatemala fait valoir qu'il n'est pas fait mention de cela dans le rapport de vérification et se demande donc sur quelle base factuelle repose cette constatation du Ministère de l'économie. En réponse à notre question, le Mexique a cité le passage ci-après du rapport de vérification en tant que fondement de cet alinéa de la détermination finale.[186] Nous notons que ce passage, qui est le seul cité par le Mexique comme se rapportant à l'alinéa C, est également cité par lui comme se rapportant à l'alinéa G. En d'autres termes, le Mexique ne cite aucun passage du rapport de vérification portant exclusivement sur le problème mentionné à l'alinéa C du paragraphe 80.

[185] Pièces GTM-15/MEX-12, page 12, deuxième paragraphe figurant sous la rubrique "Vérification globale". Voir les déclarations similaires relatives à l'absence de divergences significatives dans les données et aux résultats "satisfaisants" de cette partie de la vérification, dans la partie du paragraphe qui figure en haut de la page 13 et dans les premier, deuxième et troisième paragraphes complets de la page 13 du rapport de vérification.

[186] Pièce MEX-12.

Page 11:

> "L'équipe chargée de la vérification a sélectionné les codes de produits visés par l'enquête, comparé le volume total à celui communiqué au Ministère de l'économie et relevé des divergences. Le montant correspondant aux codes visés par l'enquête a été converti en dollars des États-Unis, en utilisant le taux de change moyen du mois correspondant. Des divergences ont été constatées par rapport à ce qui avait été déclaré au Ministère de l'économie."

Nous ne voyons rien dans ce passage qui se rapporte d'une manière ou d'une autre à la valeur construite, laquelle est l'objet du problème mentionné à l'alinéa C du paragraphe 80 de la détermination finale.

7.128 Si l'on regarde ailleurs dans le rapport de vérification, à partir de la page 14, on trouve une section entière, comprenant quatre parties, consacrée à la valeur construite. Aucun passage de cette section n'est pourtant cité par le Mexique comme se rapportant à la teneur de l'alinéa C du paragraphe 80. Nous ne voyons rien non plus dans cette section indiquant qu'un quelconque problème s'était posé lors de la visite de vérification en ce qui concerne les données communiquées par Tubac à propos des valeurs construites. En particulier, dans la partie concernant les matières premières, le rapport de vérification indique que les volumes et valeurs communiqués concernant les matières premières étaient exacts, de même que les coûts unitaires moyens.[187] Dans la partie consacrée à la main-d'œuvre directe, le rapport de vérification indique que Tubac a communiqué les relevés des salaires mensuels, avec les documents et les registres comptables correspondants, ainsi qu'une feuille de travail indiquant la manière dont elle avait réparti les montants au prorata entre chacun des centres de coûts pour les codes de produits demandés dans l'avis précédant la vérification.[188] En ce qui concerne la main-d'œuvre indirecte et les charges indirectes de fabrication, il est dit dans le rapport de vérification, page 15, que l'équipe chargée de la vérification a confirmé l'exactitude des coûts tirés des feuilles des centres de coûts et que seules "des divergences peu significatives" avaient été constatées lorsque les coûts de production pour certains codes de produits, tirés des feuilles de coûts du centre de coûts ayant établi le coût total, étaient comparés aux coûts de production communiqués par Tubac au Ministère de l'économie. De même, seules "des divergences peu significatives" ont été constatées lors de la conversion en dollars des coûts de production en quetzales et de la comparaison de ces résultats avec ceux communiqués par Tubac au Ministère de l'économie. En ce qui concerne les frais d'administration et de commercialisation, les frais financiers et les bénéfices, le rapport de vérification ne signale pas de problème non plus. Au contraire, il indique que l'équipe chargée de la vérification a confirmé que les chiffres utilisés pour imputer ces éléments aux codes de produits provenaient des registres comptables de Tubac et qu'"aucune divergence n'avait été constatée" lors du calcul des facteurs utilisés pour imputer ces éléments aux codes de produits. Autre élément indiquant que l'équipe chargée de la vérification était apparemment satisfaite des données sur la valeur construite qui lui avaient été communiquées, nous notons que dans la partie consacrée aux ajustements pour différences physiques[189], l'équipe chargée de la vérification a demandé à Tubac de recalculer les ajustements pour différences physiques "en se fondant sur les feuilles de coûts qui avaient été validées et utilisées pour déterminer la valeur construite".

7.129 Compte tenu de ce qui précède, nous ne trouvons aucun élément factuel dans le rapport de vérification qui étayerait la déclaration, à l'alinéa C du paragraphe 80, selon laquelle des problèmes ont été rencontrés en ce qui concerne les données relatives à la valeur construite pour quatre codes de produits. Le Mexique n'a pas fait mention non plus d'autres éléments factuels dans le dossier qui étayeraient cette déclaration.

---

[187] Pièces GTM-15/MEX-12, page 14.
[188] *Ibid.*
[189] Pièces GTM-15/MEX-12, page 10.

Frais de transport intérieur et frais de transport pour les exportations à destination du Mexique

7.130 Il est dit à l'alinéa D du paragraphe 80 que, lors de la vérification, il a été découvert que Tubac avait inclus à tort des frais de transport pour toutes ses ventes sur le marché intérieur, alors qu'en réalité pour 57 pour cent de ces ventes l'acheteur avait utilisé ses propres camions pour transporter la marchandise. Il est également dit que le Ministère de l'économie a constaté des divergences entre les frais de transport déclarés au sujet des ventes à l'exportation à destination du Mexique et les données qui ont été vérifiées.

7.131 En réponse à notre demande, le Mexique a indiqué que le passage ci-après du rapport de vérification constituait le fondement de la déclaration figurant à l'alinéa D du paragraphe 80 de la détermination finale en ce qui concerne les frais de transport intérieur[190]:

> Page 7:
>
> "En ce qui concerne les ventes sur le marché du Guatemala, il a été constaté qu'une proportion majeure de ces ventes avait été effectuée avec les moyens de transport des clients, raison pour laquelle des frais de transport n'ont pas été comptabilisés. Pourtant, dans la base de données communiquée au Ministère de l'économie, toutes les ventes intérieures ont été ajustées pour tenir compte des frais de transport."

7.132 Ici, comme dans le cas de l'alinéa B, nous notons que si, d'un point de vue factuel, ce passage du rapport de vérification indique, comme il est dit à l'alinéa D du paragraphe 80, que dans la base de données de Tubac, des frais de transport intérieur ont été imputés à tort à certaines ventes intérieures, l'ensemble du rapport de vérification sur ce point donne une image différente de celle qui ressort de la détermination finale. En particulier, immédiatement après le passage cité par le Mexique, il est dit ce qui suit dans le rapport de vérification:

> Pages 8 et 9:
>
> "Au cours de la visite, chacune des transactions comportant des frais de transport a été relevée et il a été vérifié dans le système comptable de l'entreprise que l'opération avait bien eu lieu et comprenait le montant correspondant aux frais de transport.
>
> Il a été demandé à l'entreprise de présenter un listage électronique et sur papier de toutes les opérations ayant comporté des frais de transport. Dix opérations indiquées comme incluant des frais de transport ont été choisies dans cette liste et vérifiées dans le système comptable pour conformer qu'un montant avait effectivement été comptabilisé pour les frais de transport.
>
> Cet examen a montré qu'il n'y avait pas de divergence entre les renseignements vérifiés et ceux enregistrés dans le système comptable de l'entreprise. En conséquence, le Ministère de l'économie supprimera l'ajustement pour frais de transport dans la base de données en ce qui concerne toutes les opérations pour lesquelles le transport a été effectué avec les camions du client." (non souligné dans l'original)

7.133 Si l'on considère tous ces paragraphes ensemble, il est clair, même si les données communiquées dans les réponses au questionnaire imputent à tort des frais de transport intérieur à certaines ventes intérieures, que cette erreur a été corrigée lors de la visite de vérification grâce à la validation des ventes qui ne comportaient pas de frais de transport, et que le Ministère de l'économie

[190] Pièce MEX-12.

était satisfait de ces corrections (étant donné qu'il a annoncé qu'il comptait ajuster la base de données en fonction des résultats de la vérification).

7.134 En réponse à notre demande, le Mexique a indiqué que le passage ci-après du rapport de vérification constituait le fondement de la déclaration figurant à l'alinéa D du paragraphe 80 de la détermination finale en ce qui concerne les frais de transport liés aux ventes à destination du Mexique[191]:

> Page 8:
>
> "Étant donné que le chiffre correspondant à l'ajustement pour les frais de transport liés aux ventes à destination du Mexique était une moyenne, nous avons examiné un échantillon de 15 factures de compagnies de transport dans lesquelles figurait le montant en quetzales par tonne métrique, montant qui a été converti en dollars en utilisant le taux de change en vigueur à la fin de chacun des mois de la période couverte par l'enquête. Le chiffre en dollars par tonne pour chacune des opérations incluses dans l'échantillon de factures du transporteur a été utilisé pour calculer la moyenne simple du coût du transport. Ce chiffre remplacera la moyenne des frais de transport figurant dans la base de données, puisqu'il s'agit d'un chiffre vérifié."

7.135 Nous estimons que ce passage du rapport de vérification ne fait pas le moindrement état d'un quelconque problème ou d'une quelconque divergence dans les données. Au contraire, selon nous, ce passage indique que l'équipe chargée de la vérification a décidé qu'au lieu de vérifier les frais de transport liés aux ventes à l'exportation à destination du Mexique qui avaient été déclarés par Tubac en examinant chacune de ces transactions dans la base de données et en recalculant les frais de transport moyens sur cette base, elle sélectionnerait un échantillon pour lequel elle vérifierait les données puis calculerait les frais de transport sur la base de l'échantillon qu'elle avait retenu. Bien entendu, les frais de transport moyens calculés sur la base d'une partie des transactions pertinentes seront presque certainement différents de la moyenne calculée sur la base de toutes les transactions pertinentes. Cela ne veut pas dire pour autant que le chiffre initial était faux et d'ailleurs nous ne pensons pas que le rapport de vérification donne à entendre qu'il a été constaté que le chiffre indiqué par Tubac dans ses réponses au questionnaire était faux. Par conséquent, nous ne considérons pas que ce passage étaye, d'un point de vue factuel, la déclaration figurant à l'alinéa D selon laquelle des divergences ont été constatées dans les données communiquées par Tubac en ce qui concerne les frais de transport liés à ses ventes à l'exportation à destination du Mexique.

Divergences en ce qui concerne les frais de transport liés aux ventes à l'exportation vers des pays tiers

7.136 Il est dit à l'alinéa E du paragraphe 80 de la détermination finale que lors de la visite de vérification, des divergences ont été constatées dans les renseignements communiqués sur les frais de transport liés aux ventes à l'exportation vers un pays tiers. En réponse à notre demande, le Mexique a indiqué que le passage ci-après du rapport de vérification correspondait à cet alinéa[192]:

> Page 9:
>
> "En ce qui concerne les frais de transport à destination du Costa Rica, les factures correspondant au paiement effectué à une entreprise de transport pour deux des opérations de vente enregistrées dans la base de données ont été présentées. Sur la base des renseignements figurant sur ces factures, a été calculé un ajustement pour frais de transport qui ne correspondait pas à celui figurant dans la base de données.

[191] *Ibid.*
[192] *Ibid.*

> Bien que les écarts entre ces deux données soient minimes, le chiffre exact est celui qui a été vérifié. Cette nouvelle donnée correspond à la moyenne pondérée des deux opérations de transport à destination du Costa Rica. Les chiffres à partir desquels ont été calculés les frais de transport moyens proviennent de l'échantillon de ventes sur des marchés tiers." (non souligné dans l'original)

7.137 Nous ne pensons pas que ce passage indique le moindrement qu'il y ait une erreur dans les données communiquées par Tubac sur les frais de transport liés aux ventes à destination du Costa Rica. Comme c'était le cas en ce qui concerne les frais de transport liés aux ventes à l'exportation à destination du Mexique, il ressort plutôt de ce passage que l'équipe chargée de la vérification a décidé de vérifier les frais de transport liés aux ventes à destination du Costa Rica à partir d'un échantillon de deux transactions extraites de la base de données, au lieu de recalculer les frais pour toutes les transactions figurant dans cette base. Ainsi, il semble que la raison pour laquelle une différence a été constatée, différence qui a été qualifiée de "minime", était simplement que les deux chiffres avaient été calculés sur la base de deux séries de données différentes, l'une étant un sous-ensemble de l'autre (sous-ensemble qui a été choisi par l'équipe chargée de la vérification). Par conséquent, nous ne considérons pas que ce passage étaye, d'un point de vue factuel, la déclaration figurant à l'alinéa E selon laquelle des divergences ont été constatées en ce qui concerne les frais de transport liés aux ventes à des pays tiers.

Ajustements pour assurances et différences physiques

7.138 Il est dit à l'alinéa F du paragraphe 80 de la détermination finale, pour ce qui est des assurances et des différences physiques, que, lors de la vérification, Tubac n'a pas été en mesure de justifier sur le plan comptable les renseignements qu'elle avait communiqués au préalable et qu'elle avait utilisés pour déterminer les ajustements pour assurances et différences physiques.

7.139 En ce qui concerne les assurances, en réponse à notre demande, le Mexique n'a indiqué aucun passage correspondant dans le rapport de vérification.[193] Le rapport de vérification contient cependant le passage ci-après qui concerne les assurances:

> "Pour étayer le chiffre concernant l'assurance à l'exportation, l'entreprise a présenté le contrat de transport de la compagnie d'assurances Aseguradora General, S.A., qui précise le taux applicable au montant de la vente. De même, elle a présenté des documents relatifs à deux versements partiels à l'Aseguradora General et à une compagnie dénommée Occidente de Seguros. Ces versements portent sur deux mois de la période couverte par l'enquête, à savoir novembre et décembre 2000. Les avenants présentés par les deux compagnies d'assurances établissent le montant de la prime correspondant à la valeur de la marchandise transportée.
>
> En outre, l'entreprise a communiqué la valeur des ventes pour les mois de novembre et décembre 2000 afin de confirmer que la somme des montants assurés auprès des deux compagnies d'assurances était similaire au total des ventes mensuelles de Tubac S.A."[194]

7.140 Selon nous, ce passage n'indique pas que des problèmes ont été constatés lors de la visite de vérification. Il nous semble plutôt qu'il décrit simplement les pièces justificatives Tubac a présentées concernant l'ajustement qu'elle avait calculé, et qu'il indique que les pièces montraient que la somme des quantités assurées pour les deux mois en question était similaire aux ventes mensuelles totales de Tubac. Par conséquent, nous ne trouvons rien dans ce passage qui étaye, d'un point de vue factuel, la

[193] *Ibid.*
[194] Pièces GTM-15/MEX-12, pages 9 et 10.

déclaration figurant à l'alinéa F selon laquelle Tubac n'a pas été en mesure de justifier, sur le plan comptable, l'ajustement pour assurances dont elle avait fait mention dans ses réponses au questionnaire.

7.141 En ce qui concerne les ajustements pour différences physiques, le Mexique a indiqué que le passage ci-après correspondait à ce qui était dit à l'alinéa F[195]:

> Page 10:
>
> "Différences physiques
>
> "L'équipe chargée de la vérification a demandé à l'entreprise d'expliquer la méthode utilisée pour déterminer les différences physiques. L'entreprise n'a pas été en mesure de le faire, raison pour laquelle le Ministère de l'économie a demandé que les écarts de coûts soient calculés sur la base des feuilles de coûts validées et utilisées pour déterminer la valeur construite. Selon cette méthode, l'entreprise a calculé les nouveaux chiffres relatifs aux différences physiques, chiffres qui étaient sensiblement différents de ceux présentés au cours de l'enquête."

7.142 Ce passage indique, d'un point de vue factuel, que lors de la vérification, Tubac n'a pas été en mesure de reproduire la méthode qu'elle avait utilisée afin de calculer les ajustements pour différences physiques mentionnés dans ses réponses au questionnaire, comme il est dit à l'alinéa F. Cependant, il ressort clairement de ce passage également que lors de la visite de vérification, le Ministère de l'économie non seulement a trouvé une autre base sur laquelle calculer ces ajustements – à savoir les données sur les coûts qui avaient été vérifiées à propos de la valeur construite – mais a également demandé à Tubac de refaire les calculs sur place à partir de ces données vérifiées. En d'autres termes, lors de la vérification, le Ministère de l'économie a obtenu les données corrigées relatives à ces ajustements et les a vérifiées à sa satisfaction.

Indicateurs de Tubac

7.143 Il est dit à l'alinéa G du paragraphe 80 de la détermination finale que, lors de la visite de vérification, le Ministère de l'économie a constaté que certains renseignements donnés par Tubac dans ses réponses au questionnaire à propos de ses indicateurs étaient inexacts et ne provenaient pas de ses registres comptables. Les renseignements en question concernaient la production, les stocks, les ventes intérieures, les ventes à l'exportation vers des pays tiers, la capacité installée en 1999 et 2000 et les ventes à l'exportation à destination du Mexique en 1999. En réponse à notre demande, le Mexique a indiqué que le passage ci-après du rapport de vérification correspondait à l'alinéa G[196]:

> Page 11:
>
> "Les ventes de juillet et décembre 2000 ont été examinées lors de la vérification globale des ventes qui est décrite dans la section pertinente du présent procès-verbal. Les chiffres vérifiés relatifs à la valeur et au volume ont été comparés à ceux qui figurent à l'annexe A3 et des divergences peu significatives ont été constatées." (non souligné dans l'original)
>
> "... L'équipe chargée de la vérification a sélectionné les codes de produits visés par l'enquête, comparé le volume total à celui communiqué au Ministère de l'économie et relevé des divergences. Le montant correspondant aux codes visés par l'enquête a été

[195] Pièce MEX-12.
[196] *Ibid.*

> converti en dollars des États-Unis, en utilisant le taux de change moyen du mois correspondant. Des divergences ont été constatées avec ce qui avait été déclaré au Ministère de l'économie."

7.144 En ce qui concerne ce passage, nous faisons observer premièrement qu'il se rapporte exclusivement aux ventes, et qu'il n'y est pas du tout fait mention de la production, des stocks ou de la capacité installée. Deuxièmement, nous notons que la première phrase de ce passage indique que l'examen a été entrepris en même temps que la "vérification globale". Comme nous l'avons vu plus haut aux paragraphes 7.124 à 7.126, il est dit dans le rapport de vérification qu'une fois que les ajustements pour réductions, rabais et ristournes ont été corrigés, la "vérification globale" a été effectuée d'une manière satisfaisante. Nous en inférons que les divergences dans les données sur les ventes dont il est fait mention dans le passage cité plus haut ont la même origine et ont finalement été vérifiées d'une manière satisfaisante dans le cadre de la "vérification globale". D'ailleurs, si ce n'était pas le cas, nous ne voyons pas comment il aurait pu être dit dans le rapport de vérification que la "vérification globale" avait finalement été effectuée d'une manière satisfaisante.

7.145 Si, comme nous l'avons noté, le passage du rapport de vérification cité par le Mexique en réponse à notre demande ne fait pas du tout mention de la production, des stocks ou de la capacité installée, ces questions sont bel et bien abordées dans d'autres sections de ce rapport. Nous allons examiner chacune d'entre elles à tour de rôle pour voir si elles étayent, d'un point de vue factuel, la déclaration qui figure à l'alinéa G du paragraphe 80 de la détermination finale.

7.146 En ce qui concerne la production, on trouve dans le rapport de vérification le passage ci-après:

> Page 10:
>
> "Production
>
> "L'entreprise a expliqué que, lorsqu'elle avait cherché à étayer les renseignements figurant dans l'annexe A3, des écarts avaient été relevés par rapport à ce qui avait été déclaré au Ministère de l'économie; elle a donc fourni une feuille de travail exposant ces écarts et présenté les rapports de production, en unités et en tonnes, des usines de production et de galvanisation, pour la période allant de janvier à décembre 2000, ainsi que les rapports d'évaluation de la production pour les mois retenus."
>
> "L'équipe chargée de la vérification a comparé le volume de production indiqué dans les rapports de production avec ce qui figurait sur la feuille de travail fournie lors de la vérification sans trouver de divergence. De même, elle a comparé l'évaluation de la production par gamme de produits avec le grand livre, sans trouver de divergence." (non souligné dans l'original)

7.147 Nous ne pensons pas que ce passage étaye, d'un point de vue factuel, l'affirmation figurant à l'alinéa G selon laquelle l'équipe chargée de la vérification a constaté des divergences dans les chiffres relatifs à la production au cours de la vérification. Au contraire, ce passage indique: 1) que c'est Tubac qui a découvert qu'il y avait des problèmes dans les données qu'elle avait fournies dans ses réponses au questionnaire, qui avait porté cette question à l'attention de l'équipe chargée de la vérification et qui avait fourni des documents et des calculs conciliant ces divergences; et 2) que l'équipe chargée de la vérification a examiné en détail ces renseignements corrigés et n'a constaté absolument aucune divergence. En d'autres termes, lors de la vérification, Tubac a volontairement signalé l'erreur et a fourni des renseignements corrigés, que le Ministère de l'économie a vérifiés sur place.

7.148 En ce qui concerne les stocks, on trouve dans le rapport de vérification le passage ci-après:

> Page 11:
>
> "Stocks
>
> "L'entreprise a fourni les rapports d'inventaire provenant du système d'inventaire, à partir desquels elle a totalisé le volume pour les codes visés par l'enquête. L'équipe chargée de la vérification a comparé ce total avec celui qui avait été communiqué au Ministère de l'économie et a constaté des divergences. De même, l'entreprise a fourni les listages des stocks évalués, dans lesquels étaient indiqués les codes visés par l'enquête. Le montant total par gamme de produits a été comparé au grand livre pour les mois retenus, sans que des divergences ne soient constatées."

7.149 Ce passage indique, d'un point de vue factuel, que certaines divergences ont été constatées dans les données sur les stocks. L'importance de ces divergences n'est pas précisée. Nous observons cependant qu'elles se limitaient aux renseignements sur le volume des stocks, étant donné que, selon le rapport de vérification, aucune divergence n'a été constatée dans les données communiquées par Tubac sur la valeur des stocks. Ce passage montre aussi clairement que le Ministère de l'économie a tiré les chiffres exacts concernant le volume des registres comptables de Tubac.

7.150 En ce qui concerne la capacité installée, on trouve dans le rapport de vérification le passage ci-après:

> Pages 11 et 12
>
> "Capacité installée
>
> "L'entreprise a expliqué que le calcul de la capacité installée a été effectué pour les tubes et tuyaux de canalisation légers de 1¼ po, étant donné que ce produit correspond à la production moyenne de l'entreprise. De même, elle a indiqué que la capacité installée effective avait été calculée à partir des données relatives à la production mensuelle moyenne et de l'utilisation des équipements pour la période allant de janvier à mai 2002."
>
> "Pour l'examen, l'entreprise a fourni les feuilles de travail sur lesquelles elle avait déterminé la capacité installée optimale et effective, le rapport sur les arrêts de production, les rapports de production pour les mois de janvier à mai 2002 et les spécifications techniques de l'usine."
>
> "Pour vérifier la capacité installée optimale, l'équipe chargée de la vérification a comparé les données relatives à la vitesse théorique maximale de production avec les spécifications techniques de l'usine. Le poids du tube a été comparé aux spécifications techniques du produit; de même, les calculs arithmétiques ont été vérifiés, sans que des divergences ne soient constatées. La capacité installée de l'usine a été déterminée en fonction de l'utilisation effective des équipements; le taux d'utilisation a été rapproché avec le rapport sur les arrêts de production et la production moyenne mensuelle a été rapprochée avec les rapports de production pour les mois de janvier à mai 2002. Des divergences ont été constatées par rapport à ce qui avait été déclaré au Ministère de l'économie."

7.151 D'un point de vue factuel, il est indiqué dans ce passage que certaines divergences ont été constatées lors de la visite de vérification, du moins en ce qui concerne une partie des données sur la

capacité que Tubac avait communiquées dans ses réponses au questionnaire. La nature exacte des divergences n'est pas indiquée clairement dans ce passage et, en fait, il y est dit que certaines des données ont été vérifiées et qu'aucune divergence n'a été constatée. Il est également dit dans ce passage que, lors de la vérification, le chiffre relatif à la capacité installée a été "déterminé" sur la base des renseignements examinés au regard des rapports sur l'utilisation des équipements et les arrêts de production, et des rapports de production. Nous concluons de ce qui précède qu'il y avait certaines divergences dans les données qui ont été communiquées dans les réponses au questionnaire, mais que le processus de vérification lui-même s'était soldé par un calcul exact et vérifié des chiffres relatifs à la capacité.

Produits sur lesquels portaient les renseignements communiqués par Tubac (alinéa A du paragraphe 80)

7.152 Nous nous penchons maintenant sur le problème dont il est fait état au paragraphe 80 et que nous n'avons pas encore examiné, à savoir les produits sur lesquels portaient les renseignements communiqués par Tubac et, en particulier, le fait que ces données se limitaient aux tubes et tuyaux A-53 et BS-1387. Comme nous l'avons indiqué plus haut, le Guatemala fait valoir que cette mention signifie que Tubac a été pénalisée par le Ministère de l'économie pour n'avoir pas communiqué de renseignements sur d'autres produits (dans le sens où ce dernier a partiellement fondé sa décision de rejeter les renseignements communiqués par Tubac sur ce fait), bien que, selon le Guatemala, le Ministère de l'économie n'ait jamais demandé de tels renseignements.[197] Nous notons que cette question est étroitement liée à l'argument du Guatemala (au sujet duquel il formule diverses allégations), à savoir que, l'enquête étant déjà bien avancée, le Ministère de l'économie a augmenté l'extension du produit visé en ajoutant certains tubes et tuyaux de construction. Dans le cadre de cette allégation, l'argument du Guatemala est que la portée des renseignements communiqués par Tubac correspondait à la définition initiale du produit visé par l'enquête, mais que, une fois que les tubes et tuyaux de construction eurent été ajoutés, Tubac a été pénalisée par le Ministère de l'économie parce que les renseignements qu'elle avait communiqués étaient "incomplets", c'est-à-dire qu'elle a été pénalisée pour n'avoir pas communiqué des renseignements sur les produits de construction en question, bien que le Ministère de l'économie ne les ait jamais demandés.

7.153 Le Mexique s'inscrit en faux contre la façon dont le Guatemala décrit cet aspect de la détermination finale. Il fait valoir que le fait que Tubac n'a pas fourni de renseignements sur d'autres produits que les tubes et tuyaux A-53 et B-1387 ne figure pas parmi les raisons pour lesquelles le Ministère de l'économie a rejeté les renseignements fournis par l'entreprise.[198] Au contraire, le Mexique affirme que la mention aux paragraphes 81 et 82 du caractère "incomplet" des renseignements fait référence à ce qu'il a décrit comme étant le caractère délibérément incomplet des renseignements effectivement présentés par Tubac dans ses réponses au questionnaire.[199] Le Mexique ne donne pas d'explications quant à l'importance de l'alinéa A du paragraphe 80.

7.154 Comme nous l'avons déjà indiqué, cette question est étroitement liée à la question de fait concernant l'extension du produit visé par l'enquête, et en particulier à celle de savoir si les produits fabriqués par Tubac, autres que les tubes et tuyaux A-53 et BS-1387, étaient visés par l'enquête. Nous rappelons à cet égard la constatation que nous avons formulée plus haut, selon laquelle, comme l'allègue le Guatemala, le Ministère de l'économie a augmenté à deux reprises au cours de l'enquête l'extension du produit visé, la seconde fois en ajoutant – alors que l'enquête était déjà bien avancée – certains tubes et tuyaux de construction.[200] Ces tubes et tuyaux de construction ajoutés par la suite ne

[197] Première communication du Guatemala, paragraphes 192 à 194.
[198] Réponse du Mexique à la question n° 106 a) du Groupe spécial.
[199] *Ibid.*
[200] Nous rappelons que la première modification, qui consistait en un élargissement de l'éventail des diamètres visés par l'enquête, est évidente à première vue, étant donné que la définition du produit dans la

correspondaient à aucune des normes techniques mentionnées à l'alinéa A du paragraphe 80, c'est-à-dire les normes A-53 ou BS-1387.

7.155 Compte tenu de ce qui précède, nous allons examiner le sens de l'alinéa A du paragraphe 80, c'est-à-dire ce qu'indique la détermination finale quant à la question de savoir si la teneur de cet alinéa a été ou n'a pas été un facteur ayant concouru à la décision du Ministère de l'économie de rejeter dans leur intégralité les renseignements communiqués par Tubac. À cet égard, nous notons d'abord que le paragraphe 81 fait référence à la teneur du paragraphe 80 dans son intégralité comme fondement de la conclusion du Ministère de l'économie selon laquelle il "ne [pouvait] pas utiliser les données de Tubac pour calculer … une marge de discrimination par les prix". Le paragraphe 97, qui traite de l'utilisation des données de fait disponibles par suite du rejet des données de Tubac, fait lui aussi référence au paragraphe 80 dans son intégralité. Ainsi, il est évident pour nous que le paragraphe 80 de la détermination finale a pour fonction de recenser les problèmes posés par les données de Tubac.

7.156 En ce qui concerne les particularités des paragraphes 81 et 82, nous notons qu'il est fait état du caractère "incomplet" des données de Tubac comme étant l'un des problèmes (mentionnés au paragraphe 80) qui ont conduit au rejet des renseignements. En particulier, il est dit ce qui suit au paragraphe 81: "Compte tenu des faits constatés lors de la visite de vérification effectuée chez Tubac, dont il est fait mention au paragraphe 80 de la présente détermination, le Ministère de l'économie ne peut pas utiliser les données de Tubac … parce que les renseignements … ne sont pas complets …". (non souligné dans l'original) Il est dit au paragraphe 82 que toutes les fois qu'ils étaient incomplets, entre autres choses, les renseignements ont été rejetés et les données de fait disponibles ont été utilisées à leur place.

7.157 À cet égard, de tous les alinéas du paragraphe 80, c'est l'alinéa A qui traite clairement et exclusivement du caractère "incomplet" de la base de données. Dans les autres alinéas, il est question de divergences entre les données communiquées dans les réponses au questionnaire et celles figurant dans les registres comptables de Tubac. Par conséquent, nous estimons que la question mise en évidence à l'alinéa A figure à tout le moins au nombre des problèmes liés au caractère incomplet des données dont il est fait état aux paragraphes 81 et 82.[201]

7.158 En outre, s'agissant de mention à l'alinéa A du fait que les données de Tubac se rapportaient à des produits qui correspondaient uniquement à deux normes techniques données, d'autres parties de la détermination finale montrent clairement l'importance que revêtaient dans l'enquête les questions connexes des normes techniques et de l'existence ou de l'inexistence d'un essai hydrostatique en ce qui concerne la question de l'extension du produit. Premièrement, on trouve dans la détermination finale (aux paragraphes 10 à 30) une longue récapitulation des échanges de vues entre les parties concernant l'extension du produit visé par l'enquête. Il ressort clairement de cette description que le débat entre les parties sur ce point a été très animé, et surtout que leurs points de vue étaient très différents quant à la question de savoir si les normes techniques, y compris l'obligation de procéder à un essai hydrostatique, étaient déterminantes en ce qui concerne l'extension du produit (en particulier pour ce qui était de la possibilité d'utiliser des tubes et tuyaux de diverses dimensions comme canalisations). Plus loin, aux paragraphes 31 et 32 de la détermination finale, il est dit que l'extension du produit visé par l'enquête est fonction essentiellement du diamètre et de l'épaisseur de la paroi du produit, abstraction faite de la norme technique selon laquelle le produit est fabriqué, de la matière première utilisée pour sa fabrication (produits plats laminés à chaud ou à froid). Compte tenu de tout cela, nous

---

détermination préliminaire désigne à un éventail plus large de diamètres (1/2 po à 6 po) que la décision portant ouverture d'une enquête (1/2 po à 4 po). Cette modification n'étant pas pertinente en ce qui concerne les allégations du Guatemala ayant trait aux données de fait disponibles, nous ne l'examinerons pas plus avant ici.

[201] Mis à part la question de la communication incomplète des réductions, rabais et ristournes – qui a été résolue au moment de la vérification –, nous ne voyons pas non plus dans le rapport de vérification la moindre mention indiquant que les données auraient été incomplètes.

interprétons l'affirmation, à l'alinéa A du paragraphe 80, selon laquelle les données de Tubac concernant "exclusivement" les tubes et tuyaux conformes aux normes A-53 et BS-1387, "qui comportent toutes deux un essai hydrostatique", comme la mention d'un problème ou d'une lacune dans les renseignements communiqués par Tubac, qui faisait partie des raisons pour lesquelles ceux-ci ont été rejetés par le Ministère de l'économie.

7.159 Enfin, nous notons que la position du Mexique sur ce point semble avoir évolué au cours du différend. Si le Mexique affirme dans ses réponses aux questions que le fait que Tubac a limité ses données aux tubes et tuyaux A-53 et BS-1387 n'a pas été un facteur ayant amené le Ministère de l'économie à rejeter ces données[202], la première communication du Mexique semble indiquer le contraire. En particulier, dans cette communication, le Mexique dit qu'"à la simple lecture des réponses au questionnaire officiel présentées par l'exportateur guatémaltèque … il peut être constaté que cet exportateur n'a pas communiqué tous les renseignements nécessaires et que ceux qui ont été présentés au cours de l'enquête n'étaient pas complets, exacts et précis".[203] Puisque, en ce qui concerne le caractère complet des données communiquées par Tubac, la "simple lecture" des réponses au questionnaire indique uniquement que ces données étaient limitées aux tubes et tuyaux A-53 et BS-1387, nous ne voyons pas d'autre fondement possible pour la déclaration que fait le Mexique dans sa communication selon laquelle Tubac n'avait pas fourni "tous les renseignements nécessaires". En outre, plus loin dans cette même communication, le Mexique cite intégralement le paragraphe 80 de la détermination finale (c'est-à-dire y compris l'alinéa A) en tant qu'exposé des "incohérences" constatées au cours de la vérification[204], puis déclare que "… l'exportateur a délibérément fourni des renseignements incomplets …"[205]

7.160 En résumé, nous constatons que la détermination finale indique que le Ministère de l'économie a jugé que le fait que Tubac n'avait pas fourni de renseignements sur des produits autres que les tubes et tuyaux A-53 et BS-1387 constituait une lacune dans le sens où ces renseignements étaient incomplets (eu égard à la détermination finale du Ministère de l'économie quant à l'extension du produit visé par l'enquête), et que ce caractère incomplet a été un facteur sous-tendant sa décision de rejeter ces renseignements. Bien que le Mexique ait prétendu le contraire devant nous, il ne fait état d'aucun élément de preuve versé au dossier à l'appui de son argument et, en fait, comme cela est indiqué au paragraphe précédent, sa position sur ce point semble avoir évolué au cours du présent différend.

iv) Aspects fondamentaux des allégations ayant trait à l'article 6.8 et à l'Annexe II

7.161 Nous allons maintenant analyser ces faits à la lumière des dispositions citées dans l'allégation du Guatemala, c'est-à-dire l'article 6.8 et l'Annexe II. Étant donné que l'article 6.8 exige que les dispositions de l'Annexe II soient observées lors de l'application de l'article 6.8, nous commencerons par analyser l'Annexe II. En particulier, nous notons, s'agissant de la teneur de la décision du Ministère de l'économie de rejeter les renseignements communiqués par Tubac et de recourir aux données de fait disponibles, que les dispositions particulières de l'Annexe II citées par le Guatemala sont les paragraphes 3 et 5. En ce qui concerne le paragraphe 3, le Guatemala fait valoir que rien dans les éléments de preuve versés au dossier n'indique que les renseignements communiqués par Tubac n'étaient pas vérifiables, ou que l'utilisation de ces renseignements auraient causé des "difficultés indues". Pour ce qui est du paragraphe 5, le Guatemala fait valoir que Tubac a pleinement coopéré au cours de l'enquête et a fourni tous les renseignements qui lui avaient été demandés par le Ministère de l'économie, qu'elle avait donc "agi au mieux de ses possibilités" et que le dossier ne permettait pas de conclure le contraire. Le Mexique, pour sa part, fait valoir que compte tenu des problèmes rencontrés

[202] Réponse à la question n° 106 a) du Groupe spécial.
[203] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 142. (souligné dans l'original)
[204] *Ibid.*, paragraphe 147.
[205] *Ibid.*, paragraphe 148.

lors de la vérification, le Ministère de l'économie est arrivé à la conclusion que Tubac "n'avait pas communiqué les renseignements nécessaires" et "n'avait pas coopéré" et que, en conséquence, elle avait "entravé le déroulement de l'enquête de façon notable", et que ces deux raisons justifiaient pleinement le rejet par le Ministère de l'économie des renseignements communiqués par Tubac et l'utilisation des données de fait disponibles.

7.162 Compte tenu de ces allégations et arguments, nous commencerons notre analyse en examinant la question de savoir si les éléments de preuve versés au dossier étayent la conclusion selon laquelle les données communiquées par Tubac n'étaient pas "vérifiables" et ne pouvaient pas être utilisées "sans difficultés indues", au sens du paragraphe 3 de l'Annexe II, et selon laquelle, comme le prétend le Mexique, Tubac avait délibérément communiqué des renseignements biaisés, de telle sorte que le Ministère de l'économie était justifié de rejeter tous les renseignements communiqués par Tubac. Nous allons également examiner la question de savoir si le fondement de cette décision est clairement et suffisamment exposé dans la détermination finale.

7.163 Nous estimons que la "vérifiabilité" des renseignements, au sens du paragraphe 3 de l'Annexe II, est au cœur de cette allégation. À cet égard, nous croyons comprendre que la position du Mexique consiste en partie à dire que des erreurs notables ont été constatées lors de la vérification dans les renseignements communiqués par Tubac, erreurs qui ont eu pour effet général de jeter un doute sur l'exactitude de l'ensemble de la base de données. Pour examiner cet argument, nous nous demanderons si, sur la base des éléments de preuve versés au dossier, une autorité impartiale et objective aurait pu arriver à la conclusion que les différents problèmes mentionnés au paragraphe 80 étaient tels que, au regard du paragraphe 3 de l'Annexe II les renseignements dans leur ensemble n'étaient pas fiables. Nous examinerons aussi la question de savoir si les éléments de preuve auraient pu étayer la conclusion selon laquelle les renseignements communiqués par Tubac ne pouvaient pas être utilisés "sans difficultés indues", eu égard aux problèmes recensés. À cet égard, nous examinerons l'existence et la nature de ces problèmes, la question de savoir si le Ministère de l'économie disposait de renseignements corrigés et la question de savoir s'il existait des éléments de preuve indiquant que l'utilisation de ces renseignements corrigés aurait retardé l'enquête (c'est-à-dire la question de savoir si les renseignements avaient ou non été communiqués "en temps utile") ou aurait suscité soulevé d'autres "difficultés".

7.164 À cet égard, nous avons adopté la même approche que le Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, et nous avons estimé que les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II, pris ensemble, exposaient les éléments fondamentaux qui pouvaient justifier la décision de rejeter les renseignements communiqués par une partie et de recourir aux données de fait disponibles.[206] Nous notons également que la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* cadre avec cette approche, en ce sens que l'Organe d'appel a dit que les autorités chargées de l'enquête "n'[étaient] pas en droit de rejeter les renseignements communiqués" si ceux-ci remplissaient les conditions énoncées au paragraphe 3, à savoir qu'ils devaient être "vérifiables", "présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues" et "communiqués en temps utile".[207] Le Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier* a estimé que des renseignements étaient vérifiables lorsque "l'exactitude et la fiabilité des renseignements p[ouvai]ent être évaluées par un processus d'examen objectif".[208] Ce même groupe spécial a également constaté que des "difficultés indues" étaient des "difficultés qui [allaient] au-delà de ce qui [était] autrement la norme dans un enquête antidumping" et qu'il fallait, conformément au paragraphe 6 de l'Annexe II, que l'autorité chargée de

[206] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.159.

[207] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 81. Comme dans l'affaire *Acier laminé à chaud*, la quatrième condition énumérée au paragraphe 3, à savoir que les renseignements doivent être communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, ne fait pas l'objet du présent différend.

[208] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*, note de bas de page 67.

l'enquête "explique … sur quelle base elle conclu[ait] que des renseignements qui [étaient] vérifiables et présentés en temps utile ne p[ouvai]ent pas être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues".[209] Enfin, nous notons à propos de cette allégation que le Groupe spécial a dit qu'il fallait décider au cas par cas le point de savoir si une conclusion selon laquelle certains renseignements ne satisfaisaient pas aux critères du paragraphe 3, et étaient donc susceptibles d'être rejetés, pouvait justifier une décision de rejeter d'autres renseignements qui, séparément, satisferaient aux critères du paragraphe 3[210], étant donné que nous considérons qu'il s'agit là d'un élément important de l'argument du Mexique.

7.165 Commençant par la nature des problèmes mentionnés, nous rappelons les éléments de preuve versés au dossier ainsi que les observations que nous avons formulées concernant chacun des points énumérés au paragraphe 80:

- En ce qui concerne les produits sur lesquels portaient les renseignements communiqués par Tubac (c'est-à-dire la communication de renseignements portant uniquement sur les tubes et tuyaux A-53 et BS-1387), il ressort clairement du rapport de vérification et d'autres éléments de preuve que le Ministère de l'économie était parfaitement au courant de cette situation bien avant la visite de vérification, que le Ministère de l'économie a confirmé à Hylsa que la gamme des produits sur lesquels portaient les renseignements de Tubac avant la visite de vérification était correcte et que le Ministère de l'économie a confirmé de nouveau à plusieurs reprises au cours de la vérification que la gamme des produits était exacte. En outre, les éléments de preuve figurant au dossier montrent clairement qu'à aucun moment, le Ministère de l'économie n'a demandé à Tubac de fournir des renseignements concernant l'un quelconque des autres produits qu'elle fabriquait.

- En ce qui concerne les réductions, rabais, ristournes et crédits, bien que certains renseignements aient été omis dans les données communiquées, les données exactes ont été obtenues lors de la visite de vérification, et vérifiées sur place d'une manière satisfaisante.

- En ce qui concerne les données utilisées pour calculer les valeurs construites, il n'est fait état dans le rapport de vérification d'aucun problème qui aurait été constaté, et nous ne voyons donc aucun fondement factuel qui justifierait la déclaration figurant dans la détermination finale selon laquelle de tels problèmes ont été constatés.

- En ce qui concerne les données relatives aux frais de transport intérieur, bien que des frais de transport aient été imputés à tort à certaines transactions dans la base de données, les données exactes ont été obtenues lors de la visite de vérification et vérifiées sur place d'une manière satisfaisante.

- En ce qui concerne les frais de transport liés aux ventes à l'exportation à destination du Mexique et les frais de transport liés aux ventes à l'exportation vers es pays tiers, le rapport de vérification ne contient aucune indication d'une quelconque erreur, mais signale par contre que des divergences ont été constatées parce que l'équipe chargée de la vérification a vérifié ces éléments sur la base d'échantillons plutôt que par rapport à l'ensemble de la base de données. Nous estimons par conséquent que la déclaration figurant dans la détermination finale selon laquelle de tels problèmes auraient été constatés n'est pas étayée par les faits.

[209] *Ibid.*, paragraphes 7.72 et 7.74.
[210] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*, paragraphe 7.62.

- En ce qui concerne les ajustements pour assurances, il n'est fait état dans le rapport de vérification d'aucun problème qui aurait été constaté et nous estimons par conséquent que la déclaration figurant dans la détermination finale selon laquelle de tels problèmes auraient été constatés n'est pas étayée par les faits.

- En ce qui concerne les ajustements pour différences physiques, bien que certaines divergences aient été constatées, à la demande de l'équipe chargée de la vérification, Tubac a recalculé les ajustements sur la base des données relatives aux coûts qui avaient été vérifiées pour ce qui est de la valeur construite. Ainsi, le dossier indique que les données exactes ont été obtenues lors de la visite de vérification à la demande expresse de l'équipe chargée de la vérification.

- En ce qui concerne les indicateurs de Tubac, le rapport de vérification montre que Tubac, de sa propre initiative, a informé l'équipe chargée de la vérification qu'elle avait découvert des erreurs dans les données sur la production qu'elle avait communiquées, et qu'elle a présenté à l'équipe chargée de la vérification des feuilles de travail et des pièces justificatives corrigeant les erreurs à la satisfaction de cette dernière. En ce qui concerne les ventes, certaines divergences sont qualifiées de "peu significatives" dans le rapport de vérification et, en ce qui concerne les autres divergences, étant donné qu'elles ont été constatées lors de la "vérification globale", elles semblent être liées à la communication lacunaire des réductions, rabais et ristournes dont il est fait mention plus haut, et elles ont été conciliées, puisque la correction de ces données a permis de procéder à une "vérification globale" "satisfaisante". S'agissant des stocks, le rapport de vérification indique que des divergences ont été constatées dans les données relatives au volume des stocks, mais non à leur valeur. S'agissant de la capacité, le rapport de vérification indique que certaines divergences ont été constatées, mais que les chiffres exacts relatifs à la capacité ont été calculés lors de la visite de vérification.

7.166 Comme cela est indiqué dans le résumé qui précède, le dossier ne comporte pas d'éléments de preuve de l'existence d'un quelconque problème en ce qui concerne les données sur la valeur construite, les frais de transport liés aux ventes à l'exportation à destination du Mexique ou de pays tiers ou les ajustements pour assurances. Par conséquent, les éléments de preuve versés au dossier indiquent que ces données ont été vérifiées en tous points sans susciter de difficultés ou de questions, et nous concluons donc qu'elles étaient "vérifiables" au sens du paragraphe 3 de l'Annexe II.

7.167 En ce qui concerne les données liées aux prix à propos desquels des divergences ont été constatées (c'est-à-dire les données sur les réductions, rabais et ristournes, les frais de transport intérieur et les ajustements pour différences physiques), les éléments de preuve versés au dossier indiquent que des données exactes ont été obtenues et vérifiées sur place. Nous concluons à partir de cela que ces données étaient elles aussi "vérifiables", puisqu'elles ont effectivement été vérifiées. L'autre question qui se pose est celle de savoir si le Ministère de l'économie aurait rencontré des "difficultés indues" s'il avait utilisé ces données, y compris la question de savoir si les données corrigées ont été mises à disposition à une étape si tardive de l'enquête que leur utilisation aurait retardé cette dernière. Rien dans les éléments de preuve versés au dossier n'indique qu'il y aurait eu la moindre difficulté à utiliser l'un quelconque des différents éléments des données corrigées obtenues lors de la vérification, et aucune déclaration en ce sens ne figure dans la détermination finale. D'ailleurs, le rapport de vérification lui-même précise à l'égard d'au moins un de ces éléments (l'ajustement pour les frais de transport intérieur liés aux ventes intérieures) que le Ministère de l'économie corrigerait la base de données communiquée par Tubac en se fondant sur les corrections obtenues et vérifiées au cours de la visite de vérification.[211] En ce qui concerne la communication des

[211] Pièces GTM-15/Mex-12, pages 7 et 8.

données en temps utile, rien dans la détermination finale n'indique que des corrections ont été apportées aux données après la visite de vérification ou que le Ministère de l'économie n'a disposé que de peu de temps pour effectuer les calculs relatifs au dumping aux fins de la détermination finale. En effet, étant donné que la visite de vérification a eu lieu en juin 2002, le Ministère de l'économie disposait des données corrigées depuis plus de six mois au moment où la détermination finale a été publiée en janvier 2003.

7.168 En ce qui concerne les divergences dans les données relatives aux indicateurs économiques de Tubac (c'est-à-dire celles concernant la production, les ventes, les stocks et la capacité), les éléments de preuve versés au dossier indiquent là aussi que les données correctes ont été obtenues et vérifiées sur place. Nous considérons donc que les éléments de preuve versés au dossier indiquent que ces données étaient "vérifiables", parce qu'elles ont effectivement été vérifiées. Nous ne trouvons pas non plus de fondement permettant de conclure, même dans l'hypothèse où certaines des données relatives aux indicateurs économiques auraient pu être considérées comme "non vérifiables", qu'il aurait été "indûment difficile" pour le Ministère de l'économie d'utiliser les données vérifiées sur les prix pour calculer les marges de dumping. En effet, nous ne voyons aucune relation analytique particulière (et, ce qui est plus important encore, la détermination finale n'en indique aucune) entre les données sur la production, les stocks et la capacité de l'entreprise et les données sur les prix qui ont été utilisées pour calculer les marges de dumping.

7.169 En ce qui concerne les produits sur lesquels portaient les données communiquées par Tubac, étant donné que nous avons constaté que le dossier indique que le Ministère de l'économie a reproché à Tubac d'avoir fourni des renseignements uniquement sur les tubes et tuyaux A-53 et BS-1387, nous allons examiner la question de savoir s'il existe des éléments de preuve factuels indiquant que le Ministère de l'économie a expressément demandé à Tubac à un moment ou à un autre des renseignements sur les prix (qui auraient été nécessaires pour calculer les marges de dumping) concernant des produits autres que ceux-là, que ce soit dans le questionnaire ou à tout autre moment par la suite. Nous ne trouvons dans le dossier aucun élément de preuve de l'existence d'une telle demande et le Mexique ne prétend pas qu'il en a fait une.[212] À cet égard, nous soulignons que quels que soient les problèmes qui ont pu se poser à un moment ou à un autre de l'enquête en ce qui concerne l'extension du produit (et nous prenons acte des demandes de clarification formulées par Tubac sur ce point dès le tout début de l'enquête), les faits consignés au dossier démontrent que Tubac a agi en toute transparence tout au long de l'enquête en ce qui concerne la gamme des produits sur lesquels elle a communiqué des renseignements et les raisons qui l'ont amenée à agir ainsi. Il n'existe aucun élément de preuve à l'effet contraire et, de fait, le Mexique a confirmé que Tubac avait fait preuve de transparence à cet égard en réponse aux questions du Groupe spécial.[213] Le Ministère de l'économie n'a pas non plus soulevé de question à cet égard avant l'étape finale de l'enquête.[214] Au contraire, le Ministère de l'économie lui-même, à de nombreuses occasions, a confirmé que la portée des renseignements communiqués par Tubac était exacte, y compris au cours de la réunion technique avec Hylsa et lors de la vérification (au cours de laquelle l'équipe chargée de la vérification a identifié à plusieurs reprises les codes de produits de Tubac visés par l'enquête). Par conséquent, les éléments de preuve sont sans ambiguïté, en ce sens que le Ministère de l'économie savait parfaitement sur quels produits portaient les renseignements communiqués par Tubac et qu'il n'a jamais signalé à cette

[212] Le Mexique dit dans sa réponse à la question n° 106 d) du Groupe spécial que la seule demande que le Ministère de l'économie a adressée à Tubac pour obtenir des renseignements sur les tubes et tuyaux de construction dans le cadre du présent différend était la demande de renseignements à laquelle Tubac a répondu le 17 septembre 2002 (pièce GTM-22). Nous notons cependant que cette demande de renseignements n'avait rien à voir avec les renseignements sur les prix, mais qu'elle avait trait en revanche au point qui avait été soulevé au cours de l'audition publique quant à la question de savoir si les produits destinés à la construction devraient aussi être visés par l'enquête.

[213] Réponse à la question n° 106 c) du Groupe spécial.

[214] Réponse à la question n° 106 d) du Groupe spécial.

dernière le moindre problème à cet égard pas plus qu'il n'a demandé de renseignements sur d'autres produits.

7.170 Nous allons maintenant examiner la question savoir si le fait qu'uniquement deux spécifications de tubes et tuyaux étaient incluses dans la base de données de Tubac, comme il est dit à l'alinéa A du paragraphe 80, aurait pu en tant que tel rendre cette base de données "invérifiable". Nous concluons que cette limitation de l'extension en elle-même n'aurait pas pu avoir cet effet, parce que ce n'était que si le dossier avait comporté des éléments de preuve indiquant que les données incluses dans la base de données posaient d'autres problèmes que cette dernière dans son ensemble aurait pu devenir inutilisable en ce qui concerne les produits qu'elle incluait. À cet égard, nous rappelons les conclusions que nous avons formulées plus haut aux paragraphes 7.166 à 7.168, à savoir que les éléments de preuve n'étayent pas une constatation selon laquelle les problèmes particuliers, posés par certains éléments des données dont il est fait mention dans les autres alinéas du paragraphe 80 rendaient les éléments de données en question invérifiables ou selon laquelle leur utilisation aurait été indûment difficile pour le Ministère de l'économie.

7.171 Nous évaluerons ensuite si, en dépit de la "vérifiabilité" de ces éléments de données pris individuellement, il existe dans le dossier des éléments de preuve étayant la position du Mexique selon laquelle ces problèmes, considérés ensemble, ont compromis la crédibilité et la fiabilité de la base de données dans son ensemble au point de la rendre inutilisable. Nous ne pensons pas qu'une autorité impartiale et objective aurait pu arriver à la conclusion que les problèmes énumérés aux alinéas B) à G) de la détermination finale, évalués à la lumière du rapport de vérification, avaient rendu la base de données non fiable dans son ensemble. À cet égard, nous rappelons que, s'agissant d'un certain nombre de problèmes mentionnés dans ces alinéas, nous n'avons trouvé dans le dossier aucun élément de preuve quel qu'il soit montrant que les problèmes cités aient même existé. Pour le reste, il ressort du rapport de vérification que les erreurs ont été corrigées sur place sans difficulté. Nous ne voyons aucun fondement factuel étayant la caractérisation implicite dans la détermination finale selon laquelle ces erreurs étaient généralisées et fondamentales, de telle sorte qu'elles compromettraient la crédibilité générale de la base de données. En revanche, au vu du rapport de vérification, il nous semble que le Ministère de l'économie a appliqué un critère excessivement rigoureux, à savoir qu'aucune erreur rencontrée dans la base de données communiquée par Tubac, aussi insignifiante soit-elle, ne pouvait être corrigée ni ne serait corrigée, même si les données correctes avaient été obtenues et vérifiées au cours de la visite de vérification.

7.172 Cela nous amène à examiner si, comme l'allègue le Guatemala, le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec le paragraphe 5 de l'Annexe II. En particulier, nous avons constaté plus haut que les éléments de preuve versés au dossier n'étayaient pas la conclusion selon laquelle, en dépit des erreurs ou divergences indiquées dans le rapport de vérification, les données communiquées par Tubac n'étaient pas vérifiables au sens du paragraphe 3 de l'Annexe II. Nous allons maintenant aborder la question de savoir si les éléments de preuve étayent, comme le prétend le Mexique, la conclusion selon laquelle les erreurs et divergences relevées étaient le résultat d'une décision délibérée de Tubac de fournir des renseignements inexacts et biaisés et la question de savoir si, par conséquent, l'entreprise n'a pas coopéré. À cet égard, le Guatemala fait valoir que Tubac a "agi au mieux de ses possibilités", au sens du paragraphe 5 de l'Annexe II, et que le Ministère de l'économie a donc agi d'une manière incompatible avec cette disposition en rejetant les renseignements du Guatemala. Le Mexique conteste que Tubac ait agi au mieux de ses possibilités et fait valoir au contraire que le Ministère de l'économie "a estimé que Tubac avait modifié les chiffres relatifs à l'ajustement pour différences physiques afin de fausser le calcul de la marge de dumping à son avantage"[215], et qu'il s'est effectivement "demandé si l'exportateur avait agi au mieux de ses possibilités et […] trouvé des éléments de preuve montrant que non seulement l'exportateur n'avait pas agi au mieux de ses possibilités, mais qu'il avait fait son possible pour dénaturer ou dissimuler des

[215] Réponse du Mexique à la question n° 179 du Groupe spécial.

renseignements nécessaires à l'analyse de l'autorité chargée de l'enquête, raison pour laquelle celle-ci avait rejeté les renseignements communiqués par l'exportateur guatémaltèque".[216]

7.173 Pour examiner cet aspect de l'allégation du Guatemala, nous trouvons des indications utiles dans des différends antérieurs au cours desquels le paragraphe 5 de l'Annexe II a été examiné. L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, a estimé que "les autorités chargées de l'enquête [étaient] en droit d'attendre un degré d'effort très important – au "mieux de leurs possibilités" – des exportateurs soumis à enquête. Dans le même temps, cependant, les autorités chargées de l'enquête n'[étaient] pas en droit de soumettre ces exportateurs à des conditions *absolues* ni de leur imposer des charges *déraisonnables*".[217] Le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Tôles en acier* a dit: "... on peut comprendre que le paragraphe 5 met l'accent sur le fait que les renseignements qui satisfont aux prescriptions du paragraphe 3, mais qui ne sont pas parfaits, ne doivent néanmoins pas être ignorés".[218]

7.174 Compte tenu de la nature des arguments respectifs des parties quant à la question de savoir si Tubac a agi ou non au mieux de ses possibilités, nous verrons en premier lieu, en tant que question de fait, si le dossier comporte des éléments de preuve étayant l'affirmation du Mexique selon laquelle les renseignements communiqués par Tubac étaient *délibérément* trompeurs.

7.175 Nous revenons tout d'abord sur la question des produits sur lesquels portaient les renseignements communiqués par Tubac, qui est pertinente ici dans la mesure où la décision du Ministère de l'économie de recourir aux données de fait disponibles a pu être fondée en partie sur une évaluation selon laquelle Tubac n'avait pas "agi au mieux de ses possibilités", au sens du paragraphe 5 de l'Annexe II, en ne fournissant de renseignements sur aucun autre produit que les tubes et tuyaux A-53 et BS-1387.[219] Nous considérons le paragraphe 1 de l'Annexe II comme le contexte pertinent pour répondre à cette question, dans la mesure où cette disposition indique clairement qu'il appartient au premier chef à l'autorité chargée de l'enquête d'informer la partie intéressée des renseignements qu'elle exige (c'est-à-dire des "renseignements nécessaires", au sens de l'article 6.8). Nous signalons à cet égard que l'autorité chargée de l'enquête sachant parfaitement d'emblée quels étaient les produits sur lesquels portaient les renseignements communiqués par Tubac et n'ayant pas demandé à celle-ci de lui fournir des renseignements sur un quelconque autre produit, il est évident que le fait que Tubac n'a pas communiqué ces renseignements ne peut pas être considéré comme indiquant que l'entreprise n'a pas agi au mieux de ses possibilités à cet égard.

7.176 En ce qui concerne les arguments spécifiques avancés devant nous par le Mexique à ce sujet, nous rappelons que, lors de notre deuxième réunion de fond, nous l'avons interrogé par le menu sur les problèmes qui justifiaient selon lui la décision du Ministère de l'économie de rejeter tous les renseignements de Tubac. Le Mexique a dit que, lors de la vérification, le Ministère de l'économie avait découvert que la sélection des codes de produits inclus par Tubac dans sa base de données posait de gros problèmes. Nous avons demandé dans quelle partie de la détermination finale ce problème était mentionné et examiné, et le Mexique a répondu qu'il s'agissait de l'alinéa F du paragraphe 80. Nous avons alors demandé au Mexique d'expliquer la relation entre cet alinéa, qui traite des ajustements pour assurances et différences physiques, et le problème ayant trait à la sélection par Tubac des codes de produits à inclure dans sa base de données.[220] Le Mexique a répondu que les

[216] Réponse du Mexique à la question n° 182 du Groupe spécial.
[217] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 102.
[218] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tôles en acier*, paragraphe 7.65.
[219] Selon nous, la détermination finale pourrait être interprétée comme donnant à entendre cela implicitement, bien que les arguments avancés devant nous par le Mexique selon lesquels Tubac n'aurait pas agi au mieux de ses possibilités portent essentiellement sur des questions autres que celle des produits sur lesquels portaient les renseignements communiqués par Tubac.
[220] Question n° 183 du Groupe spécial.

divergences dans les renseignements relatifs aux ajustements pour différences physiques étaient si importantes que le Ministère de l'économie ne pouvait être sûr ni des ajustements proprement dits, ni de la sélection des codes de produits en ce qui concerne la valeur normale, lesquels avaient été utilisés pour établir une comparaison avec les codes de produits exportés à destination du Mexique, étant donné que les ajustements pour différences physiques avaient pour but d'"homologuer" les prix de produits similaires mais non identiques qui étaient comparés en neutralisant les différences entre eux.[221]

7.177 Nous jugeons surprenant, vu qu'il a souligné dans ses réponses orales aux questions posées par le Groupe spécial au cours de la deuxième réunion de fond que cette question constituait le problème fondamental rencontré au cours de la vérification effectuée chez Tubac, que le Mexique ne l'ait soulevé pour la première fois qu'à cette étape tardive du différend. En effet, ni les communications écrites du Mexique, ni les déclarations orales qu'il a établies (y compris pour la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial) ne font la moindre mention de ce problème. La première mention écrite de ce problème qui a été faite devant nous figure dans les réponses écrites du Mexique aux questions que nous avons posées par écrit dans le cadre de la deuxième réunion. (Dans ces réponses écrites, le Mexique avance les mêmes arguments que dans les réponses qu'il a données oralement au cours de la réunion.)

7.178 Ce qui est plus important encore, nous ne trouvons aucune mention de cette question dans la détermination finale. En fait, la seule mention qui est faite dans la détermination de divergences en ce qui concerne les ajustements pour différences physiques figure dans un membre de phrase d'un alinéa du paragraphe 80, qui traite également des ajustements pour assurances, dans lequel il est dit uniquement que quelques divergences ont été constatées. Il n'y a dans cette détermination, que ce soit dans cet alinéa ou ailleurs, aucun lien entre les ajustements pour différences physiques et les doutes concernant la sélection des codes de produits inclus dans la base de données. En réalité, la seule mention que l'on trouve dans la détermination finale d'un quelconque problème lié aux produits compris dans la base de données de Tubac figure à l'alinéa A du paragraphe (qui n'a rien à voir avec les ajustements pour différences physiques). De plus, comme il est indiqué plus haut (paragraphe 7.153), le Mexique a fait valoir devant nous que la question dont il est fait mention à l'alinéa A ne figurait pas parmi les problèmes ayant motivé la décision du Ministère de l'économie de rejeter les renseignements fournis par Tubac.

7.179 Nous ne voyons pas non plus dans le rapport de vérification concernant Tubac la moindre mention d'un quelconque problème lié aux codes de produits. C'est-à-dire que nous ne voyons aucun fondement factuel dans le rapport de vérification en ce qui concerne ce que le Mexique a impliqué devant nous, à savoir que le Ministère de l'économie ne connaissait pas parfaitement toute la gamme de produits fabriqués par Tubac, ni leurs caractéristiques physiques, ni les codes de produits, et que, par conséquent, il n'était pas à même de juger si Tubac avait inclus tous les codes de produits pertinents dans sa base de données. En fait, comme nous l'avons exposé plus haut aux paragraphes 7.88 à 7.91, le rapport de vérification indique le contraire, à commencer par la section intitulée "Codes de produits", qui commence à la page 4.[222] Nous rappelons qu'il est dit dans cette section que Tubac a présenté une description détaillée de ses codes de produits, y compris un tableau donnant la description et la structure de chacun de ces codes. La structure des codes de produits est ensuite décrite en détail dans le rapport de vérification, dans lequel il est indiqué que les différents chiffres de chaque code de neuf chiffres désignent, respectivement, la famille de produits, l'apparence (forme, finition et filetage éventuel), le calibre et le poids, les dimensions en po et la longueur du produit. Le rapport précise en outre que Tubac a présenté à l'équipe chargée de la vérification une liste de tous les codes de produits qui comprenait tous les produits, visés ou non par l'enquête. On peut en déduire que l'équipe chargée de la vérification disposait, grâce aux listes de codes de produits

[221] Réponse du Mexique aux questions n° 132 et 183 du Groupe spécial.
[222] Pièces GTM-15/MEX-12.

fournies, d'une description physique complète de tous les produits fabriqués par Tubac. En outre, nous rappelons qu'il est indiqué dans le rapport de vérification que la question de savoir lesquels, parmi les codes de produits de Tubac, étaient ou non visés par l'enquête a été amplement examinée au cours de la vérification dans le cadre de la "vérification globale", que les données correspondantes ont été vérifiées et qu'aucune divergence n'a été constatée.

7.180 En outre, d'après les éléments de preuve versés au dossier, ce n'est pas au cours de la visite de vérification que le Ministère de l'économie a reçu pour la première fois des renseignements de Tubac sur les codes de produits de tous ses produits. Au contraire, comme il est indiqué dans le rapport sur la réunion technique que le Ministère de l'économie a eue avec des représentants d'Hylsa à la suite de la détermination préliminaire (c'est-à-dire avant la visite de vérification chez Tubac), le Ministère de l'économie a informé Hylsa qu'il avait reçu et étudié la liste complète des codes de produits de Tubac et qu'il était parvenu à la conclusion que "seulement 32" d'entre eux correspondaient au produit visé par l'enquête.[223] En outre, le fait que toutes les données communiquées dans les réponses de Tubac au questionnaire envoyé aux exportateurs correspondaient à deux spécifications techniques, aux paramètres physiques et aux dimensions bien définis, semblerait limiter logiquement la possibilité que des produits ayant des caractéristiques physiques très distinctes aient pu être comparés dans la base de données.

7.181 Contrairement au Mexique, nous ne voyons pas non plus une liaison logique inéluctable, s'agissant des divergences entre les registres comptables et les réponses au questionnaire afférentes aux ajustements pour différences physiques et de la similitude ou de la dissimilitude physiques des produits en question. Par exemple, nous pouvons imaginer une situation dans laquelle, dans une réponse au questionnaire, on a effectivement indiqué et comparé les produits les plus similaires, mais délibérément ou par inadvertance, communiqué des renseignements inexacts quant aux coûts liés aux différences physiques entre ces produits. Ces inexactitudes dans les ajustements pour différences physiques n'auraient rien à voir avec la sélection des produits similaires ni avec le corpus général de la base de données, mais auraient plutôt un rapport avec les inexactitudes figurant dans les données qui ont été communiquées.

7.182 Bref, l'argument que le Mexique a fait valoir devant nous sur ce point semble être une explication *a posteriori* de la décision du Ministère de l'économie de rejeter les données de Tubac, décision qui ne figure pas dans la détermination finale du Ministère de l'économie et qui n'a pas de justification factuelle dans les éléments de preuve versés au dossier sur lesquels repose cette détermination. En d'autres termes, nous ne voyons aucun fondement factuel dans l'enquête ni aucune justification dans la détermination en ce qui concerne cet argument du Mexique.

7.183 Quant à la question de savoir si le dossier contient par ailleurs un quelconque élément de preuve montrant que Tubac a agi de manière à induire délibérément en erreur pour ce qui est des renseignements qu'elle a communiqués dans ses réponses au questionnaire, au cours de la vérification ou à tout autre moment, nous n'en voyons aucun et le Mexique n'en indique aucun. En fait, étant donné que, selon le rapport de vérification, Tubac a elle-même appelé l'attention de l'équipe chargée de la vérification sur certaines erreurs dans sa base de données et qu'il est dit par ailleurs dans ce rapport que l'entreprise a fourni toutes les données et tous les documents requis par l'équipe chargée de la vérification, sans tarder et sans autre difficulté, nous estimons qu'une autorité impartiale et objective n'aurait pas pu, sur la base du rapport de vérification, arriver à la conclusion que Tubac n'avait pas coopéré, comme l'affirme le Mexique. Par conséquent, au vu du dossier, l'affirmation du Mexique selon laquelle Tubac a entravé le déroulement de l'enquête de façon notable est dénuée de fondement.

[223] Pièce GTM-11 B).

7.184 Pour les raisons qui précèdent, nous concluons que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations résultant pour lui des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II et, partant, de l'article 6.8, lorsqu'il a décidé de rejeter dans leur intégralité les renseignements communiqués par Tubac et de se fonder plutôt sur les données de fait disponibles.

v) Aspects procéduraux des allégations ayant trait à l'article 6.8 et à l'Annexe II

7.185 Le Guatemala formule également des allégations en matière de procédure en ce qui concerne l'utilisation par le Ministère de l'économie des données de fait disponibles. Plus précisément, le Guatemala allègue que le Ministère de l'économie n'a jamais informé Tubac qu'il avait décidé de rejeter ses renseignements dans leur intégralité, qu'il ne lui a jamais donné la possibilité de fournir des explications complémentaires et que le Mexique a donc enfreint le paragraphe 6 de l'Annexe II. Le Mexique n'est pas de cet avis et fait valoir que le rapport de vérification en tant que tel constituait la notification qui devait être faite à Tubac pour l'informer que ses renseignements avaient été rejetés et qu'il lui offrait comme il se doit la possibilité de fournir des explications complémentaires. Les questions dont nous sommes saisis dans le cadre de cette allégation sont donc avant tout d'ordre factuel, c'est-à-dire qu'il s'agit de savoir si le Ministère de l'économie a informé Tubac qu'il rejetait ses renseignements et de savoir s'il lui a donné la possibilité de fournir des explications complémentaires. Comme le moyen de défense opposé par le Mexique concernant cette allégation est fondé sur le rapport de vérification, nous revenons à ce document pour voir s'il étaye l'argument du Mexique.

7.186 Commençant par la décision du Ministère de l'économie de rejeter les renseignements communiqués par Tubac, nous rappelons que, conformément au paragraphe 6 de l'Annexe II, la partie dont les renseignements "ne sont pas acceptés" par l'autorité chargée de l'enquête devrait "être informée immédiatement des raisons de leur rejet" et devrait "avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable". La nature de cette obligation est bien établie[224] et les parties au présent différend ne sont pas en désaccord sur ce point. Leur désaccord porte plutôt sur la question de savoir si – en tant que question de fait – le Ministère de l'économie a fait la notification prescrite et a donné à l'entreprise la possibilité de fournir des explications complémentaires, au sens de l'Annexe II.

7.187 Nous notons que le Mexique a fait valoir devant nous que le rapport de vérification relatait uniquement les faits survenus lors de la visite de vérification et qu'il ne constituait ni ne contenait une conclusion, une analyse ou une évaluation de la part du Ministère de l'économie. Nous avons demandé au Mexique de concilier cet argument avec sa position selon laquelle grâce au rapport de vérification, le Ministère de l'économie s'était acquitté de l'obligation qui lui était faite au paragraphe 6 de l'Annexe II d'informer Tubac que ses renseignements avaient été rejetés. Le Mexique a répondu qu'il n'y avait pas de contradiction entre ces affirmations, parce que le rapport de vérification indiquait à Tubac les divergences qui avaient été constatées au cours de la visite de vérification et mentionnait la possibilité que la détermination finale puisse être établie sur la base des données de fait disponibles. Le Mexique a dit en particulier que "du fait des divergences dans les renseignements qui avaient été présentés, divergences dont Tubac avait connaissance, il existait bien une base solide permettant d'inférer que l'exportateur était au courant de la situation"[225], à savoir que ses renseignements avaient été rejetés et que les données de fait disponibles seraient utilisées. Le Mexique a également déclaré que "si le procès-verbal circonstancié ne contenait aucune détermination

[224] Voir les rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Carreaux en céramique*, paragraphe 6.21 par exemple; et *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.262.

[225] Réponse du Mexique à la question n° 178 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Mexique, paragraphes 123 et 125; deuxième déclaration orale du Mexique, paragraphes 25, 26 et 31; et réponses du Mexique aux questions n° 111 a) et b) du Groupe spécial.

selon laquelle les données de fait disponibles allaient effectivement être utilisées, il annonçait clairement qu'il était possible qu'elles le soient". (non souligné dans l'original)[226]

7.188 Cet argument ne nous semble pas convaincant. Au contraire, nous considérons que les déclarations citées constituent une admission de la part du Mexique que le Ministère de l'économie n'a jamais informé directement ni explicitement Tubac que ses renseignements étaient rejetés. En effet, l'"annonce" dont fait état le Mexique reprend la formule générale qui semble typique des rapports de vérification du Ministère de l'économie, étant donné que le même libellé figure à la fin du rapport de vérification concernant Hylsa qui a été établi par le Ministère de l'économie.[227] Ce libellé est le suivant: "Sur la base des résultats obtenus dans le cadre de la présente enquête, ainsi que des renseignements versés au dossier administratif de l'affaire, le Ministère de l'économie pourra formuler des conclusions définitives sur la base des données de fait disponibles." Tout ce que dit ce libellé c'est que les résultats définitifs pourront être basés sur les données de fait disponibles, et non qu'il a été décidé en l'occurrence qu'ils seraient basés sur ces données. À notre avis, le paragraphe 6 de l'Annexe II n'exige pas une déclaration générale indiquant que les données de fait disponibles pourront être utilisées (possibilité qui existe en fait dans *toutes* les enquêtes antidumping), mais plutôt une notification positive et directe à la partie intéressée qu'il a été décidé en l'occurrence de rejeter les renseignements qu'elle avait communiqués, avec une explication des raisons de cette décision. On ne peut laisser à la partie concernée le soin d'inférer une détermination d'une telle importance dans une enquête à partir d'un document dont le Mexique dit lui-même qu'il ne contient ni analyse ni conclusion, mais uniquement des faits. Nous constatons donc que le Ministère de l'économie n'a pas satisfait aux exigences du paragraphe 6 de l'Annexe II selon lesquelles il devait informer Tubac qu'il avait décidé de rejeter les renseignements qu'elle avait communiqués et lui expliquer les raisons de cette décision.

7.189 Nous allons maintenant examiner la question de savoir si le Ministère de l'économie a donné à Tubac la possibilité de fournir des explications complémentaires après avoir décidé de rejeter les renseignements qu'elle avait communiqués, comme l'exige également le paragraphe 6 de l'Annexe II. Là encore, le Mexique se réfère au rapport de vérification, en particulier au délai de cinq jours qui y est imparti pour présenter des observations sur sa teneur, comme s'il constituait cette possibilité[228], et fait valoir que Tubac n'a formulé aucune observation et n'a par ailleurs adopté aucune mesure corrective au sujet des problèmes constatés lors de la vérification et décrits dans le rapport.[229] Étant donné, comme nous l'avons vu en détail plus haut, que le rapport de vérification n'informait pas Tubac que les renseignements qu'elle avait communiqués étaient rejetés, mais qu'il indiquait au contraire que pour l'essentiel tous les problèmes rencontrés avaient été réglés au moment de la vérification, nous ne voyons pas sur quoi Tubac aurait pu se fonder pour supposer que le Ministère de l'économie attendait ou exigeait d'elle une autre mesure corrective. En outre, de toute manière, étant donné que nous avons constaté que le rapport de vérification ne satisfaisait pas à l'exigence du paragraphe 6 de l'Annexe II voulant que la partie intéressée soit notifiée de la décision de rejeter ses renseignements et des raisons de ce rejet, ce rapport ne pouvait pas non plus satisfaire par définition à l'exigence voulant que la partie intéressée ait la possibilité de fournir des explications complémentaires à la suite de la décision.

---

[226] *Ibid*.

[227] Pièce GTM-24, page 14.

[228] Réponse du Mexique aux questions n° 11 b) et 182 du Groupe spécial.

[229] Le Mexique fait valoir dans sa deuxième communication écrite (au paragraphe 110, que "si Tubac, sachant parfaitement qu'il existait des divergences entre les données qu'elle avait présentées à l'autorité chargée de l'enquête et celles qui ont été obtenues au cours de l'enquête sur place, n'a rien fait pour clarifier ces renseignements, il est logique que l'autorité chargée de l'enquête les ait rejetés". Il fait aussi valoir ce qui suit dans la même communication (au paragraphe 125): "... comme il ressort de la teneur du procès-verbal de la visite de vérification, il a été fait part aux représentants de Tubac des problèmes qui y sont mentionnés, et les exportateurs n'ont pris aucune mesure pour corriger leurs renseignements afin que l'autorité chargée de l'enquête puisse les utiliser.

7.190 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec le paragraphe 6 de l'Annexe II et, partant, avec l'article 6.8, en n'informant pas Tubac que les renseignements qu'elle avait communiqués étaient rejetés, en ne lui communiquant pas les raisons de cette décision et en ne lui donnant pas la possibilité de fournir des explications complémentaires.

vi) Annexe II, paragraphe 7: "circonspection particulière" en ce qui concerne les renseignements utilisés comme données de fait disponibles

7.191 Le **Guatemala** allègue que le Ministère de l'économie n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière lorsqu'il a décidé de fonder sa détermination de l'existence d'un dumping, en particulier pour ce qui est de la valeur normale, sur les renseignements fournis dans la demande. Selon le Guatemala, les problèmes qui faisaient que ces renseignements constituaient une base insuffisante pour ouvrir une enquête, qui n'ont pas été corrigés ni abordés au cours de l'étape finale, les rendaient encore plus inadéquats comme base de la détermination finale de l'existence d'un dumping.

7.192 Le **Mexique** prétend que les renseignements figurant dans la demande constituaient une base suffisante et fiable pour déterminer la valeur normale, étant donné que le Ministère de l'économie avait évalué leur exactitude et leur caractère suffisant au moment de l'ouverture de l'enquête. À cet égard, en ce qui concerne les données sur les importations qui ont été utilisées comme base pour les prix à l'exportation dans la détermination finale, le Mexique affirme qu'elles étaient tirées des déclarations d'importation obtenues des importateurs et qu'elles étaient donc parfaitement exactes et complètes. Le Mexique fait aussi valoir, d'une manière générale, qu'une fois que le Ministère de l'économie a décidé qu'il se fonderait sur les données de fait disponibles, il "a essayé de vérifier les renseignements d'après d'autres sources indépendantes, comme les statistiques d'importation contenues dans le SICMEX, les renseignements communiqués par des agents en douane et les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête".[230] Le Mexique prétend en outre que Tubac n'a pas coopéré au sens de la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II, ce qui justifiait encore davantage l'utilisation par le Ministère de l'économie des renseignements contenus dans la demande comme données de fait disponibles.

7.193 Nous rappelons que nous avons constaté plus haut que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 et, partant, avec l'article 5.8, en ouvrant l'enquête sur la base d'éléments de preuve relatifs à la valeur normale (c'est-à-dire la facture et l'offre de prix) qui étaient insuffisants en raison d'un certain nombre de lacunes spécifiques qui, à notre avis, sont évidentes au vu de ces éléments de preuve. Nous ne voyons aucun fondement factuel dans le dossier, et le Mexique n'en indique aucun, qui étayerait l'argument de celui-ci selon lequel avant d'utiliser ces renseignements sur la valeur normale comme base de sa détermination finale de l'existence d'un dumping, le Ministère de l'économie a pris des mesures pour en vérifier l'exactitude. Nous ne voyons pas non plus d'élément de preuve, et le Mexique n'en indique aucun, montrant que le Ministère de l'économie a cherché à s'assurer de la représentativité de ces renseignements en ce qui concerne les produits et la période visés par l'enquête, ou à les ajuster d'une manière ou d'une autre afin de régler les problèmes que nous avons relevés au sujet des allégations du Guatemala relatives à l'ouverture de l'enquête. Au contraire, la détermination finale montre clairement que le Ministère de l'économie a accepté et utilisé pour l'essentiel "en l'état" les renseignements communiqués par Hylsa comme base de la valeur normale aux fins des calculs du dumping final: la facture pour tous les produits galvanisés visés par l'enquête et l'offre de prix pour tous les produits noirs visés.[231] En d'autres

[230] Réponse du Mexique à la question n° 182 du Groupe spécial.

[231] En particulier, la facture est décrite au paragraphe 109 de la détermination finale, dans lequel il est indiqué que le Ministère de l'économie a converti les prix exprimés en quetzales en utilisant le taux de change publié par la Banque du Guatemala à la date de la facture. L'offre de prix est décrite au paragraphe 110, dans lequel il est indiqué que le Ministère de l'économie a converti les prix exprimés en quetzales sur la même base.

termes, la détermination finale montre clairement que les renseignements sur la valeur normale utilisés aux fins de la *détermination finale de l'existence d'un dumping* étaient identiques à ceux utilisés pour l'ouverture de l'enquête et souffraient donc des mêmes vices et lacunes qui faisaient que ces renseignements étaient insuffisants aux fins de l'ouverture d'une enquête.

7.194 À cet égard, la gamme de produits extrêmement limitée de la facture et de l'offre de prix par rapport à l'extension globale du produit visé par l'enquête revêt une importance particulière. Non seulement ce problème n'avait-il toujours pas été réglé par le Ministère de l'économie au moment de la détermination finale, mais il s'était encore aggravé étant donné que l'extension du produit avait été augmentée pour inclure certains tubes et tuyaux de construction ainsi que certains produits d'un diamètre de 4 po à 6 po. En d'autres termes, compte tenu de l'augmentation de l'extension du produit, la facture et l'offre de prix représentaient une sous-catégorie encore plus limitée de l'ensemble des produits visés à l'étape finale de l'enquête que cela n'avait été le cas au moment de son ouverture. Pourtant, comme nous l'avons vu plus haut, il n'existe aucun élément de preuve indiquant que le Ministère de l'économie ait pris une quelconque mesure au moment de la détermination finale pour s'assurer que les renseignements sur les prix contenus dans ces deux documents pouvaient être considérés comme représentatifs, entre autres choses, des prix guatémaltèques correspondant à la gamme plus large des produits visés par l'enquête à ce moment-là, y compris les produits ajoutés.[232]

7.195 À cet égard, nous rappelons que nous souscrivons au principe invoqué par le Mexique (pour défendre l'utilisation par le Ministère de l'économie de la facture et de l'offre de prix à l'étape de l'ouverture de l'enquête) selon lequel le niveau de preuve requis pour l'ouverture d'une enquête est inférieur à ce qu'il est pour une détermination préliminaire ou finale[233] (bien que, comme nous l'avons fait observer plus haut[234], nous ne soyons pas d'accord avec le Mexique pour dire qu'un "simple indice" de l'existence d'un dumping allégué est suffisant à l'étape de l'ouverture d'une enquête). Nous considérons que ce moyen de défense opposé par le Mexique à l'allégation du Guatemala relative à

Il est indiqué au paragraphe 111 qu'Hylsa a exposé la méthode et les facteurs utilisés pour convertir les prix unitaires figurant sur la facture et l'offre de prix en prix par kilogramme. Il est dit au paragraphe 112 que le Ministère de l'économie "a accepté les renseignements communiqués par le requérant, conformément à l'article 5.2 de l'Accord antidumping et à la section XI du Règlement d'application de la LCE". Le paragraphe 114, le seul figurant sous la rubrique "Ajustements de la valeur normale", indique que le Ministère de l'économie a ajusté les prix de la facture afin de tenir compte du crédit pour la période spécifiée sur la facture, selon la méthode fournie par Hylsa. Ainsi, la détermination finale montre clairement que les éléments de preuve relatifs à la valeur normale utilisés par le Ministère de l'économie étaient ceux fournis aux fins de l'ouverture de l'enquête (c'est-à-dire la facture et l'offre de prix) et que le seul ajustement était le même que celui qui avait été apporté aux prix indiqués sur la facture pour tenir compte du crédit au moment de l'ouverture de l'enquête. Il n'est fait mention d'aucun autre ajustement ou processus de vérification entrepris par le Ministère de l'économie à propos de ces éléments de preuve avant qu'ils ne soient utilisés aux fins des calculs du dumping final. Enfin, nous notons que la description ci-dessus donnée dans la détermination finale de ces éléments de preuve et du seul ajustement qui y a été apporté (l'ajustement de la facture pour tenir compte du crédit) est pratiquement identique au texte correspondant de la décision portant ouverture d'une enquête (voir la pièce GTM-4, paragraphes 61 à 67). Nous considérons que ce fait confirme une fois de plus que les renseignements sur la valeur normale utilisés pour la détermination finale de l'existence d'un dumping étaient identiques à ceux utilisés aux fins de l'ouverture de l'enquête.

[232] Nous notons à cet égard que le Mexique a fait valoir devant nous que le Ministère de l'économie avait estimé que ces produits étaient "concurrents" et, dans certains cas, substituables. Bien que cela ait pu être ainsi (question dont nous ne sommes pas saisi de toute manière), le fait qu'un produit donné fasse concurrence à un autre produit ou puisse lui être substitué n'apporte pas de renseignements sur leurs prix relatifs ou absolus.

[233] Voir, *supra*, le paragraphe 7.22 et, par exemple, la première communication écrite du Mexique, paragraphe 33: "[P]uisque les éléments de preuve présentés avec la demande n'ont pas à être de la qualité ni de la quantité nécessaires pour étayer une détermination de l'existence d'une pratique déloyale et l'application d'un droit antidumping, mais bien plutôt pour ouvrir une enquête, les renseignements contenus dans la demande peuvent donc se résumer à un simple indice de l'existence d'un "dumping allégué"".

[234] Voir, *supra*, le paragraphe 7.22.

l'ouverture d'une enquête est une reconnaissance implicite que la facture et l'offre de prix n'auraient pas constitué une base suffisante pour une détermination finale et, en l'absence d'éléments de preuve au dossier indiquant que le Ministère de l'économie a pris des dispositions pour s'assurer de l'exactitude et de la représentativité de ces documents à l'étape finale de l'enquête, nous ne voyons pas comment cet argument peut être concilié avec la position apparente du Mexique – s'agissant de la détermination finale – selon laquelle la facture et l'offre de prix étaient suffisantes "en l'état".

7.196 Nous notons en outre l'argument du Mexique selon lequel "la dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping indique qu"[i]l est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement", *ce qui a été précisément la façon dont a procédé l'autorité chargée de l'enquête*" (pas d'italique dans l'original). À notre avis, en invoquant l'argument selon lequel Tubac "n'avait pas coopéré" au sens du paragraphe 7 de l'Annexe II et selon lequel la dernière phrase de cette disposition autorisait donc le Ministère de l'économie à se fonder sur les renseignements relatifs à la valeur normale figurant dans la demande, le Mexique admet que le Ministère de l'économie a utilisé ces renseignements afin d'arriver à un résultat "moins favorable" pour Tubac que cela n'aurait été autrement le cas[235] et qu'il n'a pas évalué ces renseignements en tant que tels pour ce qui est de leur représentativité et de leur caractère suffisant.

7.197 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que le Ministère de l'économie n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière" en se fondant sur ces éléments de preuve non ajustés aux fins de sa détermination finale, comme l'exigeait le paragraphe 7 de l'Annexe II. À cet égard, nous souscrivons à l'observation formulée par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Égypte – Barres d'armature en acier*, à savoir que les dispositions de l'Annexe II ont pour objet de garantir que la fiabilité des renseignements utilisés par l'autorité chargée de l'enquête.[236] En outre, comme nous l'avons dit dans la section précédente, nous ne voyons aucun élément de preuve versé au dossier qui étayerait l'argument du Mexique selon lequel Tubac n'a pas coopéré dans le cadre de l'enquête et selon lequel elle aurait donc entravé le déroulement de celle-ci de façon notable, comme l'affirme le Mexique. Ainsi, même en supposant, pour les besoins de l'argumentation, que la dernière phrase du paragraphe 7 autorise l'utilisation délibérée de ce qu'il est convenu d'appeler des "données de fait disponibles défavorables" lorsqu'une partie intéressée ne coopère pas (comme le donne à entendre le Mexique, mais ce dont nous ne sommes pas saisis en l'espèce, ainsi que nous l'avons dit), cette disposition ne s'appliquerait pas à la situation de fait qui nous intéresse et elle n'est donc pas pertinente en l'espèce. Compte tenu de ces considérations, nous constatons que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec le paragraphe 7 de l'Annexe II et avec l'article 6.8 parce qu'il n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière" en prenant comme données de fait disponibles les éléments de preuve relatifs à la valeur normale qui avaient été communiqués par le requérant et qui ont été utilisés aux fins de la décision du Ministère de l'économie portant ouverture d'une enquête.

[235] S'agissant de la dernière phrase du paragraphe 7, des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont utilisé l'expression "données de fait disponibles défavorables" pour décrire la situation dans laquelle l'autorité chargée de l'enquête applique les données de fait disponibles de manière à parvenir délibérément à un résultat "moins favorable" pour une partie qui ne coopère pas que cela n'aurait été le cas si la partie avait coopéré. Nous soulignons à cet égard que le Guatemala n'a pas soulevé la question de savoir si la dernière phrase du paragraphe 7 autorise pareille utilisation délibérée des "données de fait disponibles défavorables" lorsqu'une partie n'a pas coopéré avec l'autorité chargée de l'enquête, et que nous ne nous prononcerons donc pas sur ce point.

[236] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.154.

vii) Autres allégations au titre de l'article 6

7.198 Le **Guatemala** allègue que le rejet par le Ministère de l'économie des renseignements communiqués par Tubac et le recours aux données de fait disponibles étaient également contraires à l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.9 et 6.13. En ce qui concerne l'article 6.2 et 6.4, le Guatemala fait valoir qu'en attendant à la toute fin de l'enquête pour décider d'avoir recours aux données de fait disponibles, le Ministère de l'économie a privé Tubac de la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents, de préparer son argumentation à ce sujet et de défendre ainsi pleinement ses intérêts. S'agissant de l'article 6.7, le Guatemala fait valoir que le rapport de vérification ne correspond pas à l'exposé des résultats de la vérification qui figure dans la détermination finale et que le Mexique ne renvoie à aucun autre document versé au dossier dans lequel il serait fait état des erreurs qui auraient été découvertes lors de la vérification, et que le Ministère de l'économie ne s'est donc pas acquitté de l'obligation d'informer Tubac des résultats de la vérification.[237] En ce qui concerne l'article 6.9, le Guatemala fait valoir que le Ministère de l'économie n'a pas divulgué le fait essentiel qu'il recourrait aux données de fait disponibles avant d'établir sa détermination finale. En ce qui concerne l'article 6.13, le Guatemala fait valoir que le Ministère de l'économie n'a pas tenu dûment compte des difficultés qu'avait eues Tubac à communiquer les renseignements demandés.

7.199 Le **Mexique** prétend que le Guatemala n'a pas démontré qu'il y avait violation de l'une quelconque de ces dispositions. En ce qui concerne l'article 6.2 et 6.4, le Mexique fait valoir que Tubac a eu toutes possibilités de présenter des renseignements et des arguments en ce qui concerne l'ajout de certains tubes et tuyaux de construction aux produits visés. S'agissant de l'article 6.7, le Mexique affirme qu'il est fait obligation de divulguer les résultats factuels de la vérification, et non pas l'analyse de ces faits. S'agissant de l'article 6.9, le Mexique fait valoir que la décision de recourir aux données de fait disponibles n'est pas un "fait essentiel" soumis à l'obligation d'information prévue par cette disposition. En ce qui concerne l'article 6.13, le Mexique n'avance pas d'argument spécifique, mais s'appuie par contre sur sa réfutation de l'allégation au titre de l'article 6.8.

7.200 Les arguments des **tierces parties** portant sur cette question sont résumés plus haut au paragraphe 7.110.

7.201 Nous considérons que les allégations additionnelles que le Guatemala a formulées au titre de l'article 6 en ce qui concerne les données de fait disponibles portent essentiellement sur les mêmes questions de fond que celles qu'il a formulées au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II. Étant donné que nous avons constaté que le Ministère de l'économie avait agi d'une manière incompatible avec les obligations de fond et de forme énoncées à l'article 6.8 et à l'Annexe II en décidant de rejeter les renseignements communiqués par Tubac et de recourir aux données de fait disponibles, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire de nous prononcer sur ces allégations additionnelles formulées au titre de l'article 6 en ce qui concerne les données de fait disponibles et nous ne formulons donc pas de constatations à ce sujet.

2. Allégations au titre de l'article 2

7.202 Le **Guatemala** formule d'autres allégations en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping et affirme en particulier que le Mexique a contrevenu à l'article 2.1, 2.4 et 2.6 en élargissant la portée de l'enquête pour y soumettre les produits d'un diamètre compris entre 4 po et 6 po ainsi que certains tubes et tuyaux de construction. En particulier, le Guatemala fait valoir, s'agissant de l'article 2.1, que le Ministère de l'économie n'a pas obtenu de renseignements sur les

[237] Le Guatemala affirme également que son allégation au titre de l'article 6.7 est subsidiaire par rapport à son allégation au titre de l'article 6.8, si bien que le Groupe spécial n'aurait besoin de l'examiner que s'il ne constatait pas de violation de l'article 6.8. (Réponse du Guatemala à la question n° 103 du Groupe spécial, paragraphe 110.)

produits ajoutés et qu'il n'a pas calculé de marges de dumping pour ces produits, si bien qu'il n'a pas établi l'existence d'un dumping pour le "produit dans son ensemble", comme l'exigeait l'article 2.1. En ce qui concerne l'article 2.4, le Guatemala fait valoir que cette disposition exige qu'il soit procédé à une "comparaison équitable" entre la valeur normale et le prix à l'exportation du produit visé par l'enquête et qu'il n'est pas possible de procéder à une comparaison équitable sans disposer de renseignements sur les prix de tous les produits visés par l'enquête. Ainsi, selon le Guatemala, cette allégation est étroitement liée à celle qu'il a formulée au titre de l'article 2.1. S'agissant de l'article 2.6, le Guatemala fait valoir que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec cette disposition en définissant le produit visé et le produit similaire au moment de l'ouverture de l'enquête et en ne s'en tenant pas à ces définitions tout au long de celle-ci. Le Guatemala fait observer que si l'article 2.6 n'interdit pas de modifier les définitions du produit visé ou du produit similaire, dans la présente affaire, le Mexique a modifié les définitions sans disposer d'éléments de preuve positifs et sans avoir procédé à un examen impartial et objectif des faits.

7.203 Le **Mexique** répond qu'aucune de ces allégations n'est fondée. Selon lui, tous les produits visés par l'enquête au moment de la détermination finale constituaient un seul produit et, par conséquent, l'enquête avait été exhaustive en ce qui concerne ce produit et les comparaisons qui avaient été faites étaient équitables. Le Mexique note également que le Guatemala reconnaît que l'article 2.6 n'interdit pas de modifier l'extension du produit visé ou du produit similaire et il ajoute que l'*Accord antidumping* ne comporte aucune règle concernant la détermination ou la définition du produit visé par l'enquête. Il soutient donc que le Ministère de l'économie s'est pleinement acquitté des obligations résultant pour lui de l'Accord en ce qui concerne l'extension du produit visé par l'enquête tout au long de celle-ci.

7.204 Les arguments des **tierces parties** portant sur cette question sont résumés plus haut aux paragraphes 7.336, 7.337 et 7.338.

7.205 Toutes ces allégations reposent d'un point de vue factuel sur les deux augmentations de l'extension du produit visé par l'enquête. Nous avons constaté plus haut qu'en décidant de rejeter les données communiquées par Tubac et de recourir aux données de fait disponibles, et en retenant les renseignements sur la valeur normale pour les utiliser comme données de fait disponibles, le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'Annexe II et avec l'article 6.8. Nous rappelons que ces constatations sont liées en partie aux augmentations de l'extension du produit visé au cours de l'enquête. En outre, et de toute manière, par suite de ces constatations, la détermination finale par le Ministère de l'économie de l'existence d'un dumping dans son ensemble – en ce qui concerne l'intégralité de la gamme élargie des produits visés –, était incompatible avec l'*Accord antidumping*. Cela étant, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire d'établir des constatations sur ces autres allégations concernant la détermination finale par le Ministère de l'économie de l'existence d'un dumping, et nous n'en formulerons donc pas.

E. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE ET D'UN LIEN DE CAUSALITÉ

1. "Examen objectif" des "éléments de preuve positifs" dans les déterminations de l'existence d'un dommage

7.206 Le Guatemala formule diverses allégations concernant l'analyse du dommage effectuée par l'autorité mexicaine chargée de l'enquête. Ces allégations sont fondées sur certains principes communs consacrés par l'article 3 de l'*Accord antidumping*, qui traite de la détermination de l'existence d'un dommage causé à la "branche de production nationale" (définie à l'article 4.1) qui produit le "produit similaire" (défini à l'article 2.6). En conséquence, avant d'examiner individuellement chacune de ces allégations, nous allons rappeler les dispositions juridiques et les principes directeurs généraux applicables en l'occurrence.

7.207 L'article 3 de l'*Accord antidumping* s'intitule "Détermination de l'existence d'un dommage". Cet article dans son ensemble traite des obligations des Membres en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité. Le terme "dommage" s'entend "d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale".[238] L'élément central d'une détermination de l'existence d'un dommage est la situation de la "branche de production nationale"; l'analyse de la causalité porte notamment sur le lien de causalité entre le dumping et tout dommage causé à la "branche de production nationale".

7.208 L'expression "branche de production nationale" est définie à l'article 4.1. L'article 4 s'intitule "Définition de la branche de production nationale". L'article 4.1 se lit en partie ainsi:

> "Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits …"

7.209 La notion de "produit similaire" sous-tend donc elle aussi la notion de "branche de production nationale". L'article 2.6 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "Dans le présent accord, l'expression "produit similaire" ("*like product*") s'entendra d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré."

7.210 Cette disposition définit l'extension du "produit similaire" par rapport à celle du "produit considéré". Cependant, l'Accord ne contient aucune autre indication explicite en ce qui concerne la délimitation du produit considéré.

7.211 L'article 3.1 est une disposition de portée générale, qui impose une obligation de fond essentielle aux Membres en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité. L'article 3.1 dispose ce qui suit:

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif: a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

7.212 Cette disposition exige, entre autres choses, que la détermination de l'existence d'un dommage se fonde sur un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs".

7.213 Nous considérons que des "éléments de preuve positifs" sont des éléments de preuve pertinents en ce qui concerne la question à trancher et qui ont pour caractéristique d'être intrinsèquement fiables et dignes de foi. Selon le critère des éléments de preuve positifs énoncé à l'article 3.1, la question de savoir si les renseignements en cause constituent des "éléments de preuve

[238] Note de bas de page 9 de l'*Accord antidumping*.

positifs" – c'est-à-dire sont pertinents, fiables et dignes de foi – est évaluée par rapport à la question particulière qui est en jeu et aux circonstances propres à l'affaire.[239]

7.214 Si l'expression "éléments de preuve positifs" met l'accent sur les faits qui étayent et justifient la détermination de l'existence d'un dommage, l'expression "examen objectif" évoque le processus d'enquête lui-même. Un "examen objectif" exige qu'il soit enquêté sur la branche de production nationale et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping d'une manière impartiale, sans favoriser les intérêts d'une partie intéressée ou d'un groupe de parties intéressées au cours de l'enquête. L'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête de procéder à un "examen objectif" reconnaît que l'objectivité, ou l'absence d'objectivité, du processus d'enquête influera sur la détermination. Par conséquent, l'identification, l'analyse et l'évaluation des facteurs pertinents doivent être "impartiales".[240]

7.215 L'obligation de portée générale énoncée à l'article 3.1 – à savoir que la détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs" – éclaire les obligations plus détaillées établies dans les paragraphes suivants. Aux fins du présent différend, ces obligations pertinentes concernent l'examen du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et leur effet sur les prix (article 3.2), l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale (article 3.4) et le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage (article 3.5). Ces dispositions se lisent ainsi:

> "3.2 Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante. [...]
>
> 3.4 L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas

[239] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 164 et 165, confirmant le rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 7.55 et 7.61. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 192.

[240] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 196. Les groupes spéciaux de l'OMC ont, en vertu de l'article 11 du *Mémorandum d'accord*, l'obligation similaire de procéder à une "évaluation objective de la question … y compris une évaluation objective des faits". L'obligation de procéder à une "évaluation objective" comprend l'obligation d'agir de "bonne foi", en respectant l'"équité élémentaire". Notre opinion se fonde sur le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 133.

exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

3.5 Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale."

7.216 Compte tenu de ce qui précède, nous examinons ci-après les allégations du Guatemala ayant trait aux analyses du dommage et du lien de causalité qui ont été effectuées par l'autorité mexicaine chargée de l'enquête.

2. Intervalle temporel entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête

a) Arguments des parties

i) Guatemala

7.217 Le **Guatemala** affirme que le Mexique a contrevenu à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en utilisant une période couverte par l'enquête qui avait pris fin très longtemps (huit mois) avant l'ouverture de l'enquête (et deux ans avant l'imposition des droits), et qu'il n'a donc pas pris en considération les renseignements pertinents relatifs à la période immédiatement antérieure à l'enquête. Selon le Guatemala, la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité ne s'était donc pas fondée sur un examen objectif des éléments de preuve positifs.

ii) Mexique

7.218 Le **Mexique** déclare que les allégations du Guatemala sont dénuées de fondement et ne permettent pas d'en établir *prima facie* le bien-fondé, et que la détermination de l'existence d'un dommage/lien de causalité était conforme aux dispositions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*. Il affirme que l'*Accord antidumping* ne contient pas de règles spécifiques et expresses relatives à la période couverte par l'enquête sur le dommage, et que la période de huit mois entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête était raisonnable et la plus proche possible de la date de cette dernière.

b) Arguments des tierces parties

7.219 Les **Communautés européennes** partagent l'analyse que fait le Guatemala des considérations pertinentes aux fins de l'examen du Groupe spécial. Selon les Communautés européennes, les

données relatives à une période d'enquête récente ont plus de chances de fournir des éléments de preuve positifs pertinents, et le bien-fondé des arguments du Mexique est contestable.

7.220 Le **Japon** ne prend pas position sur les aspects factuels de l'affaire, mais il soutient qu'une période de huit mois par rapport à l'ouverture de l'enquête peut susciter des doutes quant à la pertinence des renseignements réunis concernant l'existence d'un dommage actuel, ce qui met en cause le bien-fondé des arguments du Mexique.

7.221 Les **États-Unis** soutiennent que l'utilisation d'une période d'enquête "obsolète" est incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* et, compte tenu des circonstances de l'espèce, met en cause le bien-fondé des arguments du Mexique.

c) Évaluation du Groupe spécial

i) Contexte factuel

7.222 En premier lieu, nous rappelons les faits non contestés consignés au dossier. Le Ministère de l'économie a examiné les données relatives à une période couverte par l'enquête qui allait de juillet à décembre 2000 aux fins de sa détermination de l'existence d'un dumping, et de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000 aux fins de son analyse du dommage. Aux fins de l'enquête sur le dommage, le Ministère de l'économie a adopté la période qui avait été proposée par le requérant.[241] La demande a été présentée le 22 mai 2001. Le 11 juin 2001, le Ministère de l'économie a demandé des éclaircissements au requérant, et celui-ci a répondu le 9 juillet 2001. L'enquête a été ouverte le 24 août 2001, environ huit mois après la fin de la période couverte par l'enquête. Les mesures antidumping définitives ont été imposées conformément à la détermination finale du 13 janvier 2003, un peu plus de deux ans après la fin de la période couverte par l'enquête.

ii) Analyse

7.223 Nous considérons que la principale question dont nous sommes saisis consiste à savoir si, en l'espèce, l'autorité mexicaine chargée de l'enquête a enfreint la prescription de l'article 3.1 voulant qu'il soit procédé à un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs" en utilisant des données relatives à une période couverte par l'enquête qui avait pris fin environ huit mois avant la date de l'ouverture de l'enquête (et environ deux ans avant l'imposition de la mesure antidumping définitive). Comme il est indiqué plus haut, étant donné que l'article 3.1 établit un principe de caractère général qui éclaire les obligations imposées par le reste de l'article 3 en ce qui concerne le dommage, nos vues sur cette question nous permettront de nous prononcer également sur les allégations formulées par le Guatemala au titre de l'article 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*.

7.224 Nous soulignons pour commencer que le choix de la période couverte par l'enquête par l'autorité chargée de l'enquête est clairement un élément décisif dans le processus d'enquête antidumping: il désigne les données sur lesquelles sera fondée l'évaluation du dumping, du dommage

[241] L'avis d'ouverture d'une l'enquête, pièce GTM-4, paragraphe 90, indique que le requérant "a proposé la période allant de juillet à décembre 2000 comme période couverte par l'enquête, au motif que durant cette période, les importations de tubes et tuyaux standard originaires de la République du Guatemala faisaient l'objet d'une discrimination par les prix, ce qui avait entraîné une détérioration de sa capacité de production, de son activité commerciale et de ses opérations financières. À cet égard, le Ministère de l'économie a déterminé que la période allant de juillet à décembre 2000 remplissait les conditions établies dans la législation en la matière pour être retenue comme période couverte par l'enquête."
Voir aussi la pièce GTM-23, paragraphe 152.

et du lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.[242]

7.225 Nous sommes d'accord avec le Mexique[243] lorsque celui-ci fait valoir que l'*Accord antidumping* ne contient pas de règles spécifiques et expresses concernant la période qui doit être utilisée pour réunir des données sur le dommage dans une enquête antidumping.[244,245] Toutefois, comme le reconnaît aussi le Mexique, cela ne signifie pas que l'autorité chargée de l'enquête jouit d'un pouvoir discrétionnaire illimité lui permettant d'utiliser n'importe quelle période couverte par l'enquête pour établir sa détermination de l'existence d'un dommage.

7.226 Nous estimons que l'article VI du GATT de 1994 et les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* offrent des éléments de preuve textuels et contextuels à l'appui de la thèse selon laquelle les Membres ne peuvent imposer des mesures antidumping que s'ils établissent une détermination motivée selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping causent *actuellement* un dommage. À cet égard, l'article VI:2 du GATT de 1994[246] dispose ce qui suit:

> "En vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, toute partie contractante pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit."

De même, l'article 11 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "Les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage."

En outre, l'article 3.2 traite des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et sur le prix. L'article 3.4 exige que soit examinée l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la situation de la branche de production nationale. L'article 3.5 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

---

[242] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans le rapport du Groupe spécial qui a examiné l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.56. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial sur ce point. Voir le rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 172.

[243] Voir, par exemple, la réponse du Mexique à la question n° 23 du Groupe spécial.

[244] Nous rappelons et partageons l'opinion du Groupe spécial chargé de l'affaire *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphes 7.130 et 7.131, selon laquelle ni l'article 3.1 et 3.5 ni aucune autre disposition de l'*Accord antidumping* "ne renferment de règle précise quant aux périodes qui doivent être visées par les enquêtes relatives à l'existence d'un dommage ou d'un dumping, ni concernant un éventuel chevauchement de ces périodes". Ce groupe spécial a fait observer en outre que "… les seules dispositions qui donnent des indications sur la façon dont les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix et sur la branche de production nationale doivent être appréciés sont (comme l'indiquent les renvois qui figurent à l'article 3.5) l'article 3.2 (volume et effets sur les prix des importions faisant l'objet d'un dumping) et l'article 3.4 (incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale). Ni l'une ni l'autre de ces dispositions ne précise de période de temps particulière pour ces analyses". [...]

[245] Nous rappelons que la note de bas de page 4 relative à l'article 2.2.1 de l'*Accord antidumping*, prise conjointement avec l'expression "longue période" dans le contexte de la détermination du point de savoir si certaines ventes peuvent valablement servir de base pour la valeur normale aux fins du calcul du dumping, dit ceci: "Cette longue période devrait normalement être d'un an, mais ne sera en aucun cas inférieure à six mois."

[246] Le terme "neutraliser" ("contrarrestar") dans la version espagnole laisse entendre que le mécanisme établi à l'article VI du GATT de 1994, et appliqué dans le cadre des dispositions de l'*Accord antidumping*, exerce une fonction corrective: les Membres sont autorisés à prendre des mesures correctives en vue de contrer la situation dommageable créée par le dumping. Selon la logique de ce mécanisme correctif, l'imposition de droits antidumping est justifiée dans la mesure où ils répondent au dommage causé par le dumping. Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel au sujet de l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 7.58 et 165, respectivement.

> "Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping *causent*, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un *dommage* au sens du présent accord." […]. (pas d'italique dans l'original)[247]

7.227 Ces dispositions – avec des termes tels que "contrarrestar" ("*neutraliser*" et "*contrebalancer*" dans la version française) et la prescription voulant qu'il existe un lien de causalité *actuel* – fournissent des indications textuelles claires selon lesquelles les mesures antidumping ne peuvent être imposées que pour neutraliser le dumping qui cause *actuellement* un dommage. Nous souscrivons à l'approche des groupes spéciaux antérieurs qui ont vu un lien intrinsèque en temps réel entre l'enquête qui conduit à l'imposition des mesures et les données sur lesquelles se fonde l'enquête. Ce lien lie l'imposition de la mesure aux conditions d'application de la mesure: le dumping qui cause (*actuellement*) un dommage.[248]

7.228 Il est bien établi que les données sur lesquelles repose cette détermination peuvent se rapporter à une période écoulée, communément appelée la période couverte par l'enquête. Toutefois, comme ces données "historiques" sont utilisées pour tirer des conclusions sur la situation actuelle, il s'ensuit que les données les plus récentes seront probablement intrinsèquement plus pertinentes, et donc particulièrement importantes pour l'enquête. Cela signifie, par conséquent, que les données examinées en ce qui concerne le dumping, le dommage et le lien de causalité devraient inclure, dans la mesure du possible, les renseignements les plus récents, compte tenu du retard inévitable causé par la nécessité de mener une enquête ainsi que de tout problème d'ordre pratique lié à la collecte des données dans une affaire donnée. Nous trouvons d'autres éléments contextuels étayant nos vues dans l'*Accord antidumping*.[249] Nous notons aussi que des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont souligné qu'il importait que les données relatives à la période couverte par l'enquête se rapportent au passé récent, de sorte que soit établie l'existence d'un dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping (dans la mesure où cela est possible en pratique).[250]

---

[247] Nous sommes conscients du fait que le texte espagnol de l'Accord se lit ainsi: "Habrá de demostrarse que, por los efectos del dumping que se mencionan en los párrafos 2 y 4, las importaciones objeto de dumping *causan* daño en el sentido del presente Acuerdo." L'utilisation du temps présent du verbe dans le texte espagnol nous confirme que l'Accord envisage nécessairement que les mesures ne peuvent être imposées que lorsque les importations faisant l'objet d'un dumping causent *actuellement* un dommage.

[248] Nous trouvons des éléments étayant nos vues dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel au sujet de l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 7.56 à 7.61 et 165, respectivement.

[249] Par exemple, dans l'article 14.2 de l'*Accord antidumping*, qui traite des mesures antidumping pour le compte d'un pays tiers. L'article 14.2 dispose ce qui suit:

> "14.2 Une telle demande [en vue de l'imposition de mesures antidumping pour le compte d'un pays tiers] s'appuiera sur des renseignements concernant les prix, montrant que les importations font l'objet d'un dumping, et sur des renseignements détaillés montrant que le dumping allégué *cause un dommage* à la branche de production nationale concernée du pays tiers. Le gouvernement du pays tiers prêtera tout son concours aux autorités du pays importateur pour qu'elles puissent obtenir tout complément d'information qu'elles estimeraient nécessaire." (pas d'italique dans l'original)

S'il en est ainsi, en ce qui concerne les demandes d'imposition de mesures antidumping pour le compte d'un pays tiers, il paraît raisonnable de conclure qu'une prescription temporelle similaire existe lorsque la procédure antidumping se rapporte au dommage en train d'être causé à la propre branche de production nationale d'un Membre.

[250] Par exemple, le rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.101 (où il est question de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping): "La période couverte par l'enquête se termine à une date aussi proche que possible de la date d'ouverture de l'enquête pour faire en sorte que les données relatives à la période couverte par l'enquête, quoique rétrospectives, concernent cependant le passé récent." [...] (l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial sur ce point – voir le rapport

7.229 En outre, nous notons que le Comité des pratiques antidumping a adopté une recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping (G/ADP/6, adoptée le 5 mai 2000) qui comporte des lignes directrices concernant la fixation de la période ou des périodes de collecte des données appropriées aux fins de l'examen de l'existence d'un dumping et d'un dommage. La recommandation stipule, entre autres choses, que la période de collecte des données devrait s'achever à une date aussi proche de celle de l'ouverture de l'enquête que cela est faisable.[251] Cette recommandation donne des indications non contraignantes qui permettent aux Membres de s'entendre sur la façon appropriée de mettre en œuvre l'*Accord antidumping*, et elle ne crée pas de nouvelles obligations pour les Membres ni ne soustrait ceux-ci à leurs obligations existantes au titre de l'Accord.[252] Nous notons toutefois qu'elle n'est aucunement contraire à l'interprétation que nous donnons des obligations prévues dans le texte de l'*Accord antidumping*.[253]

7.230 Il pourrait bien entendu y avoir des difficultés, s'agissant de la fiabilité et de la valeur probante des données relatives à la période *postérieure* à l'ouverture de l'enquête, parce que ces données pourraient être affectées par l'existence même de l'enquête. Toutefois, nous estimons que l'autorité chargée de l'enquête devrait utiliser les renseignements relatifs à la période la plus proche possible de la date de l'ouverture de l'enquête. Cela est d'autant plus important que l'Accord prévoit qu'une enquête peut durer 12 mois, voire 18 mois dans des circonstances spéciales.[254] Même dans le scénario optimal où la période couverte par l'enquête s'achèverait la veille de la date de l'ouverture de l'enquête, les données dont seraient tirées les conclusions relatives au dumping causant actuellement un dommage remonteraient au moins à 12 mois (et à 18 mois dans des circonstances spéciales).

7.231 Comme nous l'avons indiqué, dans l'affaire qui nous occupe, les droits ont été imposés à la suite d'une enquête qui a débuté environ huit mois après la fin de la période couverte par l'enquête, conformément à une détermination finale établie environ 24 mois après la fin de cette période, sur la base d'une enquête qui a duré 17 mois.

---

de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 84); et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.234: "À notre avis, une évaluation correcte de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale est de nature dynamique et tient compte des modifications du marché qui déterminent la situation actuelle de la branche de production." On peut trouver dans l'*Accord sur les sauvegardes* d'autres éléments contextuels à l'appui de ce point de vue, notamment à l'article 2:1 de cet accord. Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, note de bas de page 130; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 7.192.

[251] La partie pertinente de la recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping (G/ADP/6, adoptée le 5 mai 2000) dispose ce qui suit:

> "le Comité recommande ce qui suit, en ce qui concerne les enquêtes initiales visant à déterminer l'existence d'un dumping et d'un dommage en résultant:
>
> 1. En règle générale:
>
> a) la période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dumping devrait normalement être de 12 mois et ne serait en aucun cas inférieure à six mois; elle devrait s'achever à une date aussi proche que possible de celle de l'ouverture de l'enquête que cela est faisable;" (note de bas de page omise) […]
>
> c) la période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dommage devrait normalement être d'au moins trois ans, à moins qu'une partie auprès de laquelle des données sont recueillies existe depuis moins longtemps, et devrait comprendre la totalité de la période de collecte des données aux fins de l'enquête en matière de dumping;" [...]

[252] G/ADP/M/7, paragraphe 40, et G/ADP/AHG/R/7, paragraphe 2.

[253] Des groupes spéciaux antérieurs se sont référés d'une manière analogue à cette recommandation dans leur raisonnement. Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.266; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, note de bas de page 152; et le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.287.

[254] L'article 5.10 dispose ce qui suit: "Les enquêtes seront, sauf circonstances spéciales, terminées dans un délai d'un an, et en tout état de cause dans un délai ne devant pas dépasser 18 mois, après leur ouverture."

7.232 Compte tenu de ces considérations, nous examinons si, en l'espèce, cet intervalle de huit mois entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête et l'autre intervalle d'un peu plus de deux ans entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'imposition des droits antidumping définitifs suscitent de tels doutes quant à l'existence d'un lien suffisamment pertinent entre les données relatives à la période couverte par l'enquête et le dommage *actuel* et le lien de causalité qu'il entraîne une violation de l'article 3.1 (et 3.2, 3.4 et 3.5) de l'*Accord antidumping*. Pour trancher cette question, nous nous focaliserons sur la question de l'"éloignement" de la période couverte par l'enquête par rapport à la date de l'ouverture de l'enquête, puisque l'enquête en question s'est déroulée dans les délais généraux prévus par l'Accord (et que le Guatemala ne soutient pas le contraire).[255]

7.233 Le Mexique soutient que la fin de la période couverte par l'enquête était la plus proche possible de l'ouverture de l'enquête, étant donné, entre autres choses, qu'elle se situait cinq mois avant la présentation de la demande. En outre, le Mexique fait remarquer qu'au cours du trimestre compris entre la présentation de la demande (le 22 mai 2001) et la publication de la décision portant ouverture d'une enquête (le 24 août 2001), l'autorité chargée de l'enquête a pris des mesures pour examiner les renseignements figurant dans la demande et demander que des renseignements additionnels soient présentés.[256] Le Ministère de l'économie a adressé une demande de renseignements additionnels et examiné les éléments de preuve figurant dans la demande pendant plus longtemps qu'il n'était nécessaire pour procéder à la publication de l'avis au Journal officiel. En réponse aux questions posées quant au point de savoir s'il y avait eu des problèmes d'ordre pratique qui avaient rendu nécessaire le choix de cette période particulière aux fins de l'enquête; s'il avait été établi qu'il n'était pas possible d'actualiser les renseignements; et si une tentative avait été faite pour actualiser les renseignements, le Mexique a confirmé que, comme le Ministère de l'économie estimait que la période couverte par l'enquête était adéquate et que les renseignements dont il disposait étaient appropriés pour mener à bien son enquête, celui-ci n'avait pas fait de tentative pour actualiser l'enquête, n'avait pas demandé de renseignements plus récents et, par conséquent, n'avait pas rencontré de problèmes d'ordre pratique pour actualiser les renseignements.[257]

---

[255] Nous rappelons l'argument du Mexique selon lequel il n'est pas possible de contester le choix d'une période couverte par l'enquête dans l'abstrait, parce qu'il est nécessaire d'examiner la nature et la pertinence des données effectivement réunies durant ladite période. Nous faisons observer que, pour évaluer cet argument, nous examinons les données effectivement versées au dossier de l'enquête en question. En ce qui concerne l'affirmation du Mexique selon laquelle les changements de circonstances qui peuvent intervenir à des étapes avancées de la période couverte par l'enquête peuvent faire l'objet de réexamens ultérieurs au titre des articles 9 et 11, nous nous contentons de faire observer qu'en l'espèce il n'y a pas eu de changements à des étapes avancées de la période couverte par l'enquête, et que le respect des obligations relatives à l'ouverture et à la conduite de l'enquête ne peut pas être remplacé par la possibilité de procéder à des réexamens.

[256] Pièce GTM-2. Par exemple, certaines questions, comme les questions n° 5 et 7, portent sur l'évolution au cours des trois périodes semestrielles allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000. Comme l'autorité mexicaine chargée de l'enquête n'a posé aucune question pour évaluer la validité de la période proposée par le requérant, nous considérons qu'à ce moment-là le Ministère de l'économie avait déjà accepté ladite période.

[257] Voir la réponse du Mexique à la question n° 156 a) du Groupe spécial. Le Ministère de l'économie était certainement conscient de la possibilité d'obtenir des renseignements actualisés; il en a été ainsi en ce qui concerne l'allégation de "menace de dommage important" formulée par le requérant (dont nous ne sommes pas saisis en l'espèce). À ce propos, il ressort du dossier que le Ministère de l'économie a effectivement demandé, pour certains facteurs de dommage, des renseignements actualisés au moins en ce qui concerne une période postérieure comparable à la période couverte par l'enquête. Voir la pièce GTM-2, question n° 9. En réponse, Hylsa a fourni certains renseignements relatifs au premier semestre (janvier à juin) de 2001 ou bien, dans certains cas où les renseignements n'étaient pas tous disponibles, pour la période allant de janvier à mars 2001. Voir la pièce GTM-3: "Les annexes sont documentées, s'agissant du volume et de la valeur, de la capacité et des données financières qui actualisent la situation des indicateurs figurant dans les annexes pour les six premiers mois de l'année 2001. Les renseignements actualisés sont documentés; il existe encore des renseignements en

7.234 Nous considérons qu'il aurait été approprié et souhaitable que le Ministère de l'économie réunisse des données actualisées, sinon avant l'ouverture de l'enquête, du moins aux fins de son analyse fondamentale du dommage.[258] Toutefois, nous notons qu'il existe des contraintes de temps d'ordre pratique en ce qui concerne la production, la collecte et l'analyse des données. Eu égard, en particulier, au temps qu'il faut pour produire et publier les données comme celles comprises dans cette demande d'enquête antidumping, et pour que le requérant les réunisse et les analyse afin de s'en servir dans sa demande, il n'était pas déraisonnable que l'autorité chargée de l'enquête utilise un ensemble de données correspondant à une période qui avait pris fin huit mois avant l'ouverture de l'enquête.

7.235 En outre, dans la présente affaire, l'enquête a été menée dans le délai général prévu par l'Accord. Autrement dit, l'enquête s'est déroulée dans le cadre temporel – qui est, sauf circonstances spéciales, de 12 mois, et qui en tout état de cause ne doit pas dépasser 18 mois – imparti par l'article 5.10 de l'Accord. De toute manière, le Guatemala n'a pas allégué que les dispositions de l'article 5.10 n'avaient pas été respectées. Nous ne pensons pas que le Guatemala a établi que les renseignements utilisés par le Ministère de l'économie ne faisaient pas apparaître un lien suffisamment pertinent entre les données relatives à la période couverte par l'enquête et le dommage *actuel* et le lien de causalité et, par conséquent, ne donnaient pas des indications fiables sur le dommage actuel. Étant donné que l'*Accord antidumping* ne contient pas de règles spécifiques et expresses relatives à la période couverte par l'enquête qui doit être utilisée pour réunir les données sur le dommage dans une enquête antidumping, et compte tenu des faits et des arguments qui nous ont été présentés, nous ne considérons pas que la période était éloignée en l'espèce.

7.236 Cela ne veut pas dire que le choix par le Ministère de l'économie de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage nous convienne parfaitement, et il nous semble utile d'exposer plus avant les préoccupations que nous avons encore. Nous notons que le Ministère de l'économie a adopté la période proposée par le requérant. Il est clair pour nous que l'acceptation de ladite période couverte par l'enquête ne constitue pas nécessairement une violation de l'article 3.1, mais nous jugeons préoccupant que le Ministère de l'économie l'ait adoptée sans se demander s'il était approprié ou non de l'utiliser dans les circonstances propres à la présente affaire. Le dossier n'indique pas que le Ministère de l'économie a examiné spécifiquement cette question. L'explication du choix de la période par le requérant, telle qu'elle ressort de la décision portant ouverture d'une enquête et de la détermination finale[259], est que selon lui, cette période était celle durant laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping ont causé un dommage à la branche de production nationale. Nous estimons qu'il aurait été utile et hautement souhaitable que l'autorité chargée de l'enquête se demande s'il convenait ou non d'utiliser cette période dans les circonstances propres à la présente affaire. Cela aurait donné de meilleures garanties quant à l'objectivité de l'autorité chargée de l'enquête lorsqu'elle a choisi la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage.

7.237 En outre, nous notons qu'aucune des parties intéressées, y compris Tubac, n'a contesté, à un moment ou à un autre de l'enquête, le choix de la période couverte par l'enquête qui avait été fait par le Ministère de l'économie. Le Mexique souligne que la période en question était indiquée dans la décision portant ouverture d'une enquête, afin que les parties intéressées en soient informées et

---

cours de traitement qui ne sont pas documentés dans leur intégralité." Voir aussi la réponse d'Hylsa à la question n° 10 – pièce GTM-3 – dans laquelle il est fait état d'autres renseignements relatifs à la période allant de janvier à juin 2001.

[258] Certains éléments de preuve versés au dossier semblent se rapporter à la période postérieure à celle couverte par l'enquête. Par exemple, la société exportatrice Tubac a communiqué des renseignements postérieurs à la période couverte par l'enquête en ce qui concerne les importations au Mexique (pièce GTM-5, pages 24 à 26); et l'évolution des importations en 2001 (postérieurs à la période couverte par l'enquête) (pièce GTM-12, page 25). Il a été demandé à Tubac de présenter des éléments de preuve concernant l'évolution des prix à l'exportation entre l'enquête préliminaire et la date de la réunion technique tenue en mars 2002 (pièce GTM-19, pages 81 et 82). Ces renseignements, fournis en réponse à la question n° 28 a), sont confidentiels.

[259] Voir la pièce GTM-4, paragraphe 90, et la pièce GTM-23, paragraphes 152 et suivants.

puissent la contester à partir de ce moment-là; aucune ne l'a fait. Le Mexique affirme que le Ministère de l'économie était en droit d'utiliser la période retenue en l'espèce puisque les parties intéressées avaient admis tacitement qu'elle était appropriée. Nous avons déjà fait état de la fonction déterminante que joue la période couverte par l'enquête lorsqu'il s'agit de définir le cadre dans lequel seront réunies et analysées les données relatives au dommage aux fins de l'article 3. Nous estimons que la question du choix de la période couverte par l'enquête est liée à l'obligation qui est faite à l'autorité chargée de l'enquête à l'article 3.1 de procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs, et que l'autorité chargée de l'enquête est tenue de s'acquitter de ses obligations à cet égard, indépendamment de la question de savoir si elle a été soulevée ou non par une partie intéressée au cours de l'enquête. Nous ne voulons pas laisser entendre par là que les règles régissant la charge de la preuve et le critère d'examen ne seraient pas applicables dans l'éventualité où l'autorité chargée de l'enquête serait mise en cause sur ce point devant un groupe spécial de l'OMC.

7.238 En examinant les éléments de preuve et les arguments que nous ont présentés les parties, nous avons gardé présente à l'esprit l'affaire récente *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a constaté que le Mexique avait contrevenu à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en utilisant une période couverte par l'enquête qui avait pris fin bien avant l'ouverture de l'enquête. En confirmant la décision du Groupe spécial, l'Organe d'appel a dit[260]:

> "Nous pensons comme le Mexique que l'utilisation d'une période éloignée aux fins de l'enquête ne constitue pas en soi une violation de l'article 3.1. À notre avis, toutefois, le Groupe spécial n'a pas énoncé un tel principe, car ses constatations se rapportent aux circonstances spécifiques de la présente affaire. Le Groupe spécial était convaincu que, dans cette affaire spécifique, il avait été établi *prima facie* que les renseignements utilisés par le Ministère de l'économie ne donnaient pas des indications fiables sur l'existence d'un dommage actuel et, par conséquent, ne satisfaisaient pas au critère des éléments de preuve positifs énoncé à l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*. Le Groupe spécial est arrivé à cette conclusion sur la base de plusieurs facteurs. Le Groupe spécial a attaché de l'importance à l'existence d'un intervalle de 15 mois entre la fin de la période couverte par l'enquête et le début de l'enquête, et d'un intervalle de presque trois ans entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'imposition de droits antidumping finals. Toutefois, ces intervalles temporels n'étaient pas les seules circonstances dont le Groupe spécial a tenu compte. Le Groupe spécial, en tant que juge des faits, a donné du poids à d'autres facteurs: i) la période couverte par l'enquête choisie par le Ministère de l'économie était celle qui avait été proposée par le requérant; ii) le Mexique n'a pas établi que des problèmes d'ordre pratique rendaient nécessaire le choix de cette période particulière aux fins de l'enquête; iii) il n'a pas été établi que l'actualisation des renseignements n'était pas possible; iv) aucune tentative n'a été faite pour actualiser les renseignements; et v) le Mexique n'a donné aucune raison – à part l'allégation selon laquelle le Mexique a généralement pour pratique d'accepter la période soumise par le requérant aux fins de l'enquête – pour expliquer pourquoi il n'avait pas cherché à obtenir des renseignements plus récents. Ainsi, ce n'est pas uniquement l'éloignement de la période couverte par l'enquête, mais aussi ces autres circonstances qui ont constitué la base permettant au Groupe spécial de conclure que des éléments *prima facie* avaient été établis. À la lumière de l'évaluation générale de ces autres circonstances effectuée par le Groupe spécial en tant que juge des faits, nous admettons qu'un intervalle de 15 mois entre la fin de la période couverte par l'enquête et le début de l'enquête et un autre intervalle de presque trois ans entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'imposition des droits antidumping finals peuvent susciter de véritables doutes quant à l'existence d'un lien suffisamment pertinent entre

[260] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 167.

> les données relatives à la période couverte par l'enquête et le dommage actuel. Par conséquent, nous n'avons aucune raison de modifier l'évaluation du Groupe spécial selon laquelle il a été établi *prima facie* qu'il y avait violation de l'article 3.1." (notes de bas de page omises)

7.239 Nous avons dûment pris note des considérations qui ont été présentées en l'espèce. À notre avis, il y a entre cette affaire et celle qui nous occupe une distinction fondamentale d'ordre factuel. En d'autres termes, les intervalles temporels dans la présente affaire ne sont pas aussi importants, de sorte que la période couverte par l'enquête en l'espèce n'est pas aussi "éloignée" que dans l'affaire du *riz*. Il est indubitable que le Ministère de l'économie, en décidant de fonder sa détermination de l'existence d'un dommage sur une période couverte par l'enquête qui s'était achevée huit mois avant l'ouverture de l'enquête et en n'actualisant pas les renseignements, ne disposait pas des renseignements *les plus* pertinents, *les plus* crédibles et *les plus* fiables. Cependant, compte tenu des contraintes de temps d'ordre pratique inhérentes à la production des données qui devaient ensuite être réunies et analysées par le requérant (pour être utilisées et présentées dans la demande), puis analysées par l'autorité chargée de l'enquête, et étant donné que l'enquête a été effectuée dans le cadre temporel général prévu par l'Accord, nous estimons que le Guatemala n'a pas établi que les intervalles temporels en l'espèce empêchaient le Ministère de l'économie d'établir une détermination de l'existence d'un dommage fondée sur des éléments de preuve positifs et qui comportait un examen objectif.

7.240 Pour ces raisons, nous constatons que le Guatemala n'a pas établi que, dans les circonstances de l'espèce, le Ministère de l'économie avait manqué à ses obligations au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 en utilisant les données relatives à une période couverte par l'enquête qui avait pris fin environ huit mois avant l'ouverture de l'enquête et approximativement deux ans avant l'imposition des mesures définitives.

3. Utilisation de périodes semestrielles aux fins de l'analyse du dommage

a) Arguments des parties

i) Guatemala

7.241 Le **Guatemala** fait valoir que le Mexique a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* parce qu'il a indûment limité son analyse du dommage à des données relatives à des périodes semestrielles de chacune des années de la période couverte par l'enquête (juillet à décembre 1998, 1999 et 2000), établissant ainsi une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'était pas fondée sur un examen objectif des éléments de preuve positifs.

ii) Mexique

7.242 Le **Mexique** soutient que le Guatemala n'établit pas *prima facie* que l'autorité mexicaine chargée de l'enquête ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en utilisant des périodes semestrielles de chacune des années de la période couverte par l'enquête aux fins de son analyse du dommage.

b) Arguments des tierces parties

7.243 Les **Communautés européennes** souscrivent à l'évaluation du Guatemala au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5. Selon elles, rien n'indique en l'espèce que l'utilisation sélective de données relatives à des périodes semestrielles soit justifiée (par exemple pour des motifs saisonniers).

7.244 Le **Japon** ne prend pas position sur les aspects factuels de la présente affaire, mais il affirme qu'il ne serait pas procédé à l'examen objectif exigé par l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* si les autorités examinaient uniquement des renseignements limités portant sur une période limitée de chacune des années sans "motif valable".

7.245 Les **États-Unis** conviennent avec le Guatemala qu'une détermination objective ne peut pas être fondée sur une série de données incomplète à moins que l'autorité chargée de l'enquête ne donne une explication motivée de ses raisons d'agir ainsi. Bien que rien ne semble indiquer que les périodes semestrielles utilisées étaient les périodes pendant lesquelles la pénétration des importations était la plus élevée, dans la majorité des cas, il serait difficile de démontrer l'existence d'un dumping qui cause un dommage actuel en examinant des périodes sélectives de six mois sur une période de trois ans.

c) Évaluation du Groupe spécial

i) Contexte factuel

7.246 Nous commençons par les faits non contestés consignés au dossier du Groupe spécial. Le Ministère de l'économie a retenu pour l'enquête sur l'existence d'un dumping et d'un dommage la période qui avait été proposée par le requérant. Pour sa détermination de l'existence d'un dumping, le Ministère de l'économie a utilisé les données relatives à une période couverte par l'enquête de six mois: juillet à décembre 2000. Pour établir sa détermination de l'existence d'un dommage, le Ministère de l'économie a désigné la même période semestrielle comme étant la "période couverte par l'enquête" et a utilisé principalement les données relatives à trois périodes semestrielles (juillet à décembre 1998, 1999 et 2000).[261]

ii) Analyse

7.247 Nous estimons que la question soulevée par l'allégation du Guatemala est celle qui consiste à savoir si le Ministère de l'économie s'est acquitté de l'obligation qui lui était faite à l'article 3.1 de procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs en utilisant des données correspondant à trois périodes semestrielles (juillet à décembre 1998, 1999 et 2000) pour établir sa détermination de l'existence d'un dommage. Comme nous l'avons déjà indiqué, étant donné que l'article 3.1 établit un principe de caractère général qui éclaire les obligations imposées par le reste de l'article 3 en ce qui concerne le dommage, nos vues sur cette question nous permettront de nous prononcer également sur les allégations formulées par le Guatemala à cet égard au titre de l'article 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*.

7.248 Comme nous l'avons déjà souligné, le choix de la période couverte par l'enquête par l'autorité chargée de l'enquête est un élément décisif dans le processus d'enquête antidumping: il désigne les données sur lesquelles sera fondée l'évaluation du dumping, du dommage et du lien de causalité entre

[261] Dans l'avis d'ouverture d'une enquête, pièce GTM-4, paragraphe 90, il est indiqué que le requérant "a proposé la période allant de juillet à décembre 2000 comme période couverte par l'enquête, au motif que durant cette période, les importations de tubes et tuyaux standard originaires de la République du Guatemala faisaient l'objet d'une discrimination par les prix, ce qui a entraîné une détérioration de sa capacité de production, de son activité commerciale et de ses opérations financières. À cet égard, le Ministère de l'économie a déterminé que la période allant de juillet à décembre 2000 remplissait les conditions établies dans la législation en la matière pour être retenue comme période couverte par l'enquête".
Voir aussi la pièce GTM-23, paragraphe 152. Dans sa détermination, le Ministère de l'économie a utilisé principalement les données relatives aux périodes allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000. Voir la pièce GTM-23, paragraphes 156 et suivants.

les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.

7.249 Nous sommes d'accord avec le Mexique lorsque celui-ci fait valoir que l'*Accord antidumping* n'énonce aucune prescription expresse quant au choix de la période couverte par l'enquête aux fins de l'analyse du dommage.[262] Toutefois, comme le reconnaît aussi le Mexique, cela ne signifie pas que le pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête, s'agissant de la période qu'elle choisit pour fonder son analyse du dommage, est illimité.[263] Nous estimons que la prescription de l'article 3.1 selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage doit être fondée sur des éléments de preuve positifs et formulée dans le cadre d'un examen objectif impose cependant certaines limites au pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne l'exhaustivité et la fiabilité des données qu'elle utilise pour fonder sa détermination de l'existence d'un dommage. À cet égard, nous rappelons que, conformément au critère d'examen établi par l'article 17.6 de l'*Accord antidumping*, nous devons évaluer si l'établissement des faits par l'autorité chargée de l'enquête était correct et si son évaluation de ces faits était impartiale et objective.[264]

7.250 Nous estimons qu'un examen objectif des éléments de preuve positifs attestant des effets du dumping sur la situation de la branche de production nationale qui permet à l'autorité chargée de l'enquête de conclure que les importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage à la branche de production nationale suppose une analyse de l'évolution des tendances du volume et des prix des importations ainsi que de la situation de la branche de production. Seule cette analyse permettra à ladite autorité d'évaluer objectivement les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, comme l'exige l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'*Accord antidumping*, et de déterminer si le dommage dont l'existence a été constatée a été causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, comme le veut l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*.[265]

7.251 Nous examinons, par conséquent, si l'utilisation par le Ministère de l'économie d'un sous-ensemble de données limitées dans le temps à la période allant de juillet à décembre 2000[266], et aux périodes semestrielles correspondantes des deux années précédentes (1998 et 1999), a pu donner une idée exacte et représentative qui, à son tour, a permis au Ministère de l'économie de procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs pour arriver à sa détermination positive de l'existence d'un dommage.

7.252 Nous sommes d'avis que faute de motif valable pour avoir procédé ainsi, un examen fondé sur un ensemble incomplet de données proposé par le requérant ne peut pas, en principe, constituer un examen objectif des éléments de preuve positifs. À notre avis, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas utiliser des sous-ensembles temporels à l'intérieur d'une période sans donner suffisamment d'explications ni se demander si l'évolution qui a eu lieu à l'intérieur de ces sous-ensembles reflète

---

[262] Nous renvoyons aux vues que nous avons exposées plus haut, paragraphe 7.225, que nous incorporons.

[263] Voir, par exemple, la réponse du Mexique à la question n° 44 du Groupe spécial.

[264] Dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, l'Organe d'appel a également fait le lien entre l'obligation de procéder à un examen objectif et le critère d'examen du groupe spécial, qui l'oblige à examiner si l'autorité a établi les faits correctement. L'Organe d'appel a dit:

> "Ces prescriptions des paragraphes 1 et 2 de l'article 3, ainsi que les prescriptions de l'article 17.6 i), selon lesquelles les autorités chargées de l'enquête doivent établir les faits *correctement* et les évaluer d'une manière *impartiale et objective*, s'étayent et se renforcent mutuellement."
>
> Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, note de bas de page 141.

[265] Nous trouvons des éléments étayant notre approche dans le rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.80. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial sur ce point. Voir, en particulier, le rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 180 à 188.

[266] Voir, *supra*, le paragraphe 7.246.

celle qui s'est produite durant la totalité de la période ou bien si, et pourquoi, ces sous-ensembles sont justifiés et non pas atypiques. Cette approche temporelle tronquée consistant à utiliser uniquement certaines données aux fins de l'analyse du dommage ne constitue pas un établissement correct des faits sur lequel fonder la détermination.

7.253 Nous nous empressons de faire observer que notre décision ne doit pas nécessairement être interprétée comme signifiant qu'il ne pourrait jamais y avoir de raisons convaincantes et valables d'examiner des données qui se rapportent uniquement à certaines parties d'années (même si, à notre avis, il pourrait s'agir d'une situation exceptionnelle). Toutefois, dans le cas d'espèce, le Mexique n'a présenté aucune réfutation effective de l'allégation du Guatemala en faisant état de raisons valables ayant conduit le Ministère de l'économie à utiliser les périodes semestrielles. La principale justification que nous a donnée le Mexique est un argument de "symétrie structurelle", à savoir que la période couverte par l'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping allait de juillet à décembre 2000 et que, par conséquent, il fallait utiliser la période semestrielle correspondante aux fins de l'analyse du dommage pour éviter les "distorsions" dans la comparaison entre la période couverte par l'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping et la période couverte par l'enquête aux fins de l'analyse du dommage. En particulier, le Mexique a affirmé ce qui suit:

> "… le Mexique a procédé à une analyse et à une évaluation objective, en prenant en compte les périodes antérieures comparables afin d'éviter les distorsions dans la comparaison entre la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping et la période couverte par l'enquête aux fins de l'analyse du dommage …".[267]

7.254 Cependant, s'il est certes approprié que la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage englobe l'intégralité de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping, nous estimons que l'*Accord antidumping* n'exige ni ne prescrit que la période couverte par l'enquête aux fins de l'analyse du dommage se limite strictement à la période couverte par l'enquête aux fins de l'analyse du dumping, en particulier lorsque cette dernière couvre une période inférieure à 12 mois.

7.255 Bien que le Mexique ait affirmé que le Ministère de l'économie avait utilisé des semestres "symétriques" de chacune des années afin d'éviter les distorsions[268], il a également confirmé qu'en réalité, il ne prétendait pas que l'utilisation de données semestrielles fournirait de meilleurs renseignements que celle de données annuelles, ni que l'utilisation de données annuelles produirait des distorsions.[269] En tout état de cause, nous ne voyons pas très bien comment l'utilisation de données correspondant à toute la période de trois ans, à la place de celles correspondant à trois périodes semestrielles de ces années, aurait pu introduire des distorsions (ou aurait pu créer davantage de distorsions), s'agissant de l'évaluation de la "situation de la branche de production nationale". À ce sujet, nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans la déclaration ci-après faite par l'Organe d'appel dans le cadre de l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*[270]:

> "Nous ne voyons pas comment, en l'espèce, l'utilisation de données relatives à l'année complète, par opposition à la période allant de mars à août, aurait introduit des "distorsions" s'agissant de l'évaluation de la "situation de la branche de production nationale". En fait, selon nous, l'examen des données relatives à l'année complète donnerait une idée plus exacte de la "situation de la branche de production nationale" que ne le ferait un examen limité à une période de six mois."

---

[267] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 196.

[268] Voir, par exemple, la première communication écrite du Mexique, paragraphes 194 à 196. Au paragraphe 195, le Mexique a affirmé "qu'un semestre d'une année est structurellement le même que la période identique de l'année précédente".

[269] Voir la réponse du Mexique à la question n° 155 du Groupe spécial.

[270] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 183.

De même, dans l'affaire qui nous occupe, nous estimons que l'examen des données correspondant aux années complètes donnerait une idée plus exacte et représentative de la "situation de la branche de production nationale" que ne le ferait un examen ne portant que sur trois périodes de six mois.

7.256 Nous notons que les entreprises tiennent habituellement des registres financiers, des registres comptables et des registres des investissements sur une base annuelle. Dans le cas d'espèce, certaines données versées au dossier se rapportaient à l'ensemble de la période de trois ans. [271] Le Mexique a affirmé, et la détermination préliminaire (ainsi que la détermination finale) le confirme, que les renseignements financiers relatifs à Hylsa-DAT avaient été présentés sur une base annuelle[272] et sur une base semestrielle; le Ministère de l'économie a affirmé qu'il avait pu vérifier la concordance entre les uns et les autres. En réponse aux questions qui lui ont été posées, le Mexique affirme en outre que le Ministère de l'économie n'a jamais converti des renseignements annuels en renseignements semestriels, puisque la plupart des renseignements relatifs aux indicateurs économiques étaient présentés sur une base mensuelle.[273] Nous considérons que la version que donne le Mexique n'est pas cohérente dans l'ensemble et, au vu du dossier, la façon dont le Ministère de l'économie a effectué ce rapprochement n'est pas évidente.[274] Par ailleurs, il n'aurait été procédé à ce rapprochement que pour un sous-ensemble de données sur le dommage qui ont été utilisées pour arriver à la détermination globale de l'existence d'un dommage. Par ailleurs, nous notons que dans le présent différend, le Mexique soutient qu'il n'était pas nécessaire de réunir des données portant sur l'ensemble des années[275]:

> "Étant donné qu'il a été décidé que le second semestre de 2000 constituerait la période couverte par l'enquête et que les périodes antérieures identiques seraient retenues à des fins de comparaison, en ce qui concerne les indicateurs économiques, la question ne s'est pas posée de savoir s'il convenait ou non de tenir compte de renseignements portant sur la période de 36 mois ou de rapprocher les tendances observées au cours des trois périodes de six mois des renseignements annuels. Toutefois, il convient de signaler que l'analyse a porté sur des années entières lorsque les renseignements sur

[271] Dans la pièce GTM-1, question n° 62, il est indiqué que le Ministère de l'économie a demandé, par exemple, s'agissant des ventes, "des renseignements mensuels pour les 36 mois que comprenait la période analysée …". Dans l'annexe 6 des réponses du requérant au questionnaire, reproduit dans la pièce GTM-1, il est indiqué que le Ministère de l'économie a demandé et obtenu un "État des coûts, des ventes et des bénéfices relatifs à la marchandise similaire" pour les années 1988 et 1989 et pour les périodes de six mois allant de juillet à décembre 1999 et 2000. Dans la pièce GTM-1, réponses du requérant au questionnaire, les annexes 4 ("Indicateurs du marché national"), 5A ("Indicateurs de l'entreprise requérante, volumes") et 5B ("Indicateurs de l'entreprise requérante, valeurs") contiennent des données mensuelles pour les trois années. À titre d'exemple additionnel, les demandes adressées le 17 décembre 2001 par le Ministère de l'économie aux entreprises nationales et à la CANACERO contenaient un graphique dans lequel il était demandé des données sur les facteurs économiques de dommage se rapportant au premier *et* au deuxième semestre de 1998, 1999 et 2000, ainsi que sur les importations effectuées entre janvier 1998 et décembre 2000.

[272] Voir la détermination préliminaire, pièce GTM-10, paragraphe 169; voir la détermination finale, pièce GTM-23, par exemple les paragraphes 215 et 219 à 225.

[273] Réponse du Mexique à la question n° 160 du Groupe spécial. Le Mexique affirme en réponse à la question n° 160 a) du Groupe spécial que "pour valider ces renseignements au niveau opérationnel, l'autorité chargée de l'enquête a additionné les rubriques correspondant au chiffre d'affaires, au coût de commercialisation, au bénéfice brut, aux frais d'exploitation et au bénéfice d'exploitation des premiers et deuxièmes semestres et que le résultat obtenu était identique aux chiffres des mêmes rubriques sur une base annuelle. Le Ministère de l'économie a donc considéré que les chiffres du premier semestre étaient exacts, s'agissant des indicateurs économiques."

[274] Dans la détermination préliminaire, pièce GTM-10, paragraphes 169 et 170, il est indiqué, par exemple, que "[pour] la Division des aciers tubulaires d'Hylsa, … le requérant a communiqué [des] chiffres annuels. À des fins de comparabilité financière, le Ministère de l'économie a actualisé les renseignements financiers selon la méthode de l'évolution du niveau général des prix …"

[275] Voir la réponse du Mexique à la question n° 52 du Groupe spécial.

> les variables des indicateurs financiers n'étaient disponibles que sur une base annuelle."

7.257 Il nous semble révélateur qu'en réponse aux questions quant au point de savoir: i) s'il y avait eu des problèmes d'ordre pratique qui avaient rendu nécessaire l'utilisation de cette période particulière aux fins de l'analyse du dommage; ii) s'il avait été établi que l'utilisation d'un ensemble exhaustif de données se rapportant aux trois années entières n'était ni possible ni réalisable; iii) si le Ministère de l'économie avait examiné la représentativité des données semestrielles par rapport aux données portant sur l'ensemble de la période triennale; et iv) si une tentative quelconque avait été faite pour réunir un ensemble exhaustif de données se rapportant aux trois années entières, le Mexique a confirmé que, comme le Ministère de l'économie estimait que la période couverte par l'enquête était adéquate et que les renseignements dont il disposait étaient appropriés pour mener à bien son enquête, celui-ci n'avait pas tenté de réunir et/ou d'analyser un ensemble exhaustif de données se rapportant aux trois années.[276] Cependant, il ressort du dossier que, pour certains facteurs de dommage, le Ministère de l'économie a effectivement pris en compte les renseignements annuels.[277] Nous estimons que le Ministère de l'économie n'a pas examiné d'une manière exhaustive dans quelle mesure les données relatives au dommage sur lesquelles il se fondait reflétaient avec exactitude la situation de la branche de production nationale durant toute la période de trois ans en question (1998, 1999 et 2000).[278]

7.258 Nous rappelons le désaccord entre les parties quant à la question de savoir si les éléments de preuve versés au dossier indiquaient ou non que la période couverte par l'enquête utilisée par le Ministère de l'économie avait été "sélective" dans le sens, par exemple, qu'elle était celle pendant laquelle la pénétration des importations était la plus élevée. La question se pose parce que le Ministère de l'économie, en acceptant la période proposée par le requérant et les deux périodes antérieures de six mois, a renoncé à utiliser aux fins de l'enquête une période dont la couverture temporelle était complète et continue. En outre, comme le Ministère de l'économie n'a pas examiné d'une manière exhaustive si, ni en quoi, il y avait un lien entre les tendances observées au cours des périodes semestrielles et l'évolution en dehors de ces périodes, nous ne voyons pas très bien comment le Ministère de l'économie pouvait être certain que son approche évitait plus qu'elle ne créait des distorsions, et en particulier des distorsions qui pouvaient jouer en faveur du requérant. Dans la décision portant ouverture d'une enquête, le Ministère de l'économie a affirmé que le requérant "avait indiqué que la consommation de tubes et tuyaux standard dépendait essentiellement de la tenue du secteur du bâtiment et du secteur manufacturier. En particulier, le requérant a indiqué que la consommation de tubes et tuyaux standard sur le marché national était la même au cours de l'année, exception faite de certains mois où pour des raisons fiscales elle augmentait, comme en décembre, ou diminuait, comme en avril …".[279] La détermination finale se lit en partie comme suit: "… le requérant a indiqué que sur le marché national, la consommation des tubes et tuyaux visés par l'enquête est normalement constante au cours de l'année, exception faite de certains mois pour des raisons fiscales".[280] Nous estimons que la mention par le requérant de variations dans la structure de consommation aurait dû inciter encore plus le Ministère de l'économie à examiner dans quelle mesure les tendances présumées sur une année pouvaient ou non se refléter dans les données correspondant aux trois périodes de six mois sur lesquelles il s'était fondé. Or, il ressort du dossier que le Ministère

[276] Voir les réponses du Mexique aux questions n° 30 et 47 à 53 du Groupe spécial.

[277] Voir le tableau indiquant les périodes prises en compte pour les divers facteurs de dommage dans la première communication écrite du Guatemala, paragraphe 262.

[278] Nous rappelons notre point de vue selon lequel la période couverte par l'enquête joue une fonction déterminante par rapport à l'obligation qui est faite à l'article 3.1 de procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs, et nous incorporons ici les vues que nous avons exposées plus haut au paragraphe 7.237.

[279] Pièce GTM-4, paragraphe 88.

[280] Pièce GTM-23, paragraphe 151. Voir une citation similaire dans la détermination préliminaire, pièce GTM-15, paragraphe 113.

de l'économie a admis l'affirmation du requérant sans procéder à une évaluation exhaustive.[281] Bien qu'il ne soit pas clairement indiqué dans le dossier que la période couverte par l'enquête a été choisie de manière à être "biaisée" au profit du requérant, parce qu'elle correspondait par exemple à une période au cours de laquelle les importations avaient nettement augmenté, faute d'explication quant à la question de savoir si, ou pourquoi, la période couverte par l'enquête comprenant la période de six mois proposée par le requérant et les deux périodes antérieures de six mois était appropriée et reflétait la situation de la branche de production nationale durant la période pertinente, nous considérons que, dans les circonstances de l'espèce, la période couverte par l'enquête était bel et bien "sélective".

7.259 Nous prenons note de l'argument du Mexique selon lequel aucune des parties intéressées, y compris Tubac, n'a contesté à un moment ou à un autre de l'enquête le choix de la période couverte par l'enquête qui avait été fait par le Ministère de l'économie. Le Mexique souligne que la période en question était indiquée dans la décision portant ouverture d'une enquête, afin que les parties intéressées en soient informées et puissent la contester à partir de ce moment-là; aucune ne l'a fait. Le Mexique affirme que le Ministère de l'économie était en droit d'utiliser la période retenue en l'espèce puisque les parties intéressées avaient admis tacitement qu'elle était appropriée. Cependant, comme la question du choix de la période couverte par l'enquête est liée à l'obligation qui est faite à l'autorité chargée de l'enquête à l'article 3.1, de procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs, ladite autorité est tenue de s'acquitter de ses obligations à cet égard, indépendamment de la question de savoir si elle a été soulevée ou non par une partie intéressée au cours de l'enquête.[282] Par conséquent, nous ne pensons pas que le fait que la question n'a été soulevée par aucune partie intéressée au cours de l'enquête justifie que le Ministère de l'économie n'y ait prêté aucune attention.

7.260 Nous rappelons les constatations du Groupe spécial (confirmées par l'Organe d'appel) qui s'est occupé du différend récent *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*. Examinant une allégation d'incompatibilité avec l'article 3.1, le Groupe spécial en question (confirmé en appel) a constaté que les données utilisées par l'autorité mexicaine chargée de l'enquête – qui se rapportaient, d'une manière analogue, à des périodes de six mois comprises dans la période couverte par l'enquête – ne donnaient pas une "idée exacte et impartiale". Ce groupe spécial a constaté qu'il y avait incompatibilité avec l'article 3.1, en raison non seulement de l'utilisation sélective par l'autorité chargée de l'enquête des renseignements réunis aux fins de l'analyse du dommage (sans motif valable), mais aussi de l'acceptation par l'autorité chargée de l'enquête de la période proposée par le requérant, alors qu'elle savait que celui-ci proposait cette période parce qu'elle était censée représenter la période pendant laquelle la pénétration des importations était la plus élevée. Eu égard aux circonstances propres à cette affaire, ces deux facteurs, pris ensemble, ont été suffisants pour établir *prima facie* que les données utilisées par l'autorité chargée de l'enquête ne donnaient pas une "idée exacte et impartiale". Le Groupe spécial (confirmé en appel) a constaté que le Mexique n'avait pas présenté de "réfutation effective" de cette présomption simple en fournissant un motif valable pour l'utilisation de la période semestrielle. La seule explication donnée par le Mexique était que la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping allait de mars à août 1999 et que, partant, la même période de six mois devait être utilisée pour l'analyse du dommage afin d'éliminer les "distorsions" dans la comparaison entre la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping et la période couverte par l'enquête aux fins de l'analyse du dommage. Nous tenons à dire que même si l'affaire en question est,

[281] Nous prenons note de la référence que fait le Mexique (au paragraphe 155 du mémoire qu'il a présenté à titre de réfutation) aux paragraphes 202 et 203 de la détermination finale, où le Ministère de l'économie expose ses constatations selon lesquelles le marché mexicain, évalué par rapport à la consommation, "n'a pratiquement pas évolué pendant les périodes allant de juillet à décembre 1998 et 1999, avant de croître de 5 pour cent pendant la période allant de juillet à décembre 2000 ..." Nous ne considérons pas que cette constatation selon laquelle la consommation n'avait pratiquement "pas évolué" par rapport à l'évolution observée au cours des périodes semestrielles reflète nécessairement l'évolution au cours des autres périodes semestrielles des années en question.

[282] Voir, *supra*, le paragraphe 7.237.

à certains égards, similaire à celle dont nous sommes saisis, notre constatation dans le cas d'espèce repose sur une base quelque peu différente. En d'autres termes, si notre constatation se fonde en partie sur la "sélectivité" inhérente à l'acceptation par le Ministère de l'économie, sans motif suffisant, de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage qui avait été proposée par le requérant, nous insistons aussi sur la non-exhaustivité et la non-fiabilité de la base factuelle utilisée par le Ministère de l'économie: à savoir un sous-ensemble incomplet de données correspondant à trois périodes de six mois en 1998, 1999 et 2000 qui avaient été proposées par le requérant et acceptées par le Ministère de l'économie sans que ne soit évaluée ni justifiée suffisamment la représentativité de l'évolution observée durant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage.

7.261 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que l'utilisation par le Ministère de l'économie, sans motif suffisant, d'un sous-ensemble de données limitées dans le temps à trois périodes de six mois (juillet à décembre) sur trois années consécutives (1998, 1999 et 2000), qui avaient été proposées par le requérant, ne pouvait pas donner une idée exacte et représentative qui permettait au Ministère de l'économie de procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs pour arriver à sa détermination positive de l'existence d'un dommage. Nous constatons donc que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations qui résultaient pour le Mexique de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*.

4. Effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et sur le prix

a) Arguments des parties

i) Guatemala

7.262 Le **Guatemala** allègue que le Mexique a contrevenu à l'article 3.1 et 3.2: i) en calculant le volume des importations du produit visé en provenance d'autres pays que le Guatemala en utilisant un échantillon non représentatif correspondant à des périodes de six mois et en recourant à des hypothèses infondées (selon le Guatemala, les chiffres obtenus ne constituaient pas des éléments de preuve positifs et leur examen par l'autorité chargée de l'enquête n'a pas été objectif; ces importations sont une composante de la consommation intérieure dans l'analyse du dommage et l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée sur ces éléments de preuve pour conclure que l'accroissement des importations en provenance du Guatemala (par rapport à la consommation intérieure) avait eu des effets négatifs sur le volume et sur le prix sur le marché mexicain); et ii) en évaluant les effets des importations en provenance du Guatemala sur le prix, parce que le Ministère de l'économie a utilisé un échantillon insuffisant correspondant à 17 pour cent des importations totales en provenance du Guatemala et que son analyse des effets sur le prix ne portait que sur une seule période de six mois (juillet à décembre 2000).

ii) Mexique

7.263 Le **Mexique** rétorque que la méthode de calcul utilisée par l'autorité chargée de l'enquête pour les importations d'autres provenances que le Guatemala était solide, qu'il n'existait aucune autre source de renseignements, et que l'échantillon qu'elle a utilisé était représentatif puisqu'il reposait sur des volumes significatifs des importations totales et correspondait aux données des principaux importateurs. En ce qui concerne les effets des importations en provenance du Guatemala sur les prix, le Mexique conteste la prémisse factuelle de l'allégation du Guatemala, en faisant valoir que l'échantillon de 17 pour cent n'a été utilisé que pour calculer les frais de transport de la marchandise importée depuis le bureau d'entrée jusqu'à l'entrepôt du client mexicain. Le Mexique fait donc valoir que les conclusions de l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et sur les prix étaient conformes aux obligations énoncées à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord.

b) Évaluation du Groupe spécial

7.264 Nous examinons si le Ministère de l'économie a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs lorsqu'il a analysé les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et sur les prix. Les allégations du Guatemala concernant le traitement par le Ministère de l'économie des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et sur les prix aux fins de son analyse du dommage dans le cadre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* portent essentiellement sur deux grands éléments: en premier lieu, la méthode utilisée par le Ministère de l'économie pour calculer le volume du produit visé d'autres provenances que le Guatemala (utilisé comme composante pour calculer la consommation intérieure); et, en second lieu, l'échantillon et la période utilisés pour calculer les effets des importations en provenance du Guatemala sur les prix (ou des aspects de ces effets). Nous les examinons à tour de rôle.

i) Méthode de calcul du volume des importations d'autres provenances que le Guatemala

7.265 Nous commençons notre analyse en rappelant le texte de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping*, cité plus haut. Nous souscrivons aux vues exprimées dans de précédents rapports sur le règlement des différends selon lesquelles il ressort de la lecture de ces deux dispositions que toute évaluation du volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou des effets de ces importations sur les prix doit être fondée sur des "éléments de preuve positifs".[283] Comme nous l'avons déjà indiqué, l'expression "éléments de preuve positifs" qui figure à l'article 3.1 se rapporte à "la qualité des éléments de preuve sur lesquels les autorités peuvent se fonder pour établir une détermination", et "[l]e terme "positifs" signifie … que les éléments de preuve doivent être de caractère affirmatif, objectif et vérifiable, et qu'ils doivent être crédibles".[284] Nous rappelons aussi que dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, l'Organe d'appel a dit que "[l]'article 3.1 [était] une disposition globale qui énon[çait] l'obligation de fond essentielle d'un Membre" en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage, et que cette obligation générale "éclair[ait] les obligations plus détaillées" énoncées dans le reste de l'article 3.[285] Par conséquent, la question dont nous sommes saisis consiste à savoir si le Ministère de l'économie a fondé ses déterminations concernant le volume des importations faisant l'objet d'un dumping d'autres provenances que le Guatemala et l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix sur le marché intérieur sur des renseignements qui, par leur qualité, constituaient des éléments de preuve positifs.

7.266 Comme nous l'avons exposé en détail plus haut, aux paragraphes 7.44 à 7.60, dès le début de l'enquête il était clair que les deux positions tarifaires sous lesquelles était classé le produit visé par l'enquête (7306.30.01 et 7306.30.99) englobaient aussi d'autres produits. La détermination finale montre que le Ministère de l'économie était conscient de la nécessité de distinguer les importations visées – en provenance du Guatemala ou d'autres provenances – des importations de tous les autres produits qui relevaient des deux positions tarifaires pertinentes.

7.267 Plus particulièrement, en ce qui concerne les volumes des importations, le Ministère de l'économie s'est fondé sur des calculs effectués à partir des statistiques d'importation et d'échantillons de déclarations d'importation avec les factures y afférentes. À l'étape finale de l'enquête, le Ministère de l'économie avait obtenu des documents douaniers et des factures qui couvraient près de 100 pour cent du "produit visé" importé du Guatemala au cours des trois périodes de six mois examinées.

7.268 Le Ministère de l'économie a expliqué dans la détermination finale comment il avait établi le volume des importations du produit visé qui faisaient l'objet d'un dumping, qui provenaient du

[283] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.98; et rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 202.
[284] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 192.
[285] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 106.

Guatemala et qui étaient destinées au Mexique.[286] En ce qui concerne le volume des importations considérées en provenance du Guatemala, il est indiqué dans la détermination que le Ministère de l'économie

> "… a obtenu 31 copies de déclarations additionnelles avec les factures respectives correspondant aux importations en provenance de la République du Guatemala qui relevaient des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 du TIGIE, de telle sorte que, ajoutées aux 312 obtenues au cours de l'étape préliminaire, il disposait de 343 déclarations d'importation en tout, dont 202 correspondaient à des opérations d'importation effectuées durant la période allant de juillet à décembre 2000, 137 à des opérations effectuées durant la période comparable de 1999 et quatre à celles effectuées durant le même semestre de 1998; ces déclarations couvraient pratiquement 100 pour cent du volume des importations en provenance de la République du Guatemala pour la période analysée".[287]

7.269 Sur la base de ces renseignements, le Ministère de l'économie a affirmé ce qui suit:

> "Eu égard aux caractéristiques et aux spécifications du produit visé par l'enquête exposées dans la section de la présente détermination qui traite de la similitude du produit, l'analyse de la documentation a donné les résultats suivants: durant les périodes allant de juillet à décembre des années 1998, 1999 et 2000, 79, 66 et 64 pour cent du volume des importations correspondent, respectivement, au produit visé par l'enquête, et les pourcentages restants au produit non visé par l'enquête. En particulier, durant la période allant de juillet à décembre 2000, 82 pour cent du volume identifié au produit visé correspondaient à des tubes et tuyaux fabriqués selon la norme ASTM A-53, et 89 pour cent étaient de catégorie 40."[288]

7.270 En ce qui concerne les importations du produit visé qui relevaient des deux positions tarifaires pertinentes et qui provenaient d'*autres* pays que le Guatemala, il est indiqué ce qui suit dans la détermination finale[289]:

> "… le Ministère de l'économie a obtenu 599 copies de déclarations avec les factures respectives correspondant aux importations en provenance d'autres pays que la République du Guatemala qui relevaient des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 du TIGIE, de telle sorte que, en incluant celles de l'étape préliminaire, l'autorité chargée de l'enquête disposait de 673 déclarations d'importation en tout, dont 546 correspondaient à des opérations d'importation effectuées durant la période allant de juillet à décembre 2000, 79 à des opérations effectuées durant la période comparable de 1999 et 48 à celles effectuées durant la période comparable de 1998; ces déclarations couvraient 48, 16 et 10 pour cent, respectivement, du volume total importé qui provenait d'autres pays que celui visé par l'enquête durant les périodes indiquées".

7.271 Pour calculer le volume des importations du produit visé d'autres provenances que le Guatemala, le Ministère de l'économie a appliqué la méthode suivante:

---

[286] Pièce GTM-23, détermination finale, paragraphes 163 à 165. Voir aussi les paragraphes 120 et 121 de la détermination préliminaire, figurant dans la pièce GTM-10.

[287] Pièce GTM-23, paragraphe 164.

[288] *Ibid.*, paragraphe 165.

[289] *Ibid.*, paragraphe 166.

> "Pour chaque période visée, les prix maximums et les prix minimums des importations identifiées au produit visé par l'enquête, selon les factures et déclarations d'importation examinées, ont été déterminés … . Par la suite, sur la base du listage des déclarations d'importation extraites du SICMEX, parmi les opérations d'importation d'autres origines que la République du Guatemala, les transactions qui se situaient dans la fourchette du prix maximum et du prix minimum des opérations d'importation identifiées aux tubes et tuyaux visés par l'enquête ont été déterminées."[290]

7.272 Sur cette base, le Ministère de l'économie a estimé que, pendant les périodes allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000, les produits visés par l'enquête avaient représenté 81, 72 et 67 pour cent du volume total, et 65, 58 et 49 pour cent de la valeur totale, respectivement, des importations en provenance d'*autres* pays *que* le Guatemala.

7.273 Ainsi, en ce qui concerne les importations d'autres provenances que le Guatemala, le Ministère de l'économie a obtenu des documents qui ne couvraient pas plus de 48 pour cent des importations totales effectuées relevant des catégories tarifaires pertinentes au cours de ces périodes.[291] Comme nous l'avons déjà indiqué, sur la base de ces documents, le Ministère de l'économie a calculé le volume total des importations de produits visés en provenance d'autres pays que le Guatemala en déterminant les fourchettes de prix minimums et de prix maximums des importations qui, à sa connaissance, correspondaient au produit pertinent, et en supposant ensuite que tous les produits importés dont les prix étaient compris dans ces fourchettes étaient les produits visés par l'enquête.

7.274 Selon le Guatemala, les chiffres des importations sont une composante importante du calcul de la consommation intérieure apparente, et l'article 3.2 exige que l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume soit évalué par rapport, entre autres choses, à la production nationale et à la consommation intérieure. Par conséquent, selon le Guatemala, le calcul de la consommation effectué par l'autorité chargée de l'enquête et l'analyse à laquelle celle-ci a procédé pour déterminer si les importations faisant l'objet d'un dumping avaient augmenté par rapport à la consommation étaient erronés. Le Guatemala fait valoir en outre que l'autorité chargée de l'enquête aurait dû fonder son analyse sur des éléments de preuve qui étaient plus "positifs", ou qu'elle aurait dû au moins expliquer dans ses déterminations pourquoi il n'avait pas été possible d'utiliser 100 pour cent des documents douaniers et en quoi la méthode d'échantillonnage qu'elle avait utilisée était raisonnable.

7.275 Il est évident, comme le fait valoir le Guatemala, que le volume des importations en provenance d'autres pays que le Guatemala faisait partie de la détermination de l'existence d'un dommage qui a été établie par le Ministère de l'économie. La détermination finale indique ceci:

> "pour évaluer si, pendant la période couverte par l'enquête, il y avait eu accroissement des importations par rapport à la consommation intérieure et à la production nationale, on a estimé la taille du marché mexicain des tubes et tuyaux visés par l'enquête, calculée à partir des chiffres de la production nationale auxquels on a ajouté les importations et dont on a soustrait les exportations. Les importations ont été

[290] *Ibid.*, paragraphes 167 et 168.

[291] Comme il est indiqué dans la détermination finale, pièce GTM-23, paragraphe 166, les échantillons de documents douaniers et factures connexes avaient une couverture de 48 pour cent pour la période allant de juillet à décembre 2000, de 16 pour cent pour celle allant de juillet à décembre 1999 et de 10 pour cent pour celle allant de juillet à décembre 1998.

> calculées conformément à la méthode décrite aux paragraphes 163 à 169 de la présente détermination."[292]

7.276 Nous notons qu'au cours de l'enquête, Tubac a contesté la validité de la méthode utilisée par le Ministère de l'économie pour calculer le volume des importations d'autres provenances que le Guatemala.[293] Tubac a également indiqué, au cours de l'enquête, qu'elle ne disposait pas des renseignements nécessaires pour proposer une autre estimation du volume desdites importations.[294]

7.277 Les allégations et arguments des parties portant sur les techniques d'échantillonnage et de calcul utilisées en ce qui concerne les importations d'autres provenances que le Guatemala posent la question de savoir si la méthode de calcul du volume desdites importations reposait sur des hypothèses justifiées et des éléments de preuve suffisants pour constituer des éléments de preuve positifs aux fins de l'article 3.1 et 3.2. En particulier, nous devons examiner si l'utilisation de cette méthode – s'appuyant sur des échantillons représentant 48, 16 et 10 pour cent des importations du produit d'autres provenances que le Guatemala durant les trois périodes pertinentes de 2000, 1999 et 1998, respectivement, et sur l'application du critère des fourchettes de prix – a abouti à une analyse du dommage compatible avec les prescriptions de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* voulant qu'il soit procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur le volume et sur les prix.

7.278 Pour examiner la validité de la méthode utilisée par l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne les importations du produit visé d'autres provenances que le Guatemala, nous rappelons que l'Organe d'appel a dit:

> "... l'article 3.1 et 3.2 ne prescrit pas une méthode qui doit être suivie par une autorité chargée de l'enquête pour procéder à une analyse du dommage. Par conséquent, une autorité chargée de l'enquête bénéficie d'un certain pouvoir discrétionnaire pour adopter une méthode devant guider son analyse du dommage. Dans les limites de ce pouvoir discrétionnaire, il se peut qu'une autorité chargée de l'enquête doive se fonder sur des hypothèses raisonnables ou faire des inférences. Ce faisant, toutefois, l'autorité chargée de l'enquête doit s'assurer que ses déterminations sont fondées sur des "éléments de preuve positifs". Ainsi, lorsque, selon la méthode suivie par une autorité chargée de l'enquête, une détermination repose sur des hypothèses, celles-ci devraient être établies en tant qu'inférences raisonnables à partir d'un fondement crédible de faits et devraient être suffisamment expliquées pour que leur objectivité et leur crédibilité puissent être vérifiées."[295]

7.279 Ayant ces considérations à l'esprit, nous examinons la validité de la méthode appliquée par le Mexique, en particulier le recours aux échantillons de déclarations en question et l'application du critère des fourchettes de prix.

7.280 En ce qui concerne les échantillons de déclarations, le Mexique a décidé de demander ces documents douaniers à des sources privées, comme les agents en douane, au lieu d'essayer de les obtenir à partir de la série officielle vraisemblablement complète de déclarations entre les mains du Ministère des finances (autre organisme du gouvernement mexicain). Le Mexique a répondu comme suit à la question du Groupe spécial quant au point de savoir pourquoi l'autorité chargée de l'enquête (organisme du gouvernement mexicain) s'était adressée à des sources privées pour obtenir des échantillons au lieu de les demander à un autre organisme public, et s'il était impossible d'un point de

---

[292] Pièce GTM-23, paragraphe 173.
[293] *Ibid.*, paragraphe 159.
[294] *Ibid.*, paragraphe 161.
[295] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 204.

vue pratique pour le Ministère de l'économie d'obtenir les documents douaniers directement des "services du Ministère des finances":

> "Nous estimons que l'emploi du terme "impossible" n'est pas celui qui convient le mieux. Il est certain en revanche qu'il est extrêmement difficile pour le Ministère de l'économie d'obtenir les documents douaniers des services du Ministère des finances et du crédit public, bien qu'il s'agisse dans les deux cas d'organismes publics. Les démarches entreprises par le Ministère de l'économie pour obtenir les renseignements pertinents ne sont pas toujours couronnées de succès, parce que les entités auxquelles les renseignements sont demandés ne répondent pas toujours.
>
> Dans la pratique, demander des renseignements qui sont entre les mains des autorités douanières entraînerait un retard très important dans l'enquête et occasionnerait une charge administrative très lourde. De fait, cette simple démarche prendrait tellement de temps qu'elle se répercuterait sur les délais dans lesquels l'enquête doit être menée, sans compter le risque de ne pas obtenir les renseignements. C'est précisément pour cette raison, dans le but d'obtenir des renseignements fiables en temps voulu, afin de respecter les délais impartis, que le Ministère de l'économie adresse normalement ses demandes de renseignements aux agents en douane et aux importateurs. Toutefois, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas le pouvoir d'obliger les agents en douane ou les importateurs à fournir les renseignements qui leur sont demandés. Il arrive donc fréquemment que même lorsqu'il adresse des demandes de renseignements auxdites entités, le Ministère de l'économie n'obtienne pas toujours toutes les données demandées …[296]
>
> À titre d'exemple, dans une affaire récente (concernant les brosses originaires de Chine), des déclarations d'importation avec les factures correspondantes ont été demandées au Ministère des finances et du crédit public. Cet organisme a mis environ trois mois à fournir à l'autorité mexicaine 30 déclarations accompagnées des factures (il est aussi raisonnable de supposer que ce délai pourrait s'allonger en fonction de la charge de travail des services concernés au moment où l'autorité mexicaine chargée de l'enquête formule sa demande). Il y a eu aussi des problèmes de retard de ce type dans l'affaire des valves en provenance des États-Unis …"

7.281 Le Mexique a indiqué en outre ce qui suit:

> "… dans sa pratique administrative, l'autorité chargée de l'enquête, pour essayer d'obtenir des renseignements fiables et en temps utile pour respecter les délais impartis par la législation antidumping, adresse normalement ses demandes de renseignements directement aux agents en douane et aux entreprises importatrices (qui sont généralement des parties intéressées), qui disposent eux aussi des documents afférents aux importations qu'ils effectuent, mais qui les fournissent presque toujours dans un délai raisonnablement plus court que celui qui pourrait s'écouler si lesdits documents étaient demandés au Ministère des finances et du crédit public …"[297]

7.282 Compte tenu de ce qui précède, nous croyons comprendre qu'il n'aurait pas été matériellement ni techniquement impossible pour le Mexique de demander les déclarations au Ministère des finances, mais qu'il aurait peut-être fallu attendre un certain temps pour les obtenir. Nous rappelons l'exemple d'une autre affaire récente cité par le Mexique, dans laquelle le Ministère des finances a mis trois mois

---

[296] Réponse du Mexique à la question n° 72 du Groupe spécial.
[297] *Ibid.*

à communiquer certaines "déclarations" qui avaient été demandées.[298] Cet exemple ne nous convainc pas que le délai dont ont besoin les services du Ministère des finances pour fournir une série de déclarations complète, ou du moins valable d'un point de vue statistique, n'aurait pas pu entrer dans le cadre temporel d'une enquête antidumping normale. Nous rappelons que l'article 5.10 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit: "Les enquêtes seront, sauf circonstances spéciales, terminées dans un délai d'un an, et en tout état de cause dans un délai ne devant pas dépasser 18 mois, après leur ouverture." L'enquête en question a duré environ 17 mois. Il nous semble que si le Ministère de l'économie avait adressé sa demande au début, ou quasiment au début de l'enquête, il est clair qu'il aurait pu recevoir une réponse exhaustive, ou du moins valable d'un point de vue statistique, dans le cadre temporel de ladite enquête. Nous aurions préféré de loin que le Ministère de l'économie obtienne un ensemble exhaustif de données officielles – ou du moins un échantillon valable d'un point de vue statistique – de l'organisme public mexicain compétent. Nous pensons que ces renseignements auraient été la meilleure source de données disponible pour calculer les volumes des importations d'autres provenances que le Guatemala. Toutefois, nous sommes conscients que pour certains Membres, il faut parfois un temps considérable pour obtenir ces renseignements des organismes publics compétents, et que, pour mener une enquête dans le temps prescrit par l'Accord[299], il n'est pas toujours forcément possible d'obtenir ces renseignements de source gouvernementale. En tout état de cause, nous ne considérons pas que l'analyse du Ministère de l'économie était nécessairement faussée simplement parce que celui-ci n'avait pas cherché à obtenir des renseignements de source gouvernementale officielle.

7.283 En ce qui concerne les échantillons de déclarations limités et de tailles diverses en question (c'est-à-dire de 48, 16 et 10 pour cent), le Mexique explique que le Ministère de l'économie a pu obtenir pratiquement 100 pour cent des déclarations relatives aux importations en provenance du Guatemala parce que le volume de ces importations n'était pas aussi élevé que les volumes des importations d'autres provenances que le Guatemala, et parce qu'il n'y avait pas trop de transactions. Nous sommes conscients que le nombre d'opérations d'importation effectuées à partir d'autres pays que le Guatemala était relativement élevé et que, comme le fait valoir le Mexique, l'ensemble des déclarations qui avait été demandé par le Ministère de l'économie était plus important que celui qu'il a finalement obtenu.[300] Néanmoins, nous estimons que le Ministère de l'économie aurait dû mieux démontrer ou expliquer pourquoi il n'avait pas été possible d'obtenir les chiffres effectifs en utilisant les déclarations, ou au moins d'obtenir au fil du temps des échantillons plus complets/meilleurs pour ce qui est de la taille et de la cohérence. Dans la détermination préliminaire[301], il est indiqué que l'autorité chargée de l'enquête s'attendait à recevoir 313 déclarations fiscales de 59 agents en douane, mais que seuls 16 agents avaient communiqué les renseignements demandés; en conséquence, selon le Mexique, l'autorité chargée de l'enquête n'a reçu que 22 pour cent de ce qu'elle escomptait. Dans la détermination finale, il est indiqué que "le Ministère de l'économie a demandé des renseignements additionnels à diverses entreprises importatrices et à des agents en douane".[302] Toutefois, eu égard aux tailles limitées et incohérentes des échantillons disponibles au moment de la détermination finale, rien n'indique que le Ministère de l'économie a essayé de trouver un autre moyen d'asseoir la validité des tailles de ses échantillons ou de concilier plus complètement ses échantillons avec la situation générale des importations d'autres provenances que le Guatemala.[303]

---

[298] Pièce MEX-4.

[299] En particulier, l'article 5.10.

[300] 1 720, 1 752 et 2 456 transactions en 1998, 1999 et 2000, respectivement. Voir la réponse du Mexique à la question n° 73 du Groupe spécial; et la première communication écrite du Mexique, paragraphe 238.

[301] Pièce GTM-10, paragraphe 122.

[302] Pièce GTM-23, paragraphe 163.

[303] L'article 55 de la Loi sur le commerce extérieur du Mexique, pièce GTM-14, indique que le Ministère de l'économie peut demander des renseignements à un large éventail de sources, y compris les producteurs, les distributeurs, les agents en douane ou toute autre personne.

7.284 En ce qui concerne le critère des fourchettes de prix appliqué par le Mexique pour déterminer le produit qu'il prendrait en considération aux fins du calcul du volume des importations d'autres provenances que le Guatemala, nous notons qu'il n'est pas expliqué pourquoi ce critère devrait donner un résultat systématique, fiable ou valable d'un point de vue statistique. Il n'y a aucune justification des hypothèses concernant les prix sur lesquelles repose cette approche. Nous notons que le Mexique admet que "… pour les importations en provenance d'autres pays que le Guatemala, la documentation était dans une certaine mesure limitée … il est clair que le volume des tubes et tuyaux visés par l'enquête a été estimé au moyen de la méthode des prix minimums et des prix maximums déterminés pour les tubes et tuyaux visés …".[304] Le Mexique a affirmé en outre ce qui suit:

> "Étant donné que les volumes de tubes et tuyaux visés en provenance d'autres pays que le Guatemala résultaient d'une estimation au moyen des prix minimums et des prix maximums que l'autorité chargée de l'enquête avait déterminés pour les opérations d'importation de tubes et tuyaux visés, eu égard à la documentation à disposition, il est raisonnable de supposer en effet qu'un produit non visé par l'enquête aurait pu être inclus ou que des tubes et tuyaux visés par l'enquête auraient pu être exclus. Cependant, l'autorité chargée de l'enquête a estimé que la méthode utilisée était la plus raisonnable eu égard à la documentation dont elle disposait."[305]

7.285 Nous notons que, considérés conjointement, les tailles des échantillons de déclarations des 48, 16 et 10 pour cent et le critère des fourchettes de prix appliqué par le Ministère de l'économie à ces importations d'autres provenances que le Guatemala ne sont pas suffisants pour donner une idée fiable et représentative desdites importations. Par conséquent, nous estimons que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* en raison de la taille et de la cohérence limitées des échantillons, considérées conjointement avec les hypothèses injustifiées concernant les fourchettes de prix sur lesquelles il s'est fondé pour calculer le volume des produits en question importés d'autres pays que le Guatemala. L'autorité chargée de l'enquête qui utilise une méthode reposant sur un échantillon limité et sur des hypothèses injustifiées n'effectue pas un examen fondé sur des éléments de preuve positifs. Une hypothèse n'est pas dûment justifiée quand l'autorité chargée de l'enquête n'explique pas pourquoi il conviendrait de l'utiliser aux fins de l'analyse. L'hypothèse concernant la fourchette de prix maximums et de prix minimums pour déterminer le produit visé par l'enquête sur laquelle reposait la méthode du Ministère de l'économie a joué un rôle dans son raisonnement. Dans la détermination finale, le Ministère de l'économie n'a pas expliqué pourquoi l'utilisation d'échantillons limités de tailles diverses, considérée conjointement avec le critère des fourchettes de prix, était appropriée et crédible aux fins de l'analyse des effets sur le volume et sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping, ni comment cette méthode donnait une idée exacte des effets sur les volumes et sur les prix des importations faisant l'objet d'un dumping.[306]

7.286 Nous examinons maintenant l'autre allégation du Guatemala selon laquelle le Ministère de l'économie a supposé que les prix des produits importés du Guatemala et ceux des produits importés de tous les autres pays étaient les mêmes dans tous les cas (c'est-à-dire que les prix minimums et les prix maximums utilisés pour calculer les volumes des importations en provenance des "autres" pays étaient ceux des importations en provenance du Guatemala). Le Mexique affirme que cette allégation repose sur une interprétation incorrecte de la détermination finale, et que la fourchette de prix des importations visées en provenance du Guatemala n'a pas été utilisée pour estimer le volume des importations visées en provenance des autres pays. Notre examen de la détermination finale nous convainc que l'allégation du Guatemala est erronée du point de vue des faits.[307] En particulier, les

---

[304] Réponse du Mexique à la question n° 102 du Groupe spécial.

[305] Mémoire présenté par le Mexique à titre de réfutation, paragraphe 182.

[306] Nous trouvons des éléments étayant cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 205.

[307] Voir la pièce GTM-23, paragraphes 167 et 168.

paragraphes 164 et 165 de la détermination finale traitent des déclarations relatives aux importations en provenance du Guatemala. En revanche, les paragraphes 166 à 169 traitent des déclarations correspondant aux importations d'autres provenances que le Guatemala. Nous avons déjà cité plus haut ces paragraphes.[308] Ils nous indiquent que le Ministère de l'économie a eu recours aux déclarations correspondant aux importations d'*autres* provenances *que le Guatemala* pour déterminer la fourchette de prix maximums et de prix minimums pour ces importations et pour estimer le volume desdites importations (en se référant également aux statistiques du SICMEX relatives aux importations de ces autres provenances).[309] Par conséquent, nous constatons que le Guatemala n'a pas établi le bien-fondé de cet élément de l'allégation qu'il a formulée en ce qui concerne la méthode appliquée par le Ministère de l'économie pour calculer les importations d'autres provenances que le Guatemala.

7.287 Le Guatemala estime que la situation dont nous sommes saisis est essentiellement la même que dans le différend *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, dans le cadre duquel il a été constaté qu'il y avait violation de l'article 3.1 et 3.2, tandis que le Mexique soutient qu'il n'y a guère de similitude. Nous pensons que les faits dont nous sommes saisis sont différents de ceux relatifs à l'affaire *Mexique – Riz*. Ces différences sont notamment les suivantes: i) dans la présente affaire, la méthode en question a été utilisée pour estimer les volumes des importations en provenance d'autres pays que le Guatemala (un ensemble pratiquement complet de données effectives tirées des déclarations était disponible pour le produit guatémaltèque), tandis que dans l'affaire du *riz*, le volume des importations faisant l'objet d'un dumping (y compris celles en provenance d'autres sociétés que les sociétés participantes, et non pas celles qui ne faisaient pas l'objet d'un dumping) a été estimé au moyen d'une technique d'échantillonnage; ii) dans la présente affaire, les tendances n'ont pas été extrapolées d'une période à une autre, mais l'on disposait d'échantillons (certes limités et de tailles très diverses) pour chacune des trois périodes de six mois en question. Cela dit, la conclusion essentielle du Groupe spécial chargé de l'affaire du *riz* (confirmée en appel) – à savoir que l'autorité chargée de l'enquête s'était appuyée sur des hypothèses infondées pour arriver à ses conclusions au sujet des effets des importations en question sur le volume – a son pendant en l'espèce dans l'analyse des importations d'autres provenances que le Guatemala effectuée par le Ministère de l'économie, compte tenu en particulier de la couverture réduite de l'échantillon pour la période semestrielle de 2000 et de la couverture excessivement réduite des échantillons pour les périodes semestrielles de 1998 et 1999, de pair avec l'imprécision inhérente à la détermination des produits pertinents sur la base de fourchettes de prix.

7.288 Pour ces raisons, nous constatons que la méthode appliquée par le Ministère de l'économie pour estimer le volume des importations d'autres provenances que le Guatemala – c'est-à-dire l'utilisation d'échantillons limités de tailles diverses pour les trois périodes pertinentes de 1998, 1999 et 2000 afin de déterminer les fourchettes de prix minimums et de prix maximums des importations dont on savait qu'elles correspondaient au produit pertinent, et l'hypothèse selon laquelle tous les produits importés à des prix compris dans ces fourchettes étaient les produits visés par l'enquête –

[308] Voir, *supra*, les paragraphes 7.268 à 7.271.

[309] En particulier, dans la pièce GTM-23, paragraphe 167, il est indiqué que les déclarations en question étaient celles "auxquelles il est fait référence au paragraphe précédent". Il est fait mention au paragraphe 166 des déclarations correspondant aux importations en provenance d'*autres* pays *que* le Guatemala. Voir aussi la pièce GTM-23, paragraphe 168. Au paragraphe 160 de la même pièce, il est indiqué que Tubac avait saisi le Ministère de l'économie d'une allégation similaire, et que la position du Ministère de l'économie à ce sujet avait été la suivante: "… comme il est indiqué aux paragraphes 122 à 126 de la détermination préliminaire, ont été pris en considération le prix minimum et le prix maximum des importations de tubes et tuyaux identifiés au produit visé originaires d'autres pays que la République du Guatemala, à partir des déclarations d'importation fournies par des agents en douane; ces prix ont été ceux utilisés pour estimer les volumes des importations du produit visé d'autres provenances". En outre, aux paragraphes 184 à 186 de la détermination finale, il est indiqué que selon le Ministère de l'économie, les prix des importations en provenance du Guatemala étaient différents de ceux des importations d'autres provenances.

était incompatible avec les prescriptions de l'article 3.1 et 3.3 de l'*Accord antidumping* voulant qu'il soit procédé à un examen objectif des éléments de preuve positifs.

ii) Effets sur les prix

7.289 Le Guatemala a affirmé initialement que, pour évaluer les effets des importations en provenance du Guatemala sur les prix (et, en particulier, sur le prix du produit importé sur le marché mexicain), le Ministère de l'économie avait utilisé un échantillon ne comprenant que 17 pour cent de l'ensemble de ces importations pour la période allant de juillet à décembre 2000, et qu'il n'avait pas examiné les périodes de 1998 et 1999. Selon le Guatemala, cette manière de procéder a entraîné une incompatibilité avec l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping*. Le Mexique conteste la prémisse factuelle de l'allégation du Guatemala, faisant valoir que l'échantillon de 17 pour cent a été utilisé uniquement pour estimer les frais de transport de la marchandise importée depuis le bureau d'entrée jusqu'à l'entrepôt du client mexicain (et non pas le prix global du produit importé sur le marché mexicain). Dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial[310], le Guatemala a affirmé que la détermination finale n'indiquait pas clairement si l'échantillon de 17 pour cent concernait uniquement les frais de transport de la marchandise importée depuis le bureau d'entrée jusqu'à l'entrepôt du client mexicain. Par la suite, en réponse aux questions du Groupe spécial au sujet de cette divergence factuelle, le Guatemala a soutenu que même si l'échantillon de 17 pour cent concernait uniquement certains frais et non pas les renseignements relatifs au prix global pris en compte pour calculer le prix du produit importé vendu sur le marché mexicain, son allégation concernant la non-représentativité et la limitation à une période de six mois restait valable. En particulier, le Guatemala a allégué ceci:

> "… le Guatemala estime que l'argument du Ministère de l'économie ne répond pas d'une manière satisfaisante aux interrogations quant à son analyse des prix. Ainsi, le Guatemala s'insurge contre le fait qu'après avoir recueilli des déclarations d'importation couvrant 100 pour cent des importations en provenance du Guatemala, le Mexique n'a utilisé que 17 pour cent des importations aux fins de son calcul du prix du produit importé transport inclus (en supposant, comme l'affirme le Mexique, que l'échantillon de 17 pour cent concerne uniquement les frais de transport). Dans sa réponse, le Mexique ne nie pas que le Ministère de l'économie n'a utilisé qu'une partie de l'ensemble des renseignements à sa disposition, y compris en ce qui concerne les coûts d'internalisation uniquement aux fins du calcul du prix internalisé global de l'ensemble des importations. De surcroît, le Mexique ne réfute pas non plus l'affirmation du Guatemala selon laquelle il n'a pas déterminé le prix nationalisé (*precio nacionalizado*) du produit importé pour les années 1998 et 1999, même s'il disposait de 100 pour cent des déclarations d'importation pour 1998 et 1999. L'analyse du Ministère de l'économie est par conséquent erronée."[311] (note de bas de page omise)

7.290 Les questions soulevées par l'argumentation des parties sont traitées aux paragraphes 186 et 190 à 194 de la détermination finale. Au paragraphe 186 de ladite détermination, il est indiqué comment le Ministère de l'économie a calculé les prix du produit visé par l'enquête:

> "… afin d'estimer les prix des tubes et tuyaux visés par l'enquête, le Ministère de l'économie a calculé les prix moyens des importations originaires de la République du Guatemala et des importations d'autres provenances pour les périodes allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000, à partir des chiffres relatifs à la valeur et au volume

[310] Première déclaration orale du Guatemala, paragraphe 37.
[311] Réponse du Guatemala à la question n° 79 du Groupe spécial.

des importations totales enregistrées dans le SICMEX, ajustés conformément à la méthode décrite aux paragraphes 163 à 169 de la présente détermination."

7.291 Le paragraphe 190 de la détermination finale, qui traite de la comparaison entre les prix à l'importation et les prix intérieurs, se lit ainsi:

"Aux fins de la comparaison entre le prix des importations en provenance de la République du Guatemala et le prix intérieur, le Ministère de l'économie a additionné la valeur au bureau d'entrée des importations visées relevant des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99, le droit de douane et la redevance pour services douaniers, ainsi que les frais de transport du produit jusqu'à l'entrepôt de l'importateur durant la période couverte par l'enquête. *Ces derniers* ont été calculés conformément aux renseignements communiqués par les importateurs inscrits dans le SICMEX qui ont répondu à la demande de renseignements qui leur a été adressée par l'autorité chargée de l'enquête, dont certains clients d'Hylsa. Ces renseignements pour cette étape de l'enquête couvraient 17 pour cent des importations visées en provenance de la République du Guatemala durant la période allant de juillet à décembre 2000." (pas d'italique dans l'original)

7.292 Les paragraphes 191 à 194 de la détermination finale se lisent ainsi:

"De même, afin d'estimer le prix de vente sur le marché intérieur de l'industrie nationale, livré à l'entrepôt des clients, le Ministère de l'économie a examiné uniquement les renseignements communiqués par le requérant et Tubería Nacional en ce qui concerne le transport du produit jusqu'à l'entrepôt de leurs clients, étant donné que les deux autres producteurs nationaux n'avaient pas fourni de renseignements sur ces frais. Il est important de souligner que Tubería Nacional et Hylsa représentaient pendant la période couverte par l'enquête, conjointement, 85 pour cent de la branche de l'industrie nationale des tubes et tuyaux visés par l'enquête.

Sur la base de ce qui est indiqué dans les deux paragraphes précédents, le Ministère de l'économie a observé que durant la période couverte par l'enquête, allant de juillet à décembre 2000, le prix moyen pondéré des importations visées en provenance de la République du Guatemala, livrées à l'entrepôt de l'importateur, avait été inférieur de 13 pour cent au prix moyen pondéré à l'entrepôt du client des producteurs mentionnés au paragraphe précédent.

Par ailleurs, conformément à ce qui est indiqué dans la section de la présente détermination, qui traite de la discrimination par les prix, durant la période allant de juillet à décembre 2000, les importations sur le marché mexicain de tubes et tuyaux visés en provenance de la République du Guatemala et relevant des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 ont été effectuées avec des marges de dumping de 29,92 et de 35,26 pour cent, respectivement.

Sur la base de ce qui est exposé aux paragraphes 182 à 193 de la présente détermination, le Ministère de l'économie a déterminé que la tenue des importations visées et l'augmentation de leur part du marché mexicain résultaient de marges de sous-cotation notables par rapport au prix intérieur et au prix des importations d'autres origines, lesquelles correspondaient aux marges de dumping constatées; l'accroissement des importations et les conditions dans lesquelles elles ont été effectuées ont comprimé les prix intérieurs."

7.293 Nous constatons, en fait, que le texte de la détermination finale n'étaye pas l'allégation principale du Guatemala à cet égard. En particulier, selon notre interprétation, le paragraphe 186 décrit comment le Ministère de l'économie a établi les prix des importations du produit visé en provenance du Guatemala et d'autres provenances (en ce qui concerne les trois périodes de six mois de 1998, 1999 et 2000), tandis que le paragraphe 190 traite d'une comparaison entre les prix des produits importés et ceux des produits nationaux, et indique les éléments qui sont intervenus dans ce calcul et la taille de l'échantillon utilisé. Concrètement, nous interprétons l'expression "[c]es derniers", au paragraphe 190 de la détermination finale, comme désignant les frais de transport de la marchandise importée depuis le bureau d'entrée jusqu'à l'entrepôt du client mexicain, et non pas tous les éléments relatifs au prix du produit importé en provenance du Guatemala. Par voie de conséquence, l'expression "[c]es renseignements", au début de la dernière phrase de ce paragraphe, désigne elle aussi ces frais. Nous avons des doutes quant à la question de savoir si un échantillon de cette taille peut donner une idée exacte de ces frais, et nous notons que les renseignements qui ont été réunis se rapportent uniquement à la période allant de juillet à décembre 2000 (sans rien indiquer de l'évolution en 1998 et 1999). Toutefois, nous prenons note des problèmes d'ordre pratique inhérents à la collecte de données dans une enquête antidumping en ce qui concerne certains éléments de l'analyse du dommage et de l'expérience du Ministère de l'économie à cet égard (exposée dans la détermination). Nous constatons que la prémisse factuelle de l'allégation principale du Guatemala – à savoir que l'échantillon de 17 pour cent correspondant à la période semestrielle de 2000 était lié au calcul par le Ministère de l'économie du prix du produit importé en provenance du Guatemala et à destination du Mexique, plutôt qu'à un seul élément constitutif de ce prix ("les frais de transport du produit jusqu'à l'entrepôt de l'importateur") – est erronée.[312]

7.294 Le Guatemala a corrigé seulement l'allégation concernant les effets du produit importé sur les prix – pour dire que même si l'échantillon de 17 pour cent était lié uniquement aux "frais de transport du produit jusqu'à l'entrepôt de l'importateur", il subsistait une incompatibilité avec l'article 3.1 et 3.2 qui était liée au calcul du prix à l'importation uniquement pour la période allant de juillet à décembre 2000 – en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par le Groupe spécial (nous avons cité cette réponse plus haut).

7.295 Nous savons qu'il n'appartient pas au Groupe spécial de plaider la cause du plaignant à la place de celui-ci.[313] À cet égard, les données limitées (les 17 pour cent) en question ont été utilisées pour estimer uniquement un ajustement dans le processus de calcul du prix pertinent du produit importé sur le marché mexicain aux fins de la détermination globale de l'existence d'un dommage; et le Ministère de l'économie a *effectivement* calculé les "prix moyens des importations originaires de la République du Guatemala et des importations d'autres provenances pour les périodes allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000" (c'est-à-dire pour chacune des périodes pertinentes de ces trois années) sur la base que nous avons exposée plus haut.[314] En d'autres termes, il ressort du dossier que le Ministère de l'économie a *effectivement* utilisé pratiquement 100 pour cent des déclarations d'importation concernant les importations en provenance du Guatemala (ainsi que le pourcentage de déclarations qu'il avait obtenues concernant les importations d'autres provenances afin d'estimer la valeur des importations faisant l'objet d'un dumping), comme il est indiqué au paragraphe 186 de la détermination finale; et que le Ministère de l'économie a effectivement exposé les problèmes qu'il avait rencontrés en ce qui concerne les données recueillies auprès de la branche de production nationale afin de comparer les prix. Le Guatemala n'a pas justifié pourquoi, malgré la correction qu'il a dû apporter aux arguments qu'il nous avait présentés, il considérait encore que calculer le prix ajusté

[312] En réponse à la question n° 79 du Groupe spécial, le Guatemala a soutenu que même si les 17 pour cent concernaient uniquement certains frais et non pas les renseignements relatifs au prix global, son allégation concernant la non-représentativité et la limitation à une période semestrielle restait valable.

[313] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue, par exemple, dans le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129.

[314] *Supra*, paragraphe 7.290.

des importations en provenance du Guatemala uniquement pour la période allant de juillet à décembre 2000 conduisait nécessairement à une incompatibilité avec l'article 3.1 et 3.2.[315] Nous constatons par conséquent que le Guatemala n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec l'article 3.1 et 3.2 à cet égard.

5. Dommage à la "branche de production nationale"[316]

a) Arguments des parties

i) Guatemala

7.296 Le **Guatemala** soutient que le Ministère de l'économie a fondé son analyse de l'existence d'un dommage sur l'utilisation sélective et incohérente de renseignements relatifs à la branche de production nationale. Sans donner la moindre explication adéquate, le Ministère de l'économie a recueilli et utilisé, aux fins de son analyse de l'existence d'un dommage, des données relatives à trois des quatre entreprises qui constituaient la branche de production nationale et, pour d'autres parties de son analyse, des données se rapportant à une seule de ces entreprises (à savoir le requérant).

7.297 De l'avis du Guatemala, la collecte et l'analyse sélectives et incohérentes de facteurs indiquant la situation de la branche de production sont contraires à l'obligation qui est faite à l'article 3.1 de procéder à un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs" et, par conséquent, aux prescriptions des articles 3.2, 3.4, 3.5 et 4.1.

ii) Mexique

7.298 Le **Mexique** estime qu'il s'est conformé aux obligations qui lui étaient faites à l'article 3.1 de procéder à un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs" et, par conséquent, à celles résultant des articles 3.2, 3.4, 3.5 et 4.1. Il affirme que l'expression "branche de production nationale" figurant à l'article 4.1 peut s'entendre de deux façons: i) "l'ensemble" des producteurs nationaux, ou ii) ceux dont les productions additionnées constituent "une proportion majeure" de la production nationale totale. Selon lui, l'autorité chargée de l'enquête peut satisfaire à la prescription relative à la "branche de production nationale" en ayant recours à l'une ou l'autre de ces définitions, c'est-à-dire en examinant "l'ensemble" des producteurs nationaux ou ceux dont les productions additionnées constituent "une proportion majeure" de la production nationale totale. Le Mexique se réfère à l'article 5.4 pour fonder son interprétation de l'élément de l'article 4.1 relatif à la "proportion majeure" et soutient que si un producteur représente à lui seul 50 pour cent de la branche de production qui exprime son soutien ou son opposition à la demande, soit le seuil fixé par l'article 5.4, l'examen objectif des facteurs de dommage peut se fonder sur des données se rapportant uniquement à ce producteur.

7.299 Le Mexique soutient qu'en l'espèce, les données réunies et analysées par le Ministère de l'économie en ce qui concerne les facteurs économiques de dommage se rapportaient à trois entreprises représentant 88 pour cent de la production nationale. En outre, comme Hylsa représentait 53 pour cent de la branche de production nationale et que l'ensemble de la branche de production nationale appuyait la demande d'ouverture d'une enquête, le Mexique estime que le Ministère de

[315] Ainsi, le Guatemala n'a ni repris ni justifié plus avant cette allégation dans le mémoire qu'il a présenté à titre de réfutation, même s'il est effectivement revenu sur son allégation concernant la méthode appliquée par le Ministère de l'économie pour analyser le volume des importations d'autres provenances que le Guatemala.

[316] En réponse à la question n° 59 du Groupe spécial, le Guatemala a confirmé qu'il ne formulait aucune allégation distincte au titre de l'article 3.4 en ce qui concerne l'évaluation par le Mexique des différends, facteurs de dommage énumérés dans cette disposition.

l'économie était justifié de recueillir et d'utiliser des données financières se rapportant uniquement au requérant pour ce qui est du dommage.

b) Arguments des tierces parties

7.300 Les **Communautés européennes** s'accordent à penser comme le Guatemala que l'analyse du dommage effectuée par le Ministère de l'économie, qui était fondée sur des données se rapportant à différentes combinaisons de renseignements provenant de différentes entreprises de la branche de production nationale, n'était pas cohérente et, par conséquent, n'était pas conforme à l'article 3.1. Selon elles, l'argument du Mexique relatif à l'article 4.1 n'est pas pertinent, puisque l'allégation formulée par le Guatemala ne portait pas sur la représentativité des données, mais sur leur utilisation incohérente et arbitraire.

c) Contexte factuel

7.301 À l'étape de l'ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie a déterminé que la branche de production nationale comprenait quatre entreprises: Tuberías Procarsa, Tubería Nacional, Compañía Mexicana de Tubos (CMT) et Hylsa.[317] En ce qui concerne le volet dommage de la décision portant ouverture d'une enquête, le Ministère de l'économie s'est fondé sur les renseignements communiqués par Hylsa concernant sa propre situation et sur certaines données se rapportant à d'autres entreprises de la branche de production nationale qui étaient mentionnées dans la demande présentée par Hylsa (lesquelles avaient été obtenues auprès de la CANACERO)[318], ainsi que sur les statistiques du SICMEX. Plus particulièrement, en ce qui concerne les indicateurs économiques du dommage, le Ministère de l'économie s'est fondé sur les données communiquées par Hylsa et sur les statistiques du SICMEX[319] pour analyser la consommation apparente du Mexique[320], ainsi que sur les données communiquées par Hylsa et provenant de la CANACERO[321] pour analyser la production nationale; l'ensemble des ventes sur le marché intérieur et des ventes à l'exportation; la capacité installée; et les stocks. En ce qui concerne les facteurs financiers de dommage, le Ministère de l'économie s'est intéressé à la situation d'Hylsa en se fondant sur les états financiers vérifiés et les données communiqués par Hylsa[322], ainsi qu'à la situation d'Hylsa-DAT.[323] En particulier,

> "… le Ministère de l'économie a calculé la part en pourcentage du chiffre d'affaires relatif aux tubes et tuyaux standard dans les ventes totales du requérant, afin de déterminer la part de ces ventes dans les bénéfices d'Hylsa, S.A. à C.V. À cet égard, l'autorité chargée de l'enquête a constaté que cette part était de 3 pour cent dans les années 1998, 1999 et 2000, raison pour laquelle elle a déterminé à titre préliminaire que les ventes du produit similaire à celui visé par l'enquête avaient influé d'une manière négligeable sur la situation financière du requérant.
>
> Pour cette étape de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête a décidé d'analyser la situation financière du requérant et les résultats d'exploitation attribuables au produit similaire pour les années 1998 à 2000; pour ce faire, elle a examiné les états financiers de base vérifiés d'Hylsa, S.A. à C.V., correspondant aux années 1998

[317] Pièce GTM-4, paragraphe 82; et pièce GTM-23, paragraphe 131 B).
[318] Pièce GTM-4, paragraphes 82 et 83. Pour calculer le prix sur le marché mexicain à l'étape de l'ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie s'est fondé sur des renseignements communiqués par le requérant au sujet des prix de vente, qui provenaient de la CANACERO, ainsi que sur des chiffres relatifs au volume et à la valeur des ventes du requérant. Voir la pièce GTM-10, paragraphe 111.
[319] Pièce GTM-4, paragraphe 116.
[320] *Ibid.*, paragraphe 118.
[321] *Ibid.*, paragraphe 119.
[322] *Ibid.*, paragraphes 129 à 131 et 132 à 154.
[323] *Ibid.*, paragraphes 122 à 134.

> à 2000, les indicateurs de la valeur et du volume ainsi que l'état des coûts, des ventes et des bénéfices relatifs au produit similaire, pour ces mêmes années, pour la période couverte par l'enquête ainsi que pour les deux périodes antérieures comparables. Il convient de signaler que le Ministère de l'économie, à des fins de comptabilité financière, a actualisé les renseignements financiers selon la méthode de l'évolution du niveau général des prix …"[324]

7.302 Pour étayer l'affirmation selon laquelle sa situation financière s'était détériorée[325], Hylsa a produit ce qui suit:

> "… un état des résultats qu'elle a dénommé "Hylsa-DAT"; néanmoins, à partir de la méthode exposée dans la réponse à la demande que l'autorité chargée de l'enquête lui avait adressée et de l'analyse des opérations numériques consignées sur une feuille de travail dénommée "Estado de costos, ventas y utilidades del producto nacional" (État des coûts, des ventes et des bénéfices relatifs au produit national), présentée par le requérant, le Ministère de l'économie est arrivé à la conclusion que cet état des résultats ("Hylsa-DAT") auquel se référait le requérant correspondait en réalité aux résultats d'exploitation relatifs au produit similaire, raison pour laquelle il a décidé qu'à cette étape de l'enquête, il évaluerait uniquement les résultats relatifs au produit similaire et ceux du requérant dans leur ensemble."[326]

7.303 Sur cette base, le Ministère de l'économie a analysé les bénéfices d'exploitation du requérant et ceux relatifs au "produit similaire". Il a également analysé le retour sur investissement[327]; le flux de liquidités[328]; la capacité de se procurer des capitaux[329]; et d'autres facteurs de dommage.[330] Sur la base de son analyse, le Ministère de l'économie a déterminé que l'ouverture d'une enquête était justifiée.[331]

7.304 Lors de l'étape préliminaire, le Ministère de l'économie a demandé des renseignements aux trois entreprises qui constituaient, avec le requérant, la branche de production nationale (Tuberías Procarsa, Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos)[332], ainsi qu'à la CANACERO.[333] En particulier, il a demandé des renseignements concernant les principaux indicateurs économiques de ces entreprises pour les années 1998, 1999 et 2000.[334,335] Au cours de cette étape, le Ministère de l'économie a également demandé au requérant de fournir certains

---

[324] *Ibid.*, paragraphes 130 et 131.
[325] *Ibid.*, paragraphe 133.
[326] *Ibid.*, paragraphe 134.
[327] *Ibid.*, paragraphes 140 à 146.
[328] *Ibid.*, paragraphes 147 à 149.
[329] *Ibid.*, paragraphes 150 à 154. Le Ministère de l'économie a également analysé la "menace de dommage", qui ne fait pas l'objet du présent différend.
[330] Pièce GTM-4, paragraphes 166 à 170.
[331] *Ibid.*, paragraphe 171.
[332] Au cours de l'étape préliminaire de l'enquête, la Compañía Mexicana de Tubos (CMT) a été examinée en tant que Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos (CMPT). Pièce GTM-23, paragraphe 131 A).
[333] Pièce GTM-10, paragraphe 39.
[334] *Ibid.*, paragraphe 105. Voir les demandes de renseignements datées du 17 décembre 2001 que le Ministère de l'économie a adressées à Tuberías Procarsa, à Tubería Nacional et à la Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos. Il a demandé, en particulier, "des renseignements sur les indicateurs économiques suivants pour ce qui est des tubes et tuyaux standard noirs et des tubes et tuyaux standard galvanisés qui ont été fabriqués en 1998, 1999 et 2000: production, ventes sur le marché intérieur, ventes à l'exportation, autoconsommation, stocks, emploi, prix de vente sur le marché intérieur et capacité de production installée …".
[335] Procarsa est la seule entreprise qui n'a pas répondu à cette demande de renseignements. Pièce GTM-10, paragraphe 106.

éclaircissements à propos des données qu'il avait communiquées au sujet des indicateurs financiers.[336] En particulier,

> "… eu égard aux incohérences entre l'état des résultats d'Hylsa, Division des aciers tubulaires, qui a été communiqué dans la réponse du requérant et l'état des coûts, des ventes et des bénéfices relatifs au produit similaire qui a été communiqué dans la réponse à la demande de renseignements additionnels (annexe 8), le Ministère de l'économie a demandé des éclaircissements. Toutefois, le requérant n'a pas donné une réponse permettant d'être certain des données figurant dans l'état des coûts, des ventes et des bénéfices relatifs au produit similaire. C'est la raison pour laquelle l'autorité chargée de l'enquête a déterminé que l'analyse des variables financières portait sur la gamme de produits réduite, à savoir Hylsa, Division des aciers tubulaires. De même, il a été précisé que les renseignements communiqués par le requérant au sujet de cette division étaient sous forme de chiffres annuels; c'est pourquoi, au cours de la prochaine étape, le Ministère de l'économie réunira les renseignements concernant Hylsa, Division des aciers tubulaires, et correspondant à la période couverte par l'enquête et aux périodes antérieures comparables.
>
> Le Ministère de l'économie a examiné la situation financière du requérant afin de déterminer s'il existait des éléments permettant de conclure que les importations dénoncées affectaient notablement les variables financières du produit similaire de fabrication nationale, à savoir les tubes et tuyaux standard. Ont été examinés à cet effet les états financiers de base vérifiés du requérant pour la période allant de 1998 à 2000, les indicateurs économiques de la valeur et du volume, ainsi que l'état des résultats propre à la Division des aciers tubulaires d'Hylsa, que le requérant avait communiqué en chiffres annuels. À des fins de comparabilité financière, le Ministère de l'économie a actualisé les renseignements financiers selon la méthode de l'évolution du niveau général des prix …"[337]

7.305 Dans sa détermination préliminaire, le Ministère de l'économie a défini la branche de production nationale comme étant composée de quatre entreprises: Tuberías Procarsa, Tubería Nacional, Compañía Mexicana de Tubos et Hylsa.[338] Pour établir sa détermination préliminaire, le Ministère de l'économie a calculé le prix de vente moyen pondéré sur le marché intérieur de la branche de production nationale à partir de renseignements communiqués par Hylsa, Tubería Nacional et la CANACERO.[339] Il a aussi analysé, entre autres choses, les indicateurs économiques suivants: la consommation nationale apparente à partir des renseignements provenant d'Hylsa, du SICMEX et de la CANACERO[340]; les chiffres relatifs à la capacité installée à partir des renseignements communiqués par Hylsa et Tubería Nacional[341]; et les stocks à partir des renseignements communiqués par Hylsa et Tubería Nacional.[342] Pour ce qui est de son analyse des variables financières, le Ministère de l'économie a utilisé des renseignements financiers provenant non seulement d'Hylsa mais aussi de sa Division des aciers tubulaires, Hylsa-DAT, comme il est expliqué plus haut.[343] Le Ministère de l'économie est arrivé à la conclusion suivante:

---

[336] Pièce GTM-10, paragraphe 169.
[337] *Ibid.*, paragraphes 169 et 170.
[338] *Ibid.*, paragraphe 107.
[339] *Ibid.*, paragraphe 146.
[340] *Ibid.*, paragraphes 150, 152 et 153.
[341] *Ibid.*, paragraphe 160.
[342] *Ibid.*, paragraphe 161.
[343] *Ibid.*, paragraphes 169 et 170; voir les paragraphes 171 à 182 pour ce qui est de l'analyse des indicateurs économiques qui a été effectuée par le Ministère de l'économie.

> "En se fondant sur ce qui est indiqué aux paragraphes 165 à 181 de la présente détermination, le Ministère de l'économie est arrivé à la conclusion que les bénéfices d'exploitation d'Hylsa et de sa Division des aciers tubulaires avaient diminué en 2000, en raison de la baisse du chiffre d'affaires global. Ce fait a influé défavorablement sur la marge d'exploitation de l'entreprise et de la Division des aciers tubulaires d'Hylsa, ainsi que sur le rendement de l'investissement de celle-ci et sur la part de celle-ci dans ce rendement en 2000. En outre, Hylsa a été affecté défavorablement dans sa capacité à se procurer des capitaux en raison de la baisse du flux de liquidités et des bénéfices d'exploitation, ainsi que de l'accroissement de son niveau d'endettement financier."[344]

7.306 Aux fins de sa détermination finale, le Ministère de l'économie a demandé des renseignements additionnels aux entreprises interrogées autres qu'Hylsa (Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos) pour obtenir confirmation que les renseignements relatifs à leurs indicateurs économiques se rapportaient aux spécifications, longueurs, diamètres et épaisseurs du produit visé par l'enquête, tel qu'il était défini à ce moment-là.[345] Le Ministère de l'économie a également demandé des renseignements à la Compañía Mexicana de Tubos au sujet des indicateurs économiques correspondant aux spécifications, longueurs, diamètres et épaisseurs du produit visé par l'enquête, tel qu'il avait été défini à ce moment-là. Il est indiqué dans la détermination finale qu'en réponse à cette demande de renseignements, Tubería Nacional a indiqué que les données économiques relatives au dommage qu'elle avait communiquées se rapportaient uniquement au produit défini (catégories 30, 40 et 80), tandis que la Compañía Mexicana de Tubos a fait savoir qu'elle fabriquait uniquement le produit défini de la catégorie 40 et qu'elle a communiqué des données économiques relatives au dommage.[346]

7.307 Dans la détermination finale, le Ministère de l'économie a affirmé que la branche de production nationale comprenait quatre entreprises: Tuberías Procarsa, Tubería Nacional, Compañía Mexicana de Tubos et Hylsa.[347]

7.308 Pour établir sa détermination finale en ce qui concerne les facteurs économiques de dommage, le Ministère de l'économie a utilisé des renseignements provenant de trois entreprises: Hylsa, Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Tubos.[348] Ensemble, ces entreprises représentaient 88 pour cent de la branche de production nationale.[349] Sur cette base, le Ministère de

---

[344] *Ibid.*, paragraphe 182.

[345] Pièce GTM-23, paragraphe 139, et pièce GTM-18 (note officielle UPCI.310.03.1912/2 et note officielle UPCI.310.02.1867/2), respectivement.

[346] Le traitement réservé par le Ministère de l'économie à la CMT et à la CMPT est quelque peu confus. Au demeurant, le Ministère de l'économie a expliqué qu'il n'avait pas reçu ces renseignements avant l'étape finale, puisque Hylsa avait mal indiqué l'adresse de cette entreprise. Pièce GTM-23, paragraphe 140, et pièce GTM-18 (note officielle UPCI.310.02.1498/2). En outre, la CMPT a indiqué qu'elle ne fabriquait pas le produit tel qu'il avait été défini. Pièce GTM-23, paragraphe 142. Au paragraphe 145, le Ministère de l'économie a également indiqué que "… la Compañía Mexicana de Perfiles y Tubos, qui a indiqué qu'elle ne fabriquait pas le produit visé par cette enquête, ne fait pas partie de la branche de production nationale". Par conséquent, à l'étape de la détermination finale, la CMT faisait partie de la branche de production nationale alors que la CMPT n'en faisait pas partie.

[347] Pièce GTM-23, paragraphe 145.

[348] *Ibid.*, paragraphe 201. Il est également indiqué au paragraphe 148 de la détermination finale que lorsqu'il a examiné si Hylsa était habilitée ou non à demander l'ouverture d'une enquête, le Ministère de l'économie a noté qu'Hylsa lui avait indiqué les noms de trois autres producteurs nationaux qui fabriquaient "des tubes et tuyaux de construction selon la norme ASTM A500 de la cédule 40". Le Ministère de l'économie a dit: "Néanmoins, la production de tubes et tuyaux de ces fabricants est négligeable …" Il est évident que ces autres producteurs nationaux n'étaient pas inclus dans la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie par le Ministère de l'économie aux fins de sa détermination de l'existence d'un dommage.

[349] Pièce GTM-23, paragraphe 201.

l'économie a déterminé que les tendances des indicateurs économiques de ces entreprises étaient représentatives de la branche de production nationale.[350] En particulier, sur la base de ces renseignements, le Ministère de l'économie a analysé les éléments suivants:

- la production nationale destinée au marché intérieur[351],
- les ventes sur le marché intérieur[352],
- la production nationale destinée au marché d'exportation[353],
- la capacité installée[354],
- les stocks[355], et
- l'emploi.[356]

7.309 En ce qui concerne son analyse des facteurs financiers de dommage, le Ministère de l'économie a utilisé des renseignements concernant Hylsa (l'entreprise dans son ensemble) et/ou concernant Hylsa et sa Division des aciers tubulaires, Hylsa-DAT. Il avait déterminé que "la production du requérant représentait une partie importante de la production nationale, puisqu'elle correspondait à 53 pour cent de la production nationale de tubes et tuyaux visés par l'enquête".[357] Le Ministère de l'économie a indiqué ce qui suit:

> "Aux fins de la détermination préliminaire, le Ministère de l'économie a décidé d'analyser les résultats d'Hylsa-DAT et de l'entreprise dans son ensemble, à partir des renseignements dont il disposait. Lors de cette étape de l'enquête, Hylsa a communiqué au Ministère de l'économie un état des coûts, des ventes et des bénéfices, mais celui-ci ne correspondait pas à la valeur des ventes dont il était fait état dans les indicateurs de l'entreprise pour le produit visé par l'enquête.
>
> Par ailleurs, durant cette étape de l'enquête, Hylsa a fourni l'état des résultats de la Division des aciers tubulaires (Hylsa-DAT) pour les premier et second semestres des années 1998, 1999 et 2000, que le Ministère de l'économie a jugé adéquats pour procéder à l'analyse des bénéfices et de la rentabilité de la Division des aciers tubulaires.
>
> En tenant compte des renseignements mentionnés au paragraphe précédent, des états financiers de base vérifiés d'Hylsa pour les années 1998 à 2000, des indicateurs économiques de la valeur et du volume, ainsi que de l'état des coûts, des ventes et des bénéfices relatifs au produit similaire pour ces mêmes années, le Ministère de l'économie a examiné la situation financière de l'entreprise requérante Hylsa pour les années 1998 à 2000 et celle d'Hylsa-DAT pour ces mêmes années, pour la période couverte par l'enquête ainsi que pour les deux périodes antérieures comparables; ces

[350] *Ibid.*
[351] Pièce GTM-23, paragraphe 204.
[352] *Ibid.*, paragraphes 205 et 206.
[353] *Ibid.*, paragraphe 207.
[354] *Ibid.*, paragraphes 208 et 209.
[355] *Ibid.*, paragraphe 210.
[356] *Ibid.*
[357] Pièce GTM-23, paragraphe 146.

> derniers renseignements se rapportaient à la gamme plus étroite qui comprenait le produit national similaire."[358]

7.310 Par conséquent, pour son analyse de la capacité à se procurer des capitaux, le Ministère de l'économie a utilisé des renseignements concernant Hylsa[359] et, pour les indicateurs ci-après, il a utilisé des renseignements se rapportant à la fois à Hylsa-DAT et à Hylsa:

- les bénéfices[360],
- le retour sur investissement[361], et
- le flux de liquidités.[362]

7.311 En ce qui concerne les données relatives à Hylsa et à Hylsa-DAT, respectivement, le Ministère de l'économie a déclaré ce qui suit:

> "Compte tenu de ce qui est indiqué précédemment, on trouvera ci-après les résultats de l'examen de la situation financière de l'entreprise Hylsa et de la Division des aciers tubulaires.
>
> Le Ministère de l'économie a calculé la part des recettes provenant des ventes totales de tubes et tuyaux visés par l'enquête dans les recettes d'Hylsa-DAT et est arrivé à des résultats de 37 pour cent pour 1998, de 36 pour cent pour 1999 et de 33 pour cent pour 2000; c'est pourquoi il a déterminé que les ventes de tubes et tuyaux visés par l'enquête influaient d'une manière notable sur la situation financière d'Hylsa-DAT. De même, il a déterminé que les recettes globales de la Division des aciers tubulaires représentaient en moyenne 8 pour cent des ventes totales de l'entreprise requérante entre les années 1998 et 2000."[363]

7.312 Le Mexique nous a confirmé que le Ministère de l'économie n'avait demandé à aucun moment au cours de l'enquête des renseignements concernant les indicateurs financiers aux autres entreprises qui constituaient la branche de production nationale, mis à part Hylsa (et, au sein d'Hylsa, sa division Hylsa-DAT).[364]

d) Évaluation du Groupe spécial

7.313 Compte tenu des éléments de preuve et des arguments présentés par les parties, la question dont nous sommes saisis est celle de savoir si le Ministère de l'économie a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, comme l'exigeait l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5, lorsqu'il a réuni et évalué les données relatives au dommage causé à la "branche de production nationale", au sens où cette expression est définie à l'article 4.1.

---

[358] *Ibid.*, paragraphes 214 à 216.
[359] *Ibid.*, paragraphes 234 à 236.
[360] *Ibid.*, paragraphes 218 et 221 à 224.
[361] *Ibid.*, paragraphes 218, 225 et 226.
[362] *Ibid.*, paragraphes 218 et 227 à 233.
[363] *Ibid.*, paragraphes 219 et 220.
[364] Réponse du Mexique à la question n° 64 du Groupe spécial.

7.314 Aux fins de la détermination finale, le Ministère de l'économie a affirmé que la branche de production nationale[365] comprenait quatre entreprises: Hylsa, Tuberías Procarsa, Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Tubos. C'est ainsi que le Ministère de l'économie a défini la branche de production nationale aux fins de l'analyse du dommage.[366] Néanmoins, l'analyse des indicateurs économiques et financiers qui a été effectuée par le Ministère de l'économie se fondait sur des ensembles de renseignements qui ne se rapportaient à aucun moment à l'ensemble de la branche de production, telle qu'elle avait été définie par le Ministère de l'économie. Aux fins de l'analyse du dommage qui figure dans la détermination finale, le Ministère de l'économie s'est fondé sur des renseignements concernant les indicateurs économiques de trois entreprises qui constituaient 88 pour cent de la branche de production nationale.[367] S'agissant des renseignements financiers, le Ministère de l'économie n'a demandé et utilisé que des renseignements correspondant à 53 pour cent de la branche de production nationale, provenant d'Hylsa et/ou de sa Division des tubes et tuyaux, Hylsa-DAT.[368]

7.315 Par conséquent, la question particulière dont nous sommes saisis en ce qui concerne les faits de la cause est celle de savoir si la collecte et l'utilisation par le Ministère de l'économie de données économiques relatives au dommage en ce qui concerne trois entreprises représentant 88 pour cent de la production nationale, et de données financières relatives au dommage en ce qui concerne une seule entreprise représentant 53 pour cent de la production nationale, étaient compatibles avec les obligations résultant pour le Mexique de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 pour ce qui est de la détermination

[365] Pièce GTM-23, paragraphe 145. Définition de la branche de production nationale à l'étape de l'ouverture de l'enquête: pièce GTM-4, paragraphe 82; définition de la branche de production nationale à l'étape de la détermination préliminaire: pièce GTM-10, paragraphe 107.

[366] Dans l'analyse de la "représentativité" aux fins de l'ouverture de l'enquête figurant dans la détermination finale, le Ministère de l'économie est arrivé à la conclusion que la production de "tubes et tuyaux de construction fabriqués selon la norme ASTM A500 de la cédule 40" attribuable aux trois autres producteurs nationaux (qui n'avaient pas participé à l'enquête, mais au sujet desquels Hylsa avait appelé l'attention du Ministère de l'économie pendant l'étape finale de l'enquête), "n'était pas notable". Ayant jugé que la production de ces entreprises non participantes "n'était pas notable", le Ministère de l'économie n'a pas pris en compte leur production dans celle de la branche de production nationale aux fins de son analyse du dommage. S'agissant de ces trois entreprises non participantes, le Ministère de l'économie a dit ce qui suit"… à cette étape de l'enquête, *outre les entreprises qui constituent la partie importante de la branche de production nationale de tubes et tuyaux visés par l'enquête* …" (pas d'italique dans l'original); cela implique que la branche de production nationale qu'il a définie aux fins de son enquête sur l'existence d'un dommage représentait une proportion majeure de la production nationale, et non pas "l'ensemble" de la branche de production nationale. Selon le Ministère de l'économie, l'inclusion de ces producteurs ne l'aurait pas amené à changer fondamentalement d'avis, à savoir qu'il avait été satisfait à l'exigence de "représentativité" permettant d'ouvrir une enquête, ou qu'Hylsa représentait "une proportion majeure" ("une partie importante") de la production nationale. Voir les paragraphes 148 et 149 de la pièce GTM-23: la détermination finale. La proportion de la "branche de production nationale" – telle qu'elle a été définie par le Ministère de l'économie – que représentait Hylsa était le principal fondement de l'argument que le Mexique nous a présenté pour faire valoir que le Ministère de l'économie était en droit de solliciter des données sur le dommage financier en s'adressant uniquement à Hylsa (et à Hylsa-DAT), et non pas aux autres entreprises qui constituaient la "branche de production nationale", telle qu'elle avait été définie par le Ministère de l'économie. Pour cette raison, nous estimons que le traitement que le Ministère de l'économie a réservé aux trois producteurs dont la production "n'était pas notable" n'influe pas sensiblement sur l'analyse de la question qui nous occupe ici. Autrement dit, le fait que la branche de production nationale définie par le Ministère de l'économie était constituée au départ de "l'ensemble" de la branche de production nationale ou d'"une proportion majeure de celle-ci" ne change pas la nature de notre analyse, qui porte essentiellement sur le traitement réservé à cette "branche de production", *après qu'elle eut été définie par le Ministère de l'économie* aux fins de son analyse du dommage. Nous observons, au demeurant, que le Guatemala n'a pas contesté la *définition* de la branche de production nationale qui a été retenue par le Ministère de l'économie aux fins de son analyse du dommage.

[367] Pièce GTM-23, paragraphe 201.

[368] *Ibid*., paragraphes 215 et 216.

de l'existence d'un dommage causé à la "branche de production nationale", au sens qui est donné à cette expression à l'article 4.1.

7.316 Nous tenons à souligner d'entrée de jeu que nous croyons comprendre que la question dont nous sommes saisis, telle qu'elle a été formulée par le Guatemala, n'inclut *pas* la compatibilité avec les dispositions citées de l'utilisation par le Ministère de l'économie de données financières sur le dommage se rapportant *à la fois* à Hylsa et à Hylsa-DAT. À notre avis, l'utilisation par le Ministère de l'économie de données se rapportant à la fois à Hylsa et à Hylsa-DAT pourrait fausser considérablement l'analyse du dommage, étant donné que d'après le dossier, les recettes d'Hylsa-DAT représentaient 8 pour cent des ventes totales d'Hylsa de 1998 à 2000.[369] Il ressort également du dossier que le Ministère de l'économie a examiné *ensemble* les renseignements relatifs à Hylsa et à Hylsa-DAT aux fins de son analyse financière du dommage. Hormis l'indication selon laquelle le Ministère de l'économie a analysé les renseignements financiers se rapportant à Hylsa et à Hylsa-DAT suivant des principes comptables généralement reconnus[370], le dossier n'indique pas clairement comment le Ministère de l'économie a fait en sorte de ne prendre en considération qu'une seule fois les résultats financiers d'Hylsa-DAT, c'est-à-dire en les examinant en tant que tels, et non pas aussi comme faisant partie des résultats financiers généraux d'Hylsa. Le Mexique n'a certainement pas clarifié de quelle manière ni dans quelle mesure le Ministère de l'économie avait réduit la possibilité que le bilan d'Hylsa-DAT "ne soit pris en compte deux fois" au regard de la branche de production nationale. Nous ne voyons pas très bien comment le bilan d'Hylsa-DAT, qui était à l'origine d'une proportion relativement faible des ventes totales d'Hylsa, aurait pu être représentatif de la situation générale d'Hylsa.[371] Néanmoins, même s'il fait mention de l'utilisation par le Ministère de l'économie de diverses combinaisons d'entreprises comme sources d'information, le Guatemala n'indique pas expressément que l'utilisation de renseignements provenant d'Hylsa et/ou d'Hylsa-DAT est une question particulière que nous devrions examiner.[372] Par conséquent, les constatations que nous formulons ci-après sont sans préjudice de nos vues sur cette question. En ce qui concerne Hylsa et Hylsa-DAT, la question dont nous sommes saisis porte essentiellement sur la compatibilité avec les dispositions citées du critère appliqué par le Ministère de l'économie pour demander et utiliser des données correspondant à *pas plus* de 53 pour cent de la branche de production nationale aux fins de son analyse des indicateurs financiers dans le cadre de son analyse du dommage.

7.317 Pour traiter la question dont nous sommes saisis, nous examinons pour commencer le principal argument avancé par le Mexique pour justifier le critère appliqué par le Ministère de l'économie.

7.318 Le Mexique soutient, s'agissant des divers facteurs de dommage, que le Ministère de l'économie a agi à bon droit en examinant les données relatives soit à la totalité (ou à la quasi-totalité) de la branche de production nationale, soit à "une proportion majeure" de celle-ci.[373] Selon le Mexique, cette approche était compatible avec la définition de "branche de production nationale" qui

[369] Réponse à la question n° 81 du Groupe spécial.
[370] Pièce GTM-23, paragraphe 217.
[371] Voir, par exemple, la pièce GTM-23, paragraphe 238.
[372] Voir, par exemple, la première communication écrite du Guatemala, paragraphes 276 et 277; la réponse du Guatemala à la question n° 168 du Groupe spécial; et la communication présentée à titre de réfutation par le Guatemala, notamment le paragraphe 133. Au paragraphe 277 de sa première communication écrite, le Guatemala a dit:

"… si les résultats financiers du requérant et d'Hylsa-DAT sont pertinents pour l'examen du dommage, les résultats financiers des autres parties de la branche de production nationale et de la branche de production nationale dans son ensemble sont eux aussi également importants …"

Eu égard à cette affirmation, nous croyons comprendre que la plainte du Guatemala porte principalement sur le fait que le Ministère de l'économie n'a pas demandé de données financières sur le dommage à des entreprises autres qu'Hylsa/Hylsa-DAT.
[373] Dans la réponse à la question n° 66 du Groupe spécial, par exemple.

est donnée à l'article 4.1, en ce sens qu'elle devait englober *soit* la totalité, *soit* "une proportion majeure" de celle-ci. S'agissant de l'analyse des indicateurs économiques du dommage, le Mexique fait valoir que l'utilisation de données provenant de trois entreprises qui constituaient 88 pour cent de la production nationale était "représentative" de la branche de production nationale.[374] Pour ce qui est de l'élément "proportion majeure", le Mexique invoque l'article 5.4 de l'*Accord antidumping*, qui fixe la règle en matière de "représentativité" et les seuils en pourcentage pour l'ouverture d'une enquête "par la branche de production nationale ou en son nom". Selon lui, étant donné qu'Hylsa représentait à elle seule 53 pour cent de la branche de production nationale – c'est-à-dire plus que le seuil de 50 pour cent fixé par l'article 5.4 –, un examen objectif des facteurs de dommage pouvait se fonder sur des données se rapportant uniquement à ce producteur.[375] De l'avis du Mexique, cela est suffisant pour considérer que le résultat de cette analyse reflète la situation de la branche de production nationale.[376]

7.319 Le Guatemala rétorque que l'article 5.4 traite de la "représentativité" nécessaire pour ouvrir une enquête, tandis que l'article 4.1 définit le sens de l'expression "branche de production nationale" aux fins de l'Accord.

7.320 Nous rappelons le cadre juridique dans lequel s'inscrit notre analyse. Nous avons déjà cité plus haut le texte des dispositions applicables de l'article 3 et de l'article 4.1. L'article 3.1 dispose que la détermination de l'existence d'un dommage se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif – entre autres choses – de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux de produits similaires. L'article 3.4 dispose que l'examen de "l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la *branche de production nationale* concernée comportera une évaluation de *tous les facteurs et indices économiques pertinents* qui influent sur la situation de cette *branche* …" (pas d'italique dans l'original), et l'article 3.5 dispose qu'"[i]l devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux *paragraphes 2 et 4*, un dommage … à la *branche de production nationale*". (pas d'italique dans l'original) Par conséquent, la détermination de l'existence d'un dommage est axée sur la situation de la "*branche de production nationale*", telle que cette expression est définie à l'article 4.1. L'article 4 de l'*Accord antidumping* est intitulé ainsi: "Définition de la branche de production nationale". L'expression "branche de production nationale" est définie à l'article 4.1, qui se lit en partie comme suit:

> "Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits …"

7.321 La disposition de l'article 4.1 et la note de bas de page 9, dans laquelle le dommage est défini comme étant "un dommage important causé à une branche de production nationale, … interprété conformément aux dispositions de [l']article [3]", amène nécessairement à conclure que la branche de production nationale pour laquelle l'existence d'un dommage est examinée et déterminée doit être la branche de production nationale définie conformément à l'article 4.1.[377] Il s'ensuit que la détermination de l'existence d'un dommage est, en fait, une détermination selon laquelle "l'ensemble" des producteurs nationaux ou une "proportion majeure" d'entre eux subissent un "dommage". En

[374] Pièce GTM-23, paragraphe 201.

[375] Réponse à la question n° 67 du Groupe spécial et paragraphe 213 de la première communication écrite du Mexique.

[376] Réponse à la question n° 67 du Groupe spécial et paragraphe 216 de la première communication écrite du Mexique.

[377] Nous notons qu'une opinion analogue est exprimée dans le rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs*, paragraphe 7.147.

effet, la notion de "branche de production nationale" est fondamentale pour la détermination de l'existence d'un dommage, puisqu'elle définit le cadre qui servira à rassembler et à analyser les données.

7.322 La branche de production nationale est définie de deux manières à l'article 4.1: "l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires" ou "ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits". Le texte de l'article 4.1 n'établit aucun ordre de préférence entre ces deux options. Néanmoins, cela ne nous amène pas à conclure que l'autorité chargée de l'enquête peut passer d'une possibilité à l'autre au cours de l'analyse du dommage (ni opter pour diverses "proportions" de la branche de production nationale censées être "majeures" au cours de la même analyse du dommage). L'article 4.1 et, en particulier, l'expression "une proportion majeure", admettent un certain degré de flexibilité dans la définition de la branche de production nationale ou de la "proportion majeure" de celle-ci; mais, une fois qu'elle a défini le cadre dans lequel s'inscrira son analyse – qu'il s'agisse de toute une branche de production nationale ou d'une proportion majeure de celle-ci – l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser le cadre qu'elle a défini d'une manière systématique et cohérente pendant toute la durée de l'enquête.

7.323 L'article 5.4 dispose ce qui suit:

> "Une enquête ne sera ouverte conformément au paragraphe 1 que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale." (notes de bas de page omises)

7.324 La clause introductive de l'article 4.1 indique que la définition de "branche de production nationale" s'applique "*[a]ux fins du présent accord*", c'est-à-dire à l'intégralité de l'Accord. Elle définirait donc aussi l'expression "branche de production nationale" employée à l'article 5.4. Cet article commence par la phrase: "Une enquête ne sera ouverte conformément au paragraphe 1 que si …" Ceci est une indication textuelle claire que l'article 5.4 énonce une condition fondamentale qui doit être respectée pour *ouvrir* une enquête.[378] Néanmoins, comme nous sommes arrivés à la conclusion que l'article 4.1 ne permet pas à l'autorité chargée de l'enquête de passer de l'une à l'autre des deux définitions possibles de "branche de production nationale" au cours d'une même analyse du dommage, c'est-à-dire: i) l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires; ou, ii) ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits, nous estimons que l'article 5.4 n'est pas lié à strictement parler à la question dont nous sommes saisis, parce que la question soulevée par l'allégation du Guatemala n'est *pas* la définition de la branche de production nationale en tant que telle, ni la détermination d'"une proportion majeure" de cette branche comme étant la "branche de production nationale" aux fins de l'analyse du dommage. En revanche, l'allégation du Guatemala porte sur la compatibilité et la

[378] L'importance de cette condition nécessaire à l'ouverture d'une enquête a été soulignée systématiquement dans le cadre du règlement des différends à l'OMC, par exemple dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphes 282 et 289, et dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 1916 (Japon)*, paragraphe 6.261 (confirmé en appel).

représentativité de l'ensemble des données utilisées par le Ministère de l'économie pour son analyse de la situation de la branche de production nationale, telle que celui-ci l'avait définie.[379] Par conséquent, nous rejetons la pertinence de la prémisse juridique sur laquelle repose l'argument du Mexique concernant l'article 4.1 et l'article 5.4.

7.325 Nous passons à l'examen de la question soulevée par le Guatemala selon laquelle le Mexique a contrevenu à l'article 3.1 et manqué à d'autres obligations pertinentes énoncées à l'article 3 en n'utilisant pas un ensemble de données cohérent et représentatif concernant la "branche de production nationale", telle que celle-ci avait été définie par le Ministère de l'économie, aux fins de son analyse du dommage. Dans ce contexte, nous examinerons si la collecte et l'utilisation par le Ministère de l'économie de données économiques sur le dommage relatives à trois entreprises qui constituaient 88 pour cent de la production nationale, et de données financières sur le dommage relatives à une seule entreprise qui constituait 53 pour cent de la production nationale, étaient compatibles avec les obligations résultant pour le Mexique de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 en ce qui concerne le dommage causé à la "branche de production nationale", telle que cette expression est définie à l'article 4.1.

7.326 Nous sommes d'avis qu'une fois qu'elle a déterminé quelles sont les entités qui forment la branche de production nationale sur laquelle reposera son analyse du dommage, l'autorité chargée de l'enquête doit chercher à obtenir et utiliser un ensemble de données cohérent qui reflète l'activité de ces entités. Nous comprenons que, dans la pratique, l'autorité chargée de l'enquête puisse ouvrir l'enquête en disposant de renseignements partiels, qu'elle pourrait compléter par la suite au cours de l'enquête. L'autorité chargée de l'enquête pourrait aussi être aux prises avec des données incomplètes et problématiques fournies par un ou plusieurs producteurs nationaux. En pareil cas, elle devrait demander des renseignements additionnels ou, si cela n'est pas possible, avoir recours à une méthode d'estimation raisonnable qui donnerait des résultats conformes à la situation de la branche de production nationale. Il en est ainsi parce que la prescription consiste à déterminer si la branche de production nationale, telle qu'elle a été définie, subit ou non un dommage en raison des importations faisant l'objet d'un dumping.

7.327 L'obligation pour l'autorité chargée de l'enquête de procéder à un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs", énoncée à l'article 3.1, signifie qu'elle ne peut examiner des parties d'une branche de production nationale d'une manière incohérente, arbitraire ou sélective. Nous rappelons ce qu'a dit l'Organe d'appel dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*:

> "Nous avons déjà dit que le fait, pour les autorités chargées de l'enquête, d'examiner une branche de production nationale par partie, secteur ou segment peut être extrêmement pertinent. Toutefois, comme dans le cas de tous les autres aspects de l'évaluation de la branche de production nationale, l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* exige qu'un tel examen sectoriel soit effectué de manière "objective". À notre avis, cette prescription signifie que, lorsque les autorités chargées de l'enquête entreprennent l'examen d'une partie d'une branche de production nationale, elles devraient, en principe, examiner, de la même manière, toutes les autres parties qui composent cette branche, et examiner aussi la branche de production dans son ensemble. Ou alors, les autorités chargées de l'enquête devraient donner une explication satisfaisante indiquant pourquoi il n'est pas nécessaire d'examiner directement ou spécifiquement les autres parties de la branche de production nationale. Différentes parties d'une branche de production nationale peuvent présenter des résultats économiques très différents pendant une période donnée. Certaines parties peuvent obtenir de bons résultats, tandis que d'autres en obtiennent

[379] Voir, par exemple, le paragraphe 270 de la première communication écrite du Guatemala. Le Guatemala affirme qu'après avoir déterminé que la branche de production nationale comprenait quatre entreprises, le Ministère de l'économie aurait dû se fonder sur la situation économique de ces quatre entreprises.

> de médiocres. À n'examiner que les parties d'une branche de production qui obtiennent des résultats médiocres, même si l'ensemble de la branche de production nationale fait aussi l'objet d'un examen, on risque de donner une impression trompeuse des données relatives à la branche de production dans son ensemble, et de ne pas tenir compte d'évolutions positives qui se produisent dans d'autres parties de la branche de production. Un tel examen peut aboutir à mettre en lumière les données négatives relatives à la partie qui obtient des résultats médiocres, sans appeler l'attention sur les données positives relatives à d'autres parties de la branche de production. Nous relevons que la réciproque peut aussi être vraie – examiner seulement les parties d'une branche de production qui obtiennent de bons résultats peut amener à sous-estimer l'importance de la dégradation des résultats obtenus dans d'autres parties de la branche de production.
>
> De plus, en examinant seulement une partie d'une branche de production, les autorités chargées de l'enquête risquent de ne pas apprécier correctement les liens économiques entre cette partie de la branche de production et les autres parties, ou entre une ou plusieurs de ces parties et l'ensemble de la branche de production. Par exemple, on peut imaginer qu'une branche de production, comprenant deux parties, connaisse dans l'ensemble une légère récession, une partie obtenant des résultats plus que médiocres et l'autre des résultats très bons. Il se peut que les liens entre ces deux parties soient tels que la partie la plus saine tire l'autre, ainsi que la branche de production dans son ensemble, hors de la récession. Réciproquement, la partie saine peut suivre l'autre partie, et la branche de production dans son ensemble, dans une récession.
>
> Par conséquent, un examen ne portant que sur certaines parties d'une branche de production nationale n'assure pas une évaluation adéquate de la situation de la branche de production nationale dans son ensemble, et ne satisfait donc pas aux prescriptions en matière d'"objecti[vité]" énoncées à l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*."[380]

7.328 À notre avis, la prescription de l'article 3.1 voulant que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif impose certaines obligations à l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne la cohérence des données recueillies et utilisées pour fonder sa détermination. En bref, l'examen d'une partie seulement de la branche de production, telle que celle-ci a été définie par l'autorité chargée de l'enquête, n'est pas un examen objectif des éléments de preuve positifs, puisqu'il n'est pas représentatif de la situation générale de la branche de production nationale. L'utilisation d'un ensemble de données cohérent et représentatif reflétera mieux la situation de la branche de production nationale aux fins de l'analyse du dommage. Par conséquent, nous ne partageons pas l'avis du Mexique selon lequel l'autorité chargée de l'enquête peut choisir de limiter la collecte et l'évaluation des données en ce qui concerne certains facteurs de dommage à une certaine partie seulement de la branche de production nationale, telle qu'elle l'a définie aux fins de son analyse du dommage.

7.329 Eu égard à ces considérations, nous estimons que le Ministère de l'économie était tenu, au regard des termes exprès de l'*Accord antidumping*, de se prononcer sur la question du dommage en se fondant sur un ensemble de données cohérent qui reflétait la situation de la branche de production nationale, telle qu'il l'avait définie.

7.330 Nous rappelons les faits pertinents que nous avons exposés plus haut. Aux fins de la détermination finale, en ce qui concerne les facteurs économiques de dommage, le Ministère de

---

[380] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 204 à 206. Voir aussi le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire *Mexique – Sirop de maïs*, paragraphe 7.154.

l'économie a demandé et utilisé des données se rapportant à trois entreprises: Hylsa/Hylsa-DAT, Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Tubos.[381] Ces entreprises représentaient ensemble 88 pour cent de la branche de production nationale.[382] En particulier, en se fondant sur ces renseignements, le Ministère de l'économie a analysé la situation de la branche de production nationale et en a tiré des conclusions en ce qui concerne: la production nationale destinée au marché intérieur[383], les ventes sur le marché intérieur[384], la production nationale destinée au marché d'exportation[385], la capacité installée[386], les stocks[387] et l'emploi.[388]

7.331 Toutefois, en ce qui concerne son analyse des facteurs financiers de dommage, le Ministère de l'économie a utilisé des renseignements se rapportant uniquement au requérant (Hylsa S.A. ou Hylsa et sa Division des aciers tubulaires, Hylsa-DAT). En particulier, aux fins de son analyse de la capacité à se procurer des capitaux, le Ministère de l'économie a utilisé des renseignements concernant l'entreprise dans son ensemble[389] et il a utilisé des renseignements concernant à la fois Hylsa-DAT et Hylsa pour ce qui est des indicateurs suivants: les bénéfices[390], le retour sur investissement[391] et le flux de liquidités.[392] Le Mexique nous a confirmé que le Ministère de l'économie n'a demandé à aucun moment au cours de l'enquête des renseignements concernant les indicateurs financiers des autres entreprises qui constituaient la branche de production nationale, mis à part Hylsa/Hylsa-DAT, parce qu'il estimait que cela n'était pas nécessaire.[393] Nous rappelons et soulignons l'opinion que nous avons exprimée plus haut selon laquelle l'utilisation par le Ministère de l'économie de données se rapportant à la fois à Hylsa et à Hylsa-DAT pouvait fausser considérablement l'analyse du dommage, étant donné que d'après le dossier, les recettes d'Hylsa-DAT représentaient 8 pour cent des ventes totales d'Hylsa de 1998 à 2000. Toutefois, nous observons une fois de plus que nous n'avons pas été saisis de cette question particulière d'une manière spécifique.

7.332 Ainsi, en ce qui concerne les facteurs économiques de dommage, le Ministère de l'économie a demandé des renseignements à quatre entreprises et il a reçu et analysé des renseignements provenant de trois entreprises qui constituaient 88 pour cent de la branche de production nationale. Nous estimons que, dans ces circonstances, ces données pouvaient refléter la situation de la branche de production nationale pour ce qui est de ces facteurs. Néanmoins, s'agissant des indicateurs financiers, nous soulignons que le Ministère de l'économie *n'a même pas tenté* d'obtenir des renseignements des autres entreprises qui constituaient la branche de production nationale, telle qu'il l'avait définie.[394] Nous estimons que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations relatives à l'analyse du dommage qui résultait pour lui de l'article 3 en estimant que les données financières partielles qu'il avait demandées, obtenues et analysées constituaient une base suffisante pour établir sa détermination en ce qui concerne ces facteurs et un élément de son analyse générale du dommage. Le Ministère de l'économie n'a pas évalué, entre autres choses, de quelle manière ni dans quelle mesure les résultats financiers d'Hylsa reflétaient la situation financière du reste de la branche de production nationale, telle qu'il l'avait définie, ni s'ils étaient meilleurs ou pires que ceux du reste de la branche de production nationale. Le Mexique n'a pas fourni non plus la moindre justification

[381] Pièce GTM-23, paragraphe 201.
[382] *Ibid*.
[383] Pièce GTM-23, paragraphe 204.
[384] *Ibid.*, paragraphes 205 et 206.
[385] *Ibid.*, paragraphe 207.
[386] *Ibid.*, paragraphes 208 et 209.
[387] *Ibid.*, paragraphe 210.
[388] *Ibid.*
[389] Pièce GTM-23, paragraphes 234 à 236.
[390] *Ibid.*, paragraphes 221 à 224.
[391] *Ibid.*, paragraphes 225 et 226.
[392] *Ibid.*, paragraphes 227 à 233.
[393] Réponse à la question n° 64 du Groupe spécial.
[394] *Ibid.*

acceptable en ce qui concerne ces lacunes dans les renseignements qu'il a demandés, reçus et analysés par la suite aux fins de son enquête sur le dommage. Nous notons que la branche de production nationale définie par le Ministère de l'économie aux fins de son analyse du dommage ne comprenait que quatre entreprises; à notre avis, il n'aurait pas été impossible pour le Ministère de l'économie d'obtenir des autres entreprises qui constituaient la branche de production nationale, telle qu'il l'avait définie, des données financières relatives au dommage.

7.333 Par conséquent, nous arrivons à la conclusion que le Ministère de l'économie n'a pas procédé à un examen objectif en se fondant sur des éléments de preuve objectifs, comme l'exigeait l'article 3.1, du dommage causé à la branche de production nationale, telle que cette expression est définie à l'article 4.1, et que, par voie de conséquence, il a aussi contrevenu à l'article 3.2, 3.4 et 3.5 en ne réunissant pas et en n'analysant pas des données représentatives et cohérentes relatives à la branche de production nationale, en particulier des données relatives aux indicateurs financiers de la "branche de production nationale", telle qu'il l'avait définie.

6. Allégations formulées au titre de l'article 3 en ce qui concerne l'extension du produit visé par l'enquête/produit similaire

a) Arguments des parties

i) Guatemala

7.334 Le **Guatemala** affirme que les changements apportés à la définition du produit visé par l'enquête/produit similaire au cours de l'enquête ont fait que les déterminations de l'existence d'un dommage (et d'un lien de causalité) étaient incompatibles avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5, avec l'article 4.1 et avec l'article 5.4.

ii) Mexique

7.335 Le **Mexique** soutient que l'autorité chargée de l'enquête a le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'extension du produit visé par l'enquête et que le Ministère de l'économie l'a fait à bon droit et s'est conformé aux obligations résultant pour lui de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5, de l'article 4.1 et de l'article 5.4 en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale (et d'un lien de causalité).

b) Arguments des tierces parties

7.336 Les **Communautés européennes** appuient l'allégation du Guatemala concernant les incidences de la définition du produit. En particulier, un changement apporté à la définition du produit dans la détermination préliminaire (comme ce fut le cas en l'espèce) fait que les renseignements fournis dans les réponses aux questionnaires sont incomplets; la situation s'aggrave lorsque (comme ce fut aussi le cas en l'espèce) la modification est annoncée uniquement dans la détermination finale: les données sur lesquelles est fondée la détermination n'auront pas fait l'objet de la procédure d'enquête.

7.337 Le **Japon** souscrit lui aussi aux arguments du Guatemala concernant les incidences de la définition du produit (et des changements apportés à cette définition) sur la détermination de l'existence d'un dommage: si la définition du produit visé par l'enquête est modifiée en cours d'enquête, l'enquête sur le dommage doit elle aussi être réalisée sur cette nouvelle base.

7.338 Les **États-Unis** souscrivent d'une manière générale à l'observation du Japon selon laquelle l'Accord permet d'apporter des modifications à la définition du produit visé par l'enquête, mais selon

laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit être consciente des grandes incidences de ces changements.

c) Évaluation du Groupe spécial

7.339 Nous examinons maintenant l'allégation du Guatemala selon laquelle la modification de la définition du produit visé par l'enquête/produit similaire au cours de l'enquête afin d'y inclure les tubes et tuyaux de 4 po à 6 po et certains tubes et tuyaux de construction a fait que les déterminations de l'existence d'un dommage (et d'un lien de causalité) étaient incompatibles avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5, avec l'article 4.1 et avec l'article 5.4, puisqu'il avait été impossible de procéder à une évaluation valable des effets des importations du produit considéré sur la "branche de production nationale" pour ce qui est du volume et des prix. Selon le Guatemala, le Ministère de l'économie ne disposait pas d'un fondement probatoire pour procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs, et il n'a pas non plus donné d'explication satisfaisante quant à la manière dont les renseignements qui étaient censés lui faire défaut en ce qui concerne les produits ajoutés à la définition avaient été pris en compte dans son analyse du dommage. Nous soulignons que l'argumentation du Guatemala repose essentiellement sur le fait que le Ministère de l'économie n'aurait pas rassemblé ni analysé d'éléments de preuve au sujet des produits qui entraient dans le champ de la définition du produit à la suite des deux modifications apportées pour y inclure les tubes et tuyaux de 4 po à 6 po et certains tubes et tuyaux de construction.[395] En outre, dans les réponses aux questions qui lui ont été posées par le Groupe spécial, le Guatemala a précisé ce qui suit:

> "la plainte du Guatemala porte sur la manière dont le Ministère de l'économie a apporté divers changements à la définition du produit considéré pour y inclure, à une étape tardive de l'enquête, d'autres produits qui étaient exclus au départ, sans disposer d'éléments de preuve positifs concernant ces produits et sans avoir fait le moindre effort pour s'assurer que ceux-ci avaient fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme. C'est pourquoi le Guatemala répète que sa plainte ne porte pas sur la question de savoir si les produits définis au départ par le Ministère de l'économie sont similaires ou non aux produits inclus tardivement dans la définition …"[396] (note de bas de page omise)

7.340 Par conséquent, nous croyons comprendre que le Guatemala n'a pas formulé d'allégation concernant une éventuelle "dissimilitude" entre l'extension du produit visé par l'enquête, d'une part, et celle du produit similaire, d'autre part.[397]

7.341 Nous avons décrit plus haut le contexte factuel dans lequel a été modifié la définition du produit au cours de l'enquête pour y inclure les tubes et tuyaux de 4 po à 6 po et certains tubes et tuyaux de construction[398], et nous avons exposé nos constatations de fait à cet égard.[399] Nous avons également exposé plus haut les considérations juridiques qui régissent l'analyse effectuée par l'autorité chargée de l'enquête, conformément à l'article 3, du dommage causé à la branche de production nationale (telle qu'elle est définie à l'article 4.1) qui fabrique le "produit similaire" (tel qu'il est défini à l'article 2.6).[400]

---

[395] Nous nous référons aux arguments du Guatemala figurant, par exemple, dans sa première communication écrite, paragraphes 161 à 163, dans sa réponse à la question n° 172 du Groupe spécial et dans le mémoire qu'il a présenté à titre de réfutation, paragraphes 59 à 73, en particulier les paragraphes 60 et 65.

[396] Réponse du Guatemala à la question n° 173 du Groupe spécial

[397] Voir, *supra*, le paragraphe 7.105.

[398] Voir, *supra*, les paragraphes 7.62 à 7.102.

[399] Voir, *supra*, les paragraphes 7.103 à 7.106.

[400] Voir, *supra*, les paragraphes 7.206 à 7.216.

7.342 La question qui se pose immédiatement à nous ici est celle de savoir si le Guatemala a raison d'alléguer que le Ministère de l'économie a négligé de concilier progressivement les renseignements qu'il avait réunis et analysés aux fins de son analyse du dommage et du lien de causalité avec les changements apportés à la définition du produit.

7.343 Il est évident qu'il doit y avoir identité entre le produit assujetti au droit antidumping et le produit au sujet duquel est formulée une détermination de l'existence d'un dumping.[401] De même, le dommage et le lien de causalité doivent être évalués par rapport aux producteurs nationaux du "produit similaire". À cet égard, nous ne voyons aucun élément dans l'article 3 ni dans aucune autre disposition de l'Accord qui interdirait à l'autorité chargée de l'enquête de remanier la définition du produit visé par l'enquête ou du "produit similaire". En effet, dans certaines circonstances, il peut être nécessaire ou très opportun que l'autorité chargée de l'enquête remanie ou affine sa définition du produit à la lumière des renseignements qu'elle a réunis et analysés au cours de l'enquête et dont elle ne disposait pas au moment de l'ouverture de l'enquête. Nous ne voulons pas donner à penser que ce remaniement ou cet affinement pourraient modifier fondamentalement la nature du produit visé par l'enquête; évidemment, il faudrait respecter des paramètres appropriés. Ces remaniements de la définition du produit visé par l'enquête et/ou du produit similaire pourraient fort bien amener l'autorité chargée de l'enquête à modifier la portée des données réunies et analysées afin de s'assurer qu'elle dispose d'un ensemble de données suffisant pour satisfaire à la prescription de l'article 3.1 voulant qu'il soit procédé à un examen objectif des éléments de preuve positifs pour établir une détermination de l'existence d'un dommage. L'obligation qui est faite aux autorités chargées de l'enquête de procéder à un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs", conformément à l'article 3.1, signifie qu'elles doivent rassembler et analyser des éléments de preuve ayant trait aux "importations faisant l'objet d'un dumping" et à la "branche de production nationale" affectée qui fabrique le "produit similaire".

7.344 En ce qui concerne la mesure dans laquelle la collecte et l'analyse des données relatives au dommage par le Ministère de l'économie cadraient avec la première et la seconde modifications apportées à la définition du produit – à savoir l'inclusion des tubes et tuyaux de 4 po à 6 po et de certains tubes et tuyaux de construction – les éléments de preuve consignés au dossier qui sont décrits plus haut indiquent qu'au moment d'établir la détermination finale, le Ministère de l'économie avait demandé à certains producteurs nationaux au moins certains renseignements économiques et financiers figurant au dossier relativement au dommage, s'agissant de la situation de la branche de production nationale, ainsi que des renseignements sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale pour ce qui est du volume et des prix[402], eu égard à une définition du produit qui englobait clairement les tubes et tuyaux de 4 po à 6 po et qui n'excluait pas certains tubes et tuyaux de construction.[403] De même, comme nous l'avons déjà indiqué, il ressort

[401] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction V*, paragraphe 5.26, par exemple.

[402] La pièce GTM-31, qui est postérieure à l'audition publique, indique que s'il a demandé à Hylsa des données actualisées sur le dommage eu égard à d'autres remaniements éventuels de la définition du produit, le Ministère de l'économie n'a pas fait expressément mention de l'inclusion des tubes et tuyaux de construction à ce moment-là. La pièce GTM-20, datée du 6 septembre 2002, indique qu'Hylsa qualifiait le produit de tubes et tuyaux standard noirs ou galvanisés, d'un diamètre allant de ½ po à 6 po, "avec soudure longitudinale et pouvant servir de canalisations". Toutefois, le rapport de vérification (pièce GTM-24) indique que les renseignements relatifs au dommage ayant fait l'objet d'une vérification avaient trait à un produit qui comprenait certains tubes et tuyaux de construction.

[403] Nous examinons l'exhaustivité de l'ensemble des données générales réunies et analysées par le Ministère de l'économie aux fins de son analyse du dommage causé à la "branche de production nationale", telle que celui-ci l'avait définie ailleurs; voir, *supra*, les paragraphes 7.313 et suivants. Nous nous référons aux citations que nous avons incorporées ici d'extraits de la détermination préliminaire et de la détermination finale qui traitent des données obtenues par le Ministère de l'économie auprès d'entreprises qui faisaient partie de la branche de production nationale; voir, *supra*, les paragraphes 7.301 à 7.312. Nous rappelons aussi le résumé des faits donné plus haut concernant les changements dans l'extension du produit et les renseignements obtenus

clairement du dossier (et le Guatemala ne le conteste pas) qu'à la fin de l'enquête, le Ministère de l'économie avait obtenu, outre les statistiques officielles du SICMEX relatives aux importations, des déclarations d'importation qui couvraient pratiquement 100 pour cent des importations visées en provenance du Guatemala[404] et certaines déclarations d'importation qui correspondaient à des importations d'autres provenances que le Guatemala; par conséquent, il disposait de renseignements quasiment exhaustifs sur le produit qui était alors importé du Guatemala et de renseignements (moins exhaustifs) sur les importations d'autres provenances[405], qu'il pouvait utiliser aux fins de ses déterminations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité. Aux fins de la détermination finale, les données extraites des déclarations ont été examinées en fonction de la définition du produit qui figurait dans cette détermination[406] (c'est-à-dire, en incluant les produits de 4 po à 6 po et en n'excluant pas certains tubes et tuyaux de construction).

7.345 Compte tenu des éléments de preuve versés au dossier, nous constatons que la prémisse factuelle sur laquelle reposent les allégations du Guatemala ayant trait à la collecte et à l'analyse des données relatives au dommage et au lien de causalité en ce qui concerne l'extension finale du produit visé par l'enquête et la branche de production nationale qui fabrique le produit similaire n'est pas exacte. Étant donné que cette prémisse factuelle sous-tend les allégations formulées par le Guatemala au titre de l'article 3, nous ne pouvons arriver à la conclusion que le Guatemala a établi que le Ministère de l'économie avait contrevenu à l'article 3.1 ou, par voie de conséquence, à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5, en ne procédant pas à un examen objectif des éléments de preuve positifs en ce qui concerne les données recueillies et analysées dans sa détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale (telle qu'elle est définie à l'article 4.1), à la lumière des changements apportés à la définition du produit pour y inclure les tubes et tuyaux de 4 po à 6 po et certains tubes et tuyaux de construction.

7.346 Nous rappelons que le Guatemala a également affirmé qu'il y avait violation de l'article 5.4 dans le cadre de ses allégations et arguments ayant trait à la modification de l'extension du produit au cours de l'enquête. Cet article dispose ce qui suit:

> "Une enquête ne sera ouverte conformément au paragraphe 1 que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront

---

auprès de la branche de production nationale dans ce contexte; voir, en particulier, les paragraphes 7.72, 7.77, 7.82, 7.92, 7.93 et 7.102.

[404] Pièce GTM-23, paragraphe 164.

[405] Nous n'examinons pas ici les allégations du Guatemala ayant trait à la méthode appliquée par le Ministère de l'économie en ce qui concerne le volume des importations du produit visé par l'enquête et qui provenaient d'autres pays que le Guatemala. Nous examinons ces allégations dans une autre partie du présent rapport. Voir les paragraphes 7.264 et suivants.

[406] Voir la pièce GTM-23, paragraphe 165, en ce qui concerne les importations en provenance du Guatemala: "Eu égard aux caractéristiques et aux spécifications du produit visé exposées dans la section de la présente détermination qui traite de la similitude du produit, l'analyse de la documentation a donné les résultats suivants …" En ce qui concerne les importations d'autres provenances, il est dit ce qui suit au paragraphe 167: "… les prix maximums et les prix minimums des importations correspondant au produit visé par l'enquête ont été déterminés."

> moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale." (notes de bas de page omises)

7.347 Le Guatemala a précisé[407] que l'allégation qu'il avait formulée au titre de l'article 5.4 était que les "… modifications apportées à la définition du produit visé avaient des incidences sur la définition de la branche de production nationale et, par conséquent, sur la représentativité nécessaire pour demander l'ouverture d'une enquête. En ne tenant pas compte de ces incidences éventuelles au moment d'élargir sa définition du produit visé par l'enquête, le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible non seulement avec l'article 4.1, mais aussi avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping". Par conséquent, il est évident que l'allégation formulée par le Guatemala au titre de l'article 5.4 a trait aux changements apportés à la définition du produit *après* l'ouverture de l'enquête. À notre avis, l'article 5.4 traite exclusivement de l'ouverture d'une enquête; il n'existe aucune obligation permanente de contrôler le soutien accordé par la branche de production nationale une fois qu'une enquête a été ouverte conformément à l'*Accord antidumping*. Par conséquent, nous n'admettons pas la prémisse juridique qui sous-tend l'allégation du Guatemala (selon laquelle les modifications de l'extension du produit après l'ouverture de l'enquête peuvent être contestées au titre de l'article 5.4). Cela dit, nous pouvons néanmoins envisager des situations dans lesquelles un changement radical apporté à la définition du produit pourrait entraîner la participation d'entités nouvelles ou distinctes par rapport à celles qui avaient soutenu l'ouverture de l'enquête. Un groupe spécial de l'OMC qui serait appelé à examiner pareille situation devrait le faire avec le plus grand soin. Toutefois, dans la présente affaire, le Guatemala n'a appelé notre attention sur aucun changement intervenu dans la composition de la branche de production nationale en ce qui concerne la production du produit similaire par suite de l'élargissement de la portée de l'enquête au cours du déroulement de celle-ci. Par conséquent, même en supposant, pour les besoins de l'argumentation, que la prémisse juridique du Guatemala était admissible, les faits consignés au dossier n'étayent pas l'allégation du Guatemala.

7. Lien de causalité/non-imputation

a) Arguments des parties

i) Guatemala

7.348 Le **Guatemala** soutient que l'analyse par le Mexique du lien de causalité entre le dumping et le dommage était incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 parce que le Mexique n'a pas examiné correctement d'autres facteurs connus, qui causaient un dommage à la branche de production nationale au même moment que les importations faisant l'objet d'un dumping, et qu'il ne s'est pas assuré que le dommage causé par ces facteurs n'était pas imputé aux importations visées par l'enquête. En particulier, le Mexique n'a pas dûment tenu compte ni expliqué que la baisse des exportations était un facteur de dommage ou que la diminution des bénéfices d'exploitation était principalement attribuable à une augmentation des coûts.

ii) Mexique

7.349 Le **Mexique** affirme que le Ministère de l'économie a agi d'une manière compatible avec les obligations résultant pour le Mexique de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5. Selon lui, les vagues arguments du Guatemala n'établissent pas *prima facie* que la diminution des bénéfices d'exploitation était principalement attribuable à une augmentation des coûts; il n'est indiqué nulle part dans la détermination finale qu'il y a eu une augmentation des coûts et, au demeurant, une augmentation des coûts ne pouvait pas être imputée au dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping; celle-ci avait été prise en compte dans l'analyse du dommage pour ce qui est des bénéfices.

[407] Réponse du Guatemala à la question n° 172 du Groupe spécial.

Quant à la baisse des exportations, le Mexique soutient que le Guatemala n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation à ce sujet-là non plus. Il affirme qu'il est indiqué dans la détermination que, compte tenu de la proportion relativement faible des exportations dans la production totale, cette baisse ne pouvait pas avoir été un facteur déterminant pour expliquer le dommage causé à la branche de production nationale.

b) Arguments des tierces parties

7.350 Le **Japon** et les **États-Unis** affirment que le fait de ne pas procéder à un examen objectif des éléments de preuve, au sens de l'article 3.1, donne lieu lui aussi à une violation de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*.

c) Évaluation du Groupe spécial

7.351 En examinant les allégations du Guatemala ayant trait au lien de causalité et à la non-imputation, la question que doit se poser le présent Groupe spécial au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 est celle de savoir si une autorité impartiale et objective aurait pu traiter deux facteurs particuliers – l'évolution des coûts et la baisse des exportations – comme l'a fait le Ministère de l'économie lorsqu'il a analysé le dommage et le lien de causalité.

7.352 Nous avons déjà cité plus haut les obligations pertinentes énoncées à l'article 3. Brièvement, outre l'obligation qui est faite à l'article 3.1 de procéder à un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs", l'article 3.5 dispose que l'autorité chargée de l'enquête établira l'existence d'un "lien de causalité" entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. Au cours de la détermination de l'existence de ce lien de causalité, les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping des dommages causés par d'autres facteurs qui, au même moment, causaient un dommage à la branche de production nationale. Pour l'exécution effective de l'obligation de non-imputation, y compris pour l'analyse du lien de causalité, la prescription de l'article 3.5 est essentielle, laquelle veut que soient "examin[és] aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale", car ce sont les "dommages" causés par ces "autres" "facteurs connus" qui "ne devront pas être imputés" aux importations faisant l'objet d'un dumping.

7.353 Nous observons que le Guatemala a fait mention de deux "autres" facteurs de causalité qui auraient été "connus" dans ce contexte: l'évolution des coûts et la baisse des exportations. Nous examinons ci-après la cohérence du traitement que le Ministère de l'économie a réservé à chacun de ces facteurs, compte tenu des prescriptions relatives au lien de causalité et à la non-imputation qui sont énoncées dans les dispositions pertinentes de l'article 3.

i) Coûts

7.354 Le Guatemala fait valoir que, selon la détermination finale, le Ministère de l'économie a imputé la diminution des bénéfices d'Hylsa-DAT pendant la période couverte par l'enquête à la baisse du chiffre d'affaires et à l'augmentation des "coûts d'exploitation". Selon lui, la détermination finale indique que ces coûts ont continué d'augmenter en 2000.[408] Le Guatemala affirme que le Ministère de l'économie a estimé dans la détermination finale que le recul du chiffre d'affaires était la principale raison du manque à gagner, malgré le fait que l'augmentation des coûts est un facteur déterminant dans la diminution des bénéfices, étant donné que les bénéfices correspondent à l'excédent des recettes sur les coûts. Le Guatemala soutient que le Ministère de l'économie n'a pas donné d'explication

[408] Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 309, dans lequel sont cités les paragraphes 221 et 224 de la détermination finale (pièce GTM-23).

motivée et adéquate de la façon dont il avait veillé à ce que cette augmentation des coûts ne soit pas imputée au dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. Par conséquent, il fait valoir que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord en ne faisant pas la distinction voulue entre le dommage causé par l'augmentation des coûts d'exploitation (qui, selon le Guatemala, constituait un "autre facteur" de dommage "connu") et le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, et en n'effectuant aucune analyse pour s'assurer que le dommage causé par l'augmentation des coûts n'était pas imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping.[409]

7.355 Contrairement au Guatemala, le Mexique soutient qu'il n'est fait mention nulle part d'une augmentation des "coûts" dans la détermination finale et il nie qu'une telle augmentation se soit produite. Il prétend qu'en réalité, les "coûts d'exploitation" ont diminué pendant la période couverte par l'enquête.[410] Selon le Mexique, le Guatemala n'a donc pas établi *prima facie* le bien-fondé de cette allégation.

7.356 Nous observons que la question au cœur de cette allégation est le désaccord entre les parties quant à la question de savoir s'il est indiqué dans la détermination finale que les coûts d'exploitation d'Hylsa-DAT ont augmenté pendant la période couverte par l'enquête. Par conséquent, nous commençons notre analyse par un examen de la partie de la détermination finale – les paragraphes 221 et 224 – à laquelle se réfère le Guatemala dans sa première communication écrite en ce qui concerne cette allégation:

> "221. Par ailleurs, en se fondant sur les états des résultats semestriels d'Hylsa-DAT, le Ministère de l'économie a obtenu les recettes correspondant aux années 1998 à 2000. Le résultat indique que les bénéfices d'exploitation du requérant ont enregistré une baisse de 14 pour cent en 1999, en raison essentiellement du recul d'un peu plus de 5 pour cent du chiffre d'affaires et de la hausse de 10 pour cent des frais d'exploitation; pour l'année 2000, les bénéfices d'exploitation de cette entreprise ont diminué de 51 pour cent, par suite du repli de 7 pour cent des recettes globales de l'entreprise, alors que le coût de commercialisation n'avait pratiquement pas varié. (pas de soulignement dans l'original)
>
> […]
>
> 224. De même, au cours de la période antérieure comparable à celle couverte par l'enquête – de juillet à décembre 1999 –, les bénéfices d'exploitation d'Hylsa-DAT ont affiché une baisse par rapport à la même période antérieure comparable, laquelle était imputable à une augmentation de 15 pour cent des coûts de commercialisation, alors que les recettes globales de la Division avaient progressé de 8 pour cent; les éléments qui précèdent ont eu une incidence défavorable sur la marge d'exploitation, qui a reculé de 4,5 points de pourcentage pour s'établir à 9 pour cent. Pour la période couverte par l'enquête – de juillet à décembre 2000 –, le bénéfice d'exploitation a chuté de 79 pour cent en raison d'une diminution de 19 pour cent du chiffre d'affaires de la Division et d'une augmentation de 6 pour cent des frais d'exploitation, ce qui

[409] Réponse du Guatemala à la question n° 170 du Groupe spécial.

[410] Le Mexique fait d'ailleurs valoir que, par définition, une augmentation des coûts ne peut en aucun cas être imputée *au dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping.* Première communication écrite du Mexique, paragraphe 261 b). Nous estimons qu'il s'agit d'une réponse à l'argument du Guatemala selon lequel le Ministère de l'économie n'avait pas expliqué "comment il s'était assuré que cette augmentation des coûts n'avait pas été imputée au dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping". (Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 310.) Compte tenu des autres arguments présentés par le Guatemala au sujet de cette allégation, nous croyons comprendre que le Guatemala allègue que le dommage causé par l'augmentation des coûts a été indûment imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping.

s'est traduit par une baisse de 7 points de pourcentage de la marge d'exploitation d'Hylsa-DAT, qui s'établissait à 2 pour cent." (pas de soulignement dans l'original)

7.357 L'argument exposé par le Guatemala dans sa première communication écrite semble reposer sur les mentions qui sont faites dans les extraits reproduits ci-dessus de l'augmentation des "frais d'exploitation" pendant la période couverte par l'enquête. Comme le Mexique nie qu'il y ait eu une quelconque augmentation des "coûts d'exploitation", nous lui avons demandé de préciser pourquoi l'augmentation des "frais d'exploitation" ne s'était pas traduite par une augmentation des "coûts d'exploitation". Le Mexique a répondu en fournissant un tableau tiré d'états financiers qui est reproduit ci-après, dans lequel sont définis les termes employés dans la détermination finale ainsi que la relation entre ces termes.[411]

Opération	Poste	Explication
A	Ventes nettes	Chiffre d'affaires net.
B	Coût de commercialisation	Le coût de commercialisation comprend le coût de fabrication, la matière première, la main-d'œuvre, les frais indirects de fabrication, les stocks initiaux et les stocks finals de: matière première, production en cours et produit fini.
C = A-B	Bénéfice brut	Excédent du chiffre d'affaires sur le coût de commercialisation.
D	Frais de commercialisation	Frais qu'engage une entreprise pour commercialiser le produit en question.
E	Frais d'administration	Comprend normalement la rémunération du président-directeur général, le paiement des services dans les bureaux, entre autres choses.
F = D+E	Frais d'exploitation	Produit de la somme des frais de commercialisation et des frais d'administration.
G = B+F	Coût d'exploitation	Produit de la somme des coûts de commercialisation et des frais d'exploitation.
H = A-G	Bénéfice d'exploitation	Excédent du chiffre d'affaires sur le coût d'exploitation.

7.358 Le tableau qui précède montre clairement que, selon la terminologie retenue par le Mexique, les "frais d'exploitation" (*gastos operativos*) ne sont pas équivalents aux "coûts d'exploitation" (*costos operativos*); en réalité, ils sont une composante des coûts d'exploitation, l'autre élément étant le "coût de commercialisation". Nous notons, comme le Mexique le fait observer, que les coûts de commercialisation constituent généralement la plus grande partie du coût d'exploitation, étant donné qu'ils comprennent tous les coûts directs et certains coûts indirects (le coût de fabrication, la matière première et la main-d'œuvre), alors que les frais d'exploitation comprennent les frais de commercialisation et d'administration. Par conséquent, nous nous accordons à penser comme le Mexique que l'incidence de tel ou tel élément des coûts d'exploitation globaux sur les bénéfices dépendra des ordres de grandeur et des variations de ces éléments.[412] À cet égard, nous prenons note des arguments du Mexique selon lesquels ce dont il est fait mention au paragraphe 224 de la détermination finale c'est d'une augmentation des "frais d'exploitation", et non pas des "coûts d'exploitation", pendant la période couverte par l'enquête (c'est-à-dire de juillet à décembre 2000), et selon lesquels l'augmentation de ceux-là n'implique pas nécessairement une augmentation de ceux-ci, puisqu'ils ont des ordres de grandeur relative distincts et que les coûts de commercialisation

[411] Réponse du Mexique à la question n° 85 du Groupe spécial.
[412] *Ibid*.

pourraient évoluer en direction opposée. Nous prenons note également de l'argument que le Mexique a fait valoir devant nous selon lequel les coûts de commercialisation d'Hylsa-DAT avaient diminué de 13,2 pour cent en fait pendant la période couverte par l'enquête. Il n'est pas fait mention de ce fait dans la détermination finale.[413]

7.359 Le Guatemala répond à cet argument en disant que puisqu'il est indiqué dans la détermination finale que la diminution de 19 pour cent du chiffre d'affaires était inférieure à la chute de 79 pour cent des bénéfices d'exploitation, il convient de supposer qu'il y avait d'autres facteurs ayant causé l'essentiel de la contraction des bénéfices (nous croyons comprendre que le Guatemala veut parler de causes plus importantes que la baisse des recettes).[414] Par ailleurs, le Guatemala argumente longuement sur ce qu'il estime être les conséquences inévitables des indicateurs financiers d'Hylsa et d'Hylsa-DAT, tels qu'ils sont présentés aux paragraphes 221 à 224 de la détermination finale. Selon lui, ces conséquences comprennent une augmentation des coûts d'exploitation (à savoir la somme des coûts de commercialisation et des frais d'exploitation).[415]

7.360 Nous estimons que cette allégation soulève deux questions intimement liées. La première est la question de fait de savoir si le Guatemala a établi *prima facie* qu'il existait "d'autres facteurs connus", à savoir une augmentation des coûts d'exploitation, dont aurait dû tenir compte le Ministère de l'économie mais dont il n'a pas tenu compte dans l'analyse du lien de causalité qu'il a effectuée aux fins de la détermination finale. La deuxième question est celle de savoir si une autorité impartiale et objective aurait pu arriver à la conclusion, comme l'a fait le Ministère de l'économie, que la diminution de la rentabilité était principalement attribuable à la baisse des recettes et à l'augmentation des frais d'exploitation, et que le premier facteur était prédominant par rapport au second.

7.361 En ce qui concerne la première question, nous observons que les arguments du Guatemala au sujet de cette allégation, ainsi que les parties de la détermination finale qu'il a citées pour les étayer, ont changé considérablement au cours du présent différend. Par exemple, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.356, l'allégation formulée par le Guatemala dans sa première communication concernait uniquement Hylsa-DAT et elle reposait exclusivement sur les paragraphes 221 et 224 de la détermination finale. Comme nous l'avons fait remarquer précédemment, les seules mentions qui sont faites dans ces paragraphes d'éléments relatifs à une augmentation des coûts pendant la période couverte par l'enquête (de juillet à décembre 2000) sont les mentions d'augmentations des "frais d'exploitation", qui ne sont pas équivalentes aux augmentations des "coûts d'exploitation" et qui n'entraînent pas inévitablement non plus des augmentations des "coûts d'exploitation". De même, si le Guatemala indique dans sa première communication écrite qu'il est question d'Hylsa-DAT au paragraphe 221, il indique dans une réponse qu'il a donnée ultérieurement à une des questions que nous lui avons posées qu'il est question "du requérant" dans ce paragraphe (c'est-à-dire Hylsa).[416] Le Guatemala avance donc une série de nouveaux arguments, qui reposent sur d'autres paragraphes de la détermination finale et qui concernent aussi bien Hylsa qu'Hylsa-DAT. Figurent parmi ces arguments

---

[413] *Ibid.*

[414] Réponse du Guatemala à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 52.

[415] Le Guatemala soutient, dans la réponse qu'il a donnée à la question n° 170 du Groupe spécial, que "le Ministère de l'économie n'a pas établi de distinction entre, d'une part, le dommage que le recul des ventes avait causé aux bénéfices (en supposant pour le moment que ces ventes étaient affectées uniquement par les importations faisant l'objet d'un dumping) et, d'autre part, le dommage causé par d'autres facteurs qui avaient influé d'une manière décisive sur la chute de ces bénéfices (parmi lesquels les augmentations enregistrées par les deux éléments constitutifs des coûts d'exploitation, à savoir les frais d'exploitation et les coûts de commercialisation, à propos desquels le Ministère de l'économie a fourni des renseignements partiels et incomplets)". Nous faisons observer que nous avons traité ces questions dans d'autres sections du présent rapport, dans la mesure où cet argument a trait à la question de l'utilisation de périodes de six mois pour l'analyse ou au fait que le Ministère de l'économie a fondé son analyse sur des renseignements se rapportant uniquement à Hylsa/Hylsa-DAT.

[416] Réponse du Guatemala à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 42.

de nombreuses conjectures sur l'évolution qu'auraient pu connaître divers éléments figurant dans les états financiers d'Hylsa et d'Hylsa-DAT si certains événements s'étaient produits ou si certaines tendances s'étaient poursuivies. Nous estimons que la présentation initiale de l'allégation du Guatemala reposait sur une mauvaise interprétation du paragraphe 221 et sur une mauvaise compréhension de l'expression "frais d'exploitation" (*gastos operativos*) figurant aux paragraphes 221 et 224, et nous estimons que les arguments forts différents et essentiellement spéculatifs que le Guatemala a fait valoir par la suite n'emportent pas la conviction. En tant que plaignant, il incombait d'abord au Guatemala de faire valoir sa prétention. Pour les raisons exposées plus haut, nous estimons que le Guatemala n'a pas apporté suffisamment d'éléments de preuve pour établir la présomption que ce qu'il affirmait était exact, à savoir que la détermination finale indiquait que les "coûts d'exploitation" d'Hylsa-DAT auraient dû augmenter pendant la période couverte par l'enquête.

7.362 En ce qui concerne la deuxième question, nous estimons qu'il ressort clairement de la détermination finale que le Ministère de l'économie a évalué en détail les résultats financiers d'Hylsa-DAT et que, sur la base de cette analyse, il est arrivé à la conclusion que la diminution des bénéfices d'exploitation avait été causée par la chute du chiffre d'affaires et l'augmentation des frais d'exploitation et que la chute du chiffre d'affaires était le plus important de ces deux facteurs.[417] À notre avis, une autorité chargée de l'enquête qui aurait été impartiale et objective aurait pu arriver à bon droit à cette conclusion sur la base des faits exposés dans les parties pertinentes de la détermination finale. Bien que nous estimions que l'explication donnée dans la détermination finale est quelque peu difficile à suivre, nous ne pensons pas comme le Guatemala que la détermination finale indique que le Ministère de l'économie ne disposait d'aucune base factuelle pour arriver à la conclusion à laquelle il est arrivé. En outre, compte tenu de notre critère d'examen, la question qui se pose n'est pas de savoir si nous aurions évalué les faits d'une autre manière que le Ministère de l'économie et si nous serions arrivés à une conclusion différente, mais plutôt celle de savoir si le Ministère de l'économie n'a pas tenu compte d'un "autre facteur connu". Par conséquent, nous estimons que le Guatemala n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec les obligations énoncées à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 et, même s'il s'était acquitté de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* le bien-fondé de son allégation, nous ne constaterions pas pour autant qu'il existe une incompatibilité avec l'article 3.1, 3.2, 4.3 et 3.5, pour les raisons exposées plus haut.

ii) Exportations

7.363 S'agissant de la violation alléguée par le Ministère de l'économie de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 en ce qui concerne la non-imputation du dommage résultant de la baisse des exportations, les parties conviennent que cette "baisse" s'est produite et qu'il s'agissait d'un "facteur connu". En revanche, le Guatemala allègue que l'évaluation par le Ministère de l'économie de la baisse des exportations était inadéquate. En particulier, d'après ce que soutient le Guatemala sur la base des faits exposés dans la détermination finale, la baisse des exportations en chiffres absolus (décrite dans la détermination finale comme une baisse de 7 pour cent à 5 pour cent, ou de 2 points de pourcentage, de la part des exportations dans la production nationale entre les périodes de six mois de 1998 et 2000) doit avoir été égale ou supérieure au recul de 2 pour cent du volume des ventes sur le marché intérieur pendant la période couverte par l'enquête. Le Guatemala fait valoir, en particulier, qu'une baisse de 2 pour cent de la production totale serait peut-être même plus importante en termes absolus qu'un recul de 2 pour cent des ventes sur le marché intérieur, étant donné que l'on pouvait s'attendre à ce que la production totale soit plus importante que les ventes sur le marché intérieur. Il fait valoir, en conséquence, que l'incidence de la baisse des exportations sur la situation de la branche de production

[417] "… les bénéfices d'exploitation de la Division des aciers tubulaires ont affiché une baisse au cours de la période couverte par l'enquête par rapport aux périodes antérieures comparables, laquelle était essentiellement imputable à la contraction du chiffre d'affaires de la Division, ce qui s'est traduit par des diminutions de la marge d'exploitation de la Division …" Pièce GTM-23, paragraphe 238; et deuxième communication écrite du Mexique, paragraphe 193.

nationale doit avoir été au moins comparable à l'incidence du recul des ventes sur le marché intérieur. Il ajoute que, même si l'incidence de la baisse des exportations n'avait pas été déterminante, le dommage qui en avait résulté aurait dû être imputé correctement.[418]

7.364 Le Mexique n'a pas répondu directement à l'argument de nature statistique du Guatemala qui est exposé plus haut avant la toute fin du présent différend, dans les observations qu'il a présentées sur les observations formulées par le Guatemala concernant les données statistiques demandées par le Groupe spécial à ce moment-là[419], mais, en revanche, il a fait valoir au départ que le Guatemala n'avait pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation puisque celui-ci avait allégué à son avis que la détermination finale n'abordait même pas la question de la baisse des exportations. À cet égard, le Mexique s'est référé à la déclaration figurant dans la détermination finale selon laquelle le Ministère de l'économie avait estimé que la baisse des exportations n'était pas "déterminante", parce que les exportations représentaient une faible proportion de la production nationale. Selon lui, cette évaluation était raisonnable et suffisante et, par conséquent, le Ministère de l'économie avait agi en toute conformité avec les dispositions de l'Accord qui étaient citées en ce qui concerne la façon dont il avait traité les exportations. Les réponses directes du Mexique à l'argument de nature statistique du Guatemala, qu'il a données dans sa réponse aux observations du Guatemala concernant les données statistiques communiquées ultérieurement, figurent plus loin, au paragraphe 7.371.

---

[418] Réponse du Guatemala à la question n° 80 du Groupe spécial:

> "… le Ministère de l'économie n'a pas bien quantifié les effets sur la production nationale de la baisse des exportations par rapport au recul des ventes intérieures. Il a indiqué que les ventes sur le marché intérieur de la branche de production nationale avaient progressé de 3 pour cent de 1998 à 1999 avant de diminuer de 5 pour cent en 2000. Ainsi, il y avait eu une baisse générale de 2 pour cent au cours de la période allant de 1998 à 2000. Le Ministère de l'économie a également expliqué que les exportations de la production nationale étaient passées de 7 pour cent "de la production nationale destinée au marché" à 5 pour cent au cours de la période allant de 1998 à 2000. Il semble donc que la baisse des exportations a été *grosso modo* la même que celle des ventes intérieures. En effet, la baisse des exportations aurait même pu être plus importante que le recul des ventes sur le marché intérieur, dans la mesure où le Ministère de l'économie a apparemment utilisé différents dénominateurs pour calculer ces pourcentages. Le recul des ventes sur le marché est exprimé en pourcentage des ventes intérieures, tandis que la baisse des exportations est exprimée en pourcentage "de la production nationale destinée au marché", ce qui désigne apparemment la production pour tous les marchés. On peut supposer que 2 pour cent du total de la production nationale pour le marché de commercialisation sont plus importants en termes absolus que 2 pour cent des ventes sur le marché intérieur. Par conséquent, contrairement à la conclusion à laquelle est arrivé le Ministère de l'économie, les chiffres de celui-ci donnent à penser que la baisse des exportations a eu un effet plus important sur la tenue de la production nationale que le recul des ventes intérieures. Dans ces circonstances, le Ministère de l'économie aurait dû procéder à une analyse de non-imputation appropriée afin de s'assurer que le dommage causé par ce facteur ne soit pas imputé aux importations visées par l'enquête."

Le Mexique prétend, dans sa réponse du 23 janvier 2007 aux observations du Guatemala sur les renseignements présentés par le Mexique en réponse à une question du Groupe spécial (voir, *infra*, le paragraphe 7.368), que le Guatemala a avancé un nouvel argument dans ses observations en soutenant que le volume de la baisse des exportations était le triple du volume du recul des ventes sur le marché intérieur. Nous ne sommes pas d'accord. Nous estimons qu'à cet égard le Guatemala s'en est tenu au même argument tout au long du présent différend, même si, de toute évidence, il ne disposait pas des données précises sur lesquelles reposaient les affirmations figurant dans la détermination finale avant que le Mexique ne réponde à notre demande.

[419] La demande de renseignements du Groupe spécial était datée du 17 janvier 2007, la réponse du Mexique comprenant les renseignements demandés du 19 janvier 2007, les observations du Guatemala sur les renseignements communiqués du 23 janvier 2007, et la réponse du Mexique aux observations du Guatemala du 25 janvier 2007.

7.365 Avant d'examiner les arguments détaillés des parties, nous reproduisons la partie pertinente de la détermination finale ("Effets sur les indicateurs économiques"):

> "201. À cette étape de l'enquête, le Ministère de l'économie disposait de renseignements directs sur les indicateurs économiques relatifs aux tubes et tuyaux du requérant visés par l'enquête – Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Tubos –, lesquelles représentaient ensemble 88 pour cent de la branche de production nationale, raison pour laquelle le Ministère de l'économie a déterminé que la tenue de ces indicateurs était représentative de la branche.
>
> 202. Sur la base des renseignements dont il est fait mention au paragraphe précédent et de ceux provenant de la liste de déclarations extraites du SICMEX, le Ministère de l'économie a constaté que le marché mexicain des tubes et tuyaux visés par l'enquête, évalué par rapport à la consommation nationale apparente, conformément à la méthode exposée aux paragraphes 173 et 174 de la présente détermination, n'avait pratiquement pas évolué pendant les périodes allant de juillet à décembre 1998 et 1999, avant de croître de 5 pour cent pendant la période allant de juillet à décembre 2000.
>
> 203. L'augmentation observée dans la consommation nationale apparente entre juillet-décembre 1998 et la période couverte par l'enquête a bénéficié en partie aux importations de tubes et tuyaux guatémaltèques visés par l'enquête, dont la part a atteint 5 pour cent au cours de la période couverte par l'enquête, bien qu'elles aient été négligeables au cours de la période allant de juillet à décembre 1998; quant aux importations d'autres provenances, leur part a augmenté de 6 points de pourcentage pendant la période couverte par l'enquête, après quoi celle-ci est restée pratiquement stable pendant la période allant de juillet à décembre 1998 et 1999.
>
> 204. La tenue des importations s'est répercutée sur le total de la production destinée au marché intérieur du requérant, Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Tubos. À cet égard, cet indicateur a reculé de 2 pour cent en termes absolus entre la période allant de juillet à décembre 1998 et la même période en 2000, encore qu'il ait augmenté de 1 pour cent pendant la période couverte par l'enquête par rapport à la période antérieure similaire.
>
> 205. D'autre part, les ventes sur le marché intérieur des entreprises mentionnées plus haut ont augmenté de 3 pour cent pendant la période allant de juillet à décembre 1999 par rapport au niveau qu'elles avaient atteint pendant la période allant de juillet à décembre 1998, avant de reculer de 5 pour cent au cours de la période couverte par l'enquête.
>
> 206. La chute des ventes de ces entreprises sur le marché intérieur était attribuable en grande partie aux importations visées faisant l'objet d'une discrimination par les prix, pour les raisons suivantes: le prix des importations d'autres origines était supérieur à celui des importations en provenance du Guatemala et, comme il est indiqué aux paragraphes 178 et 179 de la présente détermination, il n'y avait pas dans le dossier administratif d'éléments de preuve indiquant que les principales entreprises qui avaient importé d'autres origines des tubes et tuyaux correspondant au produit visé par l'enquête avaient fait perdre des ventes ou des clients à l'industrie nationale, puisque pendant les périodes allant de juillet à décembre 1998 et 1999 et pendant la période couverte par l'enquête, elles ne s'étaient pas approvisionnées auprès du requérant, principal producteur national de tubes et tuyaux visés par l'enquête.

207. Par ailleurs, les exportations totales de tubes et tuyaux visés de la part de la production nationale affichaient une tendance à la baisse; elles ont diminué de 51 pour cent pendant la période allant de juillet à décembre et de 25 pour cent au cours de la période couverte par l'enquête. Il convient de signaler qu'alors que la part de la production nationale destinée au marché était de 7 pour cent pendant la période allant de juillet à décembre 1998, celle-ci était de 3 pour cent et de 5 pour cent, respectivement, pendant la période allant de juillet à décembre 1999 et pendant la période couverte par l'enquête, raison pour laquelle sa tenue ne pouvait être un facteur déterminant pour expliquer le dommage causé à l'industrie nationale.

208. La tenue des ventes a entraîné une baisse de la production et, par conséquent, une plus faible utilisation de la capacité de production installée de tubes et tuyaux visés correspondant aux entreprises productrices nationales.

209. Pour ce qui est de la production en termes absolus, cet indicateur a enregistré une baisse de 6 pour cent pendant la période allant de juillet à décembre 1998 par rapport à la même période en 1999 et il est resté pratiquement au même niveau pendant la période couverte par l'enquête par rapport à la période antérieure comparable; quant à l'utilisation de la capacité de production installée, elle a diminué de 4 points de pourcentage entre la période allant de juillet à décembre 1999 et la période couverte par l'enquête.

210. S'agissant du niveau moyen des stocks de ces entreprises, le Ministère de l'économie a constaté qu'ils avaient augmenté de 3 pour cent pendant la période couverte par l'enquête par rapport au niveau qu'ils avaient atteint entre juillet et décembre 1999; il est important de souligner que les stocks représentaient 16 et 17 pour cent de la production nationale destinée au marché intérieur au cours des périodes indiquées. De même, il a été constaté que le niveau moyen de l'emploi avait baissé de 5 pour cent au cours de la période couverte par l'enquête par rapport à celui qui avait été enregistré pendant la période antérieure comparable.

211. Eu égard à ce qui est établi aux paragraphes 195 à 210 de la présente détermination et compte tenu des arguments de l'exportateur et du requérant, le Ministère de l'économie a déterminé que les indicateurs économiques correspondant aux entreprises productrices nationales Hylsa, Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Tubos avaient évolués d'une manière défavorable pendant la période couverte par l'enquête, en raison principalement de la hausse des importations originaires de la République du Guatemala et faisant l'objet d'une discrimination par les prix."[420]

7.366 Nous voyons dans la partie de la détermination finale citée plus haut une description du dommage sous forme de diminutions du volume des ventes et de la production de la branche de production nationale qui serait imputable à ces diminutions, lesquelles, selon le Ministère de l'économie, étaient "principalement" dues à la hausse du volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Guatemala. En particulier, l'argument exposé dans la détermination finale est que même si la consommation nationale apparente avait augmenté pendant la période couverte par l'enquête, cette augmentation a été largement dépassée par les importations – dont les importations visées en provenance du Guatemala – et que, par conséquent, le volume des ventes des producteurs nationaux sur le marché mexicain avait diminué. Le Ministère de l'économie a imputé en grande partie la baisse de ces ventes sur le marché intérieur aux importations en provenance du Guatemala, eu égard au fait que les prix des produits guatémaltèques étaient inférieurs à ceux des autres

[420] Pièce GTM-23.

importations et que les importateurs de ces autres importations n'étaient pas des clients d'Hylsa. Le Ministère de l'économie poursuit son argument en disant que la diminution du volume des ventes des producteurs mexicains sur le marché intérieur a entraîné une baisse de la production et une hausse des stocks. D'une manière plus précise, nous considérons donc que cette partie de la détermination finale indique que la diminution du volume des ventes des producteurs nationaux sur le marché mexicain est la principale composante du dommage décrit dans cette section de la détermination finale[421], et qu'il est indiqué dans la détermination que cette diminution était la cause de la baisse concomitante de la production, de l'utilisation de la capacité installée et de l'emploi.[422]

7.367 Nous rappelons que l'argument de fait avancé par le Guatemala à l'appui de son allégation est que la partie citée de la détermination finale indique que la baisse nette de 2 points de pourcentage du volume des exportations par rapport à la production entre les périodes semestrielles de 1998 et 2000 doit, en toute logique, avoir été au moins aussi importante que la diminution nette du volume des ventes sur le marché intérieur au cours des mêmes périodes, étant donné qu'il était prévisible que le volume de la production totale de la branche de production serait au moins aussi important que le volume des ventes sur le marché intérieur. Nous avons d'abord examiné cet argument en nous appuyant sur le texte de la détermination finale cité plus haut et nous avons constaté que sa logique était irréfutable. Autrement dit, sur la base de ce texte, nous n'avons pas compris comment l'ampleur de la baisse du volume des exportations pouvait être inférieure à l'ampleur de la diminution du volume des ventes sur le marché intérieur.

7.368 Néanmoins, comme le texte cité ne contenait aucun chiffre absolu ni aucune définition des termes employés et de leurs corrélations, nous n'avons pu arriver à une conclusion définitive sur cette question de fait. En particulier, il nous fallait comprendre le sens des différents termes employés dans le texte (par exemple: "production", "production nationale", "production destinée au marché intérieur", "production nationale destinée au marché", " production nationale destinée au marché intérieur", "consommation nationale apparente", "importations en provenance du Guatemala et d'autres provenances", "ventes sur le marché intérieur", "exportations" et "stocks"), ainsi que leurs corrélations. C'est-à-dire qu'en raison de la diversité des termes employés, nous ne pouvions pas être certains du degré de similitude ou de différence entre les bases sur lesquelles ont été calculées les baisses des ventes sur le marché intérieur et des exportations dont il est fait état dans la détermination finale. Pour cette raison, comme il est indiqué plus haut, nous avons demandé au Mexique de nous fournir les documents versés au dossier de l'enquête qui contenaient les chiffres étayant l'analyse et les pourcentages mentionnés aux paragraphes 201 à 210 de la détermination finale. En réponse, le Mexique a présenté une série de pièces.[423] Le Guatemala a alors eu la possibilité de formuler par

[421] Nous admettons, comme l'affirme le Guatemala, que l'analyse du lien de causalité à laquelle a procédé le Ministère de l'économie n'a pas porté uniquement sur les effets sur le volume, mais qu'elle a aussi tenu compte des effets financiers et des effets sur les prix (à savoir le recul des bénéfices). Néanmoins, la section de la détermination finale en cause dans le cadre de cette allégation traite uniquement des effets sur le volume, puisque les autres effets auxquels le Mexique fait allusion sont examinés dans d'autres parties de la détermination finale (et que l'allégation s'y rapportant est analysée dans la section précédente du présent rapport).

[422] Pièce GTM-23. paragraphes 207 à 210; et première communication écrite du Mexique, paragraphes 278 à 280.

[423] La question précise que nous avons posée le 17 janvier 2007 était la suivante: "Il est fait mention aux paragraphes 201 à 210 de la détermination finale de certains indicateurs relatifs au marché mexicain et à la tenue de l'industrie mexicaine, en particulier: la "consommation nationale apparente", les "importations en provenance du Guatemala et d'autres provenances", la "production destinée au marché intérieur", les "ventes sur le marché intérieur", les "exportations", la "production interne destinée au marché", la "production" et les "stocks". Le Groupe spécial souhaite obtenir les documents du dossier de l'enquête qui contiennent tous les chiffres justifiant l'analyse et les pourcentages mentionnés dans ces paragraphes, c'est-à-dire les documents utilisés par le Ministère de l'économie pour rédiger les paragraphes cités." En réponse à cette question, le Mexique a présenté les pièces MEX-15 à MEX-25 le 19 janvier 2007.

écrit des observations sur les nouveaux renseignements qui avaient été présentés par le Mexique, et celui-ci a eu la possibilité de répondre aux observations du Guatemala.[424]

7.369 Parmi les renseignements qui nous ont été communiqués, nous estimons que la première page de la pièce MEX-15 est la plus pertinente en ce qui concerne la question de fait dont nous sommes saisis. Cette page, qui comprend un tableau intitulé "Indicateurs de l'industrie nationale", contient tous les chiffres sur lesquels repose le texte des paragraphes de la détermination finale qui ont été cités. Il ressort de ce tableau que les différents termes relatifs à la production qui figurent dans ces paragraphes n'ont pas tous en fait des sens différents. En particulier, nous notons que l'expression "production nationale" désigne la production totale de la branche de production, y compris Procarsa (qui n'a pas fourni de données au Ministère de l'économie), tandis que le terme "production" désigne la production qui a été déclarée au Ministère de l'économie par Hylsa, Tubería Nacional et Compañía Mexicana de Tubos. De même, la seule sous-catégorie de "production" qui figure dans ce tableau est la "production nationale destinée au marché mexicain". À partir de ce fait et sur la base d'une comparaison entre les données figurant dans le tableau et les pourcentages mentionnés dans la détermination finale, nous sommes arrivés à la conclusion que les autres termes similaires figurant dans la détermination finale[425] désignaient en fait cette même notion.

7.370 Ce tableau donne confirmation de l'allégation de fait formulée par le Guatemala. C'est-à-dire que les chiffres figurant dans le tableau montrent qu'en termes de volume absolu, la baisse des exportations a été en fait trois fois supérieure à celle du volume des ventes sur le marché intérieur pendant la période mentionnée dans la détermination finale (à savoir de juillet-décembre 1998 à juillet-décembre 2000). Dans ses observations sur ces renseignements, le Mexique fait valoir que le Guatemala compare d'une manière injustifiable les données correspondant à la période de 1998 avec celles correspondant à la période de 2000, sans tenir compte de ce qui est survenu pendant la période de 1999. Nous voudrions faire remarquer que les données correspondant à la période de 1998 sont comparées aussi bien avec celles de 1999 que de 2000 à divers endroits dans la détermination finale et que, par conséquent, nous estimons que l'argument du Guatemala est valable. Le point essentiel que fait valoir le Guatemala est que, pendant la période examinée par le Ministère de l'économie, la contraction du volume des exportations a été au moins aussi importante que celle du volume des ventes sur le marché intérieur et que, comme cette section de la détermination finale traite essentiellement du volume, rien ne permettait au Ministère de l'économie de considérer que la contraction du volume des exportations était moins importante que celle du volume des ventes sur le

[424] Les observations du Guatemala sont datées du 23 janvier 2007 et les réponses du Mexique du 25 janvier 2007. En plus de formuler des observations sur la question de la baisse des exportations, le Guatemala a soulevé une série de points concernant les allégations qu'il avait formulées au sujet de l'utilisation par le Ministère de l'économie de périodes de six mois aux fins de son analyse du dommage et de données correspondant à des groupes distincts de producteurs nationaux pour différents indicateurs du dommage. Le Guatemala a également demandé si la demande qui avait été faite par le Groupe spécial pour obtenir des données extraites du dossier de l'enquête était conforme au critère d'examen du Groupe spécial. Le Mexique a répondu à toutes ces questions. Nous n'avons pas jugé nécessaire de nous fonder sur les arguments présentés par les parties à cette étape avancée du différend pour arriver à nos conclusions au sujet des allégations du Guatemala ayant trait aux périodes de six mois ou aux groupes distincts de producteurs nationaux, puisque nous disposions déjà de suffisamment d'éléments pour nous prononcer sur ces allégations. En ce qui concerne notre critère d'examen, nous estimons que le Mexique a bien interprété notre demande de renseignements et qu'il y a répondu en tous points; nous ne pensons pas comme le Guatemala que le critère d'examen interdit à un groupe spécial de chercher à obtenir les données versées au dossier d'une enquête sur lesquelles se fondent les descriptions statistiques figurant dans la détermination établie par l'autorité. À cet égard, nous rappelons que, conformément à notre critère d'examen, tel qu'il est énoncé à l'article 17.6 de l'*Accord antidumping*, notre tâche consiste, entre autres choses, à évaluer l'établissement et l'analyse des *faits* par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de son enquête. En effet, il est bien établi que l'article 17.5 et 17.6 i) fait obligation aux groupes spéciaux d'examiner les faits communiqués à l'autorité chargée de l'enquête. Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 118.

[425] C'est-à-dire, "production destinée au marché intérieur" et "production nationale destinée au marché".

marché intérieur. Autrement dit, selon le Guatemala, la baisse des exportations était un "autre facteur connu" de dommage au sujet duquel le Ministère de l'économie n'a pas effectué l'analyse de non-imputation voulue pour s'assurer que ce dommage ne soit pas imputé aux importations visées par l'enquête.

7.371 Dans sa réponse aux observations du Guatemala sur les nouveaux renseignements présentés par le Mexique dans les pièces MEX-15 à MEX-25, le Mexique a répondu d'une manière spécifique à l'argument du Guatemala selon lequel la contraction du volume des exportations avait été supérieure à celle des ventes sur le marché intérieur, si bien que l'affirmation figurant dans la détermination finale selon laquelle la baisse des exportations n'avait pas été déterminante au motif que les exportations ne représentaient qu'une faible proportion de la production nationale constituait une analyse insuffisante en matière de non-imputation. Le Mexique ne conteste pas l'exactitude factuelle de cet argument, mais il soutient qu'il est erroné de penser que l'importance de la baisse des exportations pour une branche de production est fonction du nombre de tonnes dont il est question en tant que tel, mais qu'elle dépend en revanche du pourcentage que représente cette baisse par rapport à la production nationale. Par conséquent, nous pensons que le Mexique dit que puisque les ventes sur le marché intérieur représentent une proportion de la production nationale beaucoup plus importante que les ventes à l'exportation, le recul des ventes sur le marché intérieur en tonnage absolu a eu des effets défavorables beaucoup plus importants sur la branche de production nationale en termes de volume (lesquels ont apparemment été "déterminants") que la contraction trois fois plus importante en tonnage absolu des ventes à l'exportation. Néanmoins, nous n'avons trouvé aucune explication de ces notions dans la détermination finale, si ce n'est sous forme d'une conclusion.[426]

7.372 Conformément à notre critère d'examen, notre tâche consiste à déterminer si une autorité chargée de l'enquête qui aurait été impartiale et objective aurait pu arriver, sur la base des faits pertinents consignés au dossier, à la conclusion qui figure dans la détermination finale. Concrètement, une autorité impartiale et objective aurait-elle pu constater qu'une contraction donnée du volume des ventes sur le marché intérieur était un élément principal et un facteur du dommage subi par la branche de production nationale (c'est-à-dire que cette contraction causée par l'effet d'éviction des importations en question avait causé une baisse dommageable de la production, de l'utilisation de la capacité installée et de l'emploi), tout en faisant abstraction au même moment, au motif qu'il ne s'agissait pas d'un "facteur déterminant", d'une contraction du volume des ventes à l'exportation d'ampleur au moins égale (en l'occurrence, trois fois plus importante pendant toute la période couverte par l'enquête). Au vu de ces faits, nous ne pouvons répondre que par la négative. Nous estimons aussi que, dans la détermination finale, le Ministère de l'économie n'a aucunement cherché à distinguer les incidences relatives sur la branche de production nationale de la contraction du volume des ventes sur le marché intérieur et de celle du volume des exportations. Au contraire, la seule explication que le Ministère de l'économie a donnée pour écarter la baisse des exportations en tant que facteur déterminant était la faible proportion des exportations dans la production nationale. Cependant, cette donnée statistique n'est pas pertinente, étant donné que le "critère" utilisé pour toute l'analyse effectuée par le Ministère de l'économie dans cette section de la détermination était la contraction absolue du volume, critère selon lequel la baisse des exportations pendant la période examinée par le Ministère de l'économie était beaucoup plus importante que celle des ventes sur le marché intérieur. En résumé, nous estimons que l'analyse de non-imputation effectuée par le

[426] Le Mexique oppose aussi d'autres arguments aux observations du Guatemala. En premier lieu, il soutient que l'argument présenté par le Guatemala dans ses observations est nouveau, affirmation que nous contestons, comme nous l'avons expliqué dans la note de bas de page 415. Le Mexique prétend aussi que le Guatemala a fait valoir que le Ministère de l'économie n'avait pas expliqué pourquoi il estimait que le recul des ventes à l'exportation n'avait pas été déterminant, ce qu'il conteste, en affirmant qu'en fait, la détermination finale renferme bel et bien une explication. Nous estimons que cette façon de voir les choses ne correspond pas à l'allégation du Guatemala qui, à notre avis, fait valoir que l'explication donnée n'est pas convaincante à la lumière des faits, tels qu'ils ressortent de la partie pertinente de la détermination.

Ministère de l'économie en ce qui concerne l'incidence de la baisse des exportations sur la branche de production nationale était insuffisante. Pour ces raisons, nous constatons que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations qui résultaient pour le Mexique de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 en ce qui concerne le traitement de la baisse des exportations dans son analyse du lien de causalité.

F. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA PROCÉDURE

1. Confidentialité et résumés non confidentiels

a) Arguments des parties

i) Guatemala

7.373 Le **Guatemala** affirme que le Mexique a contrevenu à l'article 6.5 de l'*Accord antidumping* parce qu'il n'a pas exigé du requérant qu'il fournisse des résumés non confidentiels, qu'il n'a pas évalué le caractère suffisant des résumés et qu'il n'a pas dûment divulgué les renseignements pour lesquels il n'avait pas été exposé de raisons valables de les traiter comme confidentiels ou, à titre subsidiaire, parce qu'il n'a pas exigé du requérant qu'il présente des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels.

ii) Mexique

7.374 Le **Mexique** fait valoir qu'il a agi exactement comme le prévoit l'article 6.5 de l'*Accord antidumping*: il a permis que les renseignements en question soient traités comme confidentiels sur exposé de raisons valables et a donné aux représentants accrédités de toutes les parties intéressées (y compris Tubac) la possibilité d'avoir plein accès aux renseignements confidentiels. L'article 6.5.1 prévoit en outre que, dans des circonstances exceptionnelles, les parties pourront indiquer que les renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés si elles exposent les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni. Selon le Mexique, c'est précisément ce qui s'est passé pendant l'enquête en question.

b) Arguments des tierces parties

7.375 Les **Communautés européennes** s'abstiennent de formuler des observations sur certains aspects de l'allégation du Guatemala car elles n'ont pas accès aux renseignements confidentiels en question (par exemple, en ce qui concerne l'affirmation du Mexique selon laquelle il est impossible de résumer les renseignements chiffrés). Toutefois, l'exposé des raisons pour lesquelles les renseignements sont qualifiés de confidentiels ne peut être une tautologie et les motifs qui ont permis de comprendre et d'examiner pourquoi l'autorité chargée de l'enquête avait fini par conclure que les renseignements devaient être traités d'une manière confidentielle ne ressortent pas clairement du dossier. De plus, les lois et les règlements internes du Mexique concernant l'accès aux renseignements confidentiels ne peuvent prévaloir sur les obligations qui incombent à ce pays au titre de l'article 6.5 de l'*Accord antidumping*.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.376 Nous croyons comprendre que le Guatemala allègue qu'il y a eu des violations du texte introductif et de l'alinéa 1 de l'article 6.5 eu égard à certains renseignements pendant le déroulement de l'enquête.[427] Les allégations du Guatemala portent principalement sur les éléments de preuve

[427] En réponse à la question n° 114 du Groupe spécial, le Guatemala affirme que les allégations qu'il a formulées au sujet du traitement accordé aux renseignements confidentiels ont pour fondement juridique le texte

nécessaires aux fins de l'ouverture d'une enquête qui concernent la "valeur normale" (c'est-à-dire la facture et l'offre de prix que nous avons déjà analysées plus haut en examinant des allégations du Guatemala au titre de l'article 5.3), même si le Guatemala fait aussi référence au document d'Hylsa daté du 17 septembre 2002 qui contient des renseignements sur la description du produit visé par l'enquête (en particulier la question de l'inclusion de certains tubes et tuyaux de construction dans l'extension du produit visé par l'enquête/produit similaire).[428] Après avoir exposé les considérations juridiques pertinentes, nous examinerons chacune de ces allégations l'une après l'autre.

7.377 L'article 6.5 de l'*Accord antidumping* est ainsi libellé:

> "6.5 Tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle (par exemple, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus), ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis.*
>
> 6.5.1 Les autorités exigeront des parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent des résumés non confidentiels. Les résumés seront suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Dans des circonstances exceptionnelles, lesdites parties pourront indiquer que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés. Dans ces circonstances, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées.
>
> 6.5.2 Si les autorités estiment qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, elles pourront ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects."**

---

introductif et les alinéas 1 et 2 de l'article 6.5. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, seul l'article 6.5 est mentionné. Bien que les parties n'aient soulevé aucune question tendant à indiquer que le fondement juridique de l'allégation n'était pas défini d'une manière suffisamment détaillée pour que celle-ci entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial, nous savons que ce point relève en dernière instance de la responsabilité du Groupe spécial. Nous considérons que, compte tenu de la description des allégations qui est faite dans la demande d'établissement du Groupe spécial, la référence à l'article 6.5 est suffisante en l'espèce pour recouvrir les allégations fondées sur l'article 6.5 (texte introductif) et ses alinéas 1 et 2.

[428] En réponse à la question n° 115 du Groupe spécial, le Guatemala explique que le Ministère de l'économie a accordé un traitement confidentiel à certains renseignements ayant trait au produit visé par l'enquête. Ces renseignements ont été donnés dans la réponse du 17 septembre 2002 qu'Hylsa a faite à certaines questions posées par le Ministère de l'économie (et figurent dans le dossier du Groupe spécial, pièce GTM-31). Le Guatemala affirme que ces renseignements ont été présentés à titre confidentiel, sans exposé des raisons et sans résumé non confidentiel.

> * Les Membres ont connaissance du fait que, sur le territoire de certains Membres, une divulgation peut être requise par ordonnance conservatoire étroitement libellée.
>
> ** Les Membres conviennent que les demandes de traitement confidentiel ne devraient pas être rejetées de façon arbitraire.

7.378 L'article 6.5 de l'*Accord antidumping* dispose que les renseignements confidentiels seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis.[429] Cette disposition distingue deux types de renseignements confidentiels: 1) les "renseignements qui seraient de nature confidentielle", et 2) les renseignements qui "seraient fournis à titre confidentiel". Il a été interprété que la prescription relative à l'"l'exposé de raisons valables" s'appliquait à ces deux types de renseignements confidentiels.[430] Toutefois, à notre avis, la nature et le degré d'application de cette prescription dépendront du type de renseignement en question.[431] Ainsi, dans le cas de renseignements qui "seraient de nature confidentielle", l'"exposé de raisons valables" peut consister à établir que ces renseignements correspondent à la description donnée à l'article 6.5 (texte introductif): "par exemple, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus".

7.379 L'article 6.5.1 dispose que l'autorité chargée de l'enquête devra exiger des parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent aussi un résumé non confidentiel suffisamment détaillé.[432] Ces résumés doivent permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Toutefois, il n'est pas nécessaire de fournir ces résumés non confidentiels lorsque, "[d]ans des circonstances exceptionnelles", les renseignements "ne sont pas susceptibles d'être résumés". En pareils cas "les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées" par les parties. Bien que l'article 6.5.1 ne dispose pas expressément que "les autorités exigeront" des parties intéressées qu'elles exposent les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni, nous estimons qu'une interprétation significative de cet article veut que la partie intéressée expose de sa propre initiative les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni, mais si elle ne le fait pas, il appartient à l'autorité chargée de l'enquête de veiller à l'exécution du mandat prévu à l'article 6.5.1.[433] Par conséquent, nous considérons que l'article 6.5.1 impose aux

---

[429] Il est reconnu qu'une divulgation peut être requise par des ordonnances conservatoires étroitement libellées.

[430] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.219; rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.334.

[431] Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.335.

[432] À l'instar du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 7.135, nous jugeons utile la constatation ci-après établie par le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*:

> "Bien que l'article 6.5.1 ne dispose pas expressément que "les autorités exigeront" des parties intéressées qu'elles exposent les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni, toute interprétation significative de l'article 6.5.1 veut que cette obligation incombe aux autorités chargées de l'enquête. Il n'est certes pas possible de conclure que l'obligation concernant la nécessité de fournir un exposé des raisons incombe exclusivement à la partie intéressée qui fournit les renseignements – et non aux autorités chargées de l'enquête –, puisque l'*Accord antidumping* ne s'adresse pas aux parties intéressées. L'*Accord antidumping* impose des obligations aux Membres de l'OMC et aux autorités chargées des enquêtes. Par conséquent, à notre avis, l'article 6.5.1 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'exiger des parties qui indiquent que des renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés qu'elles fournissent un exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne peut être établi."
> Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.213.

[433] À notre avis, cela serait aussi étayé par le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.213.

autorités chargées de l'enquête l'obligation d'exiger des parties qui indiquent que des renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés qu'elles fournissent un exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni.

7.380 Nous considérons que l'article 6.5.1 établit un équilibre entre l'intérêt des parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels, à savoir que cette confidentialité soit maintenue au cours de l'enquête, et l'intérêt des autres parties intéressées, à savoir être raisonnablement informées de la substance de ces renseignements afin de pouvoir défendre leurs intérêts.[434] Nous savons que le fait de qualifier les renseignements de "confidentiels" peut réduire les possibilités qu'ont les parties intéressées d'y avoir pleinement accès et, partant, leur capacité de défendre leurs intérêts au cours d'une enquête antidumping. Nous savons aussi qu'il pourrait être fait usage abusif de la possibilité de qualifier les renseignements de confidentiels pour mettre consciemment d'autres parties intéressées dans une position désavantageuse pendant l'enquête. Nous considérons que les conditions énoncées dans le texte introductif et l'alinéa 1 de l'article 6.5 sont d'une importance cruciale pour maintenir l'équilibre entre l'intérêt de confidentialité et la capacité d'une autre partie intéressée de défendre ses droits tout au long d'une enquête antidumping. Pour cette raison précise, nous estimons qu'il est primordial que l'autorité chargée de l'enquête s'assure que les conditions énoncées dans ces dispositions sont respectées. Nous estimons également important qu'un groupe spécial de l'OMC chargé d'examiner le traitement accordé par l'autorité chargée de l'enquête aux renseignements confidentiels exige le strict respect de ces dispositions, tout en gardant présent à l'esprit le critère d'examen applicable.

7.381 L'article 6.5.2 n'exige pas de la partie intéressée qui demande le traitement confidentiel d'un renseignement qu'elle en expose les raisons. Cette obligation découle de l'article 6.5 et non de l'article 6.5.2. Ce dernier ne porte que sur des circonstances particulières: si les autorités estiment qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé. Comme rien ne donne à penser que l'autorité mexicaine chargée de l'enquête a estimé que la demande de traitement confidentiel des renseignements pertinents formulée par le requérant n'était *pas* justifiée, il semblerait que l'article 6.5.2 n'est en aucune façon applicable aux circonstances factuelles de la présente affaire. Toutefois, il peut nous fournir des indications contextuelles au moment de nous prononcer sur l'allégation du Guatemala.

7.382 L'article 6.5.2 traite des circonstances dans lesquelles les autorités estiment qu'une demande de traitement confidentiel n'est *pas* justifiée. À notre avis, ce libellé indique clairement que l'autorité chargée de l'enquête a la responsabilité – en fait, l'obligation – d'examiner et de décider si une demande de traitement confidentiel est ou non justifiée au regard du texte introductif de l'article 6.5. Il est évident que l'article 6.5 oblige l'autorité chargée de l'enquête à examiner la demande de traitement confidentiel et à décider si elle est ou non justifiée. Toutefois, il ne dit rien sur la nature du processus d'examen qui doit être mené. Il ne dit rien non plus qui prescrive d'expliquer la *forme* prise par cet examen.[435] Il n'existe aucune disposition régissant expressément ce qui doit se passer au cas où l'autorité chargée de l'enquête estime qu'une demande de traitement confidentiel *est* justifiée, en dehors de l'obligation de traiter les renseignements en question comme confidentiels. Ni le texte de l'article 6.5 ni celui de l'article 6.5.1 n'énoncent d'obligation expresse concernant la *manière* dont l'autorité chargée de l'enquête devra prendre une décision au sujet de l'affirmation d'une partie selon

[434] Voir par exemple le rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux de céramique*, paragraphes 6.38 et 6.39.

[435] Nous rappelons que l'avis exigé par les dispositions relatives à la transparence figurant à l'article 12.1 n'est pas ici en cause. Quoi qu'il en soit, les obligations énoncées à l'article 12 comprennent la formule ci-après: "Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier: …".

laquelle un résumé des renseignements confidentiels ne peut être fourni, ou la manière dont elle devrait ou doit communiquer toute décision prise sur cette question.

7.383 En gardant ces considérations à l'esprit, nous passons à l'examen des circonstances propres à la présente affaire. En ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins de l'ouverture d'une enquête qui ont trait à la "valeur normale", nous observons que le requérant a demandé qu'un traitement confidentiel soit accordé à une grande partie des éléments de preuve fournis à l'appui de sa demande, y compris les renseignements relatifs à la valeur normale et à la description du produit visé par l'enquête.

7.384 S'agissant des allégations du Guatemala ayant trait au traitement des renseignements confidentiels en rapport avec les éléments de preuve nécessaires aux fins de l'ouverture d'une enquête qui concernent la "valeur normale", nous rappelons que les deux éléments de preuve pertinents – la facture et l'offre de prix – faisaient partie du dossier du Groupe spécial.[436] Le requérant a fourni une *version* non confidentielle de la demande mais, comme la facture était "confidentielle", elle n'a pas été jointe à cette version non confidentielle; de même, comme l'offre de prix était "confidentielle", elle ne figurait pas dans la réponse[437] d'Hylsa à la demande de renseignements additionnels.[438] Dans la version non confidentielle, certaines parties du texte de la demande ont été supprimées et remplacées par des blancs entre crochets ou, dans le cas de l'annexe en question, simplement par des colonnes vierges. La substance a été omise. La demande contient une déclaration générale indiquant la raison pour laquelle le requérant a estimé que les renseignements devaient recevoir un traitement confidentiel.[439] Le Ministère de l'économie n'a pas reçu de résumé non confidentiel des renseignements confidentiels qui avaient été omis et rien n'indique non plus qu'il en ait demandé un après avoir vu la manière dont les renseignements qui s'y trouvaient avaient été traités. Dans la demande, il est dit que la version non confidentielle de la demande était suffisamment détaillée pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements, même si certains aspects et certaines données avaient été omis car ils n'étaient pas susceptibles d'être résumés en raison de leur nature confidentielle et parce qu'il s'agissait de données chiffrées et de numéros d'identification.[440]

7.385 Plus concrètement, la version non confidentielle de la demande (pièce GTM-1, section II.B.1) indique seulement que l'élément de preuve concernant la valeur normale "est étayé sur la facture commerciale du produit visé par l'enquête, présentée à l'annexe 2.1".[441] Elle contient aussi des

---

[436] La première était jointe à la première communication écrite du Mexique; la seconde a été fournie en réponse à la demande du Groupe spécial et après que celui-ci a adopté, à l'issue de la première réunion, des procédures spéciales régissant les renseignements commerciaux confidentiels.

[437] Pièce GTM-3.

[438] Pièce GTM-2.

[439] La lettre d'accompagnement de la demande présentée par l'avocat est libellée en ces termes: "Mon client considère que les renseignements omis dans les crochets figurant dans la version publique des volumes I et II et les annexes qui y sont expressément mentionnées, doivent être traités comme confidentiels. Aussi est-il demandé à l'Unité, conformément à l'article 158 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur, de bien vouloir traiter ces renseignements comme tels, étant donné que leur divulgation nuirait à la position concurrentielle de mon client et à sa capacité de réunir des renseignements utiles au déroulement de l'enquête." Pièce GTM-1. La lettre d'accompagnement jointe à la réponse d'Hylsa à la demande de renseignements additionnels qui figure dans la pièce GTM-3 contient un paragraphe similaire. La demande de renseignements additionnels reproduite dans la pièce GTM-2 indique les directives du Ministère de l'économie quant à la manière dont les renseignements confidentiels devaient être traités dans les réponses aux questions posées dans ce document, notamment la nécessité de présenter une version confidentielle et une version publique des réponses – les renseignements confidentiels étant supprimés de la version publique –, ainsi que la nécessité d'exposer les raisons du traitement confidentiel accordé à ces renseignements et de les résumer.

[440] Pièce GTM-1. La lettre d'accompagnement jointe à la réponse d'Hylsa à la demande de renseignements additionnels, qui est reproduite dans la pièce GTM-3, contient un paragraphe similaire.

[441] Il y a aussi une réponse expliquant brièvement la raison pour laquelle le requérant a jugé que les prix de vente communiqués étaient exacts. Pièce GTM-1.

crochets qui montrent que des renseignements confidentiels ont été supprimés. L'"annexe 2" est un tableau constitué de 14 colonnes, dont neuf contiennent des crochets indiquant que des renseignements confidentiels ont été supprimés et cinq contiennent des données. Les renseignements figurant dans le tableau indiquent les lignes tarifaires, la description du produit visé par l'enquête – les tubes et tuyaux de canalisation standard soudés et les tubes et tuyaux de canalisation standard noirs –, le coefficient de conversion de l'unité de mesure correspondant à la ligne tarifaire, le taux de change du dollar EU et, enfin, le prix ajusté (en dollars EU par tonne). Le prix ajusté donné pour les deux types de tubes et tuyaux est de "707". Cette annexe fait mention de la "documentation sur le prix intérieur au Guatemala" qui figure à l'annexe 2.1, sans donner de description plus détaillée ni de résumé des documents qui contiennent les éléments de preuve. Par conséquent, nous considérons qu'il n'y a pas de résumé suffisamment détaillé pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel.[442]

7.386 Répondant à certaines questions[443], le Guatemala a précisé qu'il alléguait aussi que le traitement des renseignements figurant dans la réponse apportée le 17 septembre 2002 par le requérant à la "note officielle" du Ministère de l'économie du 3 septembre 2002 au sujet du fondement de la possible inclusion de certains tubes et tuyaux de construction dans l'extension de la définition du produit, avait été incompatible avec les obligations du Mexique au titre de l'article 6.5 et 6.5.1.[444] En particulier, le Guatemala allègue que ces renseignements ont été qualifiés de "confidentiels" sans que les raisons soient exposées et sans que la présentation d'un résumé non confidentiel soit exigée.

7.387 Là encore, le requérant a fourni une version non confidentielle du document en question. Dans cette version, certaines parties des réponses qui figuraient dans le document ont été supprimées et remplacées par des blancs entre crochets ou – dans le cas des annexes – simplement par des pages comportant un titre mais absolument rien d'autre. La substance a été omise. En réponse à une directive du Ministère de l'économie figurant dans la note officielle du 3 septembre 2002 selon laquelle toute demande de traitement confidentiel devait faire l'objet d'un exposé des raisons et exigeait la fourniture d'un résumé non confidentiel[445], Hylsa a expliqué, dans sa lettre d'accompagnement, pourquoi elle considérait les renseignements comme "confidentiels" et pourquoi il n'était pas possible d'en résumer certains.[446] Le Ministère de l'économie n'a pas reçu de résumé non

[442] Dans la pièce GTM-3, il est indiqué qu'en réponse à une question sur les éléments de preuve relatifs à la valeur normale des tubes et tuyaux standard noirs, Hylsa a déclaré ce qui suit: "Les chiffres de la valeur normale sur le marché guatémaltèque des tubes et tuyaux standard noirs, avec les ajustements correspondants, sont documentés. Veuillez vous reporter à l'annexe 13 [Confidentiel].". L'annexe 13 s'intitule "Documentation sur la valeur normale des tubes et tuyaux standard noirs et les ajustements correspondants"; l'annexe 13.1 s'intitule "Documentation sur le prix intérieur au Guatemala". L'annexe 13.2 s'intitule "Calcul permettant d'obtenir la valeur en dollars par tonne". L'annexe 13.4 s'intitule "Documentation sur le domicile de l'entreprise qui fournit les documents indiquant la valeur normale". L'annexe 13.5 s'intitule "Estimation de la marge de dumping concernant les tubes et tuyaux standard noirs". L'intégralité du texte de toutes ces annexes est omise. (L'annexe 13.3 comprend des renseignements non confidentiels sur les taux de change.)

[443] Réponse du Guatemala à la question n° 115 du Groupe spécial.

[444] Pièce GTM-31.

[445] Pièce GTM-21.

[446] La lettre d'accompagnement est libellée en ces termes: "Mon client considère que les renseignements omis dans les crochets figurant dans la version publique du document joint et les annexes qui y sont expressément mentionnées, doivent être traités comme confidentiels. Aussi est-il demandé à l'Unité, conformément à l'article 158 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur, de bien vouloir traiter ces renseignements comme tels, étant donné que leur divulgation nuirait à la position concurrentielle de mon client et à sa capacité de réunir des renseignements utiles au déroulement de l'enquête. Compte tenu de ce qui précède, conformément aux dispositions de l'article 153 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur, et comme il a déjà été indiqué dans la présente lettre, mon client a joint une version publique desdits renseignements, qui contient suffisamment d'éléments pour permettre de comprendre raisonnablement l'ensemble de l'affaire, en omettant certains aspects et certaines données qui, en raison de leur nature confidentielle et parce qu'ils s'agit de données chiffrées et de numéros d'identification, ne sont pas

confidentiel des renseignements confidentiels qui avaient été omis et rien n'indique non plus qu'il en ait demandé un après avoir vu la manière dont les renseignements qui s'y trouvaient avaient été traités.[447]

7.388 Plus concrètement, la version non confidentielle du document en question contient certaines réponses d'Hylsa-DAT sur l'extension du produit visé par l'enquête. Certains renseignements qui figuraient dans les réponses ont été supprimés en raison de leur caractère "confidentiel". En outre, les textes des six annexes[448] dans leur intégralité ont été omis, au motif que leur contenu était "confidentiel". Le document ne contient pas de description plus détaillée ni de résumé des passages du corps du texte qui ont été omis, ni des annexes contenant les éléments de preuve. Par conséquent, nous considérons qu'il n'y a pas de résumé suffisamment détaillé pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel.

7.389 Le Guatemala conteste deux aspects principaux du traitement accordé par le Ministère de l'économie aux renseignements en question. En premier lieu, la demande et la pièce GTM-31 contiennent une déclaration générale indiquant les raisons pour lesquelles le requérant considérait que les renseignements devaient recevoir un traitement confidentiel. Le Guatemala allègue que rien dans le dossier de l'enquête n'indique que le Ministère de l'économie a évalué le caractère suffisant de ces raisons en vue de déterminer s'il existait des "raisons valables" d'accorder le traitement confidentiel. En deuxième lieu, le requérant affirme aussi que la version non confidentielle de la demande était suffisamment détaillée pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements même si certains aspects et certaines données avaient été omis car ils n'étaient pas susceptibles d'être résumés en raison de leur nature confidentielle et parce qu'il s'agissait de données chiffrées et de numéros d'identification.[449] Sur ce point, le Guatemala affirme que, même si le traitement confidentiel était justifié, il n'était pas impossible pour le requérant de fournir des résumés non confidentiels. Or, les renseignements ont été omis et n'ont pas été résumés.

7.390 Nous notons que s'agissant des éléments de preuve nécessaires aux fins de l'ouverture d'une enquête qui concernent la valeur normale et des réponses qu'il a apportées le 17 septembre, le requérant *a exposé* les raisons pour lesquelles il était justifié, selon lui, de ne pas divulguer et de ne pas résumer les renseignements en question.

7.391 Le Guatemala fait valoir que le Ministère de l'économie n'a pas déterminé si des "raisons valables" avaient été exposées pour que les renseignements de base soient considérés comme confidentiels. Il affirme aussi, en ce qui concerne l'offre de prix et la facture, que la divulgation des

---

susceptibles d'être résumés ou synthétisés." Hylsa a donc demandé qu'"... un traitement confidentiel soit accordé aux réponses et annexes figurant dans le présent document comme indiqué, étant donné que leur divulgation pourrait nuire à la position concurrentielle de l'entreprise et causer un dommage important à mon client".

[447] Toutefois, le Mexique affirme que la version non confidentielle contient un résumé des renseignements confidentiels. Voir par exemple le Mémoire présenté à titre de réfutation par le Mexique, paragraphe 215. Le Mexique présente la pièce MEX-5 pour démontrer qu'il a transmis cette version non confidentielle au représentant légal de Tubac. Toutefois, la question n'est pas de savoir si une version non confidentielle de la communication a été transmise, mais si un *résumé* non confidentiel suffisant des renseignements confidentiels a été transmis.

[448] Les renseignements rendus publics qui figurent dans les réponses et les titres de ces annexes indiquent qu'elles comprennent des documents, des témoignages et des factures de producteurs/distributeurs ayant trait à la pratique commerciale consistant à acquérir des tubes et tuyaux de construction sans "essai hydrostatique" et à les utiliser comme canalisations; des renseignements fournis par des importateurs de certains types de tubes et tuyaux de construction; des estimations concernant la ventilation de la production nationale du produit visé par l'enquête; et des témoignages sur la possibilité de substitution et la correspondance des données accompagnant la description du produit.

[449] Pièce GTM-1.

renseignements n'aurait pas affecté la position concurrentielle du requérant ni la possibilité qu'il avait d'obtenir davantage de données puisque ces renseignements portaient sur les prix à l'intérieur du Guatemala, que l'exportateur (et non le requérant) aurait la responsabilité de recueillir ces renseignements après l'ouverture de l'enquête, et que, exception faite de l'identité de l'acheteur ou de la personne qui avait sollicité l'offre de prix, les renseignements n'étaient pas de nature confidentielle.

7.392 Le Mexique fait valoir devant nous que le Ministère de l'économie a pour pratique de faire connaître explicitement *uniquement* les motifs de *rejet* d'une demande de traitement confidentiel: lorsque le Ministère de l'économie accepte une demande, il ne l'indique pas explicitement, il accorde tout simplement un traitement confidentiel aux renseignements en question.[450] Dans le cas d'espèce, nous estimons qu'aucune indication explicite sur ce point ne figure dans le dossier. Toutefois, il apparaît implicitement que le Ministère de l'économie a accepté les affirmations du requérant et ne s'est pas opposé à la demande de traitement confidentiel. Le dossier ne contient aucune indication explicite sur la question de savoir comment et dans quelle mesure le Ministère de l'économie a évalué les raisons exposées pour justifier l'impossibilité de résumer les renseignements ou a abouti à une conclusion motivée à ce sujet. Or, sur ce point aussi, il ressort implicitement du dossier que le Ministère de l'économie a accepté les affirmations du requérant au sujet de la non-divulgation et de l'impossibilité de résumer les renseignements.[451]

---

[450] Le Mexique a exposé dans leurs grandes lignes les dispositions de la législation et de la réglementation nationales concernant le traitement des renseignements confidentiels dans le cadre d'une enquête antidumping, en particulier l'article 80 de sa Loi sur le commerce extérieur et les articles 148 à 158 du Règlement d'application y relatif. En résumé, l'article 80 de la Loi mexicaine sur le commerce extérieur prévoit que les renseignements commerciaux réservés et les renseignements confidentiels des organismes publics ne sont mis à la disposition d'aucune des parties intéressées. L'article 148 du Règlement d'application dispose que les résumés de renseignements confidentiels et de renseignements commerciaux réservés présentés conformément à l'article 153 du Règlement d'application doivent être considérés comme des renseignements publics (article 148, alinéa II). Par ailleurs, aux termes de l'article 150, les renseignements commerciaux réservés sont ceux qui satisfont aux dispositions des articles 152, 153 et 158 du Règlement d'application et dont la divulgation est susceptible d'entraîner, entre autres choses, un dommage matériel ou financier substantiel et irréversible pour la personne qui les possède. L'article 153 dispose que la partie intéressée qui souhaite que ses renseignements soient considérés comme des renseignements confidentiels ou des renseignements commerciaux réservés doit communiquer au Ministère de l'économie un résumé public de ces données. Ce résumé doit être présenté par écrit et être suffisamment détaillé pour permettre à ceux qui en prennent connaissance de comprendre raisonnablement l'ensemble de la question. L'article 158 du Règlement d'application prévoit que la partie intéressée doit satisfaire aux prescriptions suivantes: présenter la demande par écrit; exposer les raisons pour lesquelles ses renseignements sont de nature confidentielle ou sont des renseignements commerciaux réservés; présenter un résumé des renseignements ou, le cas échéant, exposer les raisons pour lesquelles ils ne sont pas susceptibles d'être résumés; et, le cas échéant, donner par écrit l'autorisation expresse aux représentants légaux des autres parties intéressées de prendre connaissance des renseignements classés comme renseignements confidentiels ou comme renseignements commerciaux réservés.

Il ne nous est pas demandé d'évaluer la compatibilité de ces dispositions légales et réglementaires *en tant que telles* avec les obligations qui incombent au Mexique au titre de l'article 6.5 de l'Accord, et nous rappelons que le droit interne d'un Membre ne peut justifier qu'il manque à ses obligations internationales. Voir par exemple le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 46.

[451] Nous relevons, à titre subsidiaire, l'affirmation du Mexique selon laquelle Tubac a aussi affirmé pendant l'enquête correspondante que les données chiffrées n'étaient pas susceptibles d'être résumées et que le Ministère de l'économie avait accordé le traitement confidentiel sur la même base que pour les renseignements d'Hylsa. Tubac a affirmé, par exemple, dans sa communication écrite du 14 mai 2002 (pièce GTM-12, pages 2 et 3; voir aussi pièce GTM-7, paragraphe 17), qu'elle avait présenté une version publique de ses renseignements confidentiels, en supprimant certains renseignements confidentiels qui étaient entre crochets. Elle a affirmé aussi que comme certains renseignements pouvaient être constitués de données financières ou de renseignements tirés de la comptabilité interne de l'exportateur ou de tiers, qui n'étaient pas très nombreux, leur divulgation pouvait causer un dommage irréversible à Tubac ou aux tiers. Tubac a dit en outre qu'il n'était pas possible de résumer certains renseignements car ils étaient chiffrés. Rien dans le dossier n'indique que ces

7.393 Rappelant le critère d'examen, comme nous l'avons dit précédemment, nous ne considérons pas que les obligations figurant à l'article 6.5 énoncent exactement la manière dont l'autorité chargée de l'enquête devrait ou doit évaluer une demande de traitement confidentiel. Nous ne pensons pas non plus que cette disposition énonce la manière dont l'autorité chargée de l'enquête devrait ou doit indiquer (explicitement ou d'une autre façon dans le dossier de l'enquête) comment et dans quelle mesure elle a évalué l'affirmation d'un requérant pour aboutir à la conclusion qu'il existait des "raisons valables" de traiter les renseignements comme confidentiels au sens de l'article 6.5, ou comment et dans quelle mesure elle a évalué l'affirmation selon laquelle un résumé ne pouvait être fourni au sens de l'article 6.5.1.

7.394 Nous estimons que dans la présente affaire le Mexique s'en est tenu au minimum autorisé par l'article 6.5 et 6.5.1 en ce qui concerne le traitement qu'il a accordé aux renseignements confidentiels en question. En particulier, le dossier de l'enquête montre clairement qu'Hylsa a fait une demande de traitement confidentiel et a exposé les raisons de cette demande, et qu'elle a aussi expliqué pourquoi il était à son sens impossible de résumer certains renseignements. Comme nous l'avons dit plus haut, nous inférons du fait que le Ministère de l'économie a accordé le traitement confidentiel requis, qu'il a accepté la demande et les explications, et nous rappelons que les dispositions susmentionnées de l'Accord ne contiennent aucune prescription spécifique en ce qui concerne la nature de l'évaluation effectuée en la matière par l'autorité chargée de l'enquête. Nous aurions préféré que le Ministère de l'économie indique explicitement les raisons pour lesquelles il jugeait fondées les affirmations selon lesquelles il y avait des "raisons valables" d'accorder le traitement confidentiel aux renseignements en question. Nous aurions préféré aussi qu'il indique explicitement la manière dont il avait établi l'existence des "circonstances exceptionnelles" évoquées à l'article 6.5.1 pour justifier le fait que certains renseignements confidentiels n'étaient pas susceptibles d'être résumés. À cet égard, nous rappelons que l'une des principales raisons avancées pour expliquer que ces renseignements n'étaient pas susceptibles d'être résumés était qu'ils étaient chiffrés. Nous notons que le système juridique interne du Mexique prévoit expressément la possibilité de présenter les renseignements sur les coûts et les prix sous forme de fourchettes de variations en pourcentage qui ne dépassent pas 10 pour cent.[452] Cette disposition nous montre que le Mexique (et le Ministère de l'économie) reconnaît officiellement que certains renseignements chiffrés au moins peuvent être résumés.[453] Or, rien dans le dossier n'indique qu'un effort a été fait pour voir s'il était possible de présenter les renseignements confidentiels en question d'une manière qui, sans compromettre leur caractère confidentiel, aurait permis aux parties intéressées d'y avoir un meilleur accès grâce au dossier non confidentiel de l'enquête.

7.395 Toutefois, pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial constate que le Guatemala n'a pas établi que le Mexique avait manqué à ses obligations au titre de l'article 6.5 et 6.5.1 en ce qui concerne la manière dont il a traité les demandes de confidentialité et les raisons pour lesquelles un résumé des renseignements confidentiels ne pouvait être fourni.

7.396 Nous notons aussi que l'article 6.5 reconnaît que, sur le territoire de certains Membres, une divulgation peut être requise par ordonnance conservatoire étroitement libellée. Nous savons que le Mexique est doté d'un cadre législatif/réglementaire qui régit le traitement à accorder aux renseignements confidentiels au cours d'une enquête antidumping mexicaine. Dans ce cadre, les représentants légaux de toutes les parties intéressées peuvent pleinement accéder aux renseignements confidentiels, sous réserve de remplir un certain nombre de conditions et de présenter les documents

---

affirmations de Tubac ont été traitées différemment des affirmations similaires formulées par Hylsa. On peut attendre d'une autorité chargée de l'enquête qu'elle traite les deux parties intéressées avec une telle impartialité.

[452] Article 149 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur du Mexique.

[453] En réponse à la question n° 121 du Groupe spécial, le Mexique a dit que l'article 149 du Règlement d'application n'avait pas été appliqué dans la pratique administrative du Ministère de l'économie et qu'il n'était donc pas possible de préciser le champ d'application de cette disposition.

requis.[454] De plus, le Mexique fournit comme élément de preuve une demande (de la représentante légale de Tubac) sollicitant l'accès à certains renseignements confidentiels.[455] Pour le Mexique, cela montre que l'exportateur guatémaltèque n'a pas subi de préjudice puisqu'il a eu le droit d'accéder aux renseignements confidentiels figurant dans la demande au moment de l'ouverture de l'enquête et qu'il en a effectivement fait usage à une occasion au moins. Le Guatemala soutient toutefois que les éléments de preuve et l'argumentation avancés par le Mexique en ce qui concerne l'accès au dossier confidentiel par la représentante légale de Tubac sont erronés. Selon lui, la représentante légale de Tubac n'a jamais demandé à avoir accès à la *moindre partie* du dossier confidentiel, y compris la version confidentielle de la demande, car comme elle ne remplissait pas toutes les conditions prévues par la législation mexicaine pour demander l'accès au dossier confidentiel, elle n'a jamais fait de telle demande. Le Guatemala a en particulier affirmé ce qui suit:

> "Le Guatemala confirme que Tubac n'a pas eu accès aux renseignements fournis par le requérant, qui ont finalement ont été utilisés comme "données de fait disponibles" aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping. Comme la déclaration ci-jointe l'explique:
>
> Conformément aux dispositions de l'article 80 de la Loi sur le commerce extérieur et des articles 159, 160 et 161 du Règlement d'application, pour avoir accès aux renseignements confidentiels, les représentants légaux des parties intéressées à la procédure doivent adresser une demande par écrit au Ministère de l'économie indiquant qu'ils ont besoin de prendre connaissance de ces renseignements confidentiels. La demande doit être accompagnée des pièces ci-après:
>
> a) le formulaire officiel dûment requis pour l'"accréditation du représentant légal qui demande à avoir accès à des renseignements confidentiels";
>
> b) une garantie (police) pour un montant fixé par le Ministère de l'économie conformément au Code fiscal de la Fédération. Actuellement, ce montant est de 4 200 000 nouveaux pesos mexicains;
>
> c) un document écrit émanant de l'entreprise représentée (en l'espèce, Tubac) qui atteste que les représentants légaux n'ont pas exercé les fonctions d'associés, de dirigeants, de fondés de pouvoir ni de mandataires salariés pour l'entreprise ou pour d'autres parties intéressées à la procédure au cours de l'année précédente;
>
> d) des documents attestant que les représentants sont résidents au Mexique.
>
> Une fois la demande présentée, le Ministère de l'économie publie une note officielle d'acceptation ou de rejet. Il est dans la pratique administrative du Ministère de l'économie de joindre au dossier administratif rendu public la demande d'accès et la note officielle d'acceptation ou de rejet.
>
> Dans la présente enquête, les représentants légaux de Tubac n'ont pas eu la possibilité de prendre connaissance des renseignements confidentiels parce qu'ils ne

[454] Voir en particulier les articles 159 à 161 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur du Mexique.

[455] Pièce MEX-2. La demande d'accès est datée de novembre 2002 (alors que l'enquête a été ouverte en août 2001 et que la détermination préliminaire, ainsi que l'audition publique et les communications qui en ont résulté, y compris la pièce GTM-31, ont été présentées avant novembre 2002).

remplissaient pas toutes les conditions requises pour présenter une demande en ce sens."[456]

7.397 Nous ne comprenons pas vraiment la décision de Tubac de participer à cette enquête en se fondant exclusivement sur le dossier non confidentiel.[457] Nous félicitons le Mexique de maintenir au niveau national un cadre légal et réglementaire permettant, lors d'une enquête antidumping, aux représentants légaux des parties intéressées, dans certaines circonstances, d'avoir accès au dossier confidentiel. Nous notons que certaines conditions d'accès sont plutôt rigoureuses et peuvent, comme dans le cas présent, affecter la représentation légale d'une partie intéressée sur la base du dossier confidentiel de l'enquête. Toutefois, nous ne pensons pas qu'elles soient insurmontables au point d'empêcher toute représentation légale efficace d'une partie intéressée informée. Par exemple, l'entreprise devrait verser environ 2 000 dollars EU pour satisfaire à la prescription relative à la caution.[458]

7.398 Cela étant, même si un tel système de divulgation limitée est sans doute envisagé à l'article 6.5[459] et peut certainement servir à compléter les mesures prises par un Membre pour respecter ses obligations au titre de l'article 6.5, nous ne voyons rien dans le texte de cette disposition qui indique que le fait d'accorder à des personnes remplissant certaines conditions un accès limité à l'ensemble du dossier confidentiel permet de déroger aux obligations énoncées à l'article 6.5, ou de remplacer ces obligations qui imposent aux autorités chargées de l'enquête d'exiger un exposé des raisons de traiter des renseignements d'une manière confidentielle et, si un tel traitement est justifié, d'exiger des résumés non confidentiels de ces renseignements ou, à titre subsidiaire, d'exiger un exposé des raisons pour lesquelles de tels résumés des renseignements ne peuvent pas être fournis.[460]

7.399 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que le Guatemala n'a pas démontré que le Mexique avait agi, dans la présente affaire, d'une manière incompatible avec les obligations qui lui incombent au titre du texte introductif et de l'alinéa 1 de l'article 6.5.

2. Teneur des déterminations préliminaire et finale

7.400 Nous rappelons l'allégation du Guatemala selon laquelle le Mexique a violé l'article 12.2 de l'*Accord antidumping* parce qu'il n'a pas donné, ni dans la détermination préliminaire ni dans la détermination finale[461], d'explications suffisantes et motivées sur la décision du Ministère de

---

[456] Réponse du Guatemala à la question n° 104 du Groupe spécial. Voir aussi la réponse du Guatemala aux questions n° 117 et 118 du Groupe spécial et la pièce GTM-32. Voir les articles 159 à 161 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur du Mexique.

[457] Tout au moins, le Guatemala n'a attiré notre attention, pendant la procédure du présent Groupe spécial, sur aucun autre représentant de Tubac qui *avait* accès au dossier confidentiel de l'enquête.

[458] Voir la réponse du Mexique à la question n° 184 b) du Groupe spécial.

[459] En particulier dans la note de bas de page qui est libellée en ces termes:

"Les Membres ont connaissance du fait que, sur le territoire de certains Membres, une divulgation peut être requise par ordonnance conservatoire étroitement libellée."

[460] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue, par exemple, dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 7.137.

[461] L'argumentation du Guatemala concernant la portée de l'allégation qu'il a formulée au titre de l'article 12.2 n'a pas toujours été cohérente. Par exemple, dans le Mémoire qu'il a présenté à titre de réfutation, la section pertinente est intitulée "Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle la communication des constatations et conclusions figurant dans la *détermination préliminaire* était insuffisante" (pas d'italique dans l'original). Ailleurs, par exemple au paragraphe 336 de sa première communication écrite, le Guatemala mentionne aussi bien la détermination préliminaire que la détermination finale. Comme la demande d'établissement d'un groupe spécial et quelques arguments au moins du Guatemala mentionnent à la fois la détermination préliminaire et la détermination finale (voir le document WT/DS331/2, paragraphe n)), nous avons considéré que l'allégation du Guatemala se rapportait aux deux déterminations.

l'économie de modifier la définition du produit considéré pour inclure les tubes et tuyaux de 4 à 6 po dans sa détermination préliminaire.[462] Nous rappelons notre constatation selon laquelle le Mexique a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II et de l'article 6.8 s'agissant de la façon dont il a utilisé les données de fait disponibles pour établir sa détermination de l'existence d'un dumping, y compris en ce qui concerne la modification de la définition du produit pour inclure les produits ayant des diamètres de 4 à 6 po.[463] À la lumière de notre constatation d'incompatibilité avec les dispositions susmentionnées, nous ne jugeons ni nécessaire ni approprié d'examiner l'allégation formulée par le Guatemala au titre de l'article 12.2 au sujet de l'insuffisance de l'avis en ce qui concerne la modification de la définition du produit pour inclure les produits ayant des diamètres de 4 à 6 po. Nous notons que notre constatation relative au paragraphe 7 de l'Annexe II et à l'article 6.8 portait, entre autres choses, sur l'explication des déterminations de l'existence d'un dumping qui figurait dans les avis du Mexique. Ayant constaté une violation des prescriptions du paragraphe 7 et d'autres paragraphes de l'Annexe II, ainsi que de l'article 6.8, en ce qui concerne le recours par le Ministère de l'économie aux "données de fait disponibles" pour établir sa détermination de l'existence d'un dumping, nous estimons que la question de savoir si l'avis relatif aux déterminations préliminaire ou finale était "suffisant" au sens de l'article 12.2 est sans importance. Nous partageons le point de vue du Groupe spécial *CE — Linge de lit* selon lequel un avis peut expliquer de manière adéquate la détermination qui a été établie, mais si la détermination était quant au fond incompatible avec les obligations juridiques pertinentes, le caractère suffisant de l'avis est sans intérêt. De même, il est inutile d'examiner si l'avis d'une décision qui est incompatible quant au fond avec les prescriptions de l'*Accord antidumping* est, isolément, insuffisant au regard de l'article 12.2. Une constatation selon laquelle l'avis d'une mesure incompatible est insuffisant n'ajoute rien à la constatation de violation, au règlement du différend à l'examen, ni à la compréhension des obligations imposées par l'*Accord antidumping*. Nous ne formulons donc pas de constatations au sujet de cette allégation.[464]

3. Faits essentiels

7.401 Le Guatemala allègue que le Mexique a violé à l'article 6.9 en n'informant pas Tubac des "faits essentiels" examinés dans le cadre de l'enquête. Selon le Guatemala, Tubac n'a jamais reçu la moindre information avant la détermination finale lui indiquant: 1) que les données de fait disponibles, en particulier les renseignements fournis par le requérant, seraient utilisées pour calculer la marge de dumping; et 2) que certains tubes et tuyaux de construction seraient inclus dans l'extension du produit visé par l'enquête et le champ de la mesure antidumping imposée. Nous rappelons la constatation que nous avons formulée plus haut au sujet de la détermination par le Ministère de l'économie de l'existence d'un dumping, selon laquelle le Ministère avait agi d'une manière incompatible avec le paragraphe 6 de l'Annexe II et, partant, avec l'article 6.8, en n'informant pas Tubac que les renseignements qu'elle avait communiqués étaient rejetés, en ne lui communiquant pas les raisons de cette décision et en ne lui donnant pas la possibilité de fournir des explications complémentaires. À la lumière de cette constatation, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner aussi les allégations formulées par le Guatemala au titre de l'article 6.9.

G. ALLÉGATIONS AU TITRE DES ARTICLES 1ER ET 18 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

7.402 Le Guatemala fait valoir que le Mexique – par l'intermédiaire du Ministère de l'économie – a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre des articles 1er et 18 de l'*Accord antidumping*, car il a violé d'autres dispositions de l'Accord citées dans sa plainte. Nous notons que

[462] Le Guatemala nous a confirmé qu'il abandonnait son allégation additionnelle sur l'"inclusion" de certains tubes et tuyaux de construction dans la détermination finale. Voir la réponse du Guatemala aux questions n° 128 à 130 du Groupe spécial.

[463] Nous renvoyons à la constatation que nous avons formulée *supra*, paragraphe 7.197.

[464] Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphes 6.259 à 6.261.

les allégations formulées par le Guatemala au titre des articles 1er et 18 de l'*Accord antidumping* sont des allégations subordonnées, en ce sens qu'elles sont totalement subordonnées à des constatations établissant que le Mexique a enfreint d'autres dispositions de l'Accord. Compte tenu de la nature subordonnée des allégations formulées par le Guatemala au titre des articles 1er et 18 de l'Accord et comme nous avons constaté plus haut des violations d'autres dispositions, nous ne voyons pas l'utilité d'examiner ces allégations.[465] En particulier, nous estimons que si nous nous prononcions sur ces allégations subordonnées, nous ne donnerions pas d'indications additionnelles quant aux dispositions qui doivent être prises par le Mexique pour mettre en œuvre nos recommandations concernant les violations que nous avons constatées.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Pour les raisons exposées plus haut, nous concluons que l'ouverture et la conduite de l'enquête par le Mexique, ainsi que l'imposition par ce pays d'une mesure antidumping définitive sur les importations de tubes et tuyaux en acier noirs et galvanisés en provenance du Guatemala, sont incompatibles avec les prescriptions de l'*Accord antidumping* étant donné que:

a) la détermination du Ministère de l'économie selon laquelle il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête est incompatible avec l'obligation du Mexique au titre de l'article 5.3 de l'*Accord antidumping* et, en conséquence, le fait qu'il n'a pas rejeté la demande en l'absence d'éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage suffisants pour justifier la poursuite de la procédure est incompatible avec l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*;

b) le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations du Mexique au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*, en utilisant, sans motif suffisant, des données relatives au dommage limitées à trois périodes semestrielles (juillet-décembre) des années 1998, 1999 et 2000 dans sa détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, comme le requérant l'avait proposé;

c) le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations que le Mexique avait au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord antidumping* de procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs, en utilisant une méthode reposant sur un échantillon limité et sur des hypothèses injustifiées pour calculer le volume des importations d'autres provenances que le Guatemala;

d) le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations que le Mexique avait au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* de procéder à un examen objectif en se fondant sur des éléments de preuve positifs de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale – telle que cette expression est définie à l'article 4.1 – en ne réunissant pas et en n'analysant pas des données représentatives et cohérentes relatives à la branche de production nationale, en particulier des données relatives aux indicateurs financiers de la branche de production nationale dans son ensemble, telle qu'il l'avait définie;

[465] Nous notons qu'une approche analogue a été suivie, par exemple, dans les rapports des Groupes spéciaux *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.296; *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.92; et *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.369.

e) le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations du Mexique au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* dans le cadre de son analyse du dommage et du lien de causalité, car il n'a pas correctement analysé ni dûment imputé le dommage causé à la branche de production nationale par une baisse des exportations;

f) le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations du Mexique au titre des paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II et de l'article 6.8, en décidant de rejeter dans leur intégralité les données communiquées par Tubac et d'utiliser à la place les données de fait disponibles;

g) le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations du Mexique au titre du paragraphe 6 de l'Annexe II et de l'article 6.8, en n'informant pas Tubac du rejet de ses données et des raisons de cette décision, et en ne donnant pas à Tubac la possibilité de fournir des explications complémentaires;

h) le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les obligations du Mexique au titre du paragraphe 7 de l'Annexe II parce qu'en prenant comme données de fait disponibles les éléments de preuve relatifs à la valeur normale communiqués par le requérant et utilisés dans sa décision portant ouverture d'une enquête, il n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière".

8.2 À la lumière des constatations que nous avons formulées plus haut, nous concluons aussi que:

a) le Guatemala n'a pas établi que, dans les circonstances de la présente affaire, le Ministère de l'économie avait agi d'une manière incompatible avec les obligations que le Mexique avait au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs, en utilisant des données relatives à une période couverte par l'enquête qui avait pris fin huit mois avant l'ouverture de l'enquête et environ deux ans avant l'imposition des mesures définitives;

b) le Guatemala n'a pas établi *prima facie* d'incompatibilité avec l'article 3.1 et 3.2 en ce qui concerne l'analyse par le Ministère de l'économie des effets des importations en provenance du Guatemala sur les prix;

c) le Guatemala n'a pas établi que le Ministère de l'économie avait agi d'une manière incompatible avec les obligations du Mexique au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 ou de l'article 5.4, en ne procédant pas à un examen objectif des éléments de preuve positifs en ce qui concerne les données recueillies et analysées dans sa détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale (telle que cette expression est définie à l'article 4.1), à la lumière des changements apportés à la définition du produit pour inclure les tubes et tuyaux de 4 à 6 po et certains tubes et tuyaux de construction;

d) le Guatemala n'a pas établi que le Ministère de l'économie avait agi d'une manière incompatible avec les obligations du Mexique au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 en ce qui concerne son examen de l'évolution des coûts dans le cadre de l'analyse du dommage et du lien de causalité;

e) le Guatemala n'a pas établi que le Ministère de l'économie avait agi d'une manière incompatible avec les obligations du Mexique au titre du texte introductif et de l'alinéa 1 de l'article 6.5 en ce qui concerne le traitement qu'il a accordé aux renseignements confidentiels dans la présente affaire.

8.3 À la lumière de nos constatations, il n'a pas été nécessaire que nous examinions les allégations ci-après, pour lesquelles nous avons appliqué le principe d'économie jurisprudentielle:

a) les allégations du Guatemala au titre de l'article 2.1, 2.4 et 2.6 relatives aux changements apportés à l'extension du produit visé par l'enquête;

b) les allégations du Guatemala au titre de l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.9 et 6.13 relatives au rejet par le Ministère de l'économie des renseignements présentés par Tubac et au recours par le Ministère de l'économie aux données de fait disponibles;

c) l'allégation en matière de transparence formulée par le Guatemala au titre de l'article 12.2 relative à la teneur de la détermination préliminaire et de la détermination finale en ce qui concerne l'inclusion du produit de 4 à 6 po dans l'extension de la définition du produit;

d) les allégations du Guatemala au titre de l'article 6.9 ayant trait à la non-divulgation alléguée des "faits essentiels" relatifs au recours aux données de fait disponibles et à l'inclusion de certains tubes et tuyaux de construction dans l'extension de la définition du produit; et

e) les allégations corollaires formulées par le Guatemala au titre des articles 1er et 18 de l'*Accord antidumping*.

8.4 Conformément à l'article 3:8 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant dudit accord. En conséquence, nous concluons que le Mexique, dans la mesure où il a agi d'une manière incompatible avec certaines dispositions de l'*Accord antidumping*, a annulé ou compromis des avantages résultant pour le Guatemala dudit accord.

8.5 L'article 19:1 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* dispose ce qui suit:

> Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. Outre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations. (notes de bas de page omises)

8.6 Conformément à l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, ayant constaté les incompatibilités avec l'*Accord antidumping* exposées plus haut, nous "recommand[ons] que le [Mexique] rende [la mesure] conforme audit accord".

8.7 Le Guatemala demande aussi au Groupe spécial d'exercer le pouvoir que lui confère l'article 19:1 pour faire des suggestions quant à la mise en œuvre des recommandations qui seront faites. En tant que tierces parties, les États-Unis affirment que le Groupe spécial devrait rejeter la demande du Guatemala, alors que les Communautés européennes soutiennent qu'un groupe spécial peut formuler des suggestions dans les cas où cela est approprié et que certaines violations sont de

nature tellement "fondamentale" que la seule solution possible serait l'abrogation de la mesure antidumping. Le Japon est lui aussi favorable à ce que le Groupe spécial suggère au Mexique d'abroger la mesure antidumping compte tenu des manquements aux obligations relatives à l'ouverture de l'enquête.

8.8 À cet égard, conformément à l'article 19:1, un groupe spécial "pourra", c'est-à-dire a le pouvoir discrétionnaire de, suggérer à un Membre des façons de mettre en œuvre la recommandation invitant le Membre concerné à rendre la mesure conforme. Toutefois, il est clair que les groupes spéciaux ne sont pas obligés de faire une suggestion.

8.9 Dans la présente affaire, nous avons constaté que le Mexique n'avait pas agi d'une manière compatible avec ses obligations pour un grand nombre d'étapes au cours de l'ouverture et de la conduite de l'enquête sur les importations de tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala. En particulier, nous avons conclu qu'une autorité impartiale et objective chargée de l'enquête n'aurait pas pu déterminer correctement, en se fondant sur les éléments de preuve et les renseignements disponibles au moment de l'ouverture de l'enquête, qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête antidumping; et que le Mexique avait procédé à l'enquête antidumping d'une manière incompatible avec les obligations concernant les déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité qui lui incombaient au titre de différentes dispositions de l'*Accord antidumping*. Nous considérons que les multiples incompatibilités que nous avons constatées sont d'une nature fondamentale et générale.

8.10 À cet égard, nous notons que d'autres groupes spéciaux ont suggéré que l'abrogation était un moyen de mise en œuvre adéquat après avoir constaté des manquements multiples, d'une nature fondamentale et générale, aux obligations concernant l'ouverture et la réalisation d'une enquête. Par exemple, le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a déterminé que le Guatemala avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations dans le cadre de l'*Accord antidumping* en imposant des droits antidumping aux importations de ciment Portland gris en provenance du Mexique, et il a constaté que ces violations étaient "de nature fondamentale et qu'elles étaient généralisées". Le Groupe spécial a ensuite ajouté:

> "Compte tenu de la nature et de l'étendue des violations en l'espèce, nous ne voyons pas comment le Guatemala pourrait mettre en œuvre correctement notre recommandation sans abroger la mesure antidumping en cause dans le présent différend. En conséquence, nous suggérons que le Guatemala abroge la mesure antidumping qui frappe les importations de ciment Portland gris en provenance du Mexique."[466]

8.11 D'une manière analogue, le Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* a déclaré ce qui suit:

> "Nous avons déterminé que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de *l'Accord antidumping* en imposant des droits antidumping sur les importations de volailles éviscérées en provenance du Brésil. Nous avons constaté que ces violations étaient d'une nature fondamentale et constante.
>
> Compte tenu de la nature et de l'ampleur des violations dans la présente affaire, nous ne voyons pas comment l'Argentine pourrait dûment mettre en œuvre notre recommandation sans annuler la mesure antidumping en cause dans le présent différend. En conséquence, nous suggérons que l'Argentine abroge la

[466] *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 9.6.

> Résolution n° 574/2000 imposant des mesures antidumping définitives sur les volailles éviscérées en provenance du Brésil."[467]

8.12 Dans la mesure où nous constatons que le Mexique n'a pas agi d'une manière compatible avec ses obligations au cours des différentes étapes de l'enquête, et était en infraction depuis l'ouverture même de l'enquête, nous suggérons pour mettre en œuvre d'une manière appropriée les conclusions et recommandations formulées dans la présente affaire, que les mesures antidumping appliquées aux tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala soient abrogées.

8.13 Nous trouvons des éléments pour étayer notre décision de formuler cette suggestion dans les rapports de groupes spéciaux antérieurs que nous avons cités plus haut. Nous soulignons toutefois que ce sont la nature fondamentale et générale des incompatibilités multiples que nous avons constatées *dans la présente affaire* qui motivent notre décision de formuler cette suggestion.

[467] *Argentine - Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphes 8.3 à 8.7.

IX. APPENDICES

APPENDICE 1

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS331/2
7 février 2006

(06-0526)

Original: anglais

MEXIQUE – DROITS ANTIDUMPING SUR LES TUBES ET TUYAUX EN ACIER EN PROVENANCE DU GUATEMALA

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Guatemala

La communication ci-après, datée du 6 février 2006 et adressée par la délégation du Guatemala au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 17 juin 2005, le Guatemala a demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXIII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994") et à l'article 17 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping"), au sujet des mesures antidumping définitives imposées par le Mexique sur les importations de certains tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala et de l'enquête qui a abouti à leur imposition.

Le Guatemala et le Mexique ont tenu des consultations le 15 juillet, le 26 août et le 28 septembre 2005. Ces consultations n'ont malheureusement pas permis de régler le différend. En conséquence, le Guatemala demande, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, à l'Organe de règlement des différends d'établir, à sa prochaine réunion le 17 février 2006, un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord pour examiner cette question et les allégations exposées ci-dessous.

Le 24 août 2001, l'autorité mexicaine chargée de l'enquête, le Secrétariat à l'économie[1], a ouvert l'enquête qui a abouti à l'imposition des mesures en cause.[2]

---

[1] Le Secrétariat à l'économie est devenu le Ministère de l'économie.

[2] *Resolución por la que se acepta la solicitud de parte interesada y se declara el inicio de la investigación antidumping sobre las importaciones de tubería estándar, mercancía clasificada en las fracciones arancelarias 7306.30.01 y 7306.30.99 de la Tarifa de la Ley del Impuesto General de Importación, originarias*

Le 13 mars 2002, le Ministère de l'économie a rendu une résolution préliminaire dans laquelle il constatait que les importations visées par l'enquête faisaient l'objet d'un dumping, avec des marges de dumping de 3,41 pour cent pour les tubes et tuyaux galvanisés standard et de 12,82 pour cent pour les tubes et tuyaux "noirs" standard en provenance des exportateurs connus et de 25,83 pour cent et 26,59 pour cent, respectivement, en provenance de tous les autres exportateurs, et que ces importations faisant l'objet d'un dumping causaient un dommage à la branche de production mexicaine.[3] Par conséquent, le Ministère de l'économie a appliqué des droits antidumping provisoires à ces produits aux taux susmentionnés.

Le 13 janvier 2003, le Ministère de l'économie a rendu sa résolution finale, dans laquelle il constatait qu'il existait des marges de dumping de 29,93 pour cent pour les tubes et tuyaux galvanisés standard et de 35,26 pour cent pour les tubes et tuyaux "noirs" standard et que ces importations causaient un dommage à la branche de production mexicaine.[4] En conséquence, appliquant la règle du droit moindre, il a imposé des droits antidumping définitifs sur les tubes et tuyaux galvanisés et "noirs" en provenance de tous les exportateurs, au taux de 25,87 pour cent.[5]

L'article premier de l'Accord antidumping prescrit qu'"[u]ne mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions [de l'Accord antidumping]". À la lumière de cette prescription, et sur la base de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping, le Guatemala estime que les aspects suivants des droits antidumping définitifs imposés par le Mexique et de l'enquête qui y a conduit sont incompatibles avec les obligations du Mexique au titre des dispositions de l'Accord antidumping citées ci-dessous:

Allégations relatives à l'ouverture de l'enquête:

a) La demande d'enquête ne comportait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage ou d'un lien de causalité pour justifier l'ouverture d'une enquête. Le Mexique a ensuite ouvert l'enquête sans déterminer dûment si la demande d'enquête contenait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour justifier l'ouverture, et sans avoir examiné dûment l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping.

Allégations relatives au produit considéré/au produit similaire:

b) Dans la résolution initiale, le Mexique a donné une définition du produit considéré et du produit similaire. Au cours de l'enquête, cependant, le Mexique ne s'est pas tenu à ses définitions du produit considéré et du produit similaire et les a changées indûment sans procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs concernant ces

---

de la República de Guatemala, independientemente del país de procedencia, 24 août 2001 (la "résolution initiale").

[3] *Resolución preliminar de la investigación antidumping sobre las importaciones de tubería estándar, mercancía actualmente clasificada en las fracciones arancelarias 7306.30.01 y 7306.30.99 de la Tarifa de la Ley del Impuesto General de Importación, originarias de la República de Guatemala, independientemente del país de procedencia*, 13 mars 2002 (la "résolution préliminaire "), paragraphe 197.

[4] *Resolución final de la investigación antidumping sobre las importaciones de tubería estándar, mercancía actualmente clasificada en las fracciones arancelarias 7306.30.01 y 7306.30.99 de la Tarifa de la Ley de los Impuestos Generales de Importación y de Exportación, originarias de la República de Guatemala, independientemente del país de procedencia*, 13 janvier 2003 (la "résolution finale"), paragraphes 115 et 273.

[5] *Ibid.*, paragraphe 275.

définitions. En conséquence, le Mexique n'a pas procédé à une enquête impartiale et objective et a établi des constatations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité concernant des produits qui n'ont pas été dûment examinés, ce qui est incompatible avec les dispositions des articles 2.1, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.6, 4.1, 5.4, 6.4 et 6.9 de l'Accord antidumping.

c) Du fait des modifications de la définition du produit considéré et du produit similaire au cours de l'enquête, le Mexique a appliqué sa mesure finale à des produits qui n'étaient pas visés par l'enquête et pour lesquels il n'avait pas établi de détermination de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, ce qui est incompatible avec les dispositions des articles 2.1, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 9.1, 9.3 et 18.1 de l'Accord antidumping.

Allégations relatives à la détermination de l'existence d'un dumping:

d) Le Mexique s'est basé sur les données de fait disponibles afin de déterminer la marge de dumping pour le principal exportateur guatémaltèque des produits en cause. Le Mexique n'était pas fondé, au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping, à recourir aux données de fait disponibles et l'a fait sans dûment suivre les procédures établies à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 6.6, 6.8, 6.13 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping, ainsi qu'avec les prescriptions de l'article 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping voulant qu'il soit procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale.

e) Le rapport du Mexique sur l'enquête sur place visant le principal exportateur guatémaltèque ne contient aucun motif permettant de conclure que le Mexique avait rencontré des problèmes qui justifiaient le recours aux données de fait disponibles au titre de l'article 6.8. Ainsi, le Mexique n'a pas divulgué aux exportateurs guatémaltèques qu'il avait rencontré lors de l'enquête sur place des problèmes qui justifiaient le rejet des données fournies par les exportateurs et l'utilisation des données de fait disponibles, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 6.2, 6.4, 6.6, 6.7 et 6.8 de l'Accord antidumping. Le Mexique n'a pas non plus par la suite expliqué de façon adéquate les problèmes qu'il avait rencontrés lors de l'enquête sur place ni en quoi ces problèmes justifiaient son recours aux données de fait disponibles, ce qui est aussi incompatible avec les dispositions de l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.8 et 6.9 de l'Accord antidumping.

f) Le Mexique a procédé à des ajustements du prix à l'exportation pour certaines catégories de frais sans effectuer les ajustements symétriques de la valeur normale pour les mêmes catégories de frais qui étaient nécessaires pour permettre une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping.

Allégations relatives à la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité:

g) Dans sa détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, le Mexique s'est fondé sur une période d'enquête qui s'arrêtait bien avant l'ouverture de l'enquête et n'a donc pas pris en considération les données pertinentes relatives à la période immédiatement antérieure à son enquête, établissant ainsi une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'était pas fondée sur un examen objectif ni sur des éléments de preuve positifs, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

h) Le Mexique a indûment limité son analyse du dommage aux données relatives à des périodes de six mois pour chaque année de la période couverte par l'enquête, établissant ainsi une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'était pas fondée sur un examen objectif ni sur des éléments de preuve positifs, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

i) Le Mexique a utilisé, de manière sélective et sans logique précise, des données relatives à différents producteurs, produits et groupes ou gammes de produits nationaux et à différentes périodes dans son analyse des effets sur le volume et les prix des importations visées par l'enquête, de l'incidence des importations visées par l'enquête sur la branche de production nationale et du lien de causalité, établissant ainsi une détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité qui n'était pas fondée sur un examen objectif ni sur des éléments de preuve positifs, ce qui est incompatible avec les dispositions des articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.6 et 4.1 de l'Accord antidumping.

j) L'analyse effectuée par le Mexique, tant du volume des importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping que de l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur et de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits, n'était pas fondée sur un examen objectif ni sur des éléments de preuve positifs, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

k) Le Mexique n'a pas évalué dûment tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale énumérés à l'article 3.4, y compris, entre autres, l'utilisation des capacités, les stocks, l'emploi, les salaires et la croissance. Outre qu'elle n'a pas dûment pris en considération certains des facteurs énumérés, l'analyse globale par le Mexique des facteurs énumérés à l'article 3.4 n'était pas conforme aux normes énoncées à l'article 3, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

l) Dans le cadre de son examen du lien de causalité existant entre le dumping et le dommage, le Mexique n'a pas dûment analysé d'autres facteurs connus, y compris, entre autres, les modifications de la consommation, les hausses des coûts, les différences dans les méthodes de production, la technologie, la productivité, la baisse des exportations, et les importations en provenance d'autres pays, qui causaient aussi un dommage à la branche de production nationale, et il ne s'est pas non plus assuré que le dommage causé par ces facteurs connus n'était pas imputé aux importations visées par l'enquête, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

Allégations relatives aux questions de procédure:

m) Avant d'établir sa détermination finale, le Mexique n'a pas informé les exportateurs guatémaltèques des faits essentiels examinés qui avaient constitué le fondement de sa décision d'appliquer les mesures définitives, y compris, entre autres, les faits relatifs à la décision de recourir aux données de fait disponibles et aux définitions du produit considéré et du produit similaire, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

n) Le Mexique n'a pas divulgué dans ses résolutions préliminaire et finale, de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points

de fait et de droit jugés importants par les autorités mexicaines, y compris, entre autres, les raisons qui justifiaient sa définition du produit considéré et du produit similaire et son recours aux données de fait disponibles pour calculer les marges de dumping pour le principal exportateur guatémaltèque, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 12.2 de l'Accord antidumping.

o) Le Mexique n'a pas exigé des requérants qu'ils fournissent des résumés non confidentiels ni qu'ils divulguent dûment les renseignements pour lesquels il n'avait pas été démontré qu'il existait des raisons valables de les traiter comme confidentiels, ni qu'ils présentent des résumés non confidentiels des renseignements confidentiels, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

Le Guatemala considère que les méthodologies, calculs, comparaisons, déterminations et procédures indiqués, qui ont été faits ou utilisés par les autorités mexicaines dans le cadre de leur enquête et l'imposition des mesures susmentionnées, ne sont pas conciliables avec l'article VI du GATT de 1994, les articles 1er et 18.1 de l'Accord antidumping, ou les dispositions spécifiques de l'Accord antidumping mentionnées ci-dessus.

APPENDICE 2

27 septembre 2006

PROCÉDURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT CERTAINS RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

1. Le Mexique transmettra au Groupe spécial six exemplaires, et au Guatemala un exemplaire, de tous les renseignements désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels.

2. Aux fins de la présente procédure, l'expression renseignements commerciaux confidentiels s'entend de tous les renseignements désignés comme tels par la partie qui les présente et qui ne sont pas accessibles au grand public.

3. La partie qui présente des renseignements commerciaux confidentiels marquera la page de couverture et/ou la première page du document renfermant des renseignements commerciaux confidentiels et chacune des pages renfermant des renseignements de cette nature pour en indiquer la présence. Plus précisément, les renseignements en question figureront entre double crochet, de la manière indiquée ci-après: [[xx,xxx.xx]]. La première page ou la page de couverture du document portera la mention: "Les pages xxxxxx renferment des renseignements commerciaux confidentiels."; la même mention sera apposée au haut de chacune des pages du document.

4. Outre les prescriptions énoncées à l'article 18:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le Guatemala traitera comme confidentiels les renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures; c'est-à-dire que le Guatemala ne divulguera pas ces renseignements sans l'autorisation formelle du Mexique. Les parties seront garantes de tous les membres de leur délégation qui, aux fins des présentes procédures supplémentaires uniquement, ne comprendra aucun employé d'une entité privée qui était partie intéressée à l'enquête antidumping. Chaque partie fournira à l'autre partie et au Secrétariat de l'OMC la liste des noms et fonctions des personnes qui auront accès à ces renseignements. En particulier, nul membre de la délégation d'une partie ne divulguera à quiconque en dehors de la délégation des renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures, et les renseignements de cette nature ne pourront être utilisés que dans le cadre des communications et de l'argumentation afférentes au présent différend et à nulle autre fin.

5. Les parties et le Secrétariat s'engagent à conserver en lieu sûr les renseignements commerciaux confidentiels de manière à garantir qu'ils ne seront utilisés que par les personnes autorisées conformément aux présentes procédures.

6. Toute partie faisant référence dans ses communications écrites ou ses déclarations orales à des renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures devra identifier clairement tous ces renseignements dans ces communications et déclarations. Toutes les communications écrites de cette nature seront marquées de la manière indiquée au paragraphe 2. Une version expurgée ne contenant aucune référence expresse aux renseignements commerciaux confidentiels figurant dans une communication écrite renfermant des renseignements commerciaux confidentiels sera transmise au Groupe spécial en même temps que la version renfermant des renseignements commerciaux confidentiels. Lorsqu'une déclaration orale renferme des renseignements commerciaux confidentiels, une version expurgée ne contenant aucune référence expresse à ces renseignements sera communiquée par écrit dans le jour

qui suit le prononcé de la déclaration. Les versions non confidentielles seront rédigées de manière à faire raisonnablement comprendre la teneur des renseignements commerciaux confidentiels dont elles auront été expurgées.

7. Le Groupe spécial s'engage à ne pas divulguer dans son rapport ni d'aucune autre manière des renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures. Il pourra toutefois en tirer des conclusions.

8. Cependant, les communications renfermant des renseignements qui auront été désignés comme étant des renseignements commerciaux confidentiels aux termes des présentes procédures feront partie du dossier qui sera transmis à l'Organe d'appel dans l'éventualité où il serait fait appel du rapport du Groupe spécial.

9. Une fois terminée la procédure du Groupe spécial, s'il n'a pas été fait appel du rapport du Groupe spécial, ou une fois terminée la procédure d'appel, selon le cas, le Secrétariat de l'OMC remettra au Mexique tous les renseignements commerciaux confidentiels qui lui auront été communiqués.

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Guatemala – 7 juillet 2006	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite du Mexique – 16 août 2006	A-16

ANNEXE A-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU GUATEMALA

7 juillet 2006

TABLE DES MATIÈRES

		Page
I.	**INTRODUCTION**	**4**
II.	**CONTEXTE FACTUEL**	**4**
III.	**FONDEMENTS JURIDIQUES**	**5**
A.	CRITÈRE D'EXAMEN	5
B.	ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE	6
1.	**Le Mexique a ouvert l'enquête sans disposer d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage, en violation de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping**	**6**
C.	ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT CONSIDÉRÉ/PRODUIT SIMILAIRE	6
1.	**Le Ministère de l'économie a modifié la définition du produit considéré pour inclure des produits qui n'étaient pas visés par l'enquête, ce qui a conduit à l'imposition de droits antidumping définitifs en violation des articles 1er, 2.1, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.4, 6.9 et 18.1 de l'Accord antidumping**	**6**
D.	ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU DUMPING	8
1.	**Le recours du Mexique aux données de fait disponibles est incompatible avec l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.13 ainsi qu'avec l'Annexe II de l'Accord antidumping**	**8**
E.	ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU DOMMAGE	9
1.	**L'utilisation, par le Ministère de l'économie, de la période couverte par l'enquête obsolète proposée par le requérant est incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping**	**9**
2.	**Le fait, pour le Ministère de l'économie, d'avoir limité son analyse du dommage à des données relatives à des périodes de six mois pour chacune des années examinées étaient contraire à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping**	**10**
3.	**L'utilisation sélective de renseignements relatifs à la situation de la branche de production nationale par le Ministère de l'économie est incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 4.1 de l'Accord antidumping**	**10**

4. L'analyse du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet de ces importations sur les prix de produits similaires sur le marché intérieur est incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping 11

F. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU LIEN DE CAUSALITÉ 12

1. Le Ministère de l'économie n'a pas analysé le dommage causé à la branche de production nationale par d'autres facteurs connus et n'a pas veillé à ce que ce dommage soit non imputé, ce qui était incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 y 3.5 de l'Accord antidumping 12

G. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE 12

1. Le Ministère de l'économie n'a pas informé l'exportateur des faits essentiels examinés, ce qui était contraire à l'article 6.9 et au paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping 12

2. La communication des constatations et conclusions du Ministère de l'économie dans ses déterminations préliminaire et finale n'est pas conforme aux dispositions de l'article 12.2 de l'Accord antidumping 13

3. Le Ministère de l'économie a traité comme confidentiels les renseignements communiqués par le requérant sans avoir obtenu de raisons valables ni de résumés non confidentiels, en violation de l'article 6.5 de l'Accord antidumping 13

IV. MOTIFS JUSTIFIANT LA DEMANDE DE SUGGESTIONS AUX FINS DE LA MISE EN ŒUVRE DES ÉVENTUELLES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL 14

V. DEMANDE DE DÉCISIONS ET DE RECOMMANDATIONS 14

I. INTRODUCTION

1. Le présent différend entre le Guatemala et le Mexique porte sur l'enquête et les droits antidumping définitifs visant les importations de tubes et tuyaux en acier originaires du Guatemala et classés sous les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 de la Loi sur les taxes générales à l'importation et à l'exportation du Mexique. Le Guatemala considère que les droits antidumping en question et divers aspects de l'enquête qui ont conduit à leur imposition sont incompatibles avec différentes dispositions de l'Accord antidumping, en particulier avec les articles 1er, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.8, 6.2, 6.4, 6.5, 6.7, 6.8, 6.9, 6.13, 12.2, 18.1 et avec l'Annexe II dudit accord.

II. CONTEXTE FACTUEL

2. La branche de production nationale de tubes et tuyaux en acier du Mexique, d'après ce qui a été constaté par le Ministère de l'économie de ce pays, comptait quatre entreprises. La demande d'ouverture d'une enquête a été présentée par l'une d'elles (le "requérant") le 22 mai 2001, avec l'appui de deux autres, et ne dénonçait qu'un seul exportateur guatémaltèque (l'"exportateur").

3. Le requérant a défini le produit considéré comme étant les *tubes et tuyaux standard galvanisés* et les *tubes et tuyaux standard noirs*, fabriqués selon la norme ASTM A53 à partir de *produits plats laminés à chaud*, d'un diamètre de *½ à 4 po* et importés, respectivement, sous couvert des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 de la classification tarifaire mexicaine. De même, il a indiqué qu'outre le produit visé par l'enquête, les *tubes et tuyaux de construction galvanisés* et les *tubes et tuyaux du type conduite* étaient également importés sous couvert de la position tarifaire 7306.30.01, alors que les *tubes et tuyaux de construction noirs* relevaient de la position 7306.30.99, laissant ainsi entendre que ces tubes et tuyaux étaient exclus de l'enquête.

4. À titre de période pour l'enquête sur le dumping, le requérant a indiqué celle comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 2000, et à titre de période analysée pour le dommage, la période comprise entre le 1er janvier 1998 et le 31 décembre 2000.

5. Dans sa décision portant ouverture d'une enquête, le Ministère de l'économie a accepté la définition du produit considéré, les éléments de preuve concernant la valeur normale et la période proposée par le requérant pour l'enquête, sans faire le moindre commentaire. D'autre part, ni le requérant, ni le Ministère de l'économie ne se sont fondés sur des éléments de preuve pour distinguer le produit considéré de celui qui ne faisait pas l'objet de l'enquête, aux fins de l'analyse du volume des importations.

6. Ultérieurement, le Ministère de l'économie, dans sa détermination préliminaire, a modifié la définition du produit considéré pour y ajouter les tubes et tuyaux standard (galvanisés et noirs) d'un diamètre supérieur à 4 po et pouvant aller jusqu'à 6 po, sans donner aucune explication pour se justifier, ni demander à l'exportateur des renseignements additionnels sur les tubes et tuyaux en question. De même, dans la détermination préliminaire, le Ministère de l'économie a établi pour l'exportateur l'existence de marges de discrimination par les prix de 3,41 pour cent pour les tubes et tuyaux standard galvanisés et de 12,82 pour cent pour les tubes et tuyaux standard noirs.

7. Pendant la visite de vérification des installations de l'exportateur, le personnel de l'entreprise a donné accès à tous les renseignements demandés par le Ministère de l'économie et les lui a fournis. Dans le dossier, rien n'indique que l'entreprise ait fait obstacle à la vérification des renseignements. De même, l'exportateur a expliqué au Ministère de l'économie qu'il avait décelé quelques erreurs dans les renseignements communiqués avant la visite, raison pour laquelle il lui a fourni des renseignements rectifiés, de façon à ce que ces erreurs soient corrigées et à ce qu'il puisse effectuer la vérification des renseignements ainsi corrigés. D'autre part, le Ministère de l'économie a relevé que certains renseignements communiqués antérieurement par l'exportateur, tels que ceux relatifs aux

ventes, à la vérification globale, à la main-d'œuvre indirecte et aux charges indirectes, comportaient des "divergences peu significatives". De même, il a relevé des divergences par rapport à ce que l'exportateur lui avait indiqué concernant les frais de transport, les différences physiques et les notes de crédit, de sorte que l'exportateur a effectué de nouveaux calculs et lui a communiqué les renseignements demandés.

8. Pendant l'audition publique, le requérant a, pour la première fois, clairement manifesté son intention d'inclure les tubes et tuyaux de construction (noirs et galvanisés) dans le champ de l'enquête. Par la suite, le Ministère de l'économie a demandé au requérant comme à l'exportateur d'exposer leurs "justifications" concernant l'inclusion ou l'exclusion des tubes et tuyaux de construction dans le champ de l'enquête. Il n'a demandé à aucune de ces parties de présenter des renseignements sur les prix de ce type de tubes et tuyaux. Les réponses pouvaient même être communiquées après la date limite pour la présentation de l'argumentation finale et une fois expiré le délai pour la présentation des éléments de preuve dans le cadre de l'enquête.

9. Dans sa détermination finale, le Ministère de l'économie a établi l'existence d'un dumping sur la base des données de fait disponibles, puisqu'il avait rejeté tous les renseignements fournis par l'exportateur, alléguant que ceux-ci n'étaient pas complets, exacts et/ou ne provenaient pas des registres comptables de l'entreprise. De ce fait, il a établi sa détermination de la valeur normale des tubes et tuyaux standard galvanisés sur la base d'une seule facture d'une entreprise guatémaltèque distincte de l'exportateur, et sa détermination de la valeur normale des tubes et tuyaux standard noirs sur la base d'une seule offre de prix d'une entreprise guatémaltèque dont on peut présumer qu'elle était distincte de l'exportateur.

10. Pour sa détermination de l'existence d'un dommage, le Ministère de l'économie a utilisé des renseignements dépassés et incomplets. Ces renseignements correspondaient à une période qui ne prenait pas fin le plus près possible de la date d'ouverture de l'enquête et qui comprenait uniquement des périodes de six mois pour chacune des années analysées. De même, le Ministère de l'économie a utilisé, d'une manière sélective, des renseignements concernant des sous-ensembles de la branche de production nationale pour analyser plusieurs des facteurs de dommage. Il n'a pas expliqué comment l'utilisation sélective de ces renseignements pouvait constituer des éléments de preuve positifs aux fins d'un examen objectif des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur la situation de la branche de production nationale. Sur la base de son analyse, il a conclu que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé un dommage à la branche de production nationale.

11. De cette manière, le Ministère de l'économie a imposé un droit antidumping définitif de 25,87 pour cent sur les importations de tubes et tuyaux en acier, avec soudure longitudinale, aussi bien galvanisés que noirs, d'un diamètre compris entre ½ et 6 po. Il ne fait pas mention des "tubes et tuyaux standard", des "tubes et tuyaux de canalisation", de la matière première (produits plats laminés à chaud) ni de la norme de fabrication (ASTM A53 ou BS 1387) pour définir la portée de la mesure définitive, qui peut donc viser tout type de tubes et tuyaux en acier, qu'ils soient noirs ou galvanisés, soudés, et dont le diamètre se situe dans la fourchette prévue.

III. FONDEMENTS JURIDIQUES

A. CRITÈRE D'EXAMEN

12. L'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et l'article 17.6 de l'Accord antidumping excluent la possibilité, pour un groupe spécial, d'effectuer un examen *de novo* de l'enquête antidumping ou d'adhérer simplement aux conclusions de l'autorité nationale. En ce sens, le Groupe spécial doit fonder son rapport sur "les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité dans son *rapport publié*" et ne peut s'appuyer sur des explications communiquées *a posteriori* par le Ministère de l'économie concernant sa conduite. De même, l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping exige que les groupes spéciaux se bornent à examiner la

manière dont l'autorité chargée de l'enquête a "établi" les faits et à déterminer si l'évaluation de ces faits était "impartiale et objective".

B. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

1. Le Mexique a ouvert l'enquête sans disposer d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage, en violation de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping

13. En l'espèce, la demande ne renfermait pas suffisamment d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping. Pour établir la valeur normale des tubes et tuyaux standard galvanisés et des tubes et tuyaux standard noirs le requérant a présenté, respectivement, une facture et une offre de prix. Ces deux documents émanent d'entreprises distinctes de l'unique exportateur ayant fait l'objet de l'enquête et se rapportent à deux types de produits particuliers répondant à la définition du produit considéré. D'autre part, ils ont servi à comparer une transaction particulière avec les prix moyens sur toute une période couverte par l'enquête, ce qui ne suffit pas pour étayer une allégation de dumping. De même, le seul document qui étayait la valeur normale de l'ensemble des tubes et tuyaux standard noirs (à savoir, l'offre de prix) se rapportait à une vente *potentielle* et ne contenait pas de renseignements sur les prix auxquels le produit en question *était vendu*, suivant les dispositions de l'article 5.2 iii).

14. La demande ne contenait pas non plus de renseignements suffisants et exacts sur le volume des importations du produit considéré. Le requérant a reconnu qu'il ne disposait pas de ces renseignements et le Ministère de l'économie a supposé, sans fondement ni explication, que les renseignements concernant les importations de *tous* les produits relevant des positions tarifaires en question pouvaient être représentatifs des renseignements concernant les importations du produit considéré (*sous-catégorie* de produits relevant de ces positions tarifaires).

15. En conséquence, la demande ne satisfaisait pas aux exigences de l'article 5.2 de l'Accord antidumping. D'autre part, le Ministère de l'économie n'a pas justifié l'insuffisance des éléments de preuve présentés par le requérant; il n'a fait aucun effort non plus pour vérifier que ces éléments de preuve contenaient des renseignements exacts. Il les a simplement acceptés et n'a pas évalué leur exactitude ni leur adéquation, en violation des dispositions de l'article 5.3 de l'Accord antidumping. En ce sens, en ne rejetant pas la demande et en ne déclarant pas l'enquête close dans les moindres délais, dès qu'il a été convaincu que les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage n'étaient pas suffisants pour justifier la poursuite de l'enquête, le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping.

C. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT CONSIDÉRÉ/PRODUIT SIMILAIRE

1. Le Ministère de l'économie a modifié la définition du produit considéré pour inclure des produits qui n'étaient pas visés par l'enquête, ce qui a conduit à l'imposition de droits antidumping définitifs en violation des articles 1er, 2.1, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.4, 6.9 et 18.1 de l'Accord antidumping

16. Si la notion de "produit similaire" est évoquée à l'article 2.6 de l'Accord antidumping, l'Accord antidumping ne contient pas de définition ni de lignes directrices particulières permettant de définir ce qu'on entend par "produit considéré". Toutefois, on présume que le requérant, et plus encore l'autorité chargée de l'enquête, devraient définir le produit considéré sur la base du produit qui est censé être importé dans des conditions de dumping, au sens de l'article 2, et qui cause un dommage ou menace de causer un dommage, au sens de l'article 3, à la branche de production nationale définie conformément à l'article 4. Il est évident que la façon dont l'autorité chargée de l'enquête définit le produit considéré au début de l'enquête revêt une importance primordiale lorsqu'il s'agit de légitimer l'ensemble du processus, et que toute modification intervenant ultérieurement peut influer sur chacun des aspects de l'enquête, ainsi que sur l'éventuelle imposition de droits antidumping. Le Guatemala

précise qu'il ne soutient pas que l'autorité chargée d'une enquête ne peut pas, au cours de l'enquête, apporter des petites précisions nécessaires pour définir le produit considéré. Il soutient plutôt que lorsqu'elles procèdent ainsi, les autorités chargées de l'enquête doivent respecter toutes les formalités juridiques pertinentes prévues dans l'Accord antidumping, et en particulier se fonder sur des éléments de preuve positifs et sur une évaluation objective et impartiale de ceux-ci.

17. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, le Groupe spécial a indiqué qu'à l'évidence, il devait y avoir identité entre le produit assujetti au droit antidumping et le produit concernant lequel les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage étaient faites. D'autre part, comme nous l'avons indiqué plus haut, le Groupe spécial, lorsqu'il examine cette allégation, doit déterminer si l'établissement des faits par le Ministère de l'économie était correct et si son évaluation de ces faits était *impartiale* et *objective*.

18. Le Ministère de l'économie a apporté deux changements significatifs à la définition du produit considéré. Le premier changement a été apporté dans le cadre de la détermination préliminaire et a consisté à *ajouter* les tubes et tuyaux standard d'un diamètre *supérieur à 4 po et pouvant aller jusqu'à 6 po*. Le second changement a été apporté dans le cadre de la détermination finale, instrument dans lequel ont été inclus, en plus des tubes et tuyaux standard, les *tubes et tuyaux de construction galvanisés* et les *tubes et tuyaux de construction noirs*, d'un diamètre allant lui aussi de ½ à 6 po. Les produits ajoutés à l'occasion de chacun des changements apportés à la définition du produit considéré avaient été initialement exclus de l'enquête par le Ministère de l'économie et à aucun moment de l'enquête celui-ci n'a demandé à l'exportateur des renseignements sur ces produits additionnels, en particulier aux fins du calcul de la marge de dumping.

19. La situation exposée au paragraphe précédent a fait que le Ministère de l'économie n'a pas établi sa détermination de l'existence d'un dumping pour le produit *dans son ensemble*, conformément à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, comme l'a confirmé l'Organe d'appel dans sa jurisprudence. De même, ne disposant d'aucun renseignement émanant de l'exportateur sur ces produits, le Ministère de l'économie n'a pas pu procéder à une analyse correcte du prix à l'exportation ni de la valeur normale. En conséquence, la détermination du Ministère de l'économie ne pouvait pas être compatible avec les dispositions de l'article 2.2 de l'Accord antidumping relatives à l'établissement de la valeur normale ni avec celles de l'article 2.4, qui exige une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale.

20. D'autre part, ne disposant d'aucun renseignement sur les produits ajoutés, le Ministère de l'économie n'a pas pu mener une enquête fondée sur des *éléments de preuve positifs* et sur un *examen objectif* de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour le produit visé par l'enquête, en violation de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

21. Pour le Guatemala, l'idée du Ministère de l'économie d'inclure les tubes et tuyaux de construction dans la définition du produit considéré est née à la suite du débat qui a eu lieu pendant l'audition publique tenue dans le cadre de l'enquête, qui s'est déroulée le jour même où arrivait à expiration le délai imparti pour la présentation des éléments de preuve. Néanmoins, le Ministère de l'économie a demandé simultanément des renseignements au requérant et à l'exportateur concernant les "arguments" qui justifieraient l'inclusion ou l'exclusion des tubes et tuyaux de construction. Il n'a jamais ménagé à l'exportateur, ni à aucune autre partie intéressée, la possibilité de préparer son argumentation concernant ces nouveaux renseignements, comme il est prévu à l'article 6.4, et, de fait, il n'a même pas indiqué que l'inclusion des tubes et tuyaux de construction était l'un des "faits essentiels" examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer des mesures définitives. En conséquence, il a contrevenu non seulement aux dispositions de l'article 6.4, mais aussi aux prescriptions de l'article 6.9 de l'Accord antidumping. D'autre part, dès lors que les articles 1er et 18.1 de l'Accord antidumping prévoient l'imposition de mesures antidumping uniquement lorsque l'Accord est respecté, ces dispositions ont également été enfreintes par suite des violations mentionnées plus haut.

22. Compte tenu de ce qui précède, le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les articles 1er, 2.1, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.4, 6.9 et 18.1 de l'Accord antidumping.

D. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU DUMPING

1. Le recours du Mexique aux données de fait disponibles est incompatible avec l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.13 ainsi qu'avec l'Annexe II de l'Accord antidumping

23. L'article 6.8 permet à l'autorité chargée de l'enquête de rejeter les renseignements fournis par l'exportateur et de se fonder sur les données de fait disponibles dans trois cas, à savoir lorsqu'une partie intéressée a) refuse de donner accès aux renseignements nécessaires; b) ne communique pas les renseignements dans un délai raisonnable; ou c) entrave le déroulement de l'enquête de façon notable. L'Annexe II dispose que l'autorité chargée de l'enquête ne peut rejeter les renseignements a) qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités (paragraphe 3), ou b) qui, même s'ils ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards, ont été fournis par la partie intéressée au mieux de ses possibilités (paragraphe 5).

24. De plus, il est dit au paragraphe 6 de l'Annexe II que si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable. Enfin, aux termes du paragraphe 7 de cette même annexe, si les renseignements sont rejetés et que les autorités doivent se fonder sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête devrait faire preuve d'une circonspection particulière lorsqu'elle utilise ces renseignements.

25. Dans l'enquête en question, l'exportateur a présenté tous les renseignements que le Ministère de l'économie avait demandés et il est resté coopératif pendant toute la durée de l'enquête. Rien dans le dossier administratif n'indique le contraire. Malgré tout, le Ministère de l'économie a rejeté tous les renseignements communiqués par l'exportateur. Ainsi, au lieu de se fonder sur des renseignements de source primaire, le Ministère de l'économie a calculé l'intégralité de la marge de dumping en se fondant sur les données de fait disponibles qui, en l'espèce, correspondaient aux éléments de preuve insuffisants et inexacts présentés par le requérant aux fins de l'ouverture de l'enquête.

26. Les motifs que le Ministère de l'économie a invoqués pour recourir aux données de fait disponibles sont exposés au paragraphe 80 de la détermination finale. Ces motifs sont incorrects et contraires aux faits qui sont consignés dans le dossier public de l'enquête, d'où il ressort que l'exportateur a rectifié les renseignements dans lesquels le Ministère de l'économie avait décelé certaines erreurs. Ces nouveaux renseignements présentés par l'exportateur ont été contrôlés par le Ministère de l'économie qui, après avoir *vérifié* qu'ils étaient corrects, a indiqué qu'ils remplaceraient les renseignements incorrects. Le Ministère de l'économie n'a pas procédé ainsi.

27. De même, bien que les résultats de la visite de vérification aient révélé l'existence de divergences entre les renseignements communiqués et les renseignements vérifiés en ce qui concerne des différences physiques, en admettant que de telles différences existent, il n'y avait pas de raison de rejeter tous les renseignements fournis par l'exportateur. De fait, le Ministère de l'économie n'a pas expliqué en quoi l'insuffisance des renseignements relatifs aux différences physiques l'empêchait d'utiliser le reste des renseignements qu'il avait vérifiés et qui n'étaient pas affectés par les renseignements qui avaient été rejetés, eu égard aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

28. D'autre part, dans l'hypothèse où les raisons du Ministère de l'économie justifiaient le rejet de certains renseignements communiqués par l'exportateur, le Ministère de l'économie n'avait aucun motif de rejeter *tous* les renseignements fournis par celui-ci, en particulier ceux qui satisfaisaient aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping et dont l'utilisation n'était pas affectée par le rejet d'un autre type de renseignements. De plus, le Ministère de l'économie ne parvient pas à expliquer comment il s'est conformé au paragraphe 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, de sorte que le fait que les renseignements fournis n'aient pas été idéalement les meilleurs à tous égards ait pu lui donner valablement motif de les rejeter complètement, en dépit du fait que l'exportateur avait agi au mieux de ses possibilités.

29. La décision du Ministère de l'économie de recourir aux données de fait disponibles n'a pas été connue avant la publication de la détermination finale. Ainsi, le Ministère de l'économie ne s'est pas assuré de l'exactitude des renseignements fournis par les parties au cours de l'enquête, *mais plutôt à la fin de celle-ci*, ce qui était contraire à l'article 6.6 de l'Accord antidumping. De plus, en effectuant cette vérification uniquement dans la détermination finale, il n'a pas donné à l'exportateur la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, en violation de l'article 6.8 et du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

30. D'autre part, le Ministère de l'économie a simplement utilisé comme données de fait disponibles les renseignements fournis par le requérant au sujet des marges de dumping sans chercher à les examiner pour déterminer s'il s'agissait des renseignements les plus adéquats ou appropriés pour établir des déterminations concernant l'exportateur. Pour ces raisons, le recours aux données de fait disponibles était incompatible avec le paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

31. De même, du fait que le Ministère de l'économie a décidé de recourir aux données de fait disponibles à la fin du processus, l'exportateur n'a pas eu non plus la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de ses dossiers, de préparer son argumentation sur la base de ces renseignements, ni de défendre ses intérêts, ce qui était incompatible avec les dispositions de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.

32. Le Ministère de l'économie n'a pas non plus mis les résultats de l'enquête à la disposition de l'exportateur et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 6.7 et 6.9 de l'Accord antidumping. De plus, il convient de signaler qu'il n'a pas observé non plus les prescriptions de l'article 6.13 de l'Accord antidumping. Par exemple, s'il savait que l'exportateur avait des difficultés à imputer les coûts de production de ses propres codes produits, le Ministère de l'économie aurait dû coopérer avec celui-ci pour mettre au point un système acceptable (pour le Ministère de l'économie) de manière à pouvoir imputer ces coûts de façon appropriée. Tout ce qui précède a également abouti à un calcul de la marge de dumping qui était incompatible avec l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping.

E. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU DOMMAGE

1. L'utilisation, par le Ministère de l'économie, de la période couverte par l'enquête obsolète proposée par le requérant est incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping

33. Conformément à l'article 3.1 de l'Accord antidumping, la détermination de l'existence d'un dommage doit se fonder sur un examen objectif des éléments de preuve positifs et, de ce point de vue, le choix de la période couverte par l'enquête détermine les données sur lesquelles sera fondée l'évaluation du dumping, du dommage et du lien de causalité. D'autre part, les mesures antidumping doivent avoir pour objectif de contrebalancer ou d'empêcher le dumping qui cause *actuellement* un dommage à la branche de production nationale. Ainsi, pour arriver à une détermination objective de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage actuel pour la branche de production nationale, la période couverte par l'enquête doit être la plus récente possible.

34. Toutefois, en l'espèce, le Ministère de l'économie a retenu la période sur laquelle portaient les allégations de dumping et de dommage formulées dans la demande, sans s'interroger le moindrement sur la pertinence de cette période. Dans ces circonstances, la période couverte par l'enquête n'était pas la plus proche possible de l'ouverture de l'enquête et était trop éloignée pour comporter des renseignements appropriés, pertinents, sûrs et fiables sur la base desquels on aurait pu procéder à un examen objectif du dommage. Avant de retenir cette période, le Ministère de l'économie aurait dû se demander s'il était approprié d'utiliser une période aussi éloignée, s'il était approprié d'utiliser la période proposée par le requérant et si l'actualisation de la période était possible. De plus, il aurait pu obtenir des données correspondant au semestre ayant pris fin en juin 2001. Quoi qu'il en soit, le Ministère de l'économie a commis, en l'espèce, les mêmes erreurs que dans l'affaire *Mexique – Droits antidumping sur le riz* et, pour les mêmes raisons, l'utilisation de la période couverte par l'enquête en question est incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

2. Le fait, pour le Ministère de l'économie, d'avoir limité son analyse du dommage à des données relatives à des périodes de six mois pour chacune des années examinées était contraire à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping

35. L'article 3.1 de l'Accord antidumping exige que la détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des éléments de preuve positifs et qu'elle soit établie à la suite d'un examen objectif. Dans l'affaire *Mexique – Droits antidumping sur le riz*, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'utilisation sélective de périodes à l'intérieur de chacune des années visées par l'enquête ne constituait pas un examen objectif au sens de l'article 3.1, à moins que l'autorité chargée de l'enquête n'explique ses raisons d'agir ainsi. En l'espèce, le Ministère de l'économie a établi que la période couverte par l'enquête était comprise entre juillet et décembre 2000. Aux fins de l'enquête sur l'existence d'un dommage, il a obtenu des renseignements pour les semestres allant de juillet à décembre de chacune des trois années allant de 1998 à 2000, mais il n'a pas essayé de recueillir des renseignements pour les semestres allant de janvier à juin de chacune de ces années.

36. D'autre part, le Ministère de l'économie était conscient du fait que la consommation de tubes et tuyaux sur le marché intérieur subissait des fluctuations au cours de certains mois, pour des raisons fiscales. Comme l'a dit l'Organe d'appel, l'utilisation sélective des données correspondant à une partie seulement de l'année, au cours de laquelle l'activité d'importation est la plus intense, ou de périodes différentes, prouve *prima facie* que l'utilisation des données par l'autorité chargée de l'enquête ne permet pas de dresser un tableau impartial et exact des effets des importations supposées faire l'objet d'un dumping, de la situation de la branche de production nationale, ni du lien de causalité entre les deux.

37. Par ailleurs, le Ministère de l'économie a obtenu du requérant des renseignements correspondant à des années complètes pour certains facteurs, de sorte qu'il a parfois fondé son analyse sur des périodes semestrielles, alors qu'il a retenu des périodes annuelles en d'autres occasions. Ainsi, l'utilisation par le Ministère de l'économie de données portant sur des périodes différentes pour la branche de production nationale et l'exportateur constitue un manque d'objectivité ultérieur pour ce qui est de son analyse du dommage. En conséquence, le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

3. L'utilisation sélective de renseignements relatifs à la situation de la branche de production nationale par le Ministère de l'économie est incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 4.1 de l'Accord antidumping

38. En principe, une fois que la branche de production nationale est définie, cette définition doit être utilisée aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage établie au titre de l'article 3, laquelle doit se fonder sur un examen cohérent des renseignements relatifs à l'intégralité de cette branche de production. Un examen "sectoriel" du dommage n'est admissible que dans la mesure où les autorités chargées de l'enquête justifient les raisons pour lesquelles il n'est pas nécessaire

d'examiner la branche de production nationale dans son ensemble. En conséquence, tant qu'une telle justification n'existe pas, la détermination de l'existence d'un dommage doit se rapporter à la branche de production nationale dans son ensemble.

39. En l'espèce, le Ministère de l'économie a procédé à l'examen de divers facteurs de dommage, en se fondant sur différents ensembles de renseignements provenant de différentes sociétés ou combinaisons de sociétés à l'intérieur de la branche de production nationale, sans donner d'explication sur la nécessité de procéder ainsi. La branche de production nationale a été définie comme incluant quatre sociétés mexicaines. Cependant, le Ministère de l'économie n'a recueilli des renseignements qu'auprès de trois d'entre elles et n'a utilisé, aux fins de son analyse de certains facteurs de dommage, que les renseignements communiqués par le requérant (entre autres variantes de combinaisons de divers ensembles de renseignements). Une telle utilisation sélective des éléments de preuve ne peut conduire à un examen objectif du dommage fondé sur des éléments de preuve positifs, conformément à l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Outre la violation de l'article 3.1, la violation de cette règle aboutit également par voie de conséquence à la violation des articles 3.2, 3.4, 3.5 et 4.1 de l'Accord antidumping.

4. L'analyse du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet de ces importations sur les prix de produits similaires sur le marché intérieur est incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

40. Dans l'affaire *Mexique – Droits antidumping sur le riz*, le Groupe spécial a constaté que la façon dont les autorités chargées de l'enquête avaient établi les tendances de l'évolution du volume des importations au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping était inappropriée, en raison du fait que cette détermination était fondée sur des hypothèses injustifiées, au lieu d'être fondée sur des éléments de preuve positifs. En particulier, étant donné que les importations faisant l'objet d'un dumping relevaient de la même position tarifaire que d'autres produits, le Ministère de l'économie a déterminé le volume des importations faisant l'objet d'un dumping en supposant que toutes les importations qui se situaient dans une certaine fourchette de prix (qui, en principe, caractérisait le produit en question) correspondaient au produit considéré. Le Groupe spécial a précisé qu'il "ne voul[ait] pas laisser entendre par là qu'une autorité n'[était] jamais autorisée à achever son analyse en faisant certaines inférences, pour autant qu'elle offre une explication bien argumentée".

41. En l'espèce, le Ministère de l'économie a fondé son analyse des importations qui n'étaient pas originaires du Guatemala sur un échantillon limité d'importations à caractère semestriel, bien qu'il ait eu largement accès aux renseignements relatifs à toutes les importations qui étaient en possession du gouvernement mexicain. À partir de cet échantillon, le Ministère de l'économie a émis des hypothèses infondées pour déterminer le volume et la valeur des produits visés par l'enquête qui n'étaient pas originaires du Guatemala.

42. Le Ministère de l'économie a procédé comme suit à cet égard: il a rassemblé, à partir du Système d'information commerciale du Mexique (SICMEX), des renseignements relatifs à 673 déclarations afférentes à des importations en provenance de pays qui n'étaient pas visés par l'enquête pour trois semestres différents allant de juillet à décembre, qui constituaient la période couverte par l'enquête. Ces déclarations représentaient respectivement 10, 16 et 48 pour cent de l'ensemble des importations pour chacune des années allant de 1998 à 2000. Sur la base de ce nombre limité de déclarations, le Ministère de l'économie a établi une fourchette de prix minimums et de prix maximums pour le produit considéré. Ensuite, il a apparemment extrait du SICMEX toutes les importations qui se situaient dans cette fourchette.

43. Si le Ministère de l'économie avait accès à 100 pour cent des importations originaires du Guatemala, il pouvait également avoir accès à 100 pour cent des importations originaires de pays qui n'étaient pas visés par l'enquête; c'est pourquoi il est inapproprié qu'il ait eu recours à une fourchette de prix pour déterminer les produits visés d'autres provenances, alors qu'aux fins de l'analyse des

importations originaires du Guatemala, les produits visés ont été déterminés à partir des déclarations d'importation et des documents commerciaux les accompagnant.

44. En conséquence, compte tenu du fait que les importations originaires de pays non visés par l'enquête entrent dans la consommation nationale, la détermination de la consommation nationale par le Ministère de l'économie est imprécise et, de plus, l'analyse de la question de savoir s'il y a eu une augmentation des importations faisant l'objet d'un dumping par rapport à la consommation du Membre importateur est incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

F. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU LIEN DE CAUSALITÉ

1. Le Ministère de l'économie n'a pas analysé le dommage causé à la branche de production nationale par d'autres facteurs connus et n'a pas veillé à ce que ce dommage soit non imputé, ce qui était incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping

45. Le Ministère de l'économie n'a pas correctement examiné les facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, affectaient la branche de production nationale. En particulier, il n'a pas tenu compte des facteurs suivants:

a) la diminution des bénéfices d'exploitation du requérant pendant la période couverte par l'enquête était principalement attribuable à une augmentation des coûts, ce qui n'a pas été expliqué en détail dans les déterminations du Ministère de l'économie;

b) la baisse des exportations de la branche de production nationale pendant la période couverte par l'enquête, en comptant une réduction d'au moins 4 pour cent de la production de la branche de production nationale, n'a pas été expliquée par le Ministère de l'économie en tant qu'autre facteur ayant causé un dommage.

46. Plus encore, le Ministère de l'économie n'a procédé à aucune analyse pour veiller à ce que le dommage causé par ces facteurs ne soit pas imputé aux importations faisant l'objet de l'enquête. En conséquence, l'analyse concernant le lien de causalité qui a été effectuée par le Ministère de l'économie est incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

G. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE

1. Le Ministère de l'économie n'a pas informé l'exportateur des faits essentiels examinés, ce qui était contraire à l'article 6.9 et au paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping

47. En l'espèce, il n'y a tout simplement pas d'élément de preuve dans le dossier montrant que le Ministère de l'économie a divulgué les "faits essentiels", conformément à l'article 6.9 de l'Accord antidumping. De fait, un examen minutieux du dossier n'apporte aucune indication permettant de déduire que le Ministère de l'économie estimait que deux faits étaient essentiels aux fins de sa détermination finale:

a) qu'il aurait recours aux éléments de fait disponibles et que le calcul de la marge de dumping serait principalement fondé sur les renseignements concernant les prix qui avaient été communiqués par le requérant;

b) que, même si aucune enquête n'avait été ouverte concernant les tubes et tuyaux de construction et que le Ministère de l'économie n'avait jamais exigé ni recueilli de renseignements sur les prix de ce type de tubes et tuyaux, la décision avait été prise

d'inclure les tubes et tuyaux de construction dans la définition du produit considéré et, par conséquent, de leur appliquer aussi les mesures antidumping.

48. Cet état de fait n'a été porté à la connaissance de l'exportateur qu'après la publication de la détermination finale. Par conséquent, contrairement à ce que dispose l'article 6.9 de l'Accord antidumping, le Ministère de l'économie n'a pas divulgué aux parties intéressées les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer la mesure définitive. Plus encore, le Ministère de l'économie n'a pas informé non plus l'exportateur que les renseignements concernant les prix et, en particulier, ceux qui concernaient les prix à l'exportation, étaient inacceptables. Par ailleurs, cette omission constitue une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

2. La communication des constatations et conclusions du Ministère de l'économie dans ses déterminations préliminaire et finale n'est pas conforme aux dispositions de l'article 12.2 de l'Accord antidumping

49. Ni la détermination préliminaire ni la détermination finale du Ministère de l'économie ne sont conformes aux normes de l'article 12.2 de l'Accord antidumping. Aucune d'elles ne contient d'explication concernant la décision du Ministère de l'économie de modifier la définition du produit considéré pour y inclure les tubes et tuyaux de 4 à 6 po et les tubes et tuyaux de construction.

50. En conséquence, le Guatemala estime que ni la détermination préliminaire ni la détermination finale ne sont conformes aux prescriptions de l'article 12.2 de l'Accord antidumping, dès lors qu'elles ne contiennent pas d'explication sur la détermination du Ministère de l'économie en ce qui concerne les tubes et tuyaux qui entraient dans le champ de la définition du produit considéré.

3. Le Ministère de l'économie a traité comme confidentiels les renseignements communiqués par le requérant sans avoir obtenu de raisons valables ni de résumés non confidentiels, en violation de l'article 6.5 de l'Accord antidumping

51. Dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*, le Groupe spécial a confirmé que l'article 6.5 établissait une distinction entre deux types de renseignements confidentiels: 1) "les renseignements qui sont de nature confidentielle", et 2) les renseignements "qui sont fournis à titre confidentiel". L'article 6.5 dispose ensuite qu'un traitement confidentiel ne peut être accordé que sur exposé "de raisons valables", et l'obligation d'exposer des "raisons valables" semble s'appliquer aux deux types de renseignements confidentiels, de sorte que même des renseignements "qui sont de nature confidentielle" ne peuvent bénéficier d'un traitement confidentiel en l'absence d'un exposé de "raisons valables". De l'avis de ce Groupe spécial, les "raisons valables" doivent être exposées par la partie intéressée qui fournit les renseignements confidentiels en question et non par les autorités chargées de l'enquête "car – en ce qui concerne en particulier les renseignements qui sont "de nature confidentielle" – celles-ci ne savent peut-être même pas s'il y a lieu d'accorder un traitement confidentiel et ne connaissent peut-être même pas les raisons pour lesquelles un tel traitement devrait être accordé".

52. Outre l'exposé de "raisons valables" qu'il requiert, l'article 6.5.1 dispose que les autorités doivent exiger des parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent des résumés non confidentiels. Lorsqu'il ne peut être satisfait aux exigences exposées plus haut, l'article 6.5.2 dispose en pareil cas que si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, les autorités pourront ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects.

53. En l'espèce, le Ministère de l'économie: i) n'a pas évalué les raisons valables que le requérant a données concernant le traitement confidentiel de renseignements déterminants en ce qui concerne les principales déterminations; et ii) ne s'est pas posé la question de savoir si les résumés qui avaient

été communiqués étaient "suffisamment détaillés"; ou, à titre subsidiaire, iii) n'a pas proposé que certains renseignements soient rendus publics ni n'a demandé l'autorisation de les divulguer en termes généraux ou sous forme de résumé. Le Guatemala estime donc que le Ministère de l'économie n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

54. Dans sa requête, le requérant a demandé que la plupart des renseignements qu'il a présentés soient traités d'une manière confidentielle. Toutefois, le Ministère de l'économie ne s'est pas demandé si des "raisons valables" avaient été exposées, de telle sorte qu'il a traité comme confidentielles, la facture et l'offre de prix, pour ne citer qu'un exemple. Même si le Groupe spécial devait constater qu'il y avait des raisons valables de traiter ces renseignements comme confidentiels, le Ministère de l'économie n'a pas exigé que des résumés non confidentiels en soient donnés, ce qui confirme que sa conduite était incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping. D'autre part, le Guatemala note, en ce qui concerne la définition du produit considéré, que le Ministère de l'économie n'a pas respecté non plus les dispositions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Suite aux demandes de renseignements adressées ultérieurement par le Ministère de l'économie, le requérant a communiqué certaines réponses à titre confidentiel. Le Ministère de l'économie n'a pas exigé un exposé de "raisons valables" ni la présentation de résumés non confidentiels pour traiter ces renseignements comme des renseignements confidentiels. On ne peut ignorer que la définition du produit est le principal point de départ pour définir la portée de l'enquête. En conséquence, le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

IV. MOTIFS JUSTIFIANT LA DEMANDE DE SUGGESTIONS AUX FINS DE LA MISE EN ŒUVRE DES ÉVENTUELLES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

55. Dans l'éventualité où le Groupe spécial se prononcerait en faveur du Guatemala, s'agissant des allégations formulées plus haut, le Guatemala demande au Groupe spécial d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends pour suggérer les moyens par lesquels le Mexique pourrait appliquer ses décisions et recommandations.

56. Pour pouvoir mettre en œuvre les décisions et recommandations du Groupe spécial, le Ministère de l'économie devra de nouveau procéder à une enquête et, s'agissant de la nouvelle détermination de l'existence d'un dommage qu'il faudra établir, les renseignements correspondant à la période couverte par l'enquête seront encore plus dépassés que ceux qui ont été utilisés aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage en l'occurrence, ce qui supposerait également d'obliger injustement l'exportateur à passer de nouveau par toute cette procédure.

57. Le Guatemala soutient qu'en l'espèce, comme dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, le Groupe spécial pourrait estimer, compte tenu de la nature et de l'ampleur des violations constatées dans la présente affaire, qu'il ne voit pas comment le Mexique pourrait dûment mettre en œuvre ses recommandations "sans annuler la mesure antidumping en cause", raison pour laquelle la suggestion concernant l'abrogation de la mesure antidumping définitive en cause serait inéluctable.

V. DEMANDE DE DÉCISIONS ET DE RECOMMANDATIONS

58. Compte tenu de ce qui précède, le Guatemala demande au Groupe spécial de constater qu'en imposant des droits antidumping sur les importations de tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala, le Mexique – par l'intermédiaire du Ministère de l'économie – a agi d'une manière incompatible avec ses engagements au titre des articles 1er, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.8, 6.2, 6.4, 6.5, 6.7, 6.8, 6.9, 6.13, 12.2 et 18.1 et au titre de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

59. Le Guatemala demande donc au Groupe spécial de recommander à l'ORD, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, qu'il demande au Mexique de rendre sa mesure conforme aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.

ANNEXE A-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU MEXIQUE

16 août 2006

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. LE MEXIQUE A OUVERT L'ENQUÊTE EN AYANT DES ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET D'UN DOMMAGE, AGISSANT AINSI D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 5.2, 5.3 ET 5.8 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 17

II. ARGUMENTS RELATIFS AUX ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE ET AU PRODUIT SIMILAIRE 20

III. LE MEXIQUE A UTILISÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING 24

IV. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE 25

V. LE GUATEMALA ALLÈGUE À TORT QUE LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE N'A PAS ANALYSÉ LE DOMMAGE CAUSÉ PAR D'AUTRES FACTEURS CONNUS ET QU'IL N'A PAS VEILLÉ À CE QUE CE DOMMAGE SOIT NON IMPUTÉ 29

VI. ARGUMENTS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE 31

I. LE MEXIQUE A OUVERT L'ENQUÊTE EN AYANT DES ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET D'UN DOMMAGE, AGISSANT AINSI D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 5.2, 5.3 ET 5.8 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Comme l'a reconnu l'Organe d'appel aux paragraphes 61, 65 et 69 de son rapport final sur l'affaire *États-Unis – Acier en provenance d'Allemagne*, si un Accord de l'OMC fait abstraction d'un thème particulier, c'est qu'il y a une raison. On ne peut soutenir qu'il existe, dans l'Accord antidumping, des obligations qui n'y sont pas mentionnées, comme le Guatemala le prétend à plusieurs reprises.

2. En ce qui concerne le soi-disant manque d'éléments de preuve suffisants dans la demande d'ouverture de l'enquête, nous notons que l'article 5.2 de l'Accord antidumping indique qu'une demande d'ouverture doit comporter des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux, qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant. De même, l'Accord antidumping ne précise pas ce qu'il faut entendre par "éléments de preuve qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant". En conséquence, c'est à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer, conformément aux circonstances propres à chaque affaire, si les éléments de preuve qui accompagnent la demande constituent des indices "raisonnables" aux fins de l'ouverture d'une enquête.

3. D'autre part, comme il est indiqué dans les rapports finals des groupes spéciaux qui étaient chargés des affaires *Mexique – SHTF*, *Guatemala – Ciment II* et *Argentine – Viande de volaille*, il est évident que ces éléments de preuve n'ont pas nécessairement besoin d'être de la qualité requise pour étayer une détermination préliminaire ou finale. De la même manière, il est clair également que ces éléments de preuve ne doivent pas être davantage que des données ou des renseignements et qu'il doit ressortir de leur examen qu'ils suffisent à déterminer qu'il existe une probabilité fondée de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux. En l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête a estimé que la demande d'ouverture contenait les renseignements qui pouvaient raisonnablement être à sa disposition et qu'elle comportait des données suffisantes.

4. Le Guatemala soutient à tort que la demande d'ouverture ne comportait pas suffisamment de renseignements parce que la facture et l'offre de prix présentées par le requérant n'émanaient pas de Tubac. Il ne s'agit pas là d'un motif valable permettant d'étayer son allégation. Les enquêtes sont ouvertes par pays et ne visent pas exclusivement un exportateur. Le requérant a allégué que les importations en provenance du Guatemala, et non de l'exportateur Tubac, s'effectuaient dans des conditions de dumping. C'est pourquoi les producteurs nationaux n'étaient pas obligés d'apporter des éléments de preuve concernant la valeur normale de Tubac en particulier. De plus, l'article 5 de l'Accord antidumping n'établit pas d'obligation allant dans le sens allégué par le Guatemala; aussi, l'argument de ce dernier est-il sans fondement. De fait, s'il fallait obligatoirement présenter des factures délivrées par les exportateurs mentionnés dans la demande pour que ces factures puissent être considérées comme suffisantes, on ne pourrait pas obtenir de données sur la valeur normale dans les cas où les exportateurs ne produisent pas le produit visé par l'enquête ou ne le vendent pas sur leur marché d'origine, ce qui est totalement inacceptable. De la même manière, cela reviendrait à soutenir qu'il doit y avoir, dans la demande, des éléments de preuve de l'existence d'un dumping de la quantité et la qualité nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale, puisque les renseignements communiqués par chaque exportateur sont nécessaires pour calculer la marge de dumping de chacun dans lesdites déterminations, ce qui est totalement infondé.

5. De plus, d'après le rapport final du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux*, conformément à l'article 5.2 de l'Accord antidumping, si le requérant dispose de données qui étaient raisonnablement accessibles et qu'il estime qu'elles lui permettent d'étayer adéquatement ses allégations, il n'est pas obligé de rassembler tous les renseignements auxquels il peut avoir accès.

6. Compte tenu de ce qui précède, le Mexique estime que, même si ladite facture n'a pas été délivrée par l'exportateur visé par l'enquête, les éléments de preuve présentés dans la demande d'ouverture étaient suffisants pour établir le bien-fondé de l'ouverture de l'enquête (en l'espèce, en ce qui concerne l'existence probable d'un dumping, sur la base des documents relatifs à la valeur normale).

7. En ce qui concerne l'offre de prix utilisée pour déterminer la valeur normale, là encore, le requérant n'était pas obligé de présenter tous les renseignements qui pouvaient raisonnablement être à sa disposition ni tous les renseignements qu'il aurait raisonnablement pu obtenir, mais uniquement les renseignements qu'il jugeait pertinents pour étayer ses affirmations, parmi tous ceux qui pouvaient raisonnablement être à sa disposition.

8. D'autre part, l'article 5.1 de l'Accord antidumping indique clairement que l'objectif d'une enquête est de déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué. Ainsi, s'il fallait que le requérant présente (et que l'autorité chargée de l'enquête examine le caractère suffisant) des éléments de preuve de l'existence d'un dumping – et non d'un dumping allégué –, il serait pratiquement impossible d'ouvrir une enquête. De fait, il n'y aurait aucun sens à procéder à une enquête, puisqu'il suffirait d'évaluer la pertinence des éléments de preuve présentés avec la demande pour imposer immédiatement des droits antidumping.

9. Ainsi, même si une offre de prix ne prouve pas qu'une vente a effectivement eu lieu, elle constitue bien un indice de l'existence d'un "dumping allégué", puisqu'elle suffit pour que l'on puisse considérer qu'il existe une probabilité fondée que la vente aura lieu dans les termes de l'offre de prix. On peut raisonnablement supposer que des acheteurs accepteront les termes qui y sont fixés et que la vente aura lieu conformément à ce qui y est indiqué. Pour cette raison, l'offre de prix constitue bien un élément suffisant pour considérer qu'il existe un "dumping allégué" et, en conséquence, pour ouvrir une enquête en vue de déterminer si un tel dumping existe vraiment. Ce qui précède est également étayé par le rapport final du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux*.

10. Le Guatemala allègue à tort que la facture et l'offre de prix présentées à l'appui de la valeur normale représentent des opérations isolées et que cela ne suffit pas pour fonder une allégation de dumping. Pour cela, il se fonde sur le rapport final du Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*. Cette détermination n'est pas applicable en l'espèce puisque, dans l'affaire impliquant l'Argentine, il a été établi qu'il y avait eu violation de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping, en raison d'un calcul incorrect de marges de dumping, alors que le Guatemala allègue que les renseignements étaient insuffisants pour ouvrir l'enquête conformément à l'article 5.2 de l'Accord antidumping.

11. D'autre part, la facture contient des données sur les prix de vente pour l'équivalent de 8 000 kilogrammes de produit visé par l'enquête, alors que, d'après les données communiquées par l'exportateur guatémaltèque, les transactions effectuées au Guatemala pendant la période couverte par l'enquête portaient en moyenne sur 1 790 kilogrammes. Ainsi, le volume de la vente consignée sur la facture est à lui seul suffisant pour être considéré comme une base solide pour déterminer qu'il existe une probabilité fondée de l'existence d'un dumping.

12. De même, le Guatemala allègue à tort que la demande ne comportait pas suffisamment d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping pour le produit dans son ensemble, et que cela est contraire à l'Accord antidumping. Le Mexique estime que, même si les éléments de preuve que comporte la demande ne sont pas nombreux, les données qu'ils fournissent sont les renseignements qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant et constituent les éléments dont on peut inférer l'existence probable d'un dumping de la part des exportateurs guatémaltèques, ce qui satisfait à la norme fixée dans l'Accord antidumping lui-même et dans la jurisprudence applicable de l'OMC (les affaires *Guatemala – Ciment II*, *Mexique – SHTF* et *Argentine – Viande de volaille*, dans lesquelles il a été déterminé que les éléments de preuve présentés avec la demande n'ont pas à être de la qualité ni de la quantité nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale).

13. Il n'existe pas, dans l'Accord antidumping, d'obligation expresse de rassembler davantage de renseignements que ceux qui sont présentés par le requérant. De fait, l'article 5.2 de l'Accord antidumping établit le critère applicable, à savoir le "caractère raisonnable" des données figurant dans la demande, critère auquel la demande d'ouverture satisfaisait, comme nous l'avons déjà dit.

14. En ce qui concerne l'utilisation de deux dimensions de tubes et tuyaux pour l'ouverture de l'enquête, selon le rapport final du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux*, il n'est pas nécessaire, aux fins de l'ouverture d'une enquête, de disposer d'éléments de preuve spécifiques pour chaque catégorie de produit incluse dans le produit visé par l'enquête. De fait, à notre avis, une obligation en ce sens serait contraire au critère du "caractère raisonnable" énoncé à l'article 5.2 de l'Accord antidumping et aux critères concernant le caractère suffisant des renseignements, dont nous avons déjà parlé.

15. La demande contenait bien des renseignements propres à étayer l'existence d'un dommage possible causé par des importations vraisemblablement effectuées dans des conditions de dumping. En ce qui concerne l'évolution du volume des importations, compte tenu de la façon dont les marchandises sont classées dans le Système harmonisé ou dans un système utilisant davantage de chiffres, il est compréhensible que la désignation des produits classés sous les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 ne soit pas la même que celle du produit visé par l'enquête antidumping. De plus, pour définir – s'il y a lieu – le produit visé par l'enquête, il faut les documents relatifs aux opérations d'importation, ainsi que les factures qui s'y rapportent, puisqu'au Mexique, les statistiques officielles sont établies d'après la désignation des positions tarifaires, et non par produit spécifique.

16. Pour cette raison, exiger d'une entreprise requérante des renseignements exacts concernant le volume des importations faisant vraisemblablement l'objet d'un dumping constituerait une norme pratiquement impossible à atteindre. De fait, c'est la raison pour laquelle les éléments de preuve qui accompagnent une demande obéissent à une norme bien inférieure à celle qui est exigée aux fins d'une détermination. Si l'argumentation du Guatemala était fondée, les requérants devraient disposer de tous les documents sur les importations, lesquels ne sont pas publics mais appartiennent aux entreprises importatrices. Cela est pratiquement impossible dans la phase initiale d'une enquête, sans compter la difficulté supplémentaire de devoir réunir des données mensuelles portant sur au moins trois ans.

17. Pour ces raisons, l'autorité chargée de l'enquête a estimé que les renseignements communiqués par le requérant sur la tenue des importations en provenance du Guatemala étaient ceux qui pouvaient raisonnablement être à sa disposition au moment où celui-ci a demandé l'ouverture de l'enquête et qu'ils correspondaient à l'évolution du volume des importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping, étant donné que les renseignements sur le volume des importations et leur tenue portaient sur la gamme de produits la plus restreinte qui incluait le produit visé par l'enquête.

18. Le Mexique a correctement examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve concernant le dumping et le dommage. D'après le rapport final du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, si les éléments de preuve présentés dans la demande d'ouverture d'une enquête sont suffisants pour ouvrir une enquête et qu'il a été procédé à l'ouverture de l'enquête, on doit en inférer que l'autorité chargée de l'enquête a effectivement procédé à l'examen de l'exactitude et de l'adéquation.

19. D'autre part, le Ministère de l'économie a bien procédé à un examen exhaustif de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande. Cet examen l'a même amené à adresser une demande de renseignements additionnels au requérant ("*prevención*") pour que celui-ci précise et/ou complète divers renseignements.

II. ARGUMENTS RELATIFS AUX ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE ET AU PRODUIT SIMILAIRE

20. Le Mexique a apporté deux changements à la définition du produit considéré, d'une manière compatible avec l'Accord antidumping: le premier, dans la détermination préliminaire, dans laquelle ont été examinés d'autres diamètres de tubes et tuyaux que ceux qui étaient mentionnés dans la décision portant ouverture d'une enquête; le second avec l'inclusion des tubes et tuyaux de construction.

21. Là encore, conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier en provenance d'Allemagne*, si un Accord de l'OMC fait abstraction de quelque chose, c'est qu'il y a une raison, car lorsque l'intention des négociateurs était que les disciplines soient appliquées dans un autre contexte, ils l'ont expressément prévu. Le Guatemala essaie d'étayer ses arguments concernant la détermination du produit visé par l'enquête à l'aide d'obligations qui n'existent pas dans l'Accord antidumping puisqu'il n'y a pas, dans cet accord, de lignes directrices sur la façon d'établir cette détermination. Ainsi, ses arguments sont sans fondement.

22. Même s'il existait, dans l'Accord antidumping, des lignes directrices pour la détermination du produit visé par l'enquête, il ne serait pas raisonnable que la définition du produit visé par l'enquête qui est donnée à l'ouverture d'une enquête ne puisse pas être ajustée sur la base d'éléments de preuve présentés par les parties intéressées ou obtenus par l'autorité chargée de l'enquête.

23. S'agissant du premier changement apporté à la définition du produit visé par l'enquête, il convient de signaler qu'il est normal de décrire ledit produit au cas par cas, en tenant compte de ses caractéristiques particulières dès l'ouverture de l'enquête. Comme l'autorité chargée de l'enquête n'est pas un expert et ne connaît pas avec précision toutes les caractéristiques physiques et techniques du produit, sa description dans la décision portant ouverture d'une enquête s'appuie sur des données communiquées en grande partie par le requérant, qui est tenu de fournir ces données conformément à l'article 5.2 ii) de l'Accord antidumping, comme cela a été fait en l'espèce. La décision portant ouverture d'une enquête décrit dans le détail les multiples caractéristiques physiques et techniques qui, ensemble, doivent être prises en compte pour décrire le produit visé par l'enquête. Une seule caractéristique ni même plusieurs d'entre elles ne pourraient le décrire de façon appropriée.

24. Ainsi, l'inclusion de tubes et tuyaux d'un diamètre supérieur à 4 po et pouvant aller jusqu'à 6 po dans la détermination préliminaire ne modifie pas, sur le fond, la description figurant dans la décision portant ouverture d'une enquête et elle est compatible avec l'Accord antidumping pour les raisons suivantes:

a) La décision portant ouverture d'une enquête indique les principales caractéristiques du produit visé par l'enquête, mais cela ne signifie pas que cette description est définitive. Le Mexique fait observer qu'il n'existe aucune restriction en ce sens dans l'Accord antidumping.

b) Une enquête antidumping "est un processus au cours duquel on acquiert graduellement la certitude de l'existence de tous les éléments nécessaires à l'adoption d'une mesure au fur et à mesure que progresse l'enquête". Ainsi, grâce à l'enquête, on arrive graduellement à une description plus complète du produit visé par l'enquête.

c) La décision portant ouverture d'une enquête a établi que le diamètre des tubes et tuyaux considérés était compris essentiellement entre ½ et 4 po. Jamais il n'a été indiqué que les produits se situant dans cette fourchette étaient les seuls à pouvoir entrer sur le marché national, ce qui doit être évalué en fonction de l'interchangeabilité commerciale des produits.

d) Il n'y a que le diamètre des tubes et tuyaux visés par l'enquête qui a changé. Les autres caractéristiques indiquées au début sont restées les mêmes. Ainsi, l'augmentation du diamètre ne signifie pas que la description du produit visé par l'enquête a été modifiée en profondeur, à plus forte raison lorsque le diamètre ne constitue pas la seule caractéristique utile pour décrire le produit.

e) Étant donné les caractéristiques et les usages des tubes et tuyaux visés par l'enquête, il serait possible, techniquement et commercialement, pour certains usages, de remplacer les tubes et tuyaux de 4 po par des tubes et tuyaux pouvant aller jusqu'à 6 po.

f) Tubac a eu la possibilité de dire ce qu'elle jugeait approprié concernant cette modification. En gardant le silence, elle a accepté tacitement que le produit visé par l'enquête soit celui qui était décrit dans la détermination préliminaire.

25. Le Guatemala affirme que le Ministère de l'économie n'a pas procédé à un examen objectif, fondé sur des éléments de preuve positifs de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. À cet égard, l'obligation figurant à l'article 3.1 de l'Accord antidumping ne s'applique pas au calcul d'une marge de dumping. La norme indiquée par le Guatemala est inacceptable.

26. Les déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité figurant dans la détermination préliminaire sont compatibles avec l'Accord antidumping. Comme l'ont indiqué le Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux CCI* et l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, l'autorité chargée de l'enquête se conforme à l'article 3.1 de l'Accord antidumping lorsqu'elle: a) se fonde sur des éléments de preuve positifs, objectifs, vérifiables et crédibles; et b) rassemble ces éléments de preuve et les évalue conformément aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire. Le Ministère de l'économie s'est conformé à toutes ces prescriptions, puisqu'il a effectué un examen objectif du volume des importations, de leur effet sur les prix du produit similaire et des incidences sur la branche de production nationale, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, ce qui a été pris en compte aux fins de l'imposition des droits antidumping.

27. Pour les raisons susmentionnées, le Mexique demande au Groupe spécial de rejeter les arguments du Guatemala parce qu'il n'existe pas de lignes directrices particulières pour définir le produit visé par l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête ayant la faculté de le faire comme elle l'entend; parce que les fourchettes mentionnées dans la détermination préliminaire étaient commercialement interchangeables avec celles qui étaient mentionnées dans la décision portant ouverture d'une enquête; parce que l'exportateur n'a formulé aucune objection, acceptant ainsi ce changement; et parce qu'une analyse des spécifications et caractéristiques techniques du produit considéré a été effectuée pour le définir de façon appropriée.

28. Pour ce qui est du second changement concernant le produit visé par l'enquête, nous répétons qu'"une enquête antidumping est un processus au cours duquel on acquiert graduellement la certitude de l'existence de tous les éléments nécessaires à l'adoption d'une mesure au fur et à mesure que progresse l'enquête". Étant donné que rien dans l'Accord antidumping ne l'en empêche, dans sa détermination finale, le Ministère de l'économie a décrit le produit visé par l'enquête à partir des données de fait disponibles, y compris l'interchangeabilité technique et commerciale des tubes et tuyaux standard et des tubes et tuyaux de construction.

29. Le requérant a communiqué des renseignements précisant l'usage <u>principal</u> des tubes et tuyaux visés par l'enquête (conduite de fluides, usage lié au diamètre et à l'épaisseur des tubes et tuyaux) et établissant qu'indépendamment du fait qu'ils étaient fabriqués à partir de produits plats laminés à chaud ou à froid et de la norme de fabrication, les tubes et tuyaux d'un diamètre et d'une

épaisseur donné pouvaient être utilisés pour la conduite des fluides. Les tubes et tuyaux de construction, galvanisés ou noirs, d'un diamètre compris entre ½ et 6 po, aux parois d'une épaisseur donnée, peuvent être utilisés comme canalisations, comme il est établi dans la détermination finale.

30. D'après les données rassemblées par le Ministère de l'économie, un même tube ou tuyau pourrait être utilisé pour la conduite de fluides ou pour la construction, même lorsqu'il a été soumis à un "essai hydrostatique" (exigé par la norme ASTM A53). Le fait que Tubac ne l'ait pas su ne signifie pas que cela ne se faisait pas sur le marché mexicain. Comme il a été établi dans la détermination finale: a) les tubes et tuyaux de construction noirs ou galvanisés ont des parois de la même épaisseur, les mêmes caractéristiques physiques et la même composition que les tubes et tuyaux standard, et peuvent donc être utilisés comme canalisations; b) de fait, on peut acheter des tubes et tuyaux standard n'ayant pas été soumis à un essai hydrostatique et on peut les commercialiser comme canalisations après avoir procédé ou non à un essai; et c) certaines entreprises importent des tubes et tuyaux de construction et les commercialisent comme canalisations.

31. Ainsi, en analysant les arguments et les éléments de preuve présentés par les parties, le Ministère de l'économie a obtenu des éléments qui lui ont permis de décrire les tubes et tuyaux visés par l'enquête d'après leur usage principal et leurs caractéristiques principales pour cet usage, plutôt que d'après une norme, un intrant ou les termes "standard" ou "de construction", comme il est indiqué dans la détermination finale. En décrivant le produit visé par l'enquête en ces termes, le Ministère de l'économie a procédé comme il se doit, au regard des caractéristiques essentielles des produits et compte tenu du fait que, comme le reconnaît le Guatemala, il n'existe pas de lignes directrices permettant de définir le produit visé par l'enquête, ce qui laisse à l'appréciation de l'autorité le soin de le faire et de procéder à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs dans le cadre de son analyse du dommage.

32. En procédant ainsi, le Ministère de l'économie n'a fait que préciser quels étaient les tubes et tuyaux visés par l'enquête. La gamme de produits visés par l'enquête n'a pas été élargie d'une manière générale pour inclure les tubes et tuyaux "de construction", mais seulement ceux qui, d'un point de vue technique et commercial, étaient interchangeables avec les tubes et tuyaux galvanisés ou noirs, d'un diamètre compris entre ½ et 6 po et dont les parois étaient d'une épaisseur supérieure à 0,075 po et pouvant aller jusqu'à 0,280 po, indépendamment de l'usage que l'on voulait en faire (qui est impossible à détecter d'un point de vue douanier).

33. Contrairement à ce que le Guatemala essaie de démontrer, il ne s'agit pas de deux produits distincts, mais bien de la même marchandise. Un tube ou un tuyau peut être acheté à des fins de "construction", mais être destiné à la conduite de fluides, voire être commercialisé comme canalisation, auquel cas il suffirait de le soumettre à un essai hydrostatique. En conséquence, si un consommateur n'exige pas qu'il soit procédé à un essai hydrostatique, il peut acheter des tubes et tuyaux de construction et les utiliser pour la conduite de fluides. Ainsi, les deux types de tubes et tuyaux peuvent être interchangeables d'un point de vue commercial.

34. S'agissant de la divulgation des faits essentiels, elle sera traitée dans le chapitre consacré aux réponses aux allégations ayant trait à des questions de procédure.

35. L'enquête a été effectuée d'une manière impartiale et a comporté une analyse objective fondée sur des éléments de preuve positifs. Pendant toute la procédure, la possibilité a été donnée aux parties intéressées de présenter des éléments de preuve, des arguments et des données qui permettraient de rendre une décision compatible avec l'Accord antidumping. Comme il est indiqué dans la détermination finale, plusieurs demandes de renseignements ont été faites et les réponses reçues ont été prises en compte par l'autorité chargée de l'enquête dans ses déterminations. Ainsi, lors de l'enquête sur place, Tubac aurait pu exercer son droit d'expression, mais elle a confirmé que les renseignements qu'elle avait communiqués pendant la procédure n'étaient pas appropriés aux fins d'un examen. De plus, pendant l'audition publique et l'étape de présentation des arguments, la même

possibilité a également été offerte à Tubac. Compte tenu de ce qui précède, on ne voit pas très bien sur quoi repose l'allégation du Guatemala puisque, en se conformant à l'article 3 de l'Accord antidumping, le Ministère de l'économie a mené une procédure impartiale, qui comportait une analyse objective fondée sur des éléments de preuve positifs.

36. Nous répétons que l'article 3.1 de l'Accord antidumping ne s'applique pas à l'analyse du dumping, de sorte que la norme que le Guatemala prétend imposer en ce sens est inacceptable. La détermination finale rend compte des analyses de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Il ressort des principales déterminations du Ministère de l'économie qui figurent dans la détermination finale au sujet du dommage et du lien de causalité que le Ministère s'est fondé sur des éléments de preuve positifs analysés objectivement.

37. S'agissant de l'analyse de l'existence d'un dommage, nous insistons sur le fait que, dans le rapport final du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux* et dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, il est indiqué que l'autorité chargée de l'enquête se conforme à l'article 3.1 de l'Accord antidumping lorsqu'elle: a) se fonde sur des éléments de preuve positifs, objectifs, vérifiables et crédibles; et b) rassemble ces éléments de preuve et les évalue conformément aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire. Le Ministère de l'économie s'est conformé à ces conditions, puisqu'il a effectué un examen objectif du volume des importations, de leur effet sur les prix et des incidences sur la branche de production nationale, ce dont rend compte la détermination finale.

38. S'agissant des paragraphes 94, 151, 158, 161 et 162 de la première communication écrite du Guatemala, l'Accord antidumping n'impose pas une méthode particulière pour comparer les prix ni pour évaluer les effets sur les prix. Comme il n'existe pas de directives particulières sur la manière de procéder à une telle comparaison, tout Membre de l'OMC est libre d'effectuer son analyse de la manière qu'il juge appropriée, pour autant qu'il se fonde sur des éléments de preuve positifs et qu'il procède à un examen objectif.

39. Ainsi, étant donné que les tubes et tuyaux de construction et les tubes et tuyaux standard étaient techniquement et commercialement interchangeables; que l'exportateur n'a rien dit lorsque l'occasion lui a été donnée de le faire; qu'il n'existe pas de lignes directrices pour définir le produit visé par l'enquête; et qu'une analyse des spécifications et caractéristiques techniques du produit visé par l'enquête a été effectuée pour le définir correctement, le Mexique a agi en conformité avec l'Accord antidumping.

40. Le Ministère de l'économie a bien donné des explications sur la façon dont il avait effectué l'analyse du dumping, du dommage et du lien de causalité. Avant d'examiner ce point, il convient de signaler qu'il a justifié correctement la couverture et la description du produit visé par l'enquête. Puisque les tubes et tuyaux de construction et de conduite sont inclus, en raison du fait qu'ils peuvent, d'un point de vue technique et commercial, être substitués les uns aux autres, le Ministère de l'économie a estimé que les variables analysées s'appliquaient aux deux types de tubes et tuyaux. Dans la détermination finale, il est indiqué que le Ministère de l'économie a clairement signalé la façon dont il avait effectué l'analyse du dumping, du dommage et du lien de causalité, et qu'il a procédé à une analyse objective, fondée sur des éléments de preuve positifs. Ainsi, en déterminant les droits antidumping définitifs applicables aux tubes et tuyaux guatémaltèques, le Mexique s'est conformé aux dispositions de l'Accord antidumping. Pour cette raison, comme il a été démontré que le postulat sur lequel repose l'argumentation du Guatemala – qui consiste à dire qu'il n'y avait pas de raison d'inclure les tubes et tuyaux de construction en tant que produit visé par l'enquête – n'est fondé sur rien, il s'ensuit que l'argumentation toute entière est sans fondement.

41. À cet égard, le Mexique estime que les comparaisons entre le prix à l'exportation et la valeur normale ont été faites d'une manière équitable. Ainsi, il s'est conformé à l'article 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping pour les raisons exposées plus haut.

42. L'exportateur a eu toutes possibilités de présenter des arguments concernant les nouveaux renseignements communiqués après l'audition publique. Comme il est indiqué plus haut, la description du produit visé par l'enquête dans la détermination finale tenait compte de l'entrée éventuelle sur le marché mexicain de tubes et tuyaux de construction qui auraient toutes les caractéristiques appropriées pour la conduite de fluides, puisqu'il existait des éléments techniques suffisants pour soutenir que les deux types de tubes et tuyaux étaient techniquement et commercialement substituables. Nous notons que, dans sa première communication écrite, le Guatemala ne signale pas les caractéristiques qui distinguent les tubes et tuyaux standard des tubes et tuyaux de construction.

43. Les considérations concernant l'inclusion des tubes et tuyaux de construction dans la définition du produit visé par l'enquête en raison de leur interchangeabilité technique et commerciale avec les tubes et tuyaux de conduite ne pouvaient être émises au début de l'enquête, parce qu'il n'y avait pas d'éléments dans le dossier indiquant que ces tubes et tuyaux avaient les mêmes caractéristiques physiques et chimiques, qu'ils étaient fabriqués selon le même procédé et que la différence résidait uniquement dans l'"essai hydrostatique", et parce qu'il n'y avait pas d'éléments permettant de savoir que certains consommateurs achetaient des tubes et tuyaux "de construction", même s'ils les utilisaient finalement pour la conduite de fluides.

44. Lorsque ces faits ont été connus, le Ministère de l'économie a donné à Tubac la possibilité de présenter des données et des éléments de preuve concernant la substituabilité technique et commerciale des tubes et tuyaux standard et des tubes et tuyaux de construction (une demande de renseignements a été envoyée, à laquelle Tubac a répondu). Il est important de souligner que l'inclusion des tubes et tuyaux de construction ne constituait pas un fait essentiel en ce qui concerne l'imposition de droits antidumping définitifs, puisqu'aux fins de l'enquête, il s'agissait du même produit. Ainsi, nous considérons qu'il n'y avait pas lieu de divulguer de nouveau les faits essentiels qui avaient déjà été communiqués tant dans la détermination préliminaire qu'à l'audition publique. En conséquence, le Mexique a agi en conformité avec l'Accord antidumping.

III. LE MEXIQUE A UTILISÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

45. Le Guatemala soutient que le Ministère de l'économie n'avait pas de motifs de rejeter les renseignements qui n'avaient pas posé des problèmes lors de la visite de vérification et qu'il n'a pas prévenu l'exportateur qu'il établirait la détermination finale sur la base des données de fait disponibles. À cet égard, le Mexique estime que les allégations du Guatemala sont sans fondement, puisque l'autorité chargée de l'enquête a appliqué ce critère en conformité avec l'Accord antidumping.

46. À l'article 6.8, l'Accord antidumping indique les cas dans lesquels l'autorité chargée de l'enquête peut utiliser les données de fait disponibles, à savoir: a) lorsqu'une partie intéressée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires; b) quand cette partie ne les communique pas dans un délai raisonnable; ou c) quand elle entrave le déroulement de l'enquête de façon notable. Or, d'après les rapports des groupes spéciaux *Argentine – Carreaux en céramique* et *Égypte – Barres d'armature en acier*, pour pallier ce manque de renseignements, on peut se fonder sur les données de fait disponibles.

47. En ce sens, l'exportateur guatémaltèque n'a pas communiqué tous les renseignements nécessaires et ceux qui ont été présentés au cours de l'enquête ne pouvaient être considérés comme fiables, complets, exacts et précis, puisque lors de l'enquête sur place, l'autorité chargée de l'enquête a relevé tellement d'incohérences par rapport aux données communiquées antérieurement par Tubac qu'il lui a été pratiquement impossible d'utiliser ces renseignements.

48. Ainsi, en conformité avec le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* et le rapport final du Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*, comme il s'est

trouvé confronté à des données communiquées par l'exportateur qui ne pouvaient être utilisées (même s'il ne s'agissait que d'une partie des renseignements, comme dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* examinée par l'Organe d'appel), et conformément à ce qu'a dit le Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en provenance de Turquie*, le Ministère de l'économie a dû pallier l'inexistence de renseignements par les données de fait disponibles. En ce sens, il ne pouvait pas examiner les données de Tubac, puisqu'elles étaient incohérentes, incomplètes, inexactes et ne provenaient pas des registres comptables de l'entreprise (comme le reconnaît le Guatemala au sujet de la valeur construite aux paragraphes 200 à 202 de sa première communication écrite, au sujet de l'ajustement pour frais de transport de la valeur normale et du prix à l'exportation au paragraphe 204, au sujet des frais de transport à destination d'un pays tiers aux paragraphes 207 et 208 et au sujet des ajustements pour assurances et différences physiques au paragraphe 212).

49. Compte tenu de ce qui précède, et comme l'exportateur n'avait pas communiqué des renseignements fiables et qu'il ne les avait pas présentés dans un délai raisonnable, c'est-à-dire pendant toute la période antérieure à l'enquête sur place, et qu'il avait donc entravé le déroulement de l'enquête antidumping de façon notable, le Ministère de l'économie a rejeté les renseignements qu'il avait présentés et a eu recours à bon droit aux données de fait disponibles, conformément à l'Accord antidumping et aux critères acceptés par l'OMC. De fait, l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas seulement la possibilité de le faire, elle en avait aussi l'obligation pour formuler une détermination conforme à l'Accord antidumping.

50. D'autre part, les déterminations du Ministère de l'économie reprennent d'une manière approfondie et suffisante les considérations et conclusions de l'autorité chargée de l'enquête concernant les aspects du dumping, du dommage et du lien de causalité, et incluent tous les points de fait et de droit que le Ministère de l'économie a jugé pertinents, y compris sa détermination de la marge de dumping fondée sur les données de fait disponibles, ainsi que les raisons qui ont conduit à l'imposition de la mesure définitive.

IV. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

51. Le Ministère de l'économie a agi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping en utilisant la période allant du 1er juillet au 31 décembre 2000 comme période couverte par l'enquête.

52. Le Guatemala affirme sans preuve aucune que la période couverte par l'enquête n'était pas la plus proche possible, ce qui n'établit pas *prima facie* l'existence d'une violation de la part du Mexique. À notre avis, il n'est pas possible pour un groupe spécial de se prononcer en faveur d'une partie qui n'a pas établi une telle présomption.

53. Le Guatemala affirme à tort qu'il apporte le même commencement de preuve que les États-Unis dans l'affaire *Mexique – Riz*. Pourtant, le différend au sujet du riz tenait à des aspects différents de ceux qui sont analysés ici. Ainsi, les allégations étant totalement différentes et faute d'autres arguments, l'affirmation du Guatemala est sans fondement. En effet, dans l'affaire du riz, le laps de temps écoulé entre la fin de la période couverte par l'enquête et le début de l'enquête était de 15 mois, alors qu'en l'espèce, il n'est que de huit mois, ce qui ne signifie pas que les données relatives à la période couverte par l'enquête ne sont plus pertinentes; en l'espèce, le Ministère de l'économie a effectué une analyse beaucoup plus poussée des renseignements présentés dans la demande, ce qui s'est traduit par l'envoi au requérant d'une demande de renseignements techniques additionnels (de fait, cette demande et la réponse ont pris une bonne partie des huit mois); et dans l'affaire du riz, l'Organe d'appel a constaté que le Mexique avait agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping parce que la période proposée par les requérants pour l'enquête avait été acceptée et qu'elle correspondait à la période pendant laquelle la pénétration des exportations était la plus élevée.

54. Puisque la période couverte par l'enquête doit être la plus proche possible de l'ouverture de l'enquête, le fait qu'elle ne précède pas immédiatement l'ouverture de l'enquête n'entraîne pas une violation de l'Accord antidumping. Dans le cas du Mexique, il n'était pas possible d'ouvrir l'enquête en retenant une période juste avant l'ouverture de celle-ci. Non seulement il faut du temps au requérant pour rassembler les renseignements demandés, mais, en l'espèce, les renseignements n'obéissaient pas aux prescriptions auxquelles il fallait satisfaire, de l'avis de l'autorité chargée de l'enquête, de sorte qu'il a fallu demander au requérant des données additionnelles. Tout cela entraîne inévitablement un retard. Pour ces raisons, la période couverte par l'enquête a bien été la plus proche possible de la date d'ouverture. D'autre part, le retard n'a pas été tel qu'il puisse faire douter de la pertinence de la période retenue. Ainsi, il est également faux de dire que le Ministère de l'économie a accepté d'entrée de jeu la période proposée par le requérant, puisque au lieu de l'accepter, il a envoyé la demande de renseignements évoquée et, une fois la réponse reçue, il a déterminé qu'il était approprié d'ouvrir l'enquête. C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner au cas par cas si la période couverte par l'enquête est la plus proche possible de l'ouverture de l'enquête.

55. Le Mexique a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs lorsqu'il a utilisé les renseignements correspondant à la période couverte par l'enquête. Il n'est pas question à l'article 3.1 de l'Accord antidumping de l'ancienneté de la période couverte par l'enquête en tant que telle, mais de l'applicabilité des données utilisées, l'ancienneté de ces données n'étant qu'un facteur à analyser. D'autre part, si la période couverte par l'enquête est la plus proche possible de la date d'ouverture de l'enquête, les données correspondant à cette période sont pertinentes et doivent donc être prises en compte dans le cadre de l'enquête. Le Guatemala lui-même reconnaît, dans sa première communication écrite, que l'on ne peut décider *a priori* que l'ancienneté d'une période couverte par l'enquête est en soi une cause d'incompatibilité avec l'Accord antidumping, mais que l'on doit examiner l'importance des données utilisées et leur applicabilité.

56. Ainsi, la période couverte par l'enquête étant la plus proche possible, rien dans l'Accord antidumping n'oblige l'autorité chargée de l'enquête à réunir davantage de données. Comme il est indiqué dans le rapport final du Groupe spécial *CE – Tuyauterie en fonte malléable*, la période couverte par l'enquête doit permettre de se fonder sur des données qui ne sont pas affectées par l'ouverture de l'enquête ni par des actions ultérieures des exportateurs ou des importateurs. Les changements intervenant dans la situation qui existe pendant la période couverte par l'enquête ne sont pas traités, dans l'Accord antidumping, par des actualisations des renseignements en cours d'enquête, mais par des mécanismes d'examen, comme il est dit dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire en question. En conséquence, si des changements importants interviennent dans une phase tardive de la période couverte par l'enquête ou après cette période, ils doivent être pris en compte dans le cadre d'un examen postérieur effectué conformément aux articles 11 ou 9 de l'Accord antidumping.

57. Le Ministère de l'économie a agi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping lorsqu'il a utilisé les données correspondant à des périodes semestrielles de chaque année dans le cadre de son examen du dommage. Le Guatemala se borne à affirmer que le fait d'utiliser des semestres de chaque année établit *prima facie* l'existence d'une violation de l'Accord antidumping par le Mexique, sans développer son raisonnement à cet égard, ce qui est insoutenable. De même, il prétend s'appuyer sur le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Mexique – Riz*, ce en quoi il a tort, puisque les allégations dans ladite affaire sont totalement différentes de celles qui ont été formulées en l'espèce.

58. D'autre part, nous répétons que si un Accord de l'OMC fait abstraction d'un thème particulier, c'est qu'il y a une raison, car lorsque l'intention des négociateurs était que les disciplines établies dans une disposition donnée soient appliquées dans un autre contexte, ils l'ont expressément prévu. Ainsi, comme il n'y a aucune indication, dans le texte de l'Accord antidumping, sur la façon de mener à bien l'analyse du dommage en ce qui concerne les périodes utilisées, l'utilisation de périodes semestrielles de chaque année ne constitue donc aucunement une violation dudit accord.

59. Néanmoins, nous faisons remarquer qu'aux fins de l'analyse du dommage, les périodes allant de juillet à décembre 2000, 1999 et 1998 ont été comparées, que la situation pendant ce semestre ait été meilleure ou pire que celle du semestre allant de janvier à juin. De cette façon, s'il avait constaté que les indicateurs pour les périodes allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000 montraient que la situation de la branche de production nationale était mauvaise, mais que ceux-ci étaient identiques, le Ministère de l'économie n'aurait pas déterminé qu'un dommage avait été causé, même si la période allant de juillet à décembre était moins favorable pour la branche de production nationale que la période allant de janvier à juin. Donc, en comparant les mêmes périodes pour chaque année, la structure est par définition la même, ce qui évite les distorsions ou fluctuations saisonnières ou cycliques des indicateurs économiques (par exemple, l'indice des prix ou le produit intérieur brut), outre que ces semestres sont compatibles avec la période couverte par l'enquête.

60. Le Mexique a agi correctement en tenant compte de certains des indicateurs financiers sur une base annuelle. Les renseignements concernant ces indicateurs ont été tirés d'états financiers examinés par un vérificateur, parce qu'une fois vérifiés, les états financiers sont encore plus fiables. Conformément à la pratique comptable en vigueur au Mexique, les états financiers examinés par un vérificateur doivent avoir pour objectif de fournir des renseignements sur la situation financière à une date donnée et sont présentés aux mêmes dates que les renseignements financiers qui informent les autorités fiscales de la situation d'une entreprise. Les renseignements financiers d'une entreprise utilisés à des fins fiscales sont normalement présentés sur une base annuelle. Pour cette raison, ces facteurs financiers doivent être analysés à l'aide de renseignements annuels et non semestriels. Néanmoins, en ce qui concerne les bénéfices associés au produit similaire, l'autorité chargée de l'enquête disposait de renseignements annuels et de renseignements semestriels, ce qui explique que, dans la détermination finale, l'analyse de ces renseignements ait été faite sur une base annuelle et sur une base semestrielle. En conséquence, il est clair que des éléments de preuve affirmatifs, objectifs, vérifiables et crédibles ont été utilisés, et que leur examen a été objectif, conformément à l'article 3 de l'Accord antidumping. Ainsi, lorsque l'on donne une interprétation admissible des dispositions de l'Accord antidumping, conformément à l'article 17.6 ii) de cet accord, la mesure adoptée par le Mexique est compatible avec l'article 3 de l'Accord antidumping.

61. Le Mexique a agi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping en analysant les facteurs du dommage subi par la branche de production nationale. Conformément aux articles 4.1 et 5.4 de l'Accord antidumping, si une demande est présentée par un producteur national représentant plus de 50 pour cent de la production nationale totale exprimant son soutien ou son opposition à la demande, il sera alors entendu que l'enquête est demandée par la branche de production nationale et, en ce sens, on peut objectivement axer l'examen sur le dommage causé à ce producteur. En l'espèce, l'entreprise requérante représentant 53 pour cent de la production nationale totale du Mexique, c'est à bon droit que l'autorité chargée de l'enquête a fondé son analyse des variables financières sur les renseignements communiqués par le requérant. Ainsi, il est faux de dire que la branche de production nationale a fait l'objet d'une analyse sectorielle.

62. L'analyse par le Ministère de l'économie du volume des importations qui ne provenaient pas du Guatemala était compatible avec l'Accord antidumping, puisqu'elle se fondait sur tous les renseignements disponibles et pertinents. Dans le cadre des enquêtes antidumping effectuées de par le monde, il est fréquent que le produit visé par l'enquête ne corresponde pas nécessairement à la désignation figurant dans les tarifs d'importation. Bien que la désignation des positions tarifaires soit la plus précise possible, il est matériellement impossible que ces positions correspondent au champ des enquêtes antidumping.

63. En conséquence, les autorités obtiennent des renseignements auprès des parties intéressées qui participent aux enquêtes et d'entités qui ne sont pas des parties intéressées. Tant dans la détermination préliminaire que dans la détermination finale, il est évident que le Ministère de l'économie a essayé à tout moment d'obtenir les meilleurs indicateurs à cet égard. Pourtant, cela ne signifie pas que l'autorité chargée de l'enquête peut toujours obtenir la totalité des données

demandées, puisqu'elle n'obtient pas toujours de réponse de la part des entités auxquelles des renseignements ont été demandés. L'autorité chargée de l'enquête n'est pas habilitée à obliger les agents en douane ou les importateurs à communiquer les renseignements qui leur sont demandés. De plus, demander des renseignements qui sont entre les mains des autorités douanières entraînerait dans la pratique un retard important, ce qui influerait sur le délai dans lequel l'enquête doit être menée. Pour cette raison, le Ministère de l'économie adresse des demandes de renseignements à des agents en douane et à des importateurs. Quant aux importations en provenance de pays autres que le Guatemala, l'autorité chargée de l'enquête n'a pu obtenir tous les renseignements qu'elle souhaitait avoir. Ces difficultés pratiques sont courantes. L'exportateur Tubac lui-même a omis des estimations concernant les importations en provenance de son pays et a indiqué que le Ministère de l'économie pouvait "estimer" le volume des importations du produit visé par l'enquête à partir des renseignements communiqués par les "agents en douane et les entreprises importatrices".

64. Le Mexique a obtenu 100 pour cent des documents concernant les importations en provenance du Guatemala parce que, contrairement aux importations ayant une autre origine, le volume des importations en provenance de ce pays n'était pas très élevé. Contrairement à ce qu'a indiqué le Guatemala, le Ministère de l'économie n'a pas extrait les déclarations d'importation du SICMEX. Ce système n'affiche qu'une "liste de déclarations" (c'est-à-dire des renseignements statistiques) et non les déclarations elles-mêmes, qui sont entre les mains du Ministère des finances et du crédit public. Le nombre des opérations d'importation effectuées à partir d'autres pays que le Guatemala pour les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 était de 1 720, 1 752 et 2 456 en 1998, 1999 et 2000, respectivement. Cela étant, et comme il n'existe pas dans l'Accord antidumping de lignes directrices particulières à cet égard, le Ministère de l'économie a retenu un échantillon de déclarations d'importation correspondant à des volumes significatifs des importations totales et qui était représentatif des principales entreprises importatrices. Ainsi, le Ministère de l'économie a demandé 745 déclarations d'importation avec la facture correspondante, dont 90 pour 1998, 106 pour 1999 et 549 pour 2000, lesquelles représentaient 26, 22 et 57 pour cent, respectivement, des importations totales provenant d'autres pays que le Guatemala. Seules 673 déclarations d'importation en tout ont été portées à sa connaissance.

65. Ainsi, compte tenu des volumes visés par ces déclarations et étant donné que même l'exportateur du Guatemala a indiqué qu'il ne disposait pas des données pertinentes, le Ministère de l'économie a estimé que les déclarations et les factures y afférentes dont il disposait, ainsi que les volumes visés par celles-ci, constituaient un échantillon valable aux fins de l'estimation de la fourchette dans laquelle se situait le prix des importations du produit visé par l'enquête qui étaient originaires d'autres pays. L'estimation concernant le produit visé par l'enquête originaire d'autres pays a été faite à partir du critère des prix maximums et des prix minimums des importations assimilées au produit visé par l'enquête qui étaient originaires d'autres pays. Comme on peut le voir, le Mexique n'est pas parti de l'hypothèse que les prix des importations en provenance du Guatemala et ceux des importations en provenance de pays non visés par l'enquête étaient, dans tous les cas, au même niveau.

66. Lorsqu'elle a évalué l'incidence des prix des importations guatémaltèques sur les prix intérieurs, l'autorité chargée de l'enquête ne s'est aucunement fondée sur un échantillon représentant 17 pour cent du total des importations en provenance du Guatemala pendant la période allant de juillet à décembre 2000. Les 17 pour cent auxquels le Guatemala fait allusion représentent un échantillon des importations en provenance de ce pays, qui a été utilisé pour calculer les frais de transport du produit depuis le bureau d'entrée au Mexique jusqu'à l'entrepôt de l'importateur pendant la période couverte par l'enquête. Ils n'ont rien à voir avec les prix moyens des importations en provenance du Guatemala. Ceux-ci ont été calculés à partir des chiffres relatifs à la valeur et au volume des importations totales enregistrés dans le SICMEX et dûment ajustés.

67. Le paragraphe 7.115 du rapport final du Groupe spécial *Mexique – Riz* (dans lequel, d'après le Guatemala, le Groupe spécial "a fait observer que les déclarations d'importation du Mexique

contenaient tous les renseignements sur le volume et la valeur des importations et auraient pu constituer un fondement plus exact aux fins de l'évaluation du volume des importations en question") n'est pas applicable au cas des tubes et tuyaux guatémaltèques, pour les raisons suivantes:

a) Dans l'affaire du riz, c'est la façon de séparer les importations faisant l'objet d'un dumping des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping qui a été contestée, alors qu'en l'espèce, la totalité des importations guatémaltèques ont fait l'objet d'un dumping.

b) Dans l'affaire du riz, toutes les déclarations d'importation et les factures du pays visé par l'enquête n'avaient pu être obtenues, alors qu'en l'espèce, les déclarations d'importation "couvraient pratiquement 100 pour cent du volume des importations en provenance de la République du Guatemala".

c) Dans l'affaire du riz, c'est le fait d'avoir estimé le taux de croissance des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance des États-Unis à partir du taux de croissance des importations totales en provenance des États-unis qui a été contesté, ce qui n'a pas été fait en l'espèce.

d) Dans l'affaire du riz, le Groupe spécial a dit que la raison pour laquelle il fallait recourir aux déclarations d'importation était que l'obligation alléguée d'envoyer un questionnaire à tous les exportateurs des États-Unis n'avait pas été remplie. Toutefois, l'Organe d'appel a rejeté l'idée que le Mexique était tenu d'envoyer un questionnaire à tous les exportateurs des États-Unis. Ainsi, la détermination finale figurant au paragraphe 7.115 dudit rapport final n'est pas applicable, puisque l'Organe d'appel a rejeté le postulat fondamental sur lequel elle reposait.

V. LE GUATEMALA ALLÈGUE À TORT QUE LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE N'A PAS ANALYSÉ LE DOMMAGE CAUSÉ PAR D'AUTRES FACTEURS CONNUS ET QU'IL N'A PAS VEILLÉ À CE QUE CE DOMMAGE SOIT NON IMPUTÉ

68. Fondamentalement, le Guatemala soutient que l'autorité chargée de l'enquête a agi d'une manière incompatible avec l'article 3 de l'Accord antidumping, pour les raisons suivantes:

a) il fait valoir que le Ministère de l'économie n'a pas estimé que la diminution des bénéfices d'exploitation du requérant pendant la période couverte par l'enquête **était principalement attribuable à une augmentation des coûts** et que cela n'a pas été expliqué **en détail** par le Ministère de l'économie; et

b) il soutient que le **Ministère de l'économie n'a pas expliqué** la baisse des exportations de la branche de production nationale pendant la période couverte par l'enquête, avec une réduction d'au moins 4 pour cent de la production**, en tant qu'autre facteur ayant causé un dommage**.

69. En ce qui concerne le premier argument, le Guatemala se contredit en indiquant ensuite que l'incompatibilité alléguée, de la part du Ministère de l'économie, consiste à **ne pas avoir évalué le dommage causé par l'augmentation des frais d'exploitation**.

70. Cela dit, conformément à la jurisprudence de l'OMC (rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses*, *CE – Hormones* et *Japon – Produits agricoles II*), il appartient à la partie qui affirme un fait d'apporter la preuve de ce qu'elle avance. Ainsi, dans une procédure de règlement des différends, il incombe à la partie plaignante d'établir *prima facie* le bien-fondé de ses arguments, après quoi la charge de la preuve passe à la partie défenderesse. L'idée qu'une simple affirmation puisse constituer une preuve de ce qui est allégué est indéfendable.

71. Par conséquent, il appartient au Guatemala d'établir *prima facie* le bien-fondé de ses allégations, ce qui ne peut valablement se faire par la présentation de simples affirmations. Toutefois, le Guatemala affirme de façon claire et catégorique que la diminution des bénéfices d'exploitation du requérant était principalement attribuable à une augmentation des coûts, sans en apporter la moindre preuve. Pour cette raison, nous demandons au présent Groupe spécial de rejeter l'allégation du Guatemala, puisque ce dernier n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de la part du Mexique, telle qu'il l'allègue, et parce qu'un groupe spécial ne peut pas se prononcer en faveur d'une partie plaignante qui n'a pas établi une telle présomption.

72. De plus, et contrairement à ce qu'affirme le Guatemala, il n'a jamais été indiqué, dans la détermination finale, qu'il y avait eu une "augmentation des frais d'exploitation"; nous ne voyons donc pas pourquoi l'autorité chargée de l'enquête aurait dû, comme le dit le Guatemala, expliquer une telle situation (de fait, nous ne savons pas sur quoi se fonde ce dernier pour affirmer qu'il y a eu une augmentation des frais d'exploitation). En outre, en supposant, pour les besoins de l'argumentation, qu'il y ait bien eu une augmentation des coûts, cette augmentation ne pourrait être imputée au dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping. En d'autres termes, l'effet négatif des importations faisant l'objet d'un dumping, qui sont des produits finis, ne peut se faire ressentir sur les coûts d'un produit similaire, qui est un autre produit fini, raison pour laquelle il n'est pas possible d'effectuer l'analyse réclamée par le Guatemala. Pour ces raisons, nous demandons au présent Groupe spécial de rejeter cette allégation.

73. De même, il n'est pas dit non plus, dans la détermination finale, que le dommage causé à la production nationale découle exclusivement d'une diminution du chiffre d'affaires. Au contraire, la détermination expose la structure de l'analyse effectuée conformément à l'article 3 de l'Accord antidumping. Forcément, pour comprendre l'évolution des bénéfices des producteurs nationaux, il faut connaître l'évolution d'autres facteurs, à savoir le chiffre d'affaires, les frais de commercialisation et les frais d'exploitation. Cela étant, il est indiqué, dans la détermination finale, que ce sont les recettes et les frais d'exploitation qui ont influé sur l'évolution à la baisse des bénéfices d'exploitation, qui étaient le facteur à évaluer.

74. Si cela ne suffisait pas, au paragraphe 223 de la détermination finale, le Ministère de l'économie a poursuivi son analyse des aspects dont le Guatemala affirme qu'ils ont été ignorés. À cet égard, c'est précisément en raison de l'évolution des coûts que la diminution des bénéfices d'exploitation a été moins forte, puisque la diminution du chiffre d'affaires a été plus forte que la baisse des coûts et des dépenses qui a été observée.

75. De plus, dans la détermination finale, il est clairement indiqué que la diminution des bénéfices est une conséquence directe de la diminution du chiffre d'affaires et non de l'évolution défavorable observable des frais de commercialisation. C'est précisément la raison pour laquelle il n'est dit nulle part que le dommage inscrit au regard de la variable "bénéfices" peut être imputé à l'évolution des coûts. Au demeurant, ce dont il est fait mention au paragraphe 224, c'est d'un accroissement de 6 pour cent des frais d'exploitation, qui est proportionnellement largement inférieur à la diminution de 19 pour cent du chiffre d'affaires. Ainsi, les allégations du Guatemala sur ce point sont sans fondement.

76. De même, en ce qui concerne l'argument du Guatemala selon lequel le Mexique a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping parce qu'il n'a pas expliqué que la baisse des exportations de la branche de production nationale était un autre facteur ayant causé un dommage, nous notons qu'à l'alinéa 304 b) de sa première communication écrite, ce que le Guatemala semble vouloir dire c'est plutôt que la baisse des exportations était un autre facteur ayant causé un dommage et que le Ministère de l'économie n'a pas établi de détermination en ce sens.

77. Cela étant, le Mexique souhaite reprendre ici les arguments et les points exposés dans la section précédente concernant l'obligation d'établir *prima facie* l'existence d'une violation imputable à la partie défenderesse.

78. D'autre part, dans la détermination finale, l'autorité chargée de l'enquête explique bien pourquoi la baisse des exportations de la branche de production nationale n'était pas un facteur ayant causé un dommage. Il est indiqué que, bien que les exportations totales du produit visé par l'enquête effectuées par la branche de production nationale aient baissé de 51 pour cent en 1999 et de 25 pour cent pendant la période couverte par l'enquête, cela ne constituait pas en soi une indication que cette baisse avait causé un dommage, puisque ces exportations représentaient 7 pour cent de la production nationale en 1998, 3 pour cent en 1999 et 5 pour cent pendant la période couverte par l'enquête. Ainsi, même si les pourcentages comparatifs des exportations étaient élevés, l'effet a été pratiquement négligeable, compte tenu du faible volume des exportations.

79. Ainsi, concernant l'affirmation voulant que le Ministère de l'économie ait privilégié un facteur de dommage au détriment d'un autre et que cela ne puisse être considéré comme un examen objectif, le Guatemala part d'un postulat erroné. Il semble qu'il parte du principe que la chute des ventes nationales a le même poids spécifique ou le même effet que la chute des exportations et que, pour cette raison, il n'est pas correct de tenir compte d'un facteur et d'ignorer l'autre. Cependant, le Guatemala ne fait pas mention de l'aspect essentiel déjà évoqué plus haut: le volume des ventes.

80. Comme il a été dit, la raison pour laquelle la chute des exportations n'a pas été considérée comme un facteur ayant causé un dommage est que cette chute a eu des répercussions négligeables, compte tenu du faible volume des exportations. Ainsi, la raison pour laquelle la chute des ventes intérieures a été considérée comme un facteur de dommage alors que la chute des exportations ne l'a pas été est que la seconde était trop faible pour donner à penser qu'il s'agissait d'un facteur ayant causé un dommage. De cette façon, le Mexique a bien effectué, à partir d'éléments de preuve positifs, un examen objectif des facteurs mentionnés par le Guatemala; en conséquence, les allégations de ce dernier sont sans fondement aucun.

81. Pour toutes les raisons indiquées dans la présente section, nous demandons au présent Groupe spécial de déterminer que le Mexique a agi en conformité avec l'Accord antidumping et que les allégations du Guatemala sont sans fondement.

VI. ARGUMENTS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE

82. S'agissant de l'argument du Guatemala au sujet de l'article 6.9 et du paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, il semble que, pour le Guatemala, la violation alléguée de l'article 6.9 de l'Accord antidumping entraîne automatiquement une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II dudit accord. Le Mexique est d'avis que ledit paragraphe ne s'applique pas à la divulgation des faits essentiels.

83. Le Guatemala cite d'une manière tronquée le paragraphe 6.125 du rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*. Dans son intégralité, l'importance de ce paragraphe tient au fait qui y sont établies des lignes directrices claires concernant la divulgation des faits essentiels: faute d'indication sur la façon dont il faut communiquer les faits essentiels, l'autorité chargée de l'enquête pourra le faire, entre autres, en présentant un document spécifique, un rapport de vérification, une détermination préliminaire, etc. En l'espèce, le Ministère de l'économie a divulgué ces faits essentiels tant dans la détermination préliminaire que lors de l'audition publique, ce qui est compatible avec l'Accord antidumping, d'après le précédent susmentionné.

84. Contrairement à ce qu'indique le Guatemala, l'article 6.9 de l'Accord antidumping comporte deux obligations: a) informer les parties intéressées des faits essentiels qui constitueront le fondement pour appliquer ou non des mesures définitives; et b) divulguer ces renseignements suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts. L'"essentiel" de ces faits a été exposé dans la détermination préliminaire et lors de l'audition publique. C'est pourquoi il est faux d'affirmer que les faits essentiels n'ont été divulgués dans aucun document.

85. Il est logique que, si des renseignements sont demandés concernant le produit visé par l'enquête en tant que tel, ces renseignements ne soient pas considérés comme essentiels. En ce sens, l'autorité chargée de l'enquête a adressé une demande de renseignements à Tubac, qui a répondu d'une manière suffisamment détaillée pour que les renseignements soient utilisés dans la détermination finale (paragraphe 67).

86. De même, c'est la faute de Tubac si les renseignements vérifiés au cours de l'enquête sur place ne concordaient pas avec ceux qu'elle avait communiqués; au regard de l'article 6.8 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête a donc décidé d'avoir recours aux données de fait disponibles, puisque les renseignements de Tubac n'étaient pas fiables. Celle-ci savait que ses renseignements comportaient des incohérences; il était donc prévisible qu'ils seraient rejetés. Nous renvoyons ici aux arguments du Mexique à ce sujet, qui figurent dans la section III de la présente communication.

87. S'agissant de la divulgation des faits essentiels grâce à la teneur du dossier, nous soutenons que les droits de Tubac n'ont pas été affectés car, contrairement à ce que le Guatemala indique, sa défense a bien eu accès aux renseignements relatifs à l'affaire, puisqu'au Mexique, les renseignements confidentiels peuvent être consultés par le représentant légal de toutes les parties intéressées. De fait, la représentante légale de Tubac a eu accès auxdits renseignements confidentiels, de sorte que la société n'a subi aucun préjudice à cet égard.

88. Quant à la seconde obligation énoncée à l'article 6.9 de l'Accord antidumping, le Ministère de l'économie a ménagé à Tubac toutes possibilités de défendre sa position au cours de l'enquête antidumping et de présenter des éléments de preuve et des arguments. Il est ressorti de l'enquête sur place que Tubac n'avait pas présenté des renseignements complets, exacts et idoines aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping, ce qui a entravé le déroulement de l'enquête de façon notable. Pour cette raison, l'autorité chargée de l'enquête a dû avoir recours aux données de fait disponibles.

89. En ce qui concerne l'allégation ayant trait à l'article 12.2 de l'Accord antidumping, le Guatemala indique que l'avis au public ou le rapport distinct devront contenir, de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit; que le Ministère de l'économie n'a pas expliqué, dans la détermination préliminaire, la décision de modifier la définition du produit considéré et d'inclure les tubes et tuyaux d'un diamètre allant jusqu'à 6 po; et, enfin, que les déterminations préliminaire et finale ne sont pas conformes à l'article 12.2 de l'Accord antidumping, puisqu'elles ne comportent pas d'explications concernant les diamètres inclus dans la définition du produit visé par l'enquête.

90. La détermination préliminaire et la détermination finale contiennent les constatations et les conclusions requises; l'article 12 de l'Accord antidumping a donc été respecté. La détermination finale contient tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition des mesures définitives, comme il ressort d'un examen des "considérants" et des "attendus" de cette détermination.

91. De même, les déterminations de l'autorité chargée de l'enquête contiennent bien une description suffisante du produit à des fins douanières; les marges de dumping établies et un exposé exhaustif des raisons justifiant la méthode utilisée pour déterminer et comparer le prix à l'exportation

et la valeur normale conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping; des considérations concernant l'existence d'un dommage, comme il est prévu à l'article 3 de l'Accord antidumping; et les raisons justifiant la détermination.

92. En ce qui concerne la modification du produit visé par l'enquête, si le requérant propose un changement à cet égard et que l'exportateur n'élève aucune objection, il est normal que l'autorité chargée de l'enquête ne s'oppose pas à ce changement, car elle tient pour acquis que les intérêts des parties ne sont pas affectés et que celles-ci sont d'accord. Le Mexique demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation ayant trait au changement apporté à la définition du produit visé par l'enquête.

93. En ce qui concerne l'article 6.5 de l'Accord antidumping, il convient de signaler qu'il est faux de dire que l'exportateur a été empêché de prendre connaissance des renseignements confidentiels, même en l'absence de résumés non confidentiels. Conformément à l'article 80 de la Loi sur le commerce extérieur, au Mexique, toutes les parties intéressées ont accès aux renseignements confidentiels de l'enquête, pour autant qu'elles respectent certaines conditions. Le Ministère de l'économie s'est conformé à cet article avant de déclarer que des renseignements étaient confidentiels.

94. Pour pouvoir considérer un renseignement comme confidentiel, il faut une justification, laquelle est jugée suffisante lorsque l'autorité chargée de l'enquête en décide ainsi, faute de lignes directrices dans l'Accord antidumping à cet égard. L'autorité chargée de l'enquête a procédé à cette analyse, conformément à l'accord administratif applicable à chaque demande. Nous répétons que, pour les raisons exposées plus haut, Tubac n'a subi aucun préjudice du fait que les producteurs nationaux n'ont pas présenté de résumés non confidentiels. De fait, comme il est indiqué au folio 803 du registre de contrôle des demandes et de l'accès aux dossiers, la représentante légale de Tubac a consulté, le 8 novembre 2002, les tomes 8, 9 et 10 de la version confidentielle du dossier administratif (pièce MEX-2), ce qui signifie que l'allégation du Guatemala selon laquelle il était dans l'incapacité de se défendre est sans fondement.

95. S'agissant de l'obligation de présenter des résumés publics des renseignements confidentiels, il est dit dans la deuxième phrase de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping que, dans des circonstances exceptionnelles, il est possible que les renseignements ne puissent être résumés. Dans le cas de tableaux renfermant des chiffres, il n'y a pas moyen de les résumer. C'est pourquoi le Mexique estime qu'il a agi d'une manière appropriée en indiquant le type de renseignements en question pour signaler aux parties intéressées que ces renseignements existaient en version confidentielle et qu'elles pouvaient les consulter.

96. Pour les raisons qui précèdent, le Mexique estime qu'il a divulgué correctement les "faits essentiels" sur lesquels se fonde sa détermination finale; que les déterminations contiennent, de façon suffisamment détaillée, les constatations et conclusions de l'autorité chargée de l'enquête sur les points de fait et de droit; et que les renseignements du requérant classés comme confidentiels l'ont été à juste titre, les parties ayant à tout moment le droit de les consulter. Le Mexique demande donc que le Groupe spécial rejette les allégations du Guatemala.

ANNEXE B

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES COMMUNICATIONS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie – 4 septembre 2006	B-2
Annexe B-2	Résumé analytique de la communication des États-Unis en tant que tierce partie – 4 septembre 2006	B-6
Annexe B-3	Résumé analytique de la communication du Japon en tant que tierce partie – 1er septembre 2006	B-12
Annexe B-4	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie – 12 septembre 2006	B-16
Annexe B-5	Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie – 13 septembre 2006	B-20
Annexe B-6	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie – 12 septembre 2006	B-22

ANNEXE B-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

4 septembre 2006

1. Les Communautés européennes font, en tant que tierce partie, la présente communication écrite en raison de l'intérêt général que revêt pour elles l'interprétation correcte de l'Accord antidumping. Les Communautés européennes axeront leurs observations sur certaines questions, en se réservant la possibilité d'en aborder d'autres dans leur communication orale.

2. En ce qui concerne l'ouverture de l'enquête, les parties ne semblent pas en désaccord sur l'interprétation de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping, mais elles diffèrent d'opinion en ce qui concerne l'application de ces mêmes dispositions au cas concret qui fait l'objet du différend. Le Guatemala allègue que la demande d'ouverture d'une enquête ne comportait pas, à quatre égards, des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, que ladite demande ne comportait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage par rapport au volume des importations, et que le Ministère de l'économie n'a pas dûment examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve de l'existence d'un dumping et d'un dommage qui étaient fournis dans la demande.

3. Les Communautés européennes estiment que, pour résoudre ces questions, l'utilisation des articles 2 et 3 de l'Accord antidumping aux fins de l'interprétation de l'article 5.2 et 5.3 (et l'utilisation du premier aux fins de l'interprétation du second), comme dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*, est correcte; c'est pourquoi elles proposent au Groupe spécial de procéder de cette manière en l'espèce.

4. Si le Groupe spécial arrivait à la conclusion que la demande d'ouverture d'une enquête ne comportait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage, les Communautés européennes estiment qu'il ne serait pas nécessaire d'évaluer si le Ministère de l'économie a dûment examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve de l'existence d'un dumping et d'un dommage qui étaient fournis dans la demande.

5. Pour ce qui est de la définition du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping ("produit considéré"), les parties sont d'accord sur le fait que cette définition, tant dans la demande que dans la décision portant ouverture de l'enquête (tubes et tuyaux de canalisation d'un diamètre compris entre ½ et 4 po, fabriqués selon une certaine norme technique à partir de produits plats en acier laminés à chaud), a été élargie à deux reprises: la première fois, dans la détermination préliminaire, pour inclure les tubes et tuyaux d'un diamètre supérieur à 4 po et pouvant aller jusqu'à 6 po et la seconde fois, dans la détermination finale, pour inclure les tubes et tuyaux de construction d'un diamètre de ½ à 4 po.

6. Les divergences portent essentiellement sur l'appréciation de ces changements au regard de diverses dispositions de l'Accord antidumping. Sur cette question, il convient de souligner que l'article 5.2 ii) de l'Accord antidumping exige que la demande contienne "une description complète du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping", même s'il est vrai que l'article 5.2 de l'Accord antidumping dispose que la demande contiendra les renseignements "qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant", et que, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux*, le Groupe spécial a indiqué que l'Accord antidumping ne donnait pas d'instructions sur la façon dont on pouvait déterminer le "produit considéré".

7. Nonobstant ce qui précède, les Communautés européennes conviennent avec le Guatemala qu'il importe de définir correctement le produit considéré dès le début de la procédure, sans préjudice, comme le souligne le Guatemala, des petites précisions nécessaires pour définir le produit considéré. Dans sa communication, le Guatemala dresse une liste, que les Communautés européennes jugent correcte, des diverses incidences que la définition du produit a sur différents éléments et différentes étapes d'une enquête antidumping: définition du produit similaire, de la branche de production nationale et du niveau du soutien de celle-ci à l'ouverture de l'enquête, et détermination de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité.

8. Ces incidences concernent les aspects essentiels de l'enquête, la détermination par les parties intéressées (exportateurs, importateurs et branche de production) des renseignements qu'elles doivent ou peuvent fournir et l'analyse effectuée par l'autorité chargée de l'enquête. Lesdites incidences deviennent plus importantes à mesure que l'on avance dans la procédure. Ainsi, comme c'est le cas en l'espèce, un changement apporté à la définition du produit dans la détermination préliminaire fait que les renseignements fournis par les exportateurs ou les fabricants étrangers dans leurs réponses aux questionnaires sont incomplets.

9. La situation s'aggrave lorsque, comme c'est aussi le cas en l'espèce, la description du produit considéré est modifiée dans la détermination finale, puisque cela pose un nouveau problème: les données sur lesquelles est fondée la détermination finale n'auront pas été examinées au cours de la procédure et ne le seront pas, en raison de l'achèvement de la procédure. Cela implique un manquement des autorités à leur obligation d'informer les parties intéressées des faits essentiels avant l'établissement de la détermination finale, comme on le verra plus loin, et cela porte également atteinte au droit des parties de défendre leurs intérêts (article 6.2 de l'Accord antidumping).

10. Les parties ne sont pas d'accord sur la conformité de la période couverte par l'enquête, qui allait du 1er juillet au 31 décembre 2000, alors que la décision portant ouverture de l'enquête date du 14 août 2001, soit sept mois et demi plus tard.

11. Les Communautés européennes souscrivent à l'interprétation du Guatemala en ce qui concerne l'application au présent différend de la doctrine de l'affaire *Mexique – Riz*. Bien que le temps écoulé en l'espèce n'ait pas été de 15 mois, mais de sept mois et demi, un écart supérieur à six mois ne permet pas de considérer la période couverte par l'enquête comme représentative et n'est pas conforme à l'obligation, énoncée à l'article 3.1 de l'Accord antidumping, d'effectuer un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs. Les Communautés européennes rappellent que l'Organe d'appel a dit que des données plus récentes donneraient probablement de meilleures indications au sujet du dommage actuel.

12. Par ailleurs, dans le présent différend, sont réunis tous les autres facteurs auxquels le Groupe spécial *Mexique – Riz* a donné de l'importance dans son évaluation des faits et que l'Organe d'appel a recensés dans son rapport. Contrairement à ce qu'affirme le Mexique en l'espèce, dans l'affaire *Mexique – Riz*, l'idée que la période proposée par les requérants aux fins de l'enquête avait été acceptée "en sachant qu'elle était proposée parce qu'elle aurait représenté la période pendant laquelle la pénétration des exportations était la plus élevée" n'a pas été prise en considération.

13. En outre, les Communautés européennes estiment que le fait qu'une analyse exhaustive des renseignements présentés dans la demande d'ouverture d'une enquête a été effectuée et qu'une demande de renseignements additionnels a été envoyée en l'espèce n'a rien à voir avec la question qui nous occupe ici, à moins que le Mexique ne démontre qu'il a déduit de cette analyse que les renseignements relatifs à la période couverte par l'enquête fournissaient des indications quant au dommage actuel et constituaient une base adéquate pour déterminer l'existence d'un dommage actuel, comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Mexique – Riz*.

14. Les Communautés européennes s'accordent également à penser comme le Guatemala qu'en l'espèce, l'utilisation de renseignements ne portant que sur les seconds semestres des trois années allant de 1998 à 2000 aux fins de l'analyse du dommage n'était pas objective ni représentative et, par conséquent, qu'elle n'était pas conforme aux dispositions de l'Accord antidumping.

15. Les Communautés européennes notent qu'il n'existe aucune donnée dans le dossier indiquant que l'utilisation sélective des seconds semestres de trois années, et non des trois années complètes, était justifiée pour des motifs ou par des facteurs saisonniers.

16. Comme pour la question précédente, la doctrine de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Riz* est pleinement applicable au présent différend.

17. Les Communautés européennes s'accordent également à penser comme le Guatemala qu'en l'espèce, l'utilisation de renseignements relatifs aux facteurs fondés sur différents ensembles de renseignements provenant de différentes sociétés à l'intérieur de la branche de production nationale, telle qu'elle a été récapitulée par le Guatemala dans le tableau figurant dans sa communication écrite, n'a pas été cohérente et, par conséquent, n'a pas été objective ni conforme à l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

18. Le Mexique ne réfute pas dans sa communication écrite les allégations formulées par le Guatemala sur cette question; il se borne à faire remarquer que l'article 4.1 de l'Accord antidumping prévoit deux manières de se conformer à l'obligation d'examiner la branche de production nationale: examiner l'ensemble des producteurs, ou bien examiner une partie importante de ceux-ci. Toutefois, cela n'est pas l'allégation formulée par le Guatemala, qui porte non pas sur la représentativité des données, mais sur leur utilisation incohérente et arbitraire.

19. Le Guatemala indique que le Ministère de l'économie n'a pas informé les parties intéressées de deux faits essentiels, en violation des dispositions de l'article 6.9 de l'Accord antidumping: le rejet, suite à la visite de vérification, des renseignements sur les prix fournis par l'exportateur et l'inclusion des tubes et tuyaux de construction dans la définition du produit visé par l'enquête.

20. Bien que le Mexique rejette la première allégation, il le fait en se référant d'une manière générale à la détermination préliminaire et au procès-verbal de l'audition, ce qui n'a pas permis aux Communautés européennes de procéder aux vérifications nécessaires.

21. En revanche, comme il a déjà été indiqué, l'inclusion des tubes et tuyaux de construction dans la définition du produit visé par l'enquête est intervenue dans la détermination finale, ce qui n'est pas conforme à l'exigence de l'article 6.9 voulant que les autorités informent toutes les parties intéressées des faits essentiels "avant d'établir une détermination finale".

22. Bien que de manière peu claire, le Guatemala indique que, contrairement à ce que prescrit l'article 6.5 de l'Accord antidumping, le Ministère de l'économie ne s'est pas posé la question de savoir si le traitement confidentiel demandé par le requérant pour la facture et l'offre de prix jointes à la requête était justifié, et qu'il n'a pas demandé au requérant de fournir un résumé non confidentiel.

23. Devant l'impossibilité de vérifier la teneur des renseignements confidentiels, les Communautés européennes s'abstiendront d'analyser cet aspect à propos duquel le Mexique indique seulement que des renseignements constitués de chiffres ne peuvent pas être résumés.

24. Le Mexique ajoute que "la justification permettant de considérer un renseignement comme confidentiel est suffisante dès lors que l'autorité chargée de l'enquête en juge ainsi". Cette explication n'en demeure pas moins une tautologie qui ne dit pas dans quelle partie de la décision sont exposés les motifs permettant de comprendre, et de vérifier, ce qui a amené l'autorité chargée de l'enquête à conclure que les renseignements étaient confidentiels.

25. Enfin, les Communautés européennes estiment qu'il n'est pas acceptable, comme le voudrait le Mexique, qu'un Membre de l'OMC considère que sa législation interne sur l'accès aux renseignements confidentiels en la possession des pouvoirs publics peut remplacer les obligations énoncées à l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Cet article exige que les autorités vérifient si la demande qui leur est adressée pour que certains renseignements soient considérés comme confidentiels est justifiée et, lorsqu'elle ne l'est pas et que le demandeur insiste pour que les renseignements ne soient pas divulgués, il dispose que les autorités pourront ne pas tenir compte desdits renseignements, sauf s'il peut leur être démontré, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects. Cette procédure ne peut pas être remplacée par une autre procédure comme celle prévue par l'article 80 de la Loi sur le commerce extérieur du Mexique et régie par l'article 147 du Règlement d'application.

ANNEXE B-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(4 septembre 2006)

I. INTRODUCTION

1. Les États-Unis font la présente communication en tant que tierce partie pour exposer au Groupe spécial leurs vues sur l'interprétation juridique appropriée de certaines dispositions de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping") et du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord") qui sont pertinentes en l'espèce. Dans la présente communication, les États-Unis examinent l'interprétation appropriée: 1) de l'article 5.2 de l'Accord antidumping; 2) de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping; et 3) de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord. Ils formulent aussi des observations sur plusieurs aspects du dossier factuel en l'espèce.

2. Le Guatemala allègue que le Mexique a contrevenu à l'article 5.2 de l'Accord antidumping parce qu'il a ouvert une enquête sur la base d'une demande qui ne comportait pas des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Plus particulièrement, pour ce qui est du dumping, le Guatemala fait valoir que les éléments de preuve contenus dans la demande au sujet de la valeur normale – une facture et une offre de prix – étaient insuffisants aux fins de l'ouverture d'une enquête parce que: 1) la facture et l'offre de prix n'avaient aucun rapport avec l'exportateur nommé dans la demande; 2) l'offre de prix n'est pas un prix de vente "réel"; 3) l'unique vente représentée par la facture a été comparée à une moyenne des prix à l'exportation sur plusieurs mois; et 4) les éléments de preuve concernant les prix de deux modèles n'étaient pas représentatifs de la "gamme complète des produits visés par l'enquête".[1] Pour ce qui est du dommage, il fait valoir que les éléments de preuve figurant dans la demande étaient insuffisants parce qu'ils comprenaient des renseignements concernant le volume et le prix de "toutes les importations" admises dans le pays au titre de deux classifications tarifaires, alors que d'autres tubes et tuyaux importés qui étaient aussi admis dans le pays au titre de ces classifications tarifaires avaient été "explicitement exclus de l'enquête".[2]

3. L'article 5.2 de l'Accord antidumping ne prescrit pas qu'une demande doit contenir une forme ou une quantité particulières d'éléments de preuve concernant le dumping ou le dommage. Il prescrit plutôt qu'une demande doit contenir les renseignements qui "peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant". Ce que signifie "peuvent raisonnablement être à la disposition" dépend nécessairement des circonstances propres à l'affaire.[3]

4. Ainsi, selon les circonstances, l'autorité chargée d'une enquête peut décider d'ouvrir une enquête sur la base d'une demande qui contient des renseignements relatifs aux prix pratiqués sur le marché intérieur qui proviennent uniquement d'un producteur non identifié dans la demande. L'article 5.2 iii) exige seulement que la demande contienne des renseignements sur les prix pratiqués

[1] *Voir* la première communication écrite du Guatemala, paragraphes 69 à 80.

[2] Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 81.

[3] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 84 ("Le terme "raisonnable" implique une certaine flexibilité qui suppose la prise en compte de toutes les circonstances propres à une affaire déterminée. Ce qui est "raisonnable" dans des circonstances données peut s'avérer être moins 'raisonnable' dans des circonstances différentes.").

sur le marché intérieur qui soient propres au "produit en question" (c'est-à-dire le "produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping" dont il est fait état à l'alinéa ii)).

5. De la même manière, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de rejeter sommairement une demande fondée en partie ou uniquement sur une offre de prix, plutôt que sur un prix "réel". Il est fait mention à l'article 5.2 iii) de "renseignements sur" les prix, et une offre de prix donne des "renseignements sur" les prix. Si les rédacteurs avaient voulu exiger rien moins que des prix "réels" – indépendamment des circonstances – ils l'auraient fait.[4] L'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue non plus de rejeter sommairement une demande 1) qui ne comporte des renseignements relatifs aux prix pratiqués sur le marché intérieur qu'en ce qui concerne certains des modèles ou types du produit en question, mais pas tous[5], ou 2) qui fournit des renseignements sur le volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping à l'aide de données sur les importations provenant de classifications tarifaires qui sont plus étendues que le produit en question. Là encore, la question pertinente est de savoir si des renseignements plus précis ou plus exacts "[pouvaient] raisonnablement être à la disposition" du requérant.[6]

6. Le Guatemala allègue que, "compte tenu des circonstances propres à l'enquête en question," le Mexique a contrevenu à l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping parce qu'il a retenu pour l'enquête une période qui était trop éloignée pour permettre de recueillir des éléments de preuve positifs devant servir de base à un examen objectif du dommage – ce qui ressemble beaucoup à ce qui s'était produit dans l'affaire *Mexique – Riz*. Le Mexique, en revanche, essaie d'établir une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Mexique – Riz*.

7. Il convient de rappeler que dans l'affaire *Mexique – Riz*, le Groupe spécial n'a pas fondé ses constatations uniquement sur l'"intervalle temporel" entre la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête. Ainsi que l'a reconnu l'Organe d'appel:

> Le Groupe spécial, en tant que juge des faits, a donné du poids à d'autres facteurs: i) la période couverte par l'enquête choisie par le Ministère de l'économie était celle qui avait été proposée par le requérant; ii) le Mexique n'a pas établi que des problèmes d'ordre pratique rendaient nécessaire le choix de cette période particulière aux fins de l'enquête; iii) il n'a pas été établi que l'actualisation des renseignements n'était pas possible; iv) aucune tentative n'a été faite pour actualiser les renseignements; et v) le Mexique n'a donné aucune raison – à part l'allégation selon laquelle le Mexique a généralement pour pratique d'accepter la période soumise par le requérant aux fins de l'enquête – pour expliquer pourquoi il n'avait pas cherché à obtenir des renseignements plus récents. Ainsi, ce n'est pas uniquement l'éloignement de la période couverte par l'enquête, mais aussi ces autres circonstances qui ont

[4] *Voir*, par exemple, l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping (qui exige, lorsque la valeur normale est construite afin de déterminer l'existence d'un dumping, que les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, soient fondés sur des "données réelles").

[5] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'oeuvre résineux*, paragraphes 7.121 à 7.123.

[6] *Voir aussi* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant le bois d'œuvre résineux*, paragraphe 7.54 ("Il nous semble que l'expression "peuvent raisonnablement être à la disposition" vise à éviter d'imposer au requérant la charge indue de communiquer des renseignements qui ne peuvent pas raisonnablement être à sa disposition. Elle ne vise pas, selon nous, à exiger qu'un requérant communique *tous* les renseignements qui peuvent raisonnablement être à sa disposition. (...) Cela est d'autant plus vrai lorsque ces renseignements risquent d'être redondants ou moins fiables par rapport aux renseignements contenus dans la demande.").

constitué la base permettant au Groupe spécial de conclure que des éléments *prima facie* avaient été établis.[7]

8. Sur la base des communications que les États-Unis ont reçues en l'espèce, bon nombre de ces "autres circonstances" semblent exister en l'occurrence, à peu près de la même façon que dans l'affaire *Mexique – Riz*. Le Mexique reconnaît que, dans l'affaire *Mexique – Riz*, la période qui a été retenue par l'autorité mexicaine était celle qui avait été proposée par le requérant[8], et le Mexique n'a affirmé ni pendant l'enquête ni dans sa première communication écrite qu'il n'était pas possible d'actualiser les renseignements. Par ailleurs, le Mexique n'a pas indiqué qu'il avait essayé d'actualiser ces renseignements pendant l'enquête. Il n'a pas non plus indiqué pour quelle raison il n'avait pas cherché à obtenir des renseignements plus récents.

9. Le Mexique présente trois arguments pour essayer d'établir une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Mexique – Riz*: 1) l'intervalle entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête était de huit mois "seulement" en l'espèce, alors qu'il était de 15 mois dans l'affaire *Mexique – Riz*; 2) l'autorité mexicaine a effectué un examen plus approfondi de la demande en l'occurrence, et cet examen a retardé l'ouverture de l'enquête; et 3) dans l'affaire *Mexique – Riz*, l'autorité du Mexique a retenu la période proposée par le requérant en sachant que cette période correspondait à la pénétration maximale des importations.[9]

10. En ce qui concerne le premier argument du Mexique, les États-Unis sont conscients qu'il existe une différence entre un intervalle de 15 mois entre la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête et un intervalle de huit mois. Toutefois, ils rappellent que dans l'affaire *Mexique – Riz*, le Groupe spécial a tenu compte non seulement de cet intervalle, mais également de l'intervalle entre la période couverte par l'enquête et l'imposition de droits antidumping définitifs. Dans l'affaire *Mexique – Riz*, cet intervalle était de deux ans et neuf mois. En l'espèce, il est de deux ans et 13 jours.

11. Pour ce qui est du deuxième argument du Mexique, ce dernier n'a pas expliqué pourquoi un examen plus approfondi de la demande aurait justifié la prolongation de l'intervalle entre la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête en l'espèce. Même si l'autorité du Mexique avait effectué un examen plus approfondi de la demande[10], et que cet examen avait retardé l'ouverture de l'enquête, le Mexique aurait pu choisir une période plus récente afin de tenir compte de ce retard: lorsqu'elle avait été proposée par le requérant, la période couverte par l'enquête n'était pas coulée dans le béton. Par ailleurs, nonobstant l'explication avancée par le Mexique selon laquelle l'ouverture de l'enquête en l'espèce avait été retardée parce que l'autorité mexicaine avait effectué une enquête plus approfondie que celle à laquelle elle avait procédé dans le cadre de l'affaire *Mexique – Riz*, dans le différend au sujet du *riz*, il y avait eu un délai beaucoup plus long entre le dépôt de la demande (le 2 juin 2000) et l'ouverture de l'enquête (le 11 décembre 2000) que celui qui était intervenu en l'espèce (la demande a été déposée le 22 mai 2001; l'enquête a été ouverte le 24 août 2001).

12. Concernant le troisième argument du Mexique (c'est-à-dire que, contrairement au cas qui nous occupe, la période proposée par le requérant dans l'affaire *Mexique – Riz* était la période où la pénétration des importations était maximale), rien dans les rapports du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel ne donne à entendre qu'il s'agissait d'un facteur dans l'analyse de la période "périmée"

[7] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Riz*, paragraphe 167.

[8] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 164.

[9] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 161. Bien que le paragraphe 161 comporte quatre alinéas, il semble que les arguments exposés aux deuxième et troisième alinéas soient les mêmes.

[10] Le Mexique ne semble pas prétendre que l'autorité mexicaine a examiné la période proposée dans cette demande de plus près qu'elle ne l'avait fait pour la demande présentée dans le cadre de l'affaire *Mexique – Riz*. Il semble plutôt que l'examen de la demande par l'autorité portait sur des questions qui n'avaient rien à voir avec cette période. Voir la première communication écrite du Mexique, paragraphe 164.

couverte par l'enquête. La question des variations saisonnières des importations s'était posée dans l'affaire *Mexique – Riz*, non pas dans le contexte d'une période "périmée" couverte par l'enquête, mais dans celui d'une période incomplète couverte par l'enquête (c'est-à-dire la période de six mois au cours de laquelle les importations de riz culminaient chaque année).

13. Ainsi que l'a expliqué l'Organe d'appel, le Groupe spécial *Mexique – Riz* a constaté que l'analyse du dommage effectuée par le Mexique, qui était fondée sur des données ne portant que sur six mois de chacune des trois années examinées, ne permettait pas un "examen objectif", comme l'exigeait l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*, pour deux raisons:

> [P]remièrement, alors que l'analyse du dommage était sélective et ne donnait qu'une idée partielle de la situation, le Mexique n'avait fourni aucun motif valable à l'appui de cette approche; et, deuxièmement, [l'autorité mexicaine chargée de l'enquête] avait accepté "aux fins de l'enquête ... la période proposée par les requérants, parce qu'elle aurait représenté la période au cours de laquelle la pénétration des importations était la plus élevée et qu'elle mettrait donc en évidence l'aspect le plus négatif de la situation de la branche de production nationale".[11]

14. En l'espèce, bien que l'autorité du Mexique ait accepté la période de six mois proposée par le requérant, il ne semble y avoir aucun élément de preuve indiquant que cette période représentait la période au cours de laquelle la pénétration des importations était la plus élevée. Le Guatemala semble le reconnaître au paragraphe 259 de sa première communication écrite.

15. Ainsi, le Groupe spécial doit en l'espèce déterminer, en substance, si une analyse du dommage qui est fondée sur des données ne portant que sur six mois de chacune des trois années examinées permet un "examen objectif" lorsque l'autorité chargée de l'enquête a retenu la période proposée par le requérant et qu'elle n'a pas justifié le fait qu'elle n'avait examiné que des parties d'années, alors qu'il n'y a aucun élément de preuve indiquant que les importations étaient plus élevées pendant les périodes de six mois retenues.

16. De l'avis des États-Unis, l'examen des données relatives à l'année complète "donnerait [normalement] une idée plus exacte de la "situation de la branche de production nationale" que ne le ferait un examen limité à une période de six mois".[12] Bien qu'il puisse y avoir des circonstances dans lesquelles il pourrait y avoir des "raisons convaincantes et valables de n'examiner que certaines parties des années"[13], l'autorité chargée d'une enquête ne peut se borner à présumer que les périodes de six mois proposées par le requérant donneront une idée exacte de la situation de la branche de production nationale.

17. En effet, dans la plupart des circonstances, il serait difficile de "démontr[er] que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, ... un dommage"[14] en examinant des périodes sélectives de six mois sur une période de trois ans. Par exemple, s'il est vrai que les importations faisant l'objet d'un dumping peuvent avoir augmenté et que la situation de la branche de production nationale peut s'être détériorée entre le premier semestre de la première année et le premier semestre de la troisième année, la situation de la branche de production pourrait être attribuable à une catastrophe naturelle qui aurait détruit la plus grande partie de sa capacité de production au second semestre de la première année. Mais des périodes sélectives de six mois indiqueraient à tort qu'un dommage avait été causé à la branche de production par les importations faisant l'objet d'un dumping, et non par la catastrophe naturelle.

---

[11] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Riz*, paragraphe 176.
[12] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Riz*, paragraphe 183.
[13] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Riz*, paragraphe 7.82.
[14] Accord antidumping, article 3.5.

18. Il ne devrait pas incomber aux exportateurs et aux producteurs étrangers d'examiner ce qui était arrivé à la branche de production nationale pendant les mois dont n'avait pas tenu compte l'autorité, dans l'espoir de convaincre celle-ci de faire porter son enquête sur une période continue. Bien que les requérants dans l'affaire *Mexique – Riz* aient admis dans leur requête que la période de six mois correspondait à la période pendant laquelle la pénétration des importations avait été la plus élevée[15], il ne sera pas toujours facile pour les exportateurs et les producteurs étrangers de découvrir les distorsions que peut produire une période discontinue.

19. Ainsi que l'a constaté le Groupe spécial *Mexique – Riz*, l'article 3.1 de l'Accord antidumping "impos[e] ... certaines obligations aux autorités ... chargées de l'enquête pour ce qui est du caractère complet des données utilisées comme fondement de leur détermination".[16] Les États-Unis estiment comme le Guatemala qu'une détermination objective ne peut pas être fondée sur des séries de données incomplètes à moins que l'autorité chargée de l'enquête n'explique ses raisons d'agir ainsi.[17]

20. Dans l'éventualité où le Groupe spécial se prononcerait en faveur du Guatemala, celui-ci lui demande de suggérer au Mexique de "mettre fin immédiatement à la mesure" en cause dans le présent différend. Le Groupe spécial devrait rejeter la demande du Guatemala et formuler la recommandation prévue par l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, afin d'enjoindre au Mexique de rendre sa mesure conforme aux obligations résultant pour lui des accords pertinents.

21. En général, les groupes spéciaux ont refusé de donner suite aux demandes qui leur ont été adressées pour qu'ils formulent des suggestions au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, et cela à juste titre. Un Membre dispose généralement de nombreuses options pour rendre une mesure conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Ainsi que l'a fait observer le Groupe spécial *États-Unis – Enquête de l'ITC concernant les bois d'œuvre résineux,* l'article 21:3 du Mémorandum d'accord indique clairement qu'"il appartient, en premier lieu, au Membre concerné de décider du choix du moyen de mise en œuvre".[18]

22. Le Guatemala affirme que la situation en l'espèce est analogue à celle qui existait dans l'affaire *Argentine – Viande de volaille*, au sujet de laquelle le Groupe spécial avait suggéré l'abrogation des mesures antidumping en question parce qu'il ne pouvait pas "[voir] comment l'Argentine pou[v]ait dûment mettre en œuvre [sa] recommandation sans annuler la mesure antidumping en cause dans le présent différend".[19] Cependant, il est paradoxal qu'un groupe spécial doive fournir des indications lorsque des indications sont le moins nécessaire (c'est-à-dire lorsqu'il n'y a qu'une seule "façon"[20] de mettre en œuvre les recommandations, et que cette façon est claire).[21]

23. Par ailleurs, dans ce cas précis, il serait difficile de concilier une suggestion voulant que le Mexique mette fin "immédiatement" à la mesure avec l'article 21:3 du Mémorandum d'accord. Cette disposition reconnaît qu'il peut être irréalisable de se conformer "immédiatement" et elle établit un processus pour déterminer un délai raisonnable pour se conformer – *après* que le rapport a été adopté, et *après* que le Membre concerné a informé l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre.

---

[15] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Riz*, paragraphe 7.83.

[16] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Riz*, paragraphe 7.77.

[17] Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 257.

[18] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête de l'ITC concernant les bois d'œuvre résineux*, paragraphe 8.8.

[19] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 8.7.

[20] Il est question à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord des "façons" de mettre en œuvre les recommandations du Groupe spécial, et non d'une seule "façon" de le faire.

[21] Le Guatemala invoque aussi à l'appui de sa demande les intentions déclarées du Mexique concernant la mise en œuvre des décisions et recommandations afférentes à l'affaire *Mexique – Riz*. De l'avis des États-Unis, toutefois, un différend qui concerne une mesure différente et une partie plaignante différente n'étaye pas une demande de suggestion au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, même si certaines des allégations formulées dans les deux différends sont similaires.

L'article 21:3 fait aussi état d'une nette préférence: a) pour un délai raisonnable proposé par le Membre concerné et approuvé par l'ORD, b) pour un délai "mutuellement convenu par les parties au différend", et c) en dernier ressort, pour un délai déterminé par arbitrage contraignant. Le Groupe spécial ne joue aucun rôle dans ce processus. C'est pourquoi si le Groupe spécial suggérait de mettre fin "immédiatement" à la mesure, il s'immiscerait inconsidérément dans le processus visant à déterminer le délai de mise en conformité.

ANNEXE B-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(1er septembre 2006)

I. LES MODIFICATIONS DE LA DÉFINITION DU PRODUIT CONSIDÉRÉ ET LEUR COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 2 ET 3

1. Le Mexique semble ne pas disconvenir que l'autorité mexicaine chargée de l'enquête a changé la définition du produit considéré, mais il fait valoir que les changements n'étaient pas substantiels et qu'ils étaient justifiés par le processus d'enquête.

2. Aux termes de l'*Accord antidumping*, il se pourrait que les autorités soient habilitées à changer la définition du produit considéré au cours de l'enquête. Cependant, cela ne décharge pas le Mexique de l'obligation qui lui incombe d'établir des déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage conformément aux dispositions pertinentes, en particulier les articles 2 et 3 de l'*Accord antidumping*. À cet égard, le Japon partage l'avis du Guatemala selon lequel la définition du produit considéré a une grande incidence sur l'enquête, et selon lequel les modifications de la définition du produit considéré pourraient influer sur la détermination par le Groupe spécial du point de savoir si l'enquête et la mesure en cause qui en résulte sont compatibles avec les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*. Le Japon trouve des éléments étayant ce point de vue dans l'analyse du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* concernant les allégations formulées par le Mexique au sujet des mesures antidumping appliquées par le Guatemala aux importations de ciment en provenance du Mexique.

3. Ainsi que l'a fait observer l'Organe d'appel, "[a]près avoir défini le *produit* comme elles l'ont fait, [les autorités chargées de l'enquête] étaient tenues de traiter ce *produit* de manière cohérente par la suite, conformément à cette définition". Ainsi, le Japon considère que, si et lorsque les autorités chargées de l'enquête changent la définition des produits, elles doivent effectuer leur examen concernant le dumping et le dommage sur la base de la définition modifiée du produit (y compris la définition du "produit similaire"), conformément à "la nécessité du *traitement cohérent* d'un produit dans une enquête antidumping", tel qu'il est défini ou redéfini par les autorités.

4. Étant donné que le Guatemala et le Mexique ne disconviennent pas que la définition du produit considéré a été changée, le Groupe spécial devrait formuler les constatations de fait nécessaires quant aux points de savoir quelles ont été ces modifications précisément, quand et comment elles ont été apportées, et quelles sont leurs conséquences pour ce qui est de la portée de l'enquête concernant les déterminations en cause de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Comme les modifications de la définition du produit considéré pourraient avoir une incidence sur la légitimité (ou la compatibilité avec les règles de l'OMC) des enquêtes à l'examen, le Groupe spécial devrait formuler ces constatations de fait et examiner attentivement la compatibilité de ces modifications avec les dispositions de l'*Accord antidumping*, en particulier les articles 2 et 3, sur la base de ces constatations.

II. PÉRIODE RETENUE AUX FINS DE L'ANALYSE DU DOMMAGE ET COMPATIBILITÉ DE CETTE PÉRIODE AVEC L'ARTICLE 3

A. PÉRIODE ÉLOIGNÉE DE L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE AUX FINS DE L'ANALYSE DU DOMMAGE

5. Le Japon estime que dans le cadre de l'affaire *Mexique – Riz*, l'Organe d'appel a déjà donné des indications utiles pour évaluer la compatibilité du choix d'une période éloignée pour la collecte des données, ou d'une période éloignée aux fins de l'analyse du dommage. Dans cette affaire, l'Organe d'appel partageait l'avis du Groupe spécial selon lequel "des éléments de preuve qui ne sont *pas pertinents pour la question … ne sont pas des "éléments de preuve positifs"*", et selon lequel "la pertinence doit être évaluée en ce qui concerne l'existence d'un dommage causé par le dumping *au moment où l'enquête a lieu*". En outre, l'Organe d'appel a expliqué que "[d]u fait que les conditions régissant l'imposition d'un droit antidumping doivent être évaluées *en ce qui concerne la situation actuelle*, la détermination sur le point de savoir si un dommage existe devrait se fonder sur des données qui donnent des indications sur *la situation régnant lorsque l'enquête a lieu*. [...] *[D]es données plus récentes donneront probablement de meilleures indications au sujet du dommage actuel*". Ainsi, des données plus récentes sont plus pertinentes pour évaluer le "dommage actuel", ainsi que l'a fait observer l'Organe d'appel.

6. Par ailleurs, dans l'affaire *Mexique – Riz*, l'Organe d'appel a estimé que d'autres facteurs étaient pertinents du fait que "ces intervalles temporels n'étaient pas les seules circonstances dont le Groupe spécial [avait] tenu compte. Le Groupe spécial, en tant que juge des faits, [avait] donné du poids à d'autres facteurs: i) la période couverte par l'enquête choisie par le Ministère de l'économie était celle qui avait été proposée par le requérant; ii) le Mexique n'[avait] pas établi que des problèmes d'ordre pratique rendaient nécessaire le choix de cette période particulière aux fins de l'enquête; iii) il n'[avait] pas été établi que l'actualisation des renseignements n'était pas possible; iv) aucune tentative n'[avait] été faite pour actualiser les renseignements; et v) le Mexique n'[avait] donné aucune raison – à part l'allégation selon laquelle le Mexique [avait] généralement pour pratique d'accepter la période soumise par le requérant aux fins de l'enquête – pour expliquer pourquoi il n'avait pas cherché à obtenir des renseignements plus récents". Bien que l'évaluation de ces autres facteurs par le Groupe spécial *Mexique – Riz* se rapportait aux circonstances propres à cette affaire, le Japon estime que ces autres facteurs sont très pertinents pour permettre au Groupe spécial de se prononcer sur cette question, eu égard à la similitude entre cette affaire et le cas présent. Tout d'abord, il ressort de l'avis d'ouverture d'une enquête du Ministère de l'économie daté du 13 mars 2002 que les facteurs i) et iii) susmentionnés, à tout le moins, sont également présents en l'espèce.

7. Pour ce qui est des autres facteurs, le Mexique en a mentionné quatre, au paragraphe 161 de sa première communication écrite, dans le but d'établir une distinction entre cette enquête et celle qui a été examinée dans le cadre de l'affaire *Mexique – Riz*. Le Japon estime qu'en ce qui concerne le point a), une période de huit mois à compter de l'ouverture de l'enquête, soit une période de plus de 24 mois depuis la conclusion de l'enquête, peut encore laisser planer des doutes quant à la question de savoir si la période rend compte de "la situation régnant lorsque l'enquête a [eu] lieu". Pour ce qui est du point c), l'examen rigoureux auquel il faut procéder en vertu de l'article 5.2 et 5.3 de l'*Accord antidumping* avant d'ouvrir une enquête ne justifie pas que l'autorité se serve de renseignements périmés. En ce qui concerne le point d), nous nous interrogeons sur sa pertinence, parce que dans l'affaire *Mexique – Riz*, l'Organe d'appel a tenu compte de ce facteur lorsqu'il a examiné la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une analyse du dommage se limitant à des données portant sur une période de six mois pour chacune des années couvertes par l'enquête aux fins de l'analyse du dommage, et non par rapport à la période éloignée retenue par le Mexique aux fins de l'enquête. S'agissant du point b), nous n'avons pas d'opinion particulière en ce qui concerne les aspects factuels.

8. Si le Mexique met l'accent sur la pertinence, plutôt que sur la contemporanéité ou le caractère actuel des renseignements en ce qui concerne la période retenue aux fins de l'analyse du dommage, la question se pose toujours de savoir quelle est la période la plus pertinente. On ne voit pas très bien

pourquoi la période éloignée serait plus pertinente que la période récente. La seule justification avancée par le Mexique est que les renseignements relatifs à la période plus récente seraient affectés par les importations faisant l'objet d'un dumping. Étant donné la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Riz* à laquelle fait référence le Guatemala, le Japon demande au Groupe spécial d'examiner si le Mexique a démontré que "les renseignements relatifs à la période couverte par l'enquête donnaient des indications au sujet de l'existence d'un dommage actuel et constituaient une base appropriée pour déterminer s'il y avait un dommage actuel, en dépit de l'éloignement de cette période".

B. POSSIBILITÉ D'AVOIR RECOURS AUX PROCÉDURES PRÉVUES PAR LES ARTICLES 9 ET 11

9. En outre, le Japon a des doutes au sujet de l'argument avancé par le Mexique quant à la possibilité d'avoir recours à des réexamens ultérieurs de la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage après l'imposition de mesures antidumping. Le Mexique soutient que des changements dans les circonstances qui peuvent intervenir à un stade plus avancé de la période couverte par l'enquête, voire après, devraient être pris en compte dans les réexamens ultérieurs prévus par les articles 9 ou 11 de l'*Accord antidumping*, et il s'appuie pour cela sur la déclaration qui a été faite par l'Organe d'appel dans le cadre de l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, selon laquelle, "[à] notre avis, l'*Accord antidumping* tient compte de la possibilité que de tels changements importants interviennent à un stade avancé de la période couverte par l'enquête, voire après la période couverte par l'enquête, non pas en autorisant les autorités chargées de l'enquête à faire le tri et choisir un sous-ensemble de données ou des sous-périodes d'une période couverte par l'enquête en fonction de leurs considérations subjectives, mais au moyen de mécanismes de réexamen".

10. Le Mexique a tort de se fonder sur cette déclaration. Premièrement, à la différence de l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, la question dont est saisi le Groupe spécial en l'espèce n'est pas de savoir si des "changements importants interv[enant] à un stade avancé de la période couverte par l'enquête" justifient l'utilisation d'une période éloignée aux fins de l'enquête. Deuxièmement, la simple possibilité de demander un réexamen pour que le dommage soit réexaminé ne saurait se substituer au respect des obligations régissant l'ouverture et la conduite d'une enquête, en particulier de l'obligation de fonder la détermination de l'existence d'un dommage "sur des données qui donnent des indications sur la situation régnant lorsque l'enquête a [eu] lieu" ou sur le "dommage actuel". Le Japon note que le respect de ces obligations peut parfois conduire à la décision de ne pas imposer de droits antidumping, auquel cas il n'y aurait pas de toute façon de réexamen au titre de l'article 11.

C. LIMITATION DE L'EXAMEN DU DOMMAGE À DES PÉRIODES DE SIX MOIS POUR CHACUNE DES ANNÉES

11. Dans l'affaire *Mexique – Riz*, l'Organe d'appel a constaté que "ce qui [devait] être pris en compte dans la détermination de l'existence d'un dommage, c'[était] la situation de la "branche de production nationale" et que, "selon [lui], l'examen des données relatives à l'année complète donnerait *une idée plus exacte de la "situation de la branche de production nationale"* que ne le ferait un examen limité à une période de six mois". L'Organe d'appel a précisé que cela ne voulait pas dire qu'il existait une "présomption qu'une analyse du dommage fondée sur des données relatives à des parties d'années uniquement n'était pas objective".

12. Sur cette question, le Japon n'a pas non plus d'opinion particulière en ce qui concerne les aspects factuels. Cependant, étant donné la constatation formulée par l'Organe d'appel dans le cadre de l'affaire *Mexique – Riz*, le Japon estime qu'il ne serait pas procédé à un examen objectif ainsi que le prescrit l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* si les autorités ne tenaient compte que de renseignements limités portant sur une période limitée de chacune des années sans "motif valable".

13. À cet égard, dans l'affaire *Mexique – Riz*, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la combinaison de l'utilisation sélective de données dans le cadre de l'analyse du dommage avec "l'acceptation aux fins de l'enquête de la période proposée par les requérants, parce qu'elle aurait représenté *la période au cours de laquelle la pénétration des importations était la plus élevée* et qu'elle mettrait donc en évidence l'aspect le plus négatif de la situation de la branche de production nationale" avait établi "l'existence d'une violation *prima facie* de l'article 3.1". Sur cette question également, le Japon n'a pas d'opinion particulière en ce qui concerne les aspects factuels et il reconnaît que l'évaluation par le Groupe spécial des facteurs pertinents dans l'affaire *Mexique – Riz* se rapportait aux circonstances propres à cette affaire. Cependant, compte tenu de la similitude entre l'affaire du *riz* et la présente affaire, le Japon estime approprié que le Groupe spécial détermine si les autorités mexicaines ont accepté la période proposée par le requérant, en sachant que la période retenue aurait représenté une période au cours de laquelle la pénétration des importations était plus élevée.

ANNEXE B-4

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(12 septembre 2006)

Affaires citées dans la présente déclaration orale

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille	*Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, Rapport final du Groupe spécial adopté par l'ORD le 19 mai 2003
États-Unis – Bois de construction résineux (article 21:5 – Canada)	*États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/RW, Rapport de l'Organe d'appel adopté par l'ORD le 1er septembre 2006
États-Unis – Réduction à zéro	*États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/AB/R, Rapport de l'Organe d'appel adopté par l'ORD le 9 mai 2006
Guatemala – Ciment II	*Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, Rapport final du Groupe spécial adopté par l'ORD le 17 novembre 2000
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	*Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz*, WT/DS295/AB/R, Rapport de l'Organe d'appel adopté par l'ORD le 20 décembre 2005
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	*Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz*, WT/DS295/R, Rapport du Groupe spécial adopté par l'ORD le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS295/AB/R

1. INTRODUCTION

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Les Communautés européennes remercient le Groupe spécial de leur donner la possibilité de prononcer, en tant que tierce partie, la présente déclaration orale qui est justifiée par l'intérêt général que revêt pour elles l'interprétation correcte de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping)*.

2. Par égard pour les membres du Groupe spécial et pour les parties, la déclaration sera prononcée en espagnol, ce qui, il faut le souligner, constituera une première dans les interventions des Communautés européennes dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

3. Pour ne pas abuser de la patience ni du temps des membres du Groupe spécial, les Communautés européennes renvoient, en premier lieu, à leur communication écrite dont elles ne répéteront pas les arguments. Dans notre intervention orale, nous nous contenterons de formuler des observations sur deux questions qui ont été développées dans les communications écrites des autres tierces parties: l'ouverture de l'enquête initiale et la demande invitant le Groupe spécial à formuler des suggestions.

2. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE INITIALE

4. S'agissant de la communication écrite des États-Unis, les Communautés européennes conviennent que l'utilisation du terme "raisonnablement" à l'article 5.2 de l'*Accord antidumping* indique une certaine flexibilité.[1] Toutefois, elles tiennent à rappeler aussi que cela ne signifie pas que l'autorité chargée d'une enquête jouit d'un pouvoir discrétionnaire "illimité" en ce qui concerne ces questions.[2] À cet égard, l'Organe d'appel a indiqué que les concepts de "dumping" et de "marge de dumping" étaient en correspondance[3], et qu'il s'agissait d'un "concept unitaire" qui avait la même signification tout au long de l'article VI du GATT de 1994 et de l'*Accord antidumping*.[4] De plus, les groupes spéciaux comme l'Organe d'appel ont maintes fois répété que le concept de dumping se référait aux marges de dumping d'exportateurs ou de producteurs étrangers particuliers.[5]

5. Dans ces circonstances, les Communautés européennes s'attendraient normalement à ce que les renseignements figurant dans une demande présentée au titre de l'article 5.1 de l'*Accord antidumping* relatifs à la valeur normale d'une part et aux prix à l'exportation de l'autre, portent sur des produits provenant de la même entreprise. Dans le cas contraire, les circonstances pouvant varier sensiblement d'un producteur ou d'un exportateur à l'autre, il est douteux que l'on puisse dire que la demande contient la moindre preuve de l'existence d'un dumping. Dans de telles conditions, on pourrait au moins s'attendre à ce que la demande contienne quelque explication ou indication de la raison pour laquelle la valeur normale indiquée pour le producteur ou l'exportateur X doit être considérée comme représentative de la valeur normale concernant le producteur ou l'exportateur Y pour lequel des éléments de preuve sur le prix à l'exportation ont été communiqués, ou vice versa. Faute d'éléments de preuve ou d'explication en ce sens, on peut douter de la conformité de la demande avec la prescription de l'article 5.2 selon laquelle la demande doit comporter des éléments de preuve de l'existence d'un dumping relatifs à un exportateur ou à un producteur particulier.

---

[1] Communication écrite des États-Unis, paragraphes 3 et 4.

[2] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.57, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 158 à 172.

[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro*, paragraphe 125.

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 89.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 215 à 221, Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro*, paragraphe 129.

6. Les observations qui précèdent sont sans préjudice de la possibilité que, dès lors que la prescription relative au caractère "raisonnable" est respectée, une plainte puisse être fondée sur des données relatives à un pays ou se rapportant à un producteur ou à un exportateur différent.

3. DEMANDE INVITANT LE GROUPE SPÉCIAL À FORMULER DES SUGGESTIONS

7. Le Guatemala demande qu'au vu de l'importance et du nombre des erreurs commises par le Ministère dans la conduite de son enquête, le Groupe spécial suggère au Mexique de mettre en œuvre les décisions et recommandations formulées dans la présente affaire, non en refaisant l'enquête mais en mettant fin à la mesure en cause.[6]

8. Le Mexique ne formule aucune allégation à ce sujet, mais les États-Unis proposent que la demande soit rejetée.

9. Dans ces circonstances, les Communautés européennes jugent utile de présenter au Groupe spécial quelques observations sur la question.

10. Premièrement, les Communautés européennes notent que plusieurs groupes spéciaux ont déjà formulé des recommandations tendant à ce qu'il soit mis fin à la mesure antidumping visée. C'est le cas des groupes spéciaux qui ont examiné les affaires *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*[7] et *Guatemala – Ciment II*.[8] Cette dernière affaire, une affaire antidumping, concernait également les parties au présent différend, mais elles avaient alors des positions différentes sur le plan de la procédure. Quoi qu'il en soit, ces groupes spéciaux ont justifié d'une manière succincte les raisons pour lesquelles ils faisaient ces suggestions.

11. Par exemple, dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, le Groupe spécial a fait, aux paragraphes 8.6 et 8.7 de son rapport, la déclaration suivante:

> Nous avons déterminé que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de *l'Accord antidumping* en imposant des droits antidumping sur les importations de volailles éviscérées en provenance du Brésil. Nous avons constaté que ces violations étaient d'une nature fondamentale et constante.
>
> Compte tenu de la nature et de l'ampleur des violations dans la présente affaire, nous ne voyons pas comment l'Argentine pourrait dûment mettre en œuvre notre recommandation sans annuler la mesure antidumping en cause dans le présent différend. En conséquence, nous suggérons que l'Argentine abroge la Résolution n° 574/2000 imposant des mesures antidumping définitives sur les volailles éviscérées en provenance du Brésil.

12. Un libellé proche a été employé dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*.

13. Les Communautés européennes ne sont pas convaincues que la "nature constante" de certaines violations soit un motif suffisant pour suggérer l'abrogation d'une mesure antidumping. Il n'y a, en principe, aucune raison pour qu'une violation générale, ou même une violation grave, ne puisse pas être rectifiée par des moyens autres que l'abrogation de la mesure.

---

[6] Communication écrite du Guatemala, paragraphes 353 et suivants.

[7] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphes 8.3 à 8.7.

[8] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 9.6.

14. Par contre, les Communautés européennes estiment qu'il est possible que les violations fondamentales, c'est-à-dire celles qui touchent à l'essence même de la mesure, ne puissent pas être rectifiées autrement que par l'abrogation. C'est ainsi que les Communautés européennes interprètent les propos du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* quand il a ajouté: "nous ne voyons pas comment l'Argentine pourrait dûment mettre en œuvre notre recommandation sans annuler la mesure antidumping".

15. Toutefois, les Communautés européennes estiment qu'il appartient à chaque groupe spécial d'expliquer précisément les raisons pour lesquelles il considère qu'une violation est "fondamentale", en ce sens que la seule façon d'assurer la mise en conformité est d'abroger la mesure. Comme les suggestions n'ont pas un caractère contraignant, elles ne pourront contribuer à un règlement rapide et efficace des différends, conformément à l'objectif énoncé à l'article 3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que si elles sont motivées.

16. Selon les Communautés européennes, l'engagement de la procédure en violation de l'Accord, par exemple lorsque les dispositions de l'article 5.2 ne sont pas respectées, est un cas de violation de l'*Accord antidumping* qui ne peut être réglé que par l'abrogation de la mesure. En pareil cas, aucune erreur, ni dans l'enquête ni même dans la mesure, ne peut être corrigée. L'erreur qui doit être corrigée, c'est l'engagement de la procédure lui-même. Accepter une nouvelle plainte conduirait à engager une nouvelle procédure antidumping, mais ne corrigerait pas l'erreur commise lors de l'ouverture de l'enquête initiale.

17. En tout état de cause, les Communautés européennes ne sont pas d'accord avec la position des États-Unis selon laquelle une suggestion du Groupe spécial serait contraire à un principe qui est, selon ce pays, implicite dans l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Pour les États-Unis, ce principe établirait qu'il appartient, en première instance, au Membre affecté de choisir le moyen de mise en œuvre. Cette affirmation est erronée puisque l'article 19:1 du Mémorandum d'accord permet expressément aux groupes spéciaux de formuler des suggestions.

18. Toutefois, les Communautés européennes conviennent avec les États-Unis qu'une suggestion ne devrait pas spécifier que l'abrogation doit être "immédiate". Le délai nécessaire à l'abrogation n'est pas une forme ou un moyen de mise en œuvre, et il est régi par l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, ainsi s'achève l'intervention orale des Communautés européennes. Nous demeurons à votre disposition pour répondre à toute question que vous souhaiteriez nous poser.

Nous vous remercions de votre attention.

ANNEXE B-5

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(13 septembre 2006)

Introduction

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, je suis très honoré de comparaître devant vous aujourd'hui pour présenter les vues des États-Unis au sujet de cette affaire. La présente déclaration orale a pour but de mettre en lumière certains aspects de la communication des États-Unis en tant que tierce partie et de faire des observations sur certains points soulevés par d'autres tierces parties dans leurs communications.

Renseignements figurant dans la demande

2. Le Guatemala met en question le caractère suffisant de la demande et la décision de l'autorité mexicaine chargée de l'enquête d'ouvrir une enquête sur la base des renseignements que comportait la demande. L'article 5.2 de l'Accord antidumping énumère les éléments de preuve que "comportera" une demande, parmi lesquels figurent les "renseignements sur les prix".

3. Le Guatemala soutient qu'une demande étayée par une facture pour des tuyaux galvanisés et une offre de prix pour des tuyaux à parois minces est insuffisante. La question de savoir si ces renseignements étaient suffisants pour établir le prix sur le marché intérieur – l'un des éléments de preuve de l'existence d'un dumping nécessaires à l'ouverture d'une enquête – est à déterminer au cas par cas sur la base de faits. Nous notons toutefois que l'article 5.2 dispose qu'une demande contiendra les renseignements "qui peuvent raisonnablement être à la disposition" du requérant. Ce qu'on entend par "qui peuvent raisonnablement être à la disposition" n'est pas défini dans l'Accord. De plus, les renseignements sur les prix, le coût de production et la rentabilité concernant les producteurs étrangers ou les concurrents nationaux sont probablement difficiles à obtenir et risquent donc normalement de ne pas "être raisonnablement à la disposition" du requérant.

4. L'article 5.2 iii) ne prescrit pas non plus précisément la forme des renseignements ou des éléments de preuve qui doivent être présentés. L'article 5.2 ne spécifie pas davantage leur quantité.[1] En revanche, selon les termes mêmes de l'article 5.2 iii), il faut simplement que la demande contienne "des renseignements sur les prix" auxquels le produit en question est vendu pour être mis à la consommation sur le marché intérieur du pays d'origine ou d'exportation. Nous nous inscrivons donc en faux contre l'argument du Guatemala selon lequel une facture et une offre de prix sont *nécessairement* insuffisantes pour ouvrir une enquête ou selon lequel une demande doit contenir des renseignements sur les prix pratiqués par un exportateur donné.

[1] *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, rapport du Groupe spécial, WT/DS264/R, adopté le 31 août 2004, paragraphe 7.101 (le requérant n'est pas tenu de présenter "tous" les renseignements qui peuvent raisonnablement être à sa disposition).

Produit considéré

5. En plus de mettre en question le caractère suffisant de la demande et la décision d'ouvrir une enquête, le Guatemala dénonce les diverses modifications apportées à la définition du "produit considéré". Le Mexique ne conteste pas que la définition a été changée mais soutient qu'en fait, les changements ne tiraient pas à conséquence.

6. Les États-Unis souscrivent dans l'ensemble à l'observation formulée par le Japon dans sa communication en tant que tierce partie selon laquelle l'Accord antidumping permet de modifier la définition du produit considéré, mais selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit être consciente des grandes incidences de ces changements.[2] Par exemple, la définition du produit considéré implique le degré de soutien requis de la branche de production aux termes de l'article 5.4. Cette proportion minimale risquerait de ne plus correspondre à rien si un requérant pouvait modifier d'une manière unilatérale et notable la définition du produit. Ainsi, on pourrait imaginer qu'un requérant commence par donner une définition étroite du produit considéré, si bien qu'il représenterait un pourcentage suffisamment élevé de la branche de production nationale pour justifier l'ouverture d'une enquête. Ultérieurement, le requérant pourrait modifier la définition au point que, si le soutien de la branche de production nationale était réexaminé après l'ouverture de l'enquête, il ne représenterait plus un pourcentage notable de cette branche.

7. Les Communautés européennes reconnaissent elles aussi que, dans certaines situations, la définition du produit considéré peut subir des modifications mineures et nécessaires.[3] Un changement apporté à la définition du produit considéré annoncé dans la détermination finale n'est pas forcément incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping. L'article 6.9 exige que les parties intéressées soient informées des faits essentiels *examinés* et non pas nécessairement de la conclusion que l'autorité peut finalement en tirer. Cela dit, pour donner aux parties toutes possibilités "de défendre leurs intérêts", conformément à l'article 6.2, celles-ci doivent être informées des changements qu'on entend apporter au produit considéré et se voir ménager la possibilité de défendre leur position à cet égard.

8. Comme le Japon l'a noté dans sa communication en tant que tierce partie, le Guatemala et le Mexique s'accordent à reconnaître que la définition du produit considéré a été modifiée mais divergent en ce qui concerne l'importance de ces changements.[4] De l'avis des États-Unis, le moment approprié pour identifier définitivement le produit considéré dépendra des circonstances de l'affaire. Les parties devraient néanmoins se voir ménager une possibilité raisonnable de réagir aux changements notables qui sont proposés.[5]

Conclusion

9. Ainsi s'achève notre exposé. Nous vous remercions de votre attention.

[2] *Communication du Japon en tant que tierce partie*, paragraphe 5.
[3] *Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie*, paragraphe 10.
[4] *Communication du Japon en tant que tierce partie*, paragraphe 7.
[5] *Voir, par exemple,* l'article 6.1, 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.

ANNEXE B-6

DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(12 septembre 2006)

I. INTRODUCTION

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, le Japon se félicite de la possibilité qui lui est donnée de présenter ses vues en tant que tierce partie. Il ne reprendra pas ici les arguments exposés dans sa communication écrite. Il préfère porter son attention sur certaines questions liées 1) à l'allégation formulée par le Guatemala au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping concernant la divulgation de la définition du produit considéré (paragraphe 166 de la première communication écrite du Guatemala), et 2) à la demande de suggestions particulières présentée par le Guatemala au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (paragraphe 353 de la première communication écrite du Guatemala).

II. ARGUMENTS

1. Les modifications de la définition du produit considéré par rapport au produit finalement retenu et leur compatibilité avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping

2. La première question a trait à l'absence de "divulgation" de "faits essentiels", eu égard à l'article 6.9, que les CE ont abordé dans leur communication écrite.

3. Permettez-moi de rappeler le libellé de l'article 6.9:

> Avant d'établir une détermination finale, les autorités *informeront* toutes les parties intéressées *des faits essentiels* examinés qui *constitueront le fondement de la décision* d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette *divulgation* devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts. (pas d'italique dans l'original)

4. Comme le Japon l'a expliqué dans sa communication en tant que tierce partie (paragraphes 5 et 7), la définition du produit considéré pourrait avoir une incidence considérable sur la portée et la légitimité de l'enquête antidumping et des mesures qui en résultent. C'est pourquoi, selon lui, les faits sur lesquels se fonde la définition du produit considéré sont "des faits essentiels [] qui constitueront le fondement de la décision [finale]". Or, en l'espèce, les autorités mexicaines ne semblent pas avoir indiqué à toutes les parties intéressées quels étaient les faits essentiels en ce qui concerne la définition finale du produit considéré, comme les CE l'ont fait observer au paragraphe 24 de leur communication écrite.

5. L'article 6.9 ne précise pas la manière dont les autorités doivent divulguer "les faits essentiels". Toutefois, aux fins de l'article 6.9, les autorités ne peuvent pas informer toutes les parties intéressées ni divulguer les "faits essentiels" "suffisamment tôt" sans indiquer explicitement en quoi consistent ces "faits essentiels" de manière à ce que les parties intéressées puissent les discerner parmi "tous les renseignements" (article 6.4) et soient en mesure de "défendre leurs intérêts". En l'espèce, les parties intéressées ne peuvent pas avoir la possibilité de défendre correctement leurs intérêts en ce qui concerne ces faits si les autorités ne font qu'alluder aux "faits essentiels" en se bornant à solliciter les observations des parties intéressées au sujet des critères de définition du produit pendant le

déroulement de l'enquête, sans les informer des faits sur lesquels se fonde la modification de la définition du produit considéré, à savoir l'inclusion des tubes de construction.

6. C'est pourquoi le Japon demande au Groupe spécial de constater, s'agissant des allégations du Guatemala, que le Mexique ne s'est pas acquitté de l'obligation qui lui incombait au titre de l'article 6.9, en ne divulguant pas les faits essentiels concernant la définition du produit concerné avant la publication de la détermination finale.

2. Demande que le Guatemala a adressée au Groupe spécial pour que celui-ci suggère l'abrogation d'une mesure comme moyen de mettre en œuvre ses recommandations

7. Dans leur communication en tant que tierce partie, les États-Unis estiment que le Groupe spécial devrait rejeter la demande du Guatemala l'invitant à suggérer la façon de mettre en œuvre les recommandations, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le Japon n'est pas d'accord. En vertu de l'article 19:1, le Groupe spécial est habilité à formuler des suggestions lorsqu'il le juge approprié; or, en l'espèce, le Groupe spécial pourrait bien considérer qu'il convient de suggérer l'abrogation de la mesure comme façon de mettre en œuvre les recommandations.

8. *Premièrement*, la seconde phrase de l'article 19:1 concourt à la réalisation d'objectifs importants du mécanisme de règlement des différends, à savoir le règlement rapide et positif des différends. Ces objectifs sont énoncés dans plusieurs dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends; ainsi, l'article 21:1 est libellé comme suit: "Pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres, il est indispensable de donner suite dans les moindres délais aux recommandations ou décisions de l'ORD." L'article 3:3, 3:4 et 3:7 énonce aussi ces objectifs d'une manière légèrement différente. Pour faciliter leur réalisation, les groupes spéciaux sont habilités, en vertu de l'article 19:1, à décider de l'opportunité de suggérer des façons particulières de mettre en œuvre leurs recommandations et, si tel est le cas, à les suggérer au Membre concerné.

9. De l'avis du Japon, cette disposition repose sur l'idée qu'en tant que juge des faits et des questions de droit dont ils sont saisis, les groupes spéciaux sont bien placés et bien outillés pour suggérer des façons particulières de mettre en œuvre leurs recommandations et décisions. De plus, rien dans le texte du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ne leur interdit d'exercer le pouvoir discrétionnaire que leur confère l'article 19:1 dans les cas où il n'existe qu'une seule façon de mettre en œuvre les recommandations. Les groupes spéciaux ne doivent pas non plus s'interdire de le faire au seul motif que d'autres groupes spéciaux dans d'autres affaires se sont abstenus de formuler des suggestions au titre de l'article 19:1. Le Japon n'est pas en désaccord avec l'observation des États-Unis selon laquelle "un Membre dispose généralement de nombreuses options pour rendre une mesure conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC". Il fait néanmoins remarquer que le choix opéré par le Membre concerné ne conduit pas nécessairement au règlement rapide et positif du différend.

10. *Deuxièmement*, rien dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends n'interdit au Groupe spécial de suggérer l'abrogation de la mesure comme façon de mettre en œuvre ses recommandations, eu égard à l'article 19:1; au demeurant, le Membre concerné aura "un délai raisonnable" "[s']il est irréalisable pour [lui] de se conformer *immédiatement* aux recommandations". (article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, pas d'italique dans l'original)

11. Les constatations établies par les groupes spéciaux chargés d'affaires similaires sont éclairantes. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Guatemala – Ciment I* a constaté qu'il y avait incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping et a suggéré au Membre défendeur d'abroger la mesure au motif que "*toute l'enquête [avait] reposé sur une base insuffisante et n'aurait donc jamais dû être effectuée*" et qu'il ne pouvait pas être remédié à un tel manquement après coup (WT/DS60/R, paragraphe 8.6, pas d'italique dans l'original). Le Groupe spécial chargé de l'affaire

Guatemala – Ciment II a aussi suggéré l'abrogation, "[c]ompte tenu de la nature et de l'étendue des violations en l'espèce", y compris le non-respect des conditions requises pour ouvrir une enquête (WT/DS156/R, paragraphe 9.6). C'est pourquoi le Japon estime que l'abrogation de la mesure en cause peut être l'une au moins des façons positives et effectives de mettre en œuvre les recommandations et décisions, dépendamment, bien entendu, de la nature et de l'étendue des violations et des circonstances propres à la présente affaire.

12. En l'espèce, le Guatemala demande au Groupe spécial de suggérer au Mexique d'abroger la mesure en cause. Les violations alléguées ont trait aux conditions requises pour ouvrir une enquête, et la nature et l'étendue de ces violations peuvent être telles qu'en fait "*toute l'enquête … n'aurait … jamais dû être effectuée*".

13. Pour toutes les raisons qui précèdent, le Japon demande au Groupe spécial d'envisager la possibilité, dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire que lui confère l'article 19:1, de suggérer l'abrogation des mesures en cause comme une façon pour le Mexique de mettre en œuvre les recommandations, en vue de parvenir à un règlement rapide et positif du présent différend.

III. CONCLUSION

14. Pour conclure, le Japon prie le Groupe spécial d'examiner soigneusement les questions abordées dans la présente déclaration, en plus des arguments présentés dans sa communication écrite. Nous vous remercions de votre attention.

ANNEXE C

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DEUXIÈMES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Guatemala – 13 octobre 2006	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Mexique – 2 novembre 2006	C-13

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU GUATEMALA

13 octobre 2006

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. CONSIDÉRATIONS RELATIVES AUX CRITÈRES D'EXAMEN ET À LA CHARGE DE LA PREUVE SUR LESQUELS SE FONDE LE MOYEN DE DÉFENSE INVOQUÉ PAR LE MEXIQUE 4

A. CONSIDÉRATIONS RELATIVES AU CRITÈRE D'EXAMEN EU ÉGARD AUX ARGUMENTS DU MEXIQUE 4

B. CHARGE DE LA PREUVE 4

II. RÉFUTATIONS 5

A. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT A L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE 5

1. L'interprétation par le Mexique de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord est erronée 5

2. Les éléments de preuve et les actions du Ministère de l'économie, dont il est rendu compte dans ses déterminations, sapent le fondement factuel des arguments du Mexique 5

B. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT CONSIDÉRÉ/PRODUIT SIMILAIRE 6

C. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU DUMPING 7

D. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU DOMMAGE 8

1. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle la période retenue pour analyser le dommage qui aurait été causé à la branche de production nationale était obsolète 8

2. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle l'utilisation de renseignements semestriels ne permet pas de rendre compte dans son intégralité du dommage causé à la branche de production nationale 8

3. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle l'utilisation de renseignements se rapportant à des segments de la branche de production nationale ne permet pas de rendre compte du dommage causé à la branche de production nationale dans son intégralité 9

4. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle il n'a pas été procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs pour ce qui est des volumes des importations 10

E. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU LIEN DE CAUSALITÉ 10

F. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE 11

1. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle le Ministère de l'économie n'a pas informé l'exportateur des faits essentiels ni du rejet des renseignements communiqués par celui-ci 11

2. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle la communication des constatations et conclusions figurant dans la détermination préliminaire était insuffisante 11

3. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle il aurait accordé un traitement confidentiel sans déterminer s'il y avait une raison valable ni demander la présentation de résumés non confidentiels acceptables 11

I. CONSIDÉRATIONS RELATIVES AUX CRITÈRES D'EXAMEN ET À LA CHARGE DE LA PREUVE SUR LESQUELS SE FONDE LE MOYEN DE DÉFENSE INVOQUÉ PAR LE MEXIQUE

A. CONSIDÉRATIONS RELATIVES AU CRITÈRE D'EXAMEN EU ÉGARD AUX ARGUMENTS DU MEXIQUE

1. L'article 11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et l'article 17.6 de l'Accord antidumping régissent l'examen effectué par le présent Groupe spécial. Eu égard à la jurisprudence, cet examen des conclusions et déterminations du Ministère de l'économie doit être "critique et approfondi", et être fondé sur "les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par [le Ministère de l'économie] dans [ses] *rapport[s] publié[s]*", et non sur des explications possibles données *a posteriori* qui ne ressortent pas desdites déterminations ou dudit dossier.

2. Le Mexique a tenté de justifier la façon dont le Ministère de l'économie a établi différents faits essentiels, ainsi que l'évaluation qu'il a faite de ceux-ci, en se fondant uniquement sur des justifications *a posteriori* qui ne figurent pas dans ses déterminations. Ces justifications *a posteriori* devraient être rejetées par le Groupe spécial.

3. De même, le Guatemala estime que le critère de l'absence d'opposition des parties intéressées, que fait valoir le Mexique, ne peut pas servir de base pour établir les faits et qu'il ne modifie pas non plus en soi la nature d'un fait dont les caractéristiques existent objectivement.

4. Par ailleurs, le Mexique soutient que, si une question n'est pas réglementée par l'Accord antidumping, son traitement est laissé à la discrétion de l'autorité chargée de l'enquête. Il a utilisé ces arguments en particulier en ce qui concerne la définition du produit visé par l'enquête et l'établissement de la période couverte par l'enquête.

5. Le Guatemala considère que, dans les deux cas, les interprétations avancées par le Mexique font abstraction des postulats de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping. Ce ne sont pas des interprétations admissibles au regard de ce critère d'examen car, même si l'Accord ne contient pas de disposition régissant expressément diverses questions, le pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée d'une enquête est limité par l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping.

6. Le Mexique essaie aussi de contourner le critère d'examen prévu par les dispositions juridiques en invoquant son droit interne pour se soustraire à ses obligations internationales. C'est le cas s'agissant de l'allégation relative à la confidentialité de certains renseignements émanant du requérant, à laquelle le Ministère de l'économie oppose la possibilité pour l'exportateur d'avoir accès au dossier confidentiel. Or, pour le Guatemala, l'octroi de l'accès au dossier confidentiel en vertu du droit mexicain n'a rien à voir avec l'interprétation des obligations découlant pour le Mexique de l'article 6.5 de l'Accord antidumping et de leur mise en œuvre à la lumière des dispositions du droit coutumier.

B. CHARGE DE LA PREUVE

7. Si une partie fournit des éléments de preuve suffisants pour établir la présomption que son allégation est légitime, la charge de la preuve passe à l'autre partie, qui doit apporter des éléments de preuve suffisants pour réfuter la présomption. Le Mexique voudrait que cette règle remplace ses obligations au titre de l'article 17.6 de l'Accord antidumping, en faisant abstraction du fait que les éléments de preuve sur lesquels se fondent les allégations du Guatemala sont constitués des déterminations et des éléments factuels figurant dans le dossier de l'enquête. Sans préjudice de ce qui précède, le Guatemala estime qu'il est parvenu à établir *prima facie* la légitimité des allégations qu'il a formulées, allégations que le Mexique n'a pas réussi à réfuter.

II. RÉFUTATIONS

A. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT A L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

1. L'interprétation par le Mexique de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord est erronée

8. Pour le Mexique, l'objectif de l'ouverture d'une enquête étant de déterminer l'existence d'un dumping allégué, la qualité et la quantité des éléments de preuve relatifs au dumping peuvent donc se résumer à un simple indice de l'existence d'un dumping. Pour le Guatemala, le caractère "allégué" du dumping ne se répercute aucunement sur le caractère des éléments de preuve à présenter à l'appui de l'allégation en question, lesquels doivent être *suffisants*.

9. Le Mexique indique qu'en matière de preuve, le critère prévu par l'article 5.2 de l'Accord antidumping veut qu'il s'agisse des éléments de preuve "qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant". Pour le Guatemala, cette disposition décrit ce que doit contenir la demande d'ouverture d'une enquête et sert de paramètre à l'autorité chargée de l'enquête pour effectuer l'évaluation et la détermination prévues par l'article 5.3 de l'Accord antidumping.

10. Le Mexique, quant à lui, fait abstraction du fait que le critère pour l'évaluation des éléments de preuve est celui de l'"adéquation", prescription qui doit être analysée au cas par cas et qui, en l'espèce, ne justifiait pas que l'on considère comme adéquats les éléments de preuve présentés par le requérant.

11. Par ailleurs, le Mexique déclare que, lorsqu'elle examine la compatibilité et la cohérence des arguments et des éléments de preuve qui ont été présentés, l'autorité chargée de l'enquête doit nécessairement se demander si les parties agissent de bonne foi, ce qui, dans l'ensemble, doit emporter sa conviction. Vu sous cet angle, comme l'autorité chargée de l'enquête doit s'en remettre à la bonne foi du requérant, le terme "examineront" cesse d'avoir un sens dans cette disposition pour devenir une appréciation des bonnes intentions des parties. Or, ce n'est pas ce qu'exige l'article 5.3 de l'Accord antidumping. Ce que cette règle exige est un *examen* objectif des éléments de preuve qui sont fournis dans la demande.

12. En outre, le Mexique indique que si les requérants ne répondent pas à toutes les questions ou donnent des réponses incomplètes, en tout cas au cours des étapes qui suivent l'ouverture de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête est habilitée à recueillir de plus amples renseignements pour "achever l'enquête". Partant, le Mexique donne à penser que l'article 5.3, qui exige un examen du caractère suffisant des éléments de preuve, est inapplicable, et que l'article 5.8, selon lequel toute demande ne contenant pas d'éléments de preuve suffisants doit être rejetée, ne tire pas à conséquence.

2. Les éléments de preuve et les actions du Ministère de l'économie, dont il est rendu compte dans ses déterminations, sapent le fondement factuel des arguments du Mexique

13. Il est clair que les deux seuls documents sur lesquels s'est fondé le Ministère de l'économie pour étayer la valeur normale ne sont ni suffisants, ni exacts, ni pertinents, étant donné que: i) ils émanaient de deux entreprises de commercialisation qui ne sont ni productrices, ni exportatrices, et non pas de l'unique exportateur identifié qui était visé par l'enquête; ii) il n'a pas été déterminé si les produits en cause étaient effectivement fabriqués au Guatemala ou s'ils étaient importés; iii) ils se rapportent à une transaction effectuée en un jour et à une transaction éventuelle (dont on ne sait pas si elle a eu lieu et dont on ne connaît pas les termes) pour comparer les transactions réalisées pendant toute la période couverte par l'enquête; iv) ils contiennent des renseignements sur un nombre négligeable de produits qui ne sont pas représentatifs du produit dans son ensemble (trois ou six dimensions pour un produit faisant partie d'une gamme qui en compte apparemment 132 au moins, sans parler des autres caractéristiques; les renseignements tirés de cet échantillon limité ont trait à des tubes et tuyaux qui *n'ont pas été fabriqués* selon la norme ASTM A53, norme de fabrication en vertu

de laquelle le produit visé par l'enquête a été défini initialement, et il n'a pas été apporté à la valeur normale tous les ajustements garantissant une comparaison équitable avec le prix à l'exportation. C'est pourquoi ces éléments de preuve ne pouvaient pas être considérés comme exacts, pertinents et suffisants au regard de l'article 5.2 et 5.3 de l'Accord.

14. Enfin, le Mexique se contente d'offrir à titre de justification l'argument selon lequel exiger d'une entreprise requérante des renseignements exacts concernant le volume des importations faisant vraisemblablement l'objet d'un dumping constituerait une norme pratiquement impossible à atteindre pour cette entreprise, ce qui est pour le Guatemala le reconnaissance explicite du fait que le Mexique ne disposait pas de renseignements "exacts" à ce sujet.

B. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT CONSIDÉRÉ/PRODUIT SIMILAIRE

15. Le Mexique s'abrite derrière la notion de "similitude" pour justifier le changement qu'il a apporté à la définition du produit. Le Guatemala tient à répéter qu'il n'allègue pas que le Ministère de l'économie a effectué une comparaison incorrecte entre le produit considéré et le produit similaire. Le Guatemala émet plutôt des doutes sur la façon dont le Ministère de l'économie a apporté plusieurs changements à la définition du produit considéré pour y inclure, au cours de l'une des dernières étapes de l'enquête, des produits additionnels qui étaient initialement exclus, sans disposer d'éléments de preuve positifs concernant ces produits et sans avoir fait le moindre effort pour s'assurer que lesdits produits avaient dûment fait l'objet d'une enquête.

16. Il n'est pas contesté que le produit visé par l'enquête a été initialement défini comme étant les tubes et tuyaux standard, fabriqués selon la norme ASTM A53, d'un diamètre compris entre ½ et 4 po. Le Mexique ne conteste pas non plus que tant les tubes et tuyaux de construction que les tubes et tuyaux standard d'un diamètre supérieur à 4 po et pouvant aller jusqu'à 6 po étaient exclus lors de l'ouverture de l'enquête. Enfin, il n'est pas contesté que cette définition initiale a été modifiée à deux reprises.

17. Le Mexique considère que le fait d'inclure dans la détermination préliminaire les tubes et tuyaux d'un diamètre supérieur à 4 po et pouvant aller jusqu'à 6 po, ne modifie pas d'une manière substantielle la description figurant dans la décision portant ouverture de l'enquête. Toutefois, il n'a ni démontré ni consigné dans une quelconque partie du dossier administratif que l'autorité chargée de l'enquête avait demandé des renseignements additionnels sur les prix, les volumes des importations, le dommage et le lien de causalité, entre autres choses, pour cette catégorie de produits inclus au moment de l'étape préliminaire. Ne figurent pas non plus dans le dossier administratif ni dans les déterminations du Ministère de l'économie les motifs justifiant l'élargissement de la fourchette dans laquelle se situent les diamètres des tubes et tuyaux visés par l'enquête, notamment parce que l'*unique* exportateur ayant fait l'objet d'une enquête produisait seulement des tubes et tuyaux d'un diamètre compris entre ½ et 2 po.

18. Le Mexique fait valoir que le second changement dans la définition du produit visé par l'enquête est dû au fait que les tubes et tuyaux de construction et les tubes et tuyaux standard sont des produits interchangeables. Il avance que les tubes et tuyaux standard peuvent être utilisés à des fins "de construction" et part de ce raisonnement pour inférer que, à l'inverse, les tubes et tuyaux de construction pourraient donc être utilisés comme canalisations. Se fondant sur cette idée erronée, le Mexique estime que l'autorité chargée de l'enquête était habilitée à faire entrer les tubes et tuyaux de construction dans le champ d'application de la mesure antidumping définitive, affirmant en outre qu'il s'agit de la "même marchandise" que les tubes et tuyaux standard.

19. Sur ce point en particulier, il est important de préciser qu'il ressort indiscutablement des faits consignés dans le dossier que les tubes et tuyaux standard et les tubes et tuyaux de construction ne sont pas un même produit, comme l'affirme à tort le Mexique dans ses réponses aux questions du Groupe spécial. Qui plus est, à partir des mêmes éléments de preuve versés au dossier, il peut être

facilement inféré que tant le Ministère de l'économie que le requérant lui-même ont considéré les tubes et tuyaux de construction et les tubes et tuyaux standard comme deux produits distinguables l'un de l'autre et non comme des éléments du produit visé par l'enquête. De fait, le Mexique a reconnu que le produit visé par l'enquête était les tubes et tuyaux standard, mais une fois que l'autorité chargée de l'enquête s'est rendu compte que les tubes et tuyaux de construction possédaient les caractéristiques mentionnées, elle a jugé approprié de les inclure dans sa définition du produit visé par l'enquête. Comme l'indique les éléments de preuve pertinents, cet ajout a été fait à la fin de l'enquête.

20. Par ailleurs, il est clair que l'autorité n'a pas divulgué ce fait essentiel. Qui plus est, le Mexique soutient maintenant que la divulgation de l'inclusion des tubes et tuyaux de construction dans le champ d'application de la mesure définitive "n'est pas un fait essentiel", au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping. Pour le Guatemala, il est illogique que la divulgation d'un fait aussi important que le type de tubes et tuyaux auxquels des droits antidumping seront appliqués ne soit pas "essentielle" au sens de l'article 6.9. En conséquence, il ne fait aucun doute pour le Guatemala que le Mexique a agi d'une manière incompatible avec les articles 1er, 2.1, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.4, 6.4, 6.9 et 18.1 de l'Accord antidumping.

C. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU DUMPING

21. Le Guatemala observe que, d'une manière générale, le Mexique ne conteste pas son interprétation des règles juridiques applicables à l'utilisation des données de fait disponibles. En particulier, le Guatemala note que le Mexique n'invoque aucun moyen de défense contre l'argument selon lequel, aux fins de la détermination finale relative au dumping, le Ministère de l'économie n'a pas évalué la facture ni l'offre de prix avec la circonspection particulière exigée par le paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord. Cette évaluation était d'autant plus impérative que ni la facture ni l'offre de prix n'émanaient de l'unique exportateur visé par l'enquête, qu'elles ne se rapportaient pas à l'ensemble du produit visé par l'enquête et ne portaient pas non plus sur toute la période qui avait été proposée pour l'examen de l'existence d'un dumping.

22. Loin de réfuter un par un les arguments avancés par le Guatemala en ce qui concerne l'utilisation par le Ministère de l'économie des données de fait disponibles, le Mexique affirme seulement qu'à la simple lecture des réponses au questionnaire officiel présentées par l'exportateur guatémaltèque et des résultats de la visite de vérification, il peut être constaté que cet exportateur n'a pas communiqué tous les renseignements nécessaires et que ceux qui ont été présentés au cours de l'enquête n'étaient pas complets, exacts et précis. Comme l'explique le Guatemala, aucune des raisons exposées dans les paragraphes de la détermination finale cités par le Mexique qui sont censées justifier le recours aux données de fait disponibles ne correspond à la teneur du procès-verbal de la visite de vérification. En conséquence, le Guatemala estime que le recours du Ministère de l'économie aux données de fait disponibles n'est pas justifié au regard de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

23. Le Mexique n'a pas non plus opposé de moyens de défense aux allégations du Guatemala au titre de l'article 6.2, 6.4, 6.6, 6.7, 6.8 et 6.9 de l'Accord antidumping, qui étaient exposées dans sa première communication écrite. De plus, le Mexique reconnaît seulement que l'autorité chargée de l'enquête "*a présumé*" que, compte tenu de l'existence de diverses incohérences, l'exportateur "*penserait*" que ses renseignements "*pourraient*" être rejetés. À cet égard, le Guatemala répète que le Mexique, en ayant recours aux données de fait disponibles, a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2, 6.4, 6.7, 6.8, 6.9 et 6.13, ainsi qu'avec l'Annexe II de l'Accord antidumping.

D. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU DOMMAGE

1. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle la période retenue pour analyser le dommage qui aurait été causé à la branche de production nationale était obsolète

24. Le Mexique et le Guatemala s'accordent à penser que la période couverte par l'enquête devrait s'achever à la date la plus proche possible de l'ouverture de l'enquête, conformément aux dispositions applicables de l'article 3 de l'Accord antidumping.

25. Toutefois, le Mexique justifie *a posteriori* le fait que la période couverte par l'enquête n'a pas été contestée par les parties intéressées. Le Mexique avance également que, pour déterminer si les éléments de preuve sont objectifs, vérifiables et crédibles, il est nécessaire d'analyser en elles-mêmes les données sur lesquelles s'est fondée l'autorité chargée de l'enquête pour établir sa détermination de l'existence d'un dommage, et qu'il n'est pas possible de conclure qu'un élément de preuve ne réunit pas ces caractéristiques simplement parce que des renseignements additionnels n'étaient pas disponibles. Le Guatemala réitère sa position selon laquelle le caractère adéquat et pertinent des éléments de preuve de l'existence d'un dommage a trait non seulement à la nature des données fournies mais également à leur ancienneté.

26. Le Guatemala observe qu'en l'espèce, sont réunies les mêmes conditions que dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, en dépit du fait que le Mexique tente à tort de les décrire sous un autre jour. En particulier, conformément aux critères jurisprudentiels établis dans le cadre de cette affaire, le Ministère de l'économie: a) a accepté d'entrée de jeu la période proposée par le requérant sans tenir compte du décalage existant entre la période couverte par l'enquête et la date d'ouverture de l'enquête et sans se demander non plus si des renseignements anciens pouvaient encore servir de base à un examen objectif de la situation actuelle de la branche de production nationale; b) n'a pas déterminé si des problèmes d'ordre pratique justifiaient l'utilisation d'une telle période pour l'enquête ou s'il n'allait pas être possible d'actualiser les renseignements au-delà d'une telle période; c) au cours de l'enquête, n'a pas tenté d'actualiser les renseignements obtenus auprès des parties intéressées; d) n'a pas expliqué dans sa détermination finale les raisons pour lesquelles il n'avait pas recueilli de renseignements plus récents. En raison de ce qui précède, le Mexique n'a pas réussi à démontrer que le choix de la période couverte par l'enquête était compatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

2. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle l'utilisation de renseignements semestriels ne permet pas de rendre compte dans son intégralité du dommage causé à la branche de production nationale

27. Selon le Mexique, l'obligation de disposer d'"éléments de preuve positifs" requiert l'évaluation des éléments de preuve relatifs au dommage en tant que tels. Si les éléments de preuve sont positifs dans ce contexte, il n'y a pas lieu de les rejeter "simplement parce que des renseignements additionnels n'étaient pas disponibles".

28. Le Guatemala considère que l'intégrité temporelle des éléments de preuve, c'est-à-dire la totalité des données correspondant aux années examinées, est un élément fondamental pour déterminer si un élément de preuve est "positif".

29. Le Mexique fait valoir qu'aucune obligation n'est énoncée dans l'Accord antidumping quant à la façon de mener à bien l'analyse du dommage en ce qui concerne les périodes utilisées et que, par conséquent, l'utilisation de périodes semestrielles de chaque année ne constitue aucunement une violation dudit accord. De même, il indique que la comparaison entre semestres de chaque année permet d'analyser des périodes qui sont "structurellement" les mêmes pour chaque année. Le Mexique ajoute que ces périodes ont été comparées sans se demander si la situation pendant chacun

de ces semestres avait été meilleure ou pire qu'elle ne l'avait été pendant le semestre allant de janvier à juin. Il est clair pour le Guatemala qu'il y a là un manque d'objectivité. Comme le Guatemala l'affirme, à l'instar des États-Unis, une évaluation objective ne peut pas être fondée sur un ensemble de renseignements incomplet à moins que l'autorité chargée de l'enquête n'explique ses raisons à ce sujet. Il ne devrait pas incomber aux exportateurs d'enquêter sur ce qui s'est passé au cours des mois qui n'ont pas été proposés par le requérant afin de "persuader" l'autorité chargée de l'enquête de demander aussi des renseignements portant sur ces périodes.

30. Compte tenu de ce qui précède, le Guatemala note que le dossier ne contient aucun élément de preuve indiquant que cette utilisation sélective des seconds semestres pourrait être justifiée. L'explication fournie *a posteriori* par le Mexique, à savoir qu'il aurait été tenu compte d'une "symétrie structurelle", ne figure dans aucune de ses déterminations. En outre, le Guatemala estime qu'il n'existe pas non plus de raisons objectives justifiant le choix des semestres allant de juillet à décembre plutôt que de janvier à juin de chaque année. Au contraire, comme il a été indiqué dans la décision portant ouverture de l'enquête, le Ministère de l'économie était conscient du fait que la consommation de tubes et tuyaux sur le marché intérieur restait constante au cours de l'année, mis à part les quelques fluctuations qu'elle subissait au cours de certains mois pour des raisons fiscales, lesquelles se traduisaient par une hausse – comme en décembre – ou une baisse – comme en avril. À la lumière de ces considérations, le Guatemala est d'avis que le Mexique n'a pas déterminé une période répondant à la nécessité de procéder à une évaluation objective des éléments de preuve positifs qui étayaient le dommage causé à la branche de production nationale.

3. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle l'utilisation de renseignements se rapportant à des segments de la branche de production nationale ne permet pas de rendre compte du dommage causé à la branche de production nationale dans son intégralité

31. Le Guatemala n'est pas en désaccord avec le Mexique sur le fait qu'on peut évaluer la situation de la branche de production nationale en examinant l'ensemble des producteurs ou une part importante de ceux-ci. Ce que le Guatemala soutient c'est qu'une fois que la branche de production nationale a été définie comme englobant l'ensemble des producteurs ou une part importante de ceux-ci, l'autorité chargée de l'enquête doit s'en tenir à cette définition.

32. Toutefois, de l'avis du Mexique, si un producteur est habilité à présenter une demande et que, malgré cela, l'autorité chargée de l'enquête établit que la branche de production nationale comprend d'autres producteurs en plus du requérant, il est correct d'utiliser, aux fins de l'analyse de certains facteurs de dommage, les renseignements relatifs à ce producteur alors que, pour les autres, on utilisera les renseignements se rapportant à l'ensemble de la production nationale.

33. Le critère prévu à l'article 5.4 est différent de celui qui est établi par l'article 4.1 de l'Accord antidumping. En vérité, le Mexique fait abstraction du fait que, comme il ressort de la jurisprudence, un examen "sectoriel" du dommage peut être pertinent pour autant que les autorités chargées de l'enquête fournissent une explication satisfaisante de la raison pour laquelle il n'est pas nécessaire d'examiner directement ou concrètement les autres parties de la branche de production nationale. En l'espèce, le Mexique n'a pas fourni d'explication satisfaisante de la raison pour laquelle il n'était pas nécessaire d'examiner directement ou concrètement les autres parties de la branche de production nationale. Ainsi, le Guatemala est d'avis que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 4.1 de l'Accord antidumping.

4. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle il n'a pas été procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs pour ce qui est des volumes des importations

34. Le Mexique reconnaît qu'en raison de l'application de la méthode des prix minimums et des prix maximums aux importations de pays non visés par l'enquête pour déterminer les volumes correspondants, il est raisonnable de supposer en effet qu'un produit non visé par l'enquête aurait pu être inclus ou que des tubes et tuyaux visés par l'enquête auraient pu être exclus. L'affirmation du Mexique confirme ce que le Guatemala a indiqué, à savoir que le Ministère de l'économie s'est appuyé sur une hypothèse injustifiée pour déterminer les volumes de pays non visés par l'enquête. Dans sa détermination finale, le Ministère de l'économie n'a même pas donné les raisons justifiant l'application de la fourchette de prix aux importations de pays non visés par l'enquête.

35. Le Mexique affirme également que le Ministère de l'économie ne reçoit pas toujours de réponse favorable des institutions auxquelles il demande des renseignements (parmi lesquelles l'Administration des douanes et le Ministère des finances) et qu'il n'a pas non plus le pouvoir d'obliger les agents en douane ou les importateurs à fournir des renseignements et, qu'en tout état de cause, le Ministère de l'économie ne peut pas donner un ordre qui va au-delà de ses attributions. Contrairement à ce qu'affirme le Mexique, l'article 55 de la Loi mexicaine sur le commerce extérieur révèle les pouvoirs étendus qu'il confère au Ministère de l'économie pour demander des renseignements à des tiers. En outre, il n'est indiqué dans aucune partie du dossier que le Ministère de l'économie a déployé le moindre effort pour au moins demander les renseignements en question.

E. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU LIEN DE CAUSALITÉ

36. D'après le Mexique, comme les exportations représentent 7 ou 5 pour cent de la production nationale, leur chute n'est pas un facteur déterminant aux fins de l'analyse du dommage. L'élément que le Mexique oublie et qui se trouve être le plus important en l'espèce est que la chute des exportations a été égale ou supérieure à la chute des ventes sur le marché intérieur. La chute des exportations a été d'une ampleur telle qu'elle devait à coup sûr causer un dommage à la branche de production nationale et ses effets auraient dû être distingués des effets causés par les importations dont il est allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping. Le Ministère de l'économie n'a pas fait cette distinction. Même en admettant que les exportations n'aient pas été un facteur de dommage aussi "déterminant" comme le Mexique le prétend, le Ministère de l'économie aurait dû imputer ce dommage à ce facteur "pas aussi déterminant". Or, il ne l'a pas fait.

37. En ce qui concerne la chute des bénéfices, le Mexique n'indique pas non plus que cette chute était due principalement à la chute des ventes et non à l'augmentation des frais de commercialisation. Par conséquent, le Ministère de l'économie aurait dû là aussi faire une distinction et ne pas imputer le dommage causé par les hausses des coûts et des frais du requérant. De plus, le Guatemala observe que si le Ministère de l'économie attribue la chute des bénéfices essentiellement au recul des ventes, il ne fait pas la distinction entre la diminution des ventes imputable à la chute des exportations, qui représentaient 2 pour cent de la production nationale, et la baisse des ventes sur le marché intérieur, qui s'établissait à seulement 2 pour cent, ce qui est apparemment moindre que la chute des exportations. À ce sujet, le Ministère de l'économie n'a pas procédé non plus à la non-imputation qui s'imposait.

F. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE

1. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle le Ministère de l'économie n'a pas informé l'exportateur des faits essentiels ni du rejet des renseignements communiqués par celui-ci

38. Ce que dit le Mexique essentiellement c'est que, du moment qu'un fait ressort du dossier (ce qui est le cas de tous les faits), les parties intéressées connaissent ce fait et peuvent "prévoir" le traitement qui lui sera donné dans la détermination finale. Ainsi, selon le Mexique, il est satisfait à l'obligation d'"informer" énoncée à l'article 6.9 de l'Accord antidumping. Comme les faits consignés dans le dossier ne sont pas tous "essentiels", ce que propose le Mexique, c'est que les parties "devinent" lesquels d'entre eux constituent les faits essentiels, enlevant ainsi tout son sens à l'obligation d'"informer". L'omission de l'identification et de la divulgation aux parties intéressées des faits qui seraient essentiels parmi la multitude de faits essentiels ou non essentiels consignés dans le dossier constitue un manquement à l'obligation d'informer prévue par l'article 6.9 de l'Accord.

39. Concernant la divulgation du fait essentiel que constitue l'inclusion des tubes et tuyaux de construction à la fin de l'enquête, le Mexique a d'abord affirmé dans sa première communication écrite qu'il était illogique de penser que, si des renseignements étaient demandés concernant le produit visé par l'enquête, ces renseignements n'allaient pas être considérés comme un fait essentiel. Puis, il a déclaré que la divulgation de l'inclusion des tubes et tuyaux de construction dans le champ d'application de la mesure définitive "n'était pas un fait essentiel" au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

40. Quant à la divulgation du fait essentiel constitué par le recours aux données de fait disponibles, le Mexique a reconnu que l'autorité chargée de l'enquête "*a présumé*", compte tenu des diverses incohérences dans les renseignements, que l'exportateur "*penserait*" que lesdits renseignements "*pourraient*" être rejetés.

41. Dans les deux cas, ces explications sont non seulement infondées, mais également incompatibles avec l'article 6.9 et le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

2. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle la communication des constatations et conclusions figurant dans la détermination préliminaire était insuffisante

42. L'article 12.2 de l'Accord antidumping vise à éviter que les actions ou les déterminations de l'autorité chargée de l'enquête soient justifiées *a posteriori*. Pourtant, s'agissant de la définition du produit visé par l'enquête, le Mexique, au lieu d'indiquer les parties de sa détermination préliminaire et de sa détermination finale dans lesquelles sont censées figurer ses constatations de fait et ses conclusions, affirme simplement que ses déterminations contiennent "une description suffisante du produit à des fins douanières", ce qui n'est pas l'objet de l'allégation du Guatemala.

3. Le Mexique n'a pas réussi à réfuter l'allégation du Guatemala selon laquelle il aurait accordé un traitement confidentiel sans déterminer s'il y avait une raison valable ni demander la présentation de résumés non confidentiels acceptables

43. Le Guatemala estime que les dispositions prévues par le droit mexicain concernant l'accès aux renseignements confidentiels sont complètement hors de propos. Le Guatemala ne pense pas que des mécanismes de droit interne exemptent le Mexique de l'obligation énoncée à l'article 6.5.1 d'assurer la confidentialité des renseignements uniquement s'il existe une raison à cet effet et des résumés non confidentiels suffisamment détaillés. Comme le veut le droit coutumier international en matière de traités, "une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité".

44. De l'avis du Guatemala, on aurait pu espérer que le Mexique démontre qu'il avait évalué la raison valable exposée par le requérant avant de traiter les renseignements de celui-ci comme confidentiels et qu'il s'était demandé si les résumés communiqués étaient "suffisamment détaillés" pour pouvoir être acceptés (dans le cas où ils avaient été communiqués) ou bien, qu'il avait proposé que certains renseignements soient rendus publics, ou qu'il avait demandé l'autorisation de les divulguer en termes généraux ou sous forme de résumé. Or, aucune raison valable n'est exposée dans les communications du Mexique, qui se borne plutôt à expliquer que les représentants légaux des parties intéressées ont eu (ou auraient pu avoir) accès au dossier confidentiel et que, selon lui, cela garantissait les "droits de la défense" pour ce qui est des parties intéressées.

45. Le Guatemala reconnaît que la législation mexicaine permet aux représentants légaux des parties intéressées d'avoir accès au dossier confidentiel, sous réserve de certaines conditions strictes. Toutefois, s'il est vrai que cet accès peut *participer* des droits de la défense en ce qui concerne les parties intéressées, il ne saurait être considéré, sous aucun prétexte, comme un *substitut* des obligations énoncées à l'article 6.5 de l'Accord antidumping. En conséquence, il est clair pour le Guatemala que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

ANNEXE C-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU MEXIQUE

2 novembre 2006

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. LE MEXIQUE A OUVERT L'ENQUÊTE EN AYANT DES ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET D'UN DOMMAGE, AGISSANT AINSI D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 5.2, 5.3 ET 5.8 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 15

II. ARGUMENTS RELATIFS AUX ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE ET AU PRODUIT SIMILAIRE 17

A. PREMIER AJUSTEMENT APPORTÉ À LA DÉFINITION DU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE 18

B. SECOND AJUSTEMENT APPORTÉ À LA DÉFINITION DU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE 18

III. LE MEXIQUE A UTILISÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING 20

IV. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE 22

A. CHOIX DE LA PÉRIODE COUVERTE PAR L'ENQUÊTE 22

B. CHOIX DE PÉRIODES SEMESTRIELLES AUX FINS DE L'ANALYSE DU DOMMAGE 24

C. BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE 25

D. VOLUME ET EFFET SUR LES PRIX DES IMPORTATIONS VISÉES PAR L'ENQUÊTE 25

V. ARGUMENTS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE 27

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT MÉMOIRE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Abréviation	Sens
Accord antidumping	Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
CE	Communautés européennes
EU	États-Unis d'Amérique
LCE	Loi sur le commerce extérieur du Mexique
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
OMC	Organisation mondiale du commerce
SICMEX	Système d'information commerciale du Mexique
TIGI	barème de la Loi sur la taxe générale à l'importation du Mexique
TIGIE	barème de la Loi sur les taxes générales à l'importation et à l'exportation du Mexique
Tubac	Tubac, S.A. (exportateur guatémaltèque)

I. LE MEXIQUE A OUVERT L'ENQUÊTE EN AYANT DES ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET D'UN DOMMAGE, AGISSANT AINSI D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 5.2, 5.3 ET 5.8 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Le Mexique note que, dans ses réponses, le Guatemala allègue ce qui suit: a) la facture et l'offre de prix fournies par le requérant ne constituent pas des éléments de preuve suffisants (article 5.2 de l'Accord antidumping); b) l'analyse de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve doit être fondée exclusivement sur ceux qui ont été fournis dans la demande; c) eu égard au caractère insuffisant de la facture et de l'offre de prix, et compte tenu de l'absence de données sur les volumes des importations dans la demande, celle-ci aurait dû être rejetée.

2. En outre, le Guatemala affirme que ses allégations au titre de l'article 5.8 de l'Accord antidumping découlent de ses allégations au titre de l'article 5.2 et de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, pris séparément ou ensemble. Selon lui, l'article 5.2 énonce les obligations se rapportant à la teneur de la demande, et l'article 5.3 a trait à l'examen des éléments de preuve. Pour cette raison, fait-il valoir, si la demande ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 5.2 et que l'autorité ouvre une enquête, il y a violation de l'article 5.2 et de l'article 5.3 de l'Accord antidumping et, par conséquent, également de l'article 5.8.

3. Suivant ce raisonnement, nous croyons comprendre que l'allégation du Guatemala au titre des articles cités, pris ensemble, serait infondée s'il était démontré qu'un seul de ces articles n'a pas été violé. Ainsi, dans le cas où le Mexique ferait la démonstration de ce qui précède, nous demandons instamment au Groupe spécial, lorsqu'il examinera nos arguments, de considérer que cet aspect de l'allégation du Guatemala est sans fondement.

4. Le Mexique estime qu'on ne peut pas attribuer à l'autorité chargée d'une enquête une violation de l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Cet article constitue un cas d'exception dans l'Accord antidumping, étant donné qu'il établit des obligations visant celui qui requiert l'ouverture d'une enquête et non l'autorité chargée de l'enquête. C'est pourquoi le Mexique ne comprend pas comment le Guatemala peut soutenir qu'il y a violation de l'article 5.2 de l'Accord antidumping de la part du Mexique. Aux fins de l'interprétation et de l'application d'une disposition juridique, il importe de savoir à qui cette règle impose une obligation. En l'espèce, aucune obligation n'incombe à l'autorité chargée de l'enquête; on ne peut donc pas soutenir qu'il y a violation d'une obligation inexistante.

5. En outre, il ne faut pas oublier que l'article 5.2 de l'Accord antidumping fait obligation au requérant de présenter les renseignements qui peuvent "raisonnablement être à [sa] disposition". Sur ce point, le Guatemala n'a aucunement démontré que les renseignements fournis dans la demande n'étaient pas ceux qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant. Nous ne voyons pas comment il est possible de faire pareille allégation, sans de surcroît disposer du moindre élément de preuve.

6. Donc, nous ne souscrivons pas à l'interprétation que le Guatemala fait de l'article 5.3 de l'Accord antidumping. D'après nous, l'autorité chargée de l'enquête peut effectivement recueillir des renseignements additionnels par rapport à ceux qui sont fournis dans la demande afin d'établir la base factuelle sur laquelle elle assoira ses déterminations. En vérité, la seule façon dont l'autorité chargée de l'enquête peut vérifier l'exactitude, l'adéquation et le caractère suffisant des renseignements fournis dans la demande est précisément grâce aux données additionnelles qu'elle obtient.

7. De même, le requérant n'est pas tenu de fournir des renseignements qui vont au-delà de ceux qui peuvent raisonnablement être à sa disposition. En fait, il n'est pas obligé de présenter tous les renseignements qui peuvent raisonnablement être à sa disposition (voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux*). Bien qu'il n'existe pas de directive particulière permettant de déterminer à partir de quel moment on peut estimer qu'une demande contient les

renseignements qui peuvent "raisonnablement" être à la disposition du requérant, nous répétons qu'il est évident que ces éléments de preuve n'ont pas nécessairement besoin d'être de la qualité requise pour étayer une détermination préliminaire ou finale. De la même manière, il est clair également que ces éléments de preuve ne doivent pas être davantage que des données ou des renseignements, c'est-à-dire des indices sur lesquels se fondent les allégations ayant trait à l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux, et qu'il doit ressortir de leur examen, effectué conformément à l'article 5.3 de l'Accord antidumping, qu'ils sont suffisants pour que l'autorité chargée de l'enquête puisse objectivement déterminer qu'il existe une probabilité fondée que les allégations du requérant concernant l'existence d'une pratique déloyale, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux soient correctes. Il incombe au Guatemala de prouver qu'il y a violation de l'article 5.2 de l'Accord antidumping, ce qu'il n'a pas fait.

8. Par ailleurs, l'article 5.1 de l'Accord antidumping établit clairement que l'objectif d'une enquête est de déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué. Ainsi, les renseignements fournis dans la demande n'ont pas besoin d'être davantage qu'un simple indice de l'existence d'un "dumping allégué". S'il fallait que les requérants présentent des éléments de preuve de l'existence d'un dumping – et non d'un dumping allégué –, il serait pratiquement impossible d'ouvrir une enquête. Par ailleurs, même si elle pouvait être ouverte, l'enquête n'aurait aucun sens, étant donné que les éléments de preuve relatifs au dumping, au dommage et au lien de causalité auraient déjà été fournis et qu'il resterait uniquement à établir la détermination finale. En l'espèce, l'autorité mexicaine chargée de l'enquête a adopté cette ligne de conduite.

9. Pour ce qui est des volumes des importations, le Mexique estime que l'autorité chargée de l'enquête a valablement obtenu des données additionnelles. Très souvent, la seule façon de vérifier l'exactitude, l'adéquation et le caractère suffisant des données fournies dans la demande est d'avoir recours aux données additionnelles recueillies par l'autorité chargée de l'enquête. Si le requérant fournit des indices de l'existence d'un dumping allégué et de ses effets et qu'il ne peut pas obtenir certains renseignements, cela n'empêche pas l'autorité chargée de l'enquête de prendre les renseignements qu'elle peut obtenir comme base factuelle de sa décision.

10. De la même façon, le Guatemala a indiqué dans ses réponses que le Mexique aurait dû utiliser des renseignements émanant de Tubac pour déterminer la valeur normale, parce que les pays ne pratiquent pas le dumping, mais les exportateurs si; parce que ce sont les exportateurs qui communiquent les renseignements permettant de calculer des marges de dumping individuelles; et parce que cela n'a aucun sens de fonder une allégation de dumping sur des renseignements provenant d'entreprises qui ne fabriquent pas le produit visé par l'enquête.

11. Nous estimons que rien ne fait obligation d'agir comme le Guatemala l'affirme, et il nous semble que son affirmation est sans fondement. Quand un seul exportateur est mentionné dans la demande, il n'y a aucune raison pour que les éléments de preuve se rapportant à la valeur normale (qui est le prix du produit visé par l'enquête sur le marché intérieur) émanent forcément dudit exportateur, puisque, par définition, la valeur normale d'une marchandise ne doit pas nécessairement être liée à un exportateur particulier, mais au marché intérieur. De la même façon, nous ne voyons pas en quoi il est pertinent de se référer aux indications données par l'article 6.10 de l'Accord antidumping (marge individuelle pour chaque exportateur) alors que le cas qui nous occupe concerne l'étape précédant l'ouverture de l'enquête. Les marges en question sont calculées individuellement, mais cela n'a rien à voir avec les documents sur la valeur normale qui sont examinés avant d'ouvrir une enquête. En fait, disposer de documents émanant de chacun des exportateurs pour ouvrir l'enquête écarterait la possibilité d'obtenir des données sur la valeur normale dans les cas où les exportateurs ne produisent pas la marchandise visée par l'enquête ou ne la vendent pas sur leur marché d'origine. De plus, cela reviendrait à exiger la fourniture de données de la qualité et la quantité nécessaires pour établir une détermination, ce qui est incorrect selon la jurisprudence de l'OMC.

12. Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme le Guatemala, Hylsa n'a jamais apporté la preuve de l'existence de 132 modèles différents de tubes et tuyaux (66 pour les tubes et tuyaux standard et 66 pour les tubes et tuyaux galvanisés). Hylsa a fourni uniquement des renseignements se rapportant à 66 codes de produits correspondant seulement aux tubes et tuyaux standard. Nous ne savons pas sur quoi se fonde le Guatemala pour dire qu'il existe le même nombre de codes de produits pour les tubes et tuyaux noirs, étant donné que cette question ne peut pas être inférée d'une manière directe. Les codes de produits d'une entreprise peuvent varier en fonction de la couleur, de l'emballage, etc. Partant, il n'est pas possible d'inférer de cette manière si, en réalité, Hylsa gère un nombre de modèles de tubes et tuyaux noirs égal à celui des tubes et tuyaux standard. De plus, rien dans l'Accord antidumping ne prescrit que les codes de produits doivent être identiques.

13. Toutefois, indépendamment du nombre de modèles utilisés par Hylsa, cela n'a rien à voir avec la manière dont l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée sur les documents relatifs à la valeur normale fournis avec la demande. L'autorité chargée de l'enquête est uniquement tenue d'examiner s'il y a identité ou une grande ressemblance entre le produit visé par l'enquête et le produit similaire, quelles que soient les classifications utilisées par chaque entreprise. Si l'on poussait le raisonnement jusqu'au bout, une exigence comme celle que le Guatemala voudrait imposer ferait qu'un requérant aurait à présenter autant de références sur la valeur normale que de codes se rapportant aux produits qu'il gère, ce qui est insoutenable, et même là, il serait presque sûr qu'en comparant les codes de produits du requérant et ceux de l'exportateur, on détecterait des divergences propres aux différents systèmes de classification. Essayer de les concilier serait une tâche impossible.

14. Par ailleurs, nous insistons sur le fait que, d'après ce qui a été décidé dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux*, aux fins de l'ouverture d'une enquête, il n'est pas nécessaire de disposer d'éléments de preuve spécifiques pour chaque catégorie de produit incluse dans le produit visé par l'enquête. De même, accepter l'argument du Guatemala irait directement à l'encontre des critères concernant le caractère suffisant des renseignements dont fait état la jurisprudence de l'OMC, ceux-là mêmes auxquels nous avons fait référence dans notre première communication écrite. À cet égard, il convient de signaler que, pour les raisons exposées dans notre mémoire présenté à titre de réfutation, ce précédent n'est pas applicable de la manière dont le Guatemala l'affirme, raison pour laquelle le Mexique demande que cette interprétation soit rejetée.

15. Enfin, le Guatemala soutient qu'il existe deux possibilités pour ouvrir une enquête (à la demande d'une partie ou d'office) et que, si la demande émane de la branche de production nationale, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas rassembler plus de renseignements que ceux qui sont fournis dans ladite demande pour déterminer le bien-fondé de l'ouverture d'une enquête. À cet égard, nous réitérons les arguments que nous avons avancés précédemment quant à la possibilité que l'autorité chargée de l'enquête réunisse plus de données pour constituer une base factuelle pertinente.

II. ARGUMENTS RELATIFS AUX ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE ET AU PRODUIT SIMILAIRE

16. Selon le Mexique, le fait que Tubac n'a pas contesté l'ajout des tubes et tuyaux d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 6 po est un point important. Si une partie intéressée souscrit expressément ou tacitement à une quelconque affirmation, circonstance ou détermination, l'autorité chargée de l'enquête doit considérer que cette acceptation est valable. C'est pourquoi, devant l'aval tacite donné à la définition du produit considéré, l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas de raison d'écarter les tubes et tuyaux d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 6 po. En tout état de cause, s'il y a consentement des parties intéressées, l'objectivité et l'adéquation de la définition s'en trouvent renforcées.

17. S'agissant de ce qui précède, il est important de souligner qu'au paragraphe 100 de ses réponses, le Guatemala indique que "l'article 2.1 de l'Accord n'interdit pas que des changements mineurs soient apportés au produit visé par l'enquête au cours du déroulement de celle-ci", ce qui montre que l'interprétation du Mexique sur ce point était correcte.

18. Le Mexique demande respectueusement au Groupe spécial d'estimer que le Guatemala continue d'essayer de faire valoir différents arguments dont le fondement est inexistant. Il convient de signaler qu'en l'absence de directives particulières dans l'Accord antidumping concernant divers aspects, il doit être entendu qu'il peut y avoir différentes interprétations valables de ces aspects. À cet égard, nous estimons que l'autorité chargée de l'enquête a agi conformément à l'Accord antidumping.

19. Dans les paragraphes suivants, le Mexique fait état de certaines considérations ayant trait aux ajustements apportés au cours de l'enquête à la définition du produit visé par celle-ci.

A. PREMIER AJUSTEMENT APPORTÉ À LA DÉFINITION DU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE

20. En ce qui concerne le premier ajustement, le Guatemala allègue que, dans la détermination préliminaire, ont été indûment inclus des diamètres de tubes et tuyaux additionnels en sus de ceux pris en considération lors de l'ouverture de l'enquête et qu'il n'a pas été fourni de raisons ni d'éléments de preuve à l'appui des déterminations ayant trait au dumping, au dommage et au lien de causalité que l'autorité chargée de l'enquête a établies. Il est important de souligner qu'il est habituel de décrire le produit visé par l'enquête au cas par cas, en examinant les caractéristiques particulières de celui-ci dès le début de la procédure, ainsi que de considérer que l'enquête antidumping est un processus graduel au cours duquel sont réunis les éléments qui étayent la décision d'imposer ou non une mesure finale.

21. Nous insistons sur le fait que l'autorité chargée de l'enquête n'étant pas un expert des produits visés par l'enquête, elle ne connaît pas leurs caractéristiques physiques et techniques et doit donc, en principe, se fonder sur les indications du requérant. Ainsi, la description du produit visé par l'enquête dans la décision portant ouverture de celle-ci est fondée essentiellement sur des renseignements fournis par le requérant.

22. Cela dit, mentionner expressément les tubes et tuyaux d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 6 po dans la détermination préliminaire, tout en ne modifiant pas les autres caractéristiques prises en considération lors de l'ouverture de l'enquête, ne constitue pas un ajustement incompatible avec l'Accord antidumping. Comme il a été expliqué ailleurs, les fourchettes mentionnées dans la décision portant ouverture de l'enquête et dans la détermination préliminaire sont commercialement interchangeables; c'est pourquoi le Mexique estime que l'ajustement apporté par le Ministère de l'économie est compatible avec l'Accord antidumping.

B. SECOND AJUSTEMENT APPORTÉ À LA DÉFINITION DU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE

23. En ce qui concerne le second ajustement, nous répétons que le Ministère de l'économie a décrit dans la détermination finale le produit visé par l'enquête en se fondant sur les données de fait disponibles, d'une manière compatible avec l'Accord antidumping, étant donné que les précisions apportées à la description du produit sont fondées sur les arguments et éléments de preuve figurant dans le dossier administratif, y compris l'interchangeabilité technique et commerciale des tubes et tuyaux standard et des tubes et tuyaux de construction.

24. Pour ce qui est du paragraphe 103 des réponses du Guatemala, nous confirmons nos arguments au sujet de l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping, lesquels figurent dans toutes nos interventions devant le Groupe spécial, et nous faisons observer que, comme nous avons procédé à une comparaison équitable et que nous avons utilisé des éléments suffisants et adéquats pour effectuer cette comparaison, les arguments du Guatemala au sujet de l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping sont sans fondement, raison pour laquelle nous demandons qu'ils soient rejetés.

25. Cela dit, d'après les données et éléments de preuve présentés par les parties, l'usage principal des tubes et tuyaux visés par l'enquête est la conduite de fluides, usage qui est lié au diamètre et à l'épaisseur des tubes et tuyaux; c'est pourquoi, indépendamment du type de produit plat laminé utilisé pour les fabriquer et de la norme de fabrication, la plupart des tubes et tuyaux d'un diamètre et d'une

épaisseur donnés peuvent être utilisés pour la conduite des fluides. Les tubes et tuyaux décrits dans la détermination finale peuvent être utilisés pour la conduite de fluides; par conséquent, il ne s'agit pas d'un nouveau produit, mais plutôt de la même marchandise, ce qui justifie que ces deux types de tubes et tuyaux soient compris dans la définition du produit visé par l'enquête.

Nous soulignons qu'il existe des éléments de preuve indiquant qu'il est possible d'acheter au Mexique des tubes et tuyaux standard n'ayant pas été soumis à un essai hydrostatique et de les utiliser pour la conduite de fluides, ou encore de procéder à un essai (après coup) et de les commercialiser comme canalisations (ce que font plusieurs entreprises).[1] Ces éléments de preuve figurent dans la pièce MEX-3. De plus, le dossier administratif contient des éléments de preuve indiquant que les deux types de tubes et tuyaux sont fabriqués sur la même chaîne de production, selon le même procédé. L'ajustement apporté à la définition ne concernait donc pas les tubes et tuyaux "de construction" en particulier, mais, d'une manière générale, ceux qui, d'un point de vue technique et commercial, correspondaient à la définition figurant dans la détermination finale. D'un point de vue commercial, il ne s'agit pas de produits différents, mais d'une seule et même marchandise.

26. Ainsi, étant donné que l'autorité chargée de l'enquête a déterminé aux fins de l'enquête antidumping qu'il s'agissait du même produit, il n'y avait pas lieu de divulguer de nouveau les faits essentiels qui avaient été exposés dans la détermination préliminaire et lors de l'audition publique, comme il est indiqué dans les réponses n° 96, 97 et 98 du Mexique.

27. Par ailleurs, le Mexique tient à souligner de nouveau que Tubac a eu la possibilité de présenter des renseignements additionnels dans ses réponses aux demandes de renseignements que lui a adressées l'autorité chargée de l'enquête, lesquels ont été pris en considération par le Mexique dans ses déterminations préliminaire et finale, ainsi qu'au moment de l'enquête menée sur place, pendant l'audition publique et au moment de la présentation des arguments.

28. En conséquence, étant donné que les tubes et tuyaux de construction et les tubes et tuyaux standard sont interchangeables d'un point de vue technique et commercial, que l'exportateur ne s'est pas manifesté quand il avait la possibilité de le faire, que l'Accord antidumping ne contient aucune ligne directrice relative à la définition du produit visé par l'enquête, et que les spécifications et caractéristiques techniques du produit ont été analysées pour le définir correctement, nous estimons que le Ministère de l'économie a agi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping lorsqu'il a défini le produit visé par l'enquête et nous demandons donc au Groupe spécial de rejeter les arguments du Guatemala sur ce point.

29. Pour ce qui est des allégations du Guatemala ayant trait aux articles 1er et 18.1 de l'Accord antidumping, le Mexique estime qu'il n'y a eu aucune violation de ces dispositions. Toutefois, même en supposant qu'il ait été contrevenu à ces articles, sans l'admettre pour autant, cela ne signifie pas nécessairement qu'il fallait révoquer la mesure. Nous pensons que le Groupe spécial devrait laisser au Membre défendeur le soin de décider de la manière dont il rendra sa mesure conforme aux Accords de l'OMC. Il convient de rappeler que, conformément à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, les dispositions de cet accord peuvent être interprétées de plusieurs manières admissibles; c'est pourquoi si l'on agit conformément à l'une de ces interprétations valables, il n'y a aucune violation de l'Accord antidumping. Ainsi, dans l'hypothèse où le Mexique aurait à mettre sa mesure en conformité avec l'Accord, le Groupe spécial pourrait déterminer, au moment opportun de la procédure, si la mesure a été mise en conformité selon une interprétation admissible de l'Accord antidumping.

[1] Réponse du Mexique à la question n° 89 b) du Groupe spécial.

III. LE MEXIQUE A UTILISÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

30. Le Guatemala allègue essentiellement que l'autorité mexicaine chargée de l'enquête a eu indûment recours aux données de fait disponibles, et fait valoir que le Ministère de l'économie n'avait pas de motifs de rejeter les renseignements qui n'avaient pas posé des problèmes lors de la visite de vérification et qu'en outre, il n'avait pas prévenu l'exportateur que la détermination finale reposerait sur ces données de fait. À cet égard, conformément à l'article 6.8 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête peut utiliser les données de fait disponibles: a) lorsqu'une partie intéressée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires; b) quand cette partie ne les communique pas dans un délai raisonnable; ou c) quand elle entrave le déroulement de l'enquête de façon notable.

31. Ainsi, il convient de faire remarquer que l'exportateur guatémaltèque n'a pas communiqué les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable. Par ailleurs, les données qu'il a présentées au cours de l'enquête ne pouvaient pas être considérées comme fiables, complètes, exactes et précises, puisque lors de l'enquête sur place, des incohérences ont été relevées par rapport aux données communiquées par Tubac, ce qui rendait pratiquement impossible l'utilisation de ces renseignements.

32. Concernant la réponse du Guatemala à la question n° 103, d'après laquelle "le Ministère de l'économie aurait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.7 de l'Accord sur la base de cette hypothèse", le Mexique est d'avis que l'article 6.7 de l'Accord antidumping exige uniquement que soient mis à la disposition des parties les résultats factuels de l'enquête menée sur place ou que celles-ci soient informées de ces résultats, mais il n'exige pas que leur soient divulguées les conclusions de l'autorité chargée de l'enquête sur ce qui s'est passé pendant l'enquête. En ce sens, le procès-verbal fait uniquement état de ce qui s'est passé sur place, mais non de l'évaluation ni de l'analyse que l'autorité chargée de l'enquête a faites de tous les renseignements vérifiés, et il ne constitue aucunement le résultat d'une analyse approfondie et exhaustive de ces renseignements. Par conséquent, le Guatemala a tort de considérer qu'il s'agit d'"un rapport exact et complet".

33. Compte tenu de ce qui précède, si Tubac savait qu'il existait des divergences entre les données qu'elle avait présentées à l'autorité chargée de l'enquête et celles qui ont été obtenues au cours de l'enquête sur place, et qu'elle n'a rien fait pour clarifier ces renseignements, il est logique que l'autorité chargée de l'enquête ait eu recours aux données de fait disponibles, comme elle l'avait dit dans le procès-verbal de l'enquête menée sur place.

34. Eu égard à ce qui précède, rien ne permet de soutenir que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.7 de l'Accord antidumping, étant donné qu'il n'y a pas d'incohérences entre la détermination finale et ce qui s'est passé lors de l'enquête sur place, que Tubac a été dûment informée des incohérences relevées dans les renseignements qu'elle avait communiqués et qu'elle savait que les données de fait disponibles pourraient être utilisées.

35. Cela dit, on ne voit pas très bien comment les allégations du Guatemala ayant trait à l'article 6.7 de l'Accord antidumping peuvent être subsidiaires par rapport à celles qu'il a formulées au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping. L'article 6.7 de l'Accord antidumping indique la façon de procéder pour les enquêtes sur place et renvoie à l'Annexe I de l'Accord antidumping. Sur ce point, nous ne savons pas sur quoi le Guatemala pourrait se fonder pour soutenir que l'autorité chargée de l'enquête a contrevenu à cet article, étant donné qu'elle a obtenu l'accord des entreprises concernées, qu'elle en a avisé le gouvernement guatémaltèque, qu'elle a suivi les procédures décrites à l'Annexe I de l'Accord, qu'elle a mis les résultats à la disposition des entreprises et qu'elle a divulgué tous les renseignements factuels concernant l'enquête sur place. C'est pourquoi nous ne voyons pas comment il est possible d'arriver à la conclusion qu'il y a violation de l'Accord antidumping.

36. Par ailleurs, s'agissant de la réponse n° 104 du Guatemala, en effet, nous n'avons pas trouvé dans le dossier administratif de demande qui aurait été présentée par Tubac pour consulter les

renseignements confidentiels, mais il y a une raison à cela: contrairement à ce qu'a indiqué le Guatemala, conformément à la pratique administrative suivie durant ces années-là par l'autorité mexicaine chargée de l'enquête, les documents en question étaient versés au dossier administratif ou à des dossiers parallèles, sans distinction, ceux-ci étant sous la responsabilité de chacun des directeurs des services chargés de l'enquête, d'une manière indépendante. La raison en est qu'on n'estimait pas qu'il s'agissait de documents devant nécessairement être versés au dossier administratif. Malheureusement, il est extrêmement difficile de trouver ces documents car, en raison de restructurations, du renouvellement du personnel et de changements apportés à la pratique administrative, bon nombre de ces dossiers parallèles ne peuvent pas être localisés. Pour cette raison, le Mexique n'a pas présenté ces documents comme éléments de preuve. Toutefois, le service des archives a toujours suivi la même pratique administrative parce qu'il s'agit d'un service indépendant, et il a donc toujours utilisé des documents comme celui qui a été présenté pour contrôler l'accès aux dossiers. Ainsi, l'accès de la représentante légale de Tubac ayant été enregistré, l'excuse de l'"erreur involontaire" n'est pas crédible.

37. Qui plus est, le Guatemala n'a pas non plus présenté d'éléments de preuve indiquant que l'accès au dossier confidentiel aurait été refusé aux représentants de Tubac, et il affirme même que ceux-ci n'ont jamais demandé à y avoir accès. Cela étant, comme nous l'avons déjà dit, parce que le Guatemala affirme que l'accès en soi n'est pas utile, nous pouvons inférer qu'il renonce à l'allégation selon laquelle le Ministère de l'économie aurait porté atteinte à la capacité de l'exportateur de se défendre contre les allégations de dumping; c'est pourquoi nous demandons instamment au Groupe spécial d'adopter ce point de vue.

38. En supposant pour les besoins de l'argumentation que Tubac n'ait jamais demandé à avoir accès à la version confidentielle du dossier, on ne pourrait donc pas non plus alléguer qu'il a été porté atteinte aux droits de la défense, étant donné qu'elle n'aurait pas exercé un droit qu'elle avait. En effet, comme Tubac a toujours eu le droit d'avoir accès au dossier confidentiel, nous ne pouvons pas présumer que l'autorité chargée de l'enquête lui a refusé cet accès si l'exportateur n'en a jamais fait la demande.

39. Pour revenir à l'argument du Guatemala selon lequel l'exportateur n'a pas été informé que ses renseignements seraient rejetés, nous pensons qu'il est important de renvoyer à l'explication du Mexique se rapportant à la teneur du procès-verbal de la visite de vérification, puisque c'est dans ce document que l'exportateur a été averti de l'utilisation des données de fait disponibles.

40. S'agissant de la réponse n° 105 du Guatemala, comme il ressort du procès-verbal de la visite de vérification, il a été fait part aux représentants de Tubac des problèmes qui y sont mentionnés, et les exportateurs n'ont pris aucune mesure pour corriger leurs renseignements afin que l'autorité chargée de l'enquête puisse les utiliser.

41. Nous soulignons que les obligations énoncées à l'Annexe II et à l'article 6.9 de l'Accord antidumping sont des obligations distinctes; c'est pourquoi on ne peut pas conclure à des violations en cascade des deux dispositions. De plus, nous soulignons que la société exportatrice Tubac n'a pas donné accès aux renseignements nécessaires et les a encore moins communiqués dans un délai raisonnable, ce qui a entravé le déroulement de l'enquête de façon notable.

42. Ainsi, vu que, selon l'article 6.8 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête peut se fonder sur les données de fait disponibles pour calculer les marges de dumping applicables aux exportateurs qui n'ont pas communiqué les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable et ont entravé considérablement l'enquête, et vu que Tubac répondait aux deuxième et troisième conditions envisagées par cet article, l'autorité chargée de l'enquête a dû utiliser les données de fait disponibles, conformément au rapport final du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en provenance de Turquie*, cela d'une manière compatible avec l'Accord antidumping et avec les critères acceptés par l'OMC.

IV. ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

A. CHOIX DE LA PÉRIODE COUVERTE PAR L'ENQUÊTE

43. Nous insistons sur le fait que le différend concernant le riz résultait de circonstances totalement différentes de celles qui nous occupent ici, raison pour laquelle l'affirmation du Guatemala est sans fondement. Ainsi, puisqu'il s'agit de circonstances entièrement différentes et qu'il n'a pas présenté d'autres arguments à l'appui de son allégation, le Guatemala n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de la part du Mexique dans sa plaidoirie.

44. Les raisons pour lesquelles le Guatemala n'établit pas la même présomption légale que celle qui a été établie par les États-Unis dans l'affaire du riz blanc à grains longs sont les suivantes: a) dans l'affaire du riz, l'éloignement de la période couverte par l'enquête était de 15 mois, alors qu'il est de huit mois en l'espèce, laps de temps qui ne laisse pas supposer que les données relatives à la période couverte par l'enquête ne sont plus pertinentes; b) dans l'affaire du riz, le Ministère de l'économie n'a pas procédé à une analyse aussi exhaustive des renseignements présentés dans la demande d'ouverture d'une enquête que celle qu'il a effectuée pour les tubes et tuyaux guatémaltèques; c) dans l'affaire du riz, aucune demande de renseignements n'a été envoyée; or, c'est ce qui prend du temps et qui fait que la période couverte par l'enquête est plus reculée dans le temps; d) dans l'affaire du riz, l'Organe d'appel a constaté que le Mexique avait agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping parce qu'il avait accepté la période proposée par les requérants alors qu'il était censé savoir que cette période était proposée parce qu'elle correspondait à la période pendant laquelle la pénétration des exportations était la plus élevée. Compte tenu de ce qui précède, les circonstances de l'affaire du riz sont différentes des circonstances de l'espèce et, en conséquence, le Guatemala n'a pas établi la même présomption légale que celle qui a été établie par les États-Unis.

45. De même, le Guatemala affirme de nouveau, sans disposer d'éléments de preuve, que la période couverte par l'enquête n'a pas été la plus proche possible. C'est pourquoi nous demandons au Groupe spécial de rejeter l'allégation du Guatemala, étant donné qu'il n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation et qu'un groupe spécial ne peut pas se prononcer en faveur d'un plaignant qui n'établit pas le bien-fondé de son allégation.

46. Cela dit, dans le seul but d'éclairer le Groupe spécial au sujet de la question dans laquelle il demandait pourquoi il faudrait estimer que Tubac ne s'était pas opposée au choix de la période couverte par l'enquête, il convient de signaler que, contrairement à ce qui s'est passé dans l'affaire *Mexique – Riz*, Tubac n'a pas contesté ce choix et a seulement demandé que l'autorité chargée de l'enquête précise que la période couverte par l'enquête allait bien du 1er juillet au 31 décembre 2000. Ceci devrait être considéré comme un consentement donné par l'exportateur.

47. Par ailleurs, il est important de souligner que Tubac n'a jamais contesté la période couverte par l'enquête. Nous estimons qu'il s'agit d'un point dont le Groupe spécial devrait tenir compte, étant donné que l'autorité chargée de l'enquête doit évaluer tous les éléments qui sont présentés pendant une enquête antidumping et que, sur cette base, elle doit établir sa détermination. Ainsi, si une partie intéressée admet un fait d'une manière tacite ou expresse, ou donne son consentement, le mieux serait de considérer cette acceptation ou ce consentement comme un élément pertinent, de l'avis du Mexique.

48. Plusieurs articles de l'Accord antidumping expriment une préférence pour les renseignements de première main, qui sont précisément ceux émanant des parties (voir le paragraphe 7.238 du rapport final du Groupe spécial et les paragraphes 288 et 289 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Mexique – Riz*). Par conséquent, il doit être tenu compte du fait que l'acceptation donnée par une partie intéressée constitue un élément qui ne peut pas être contesté. Il n'y a pas lieu, conformément aux principes généraux du droit, de refuser le consentement donné par une partie. Cela étant, vu

l'assentiment tacite donné au choix de la période couverte par l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête n'avait aucune raison de la modifier.

49. À cet égard, il ressort clairement du paragraphe 164 de la première communication écrite du Mexique que l'allégation du Guatemala, selon laquelle il était possible de retenir une période plus récente, est sans fondement. Voici la chronologie des événements: a) la demande d'ouverture d'une enquête a été présentée le 22 mai 2001; la période qui y était proposée aux fins de l'enquête allait du 1er juillet au 31 décembre 2000; b) le 11 juin 2001, le requérant a été informé qu'il devait fournir les renseignements techniques nécessaires pour qu'il puisse être déterminé s'il y avait lieu ou non d'ouvrir une enquête; c) le 9 juillet 2001, le requérant a répondu à cette demande de renseignements; d) le 9 juillet 2001, l'autorité chargée de l'enquête a commencé à analyser les nouveaux renseignements, ce qui a pris un temps considérable; et e) le 24 août 2001, la décision portant ouverture de l'enquête a été rendue publique. Ces circonstances constituent des obstacles réels à l'utilisation d'une période d'enquête plus récente. Si nous examinons les événements, nous verrons que le retard était parfaitement raisonnable. La période couverte par l'enquête a bien été la plus proche possible de la date d'ouverture de l'enquête. Par ailleurs, le laps de temps entre cette période et l'ouverture de l'enquête ne constitue pas un retard tel qu'il puisse faire douter de la pertinence de la période retenue. De même, si le problème posé par l'ancienneté des données est qu'elles peuvent cesser d'être pertinentes, alors il est nécessaire de démontrer au cas par cas que ces données ne sont pas utilisables. Sur ce point, le Guatemala n'a apporté aucun élément de preuve et, de ce fait, il n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation. Qui plus est, le Guatemala n'étaye pas non plus l'affirmation selon laquelle le requérant pouvait présenter des renseignements plus récents.

50. L'Accord antidumping n'exige pas une coïncidence dans le temps entre l'enquête et les données sur lesquelles celle-ci est fondée. La période couverte par l'enquête ne doit pas nécessairement précéder immédiatement l'ouverture de l'enquête. Au contraire, si l'on se fonde sur une période antérieure, la plus proche possible de l'ouverture de l'enquête, on doit démontrer que le dumping continue de causer un dommage. Cela signifie forcément que, pour déterminer si la période couverte par l'enquête est pertinente ou non, il faut procéder au cas par cas, ce sur quoi le Guatemala n'a présenté absolument aucun argument.

À cet égard, nous estimons en toute humilité qu'il serait fort regrettable pour le système de règlement des différends que le présent Groupe spécial admette qu'il y a *prima facie* présomption de violation sans disposer d'aucun élément de preuve en ce sens.

51. En ce qui concerne la réponse n° 23 dans laquelle il affirme que le requérant pouvait présenter des renseignements plus récents sur le dommage, le Guatemala omet de signaler le caractère restreint des renseignements fournis par Hylsa ainsi que le contexte dans lequel ceux-ci ont été communiqués. Il est faux de dire que le requérant a fourni ces données "sans qu'il y ait eu une demande de la part du Ministère de l'économie". Les renseignements ont été présentés en réponse à la demande de renseignements émanant de l'autorité chargée de l'enquête au sujet de l'allégation du requérant concernant une menace de dommage; c'est la raison pour laquelle ils ne se rapportent pas au dommage important, qui est l'objet de l'enquête. En d'autres termes, il y a bien eu une demande de la part de l'autorité et les données du requérant ne prouvent pas qu'il pouvait présenter des renseignements plus récents sur le dommage, étant donné que ces renseignements se rapportent à une menace de dommage.

52. En réponse à cette demande de renseignements, Hylsa a fourni, pour la période allant de janvier à juin 2001, des renseignements limités, conformément à ce qui avait été demandé par le Ministère de l'économie. À cet égard, il n'a pas fourni, par exemple, de projections sur l'effet potentiel des importations visées par l'enquête sur les indicateurs mentionnés pour la période semblable à celle couverte par l'enquête (semestre allant de juillet à décembre 2001). Seuls quelques indicateurs ont été fournis sans les estimations correspondantes.

53. Toutefois, Hylsa a expliqué qu'elle fournissait des données se rapportant au premier semestre de 2001 afin d'étayer son argumentation sur la possible menace de dommage, vu que ces données confirmaient les effets préjudiciables des importations visées par l'enquête, pour des indicateurs comme la production, les ventes sur le marché intérieur ou les prix, lesquels avaient baissé de 19 pour cent, de 11 pour cent et de 15 pour cent, respectivement, d'après Hylsa. Ces éléments, outre qu'ils confirment que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas "été sélective" lorsqu'elle a défini la période couverte par l'enquête, permettent d'apprécier les raisons pour lesquelles ces renseignements limités et sans estimations correspondantes pour une période semblable postérieure à celle couverte par l'enquête ne constituaient pas une base suffisante pour justifier la modification de la période retenue aux fins de l'analyse du dommage, sans parler de l'absence de données relatives à la branche de production nationale ou aux importations visées par l'enquête.

54. En l'espèce, le Guatemala affirme que la période couverte par l'enquête n'était pas la plus proche possible sans préciser sur quoi il se fonde pour faire cette affirmation. Pour cette raison, une fois qu'il aura été démontré que l'affaire *États-Unis – Riz* est fondamentalement différente de la présente affaire, il ne pourra pas être valablement soutenu que le Guatemala a établi *prima facie* l'existence d'une violation.

55. Le Guatemala affirme dans la réponse n° 28 que si la période couverte par l'enquête n'est pas la plus proche possible, les éléments de preuve cessent d'être positifs. Nous estimons que, dans l'affaire en question, l'Organe d'appel a déterminé que les éléments de preuve "positifs" étaient les éléments pertinents et importants pour la question à trancher. Par conséquent, des données plus récentes donneront probablement de meilleures indications, mais l'éloignement de la période couverte par l'enquête n'implique pas en soi une violation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Le Guatemala se borne à faire une affirmation sans présenter d'éléments de preuve à l'appui de son argument. Il est donc difficile de concevoir comment cela peut constituer *prima facie* une présomption de violation de l'Accord antidumping.

B. CHOIX DE PÉRIODES SEMESTRIELLES AUX FINS DE L'ANALYSE DU DOMMAGE

56. Nous estimons que grâce à l'utilisation de périodes comparables aux fins de l'analyse du dommage, les distorsions qui auraient pu se produire ont été éliminées et, de cette manière, le Ministère de l'économie a pu comparer correctement les renseignements se rapportant à la période couverte par l'enquête avec ceux des périodes antérieures comparables. À l'examen de la détermination finale, on constatera que la consommation du produit visé par l'enquête dépend essentiellement de la tenue du secteur du bâtiment et du secteur manufacturier (lesquels sont fort probablement tributaires en grande partie de la croissance des dépenses et des investissements dans l'économie même). Pour cette raison, il serait difficile de définir un modèle par avance (comme par exemple pour les produits agricoles, dont le riz) en ce qui concerne les seconds "semestres" de chaque année. C'est justement pour éviter les distorsions ou fluctuations saisonnières ou cycliques des indicateurs économiques (par exemple, l'indice des prix ou le produit intérieur brut), que l'on compare habituellement les mêmes périodes, qui sont par ailleurs compatibles avec la période couverte par l'enquête.

57. De cette façon, s'il avait constaté que les indicateurs pour les périodes allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000 montraient que la situation de la branche de production nationale était mauvaise, mais que ceux-ci étaient identiques (c'est-à-dire sans variations), le Ministère de l'économie n'aurait pas déterminé qu'il existait un dommage, même si la période allant de juillet à décembre était moins favorable pour la branche de production nationale que la période allant de janvier à juin.

58. Pour ce qui est du niveau de pénétration des importations au cours de chacun des deux semestres de chaque année, il convient de signaler que nous estimons qu'il n'est pas correct de dire que les périodes allant de juillet à décembre de chaque année sont celles pendant lesquelles la pénétration des importations est la plus élevée. Nous répétons qu'il faut examiner dans leur intégralité

les déterminations établies à l'issue de l'enquête, d'où il ressort que la tendance à la hausse des importations faisant l'objet d'un dumping s'est confirmée, même après que les données eurent été apurées avec des renseignements plus précis. Pour cette raison, le "choix" des périodes semestrielles utilisées aux fins de l'analyse du dommage n'était pas biaisé. À notre avis, le Guatemala ne dispose pas d'éléments objectifs lui permettant de donner à penser que les périodes ont été "choisies". Cela reviendrait à supposer que le Ministère de l'économie savait par avance que les résultats feraient apparaître – une fois obtenues les déclarations et les factures afférentes aux importations en provenance du Guatemala pour les semestres des trois années analysées –, un accroissement significatif des importations ou bien que, après avoir procédé à toutes les investigations au cours de la procédure, l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale serait confirmée, ce qui est pratiquement impossible.

59. Le fait qu'il ne dispose pas d'éléments de preuve est confirmé dans la réponse à la question n° 40 du Groupe spécial, dans laquelle le Guatemala admet qu'il ne possède pas de renseignements sur les résultats de la branche de production et les importations au premier semestre de chacune des années utilisées aux fins de l'analyse du dommage. En d'autres termes, il ne sait pas si en réalité la pénétration des importations était plus élevée ou moins élevée et par conséquent, il ne sait pas si l'analyse a été objective ou non sur ce point. Par conséquent, il ne dispose pas d'éléments pour étayer son affirmation et il n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une présomption de violation de la part du Mexique.

C. BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

60. En vertu de l'article 4.1 de l'Accord antidumping, il existe deux manières de se conformer à l'obligation d'examiner la branche de production nationale: examiner l'ensemble des producteurs, ou bien examiner une proportion majeure de ceux-ci.

61. L'article 5.4 de l'Accord antidumping, quant à lui, établit le principe directeur permettant de déterminer si l'ensemble des producteurs nationaux qui demandent l'ouverture d'une enquête peut être considéré comme suffisant pour estimer que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom". Ainsi, si une demande est présentée par un producteur national représentant plus de 50 pour cent de la production nationale totale exprimant son soutien ou son opposition à la demande, il sera alors entendu que l'enquête est demandée par la branche de production nationale; c'est pourquoi l'examen visant à déterminer l'existence d'un dommage peut être axé exclusivement sur ce producteur, sans que cela puisse être considéré comme un manque d'objectivité.

62. Le Guatemala semble penser que l'article 4.1 de l'Accord antidumping établit qu'une fois que la branche de production nationale a été définie comme englobant l'ensemble des producteurs ou une proportion majeure de ceux-ci, l'autorité chargée de l'enquête doit s'en tenir strictement aux données relatives à l'ensemble ou, le cas échéant, à la proportion majeure. Sur ce point, aucun article de l'Accord antidumping n'étaye cette interprétation. En réalité, cette rigidité ferait que, s'il était déterminé que la production nationale correspond à une proportion majeure des producteurs et que l'on obtienne ensuite des données se rapportant à l'ensemble de la branche de production, ces données additionnelles seraient probablement rejetées, ce qui est inacceptable.

D. VOLUME ET EFFET SUR LES PRIX DES IMPORTATIONS VISÉES PAR L'ENQUÊTE

63. Le Guatemala part du principe qu'à son avis, le Ministère de l'économie disposait de deux sources de renseignements pour obtenir des éléments de preuve positifs concernant le volume des importations: les importateurs et l'Administration des douanes. Par ailleurs, comme il n'a pas opté pour la seconde de ces sources, le Mexique a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping, étant donné que les importateurs n'avaient pas envoyé tous les renseignements demandés par l'autorité chargée de l'enquête. Nous insistons sur le fait qu'il est faux de dire que le

Ministère de l'économie s'est adressé uniquement aux importateurs comme source de renseignements sur le volume des importations, puisqu'il a également demandé des documents aux agents en douane. Il n'est pas vrai que l'autorité chargée de l'enquête n'a utilisé qu'une seule source de renseignements et a fait abstraction de l'autre source qui était à sa disposition.

64. Durant une enquête, l'autorité chargée de l'enquête doit essayer de trouver la meilleure manière d'obtenir des renseignements. À cet effet, l'un des facteurs qui entrent nécessairement en jeu est le bon jugement de l'autorité chargée de l'enquête, qui doit déterminer s'il convient au non de prendre certaines décisions, eu égard à leurs conséquences probables, et cela en tirant parti de son expérience.

65. En l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête a décidé de ne pas demander de renseignements aux autorités douanières parce que, compte tenu de l'expérience acquise au cours de plusieurs années, elle savait que les autorités douanières mettraient trop de temps pour répondre à une demande de renseignements, ce qui se répercuterait sur les délais de l'enquête et pourrait entraîner une violation de l'article 5.10 de l'Accord antidumping. À titre d'exemple, on trouvera dans la pièce MEX-4 les documents concernant l'affaire des brosses originaires de Chine.[2] On peut encore citer à titre d'exemple l'affaire des valves en provenance des États-Unis. C'est la raison pour laquelle l'autorité chargée de l'enquête a jugé approprié de s'adresser aux importateurs et aux agents en douane.

66. Par ailleurs, il convient de faire remarquer que l'on n'a pas eu recours à une fourchette de prix pour estimer les volumes de tubes et tuyaux visés par l'enquête en provenance du Guatemala, mais que ceux-ci ont été estimés à partir des pourcentages qui ont été obtenus pour ces tubes et tuyaux par rapport à l'ensemble des importations en provenance de ce pays correspondant aux positions tarifaires pertinentes. Ce qui précède ressort des documents à disposition (déclarations accompagnées des factures correspondantes) qui couvraient des volumes représentatifs de l'ensemble des importations en provenance de ce pays.

67. Pour estimer les volumes correspondant aux tubes et tuyaux visés par l'enquête, s'agissant des importations de tubes et tuyaux en provenance d'autres pays que le Guatemala, l'autorité chargée de l'enquête a appliqué la méthode des prix minimums et des prix maximums. Compte tenu des documents dont elle disposait, l'autorité chargée de l'enquête a jugé que cette méthode était la plus raisonnable.

68. En ce qui concerne la réponse n° 79 du Guatemala, le Mexique a indiqué dans sa propre réponse n° 79 que la manière dont ont été calculés les prix moyens des importations visées en provenance du Guatemala était distincte de la manière retenue pour comparer le prix de ces importations avec le prix de vente moyen sur le marché intérieur des tubes et tuyaux nationaux similaires. Premièrement, le prix moyen des importations en provenance du Guatemala a été calculé de la manière qui est expliquée dans les réponses n° 74 et 79 du Mexique, desquelles il ressort clairement qu'il a été tenu compte du volume total et de la valeur totale des tubes et tuyaux visés en provenance du Guatemala et non de 17 pour cent seulement comme l'estime à tort le Guatemala; et, deuxièmement, le Ministère de l'économie a ajouté tous les frais au prix moyen des importations en provenance du Guatemala pour l'amener à un niveau approprié et le comparer au prix sur le marché intérieur. À cet effet, la valeur au point d'entrée des importations visées correspondant aux positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99, qui étaient originaires du Guatemala, a été majorée du droit de douane et de la redevance pour services douaniers, ainsi que des frais de transport du produit jusqu'à l'entrepôt de l'importateur pendant la période couverte par l'enquête.

[2] Les déclarations d'importation et les factures y afférentes ont été demandées aux autorités douanières, qui ont mis approximativement trois mois pour communiquer à l'autorité mexicaine 30 déclarations accompagnées des factures (un délai qui pourrait s'allonger en fonction de la charge de travail des services concernés).

69. Les frais de transport ont été calculés à partir des renseignements fournis par les importateurs enregistrés dans le SICMEX qui ont répondu à la demande de renseignements qui leur a été adressée par l'autorité chargée de l'enquête. Les importateurs qui ont fourni des renseignements sur les frais qu'ils ont engagés pour transporter les tubes et tuyaux visés par l'enquête depuis le bureau d'entrée au Mexique jusqu'à leurs entrepôts étaient à l'origine de 17 pour cent des importations visées en provenance du Guatemala. En raison de ce qui vient d'être expliqué, le Mexique répète que l'affirmation du Guatemala sur ce point est sans fondement.

70. Concernant la réponse n° 80 du Guatemala, il est important de préciser qu'au sens strict, il est pratiquement impossible pour bon nombre d'entreprises de communiquer à l'autorité chargée de l'enquête des renseignements aussi détaillés que ceux mentionnés par le Guatemala, car il faudrait pour cela disposer de renseignements permettant d'observer très précisément, s'agissant de la valeur, la tenue et l'effet des ventes d'un seul produit sur les bénéfices généraux d'une entreprise fabricant de multiples produits.

71. Le Mexique demande aux producteurs nationaux de fournir des renseignements spécifiques sur le plan financier (c'est-à-dire sur les bénéfices, les coûts et les frais) relatifs au produit similaire, en distinguant les bénéfices, les coûts et les frais se rapportant à d'autres produits fabriqués par l'entreprise. Cela se fait au moyen d'une annexe qui s'intitule "État des coûts, des ventes et des bénéfices de la marchandise nationale". Un tel niveau de détail exige, comme l'a fait remarquer le Groupe spécial lors de la première réunion de fond, un énorme effort de la part des entreprises requérantes, qui doivent apporter les ajustements correspondant aux frais de commercialisation et aux frais d'exploitation se rapportant exclusivement au produit similaire à celui qui est visé par l'enquête.

72. Pour ce qui est de l'argument du Guatemala selon lequel le Ministère de l'économie n'a pas tenu compte dans son analyse de l'effet des coûts et des ventes à l'exportation sur les bénéfices réalisés par l'entreprise requérante, nous répétons que les principaux facteurs ayant eu une incidence sur la tendance à la baisse des bénéfices d'exploitation ont été la diminution du chiffre d'affaires et l'augmentation des frais d'exploitation généraux, si bien que, dans notre première communication écrite, il n'est pas indiqué que les coûts ont augmenté et auraient eu de ce fait un effet défavorable sur les bénéfices d'exploitation obtenus, comme l'indique le Guatemala. En d'autres termes, au cours de la période allant de juillet à décembre 2000, les frais de commercialisation d'Hylsa DAT ont baissé de 13,2 pour cent, raison pour laquelle le Ministère de l'économie a considéré que l'évolution des frais de commercialisation n'était pas un facteur qui avait influé sur la baisse des bénéfices réalisés au cours de la période visée.

V. ARGUMENTS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE

73. En ce qui concerne les violations alléguées de l'article 6.5, 6.5.1 et 6.5.2 de l'Accord antidumping qui auraient été commises par le Mexique, le Guatemala indique dans ses réponses que: a) conformément à l'Accord antidumping, le mécanisme d'accès aux renseignements confidentiels est la communication de résumés non confidentiels; b) la représentante légale de Tubac n'a pas pu remplir les conditions exigées par la législation mexicaine pour avoir accès aux renseignements confidentiels; et, c) en dépit de ce qui précède, la question de savoir si Tubac a eu ou non accès aux renseignements confidentiels n'est pas pertinente aux fins des allégations au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

74. À ce propos, nous observons qu'il existe une contradiction entre ce qu'affirme le Guatemala au sujet de l'article 6.5 de l'Accord antidumping étant donné que, d'un côté, il dit que, en tant que détenteur de droits au titre de l'Accord antidumping, le mécanisme d'accès aux renseignements confidentiels auquel il peut avoir recours consiste dans les résumés publics, et, d'un autre côté, il déclare que la question de l'accès aux renseignements confidentiels n'est pas pertinente aux fins de ses allégations au titre de l'article 6.5 parce que cet article ne régit pas l'accès aux renseignements.

75. Il est étrange que le Guatemala se plaigne qu'il ne lui a pas été donné accès à la teneur des renseignements confidentiels et qu'il dise ensuite que la question de l'accès aux renseignements confidentiels n'est pas pertinente, cela parce que, indépendamment de l'accès, le Mexique ne s'est pas acquitté de ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

76. Nous avons déjà dit dans le présent mémoire que nous estimons que, conformément au critère établi par le Groupe spécial dans le cadre de l'affaire *Argentine – Carreaux de céramique*[3], l'article 6.5 et 6.5.1 de l'Accord antidumping a pour objet d'établir un mécanisme permettant aux parties de prendre connaissance de la teneur des renseignements confidentiels tout en protégeant les intérêts des parties qui fournissent ces données confidentielles.

77. Ainsi, étant donné que l'objectif premier est que les parties prennent connaissance des renseignements fournis à titre confidentiel, le Mexique estime qu'il convient de s'attacher à déterminer si les règles établies dans la législation mexicaine au sujet de l'accès aux renseignements confidentiels constituent un mécanisme suffisant pour que les renseignements en question soient portés à la connaissance de l'exportateur.

78. À cet égard, et en supposant, pour les besoins de l'argumentation, que le dossier de l'enquête sur les tubes et tuyaux standard ne contenait pas de résumés publics de la moindre donnée présentée par le requérant (situation qui ne s'est pas produite, comme il est indiqué plus bas), il aurait de toute façon été satisfait à l'obligation énoncée à l'article 6.5 de l'Accord antidumping puisque, comme il est expliqué en détail dans nos communications écrites, le système juridique mexicain accorde aux parties intéressées l'accès à tous les renseignements confidentiels.

79. Par ailleurs, le changement intervenu dans l'argumentation du Guatemala, qui soutient désormais que l'accès en soi n'est pas important, donne à penser qu'il accepte implicitement que l'exportateur guatémaltèque pouvait effectivement consulter tous les renseignements confidentiels, à n'importe quel moment au cours de l'enquête, et chaque fois qu'il le jugeait opportun. Ainsi, le Guatemala accepte qu'il n'a pas été porté atteinte aux droits de la défense de Tubac, raison pour laquelle tout argument en ce sens est dénué de fondement.

80. Cela dit, en ce qui concerne la question de savoir si la législation mexicaine sur l'accès aux renseignements confidentiels est suffisante pour permettre aux parties de prendre connaissance de la teneur de ces renseignements, il est illogique que le Guatemala se plaigne de ce que le système mexicain n'est pas suffisant à cette fin, alors qu'il admet, comme il ressort de ses propres réponses et de la déclaration de Mme Mejía, qu'il n'a même pas demandé d'avoir accès à ces renseignements. Il semble soutenir que le système mexicain n'est pas conforme à l'Accord antidumping, raison pour laquelle Tubac n'a pas eu accès aux renseignements confidentiels, alors même qu'il admet qu'il n'a jamais demandé à y avoir accès. Qui plus est, il soutient que cela constitue une violation de l'Accord antidumping, imputable à l'autorité chargée de l'enquête.

81. Si une partie intéressée peut exercer un droit et qu'elle ne le fait pas, le préjudice qui peut éventuellement en résulter n'est imputable qu'à ladite partie. Cela étant, les conséquences du fait de ne pas avoir demandé l'accès sont imputables uniquement et exclusivement à Tubac. En outre, le Guatemala a lui-même rendu caduc cet argument en indiquant que l'accès aux renseignements confidentiels n'était pas pertinent en soi aux fins de ses allégations. C'est pourquoi nous estimons que les allégations du Guatemala sont dénuées de fondement.

82. De même, il est faux de dire que le Ministère de l'économie n'as pas exigé du requérant qu'il fournisse des résumés publics puisque, comme cela a été démontré dans l'exposé donné au paragraphe 209 de notre mémoire, tous les écrits des parties, y compris ceux d'Hylsa, étaient accompagnés de leurs versions publiques, lesquelles permettaient de comprendre raisonnablement les

[3] Paragraphe 6.38.

données confidentielles. En ce sens, Tubac disposait bien des éléments pour prendre connaissance de la teneur des renseignements confidentiels ainsi que la possibilité de demander l'accès à ces renseignements au cas où elle aurait eu besoin d'une donnée ou d'un renseignement quelconque y figurant. L'autorité chargée de l'enquête n'a pas privé Tubac de la possibilité de prendre connaissance des renseignements nécessaires à sa défense puisque, nous le répétons, il existait des résumés publics de tous les renseignements confidentiels et elle avait la possibilité d'avoir accès aux dossiers confidentiels proprement dits.

83. Par ailleurs, s'agissant du traitement confidentiel du document d'Hylsa, daté du 17 septembre 2002, et de l'absence alléguée d'un résumé public, contrairement à ce qu'affirme le Guatemala, il existait bien un résumé public de ce document. De fait, comme il est mentionné dans notre mémoire, Hylsa l'a fait parvenir à la représentante légale de Tubac. Pour cette raison, nous demandons au Groupe spécial de rejeter cet argument du Guatemala.

84. Ainsi, nous demandons au Groupe spécial, compte tenu des incohérences et des affirmations fausses figurant dans les allégations du Guatemala, de rejeter lesdites allégations, à la lumière des présentes réfutations opposées à chacune d'entre elles, parce qu'elles ne constituent pas des éléments de preuve objectifs ni des présomptions *prima facie* de violation de la part du Ministère de l'économie.

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA PREMIÈRE ET À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la déclaration orale du Guatemala à la première réunion – 20 septembre 2006	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la déclaration orale du Mexique à la première réunion – 12 et 13 septembre 2006	D-6
Annexe D-3	Déclaration orale du Guatemala à la deuxième réunion – 7 novembre 2006	D-14
Annexe D-4	Déclaration orale du Mexique à la deuxième réunion – 7 novembre 2006	D-19
Annexe D-5	Déclaration finale du Guatemala à la deuxième réunion – 9 novembre 2006	D-34

ANNEXE D-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU GUATEMALA À LA PREMIÈRE RÉUNION

20 septembre 2006

Ouverture de l'enquête

1. Le Mexique a tort d'affirmer que les renseignements présentés étaient ceux qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant, étant donné que cela ne le dispensait pas de satisfaire aux prescriptions en matière d'adéquation, d'exactitude et de suffisance énoncées à l'article 5.2 et 5.3 de l'Accord antidumping.[1] Ainsi, si l'autorité chargée de l'enquête constate que les renseignements sont insuffisants de par leur nature inexacte ou inadéquate, la demande doit être rejetée conformément à l'article 5.8 de l'Accord antidumping.

2. Le Mexique ne tient pas compte du fait que la fiabilité des renseignements contenus dans la revue *Random Lengths* n'a pas été mise en doute par les parties au différend dont il est question[2], et qu'en outre ces renseignements provenaient de nombreuses transactions et non d'une seule. Qui plus est, lesdits renseignements se rapportaient à des ventes "effectuées", et non à des "ventes potentielles", comme dans la présente affaire.

3. La facture présentée au début a été établie par Ferretería Ferrominera, société de commercialisation qui ne produit ni n'exporte le produit visé par l'enquête. Quant à la représentativité de cette société, le Mexique se reporte à la réponse de l'exportateur pour effectuer ses calculs, alors qu'au moment de l'ouverture de l'enquête, il ne disposait pas de cette réponse de l'exportateur. Ni la facture ni l'offre de prix n'ont été établies par l'unique exportateur ayant fait l'objet de l'enquête, elles représentent toutes les deux une petite partie des produits visés par l'enquête et l'offre de prix, en outre, se rapporte à une vente "potentielle". En tout cas, il n'a pas été établi que le requérant a présenté des renseignements permettant d'apporter des ajustements aux fins de la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale.

4. Le Mexique n'explique pas non plus comment il a pu faire en sorte que l'analyse du volume des importations relevant des positions tarifaires en question (qui comprenaient d'autres produits distincts de celui qui était visé par l'enquête) soit représentative du sous-ensemble constitué des importations du produit visé par l'enquête.[3]

5. Le Guatemala n'allègue pas que le Mexique n'a pas respecté une "procédure" aux fins de l'examen de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve. Il remet en cause les aspects fondamentaux de cet examen qui auraient empêché l'ouverture de l'enquête.

Produit visé par l'enquête

6. Il n'existe pas de désaccord entre le Guatemala et le Mexique sur le fait que la définition du produit visé par l'enquête a été modifiée. Le Mexique fait valoir la "similitude" des produits inclus dans chacune des définitions, faisant abstraction du fait que les allégations du Guatemala s'inscrivent dans un autre contexte.

---

[1] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.29.

[2] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, WT/DS264/R, paragraphe 7.104.

[3] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 69.

7. Le Guatemala conteste la "façon" arbitraire dont les changements en question ont été apportés[4], ce qui a entraîné l'application de droits sur des produits qui étaient expressément exclus au moment de l'ouverture de l'enquête et qui n'ont tout simplement pas fait l'objet d'une enquête, c'est-à-dire qu'il n'a été demandé ni recueilli aucun renseignement à leur sujet.

8. Le Mexique affirme que la norme établie par l'article 3.1 de l'Accord antidumping n'est pas applicable aux déterminations de l'existence d'un dumping, ce qui est difficile à comprendre, car cela signifierait qu'il y a deux poids deux mesures: d'un côté, on se fonderait sur des éléments de preuve positifs et on procéderait à un examen objectif des importations "faisant l'objet d'un dumping" et, de l'autre, on ne respecterait pas lesdites prescriptions (se fonder sur des éléments de preuve positifs et procéder à un examen objectif) aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping. L'argument du Mexique est contraire à la jurisprudence et ne tient pas compte de la portée de l'article 17.6 i) de l'Accord.

9. Le type de défense que l'exportateur a pu invoquer ne préjuge pas du droit du Guatemala de contester des actes attentatoires aux règles de l'Accord antidumping.

Données de fait disponibles

10. Le Mexique ne répond à aucune des questions factuelles du Guatemala à ce sujet (en particulier pour ce qui est des paragraphes 80 et 81 de la Détermination finale)[5], lesquelles doivent donc être considérées comme des points non contestés. Les résultats de la visite de vérification ne correspondent pas aux conditions invoquées par le Mexique pour justifier le recours aux données de fait disponibles[6] et, même dans l'hypothèse réfutée où le Mexique aurait eu une quelconque justification factuelle pour le faire, cela ne l'aurait pas exempté de se conformer aux diverses obligations découlant de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord.

Période d'enquête la plus récente

11. Rien dans l'Accord antidumping ne permet au Mexique de justifier le fait qu'il a utilisé une période d'enquête éloignée du dommage en invoquant des charges administratives excessives. Comme l'indique la jurisprudence, il n'est possible d'utiliser des renseignements anciens que dans la mesure où ils sont pertinents pour analyser la situation actuelle de la branche de production nationale et que l'autorité chargée de l'enquête en justifie ainsi l'utilisation dans ses déterminations.

12. Concernant la jurisprudence de l'Organe d'appel dans l'affaire *Communautés européennes – Accessoires de tuyauterie* que le Mexique invoque pour souligner qu'on ne peut pas utiliser une période d'enquête sur laquelle les actions des exportateurs ou des importateurs auraient une incidence, le Guatemala note que l'allégation formulée dans le cadre de cette affaire portait sur l'utilisation de renseignements relatifs à des événements qui s'étaient produits après la période couverte par l'enquête en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping, et non sur la détermination de la période couverte par l'enquête. En outre, cette allégation se rapportait uniquement au dumping et non au dommage.

13. Enfin, s'agissant des différences alléguées entre l'affaire du *riz* et le présent différend: a) le Guatemala estime que, même si le temps écoulé entre la fin de la période couverte par l'enquête et l'ouverture de l'enquête dans le cas présent est moindre que le temps écoulé dans l'affaire du *riz*, cette période reste suffisamment longue pour ne pas permettre d'obtenir un tableau objectif de la situation actuelle de la branche de production nationale, et il incombait au Ministère de l'économie d'exposer les motifs pour lesquels il jugeait pertinente une période comme celle qui a été proposée; b) le fait

[4] Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 92.
[5] Première communication du Mexique, paragraphes 135 à 152.
[6] Voir, par exemple, la première communication du Guatemala, paragraphes 198, 201, 212 et 220.

qu'une demande de renseignements additionnels ait été envoyée au requérant ne différencie en rien l'affaire du *riz* du présent différend; c) la question du caractère saisonnier ne se pose pas en l'espèce en ce qui concerne la fin de la période couverte par l'enquête, mais plutôt en ce qui concerne l'utilisation de périodes de six mois; c'est pourquoi elle n'a rien à voir avec l'examen de cette allégation de violation. En tout état de cause, le Guatemala a indiqué que le Ministère de l'économie savait qu'entre juillet et décembre, la consommation augmentait, entraînant une hausse des importations.

Utilisation de données semestrielles à l'intérieur de la période couverte par l'enquête

14. L'examen de renseignements limités se rapportant à une période également limitée de chacune des années retenues, sans motif valable, ne constitue pas une évaluation objective comme celle exigée par l'article 3.1 de l'Accord.[7] L'autorité chargée de l'enquête ne peut pas simplement présumer que la période de six mois proposée par le requérant donne une idée exacte de la situation de la branche de production nationale.[8] Une évaluation objective ne peut pas être fondée sur un ensemble de renseignements incomplet à moins que l'autorité chargée de l'enquête n'explique ses raisons à ce sujet.[9] Qui plus est, dans la présente affaire, des facteurs saisonniers – comme la hausse de la consommation en décembre – ont conduit à remettre en cause le fait que seuls certains semestres avaient été retenus.

Utilisation de renseignements par entreprise

15. Les articles 4.1 et 5.4 de l'Accord antidumping ne traitent pas de la "branche de production nationale" dans les mêmes termes. L'article 5.4 traite de la "légitimité" nécessaire pour demander l'ouverture d'une procédure d'enquête, alors que, aux termes de l'article 4.1, l'autorité chargée de l'enquête doit définir la branche de production nationale "[a]ux fins d[e l'A]ccord". Cela veut dire que, une fois définie la branche de production nationale conformément à l'article 4.1, l'autorité doit limiter son analyse à cette définition et il n'est pas admissible d'utiliser des renseignements partiels se rapportant à une partie de cette branche de production nationale.

Question des volumes et des prix des importations

16. Le Mexique indique que les déclarations d'importation qu'il est parvenu à réunir représentaient un volume significatif et un échantillon suffisamment valable.[10] Le Guatemala rejette cette affirmation parce que l'échantillon obtenu est extrêmement limité, ne représentant en moyenne pas plus de 25 pour cent (10 pour cent pour 1998; 17 pour cent pour 1999; et 48 pour cent pour 2000). De plus, à partir de ces volumes partiels, des pourcentages ont été extrapolés afin d'estimer les volumes des produits visés par l'enquête pour des pays non visés par l'enquête. Le Mexique n'explique à aucun moment les éléments techniques sur lesquels il se fonde pour considérer que cet échantillon est valable et représentatif.[11] Pour le Guatemala, il ne ressort pas clairement du texte de la détermination finale que les 17 pour cent qui y sont mentionnés se rapportent uniquement aux frais de transport et que, s'agissant des prix, on ait eu recours à une méthode couvrant un champ statistique beaucoup plus large.

Lien de causalité: augmentation des frais

17. Le point de vue du Guatemala est simple: le Ministère de l'économie n'a pas fait de distinction entre le dommage causé par l'augmentation des frais d'exploitation et le dommage qui

[7] Communication du Japon, paragraphe 18.
[8] Communication des États-Unis, paragraphe 16.
[9] Communication des États-Unis, paragraphe 19.
[10] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 238.
[11] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 243.

aurait été causé par le dumping, de la même façon qu'il ne s'est pas assuré que le dommage causé par la hausse des frais d'exploitation n'était pas imputable aux importations faisant l'objet d'un dumping. Pour le Guatemala, il ressort clairement de l'examen des paragraphes pertinents que les frais de vente et/ou d'exploitation ont augmenté et que les bénéfices ont diminué. Il est évident qu'une augmentation des frais se traduit par une réduction des bénéfices. Par conséquent, la perte de bénéfices qui découle de l'augmentation des frais ne peut pas être attribuée au dumping allégué.

Lien de causalité: chute des exportations

18. Selon le Mexique, le Guatemala a tort d'affirmer qu'il n'a pas été expliqué que la chute des exportations était un autre facteur ayant causé un dommage. Pour le Mexique, en effet, il a été indiqué dans la détermination finale que, compte tenu des pourcentages que les exportations représentaient par rapport à la production nationale, la tenue des exportations ne pouvait pas être un facteur déterminant pour expliquer le dommage causé à la production nationale.[12] Toutefois, le Mexique fournit une justification qui ne ressort pas de sa détermination finale et qui, en tout cas, n'explique pas pourquoi des chutes des ventes équivalant à 2 pour cent de la production (de 7 à 3 pour cent pour 1999, et de 7 à 5 pour cent pour 2000) doivent être considérées comme négligeables et que, au contraire, des chutes similaires des ventes intérieures doivent, elles, être prises en considération.[13]

Faits essentiels

19. À aucun stade de la procédure administrative le Ministère de l'économie n'a exposé les faits qu'il considérait comme essentiels pour sa détermination finale, en particulier les problèmes posés par les renseignements fournis par l'exportateur aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping et la possibilité de modifier la définition du produit visé par l'enquête pour inclure les tubes et tuyaux de construction. Comme cela n'a pas été fait avant l'établissement de la détermination finale, il en résulte que le Ministère de l'économie n'a pas donné à l'exportateur la possibilité de présenter des observations à ce sujet.

Confidentialité

20. Le respect de l'obligation de confidentialité, énoncée à l'article 6.5 de l'Accord antidumping n'est pas subordonné à la possibilité d'accéder aux renseignements confidentiels. L'existence de mécanismes de droit interne permettant d'accéder à des renseignements confidentiels n'exempte pas un Membre de l'obligation de se conformer à cette disposition de l'Accord antidumping. Comme le soulignent les Communautés européennes, "il n'est pas acceptable, comme le voudrait le Mexique, qu'un Membre de l'OMC considère que sa législation interne sur l'accès aux renseignements confidentiels en la possession des pouvoirs publics peut remplacer les obligations énoncées à l'article 6.5 de l'Accord antidumping".[14]

[12] Première communication écrite du Mexique, paragraphes 271 à 275 et 280.
[13] Première communication écrite du Guatemala, paragraphes 312 et 313.
[14] Communication des Communautés européennes, paragraphe 28.

ANNEXE D-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU MEXIQUE À LA PREMIÈRE RÉUNION

12 et 13 septembre 2006

LE MEXIQUE A OUVERT L'ENQUÊTE EN AYANT DES ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS DE L'EXISTENCE D'UN *DUMPING* ET D'UN DOMMAGE

1. Concernant l'insuffisance alléguée des éléments de preuve fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête, nous notons que l'article 5.2 de l'Accord antidumping indique qu'une demande d'ouverture doit comporter les éléments de preuve qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant. Comme l'ont indiqué d'autres groupes spéciaux[1], ces éléments de preuve n'ont pas nécessairement besoin d'être de la qualité requise pour étayer une détermination préliminaire ou finale. Ces éléments de preuve ne doivent pas être davantage que des données ou des renseignements qui, après examen, permettent de conclure qu'il existe une probabilité fondée de l'existence de la pratique déloyale.

2. Le fait que la facture et l'offre de prix présentées par le requérant n'émanaient pas de Tubac n'est pas un motif valable pour soutenir que la demande ne comportait pas suffisamment de renseignements, étant donné que les enquêtes sont ouvertes par pays et non par exportateur. Sinon, cela reviendrait à obliger le requérant à présenter des éléments de preuve de la quantité et de la qualité requises pour étayer une détermination, ce qui est inadmissible. En outre, l'a reconnu l'Organe d'appel[2], si un Accord de l'OMC fait abstraction d'un thème particulier, c'est qu'il y a une raison. Ainsi, il ne peut pas être soutenu que l'Accord antidumping oblige à faire quelque chose que son texte ne mentionne pas. Pour cette raison, même si la facture et l'offre de prix n'émanaient de Tubac, elles étaient quand même suffisantes pour ouvrir une enquête.

3. Par ailleurs, en vertu de l'article 5.1 de l'Accord antidumping, l'enquête porte sur un *dumping* allégué. S'il fallait que le requérant présente des éléments de preuve de l'existence d'un dumping – et non d'un dumping allégué –, il serait impossible d'ouvrir une enquête. Une offre de prix constitue un indice d'un "*dumping* allégué". Cela est étayé par le rapport final du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux*.

4. Le Guatemala se fonde sur le rapport final du Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille* pour alléguer que la facture et l'offre de prix représentent des opérations isolées et que cela ne suffit pas pour ouvrir une enquête. Cette affaire n'est pas pertinente en l'espèce puisque, dans l'affaire en question, il a été établi qu'il y avait eu violation de l'Accord antidumping en raison d'un calcul incorrect des marges de *dumping*, alors que le Guatemala allègue que les renseignements étaient insuffisants pour ouvrir l'enquête.

5. De plus, la facture contient des données sur les prix de vente d'un volume de produit visé par l'enquête presque cinq fois plus élevé que le volume moyen des transactions effectuées au Guatemala pendant la période couverte par l'enquête. Le volume consigné sur la facture est suffisant pour être considéré comme un indice solide de la probabilité fondée de l'existence d'un *dumping*.

---

[1] *Mexique – SHTF* (paragraphes 7.74 et 7.79), *Guatemala – Ciment II* (paragraphe 8.35) et *Argentine – Viande de volaille* (paragraphe 7.81).

[2] Paragraphes 61, 65 et 69 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier en provenance d'Allemagne*.

6. Le Guatemala allègue que la demande ne comportait pas d'éléments de preuve de l'existence d'un *dumping* pour l'ensemble du produit visé par l'enquête. À cet égard, nous répétons que ces éléments de preuve sont les renseignements qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant et qu'ils constituent les éléments dont on peut inférer l'existence probable d'un *dumping*, conformément à l'Accord antidumping et à la jurisprudence applicable[3], dans laquelle il a été établi que les éléments de preuve présentés avec la demande n'ont pas à être de la qualité ni de la quantité nécessaires pour étayer une détermination. En outre, selon le rapport final du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux*, il n'est pas nécessaire, pour ouvrir une enquête, de présenter des éléments de preuve relatifs à toutes les catégories du produit visé par l'enquête. Cela serait contraire au critère du "caractère raisonnable" énoncé à l'article 5.2 de l'Accord antidumping et aux critères concernant le caractère suffisant des renseignements, dont nous avons déjà parlé.

7. En ce qui concerne l'évolution du volume des importations, il est compréhensible que la désignation du produit classé sous une position tarifaire ne soit pas la même que la description technique de ce produit. Pour cette raison, exiger du requérant des données exactes concernant le volume en question constituerait une norme impossible à atteindre et serait contraire à la jurisprudence de l'OMC évoquée au paragraphe 2 du présent document.

8. Le Mexique a correctement examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve concernant le *dumping* et le dommage. Cet examen a même amené l'autorité chargée de l'enquête à demander des renseignements additionnels au requérant. Par ailleurs, si les éléments de preuve présentés dans la demande d'ouverture d'une enquête sont suffisants pour ouvrir une enquête et que celle-ci a été ouverte, on doit en inférer que l'autorité chargée de l'enquête a procédé à l'examen de l'exactitude et de l'adéquation.[4]

ARGUMENTS RELATIFS AUX ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE ET AU PRODUIT SIMILAIRE

9. Le Guatemala allègue que les deux précisions apportées par le Mexique au cours de l'enquête, s'agissant de la définition du produit visé par l'enquête, étaient incompatibles avec l'Accord antidumping. À cet égard, l'Accord antidumping ne contient pas de lignes directrices étayant son argument; par conséquent, comme l'a indiqué l'Organe d'appel[5], ledit argument est sans fondement. De plus, même s'il existait, dans l'Accord antidumping, des lignes directrices pour la détermination du produit visé par l'enquête, il ne serait pas raisonnable d'empêcher que la définition du produit soit ajustée sur la base d'éléments de preuve présentés par des parties ou obtenus par l'autorité chargée de l'enquête.

10. Pour ce qui est de la première précision, étant donné que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas un expert du produit visé par l'enquête, sa description du produit dans la décision portant ouverture de l'enquête s'appuie sur des données communiquées en grande partie par le requérant. Mentionner dans la détermination préliminaire les tubes et tuyaux d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 6 po ne modifie pas la description figurant dans la décision portant ouverture de l'enquête et est compatible avec l'Accord antidumping pour les raisons suivantes: A) La description figurant dans la décision n'a pas un caractère définitif; l'Accord antidumping ne contient aucune ligne directrice énoncée en ces termes. B) Une enquête *antidumping* est un processus au cours duquel on réunit graduellement les éléments venant étayer la détermination. C) Dans la décision portant ouverture de l'enquête, il a été établi que le diamètre des tubes et des tuyaux considérés était compris essentiellement entre ½ et 4 po. Il n'a pas été indiqué que les produits ayant ce diamètre étaient les

[3] *Guatemala – Ciment II, Mexique – SHTF* et *Argentine – Viande de volaille*.
[4] Voir le rapport final du Groupe spécial *CE – Linge de lit*.
[5] Paragraphes 61, 65 et 69 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier en provenance d'Allemagne*.

seuls à pouvoir entrer sur le marché national. D) Apporter une précision sur le diamètre exclusivement ne veut pas dire "modifier" la description du produit. Il est possible, pour certains usages, de remplacer les tubes et tuyaux de 4 po par des tubes et tuyaux d'un diamètre supérieur. E) Tubac n'a formulé aucune observation sur cette précision alors qu'elle avait la possibilité de le faire, acceptant ainsi tacitement la pertinence de ladite précision.

11. Ainsi, étant donné qu'il n'existe pas de lignes directrices particulières pour définir le produit visé par l'enquête et que les fourchettes mentionnées dans la détermination préliminaire étaient commercialement interchangeables avec celles qui étaient mentionnées dans la décision portant ouverture de l'enquête, que l'exportateur a accepté tacitement le changement en question et qu'une analyse des spécifications et caractéristiques techniques du produit a été effectuée pour le définir de façon appropriée, le Mexique demande que les arguments du Guatemala soient rejetés.

12. Quant à la seconde précision, nous répétons qu'une enquête antidumping est un processus au cours duquel on réunit graduellement les éléments fondant la détermination. Étant donné que rien dans l'Accord antidumping ne l'empêche, le produit visé par l'enquête a été décrit dans la détermination finale à partir des données de fait disponibles, y compris l'interchangeabilité technique et commerciale des tubes et tuyaux standard et des tubes et tuyaux de construction.

13. Le requérant a communiqué des renseignements précisant que l'usage principal des tubes et tuyaux visés par l'enquête était la conduite de fluides, usage lié au diamètre et à l'épaisseur des tubes et tuyaux, et a établi que, indépendamment du type de produit plat laminé utilisé pour les fabriquer et de la norme de fabrication, les tubes et tuyaux d'un diamètre et d'une épaisseur donnés pouvaient être utilisés pour la conduite des fluides. Les tubes et tuyaux de construction, galvanisés ou noirs, d'un diamètre compris entre un ½ et 6 po, aux parois d'une épaisseur donnée, peuvent être utilisés comme canalisations, comme il est établi dans la détermination finale.

14. D'après les données rassemblées par le Ministère de l'économie, un tube ou tuyau peut être utilisé pour la conduite de fluides ou pour la construction, même sans avoir été soumis à un "essai hydrostatique". En effet, les tubes et tuyaux de construction possèdent plusieurs caractéristiques identiques à celles des tubes et tuyaux standard, raison pour laquelle ils sont aussi utilisés comme canalisations. On peut acheter des tubes et tuyaux standard et leur faire subir ou non un essai hydrostatique a posteriori et on peut les commercialiser comme canalisations. Ainsi, en analysant les arguments et les éléments de preuve présentés au cours de l'enquête, le Ministère de l'économie a pu décrire dans la détermination finale les tubes et tuyaux visés par l'enquête d'après leur usage principal et leurs caractéristiques principales, procédant ainsi à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs dans le cadre de son analyse du dommage. La définition du produit visé par l'enquête n'a pas été élargie d'une manière générale, mais seulement aux tubes et tuyaux de construction possédant les caractéristiques techniques et commerciales décrites dans la détermination finale, parce qu'il ne s'agit pas de produits distincts mais bien de la même marchandise ou produit similaire.

15. Les parties intéressées ont eu la possibilité de présenter des éléments de preuve, des arguments et des données. Des renseignements leur ont été demandés et ceux-ci on été pris en considération dans les déterminations établies par l'autorité chargée de l'enquête. Il a été confirmé lors de l'enquête menée sur place que les renseignements fournis par Tubac ne pouvaient pas être pris en considération. Pendant l'audition publique et l'étape de présentation des arguments, Tubac a pu s'exprimer à ce sujet. Par conséquent, le Mexique a mené une procédure impartiale.

16. Dans l'Accord antidumping, il n'est pas prévu de méthode particulière pour comparer les prix ni pour évaluer les effets sur les prix; c'est pourquoi les Membres de l'OMC sont libres de procéder de la manière qu'ils jugent appropriée, pour autant qu'ils se fondent sur des éléments de preuve positifs et qu'ils procèdent à un examen objectif.

17. Comme les tubes et tuyaux de construction et de conduite sont inclus en raison du fait qu'ils peuvent, d'un point de vue technique et commercial, être substitués les uns aux autres, le Ministère de l'économie a estimé que les variables analysées s'appliquaient aux deux types de tubes et tuyaux. Ainsi, le postulat sur lequel repose l'argumentation du Guatemala (selon lequel il n'y avait pas de raison d'inclure les tubes et tuyaux de construction en tant que produit visé par l'enquête) est sans fondement. En outre, l'exportateur aurait pu présenter des arguments concernant les renseignements communiqués après l'audition, mais il ne l'a pas fait. Nous notons, par ailleurs, que le Guatemala n'a pas signalé les différences existant entre les tubes et tuyaux standard et les tubes et tuyaux de construction pour étayer son argumentation.

18. La mention expresse de certains tubes et tuyaux de construction ne constituait pas un fait essentiel en ce qui concerne l'imposition de la mesure définitive puisque, aux fins de l'enquête, il s'agissait du même produit. Par conséquent, il n'y avait pas lieu de divulguer de nouveau les faits essentiels exposés dans la détermination préliminaire et lors de l'audition. Pour toutes ces raisons, le Mexique soutient qu'il a agi en conformité avec l'Accord antidumping.

LE MEXIQUE A UTILISÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

19. Selon l'article 6.8 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête peut utiliser les données de fait disponibles: a) lorsqu'une partie refuse de donner accès aux renseignements; b) quand cette partie ne les communique pas dans un délai raisonnable; ou c) quand elle entrave le déroulement de l'enquête. L'exportateur guatémaltèque n'a pas communiqué tous les renseignements nécessaires. Comme l'admet le Guatemala, les données présentées au cours de l'enquête ne peuvent pas être considérées comme fiables, complètes et précises puisque, lors de l'enquête sur place, l'autorité chargée de l'enquête a relevé des incohérences par rapport aux données communiquées par Tubac (outre le fait qu'elles ne provenaient pas des registres comptables de l'entreprise), et il n'a pas été possible d'utiliser ces renseignements. Compte tenu de ce qui précède, comme l'exportateur n'avait pas communiqué des renseignements fiables, qu'il ne les avait pas présentés dans un délai raisonnable et qu'il avait donc entravé le déroulement de l'enquête antidumping de façon notable, le Ministère de l'économie a eu recours aux données de fait disponibles, ce qui était compatible avec les critères acceptés par l'OMC, conformément aux rapports de plusieurs groupes spéciaux.[6]

ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

20. Le Ministère de l'économie a agi conformément à l'Accord antidumping en utilisant la période allant du 1er juillet au 31 décembre 2000 comme période couverte par l'enquête. Le Guatemala n'a pas établi *prima facie* que la période couverte par l'enquête n'était pas la plus proche possible et, dans ce contexte, un groupe spécial ne peut pas se prononcer en faveur d'une partie qui n'a pas établi une telle présomption. Nous estimons qu'il n'est pas correct d'affirmer qu'il s'agit du même commencement de preuve que celui apporté par les États-Unis dans l'affaire *Mexique – Riz* (le laps de temps écoulé entre la période couverte par l'enquête et le début de l'enquête était différent; dans l'affaire du riz, les parties ont contesté la période couverte par l'enquête; dans la présente affaire, l'autorité chargée de l'enquête a envoyé une demande de renseignements au requérant; et, dans l'affaire du riz, des considérations relatives au niveau de pénétration des exportations ont été invoquées). Pour cette raison, l'affirmation du Guatemala est sans fondement.

21. Le fait que la période couverte par l'enquête ne précède pas immédiatement l'ouverture de l'enquête n'entraîne pas une violation de l'Accord antidumping. Il ne s'agit pas d'une obligation prévue dans l'Accord et, par ailleurs, il faut du temps au requérant pour rassembler les

[6] *Argentine – Carreaux en céramique* et *Égypte – Barres d'armature en acier*.

renseignements. Ainsi, en l'espèce, la période couverte par l'enquête était la plus proche possible de l'ouverture de l'enquête. De plus, le retard n'a pas été tel qu'il puisse faire douter de la pertinence de ladite période. Il est également faux de dire que le Ministère de l'économie a accepté d'entrée de jeu la période proposée par le requérant. L'autorité chargée de l'enquête a jugé approprié d'ouvrir l'enquête seulement après avoir analysé la réponse du requérant à la demande de renseignements. C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner au cas par cas si la période couverte par l'enquête est la plus proche possible de l'ouverture de l'enquête.

Le Mexique a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs lorsqu'il a utilisé les renseignements correspondant à la période couverte par l'enquête, étant donné qu'il est question, à l'article 3.1 de l'Accord antidumping, de l'applicabilité des données utilisées, et non de l'ancienneté de la période couverte par l'enquête en tant que telle, celle-ci n'étant qu'un facteur à analyser. Dans sa première communication écrite, le Guatemala reconnaît que l'on ne peut pas décider *a priori* que l'ancienneté d'une période couverte par l'enquête est en soi une cause d'incompatibilité avec l'Accord antidumping, et il n'a pas apporté non plus le moindre élément étayant la thèse selon laquelle ces renseignements n'étaient pas pertinents. Pour ces raisons, le Mexique demande que cet argument soit rejeté.

22. De même, le Ministère de l'économie a agi conformément à l'Accord antidumping lorsqu'il a utilisé des périodes semestrielles dans le cadre de son examen du dommage. Le Guatemala affirme que le fait d'agir de cette manière établit *prima facie* l'existence d'une violation de la part du Mexique et prétend s'appuyer sur le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Mexique – Riz*, ce en quoi il a tort, puisque les allégations dans ladite affaire sont totalement différentes de celles qui ont été formulées en l'espèce. Nous répétons que si un Accord de l'OMC fait abstraction de quelque chose en particulier, c'est qu'il y a une raison. Comme il n'y a aucune indication dans l'Accord antidumping concernant les périodes utilisées aux fins de l'analyse du dommage, l'utilisation de périodes semestrielles de chaque année ne constitue pas une violation dudit accord. Par ailleurs, en comparant les mêmes périodes pour chaque année, la structure est la même, ce qui évite les distorsions saisonnières ou cycliques des indicateurs économiques, outre que ces semestres sont compatibles avec la période couverte par l'enquête, puisque celle-ci correspond à six mois.

23. Le Mexique a agi correctement en tenant compte de certains des indicateurs financiers sur une base annuelle. Ces indicateurs ont été tirés d'états financiers examinés par un vérificateur (ils sont plus fiables). Conformément à la pratique comptable en vigueur au Mexique, ces états financiers vérifiés sont présentés aux mêmes dates que les renseignements présentés aux autorités fiscales, sur une base annuelle. Pour cette raison, ces indicateurs doivent être analysés sur une base annuelle et non semestrielle. Il est clair que des éléments de preuve affirmatifs, objectifs, vérifiables et crédibles ont été utilisés et que leur examen a été objectif. Ainsi, lorsque l'on donne une interprétation admissible des dispositions de l'Accord antidumping, conformément à l'article 17.6 ii) de cet accord, la mesure est compatible avec l'article 3 de l'Accord antidumping.

24. En ce qui concerne l'analyse des facteurs du dommage subi par la branche de production nationale, le Mexique a agi conformément aux articles 4.1 et 5.4 de l'Accord antidumping étant donné que, si une demande est présentée par un producteur national représentant plus de 50 pour cent de la production nationale totale exprimant son soutien ou son opposition à la demande, il sera alors entendu que l'enquête est demandée par la branche de production nationale et, en ce sens, on peut objectivement axer l'examen sur le dommage causé à ce producteur. L'entreprise requérante représentait 53 pour cent de la production nationale totale; par conséquent, c'est à bon droit que l'autorité chargée de l'enquête a utilisé dans son analyse des variables financières contenues dans les renseignements communiqués par le requérant. Pour cette raison, il n'a pas été procédé à une analyse sectorielle.

25. De même, l'analyse du volume des importations qui n'étaient pas originaires du Guatemala était compatible avec l'Accord antidumping. Les autorités chargées des enquêtes obtiennent des renseignements auprès des parties intéressées et d'autres entités (comme des agents en douane). Pourtant, on ne peut pas toujours obtenir tous les renseignements auprès de ceux à qui ils ont été demandés. Tubac elle-même a omis des estimations concernant les importations en provenance du Guatemala et a indiqué que le Ministère de l'économie pouvait estimer ce volume à partir des données communiquées par les agents en douane et les importateurs.

26. Cela étant, s'agissant des importations en provenance du Guatemala, le Mexique a obtenu des copies de déclarations d'importation sur support papier et des factures se rapportant au total des importations originaires de ce pays, par l'intermédiaire du requérant et au moyen de demandes de renseignements adressées à des agents en douane et à des importateurs, cela parce que, contrairement aux importations ayant une autre origine, le nombre de transactions ou de déclarations d'importation de ce pays n'était pas élevé. Contrairement à ce qu'a indiqué le Guatemala, le Ministère de l'économie n'a pas obtenu les déclarations d'importation sur support papier à partir du SICMEX, étant donné que ce système n'affiche qu'une liste électronique d'opérations d'importation (renseignements statistiques) et qu'il ne contient pas les déclarations elles-mêmes.

27. Les opérations d'importation originaires d'autres pays que le Guatemala pour les positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 étaient au nombre de 1 720, 1 752 et 2 456 en 1998, 1999 et 2000, respectivement. Comme il n'existe pas dans l'Accord antidumping de lignes directrices à cet égard, il a été retenu un échantillon de déclarations d'importation qui correspondait à des volumes significatifs des importations totales et qui était représentatif des principales entreprises importatrices. Ainsi, 673 déclarations d'importation en tout ont été portées à la connaissance du Ministère de l'économie.

28. Compte tenu des volumes visés par ces déclarations et étant donné que Tubac a indiqué qu'elle ne disposait pas des données pertinentes, le Ministère de l'économie a estimé que les déclarations et les factures y afférentes dont il disposait, ainsi que les volumes visés par celles-ci, constituaient un échantillon valable aux fins de l'estimation de la fourchette dans laquelle se situait le prix des importations du produit visé par l'enquête qui étaient originaires d'autres pays. L'estimation concernant le produit visé par l'enquête originaire d'autres pays a été faite à partir du critère des prix maximums et des prix minimums des importations assimilées au produit visé par l'enquête qui étaient originaires d'autres pays. Contrairement à ce qu'affirme le Guatemala, le Mexique n'est pas parti de l'hypothèse que les prix des importations en provenance du Guatemala et ceux des importations en provenance de pays non visés par l'enquête étaient, dans tous les cas, au même niveau.

29. En outre, lorsqu'elle a évalué l'incidence des prix des importations guatémaltèques sur les prix intérieurs, l'autorité chargée de l'enquête ne s'est pas fondée sur un échantillon représentant 17 pour cent du total des importations en provenance du Guatemala pendant la période allant de juillet à décembre 2000. Les 17 pour cent auxquels le Guatemala fait allusion représentent un échantillon des importations en provenance de ce pays, qui a été utilisé pour calculer les frais de transport du produit depuis le bureau d'entrée au Mexique jusqu'à l'entrepôt de l'importateur pendant la période couverte par l'enquête. Ils n'ont rien à voir avec les prix moyens des importations en provenance du Guatemala. Ceux-ci ont été calculés à partir des chiffres relatifs à la valeur et au volume des importations totales enregistrés dans le SICMEX et dûment ajustés.

30. Pour ce qui est du paragraphe 7.115 du rapport final du Groupe spécial *Mexique – Riz*, il convient de souligner que ce paragraphe n'est pas applicable au cas des tubes et tuyaux guatémaltèques, pour les raisons exposées précédemment d'une manière détaillée dans la communication orale du Mexique.

LE GUATEMALA ALLÈGUE À TORT QUE LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE N'A PAS ANALYSÉ LE DOMMAGE CAUSÉ PAR D'AUTRES FACTEURS CONNUS ET QU'IL N'A PAS VEILLÉ À CE QUE CE DOMMAGE SOIT NON IMPUTÉ

31. En ce qui concerne les allégations du Guatemala selon lesquelles l'autorité chargée de l'enquête a agi d'une manière incompatible avec l'article 3 de l'Accord antidumping, il convient de signaler qu'il appartient au Guatemala d'établir *prima facie* le bien-fondé de ses allégations, ce qui ne peut valablement se faire au moyen de simples affirmations. Le Guatemala affirme de façon claire que la diminution des bénéfices d'exploitation du requérant était principalement attribuable à une augmentation des coûts, sans en apporter la moindre preuve. Pour cette raison, nous demandons au présent Groupe spécial de rejeter l'allégation du Guatemala, parce qu'un groupe spécial ne peut pas se prononcer en faveur d'une partie plaignante qui n'a pas établi une telle présomption.

32. De plus, il y a lieu de souligner qu'il n'a pas été indiqué dans la détermination finale qu'il y avait eu une augmentation des frais d'exploitation. De même, il n'y est pas dit non plus que le dommage causé à la production nationale découle exclusivement d'une diminution du chiffre d'affaires. Ce qui y est exposé, c'est la structure de l'analyse effectuée conformément à l'article 3 de l'Accord antidumping. Cela étant, il est indiqué, dans la détermination finale, que ce sont les recettes et les frais d'exploitation qui ont influé sur l'évolution à la baisse des bénéfices d'exploitation.

33. Au cas où cela ne suffirait pas, le Ministère de l'économie a poursuivi son analyse des aspects dont le Guatemala affirme qu'ils ont été ignorés. C'est précisément en raison de l'évolution des coûts que la diminution des bénéfices d'exploitation a été moins forte. De plus, dans la détermination finale, il est clairement indiqué que la diminution des bénéfices est une conséquence directe de la diminution du chiffre d'affaires et non de l'évolution défavorable observable des frais de commercialisation. C'est la raison pour laquelle il n'est pas dit que le dommage relatif aux "bénéfices" est imputable à l'évolution des coûts.

34. De même, on ne sait pas très bien si le Guatemala fait valoir que le Mexique n'a pas expliqué que la baisse des exportations des producteurs nationaux était un autre facteur de dommage déterminant, ou bien s'il fait valoir que cette baisse était un autre facteur ayant causé un dommage et que le Ministère de l'économie n'a pas établi de détermination en ce sens. À cet égard: i) nous demandons que soient considérés comme repris les arguments concernant l'obligation d'établir *prima facie* l'existence d'une violation imputable au Mexique; et ii) d'autre part, dans la détermination finale, il est bien expliqué pourquoi la baisse des exportations n'était pas un facteur ayant causé un dommage puisque, bien qu'elles aient baissé, ces exportations ne représentaient que 7 pour cent et 3 pour cent de la production nationale en 1998 et 1999 respectivement, et 5 pour cent pendant la période couverte par l'enquête.

35. Par ailleurs, le Mexique n'a pas privilégié un facteur de dommage au détriment d'un autre. Le Guatemala part du principe que la chute des ventes nationales a le même poids spécifique ou le même effet que la chute des exportations et que, pour cette raison, il n'est pas correct de tenir compte d'un facteur et d'ignorer l'autre. Cependant, le Guatemala ne fait pas mention de l'aspect essentiel, à savoir le volume des ventes sur le marché intérieur, qui a diminué de 5 pour cent pendant la période couverte par l'enquête et qui a eu des effets sur les bénéfices d'exploitation, comme cela est expliqué aux paragraphes 221 à 224 de la détermination en question.

ARGUMENTS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE

36. Il semble que, pour le Guatemala, la violation alléguée de l'article 6.9 de l'Accord antidumping entraîne automatiquement une violation du paragraphe 6 de l'Annexe II dudit accord. À cet égard, le Mexique est d'avis que ledit paragraphe ne s'applique pas à la divulgation des faits essentiels.

37. Qui plus est, d'après le précédent établi par l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique*, faute d'indication expresse dans l'Accord antidumping sur la façon dont il faut communiquer les faits essentiels, l'autorité chargée de l'enquête peut le faire, entre autres, en présentant un document spécifique, un rapport de vérification, une détermination préliminaire, etc. En l'espèce, le Ministère de l'économie a divulgué ces faits essentiels tant dans la détermination préliminaire que lors de l'audition publique. C'est pourquoi il est faux d'affirmer que les faits essentiels n'ont été divulgués dans aucun document.

38. De même, c'est la faute de Tubac si les renseignements vérifiés au cours de l'enquête sur place ne concordaient pas avec ceux qu'elle avait communiqués à l'autorité chargée de l'enquête, raison pour laquelle il a été décidé d'avoir recours aux données de fait disponibles. Tubac savait que ses renseignements comportaient des incohérences; il était donc prévisible que ceux-ci seraient rejetés.

39. S'agissant de la divulgation des faits essentiels grâce à la teneur du dossier, nous soutenons que les droits de Tubac n'ont pas été affectés car, contrairement à ce que le Guatemala indique, sa défense a bien eu accès aux renseignements relatifs à l'affaire. Au Mexique, les renseignements confidentiels peuvent être consultés par le représentant légal de toutes les parties intéressées. De fait, il est indiqué dans le registre que la représentante légale de Tubac a eu accès auxdits renseignements confidentiels, ce qui prouve que l'entreprise n'a subi aucun préjudice.

40. En ce qui concerne l'article 12.2 de l'Accord antidumping, les déterminations contiennent, de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions auxquelles l'autorité chargée de l'enquête est parvenue sur les points de fait et de droit ainsi que les méthodes employées pour calculer les marges et des considérations concernant l'existence d'un dommage. De même, la détermination finale contient tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition des mesures définitives, comme il ressort d'un examen des "considérants" et des "attendus" de cette détermination. En outre, s'agissant de la modification du produit visé par l'enquête, si le requérant propose un changement à cet égard et que l'exportateur n'élève aucune objection, il est normal que l'autorité chargée de l'enquête ne s'oppose pas à ce changement, car elle tient pour acquis que les intérêts des parties ne sont pas affectés et que celles-ci sont d'accord. Enfin, pour ce qui est des ajustements apportés au produit visé par l'enquête, Tubac n'ayant soulevé aucune objection, il a été estimé que ses intérêts n'étaient pas affectés.

41. À tout moment, l'exportateur a eu la possibilité de prendre connaissance des renseignements confidentiels étant donné qu'au Mexique, ces données peuvent être consultées par le représentant légal des parties. De plus, l'autorité chargée de l'enquête a examiné si elle devait traiter d'une manière confidentielle chacune des données présentées par les parties, conformément à l'accord administratif applicable à chaque demande. Par ailleurs, le dossier contient des résumés non confidentiels de tous les écrits qui ont été traités d'une manière confidentielle, sauf dans le cas où l'établissement de ces résumés n'était pas possible lorsque, par exemple, il s'agissait de chiffres. Enfin, même en l'absence de tels résumés, les droits de Tubac n'auraient pas été affectés, étant donné que le Mexique accorde le plein accès aux renseignements confidentiels.

ANNEXE D-3

DÉCLARATION ORALE DU GUATEMALA À LA DEUXIÈME RÉUNION

(7 novembre 2006)

Introduction

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, Mesdames et Messieurs les membres du Secrétariat, c'est avec plaisir que nous vous retrouvons pour reprendre nos discussions dans le cadre du présent différend. Vu le nombre et le niveau de détail des questions posées par le Groupe spécial aux parties après la première réunion de fond et vu la portée et la précision des réponses qu'elles ont données, il est évident que la plupart des aspects du présent différend ont été traités.

2. Il est par conséquent inutile de reprendre les arguments dont le Groupe spécial a déjà pris connaissance à la lecture de nos communications respectives, d'autant plus qu'il aura certainement encore de nombreuses questions à poser aux parties aujourd'hui. Le Guatemala se contentera donc de faire un bref exposé sur certains points qui reviennent souvent dans les arguments avancés par le Mexique dans la présente affaire.

3. Un premier moyen de défense invoqué à plusieurs reprises par le Mexique consiste à dire que si quelque chose ne figure pas expressément dans l'Accord antidumping, c'est que les négociateurs en ont décidé ainsi et qu'il est donc loisible à l'autorité chargée de l'enquête d'exercer un pouvoir discrétionnaire quasi illimité. De tels arguments sont utilisés, par exemple, pour défendre les changements apportés à la définition du produit visé par l'enquête[1] et le choix de la période couverte par l'enquête.[2] Dans les deux cas, le Mexique laisse entendre que comme il n'y avait pas de règle "expresse" qui régissait ces situations, le Ministère de l'économie était autorisé à manquer à d'autres obligations énoncées dans l'Accord antidumping, par exemple, celle de n'appliquer de droits antidumping qu'à des produits visés par l'enquête qui auraient donné lieu à des déterminations positives de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité ou auraient fait l'objet d'un examen impartial et objectif de l'existence d'un dommage, fondé sur des éléments de preuve positifs. Selon les articles 1er et 18.1 de l'Accord antidumping, une mesure antidumping ne peut être imposée que si toutes les dispositions de l'Accord sont respectées. Or, considérant que le Ministère de l'économie disposait d'un pouvoir discrétionnaire quasi illimité, le Mexique entend faire abstraction des obligations qui lui incombent au titre des articles 17.6 i) et 3.1 de l'Accord antidumping. Ces dispositions régissent l'activité de l'autorité chargée de l'enquête pour tous les aspects de l'enquête antidumping.

4. Deuxièmement, dans ses communications écrites et ses déclarations orales, le Guatemala a formulé des allégations très précises au sujet des déterminations du Ministère de l'économie concernant l'existence d'un dumping, d'un dommage, d'un lien de causalité et les questions de procédure dans la présente affaire. Le Guatemala est surpris que le Mexique n'ait pas répondu à ces allégations précises et qu'il ait, à la place, axé sa défense sur des arguments d'ordre général des allégations que le Guatemala n'a même pas présentés. Par exemple, s'agissant de l'allégation du Guatemala selon laquelle la demande ne contenait pas de renseignements concernant l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité suffisants au sens de l'article 5.2 et que le Ministère

[1] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 85.
[2] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 193.

de l'économie n'avait pas examiné d'une manière appropriée l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve, comme l'exige l'article 5.3, le Mexique allègue que la demande n'a pas besoin de contenir tous les renseignements qui peuvent *raisonnablement être à la disposition du requérant*.[3]

5. Pour le Guatemala, cela n'est tout simplement pas pertinent. Le Mexique n'a même pas indiqué si le Ministère de l'économie avait examiné, et de quelle manière, des questions telles que i) l'absence de tout élément de preuve de l'existence d'un dumping eu égard à l'unique exportateur mentionné dans la demande; ii) le fait qu'il s'était appuyé seulement sur des éléments de preuve de l'existence d'un dumping en ce qui concerne des sociétés qui n'étaient apparemment ni productrices ni exportatrices du produit visé par l'enquête; iii) l'absence de renseignements concernant l'exactitude et l'adéquation de l'offre de prix pour une vente qui n'a pas été vérifiée ni conclue; iv) le fait que les éléments de preuve portaient sur une journée à peine de la période couverte par l'enquête s'agissant des tubes et tuyaux galvanisés et des tubes et tuyaux noirs et seulement sur un nombre limité de produits correspondant à la définition du produit visé par l'enquête; et v) le fait que, dans la demande, le requérant n'aurait pas présenté de renseignements exacts ni adéquats sur les volumes des importations qui feraient l'objet de l'enquête.

6. S'agissant de la modification de la définition du produit visé par l'enquête, le Mexique semble considérer qu'il y a interchangeabilité dans l'utilisation qui est faite des tubes et tuyaux standard et des tubes et tuyaux de construction.[4] Comme le Guatemala l'a expliqué à plusieurs reprises, là n'est pas l'objet du différend.[5] L'allégation concerne plutôt la question de savoir si le Ministère de l'économie était autorisé à imposer des droits antidumping sur des produits qui n'étaient pas visés par son enquête et pour lesquels aucune détermination de l'existence d'un dumping, d'un dommage ou d'un lien de causalité n'avait donc été établie. Le Guatemala note que le Mexique n'a pas réfuté son affirmation selon laquelle les déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité ne tenaient pas compte des tubes et tuyaux de construction ni des tubes et tuyaux standard d'un diamètre supérieur à 4 po pouvant aller jusqu'à 6 po.

7. S'agissant du recours aux données de fait disponibles, le Mexique allègue simplement que, comme certains renseignements communiqués par l'exportateur guatémaltèque n'étaient pas entièrement exacts, le Ministère de l'économie était habilité à recourir à la notion de données de fait disponibles, pour tous les renseignements.[6] Le Mexique n'a jusqu'ici pas réfuté les arguments opposés par le Guatemala à chacune des prétendues justifications du recours aux données de fait disponibles; il n'a pas non plus expliqué i) comment le Ministère de l'économie était parvenu à la conclusion que l'exportateur n'avait pas communiqué les renseignements ou avait établi en quoi celui-ci avait entravé le déroulement de l'enquête de façon notable, au sens de l'article 6.8; ii) si le Ministère avait essayé d'utiliser tous les renseignements vérifiables, en application du paragraphe 3 de l'Annexe II; iii) ou si le Ministère avait considéré que les renseignements ne devaient pas être rejetés dès lors que l'exportateur avait agi au mieux de ses possibilités, au sens du paragraphe 5 de l'Annexe II; iv) si le Ministère avait informé l'exportateur et lui avait donné la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, comme le prévoit le paragraphe 6 de l'Annexe II; ni v) si le Ministère avait fait preuve d'une circonspection particulière, au sens du paragraphe 7 de l'Annexe II.[7]

[3] Première communication écrite du Mexique, paragraphes 26 et 30.
[4] Première communication écrite du Mexique, paragraphes 99, 102 et 106.
[5] Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 92; déclaration orale du Guatemala, paragraphe 8.
[6] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 145.
[7] Première communication écrite du Guatemala, paragraphes 192 à 230.

8. S'agissant des allégations du Guatemala en ce qui concerne la qualification des renseignements de confidentiels et la présentation de résumés non confidentiels, le Mexique affirme simplement qu'il a donné accès (ou qu'il aurait pu donner accès en vertu de sa législation) au dossier confidentiel à certaines conditions.[8] Or, cet accès limité est dénué de toute pertinente eu égard aux obligations qui incombent au Mexique au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Le Mexique ne parvient en revanche pas à justifier les raisons pour lesquelles il a accordé un traitement confidentiel à des renseignements sans qu'il y ait eu exposé de raisons valables, ni à expliquer de quelle manière il s'est conformé à l'obligation qui lui est faite d'exiger des résumés non confidentiels des renseignements classés confidentiels. À cet égard, le cas de la facture et de l'offre de prix, qui a déjà été signalé dans les communications du Guatemala, mérite d'être rappelé.

9. En conséquence, le Guatemala espère que le Groupe spécial, au moment de régler ces questions, se concentrera sur les allégations spécifiques et les arguments qu'il a présentés, ainsi que sur les termes mêmes de l'Accord antidumping au lieu de prêter attention aux moyens de défense invoqués par le Mexique au titre de sa législation nationale, qui sont sans rapport avec le présent différend.

10. Un troisième moyen de défense utilisé par le Mexique à plusieurs reprises consiste à tenter de justifier le fait que le Ministère de l'économie s'en est largement remis à ce que le requérant avait dit à chaque étape de l'enquête. Le Mexique allègue par exemple que, comme le requérant n'a pas besoin de communiquer *tous* les renseignements qui peuvent raisonnablement être à sa disposition, ceux qu'il présente, quels qu'ils soient, doivent être acceptables.[9] Le Mexique affirme que si les renseignements sont incomplets ou inexacts, ils pourraient être complétés au cours de l'enquête, et il considère qu'un examen de l'exactitude et de l'adéquation des renseignements communiqués doit reposer sur la "bonne foi" du requérant.[10] Le Ministère de l'économie a simplement préféré ne pas remettre en question la période couverte par l'enquête proposée par le requérant, car cette remise en question et la demande de renseignements plus récents auraient alourdi l'enquête et le requérant aurait dû communiquer des renseignements en sus de ceux qui étaient contenus dans la demande.[11] Par ailleurs, le Ministère de l'économie a modifié la définition du produit visé par l'enquête simplement parce qu'il n'était pas expert en la matière[12] et qu'il a accepté les arguments du requérant, ce qui a abouti à l'application de droits antidumping à des produits non visés par l'enquête.

11. Pourtant, contrairement à ce que le Mexique semble croire, l'Accord antidumping impose des obligations strictes que l'autorité chargée de l'enquête est tenue de respecter et dont elle ne peut s'écarter à la seule fin de ne pas causer de désagrément au requérant.[13] Les déterminations établies par cette autorité doivent être appropriées, impartiales et objectives. De plus, l'autorité doit respecter au pied de la lettre les dispositions de fond et les règles de procédures énoncées dans l'Accord antidumping, indépendamment de l'incidence qu'elles pourraient avoir sur la branche de production nationale.

12. Un quatrième moyen de défense du Mexique consiste à dire que si aucune partie intéressée n'a élevé d'objection contre une mesure administrative déterminée prise par l'autorité chargée de l'enquête, la mesure administrative devrait être considérée comme valide et, partant, il ne serait pas possible d'alléguer ultérieurement une violation de l'Accord antidumping.[14] Toutefois, le Mexique fait abstraction du fait que l'Accord antidumping impose des obligations concrètes à l'autorité chargée de

[8] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 305.
[9] Mémoire présenté à titre de réfutation par le Mexique, paragraphe 17.
[10] Réponse du Mexique à la question n° 9 a) du Groupe spécial.
[11] Première communication écrite du Mexique, paragraphe 165.
[12] Réponse du Mexique à la question n° 99 du Groupe spécial.
[13] Réponse du Guatemala aux questions n° 26 et 86 du Groupe spécial.
[14] Réponse du Mexique à la question n° 26 du Groupe spécial.

l'enquête sans préjudice des arguments présentés par les exportateurs ou par leur gouvernement. En conséquence, le Guatemala espère que le Groupe spécial ne prendra pas en considération un argument qui prétend diminuer les obligations incombant au Mexique dans le cadre de l'Accord antidumping.

13. Outre ces thèmes récurrents qu'il voulait évoquer, le Guatemala souhaite saisir cette occasion pour répondre, brièvement, à quelques affirmations erronées formulées par le Mexique dans sa deuxième communication écrite, en date du 13 octobre 2006.

14. Le Mexique affirme qu'Hylsa "n'a jamais apporté la preuve de l'existence de 132 modèles différents de tubes et tuyaux (66 pour les tubes et tuyaux standard et 66 pour les tubes et tuyaux galvanisés)".[15] Face à l'affirmation du Mexique, nous nous reportons à la réponse faite par Hylsa le 9 juillet 2000 à la note officielle UPCI.310.01.1179[16] du Ministère de l'économie, dans laquelle le requérant définissait clairement les dimensions des tubes et tuyaux visés par l'enquête pour les "tubes et tuyaux standard". Les tubes et tuyaux standard, comme il a été montré maintes fois au cours de l'enquête, peuvent se présenter sous la forme soit de "tubes et tuyaux standard noirs" soit de "tubes et tuyaux standard galvanisés". Compte tenu du nombre de dimensions données par Hylsa pour les *tubes et tuyaux standard* – 66 au total comme l'admet le Mexique – et étant entendu que les tubes et tuyaux standard peuvent être noirs ou galvanisés, on aboutit exactement à 132 dimensions de produits lorsqu'on ajoute les deux types de tubes et tuyaux. En outre, il est important de préciser qu'à aucun moment le Guatemala n'a laissé entendre que le requérant devait présenter "132 références sur la valeur normale" de ces produits. À la lumière de l'Accord antidumping tel qu'il a été interprété par la jurisprudence, le Guatemala est d'avis qu'un seul élément de preuve pour les tubes et tuyaux standard noirs et un seul élément de preuve pour les tubes et tuyaux standard galvanisés, qui concernent chacun une sous-catégorie insignifiante de modèles répondant à la définition du produit visé par l'enquête (trois et six respectivement), sans autres explications, ne sauraient être considérés comme "suffisants" au sens de l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Il n'est pas non plus vrai, comme le Mexique l'affirme à tort, que le Guatemala formule une allégation semblable à celle que le Canada a présentée dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI*. Au contraire, alors que dans ladite affaire, le Canada n'avait pas allégué que les éléments de preuve apportés correspondaient à une "sous-catégorie insignifiante" du produit visé par l'enquête, dans la présente affaire, le Guatemala, lui, l'a fait et cela apparaît clairement dans ses communications et ses réponses aux questions du Groupe spécial.[17] Cela étant, tout ce qui concerne la "sous-catégorie insignifiante" de produits n'est qu'un des divers éléments qui montrent le "caractère insuffisant" des éléments de preuve relatifs au dumping.

15. S'agissant des données de fait disponibles, le Mexique en donne aussi une appréciation erronée lorsqu'il indique qu'"il a été fait part aux représentants de Tubac des problèmes [rencontrés lors de la vérification], et [que] les exportateurs n'ont pris aucune mesure pour corriger leurs renseignements afin que l'autorité chargée de l'enquête puisse les utiliser."[18] Ce qui précède ne reflète pas le contenu du procès-verbal établi lors de la visite de vérification où il est indiqué, comme le Guatemala l'a expliqué dans sa première communication écrite, que les représentants de Tubac avaient corrigé les renseignements dans lesquels certaines erreurs avaient été décelées et que ces données-là avaient été *vérifiées* par l'autorité chargée de l'enquête.[19] Si le Mexique admet que le procès-verbal ne rend pas compte de ce qui s'est passé pendant la visite de vérification, cela mettrait en question tout ce qu'il a fait pendant l'enquête.

[15] Deuxième communication écrite du Mexique, paragraphe 34.

[16] Pièce GTM-3.

[17] Déclaration orale du Guatemala, paragraphe 4 d); réponse du Guatemala à la question n° 7 du Groupe spécial; Mémoire présenté à titre de réfutation par le Guatemala, paragraphes 38 et 39.

[18] Deuxième communication écrite du Mexique, paragraphe 125.

[19] Première communication écrite du Guatemala, paragraphes 192 à 218; pièce GTM-15.

16. Enfin, le Mexique donne une interprétation erronée de la position du Guatemala selon laquelle l'accès ou la possibilité d'accès des parties aux renseignements confidentiels n'a rien à voir avec ses allégations au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Premièrement, le Mexique infère, sans justification, que le Guatemala renoncerait à son allégation selon laquelle le Ministère de l'économie aurait porté atteinte à la capacité de l'exportateur de se défendre contre les allégations de dumping.[20]

17. Or, ce que le Guatemala allègue, c'est que, indépendamment de l'accès ou de la possibilité d'accès des parties intéressées au dossier confidentiel, le Ministère de l'économie était tenu d'accorder un traitement confidentiel seulement aux renseignements pour lesquels le requérant avait exposé des raisons valables et fourni des résumés confidentiels suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance desdits renseignements. Le Ministère de l'économie a tout simplement fait abstraction de cette obligation.

18. Le Guatemala considère que le Mexique essaie de convaincre le Groupe spécial que son système juridique, qui prévoit la possibilité d'accès au dossier confidentiel, est "équivalent" à ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Sans préjuger des considérations d'ordre juridique formulées par le Guatemala dans sa deuxième communication, et notamment celles qui se rapportent au fait que le droit interne ne peut pas aller à l'encontre d'une obligation internationale[21], le Guatemala note non seulement que l'argumentation du Mexique est en contradiction avec les règles de l'OMC, mais aussi qu'elle pose des problèmes concrets d'application car rien n'est dit sur ce qui se passerait, par exemple, si une partie intéressée ne remplissait pas les conditions requises pour accéder au dossier confidentiel, ce qui pourrait arriver si un petit exportateur n'était pas en mesure d'acquitter la caution exigée par le Ministère de l'économie, ou encore si le gouvernement du pays exportateur n'était pas en mesure de prendre en charge les honoraires élevés d'un avocat mexicain ou d'envoyer à Mexico une personne qui se soumette aux conditions juridiques prévues dans le système mexicain, pour pouvoir accéder au dossier confidentiel. Le Guatemala espère que le Groupe spécial ne prendra pas en considération les particularités de la législation mexicaine, qui n'ont rien à voir avec les obligations du Mexique au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

19. Monsieur le Président et Messieurs les membres du Groupe spécial, je vous remercie. Le Guatemala se tient à votre disposition pour répondre à toute question que vous souhaiteriez lui poser.

[20] Mémoire présenté à titre de réfutation par le Mexique, paragraphe 201.
[21] Mémoire présenté à titre de réfutation par le Guatemala, paragraphe 162.

ANNEXE D-4

DÉCLARATION ORALE DU MEXIQUE À LA DEUXIÈME RÉUNION

(7 novembre 2006)

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Abréviation	Sens
Accord antidumping	Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
CE	Communautés européennes
EU	États-Unis
LCE	Loi sur le commerce extérieur du Mexique
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
OMC	Organisation mondiale du commerce
SICMEX	Système d'information commerciale du Mexique
TIGI	Barème de la Loi sur la taxe générale à l'importation du Mexique
TIGIE	Barème de la Loi sur les taxes générales à l'importation et à l'exportation du Mexique
Tubac	Tubac, S.A. (exportateur guatémaltèque)

INTRODUCTION

1. Nous saluons les représentants du gouvernement guatémaltèque et les membres du Groupe spécial, que nous remercions, au nom du gouvernement mexicain et en notre nom propre, de nous donner la possibilité de présenter la position du Mexique à ce stade de la procédure.

2. Dans la présente intervention orale, le Mexique ne compte pas, cette fois non plus, reprendre en détail les arguments qu'il a déjà exposés dans sa deuxième communication écrite, mais il souhaite insister sur quelques points qu'il juge particulièrement importants.

LE MEXIQUE A OUVERT L'ENQUÊTE EN AYANT DES ÉLÉMENTS DE PREUVE SUFFISANTS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING ET D'UN DOMMAGE, AGISSANT AINSI D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 5.2, 5.3 ET 5.8 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

3. Avant de revenir sur les raisons pour lesquelles nous considérons que les allégations formulées par le Guatemala au titre de l'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping sont sans fondement, il nous semble utile de rappeler brièvement la structure générale d'une enquête antidumping. À notre avis, il y a en gros deux grandes phases: a) la phase qui précède l'ouverture de l'enquête; et b) la phase de l'enquête proprement dite.

4. La phase qui précède l'ouverture de l'enquête est régie notamment par les dispositions de l'article 5.1, 5.2 et 5.3 de l'Accord antidumping. De plus, il convient de tenir compte du fait que, selon la jurisprudence de l'OMC (rapports finals des Groupes spéciaux *Mexique – SHTF*, *Argentine – Viande de volaille* et *Guatemala – Ciment II*), les éléments de preuve fournis dans la demande n'ont pas à être de la qualité ni de la quantité nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale.

5. À cet égard, il convient de signaler ce qui suit:

i. L'article 5.1 de l'Accord antidumping indique clairement que l'objectif d'une enquête est de déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué. Le Mexique considère cela comme parfaitement compatible avec ce qui est indiqué précédemment, en ce sens que les éléments de preuve fournis dans la demande n'ont pas à être de la qualité et de la quantité nécessaires pour étayer une détermination de l'existence de la pratique déloyale et l'application d'un droit antidumping, mais de celles qui sont nécessaires pour ouvrir une enquête. Ainsi, les renseignements fournis dans la demande n'ont pas besoin d'être davantage qu'un simple indice de l'existence du "dumping allégué". Nous faisons observer que s'il fallait que la branche de production nationale présente des éléments de preuve de l'existence d'un dumping – et non du dumping allégué –, ouvrir une enquête serait presque impossible et, dans une certaine mesure, engager un processus d'enquête n'aurait plus de sens.

ii. D'autre part, l'article 5.2 de l'Accord antidumping dispose qu'une demande d'ouverture d'une enquête antidumping comportera les éléments de preuve qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant au sujet de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Par conséquent, les considérations qui précèdent concernant le "dumping allégué" s'appliquent aussi au "dommage allégué". Par ailleurs, l'obligation qui incombe au requérant consiste à fournir les renseignements qui peuvent raisonnablement être à sa disposition et qu'il juge nécessaires pour étayer ses allégations quant à la nécessité d'ouvrir une enquête.

iii. De même, l'article 5.3 de l'Accord antidumping dispose que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner l'exactitude, l'adéquation et le caractère suffisant des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer si une enquête doit ou non être ouverte. Cela implique que, comme pour le "dumping allégué" et le "dommage allégué", les éléments de preuve fournis dans la demande doivent seulement être suffisants pour que l'autorité chargée de l'enquête puisse objectivement déterminer qu'il y a une probabilité fondée de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux. On ne peut pas exiger que la demande contienne des éléments de preuve de la qualité et de la quantité nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale; elle doit seulement contenir des indices de l'existence du dumping allégué et du dommage allégué. C'est pourquoi, pendant l'enquête, qui "est un processus au cours duquel on acquiert graduellement la certitude de l'existence de tous les éléments nécessaires à l'adoption d'une mesure" (voir le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*), l'autorité chargée de l'enquête recueille les éléments en vue de déterminer l'existence effective du dumping, du dommage et du lien de causalité.

6. Dans ce contexte, l'autorité mexicaine a estimé que la demande d'ouverture d'une enquête présentée par la branche de production nationale contenait les renseignements qui pouvaient raisonnablement être à sa disposition et comportait des données suffisantes concernant le dumping, le dommage et le lien de causalité entre les deux.

7. S'agissant spécifiquement des éléments de preuve fournis dans la demande en ce qui concerne la valeur normale, nous estimons qu'il convient d'insister sur les points ci-après:

i. Par définition, la valeur normale d'une marchandise ne doit pas nécessairement être liée à un exportateur particulier, mais au marché intérieur. Pas un seul article de l'Accord antidumping ne laisse entendre que la valeur normale doit être déterminée sur la base de documents émanant des exportateurs mentionnés dans la demande. L'argument dans ce sens avancé par le Guatemala est infondé.

ii. À une question précise du Groupe spécial, le Guatemala a répondu que, dans la phase précédant l'enquête, il convenait d'utiliser les renseignements sur la valeur normale fournis par Tubac pour décider s'il fallait ouvrir l'enquête ou non, parce que c'étaient les exportateurs – et non les pays – qui fournissaient les renseignements sur leurs ventes et que, conformément à l'article 6.10 de l'Accord antidumping, les marges de dumping sont calculées individuellement. L'article 6.10 n'a rien à voir avec la phase qui précède l'ouverture de l'enquête; il a trait au calcul des marges de dumping qui est effectué pendant l'enquête proprement dite, c'est-à-dire pendant la seconde phase. En effet, les marges de dumping sont calculées individuellement pendant l'enquête, mais cela n'a rien à voir avec les documents sur la valeur normale qui sont examinés avant d'ouvrir une enquête. Prétendre que, dans la phase qui précède l'ouverture de l'enquête, les renseignements sur la valeur normale doivent nécessairement provenir des exportateurs mentionnés dans la demande revient à affirmer qu'il doit y avoir, dans la demande en question, des éléments de preuve de l'existence d'un dumping de la quantité et de la qualité nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale, puisque les renseignements communiqués par chaque exportateur sont nécessaires pour calculer la marge de dumping de chacun pendant l'enquête.

iii. En ce qui concerne l'allégation du Guatemala selon laquelle les éléments de preuve sur la valeur normale n'étaient pas suffisants parce qu'ils n'étaient pas représentatifs de la gamme complète (c'est-à-dire de toutes les catégories ou codes) du produit visé par l'enquête, il convient de signaler qu'une lecture correcte du rapport du Groupe spécial

États-Unis – Bois de construction résineux montre qu'il n'est pas nécessaire, pour ouvrir une enquête, de disposer d'éléments de preuve spécifiques pour chaque catégorie de produit incluse dans le produit visé par l'enquête. Cela est compatible avec les critères mentionnés plus haut au sujet des éléments qui doivent exister pendant la phase précédant l'ouverture de l'enquête.

iv. De surcroît, suivant le critère préconisé par le Guatemala, l'on irait à l'encontre de ce que le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a indiqué, à savoir que pendant l'enquête, processus au cours duquel on acquérait graduellement la certitude de l'existence du dommage, on pouvait recueillir des renseignements plus détaillés pour établir une détermination.

8. Par ailleurs, s'agissant des données relatives aux volumes des importations fournies dans la demande, nous estimons qu'il convient de souligner ce qui suit:

i. Le Guatemala conteste le fait que le volume des importations dont il est allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping, qui a été indiqué par le requérant, correspondait à toutes les importations effectuées sous couvert des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 du TIGI, alors qu'il a été reconnu que d'autres types de tubes et tuyaux pouvant aussi être importés sous ces positions étaient exclus de l'enquête.

ii. Sur ce point, compte tenu de la façon dont les marchandises sont classées dans le Système harmonisé ou dans un système utilisant davantage de chiffres (jusqu'à huit dans le cas du Mexique), il est tout à fait compréhensible que les descriptions techniques d'un produit ne correspondent pas forcément aux désignations tarifaires. Autrement dit, il ne peut pas y avoir une position tarifaire pour chaque produit particulier. Pour cette raison, les renseignements disponibles avant l'ouverture d'une enquête sont ceux qui correspondent aux volumes de marchandises importées pour chaque position tarifaire. Exiger qu'il en soit autrement rendrait l'ouverture d'une enquête quasi impossible.

iii. Dans l'affaire des tubes et tuyaux guatémaltèques, le Mexique a obtenu, avant l'ouverture de l'enquête, des renseignements sur le volume des importations admises au titre des positions tarifaires 7306.30.01 et 7306.30.99 du TIGI, et il a constaté que ces données étaient des indices suffisants de l'existence du "dommage allégué" au sens de l'article 5.2 de l'Accord antidumping, et qu'elles correspondaient à l'évolution du volume des importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping, selon le critère énoncé à l'article 5.1 dudit accord. Prétendre qu'avant l'ouverture de l'enquête, les renseignements concernant le volume des importations doivent être aussi détaillés que l'indique le Guatemala revient aussi à affirmer que la demande doit comporter des éléments de preuve de l'existence d'un dommage de la quantité et la qualité nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale, contrairement à la jurisprudence de l'OMC et à toute logique.

iv. Ainsi, ce qu'il faut, c'est disposer des renseignements suffisants pour déterminer s'il existe des indices du dommage allégué et, pendant l'enquête, qui est le processus au cours duquel on acquiert graduellement la certitude de l'existence du dommage, on peut recueillir des renseignements plus détaillés pour établir une détermination. Pour cette raison, le critère invoqué par le Guatemala est aussi contraire à la détermination établie par le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, qui est mentionnée plus haut.

9. Dans ce contexte, les éléments de preuve présentés dans la demande et les données qu'ils fournissent sont les renseignements qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant et constituent les éléments dont on peut parfaitement inférer l'existence du dumping allégué, du dommage allégué causés par les exportateurs guatémaltèques et d'un lien de causalité entre les deux, ce qui satisfait au critère fixé dans l'Accord antidumping lui-même et dans la jurisprudence applicable de l'OMC.

10. De même, s'agissant de l'évaluation des éléments de preuve fournis dans la demande, il convient de signaler ce qui suit:

i. Comme le Groupe spécial *CE – Linge de lit* le fait observer dans son rapport, il n'est pas possible d'invoquer une violation des dispositions de l'article 5.3 de l'Accord antidumping concernant l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, si les renseignements contenus dans cette demande étaient suffisants pour ouvrir l'enquête, et ce parce que cet article n'indique ni la nature de l'examen ni les procédures pertinentes. Ainsi, si les éléments de preuve présentés dans la demande d'ouverture d'une enquête sont suffisants pour ouvrir une enquête et s'il a été procédé à l'ouverture de l'enquête, on doit en inférer que l'autorité chargée de l'enquête a effectivement procédé à l'examen de l'exactitude et de l'adéquation.

ii. De plus, il convient de signaler que le Ministère de l'économie, pendant l'examen des données et des éléments de preuve présentés dans la demande, a jugé utile d'adresser une demande de renseignements additionnels au requérant pour que celui-ci précise et/ou complète divers renseignements requis par l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Dans cette demande de renseignements additionnels faite le 11 juin 2001 sous couvert de la note officielle UPCI.310.01.1179/2[1], il a été demandé au requérant de présenter les renseignements nécessaires à l'autorité chargée de l'enquête afin de déterminer en l'espèce si l'ouverture d'une enquête était pertinente ou non.

iii. Autrement dit, il n'est pas possible d'affirmer que l'autorité chargée de l'enquête a omis d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, alors que ces éléments de preuve étaient suffisants et que l'autorité a en outre présenté la demande de renseignements additionnels susmentionnée.

iv. Dans le cas des tubes et tuyaux guatémaltèques, compte tenu de ce qui a été indiqué dans les paragraphes précédents, le Mexique considère que les éléments de preuve fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête et dans la réponse apportée à la demande de renseignements additionnels étaient suffisants pour démontrer l'existence d'un dumping allégué, d'un dommage allégué et d'un lien de causalité entre les deux. C'est pourquoi il faut considérer que l'examen de l'exactitude et de l'adéquation a été effectué correctement.

11. Cela étant, le Mexique observe que dans les réponses qu'il a apportées aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (réponses), le Guatemala affirme que ses allégations au titre de l'article 5.8 de l'Accord antidumping découlent de ses allégations au titre de l'article 5.2 et de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, pris séparément ou ensemble. Selon lui, l'article 5.2 énonce les obligations se rapportant à la teneur de la demande, et l'article 5.3 a trait à l'examen des éléments de preuve. Pour cette raison, fait-il valoir, si la demande ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 5.2 et que l'autorité ouvre une enquête, il y a violation de l'article 5.2 et de l'article 5.3 de l'Accord antidumping et, par conséquent, également de l'article 5.8.

[1] Voir la note officielle UPCI.310.01.1179/2. Pièce GTM-2.

12. Suivant ce raisonnement, nous croyons comprendre que l'allégation du Guatemala au titre des articles cités, pris ensemble, serait infondée s'il était démontré que ni l'article 5.2 ni l'article 5.3 n'a été violé. Ainsi, dans le cas où le Mexique ferait la démonstration de ce qui précède, nous demandons instamment au Groupe spécial, lorsqu'il examinera nos arguments, de considérer que cet aspect de l'allégation du Guatemala est sans fondement.

13. Le Mexique ne pense pas que l'on puisse attribuer à l'autorité chargée d'une enquête une violation de l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Cet article constitue un cas d'exception dans l'Accord antidumping, étant donné qu'il établit des obligations à l'intention de celui qui requiert l'ouverture d'une enquête et non de l'autorité chargée de l'enquête. C'est pourquoi le Mexique ne comprend pas comment le Guatemala peut soutenir qu'il y a violation de l'article 5.2 de l'Accord antidumping de la part du Mexique. Aux fins de l'interprétation et de l'application d'une disposition juridique, il importe de savoir à qui cette règle impose une obligation. En l'espèce, aucune obligation n'incombe à l'autorité chargée de l'enquête; on ne peut donc pas soutenir qu'il y a violation d'une obligation inexistante.

14. En outre, il ne faut pas oublier que l'article 5.2 de l'Accord antidumping fait obligation au requérant de présenter les renseignements qui peuvent "raisonnablement être à [sa] disposition". Sur ce point, le Guatemala n'a aucunement démontré que les renseignements fournis dans la demande n'étaient pas ceux qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant. Nous ne voyons pas comment il est possible de faire pareille allégation sans, de surcroît, disposer du moindre élément de preuve. En l'espèce, il appartient au Guatemala en tant que partie plaignante de prouver son allégation.

15. Donc, en ce qui concerne l'interprétation que fait le Guatemala de la portée de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, nous devons exprimer notre désaccord. D'après nous, l'autorité chargée de l'enquête peut effectivement recueillir des renseignements additionnels par rapport à ceux qui sont fournis dans la demande afin d'établir la base factuelle sur laquelle elle assoira ses déterminations. En vérité, la seule façon dont l'autorité chargée de l'enquête peut vérifier l'exactitude, l'adéquation et le caractère suffisant des renseignements fournis dans la demande est précisément grâce aux données additionnelles qu'elle obtient, comme le Mexique l'a fait en consultant le SICMEX.

16. De même, bien qu'il n'existe pas de directive particulière permettant de déterminer à partir de quel moment on peut estimer qu'une demande contient les renseignements qui peuvent "raisonnablement" être à la disposition du requérant, nous répétons qu'il est évident que ces éléments de preuve n'ont pas nécessairement besoin d'être de la qualité requise pour étayer une détermination préliminaire ou finale. De la même manière, il est clair également que ces éléments de preuve ne doivent pas être davantage que des données ou des renseignements, c'est-à-dire des indices sur lesquels se fondent les allégations ayant trait à l'existence d'un dumping allégué, d'un dommage allégué et d'un lien de causalité entre les deux, et qu'il doit ressortir de leur examen, effectué conformément à l'article 5.3 de l'Accord antidumping, qu'ils sont suffisants pour que l'autorité chargée de l'enquête puisse ouvrir une enquête. Il en est ainsi chaque fois que les indices servent de base pour ouvrir une enquête et non pour imposer des droits antidumping.

ARGUMENTS RELATIFS AUX ALLÉGATIONS AYANT TRAIT AU PRODUIT VISÉ PAR L'ENQUÊTE ET AU PRODUIT SIMILAIRE

17. Selon le Mexique, le fait que Tubac n'a pas contesté l'ajout des tubes et tuyaux d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 6 po est un point important. Comme il est indiqué dans le mémoire que nous avons présenté à titre de réfutation, si une partie intéressée souscrit expressément ou tacitement à une quelconque affirmation, circonstance ou détermination, l'autorité chargée de l'enquête doit considérer que cette acceptation est valable. C'est pourquoi, devant l'aval tacite donné à la définition du produit

considéré, l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas de raison de ne pas examiner les tubes et tuyaux d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 6 po.

18. En tout état de cause, s'il y a consentement des parties intéressées, l'objectivité et l'adéquation de la définition s'en trouvent renforcées. S'agissant de ce qui précède, il est important de souligner qu'au paragraphe 100 de ses réponses, le Guatemala indique que "l'article 2.1 de l'Accord n'interdit pas que des changements mineurs soient apportés au produit visé par l'enquête au cours du déroulement de celle-ci", ce qui montre que l'interprétation du Mexique sur ce point était correcte.

19. Le Mexique demande respectueusement au Groupe spécial d'estimer que le Guatemala continue d'essayer de faire valoir différents arguments dont le fondement est inexistant. Il convient de signaler qu'en l'absence de directives particulières dans l'Accord antidumping concernant divers aspects, il doit être entendu qu'il peut y avoir différentes interprétations valables de ces aspects. À cet égard, nous estimons que l'autorité chargée de l'enquête a agi conformément à l'Accord antidumping.

20. Par ailleurs, le Mexique tient à souligner de nouveau que Tubac a eu la possibilité de présenter des renseignements additionnels dans ses réponses aux demandes de renseignements que lui a adressées l'autorité chargée de l'enquête, lesquels ont été pris en considération par le Mexique dans ses déterminations préliminaire et finale, ainsi qu'au moment de l'enquête menée sur place, pendant l'audition publique et au moment de la présentation des arguments.

21. Pour ce qui est des allégations du Guatemala ayant trait aux articles 1er et 18.1 de l'Accord antidumping, le Mexique estime qu'il n'y a eu aucune violation de ces dispositions. Toutefois, même si l'on supposait, sans l'admettre pour autant, qu'il a été contrevenu à ces articles, cela ne signifierait pas nécessairement que le Mexique devrait abroger la mesure; le Mexique pense en effet que le Groupe spécial doit laisser au Membre qui a appliqué la mesure incompatible le soin de décider la manière dont il la rendra conforme aux Accords de l'OMC, conformément à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping.

LE MEXIQUE A UTILISÉ LES DONNÉES DE FAIT DISPONIBLES D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING

22. S'agissant de l'utilisation des données de fait disponibles, le Mexique juge utile de rappeler que les données présentées par l'exportateur au cours de l'enquête n'ont pas pu être considérées comme fiables, complètes, exactes et précises, car lors de l'enquête sur place, l'autorité a relevé des incohérences par rapport aux données que lui avait précédemment communiquées Tubac, qui rendaient pratiquement impossible l'utilisation de ces renseignements.

23. En ce qui concerne la réponse du Guatemala à la question n° 103 du Groupe spécial d'après laquelle "le Ministère de l'économie aurait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.7 de l'Accord sur la base de cette hypothèse", le Mexique est d'avis que l'article 6.7 de l'Accord antidumping exige uniquement que les résultats de l'enquête sur place soient mis à la disposition des parties ou que les parties soient informées de ces résultats, et en aucun cas que les renseignements qui sont communiqués aux parties au sujet de l'enquête sur place contiennent une analyse complète de l'autorité sur ce qui s'est passé pendant l'enquête en question.

24. En ce sens, le procès-verbal fait uniquement état de ce qui s'est passé sur place, mais non de l'évaluation ni de l'analyse que l'autorité chargée de l'enquête a faites de tous les renseignements vérifiés, et il ne constitue aucunement une analyse approfondie et exhaustive de ces renseignements.

25. Compte tenu de ce qui précède, si Tubac savait qu'il existait des divergences entre les données qu'elle avait présentées à l'autorité chargée de l'enquête et celles qui ont été obtenues au cours de l'enquête sur place, et qu'elle n'a rien fait pour clarifier ces renseignements, il est logique que l'autorité

chargée de l'enquête ait eu recours aux données de fait disponibles, comme elle l'avait dit dans le procès-verbal de l'enquête menée sur place.

26. Eu égard à ce qui précède, rien ne permet de soutenir que le Ministère de l'économie a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.7 de l'Accord antidumping, étant donné qu'il n'y a pas eu d'incohérences entre la détermination finale et ce qui s'est passé lors de l'enquête sur place, que Tubac a été dûment informée des incohérences relevées dans les renseignements qu'elle avait communiqués et qu'elle savait que l'autorité chargée de l'enquête pourrait utiliser les données de fait disponibles.

27. Cela dit, le Mexique ne voit pas très bien comment les allégations ayant trait à l'article 6.7 de l'Accord antidumping peuvent être subsidiaires par rapport à celles qui ont été formulées au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping, car il ne voit aucun rapport entre elles; l'allégation du Guatemala n'étant pas claire, nous demandons qu'elle soit rejetée.

28. Par ailleurs, nous n'estimons pas crédible l'excuse de l'"erreur involontaire" invoquée par le Guatemala s'agissant de la demande présentée par la représentante légale de Tubac pour avoir accès à la version confidentielle du dossier.

29. Qui plus est, le Guatemala n'a pas non plus présenté d'éléments de preuve indiquant que l'accès au dossier confidentiel aurait été refusé aux représentants de Tubac, et il affirme même que ceux-ci n'ont jamais demandé à y avoir accès. Cela étant, comme le Guatemala affirme que l'accès en soi n'est pas pertinent parce que le Mexique n'a pas respecté les dispositions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping, nous pouvons penser qu'il renonce à l'allégation selon laquelle le Ministère de l'économie aurait porté atteinte à la capacité de l'exportateur de se défendre contre les allégations de dumping.

30. En supposant, sans pour autant l'admettre, que Tubac n'ait jamais demandé à avoir accès à la version confidentielle du dossier, on ne pourrait donc pas non plus alléguer qu'il a été porté atteinte aux droits de la défense, étant donné qu'elle n'aurait pas exercé un droit qu'elle avait.

31. Pour revenir à l'argument du Guatemala selon lequel l'exportateur n'a pas été informé que ses renseignements seraient rejetés, nous pensons qu'il est important de renvoyer à l'explication du Mexique se rapportant à la teneur du procès-verbal de la visite de vérification, puisque c'est dans ce document que l'exportateur a été averti de l'utilisation des données de fait disponibles.

32. Nous soulignons que les obligations énoncées à l'Annexe II et à l'article 6.9 de l'Accord antidumping sont des obligations distinctes; c'est pourquoi on ne peut pas conclure à des violations en cascade des deux dispositions. De plus, nous soulignons que la société exportatrice Tubac n'a pas donné accès aux renseignements nécessaires et les a encore moins communiqués dans un délai raisonnable, ce qui a entravé le déroulement de l'enquête de façon notable. En conséquence, l'autorité chargée de l'enquête a dû recourir aux données de fait disponibles, ce qui n'a rien à voir avec l'article 6.9 et qui n'est pas contraire au paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

CHOIX DE LA PÉRIODE COUVERTE PAR L'ENQUÊTE

33. Nous insistons sur le fait que, comme nous l'avons indiqué dans nos communications écrites, le différend concernant le riz résultait de circonstances totalement différentes de celles qui nous occupent ici, raison pour laquelle l'affirmation du Guatemala est sans fondement. Ainsi, puisqu'il s'agit de circonstances entièrement différentes et qu'il n'a pas présenté d'autres arguments à l'appui de

son allégation, le Guatemala n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de la part du Mexique dans sa plaidoirie.

34. Cela dit, dans le seul but d'éclairer le Groupe spécial au sujet de la question dans laquelle il demandait pourquoi il faudrait estimer que Tubac ne s'était pas opposée au choix de la période couverte par l'enquête, il convient de signaler que, contrairement à ce qui s'est passé dans l'affaire *Mexique – Riz*, Tubac n'a pas contesté ce choix et a seulement demandé que l'autorité chargée de l'enquête précise que la période couverte par l'enquête allait bien du 1er juillet au 31 décembre 2000. Cela devrait être considéré comme un consentement donné par l'exportateur.

35. Le Mexique considère que ce point pourrait être pris en compte par le Groupe spécial, étant donné que l'autorité chargée de l'enquête doit évaluer tous les éléments qui sont présentés pendant une enquête antidumping et que, sur cette base, elle doit établir sa détermination. Ainsi, plusieurs articles de l'Accord antidumping expriment une préférence pour les renseignements de première main, qui sont précisément ceux des parties (voir le paragraphe 7.238 du rapport final du Groupe spécial et les paragraphes 288 et 289 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Mexique – Riz*). Par conséquent, il doit être tenu compte du fait que l'acceptation donnée par une partie intéressée constitue un élément qui ne peut pas être contesté. Il n'y a pas lieu, conformément aux principes généraux du droit, de refuser le consentement donné par une partie. Cela étant, vu l'assentiment tacite donné au choix de la période couverte par l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête n'avait aucune raison de la modifier.

36. Par ailleurs, les circonstances que nous décrivons dans nos communications écrites constituent des obstacles réels à l'utilisation d'une période d'enquête plus récente. Si nous examinons le laps de temps dans lequel les événements se sont déroulés, nous verrons que le retard, dont le Guatemala allègue qu'il constitue une violation de l'Accord antidumping, était parfaitement raisonnable. La période couverte par l'enquête a bien été la plus proche possible de la date d'ouverture de l'enquête. Par ailleurs, le laps de temps entre cette période couverte et l'ouverture de l'enquête ne constitue pas un retard tel qu'il puisse faire douter de la pertinence de la période retenue. De même, si le problème posé par l'ancienneté des données est qu'elles peuvent cesser d'être pertinentes, il est nécessaire de démontrer au cas par cas que ces données ne sont pas utilisables. Sur ce point, le Guatemala n'a apporté aucun élément de preuve établissant *prima facie* l'existence d'une violation, et n'a fait que des affirmations non étayées. À cet égard, l'affirmation du Guatemala selon laquelle le requérant pouvait présenter des renseignements plus récents n'est pas non plus étayée sur quoi que ce soit, comme nous l'expliquons dans notre réfutation.

37. Nous estimons en toute humilité qu'il serait fort regrettable pour le système de règlement des différends que le présent Groupe spécial admette que l'existence d'une violation a été établie *prima facie* sans qu'il y ait aucun élément de preuve en ce sens.

CHOIX DE PÉRIODES SEMESTRIELLES AUX FINS DE L'ANALYSE DU DOMMAGE

38. Nous estimons que grâce à l'utilisation de périodes comparables aux fins de l'analyse du dommage, les distorsions qui auraient pu se produire ont été éliminées et, de cette manière, le Ministère de l'économie a pu comparer correctement les renseignements se rapportant à la période couverte par l'enquête avec ceux des périodes antérieures comparables. À l'examen de la détermination finale, on constatera que la consommation du produit visé par l'enquête dépend essentiellement de la tenue du secteur du bâtiment et du secteur manufacturier (lesquels sont fort probablement tributaires en grande partie de la croissance des dépenses et des investissements dans l'économie même). Pour cette raison, il serait difficile de définir un modèle par avance (comme par exemple pour les produits agricoles, dont le riz) en ce qui concerne les seconds "semestres" de chaque année. C'est justement pour éviter les distorsions ou fluctuations saisonnières ou cycliques que les indicateurs économiques (par exemple l'indice des prix ou le produit intérieur brut) sont comparés

habituellement aux mêmes périodes, qui sont par ailleurs compatibles avec la période couverte par l'enquête.

39. De cette façon, s'il avait constaté que les indicateurs pour les périodes allant de juillet à décembre 1998, 1999 et 2000 montraient que la situation de la branche de production nationale était mauvaise, mais qu'ils étaient identiques (c'est-à-dire sans variations), le Ministère de l'économie n'aurait pas déterminé qu'il existait un dommage, même si la période allant de juillet à décembre était moins favorable pour la branche de production nationale que la période allant de janvier à juin.

40. Pour ce qui est du niveau de pénétration des importations au cours de chacun des deux semestres de chaque année, il convient de signaler que nous estimons qu'il n'est pas correct de dire que les périodes allant de juillet à décembre de chaque année sont celles pendant lesquelles la pénétration est la plus élevée. Nous répétons qu'il faut examiner dans leur intégralité les déterminations établies à l'issue de l'enquête, d'où il ressort que la tendance à la hausse des importations faisant l'objet d'un dumping s'est confirmée, même après que les données eurent été apurées avec des renseignements plus précis. Pour cette raison, le "choix" des périodes semestrielles utilisées aux fins de l'analyse du dommage n'était pas biaisé. À notre avis, le Guatemala ne dispose pas d'éléments objectifs lui permettant de donner à penser et encore moins d'alléguer que les périodes ont été "choisies". Cela reviendrait à supposer que le Ministère de l'économie savait par avance que les résultats feraient apparaître – une fois obtenues les déclarations et les factures afférentes aux importations en provenance du Guatemala pour les semestres des trois années analysées –, un accroissement significatif des importations ou bien que, après avoir procédé à toutes les investigations au cours de la procédure, l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale serait confirmée, ce qui est pratiquement impossible.

41. Le fait que le Guatemala ne dispose pas d'éléments de preuve est confirmé dans la réponse qu'il fait à la question n° 40 du Groupe spécial, dans laquelle il admet qu'il ne possède pas de renseignements sur les résultats de l'industrie et les importations au premier semestre de chacune des années utilisées aux fins de l'analyse du dommage. En d'autres termes, il ne sait pas si en réalité la pénétration des importations était plus élevée ou moins élevée et par conséquent, il ne sait pas si l'analyse a été objective ou non sur ce point. Par conséquent, il ne dispose pas d'éléments pour étayer son affirmation et il n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de la part du Mexique.

BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

42. En vertu de l'article 4.1 de l'Accord antidumping, il existe deux manières de se conformer à l'obligation d'examiner la branche de production nationale: examiner l'ensemble des producteurs, ou examiner une proportion majeure de ceux-ci.

43. Dans ce contexte, l'article 5.4 de l'Accord antidumping établit le principe directeur permettant de déterminer si l'ensemble des producteurs nationaux qui demandent l'ouverture d'une enquête peut être considéré comme suffisant pour estimer que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom". Ainsi, si une demande est présentée par un producteur national représentant plus de 50 pour cent de la production nationale totale qui exprime son soutien ou son opposition à la demande, il sera alors entendu que l'enquête est demandée par la branche de production nationale; c'est pourquoi l'intégralité de l'examen visant à déterminer l'existence d'un dommage peut être axée exclusivement sur ce producteur, sans que cela puisse être considéré comme un manque d'objectivité.

44. Le Guatemala semble penser que l'article 4.1 de l'Accord antidumping établit qu'une fois que la branche de production nationale a été définie comme englobant l'ensemble des producteurs ou une proportion majeure de ceux-ci, l'autorité chargée de l'enquête doit s'en tenir strictement aux données relatives à l'ensemble ou, le cas échéant, à la proportion majeure. Sur ce point, aucun article de

l'Accord antidumping n'étaye cette interprétation. En réalité, cette rigidité ferait que, s'il était déterminé que la production nationale correspond à une proportion majeure des producteurs et si l'on obtenait ensuite des données se rapportant à l'ensemble de la branche de production, ces données additionnelles seraient probablement rejetées, ce qui est inacceptable.

VOLUME ET EFFET SUR LES PRIX DES IMPORTATIONS VISÉES PAR L'ENQUÊTE

45. Le Guatemala part du principe qu'à son avis, le Ministère de l'économie disposait de deux sources de renseignements pour obtenir des éléments de preuve positifs concernant le volume des importations: les importateurs et l'Administration des douanes. Par ailleurs, comme il n'a pas opté pour la seconde de ces sources, le Mexique a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping, étant donné que les importateurs n'avaient pas envoyé tous les renseignements demandés par l'autorité chargée de l'enquête. Nous insistons sur le fait qu'il est faux de dire que le Ministère de l'économie s'est adressé uniquement aux importateurs comme source de renseignements sur le volume des importations, puisqu'il a également demandé des documents aux agents en douane. Il n'est pas vrai que l'autorité chargée de l'enquête n'a utilisé qu'une seule source de renseignements et a fait abstraction de l'autre source qui était à sa disposition; l'affirmation du Guatemala est donc infondée.

46. Durant une enquête, l'autorité chargée de l'enquête doit essayer de trouver la meilleure manière d'obtenir des renseignements. À cet effet, l'un des facteurs qui entrent nécessairement en jeu est l'objectivité de l'autorité chargée de l'enquête. Celle-ci doit déterminer s'il convient au non de prendre certaines décisions, eu égard à leurs conséquences probables, et cela en tirant parti de son expérience.

47. En l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête a décidé de ne pas demander de renseignements aux autorités douanières parce que, compte tenu de l'expérience acquise au cours de plusieurs années, elle savait que les autorités douanières mettraient trop de temps pour répondre à une demande de renseignements, ce qui se répercuterait sur les délais de l'enquête et pourrait entraîner une violation de l'article 5.10 de l'Accord antidumping. À titre d'exemple, il y a l'affaire des brosses originaires de Chine.[2] On peut encore citer à titre d'exemple l'affaire des valves en provenance des États-Unis. C'est la raison pour laquelle l'autorité chargée de l'enquête a jugé approprié de s'adresser aux importateurs et aux agents en douane.

48. Cela dit, pour ce qui est de l'analyse financière effectuée par l'autorité chargée de l'enquête, les principaux facteurs ayant eu une incidence sur la tendance à la baisse du bénéfice d'exploitation ont été la diminution du chiffre d'affaires global et l'augmentation des frais d'exploitation globaux, si bien que, dans notre première communication écrite, il n'est pas indiqué que les coûts ont augmenté et auraient eu de ce fait un effet défavorable sur les bénéfices d'exploitation obtenus, comme l'indique le Guatemala. En d'autres termes, au cours de la période allant de juillet à décembre 2000, les coûts de commercialisation d'Hylsa DAT ont baissé de 13,2 pour cent, raison pour laquelle le Ministère de l'économie a considéré que l'évolution du coût de commercialisation n'était pas un facteur qui avait influé sur la baisse des bénéfices réalisés au cours de la période visée.

[2] Les déclarations d'importation et les factures y afférentes ont été demandées aux autorités douanières, qui ont mis approximativement trois mois pour communiquer à l'autorité mexicaine 30 déclarations accompagnées des factures (un délai qui pourrait s'allonger en fonction de la charge de travail des services concernés).

ARGUMENTS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS AYANT TRAIT À DES QUESTIONS DE PROCÉDURE

49. En ce qui concerne les allégations ayant trait à des questions de procédure, notre attention est appelée par des contradictions et des imprécisions de caractère factuel et juridique figurant dans les réponses du Guatemala.

50. En ce qui concerne les violations alléguées de l'article 6.5, 6.5.1 et 6.5.2 de l'Accord antidumping qui auraient été commises par le Mexique, le Guatemala indique à présent dans ses réponses que, conformément à l'Accord antidumping, le mécanisme d'accès aux renseignements confidentiels est la communication de résumés non confidentiels, que la représentante légale de Tubac n'a pas pu remplir les conditions exigées par la législation mexicaine pour avoir accès aux renseignements confidentiels, et que, en dépit de ce qui précède, la question de l'accès aux renseignements confidentiels n'est pas pertinente aux fins des allégations du Guatemala au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

51. À ce propos, nous observons qu'il existe une contradiction entre ce qu'affirme le Guatemala au sujet de l'article 6.5 de l'Accord antidumping étant donné que, d'un côté, il dit que, en tant que détenteur de droits au titre de l'Accord antidumping, le mécanisme d'accès aux renseignements confidentiels pour lequel il peut opter consiste à fournir des résumés publics, et, d'un autre côté, il déclare que la question de l'accès aux renseignements confidentiels n'est pas pertinente aux fins de ses allégations au titre de l'article 6.5 parce que cet article ne régit pas l'accès aux renseignements.

52. Il est étrange que le Guatemala se plaigne qu'il ne lui a pas été donné accès à la teneur des renseignements confidentiels et qu'il dise ensuite que la question de l'accès aux renseignements confidentiels n'est pas pertinente, et cela parce que, indépendamment de l'accès, le Mexique ne s'est pas acquitté de ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

53. Nous avons déjà dit dans nos réfutations que nous estimons que, conformément au critère énoncé dans le rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux de céramique*, au paragraphe 6.38, l'article 6.5 et 6.5.1 de l'Accord antidumping a pour objet d'établir un mécanisme permettant aux parties de prendre connaissance de la teneur des renseignements confidentiels tout en protégeant les intérêts des parties qui fournissent ces données confidentielles.

54. Ainsi, étant donné que l'objectif premier est que les parties aient connaissance des renseignements fournis à titre confidentiel, le Mexique estime qu'il convient de s'attacher à déterminer si les règles établies dans la législation mexicaine au sujet de l'accès aux renseignements confidentiels constituent un mécanisme suffisant pour que l'exportateur ait connaissance des renseignements en question.

55. Dans ce contexte, et en supposant, sans l'admettre, que le dossier de l'enquête sur les tubes et tuyaux standard ne contenait pas de résumés publics du moindre renseignement présenté par le requérant (situation qui est fausse, comme il est rappelé plus bas), il aurait de toute façon été satisfait à l'obligation énoncée à l'article 6.5 de l'Accord antidumping puisque, comme il est expliqué en détail dans nos communications écrites, le système juridique mexicain accorde aux parties intéressées l'accès à tous les renseignements confidentiels, dès lors qu'il est satisfait aux prescriptions établies pour accorder un tel accès.

56. Par ailleurs, le changement intervenu dans l'argumentation du Guatemala, qui soutient désormais que l'accès en soi n'est pas important, donne à penser qu'il accepte implicitement que l'exportateur guatémaltèque pouvait effectivement consulter tous les renseignements et données considérés comme confidentiels, à n'importe quel moment au cours de l'enquête, et chaque fois qu'il le

jugeait nécessaire pour une défense adéquate. Il en résulte qu'il n'a pas été porté atteinte aux droits de la défense de Tubac. Tout argument en ce sens est donc dénué de fondement.

57. Cela dit, en ce qui concerne la question de savoir si la législation mexicaine sur l'accès aux renseignements confidentiels est suffisante pour permettre aux parties de prendre connaissance de la teneur de ces renseignements, il est illogique que le Guatemala se plaigne de ce que le système mexicain n'est pas suffisant à cette fin, alors qu'il admet, comme il ressort de ses propres réponses et de la déclaration de Mme Mejía, qu'il n'a même pas demandé à avoir accès à ces renseignements. Il est illogique qu'il semble soutenir que le système mexicain n'est pas conforme à l'Accord antidumping au motif qu'il n'a pas eu accès aux renseignements confidentiels, alors qu'il ne l'a pas sollicité, et que cela constitue une violation de l'Accord antidumping, imputable à l'autorité chargée de l'enquête.

58. Si une partie intéressée peut exercer un droit et qu'elle ne le fait pas, le préjudice qui peut éventuellement en résulter n'est imputable qu'à ladite partie. Cela étant, les conséquences du fait de ne pas avoir demandé l'accès sont imputables uniquement et exclusivement à Tubac. En outre, le Guatemala a lui-même rendu caduc cet argument en indiquant que l'accès aux renseignements confidentiels n'était pas pertinent en soi aux fins de ses allégations. C'est pourquoi nous estimons que les allégations du Guatemala sont dénuées de fondement et prions donc le Groupe spécial de bien vouloir se prononcer en ce sens.

59. De même, notre attention est appelée par l'affirmation du Guatemala selon laquelle le Ministère de l'économie n'a pas exigé du requérant lesdits résumés non confidentiels puisque, comme cela a été démontré dans l'exposé donné au paragraphe 209 de notre mémoire de réfutation, tous les écrits des parties, y compris ceux d'Hylsa, étaient accompagnés de leurs versions non confidentielles qui ont permis aux parties de prendre connaissance des éléments de preuve et de l'argumentation des autres parties, et de savoir quels renseignements étaient désignés comme confidentiels. En ce sens, Tubac avait bien les éléments pour prendre connaissance de la teneur des renseignements confidentiels et la possibilité de demander l'accès à ces renseignements au cas où elle aurait eu besoin d'une donnée ou d'un renseignement quelconque y figurant. L'autorité chargée de l'enquête n'a pas privé Tubac de la possibilité de prendre connaissance des renseignements nécessaires à sa défense puisqu'il existait des résumés publics de tous les renseignements confidentiels et qu'il lui était possible d'avoir accès aux dossiers confidentiels.

60. Par ailleurs, s'agissant du traitement confidentiel du document d'Hylsa, daté du 17 septembre 2002, et de l'absence alléguée de résumé public, contrairement à ce qu'affirme le Guatemala, il existait bien un résumé non confidentiel de ce document et, comme il est mentionné dans notre mémoire présenté à titre de réfutation, Hylsa l'a fait parvenir à la représentante légale de Tubac. Pour cette raison, nous demandons au Groupe spécial de rejeter cet argument du Guatemala.

61. En outre, il convient de signaler que tout au long du présent différend, le Guatemala a présumé, à maintes reprises (voir par exemple les points 251 et 260 de sa première communication écrite et sa réponse n° 23), que, comme quelques aspects factuels de l'enquête sur les tubes et tuyaux guatémaltèques étaient semblables à ceux qui avaient été examinés dans d'autres différends concernant le Mexique, le seul fait de citer les rapports de l'Organe d'appel et des Groupes spéciaux en question suffisait à démontrer que le Mexique avait agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping.[3] À cet égard, nous avons quelques préoccupations à exprimer.

62. En premier lieu, il est préoccupant que le Guatemala cherche à faire en sorte que ce Groupe spécial ne réalise pas une "évaluation impartiale et objective" des faits de la cause en l'espèce. Comme vous le savez, le principe fondamental du droit selon lequel "la charge de la preuve incombe à

[3] Cela a été signalé par le Mexique à plusieurs reprises, voir par exemple la communication orale présentée à la première audition.

la partie qui formule l'affirmation" a été énoncé à de multiples occasions par l'Organe d'appel. À titre d'exemple, nous pouvons citer les affaires *États-Unis – Chemises et blouses de laine* (WT/DS33/AB/R)[4], *CE – Hormones*[5] et *Japon – Produits agricoles II*.[6]

63. Il découle de ce qui précède que l'argumentation qui vous est présentée ne saurait être fondée sur un simple syllogisme consistant à affirmer que telle enquête était illicite et que l'enquête en cause étant identique à la première, elle est donc elle aussi illicite. Vous devez examiner les faits de la cause en l'espèce et les évaluer selon leurs particularités. Or, dans le présent différend, le Guatemala n'a pas apporté le moindre élément de preuve pour étayer ses assertions.

64. De fait, nous estimons que, s'il était accepté, l'argument du Guatemala constituerait un dangereux précédent, en ce sens qu'une autorité chargée de l'enquête qui a fait l'objet d'une décision défavorable dans un différend, devrait être considérée comme un "contrevenant systématique" à l'Accord antidumping.

65. Le Guatemala pense obtenir une décision favorable, non seulement en essayant d'éviter que vous ne procédiez à une évaluation objective de la mesure contestée, mais aussi en employant des arguments qui simplifient à l'extrême les similitudes existant entre les enquêtes auxquelles il fait référence. En effet, comme nous l'avons fait valoir à maintes reprises dans nos communications écrites et orales, l'enquête relative aux tubes et tuyaux en acier qui est à l'examen n'est pas identique à l'enquête sur le riz et encore moins à l'enquête effectuée par le Guatemala au sujet du ciment mexicain. Pour illustrer cela, il convient de signaler ce qui suit:

a) Dans l'affaire du riz en provenance des États-Unis, le laps de temps écoulé entre la fin de la période couverte par l'enquête et le début de l'enquête était de 15 mois, alors qu'en l'espèce, il n'est que de huit mois; il ne s'agit pas, comme cela a déjà été expliqué, d'une durée pouvant faire supposer que les données relatives à la période couverte par l'enquête n'étaient plus pertinentes (d'autant plus que le Guatemala n'a pas présenté de données faisant apparaître que les renseignements relatifs à la période couverte par l'enquête n'étaient plus utilisables).

---

[4] "... il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve. … la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier. Si ladite partie fournit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie, qui n'aura pas gain de cause si elle ne fournit pas des preuves suffisantes pour réfuter la présomption."

[5] "100. Conformément à notre décision dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, le Groupe spécial aurait dû commencer l'analyse de chaque disposition en examinant la question de savoir si les États-Unis et le Canada avaient présenté des éléments de preuve et des arguments juridiques suffisants pour prouver que les mesures communautaires étaient incompatibles avec les obligations assumées par les Communautés européennes au titre de chaque article de l'*Accord SPS* examiné par le Groupe spécial, à savoir les articles 3:1 et 3:3, et 5:1 et 5:5. **Ce n'est qu'une fois établie cette présomption par le Groupe spécial que la charge d'apporter des éléments de preuve et des arguments** pour réfuter l'allégation de la partie plaignante **peut être attribuée aux Communautés européennes**." (citations omises) (pas de caractères gras dans l'original)

[6] "129. L'article 13 du Mémorandum d'accord et l'article 11:2 de l'*Accord SPS* laissent entendre que les groupes spéciaux ont un large pouvoir d'investigation. Toutefois, **ce pouvoir ne peut pas être utilisé par un groupe spécial pour trancher en faveur d'une partie plaignante qui n'a pas fourni un commencement de preuve d'incompatibilité sur la base d'allégations juridiques spécifiques qu'elle a formulées**. Un groupe spécial est habilité à demander des renseignements et des avis à des experts et à toute autre source pertinente qu'il choisit, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord et, dans une affaire SPS, à l'article 11:2 de l'*Accord SPS*, pour l'aider à comprendre et à évaluer les preuves présentées et les arguments avancés par les parties, mais pas pour plaider la cause d'une partie plaignante." (pas de caractères gras dans l'original)

b) Dans l'affaire du riz, le Ministère de l'économie n'a pas procédé à une analyse des renseignements fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête aussi poussée que celle qu'il a effectuée dans le cas des tubes et tuyaux guatémaltèques, comme en atteste – nous l'avons déjà dit – le fait qu'il a jugé nécessaire d'adresser au requérant une demande afin qu'il présente les renseignements techniques additionnels nécessaires à l'autorité chargée de l'enquête pour déterminer la viabilité de l'ouverture de l'enquête; et

c) Comme nous venons de le dire ci-dessus, dans l'affaire du riz, le Ministère de l'économie n'a pas présenté de demande de renseignements additionnels ou autres, ni pris de mesure administrative d'un autre type qui aurait demandé du temps et qui aurait donc contribué en partie à l'allongement du délai écoulé entre la fin de la période couverte par l'enquête et le début de l'enquête; par conséquent, il n'a pas non plus été nécessaire de ménager un délai aux requérants pour qu'ils répondent à la demande de renseignements additionnels et au Ministère de l'économie pour qu'il analyse les réponses. C'est en revanche ce qui s'est passé dans l'affaire des tubes et tuyaux guatémaltèques.

66. Dans l'affaire du riz, l'Organe d'appel a constaté que le Mexique avait agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping au motif que le pays avait accepté la période couverte par l'enquête proposée par les requérants en sachant que ces derniers proposaient cette période parce qu'elle représentait, d'après les allégations, la période pendant laquelle la pénétration des exportations était la plus élevée.

67. Le Mexique ne demande que l'équité de la procédure. Ce que nous voulons, c'est que le Groupe spécial détermine qu'il y a des éléments établissant *prima facie* l'existence d'une violation de la part du Mexique uniquement si le Guatemala a démontré de façon convaincante que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas établi correctement les faits ou qu'elle a indûment interprété l'Accord antidumping et si, en outre, nous n'avons pas pu réfuter de telles allégations. Il est évident qu'aucune des allégations du Guatemala ne remplit ce critère.

68. Aussi, nous demandons au Groupe spécial, compte tenu des incohérences et des affirmations erronées figurant dans les allégations du Guatemala, de rejeter lesdites allégations, à la lumière des présentes réfutations opposées à chacune d'entre elles, parce qu'elles ne constituent pas des éléments de preuve objectifs, ni des éléments *prima facie*, établissant qu'il y a eu violation de la part du Ministère de l'économie.

69. Pour les raisons qui précèdent, nous considérons que les allégations du Guatemala concernant la mesure antidumping définitive imposée sur les importations de tubes et tuyaux en acier du Guatemala doivent être rejetées et, en conséquence, nous demandons au Groupe spécial de confirmer que l'enquête antidumping, ainsi que la décision portant ouverture de l'enquête et les déterminations préliminaire et finale concernant l'affaire qui nous occupe, sont conformes à l'Accord antidumping.

70. Nous nous tenons à votre disposition pour répondre à toute question qui pourrait se poser et vous remercions une nouvelle fois de votre attention.

ANNEXE D-5

DÉCLARATION FINALE DU GUATEMALA À LA DEUXIÈME RÉUNION

(9 novembre 2006)

Introduction

1. Merci infiniment Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial et Mesdames et Messieurs les membres du Secrétariat de nous donner la possibilité de formuler la présente déclaration finale.

2. Sans préjudice des réfutations apportées par le Guatemala aux arguments du Mexique au cours de la présente procédure, nous souhaitons saisir cette occasion pour éclaircir certains points soulevés par le Mexique dans sa déclaration orale d'hier.

3. S'agissant de l'examen de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, le Mexique allègue que le fait que le Ministère de l'économie a adressé une demande de renseignements additionnels indique qu'il a évalué l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis.[1] Pour le Guatemala, le simple fait de solliciter des renseignements en présentant une demande de renseignements additionnels ne constitue pas, en soi, la preuve que l'examen en question a été réalisé. Ainsi par exemple, la demande de renseignements additionnels à laquelle le Mexique se réfère contient non seulement des demandes relatives aux éléments de preuve fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête, mais aussi des demandes qui sont liées au respect d'autres prescriptions, comme la présentation de résumés non confidentiels des renseignements communiqués à titre confidentiel.[2] Il convient en outre de signaler qu'au vu des différentes questions posées dans la demande de renseignements additionnels au sujet de l'adéquation et de l'exactitude des éléments de preuve fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête[3], l'on pouvait espérer que le Ministère de l'économie, dans sa décision portant ouverture d'une enquête, formulerait une constatation concernant l'évaluation de l'exactitude et de l'adéquation sur la base des réponses fournies par Hylsa à la demande de renseignements additionnels. Or, le Ministère de l'économie n'a établi aucune détermination concernant le caractère suffisant de ces éléments de preuve.

4. Le Mexique dit qu'une autorité chargée de l'enquête peut effectivement recueillir des renseignements additionnels par rapport à ceux qui sont fournis dans la demande afin d'établir la base factuelle sur laquelle elle assoira ses déterminations.[4] Le Guatemala tient à préciser qu'il existe une distinction entre i) le fait de recueillir des renseignements pour *vérifier* l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, et ii) le fait d'utiliser ces renseignements pour *corriger* les erreurs factuelles dans les éléments de preuve fournis dans la demande. Le Guatemala estime que la seconde proposition ne serait pas autorisée par l'Accord antidumping.

---

[1] Deuxième déclaration orale du Mexique, paragraphe 10 ii. et iii.

[2] Note officielle UPCI.310.01.1179/2 du 11 juin 2001 (pièce GTM-2).

[3] *Ibid.*, questions n° 3, 4 se rapportant aux renseignements sur les volumes des importations qui feraient l'objet de l'enquête et questions n° 17 à 21 se rapportant aux éléments de preuve concernant la valeur normale des produits qui feraient l'objet de l'enquête.

[4] Deuxième déclaration orale du Mexique, paragraphe 7 iii.

5. Le Mexique dit aussi que, devant l'aval tacite donné par Tubac à la définition du produit considéré, le Ministère de l'économie n'avait pas de raison de ne pas examiner les tubes et tuyaux d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 6 po[5], et que le Guatemala a indiqué que l'article 2.1 de l'Accord n'interdisait pas que des changements mineurs soient apportés au produit visé par l'enquête au cours du déroulement de celle-ci, ce qui montre que l'interprétation du Mexique sur ce point était correcte.[6] Le Guatemala considère que l'argument du Mexique montre précisément que la décision d'inclure les tubes et tuyaux standard d'un diamètre pouvant aller jusqu'à 6 po reposait sur les dires des parties (simple affirmation du requérant et absence de contestation de la part de l'exportateur) et non sur les faits ou les *éléments de preuve positifs* figurant dans le dossier. Par ailleurs, s'il est vrai que l'article 2.1 de l'Accord n'interdit pas que des changements mineurs soient apportés à la définition du produit, rien dans cette interprétation ne dispensait le Ministère de l'économie d'envoyer les questionnaires et de recueillir les renseignements qui auraient permis d'enquêter sur les produits inclus ultérieurement dans l'enquête.

6. S'agissant du recours aux données de fait disponibles, le Guatemala souhaiterait faire une brève observation au sujet de la réponse du Mexique à la question n° 107 du Groupe spécial, qui avait été laissée en blanc aux pages 79 et 80 des réponses faites au Groupe spécial le 3 octobre dernier et qui a été distribuée au début de la présente réunion. Compte tenu de la remise tardive de cette réponse, le Guatemala souhaiterait se réserver le droit de formuler des observations plus complètes à un stade ultérieur.

7. Le Guatemala a expliqué d'une manière suffisamment détaillée que le procès-verbal de la visite de vérification contredisait les prétendues justifications avancées par le Ministère de l'économie au paragraphe 80 de sa détermination finale pour motiver le rejet de tous les renseignements fournis par l'exportateur et le recours aux données de fait disponibles aux fins de déterminer les différentes marges de dumping pour l'exportateur faisant l'objet de l'enquête.[7] Dans sa réponse à la question n° 107, le Mexique renvoie à des parties du procès-verbal de la visite de vérification s'agissant des affirmations qu'il a formulées au paragraphe 80 de sa détermination finale. Toutefois, l'examen des renvois indiqués par le Mexique ne fait que confirmer l'argument du Guatemala selon lequel le procès-verbal contredit effectivement les constatations formulées par le Ministère de l'économie au paragraphe 80 de sa détermination finale.

8. Un tableau qui détaille les renvois indiqués par le Mexique est joint en annexe 1 de la présente déclaration orale. En ce qui concerne le premier argument invoqué par le Mexique pour rejeter les renseignements fournis par l'exportateur, il ressort du tableau que le Mexique n'a consigné, dans le procès-verbal, aucune constatation qui pourrait servir de base à cet argument. S'agissant des autres arguments figurant au paragraphe 80, il ressort clairement du tableau que, contrairement à ce qui est indiqué dans ledit paragraphe, l'équipe de vérification du Ministère de l'économie a constaté que les divergences étaient minimes ou nulles, ou lorsqu'elle a constaté qu'il y avait des divergences, l'exportateur a été en mesure de les réviser et de les corriger d'une manière jugée satisfaisante par l'équipe chargée de la vérification.

9. Ainsi par exemple, dans sa réponse à la question n° 107, le Mexique mentionne en particulier les écarts relevés dans les chiffres de l'ajustement pour tenir compte des différences physiques. Il omet toutefois de dire que, d'après la page 10 du procès-verbal de la visite de vérification, "le Ministère de l'économie a demandé que les écarts de coûts soient calculés *sur la base des feuilles de coûts validées et utilisées pour déterminer la valeur construite. Selon cette méthode, l'entreprise a calculé les nouveaux chiffres relatifs aux différences physiques* …".[8] Cela tend à indiquer que le

[5] Deuxième déclaration orale du Mexique, paragraphe 17.
[6] *Ibid.*, paragraphe 18.
[7] Première communication écrite du Guatemala, paragraphes 191 à 218.
[8] Pièce GTM-15, page 10.

Ministère de l'économie a eu à sa disposition des renseignements fiables sur l'ajustement pour tenir compte des différences physiques, renseignements qui ont été vérifiés par l'équipe chargée de l'enquête lors de la visite de vérification. En outre, le Mexique ne parvient pas à expliquer comment ni où dans le procès-verbal de la visite, il a rendu compte de son évaluation du point de savoir s'il était pertinent d'utiliser les renseignements de l'exportateur pour les produits lorsque des ventes de produits ayant des codes identiques étaient réalisées sur le marché intérieur et qu'il n'était donc pas nécessaire de procéder à des ajustements pour tenir compte de différences physiques.

10. Qui plus est, le Mexique a insinué que les calculs relatifs aux différences physiques reposaient sur des renseignements nouveaux qui n'avaient pas été fournis par l'exportateur dans ses réponses au questionnaire destiné aux exportateurs. Or, nous observons que, dans le paragraphe auquel le Mexique fait allusion, il est clairement indiqué que ces calculs relatifs aux différences physiques ont été fondés, à la demande du Ministère de l'économie, sur les feuilles de coûts validées et utilisées pour déterminer la valeur construite. La lecture de la partie du procès-verbal qui concerne la valeur construite (pages 14 et 15) permet de constater que ces renseignements sont ceux que l'exportateur a initialement fournis et que le Ministère de l'économie a vérifiés sans soulever de problème.

11. Enfin, le Mexique a laissé entendre lors de la déclaration orale qu'il a faite au début de la présente réunion que, dans le procès-verbal de la visite d'inspection, l'exportateur était prévenu que les données de fait disponibles pourraient être utilisées s'il n'apportait pas les éclaircissements pertinents dans les cinq jours suivant la publication dudit procès-verbal. Le passage du procès-verbal auquel le Mexique apparemment se référait – page 16, paragraphe 1 – i) ne fait état d'aucune constatation établie par le Ministère de l'économie pendant la vérification qui indiquerait que l'exportateur n'a pas coopéré ni fourni les renseignements nécessaires; et ii) semble être le texte standard figurant dans tous les procès-verbaux des visites de vérification élaborés par le Ministère de l'économie. Un libellé strictement identique apparaît en effet à la fin du procès-verbal de la visite de vérification effectuée dans les installations d'Hylsa, qui sera fourni par le Guatemala dans les réponses aux questions formulées par le Groupe spécial pendant cette deuxième réunion.

12. Comme le Guatemala l'a expliqué, l'article 6.8 et l'Annexe II imposent des normes très strictes en ce qui concerne le moment et la manière dont l'autorité chargée de l'enquête peut utiliser les données de fait disponibles.[9] La réponse du Mexique à la question n° 107 n'apporte aucun argument quel qu'il soit pour justifier un quelconque aspect du recours du Ministère de l'économie aux données de fait disponibles.

13. Le Mexique fait valoir que le Guatemala n'a pas établi *prima facie* que les périodes retenues pour l'analyse du dommage n'étaient pas appropriées.[10] Le Guatemala considère que l'argument du Mexique est tout simplement erroné. Suivant la norme juridique applicable pour déterminer la période couverte par l'enquête, la période la plus récente doit être utilisée ou, à défaut, l'autorité chargée de l'enquête doit exposer les raisons pour lesquelles il ne serait pas faisable ou pas pertinent de recourir à cette période la plus récente.[11] Aussi la charge de la preuve qui incombe à la partie plaignante consiste à démontrer que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas utilisé la période la plus récente pour laquelle des renseignements étaient disponibles ou qu'elle n'a pas établi les raisons pour lesquelles il ne serait pas faisable ni pertinent de recourir à cette période. Le Guatemala est parvenu à démontrer ces deux choses.[12] Il est donc parvenu à établir *prima facie* qu'il y avait violation de

[9] Première communication du Guatemala, paragraphes 174 à 187.
[10] *Ibid.*, paragraphes 36 et 37.
[11] Article 3.1 de l'Accord tel qu'il a été clarifié par l'Organe d'appel au paragraphe 165 de son rapport *Mexique – Mesures antidumping visant le riz.*
[12] Première communication du Guatemala, paragraphes 245 à 254 et réponse du Guatemala à la question n° 23 du Groupe spécial.

l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en raison de l'utilisation d'une période d'enquête éloignée.

14. Cette norme juridique n'exige pas, comme le prétend le Mexique, que la partie plaignante démontre que l'on serait parvenu à des résultats différents si l'on avait utilisé les renseignements sur le dommage qui portaient sur la période plus appropriée. Exiger d'une partie plaignante qu'elle recueille pour son propre compte des renseignements concernant le dommage en vue de démontrer le caractère inapproprié d'une période éloignée serait imposer une charge insoutenable.

15. S'agissant de la définition de la branche de production nationale, le Mexique indique que si une demande est présentée par un producteur national représentant plus de 50 pour cent de la production nationale totale qui exprime son soutien ou son opposition à la demande, l'intégralité de l'examen visant à déterminer l'existence d'un dommage peut être axée exclusivement sur ce producteur, sans que cela puisse être considéré comme un manque d'objectivité.[13] Toutefois, le Guatemala observe que le Ministère de l'économie n'a pas défini la branche de production nationale comme incluant *seulement* le requérant, mais il a aussi inclus dans sa définition les trois autres entreprises qui constituaient également la branche de production nationale totale. Cela dit, même si l'on suppose que le Ministère de l'économie a défini la branche de production nationale de la première manière, il n'a pas uniquement axé son analyse du dommage sur ce seul producteur; selon les cas, pour certains facteurs, il a tenu compte de divers segments de la branche de production nationale comme le Guatemala l'a montré dans sa première communication écrite.[14]

16. S'agissant de l'allégation relative à la confidentialité des renseignements, le Mexique affirme que tous les écrits des parties, y compris ceux d'Hylsa, étaient accompagnés de leurs versions non confidentielles qui ont permis aux parties de prendre connaissance du contenu des éléments de preuve et de l'argumentation des autres parties, et de savoir quels renseignements étaient désignés comme confidentiels.[15]

17. À ce propos, en dehors de cette affirmation générale et dénuée de fondement, le Mexique n'a rien dit qui indique où trouver les résumés non confidentiels des renseignements concernant la valeur normale, concrètement, la facture et l'offre de prix.

18. Le Guatemala, pour sa part, allègue que le Ministère de l'économie a systématiquement enfreint l'obligation qui lui était faite d'exiger des résumés non confidentiels appropriés lorsqu'on lui fournissait des renseignements de nature confidentielle. L'allégation du Guatemala fait référence, en particulier, à l'absence de résumés non confidentiels sur les renseignements figurant dans la facture et l'offre de prix communiquées par le requérant avant l'ouverture de l'enquête[16], les raisons invoquées par Hylsa pour expliquer que les tubes et tuyaux de construction ne devaient pas être visés par l'enquête[17], et les éléments de preuve et les renseignements en faveur de l'inclusion des tubes et tuyaux de construction dans le champ d'application des droits antidumping.[18]

19. Lorsqu'on consulte le dossier administratif, il est évident qu'une feuille blanche ne contient pas suffisamment de détails pour "permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel". À titre d'exemple, quelques-unes des parties qui ont été laissées en blanc et au sujet desquelles aucun résumé non confidentiel n'a été fourni, sont mentionnées ci-après:

---

[13] Deuxième déclaration orale du Mexique, paragraphe 44.
[14] Première communication écrite du Guatemala, paragraphe 274.
[15] Deuxième déclaration orale du Mexique, paragraphe 59.
[16] Demande d'ouverture d'une enquête par Hylsa, pièce GTM-1.
[17] Réponse d'Hylsa à la note officielle UPCI.310.01.1179/2, pièce GTM-3.
[18] Pièce GTM-31.

a) Les annexes 4, 4.1, 5.A, 5.A.1, 5.B, 5.B.1, 6, 7, 8 et 8.A de la demande d'ouverture d'une enquête.[19]

b) La réponse n° 3 à la demande de renseignements additionnels adressée par le Ministère de l'économie sous couvert de la note officielle UPCI.310.01.1179/2, dans laquelle le requérant présentait "les points de vue et les positions uniquement propres à l'entreprise" en ce qui concerne l'inclusion ou l'exclusion des tubes et tuyaux de construction du champ de l'enquête.[20]

c) Également, les réponses n° 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14 et 15 à cette même note officielle UPCI.310.01.1179/2.[21]

20. Au vu de ces exemples (qui ne sont pas les seuls), le Groupe spécial peut constater qu'il n'est pas possible de parvenir à "comprendre raisonnablement" la teneur des renseignements désignés comme confidentiels; c'est pourquoi le Guatemala juge inutile de répéter les arguments au sujet des résumés non confidentiels qu'il a exposés dans ses différentes communications et dans ses réponses aux questions formulées par le Groupe spécial.

21. Merci Monsieur le Président, merci Messieurs les membres du Groupe spécial. Le Guatemala espère que ses interventions auront apporté des éléments qui vous seront utiles pour prendre la décision appropriée.

[19] Pièce GTM-1.
[20] Pièce GTM-3.
[21] Pièce GTM-3.

ANNEXE

Détermination finale	**Mention par le Mexique** 7 novembre	**Mention par le Mexique** 8 novembre	**Mention par le Guatemala**
Paragraphe 80-A	Néant	Néant	**Au sujet de la vérification globale**: Page 12, paragraphe 4: "Aucune divergence significative n'a été constatée et les explications données ainsi que les pièces à l'appui des chiffres *ont été jugées satisfaisantes par le groupe chargé de la vérification*" (pas d'italique dans l'original); page 13, paragraphes 1 à 4: "Aucune divergence significative n'a été constatée." (Voir les paragraphes 192 à 194 de la première communication écrite du Guatemala)
Paragraphe 80-B	Page 11, paragraphe 1 et page 12, paragraphe 4	Page 12, paragraphe 2; page 13, paragraphe 6; page 12, paragraphe 4; page 14, paragraphe 1	Page 12, paragraphe 4: "Aucune divergence significative n'a été constatée et les explications données ainsi que les pièces à l'appui des chiffres *ont été jugées satisfaisantes par le groupe chargé de la vérification*" (pas d'italique dans l'original); page 14, paragraphe 2: "L'équipe chargée de la vérification a constaté que le montant total des notes de crédit enregistrées dans le journal correspondait aux écritures ... et que les données relatives aux notes de crédit correspondaient au journal des notes de crédit."
Paragraphe 80-C	Page 10, paragraphe 1	Page 11, paragraphe 2	Page 11, paragraphe 2. Ce paragraphe laisse entendre qu'il y a eu quelques problèmes dans la communication des renseignements sur les ventes intérieures, mais plus bas dans la partie intitulée "Vérification globale", à la page 12, paragraphes 4 à 6, et à la page 13, paragraphes 1 à 4, le Ministère de l'économie a indiqué qu'il avait pu vérifier la totalité des ventes communiquées sans constater de divergences importantes. Page 10, paragraphe 1. Ce paragraphe ne dit rien au sujet des renseignements relatifs à quatre codes de produits dont il est question au paragraphe 80-C de la détermination finale. Toutefois, comme le Guatemala l'a expliqué aux paragraphes 201 et 202 de sa première communication écrite, le Mexique n'a pas précisé si, pour les 28 autres codes de produits, des problèmes s'étaient posés à propos de la valeur construite.

Détermination finale	**Mention par le Mexique** 7 novembre	**Mention par le Mexique** 8 novembre	**Mention par le Guatemala**
Paragraphe 80-D	Page 7, paragraphes 2 et 7	Page 7, paragraphe 6 et page 8, paragraphe 3	Le Mexique omet de mentionner le paragraphe 1 de la page 8 en ce qui concerne le fret: "Cet examen a montré qu'il n'y avait pas de divergence entre les renseignements vérifiés et ceux qui étaient enregistrés dans le système comptable de l'entreprise." Page 8, paragraphe 3: "Nous avons examiné un échantillon de 15 factures ... Le chiffre en dollars par tonne ... a été utilisé pour calculer la moyenne simple du coût du transport. Ce chiffre remplacera la moyenne des frais de transport figurant dans la base de données, *puisqu'il s'agit d'un chiffre vérifié*."
Paragraphe 80-E	Page 8, paragraphe 1		Page 8, paragraphe 3, voir ci-dessus. Page 9, paragraphe 1: "En ce qui concerne les frais de transport à destination du Costa Rica ... Bien que les écarts entre ces deux données soient minimes, *le chiffre exact est celui qui a été vérifié*." (pas d'italique dans l'original).
Paragraphe 80-F	Page 9, paragraphe 3	Page 9, paragraphe 3	**Au sujet des assurances**: page 10, paragraphes 1 et 2: "Les avenants présentés par les deux compagnies d'assurances établissent le montant de la prime correspondant à la valeur de la marchandise transportée … En outre, [l'exportateur] a communiqué la valeur des ventes … afin de confirmer que la somme des montants assurés auprès des deux compagnies était similaire au total des ventes mensuelles de Tubac S.A." **Au sujet des différences physiques**: page 10, paragraphe 3: "le Ministère de l'économie a demandé que les écarts de coûts soient calculés sur la base des feuilles de coûts validées et utilisées pour déterminer la valeur construite. *Selon cette méthode, l'entreprise a calculé les nouveaux chiffres relatifs aux différences physiques …*" (pas d'italique dans l'original)

Détermination finale	**Mention par le Mexique** 7 novembre	**Mention par le Mexique** 8 novembre	**Mention par le Guatemala**
Paragraphe 80-G	Page 9, paragraphe 7 et page 10, paragraphe 1	Page 11, paragraphes 1 et 2	**Au sujet de la production**: page 10, dernier paragraphe: "L'équipe chargée de la vérification a comparé le volume de production indiqué dans les rapports de production avec ce qui figurait sur la feuille de travail fournie lors de la vérification *sans trouver de divergence*. De même, elle a comparé l'évaluation de la production par gamme de produits avec le grand livre, *sans trouver de divergence*." (pas d'italique dans l'original) **Au sujet de la capacité installée, des ventes intérieures et des ventes à l'exportation vers les pays tiers**: Voir le paragraphe 217 de la première communication écrite du Guatemala